

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent, n'impliquent, de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Par « pays » ou « zone », on entend les pays, les territoires ou les zones.

Les vues exprimées dans les articles signés sont celles de leurs auteurs et ne coïncident pas nécessairement avec celles de l'Organisation des Nations Unies.

ST/ESA/STAT/SER.F/75 (vol. 1)

Publication des Nations Unies

Numéro de vente : F.00.XVII.16 (vol. 1)

ISBN 92-1-261182-6

Copyright © Nations Unies, 2002

Tous droits réservés

# **SOMMAIRE DES TOMES 1 ET 2**

## **TOME 1 : LES COMPTES DU SECTEUR DES MÉNAGES**

- Sommaire des tomes 1 et 2
- Sommaire des tomes 1 et 2
- Table des matières du tome 1
- Introduction
- Résumé des travaux du Groupe d'experts
- Remerciements
- Liste des experts contributeurs
- Liste des abréviations et sigles

### **Chapitre premier : Le secteur des ménages dans le SCN 1993**

- Le concept de secteur des ménages dans le SCN 1993 et ses extensions, par Lourdes Ferran

### **Chapitre II : La place du secteur non structuré dans celui des ménages**

- Le secteur non structuré : définition statistique et méthodes d'enquête, par Ralf Hussmanns
- Exécution des enquêtes économiques — La méthode FIRST, par Willem van den Anel
- Les statistiques du secteur non structuré : leçons tirées d'enquêtes spécialisées, par Margarita F. Guerrero
- Données minimales concernant le secteur non structuré aux fins de la comptabilité nationale, par Bernd Becker
- Progrès de la statistique du secteur non structuré : emploi et contribution au PIB, par Jacques Charmes

### **Chapitre III : Exemples de comptabilités du secteur des ménages**

- La comptabilité du « secteur des particuliers » dans les comptes nationaux du Canada, par Chris Jackson et Patrick O'Hagan
- Le secteur des ménages, et en particulier le secteur non structuré, en Inde, par A. C. Kulshreshtha
- Quantification de la production des ménages et participation des femmes à cette production au Népal, par Meena Acharya
- La comptabilité du secteur des ménages en Malaisie, par Yatimah Sarjiman et Vu Quang Viet
- Rapports entre micro et macrodonnées dans la comptabilité du secteur des ménages, par Harry H. Postner

### **Chapitre IV : Relations entre le secteur des ménages et d'autres secteurs**

- Les relations économiques du secteur des ménages, concernant en particulier leur consommation finale effective et d'autres relations avec le secteur des administrations publiques, par Erling J. Fløttum
- Les institutions sans but lucratif et le secteur des ménages, par Helmut K. Anheier et Lester M. Salamon

- Les ménages et l'économie dans son ensemble : exemples de l'Allemagne et du Mexique, par Bernd Becker et Andreas Pfeil
- Le secteur des ménages et le reste du monde : le cas des Caraïbes, par Peter Pariag

## **TOME 2 : LES COMPTES SATELLITES DES MÉNAGES**

### **Chapitre V : Types de comptes satellites des ménages**

1. Les comptabilités de l'emploi
  - Comptabilités de l'emploi, problèmes et formules, par Eivind Hoffmann
2. Les comptes satellites fonctionnels
  - Les comptes satellites fonctionnels en France : leurs relations avec les besoins des politiques sociales et leurs caractéristiques méthodologiques, par Jean-Etienne Chapron
3. Les comptes de la production des ménages
  - Quantification et évaluation des activités hors SCN, par Luisella Goldschmidt Clermont
  - Système proposé de compte satellite de la production des ménages en Europe, par Johanna Varjonen et Iris Niemi
  - Formule proposée de mesure de la production non marchande des ménages, par Derek Blades
  - Ebauche de classification internationale type de toutes les activités en vue de l'étude des productions économiques et sociales à partir de comptes satellites, par Marie Chamie et Engela Me
  - Le calcul des valeurs, problème de comptabilité nationale et d'analyse des politiques, par Sujai J. Shiva-kumar
4. La comptabilité des ressources humaines
  - Utilisation des comptabilités des ressources humaines pour les analyses socio-économiques combinées, par Jan W. van Tongeren
  - La comptabilité des ressources humaines en Corée, par Eun Pyo Hong
  - Ventilation des comptes du secteur des ménages par catégories socio-économiques, 1984 et 1994 : méthodes et résultats, par Vera Peres Rokhas
5. Matrices de comptabilité sociale (MCS) et systèmes de matrices de comptabilité économique et sociale (SESAME)
  - Mesure de la qualité de la vie par les SESAME, par Steven J. Keuning
  - MCS et SESAME aux Pays-Bas : la formule modulaire, par Jolanda Timmerman et Peter van de Ven
  - MCS et SESAME en Indonésie : résultats, utilisation et institutionnalisation, par Steven J. Keuning et Kusmadi Saleh

### **Chapitre VI : Mesure des paramètres sociaux**

- La mesure des phénomènes sociaux, 1954 à 1997. Une amélioration ? par Bernd Becker, Hermann Habermann et Daniel Melnick
- Capacités, pauvreté et méthodes complémentaires de mesure du degré de pauvreté, par Terry McKinley
- Guide des enquêtes pour la mesure des niveaux de vie, par Margaret E. Grosh et Pau Glewwe

## TABLE DES MATIÈRES DU TOME 1

	<i>Page</i>
Sommaire des tomes 1 et 2 . . . . .	iii
Table des matières du tome 1 . . . . .	v
Introduction. . . . .	1
Résumé des travaux du Groupe d'experts . . . . .	5
Remerciements . . . . .	11
Liste des experts participants . . . . .	13
Liste des abréviations et sigles. . . . .	15

### CHAPITRE PREMIER. LE SECTEUR DES MÉNAGES DANS LE SCN 1993

#### Le concept de secteur des ménages dans le SCN 1993 et ses extensions

Lourdes Ferran

I. — Introduction. . . . .	19
II. — Le secteur des ménages ses sous-secteurs . . . . .	23
A. — Le secteur des ménages . . . . .	23
B. — Les méthodes de subdivision par sous-secteurs . . . . .	24
1. Caractéristiques d'ensemble du ménage . . . . .	24
2. Caractéristiques de la personne de référence choisie dans le ménage . . . . .	25
C. — Séquence complète, ou sélection, de comptes . . . . .	25
D. — Le secteur non structuré (ou informel) . . . . .	26
III. — Les ménages en tant que producteurs. . . . .	28
A. — La production dans le Système et le domaine de la production . . . . .	28
B. — Les entreprises de ménages . . . . .	30
C. — Productions marchande et non marchande . . . . .	31
1. Les biens et les services. . . . .	31
2. La production pour usage final propre . . . . .	32
3. Agriculture et cultures de subsistance. . . . .	33
4. Les prestations de logement aux propriétaires-occupants . . . . .	34
5. Le personnel domestique. . . . .	35
6. Activités collectives . . . . .	35
7. La production « informelle ». . . . .	35

## TABLE DES MATIÈRES DU TOME 1

	<i>Page</i>
Sommaire des tomes 1 et 2 . . . . .	iii
Table des matières du tome 1 . . . . .	v
Introduction. . . . .	1
Résumé des travaux du Groupe d'experts . . . . .	5
Remerciements . . . . .	11
Liste des experts participants . . . . .	13
Liste des abréviations et sigles. . . . .	15

### CHAPITRE PREMIER. LE SECTEUR DES MÉNAGES DANS LE SCN 1993

#### Le concept de secteur des ménages dans le SCN 1993 et ses extensions

Lourdes Ferran

I. — Introduction. . . . .	19
II. — Le secteur des ménages ses sous-secteurs . . . . .	23
A. — Le secteur des ménages . . . . .	23
B. — Les méthodes de subdivision par sous-secteurs . . . . .	24
1. Caractéristiques d'ensemble du ménage . . . . .	24
2. Caractéristiques de la personne de référence choisie dans le ménage . . . . .	25
C. — Séquence complète, ou sélection, de comptes . . . . .	25
D. — Le secteur non structuré (ou informel) . . . . .	26
III. — Les ménages en tant que producteurs. . . . .	28
A. — La production dans le Système et le domaine de la production . . . . .	28
B. — Les entreprises de ménages . . . . .	30
C. — Productions marchande et non marchande . . . . .	31
1. Les biens et les services. . . . .	31
2. La production pour usage final propre . . . . .	32
3. Agriculture et cultures de subsistance. . . . .	33
4. Les prestations de logement aux propriétaires-occupants . . . . .	34
5. Le personnel domestique. . . . .	35
6. Activités collectives . . . . .	35
7. La production « informelle ». . . . .	35

D. — Calcul de la valeur de la production . . . . .	36
E. — Production illicite, production dissimulée et économie souterraine . . . . .	37
F. — La formation de capital . . . . .	37
1. Formation brute de capital fixe . . . . .	38
2. Les stocks . . . . .	39
IV. — Les ménages en tant que bénéficiaires de revenus . . . . .	39
A. — Les revenus primaires. . . . .	39
1. Rémunération des salariés . . . . .	39
2. Excédent d'exploitation ou revenu mixte . . . . .	40
3. Revenus de la propriété . . . . .	40
B. — Les transferts . . . . .	40
1. Prestations sociales. . . . .	41
2. Transferts sociaux en nature . . . . .	41
C. — L'épargne . . . . .	42
V. — Les ménages en tant que consommateurs . . . . .	43
A. — Les dépenses . . . . .	43
B. — Les dépenses de consommation finale des ménages . . . . .	44
1. Dépenses effectives . . . . .	44
2. Dépenses imputées . . . . .	45
C. — La consommation finale effective des ménages . . . . .	45
1. Dépenses consacrées aux biens ou services de consommation individuelle ou collective . . . . .	46
2. Consommation finale effective des ménages . . . . .	46
D. — Les transferts sociaux en nature . . . . .	46
E. — Les cotisations sociales . . . . .	48
F. — Les nomenclatures ou classifications . . . . .	48
G. — Les dépenses consacrées au logement . . . . .	50
H. — Les dépenses consacrées aux objets de valeur . . . . .	50
VI. — Population et emploi. . . . .	51
A. — Estimations globales et par habitant . . . . .	51
B. — La population et les sous-secteurs des ménages . . . . .	51
C. — Les apports de travail . . . . .	52

## CHAPITRE II. LA PLACE DU SECTEUR NON STRUCTURÉ DANS CELUI DES MÉNAGES

### Le secteur non structuré : définition statistique et méthodes d'enquête

Ralf Hussmanns

I. — Généralités . . . . .	57
A. — Le concept de secteur non structuré . . . . .	57
B. — La nécessité de réunir des données statistiques sur le secteur non structuré . . . . .	59
II. — Définition statistique du secteur non structuré . . . . .	60
A. — La 15 <sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail . . . . .	60
B. — Liens entre le concept de secteur non structuré et les concepts des comptes nationaux . . . . .	61
C. — Principaux critères de la définition du secteur non structuré . . . . .	62
D. — Dispositions supplémentaires . . . . .	65
E. — Conclusion . . . . .	67
III. — Méthodes de collecte de données sur le secteur non structuré . . . . .	69
A. — Introduction . . . . .	69
B. — Les enquêtes sur les ménages . . . . .	69
C. — Les enquêtes sur les établissements . . . . .	70
D. — Les enquêtes conjointes sur les ménages et les entreprises . . . . .	71
1. Les enquêtes indépendantes sur le secteur non structuré. . . . .	72
2. Utilisation de modules applicables au secteur non structuré lors des enquêtes sur les ménages . . . . .	73
E. — Moyens d'améliorer les taux de contact et de réponse et la qualité des données . . . . .	74
F. — Variations saisonnières et estimation des valeurs annuelles . . . . .	75
Bibliographie . . . . .	76
Annexe : Résolution concernant les statistiques de l'emploi dans le secteur informel. . . . .	77

### Exécution des enquêtes économiques — la méthode FIRST

Willem van den Anel

I. — Introduction . . . . .	89
II. — La méthode FIRST . . . . .	90
III. — Considérations concernant les sondages . . . . .	93
IV. — Données résultant de l'Enquête. . . . .	95
V. — Les questionnaires . . . . .	96
VI. — Spécimen de questionnaire . . . . .	97

## **Les statistiques du secteur non structuré : leçons tirées d'enquêtes spécialisées**

Margarita F. Guerrero

I. — Introduction . . . . .	101
II. — La collecte de données socio-économiques aux Philippines . . . . .	102
A. — Recensements et enquêtes concernant les ménages . . . . .	103
1. Recensements des ménages . . . . .	103
2. Enquêtes sur les ménages . . . . .	103
3. Le maître-échantillon . . . . .	104
4. L'Enquête de 1988 sur les activités exercées par les ménages . . . . .	105
B. — Recensements et enquêtes concernant les établissements . . . . .	107
III. — L'Enquête de 1995 sur le secteur non structuré urbain . . . . .	109
A. — Justification et objectifs . . . . .	110
B. — Considérations fondamentales concernant l'organisation de l'Enquête . . . . .	110
C. — Les opérations sur le terrain . . . . .	112
D. — Organisation du sondage et composition de l'échantillon . . . . .	112
E. — Confection du questionnaire et problèmes de traitement des données . . . . .	115
F. — Diffusion des résultats . . . . .	117
IV. — L'Enquête de 1995 sur l'enfance (SOC) . . . . .	117
V. — L'Enquête de 1993 sur les travailleurs à domicile (SOH) . . . . .	119
VI. — Conclusions . . . . .	120

## **Données minimales concernant le secteur non structuré aux fins de la comptabilité nationale**

Bernd Becker

I. — Aperçu des statistiques du secteur non structuré . . . . .	135
II. — Propositions concernant la collecte d'un minimum de données aux fins de la comptabilité nationale . . . . .	135
Annexe 1 : Définition du secteur non structuré, en ce qui concerne les unités et la production . . . . .	137
Annexe 2 : Minimum de données sur le secteur non structuré aux fins de la comptabilité nationale . . . . .	138
Annexe 3 : Recommandations d'une session de travail de l'ONU consacrée aux statistiques relatives au secteur informel . . . . .	140
Bibliographie . . . . .	141

## **Progrès de la statistique du secteur non structuré : emploi et contribution au PIB**

Jacques Charmes

I. — Introduction . . . . .	145
II. — Origines et définitions du concept de secteur non structuré . . . . .	145

III. — Méthodes indirectes d'estimation de l'emploi et de la production dans le secteur non structuré . . .	148
IV. — Méthodes d'enquête pour la mesure de l'emploi et de la production dans le secteur non structuré . .	150
Annexes . . . . .	153
Bibliographie . . . . .	159

### **CHAPITRE III. EXEMPLES DE COMPTABILITÉS DU SECTEUR DES MÉNAGES**

#### **La comptabilité du « secteur des particuliers » dans les comptes nationaux du Canada**

Chris Jackson et Patrick O'Hagan

I. — Introduction . . . . .	163
II. — Le contenu du secteur des particuliers dans le SCCN . . . . .	165
III. — Le compte des revenus et des dépenses . . . . .	166
A. — Revenus . . . . .	166
B. — Dépenses . . . . .	169
IV. — Le compte de capital et le compte financier. . . . .	170
A. — Le compte de capital . . . . .	170
B. — Le compte financier . . . . .	173
1. Les actifs financiers . . . . .	174
2. Les passifs . . . . .	175
V. — Le compte de patrimoine . . . . .	176
A. — Les actifs non financiers . . . . .	176
B. — Les actifs et passifs financiers . . . . .	178
VI. — Le compte des autres variations des actifs . . . . .	178
Bibliographie . . . . .	179

#### **Le secteur des ménages, et en particulier le secteur non structuré, en Inde**

A. C. Kulshreshtha

I. — Introduction . . . . .	181
A. — Le secteur des ménages . . . . .	182
B. — Le secteur non structuré. . . . .	182
C. — Le secteur organisé de l'économie indienne . . . . .	183
D. — Le secteur non organisé de l'économie indienne . . . . .	184

II. — Sources de données concernant le secteur non organisé . . . . .	185
III. — Comment les statistiques du secteur non organisé sont incorporées dans la comptabilité nationale . . . . .	187
A. — Agriculture et activités apparentées . . . . .	187
B. — Sylviculture . . . . .	188
C. — Pêche . . . . .	188
D. — Mines et carrières . . . . .	188
E. — Activités manufacturières . . . . .	189
F. — Construction. . . . .	189
G. — Electricité, gaz et eau . . . . .	190
H. — Commerce, hôtellerie et restauration . . . . .	190
I. — Transports, stockage et communications. . . . .	191
J. — Banque et assurances . . . . .	191
K. — Immobilier et propriété des logements . . . . .	191
L. — Autres services . . . . .	192
IV. — Le secteur non organisé dans les comptes nationaux récents . . . . .	192
V. — Possibilité d'estimations concernant le secteur des ménages . . . . .	193
Annexe 1: Composition du secteur organisé dans les statistiques de la comptabilité nationale indienne . . . . .	194
Annexe 2 : Liste des enquêtes faisant suite aux recensements de l'économie . . . . .	195
Bibliographie . . . . .	196

## **Quantification de la production des ménages et participation des femmes à cette production au Népal**

Meena Acharya

I. — Le problème . . . . .	197
II. — Le calcul actuel du PIB au Népal — Problèmes de quantification et de prise en compte de la contribution des femmes. . . . .	199
A. — Agriculture et sylviculture. . . . .	200
B. — Electricité, gaz et eau . . . . .	200
C. — Production manufacturière . . . . .	200
D. — Construction. . . . .	201
E. — Commerce, restauration et hôtellerie . . . . .	201
F. — Transports, communications et stockage. . . . .	202
III. — Projet de présentation analytique. . . . .	202

	<i>Page</i>
IV. — La mesure de la production, par sexe, des ménages au Népal . . . . .	203
V. — Conclusions . . . . .	206
Bibliographie . . . . .	209

## **La comptabilité du secteur des ménages en Malaisie**

Yatimah Sarjiman et Vu Quang Viet

I. — Introduction . . . . .	211
II. — Sources de données et méthodes d'estimation . . . . .	211
A. — Les sources de données . . . . .	211
B. — Méthodes d'estimation de la production, des facteurs utilisés et de la valeur ajoutée . . . . .	212
C. — Estimation du revenu de la propriété et des transferts courants . . . . .	213
D. — Répartition des SIFIM . . . . .	213
1. Estimation des SIFIM . . . . .	213
2. Intérêts purs à percevoir/à verser . . . . .	214
E. — Affectation des commissions d'assurance . . . . .	214
F. — Estimation du compte de capital . . . . .	215
III. — Autres estimations comptables . . . . .	215
IV. — Vue d'ensemble du secteur des ménages . . . . .	216
A. — Les revenus primaires du secteur des ménages . . . . .	216
B. — Les impôts sur le revenu . . . . .	217
C. — Le taux d'épargne dans le secteur des ménages . . . . .	217

## **Rapports entre micro et macrodonnées dans la comptabilité du secteur des ménages**

Harry H. Postner

I. — Introduction . . . . .	223
II. — Vérification et conservation des microdonnées. . . . .	224
III. — Agrégation, ajustements par conversion et non-interchangeabilité . . . . .	225
IV. — Qu'en est-il maintenant des relations entre micro et macrodonnées ? . . . . .	228
V. — Conclusions . . . . .	229
Appendice A . . . . .	229
Appendice B . . . . .	230
Bibliographie . . . . .	232

## CHAPITRE IV. RELATIONS ENTRE LE SECTEUR DES MÉNAGES ET D'AUTRES SECTEURS

**Les relations économiques du secteur des ménages concernant,  
en particulier, leur consommation finale effective  
et d'autres relations avec le secteur des administrations publiques**

Erling J. Fløttum

I. — Introduction. . . . .	237
II. — Les relations entre le secteur des ménages et les autres secteurs . . . . .	238
A. — Le compte d'affectation du revenu primaire . . . . .	238
1. La rémunération des salariés . . . . .	238
2. Les revenus de la propriété . . . . .	239
B. — Le compte de distribution secondaire du revenu . . . . .	239
1. Les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. . . . .	239
2. Les cotisations sociales . . . . .	239
3. Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature . . . . .	240
4. Les autres transferts courants. . . . .	240
C. — Le compte de redistribution du revenu en nature . . . . .	240
D. — Le compte d'utilisation du revenu . . . . .	241
E. — Le compte de capital . . . . .	243
III. — Les secteurs institutionnels . . . . .	243
A. — Le secteur et les sous-secteurs des ménages . . . . .	244
B. — Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) . . . . .	245
C. — Le secteur des administrations publiques et ses sous-secteurs . . . . .	245
IV. — La consommation effective des ménages . . . . .	246
A. — Estimation des dépenses de consommation finale . . . . .	247
1. Les dépenses de consommation des ménages . . . . .	247
2. Les dépenses de consommation des ISBLSM. . . . .	249
3. Les dépenses de consommation de l'administration centrale . . . . .	250
4. Les dépenses de consommation des administrations locales. . . . .	251
B. — Estimation des dépenses de consommation à destination individuelle . . . . .	251
C. — Calcul de la consommation effective des ménages . . . . .	252
V. — Les estimations particulières de la consommation effective des ménages . . . . .	252
A. — Consommation finale effective de prestations d'enseignement. . . . .	252
B. — Consommation finale effective de prestations de santé. . . . .	255
VI. — La séquence des comptes des ménages . . . . .	257
A. — Le compte de production . . . . .	257
B. — Le compte d'exploitation . . . . .	258

	<i>Page</i>
C.— Le compte d'affectation du revenu primaire . . . . .	259
D.— Le compte de distribution secondaire du revenu . . . . .	259
E.— Le compte de redistribution du revenu en nature . . . . .	259
F.— Le compte d'utilisation du revenu disponible . . . . .	261
G.— Le compte d'utilisation du revenu disponible ajusté . . . . .	261
VII.— La subdivision du secteur des ménages . . . . .	261
A.— La séquence des comptes des ISBLSM . . . . .	262
B.— Autres subdivisions du secteur des ménages . . . . .	264
Bibliographie . . . . .	267

### **Les institutions sans but lucratif et le secteur des ménages**

Helmut K. Anheier et Lester M. Salamon

I. — Introduction . . . . .	269
II. — Les institutions sans but lucratif dans le Système de comptabilité nationale. . . . .	269
A. — Définition . . . . .	269
B. — Répartition par secteurs . . . . .	270
C. — Classification . . . . .	272
D. — Conséquences . . . . .	273
E. — Estimation de l'importance numérique et de la composition des catégories d'ISBL . . . . .	274
III. — Le projet Johns Hopkins de comparaison entre les secteurs des institutions sans but lucratif et de leurs liens avec le secteur des ménages . . . . .	277
A. — Définition . . . . .	277
B. — Classification . . . . .	278
C. — Estimation de l'étendue et de la composition du secteur . . . . .	278
IV. — Comparaison méthodologique et empirique . . . . .	282
A. — Définition et classification . . . . .	282
B. — Estimation de l'étendue et de la composition du secteur . . . . .	286
C. — Conclusions . . . . .	287
V. — Comment établir un compte satellite des institutions sans but lucratif . . . . .	287
Bibliographie . . . . .	290

### **Les ménages et l'économie dans son ensemble : exemples de l'Allemagne et du Mexique**

Bernd Becker et Andreas Pfeil

I. — Introduction . . . . .	293
II. — Les comptes de la balance des paiements et ceux du Système de comptabilité nationale (SCN) . . . . .	294
III. — Deux exemples : les balances des paiements de l'Allemagne et du Mexique . . . . .	295

	<i>Page</i>
IV. — Le secteur mexicain des ménages et la crise du peso . . . . .	296
A. — Effets sur le revenu . . . . .	296
B. — Effets sur la consommation . . . . .	297
C. — Effets sur l'emploi. . . . .	297
V. — Conclusions . . . . .	298
Annexes . . . . .	299
Bibliographie . . . . .	302

## **Le secteur des ménages et le reste du monde : le cas des Caraïbes**

Peter Pariag

I. — Introduction . . . . .	303
II. — Les caractéristiques des économies des Caraïbes . . . . .	303
III. — Les secteurs institutionnels à la Trinité-et-Tobago . . . . .	304
IV. — Le secteur des ménages à la Trinité-et-Tobago . . . . .	305
V. — Les flux entre le secteur des ménages et le reste du monde . . . . .	306
VI. — Les opérations commerciales du secteur des ménages . . . . .	307
VII. — Autres points à débattre . . . . .	307
A. — Les comptes en devises . . . . .	308
B. — Les fonds mutualistes étrangers . . . . .	308
C. — Les cartes de crédit. . . . .	308
VIII. — Conclusions . . . . .	308
Annexe . . . . .	309
Bibliographie . . . . .	315

# INTRODUCTION

## I. — Généralités

1. Le présent *Manuel* concerne essentiellement les comptes du secteur des ménages et leurs prolongements possibles décrits dans le *Système de comptabilité nationale* 1993 (SCN 1993)<sup>1</sup>. Il expose comment divers pays ont résolu les questions de concepts et de calcul des comptes du secteur des ménages et de ses comptes satellites.

2. Le présent ouvrage fait partie de la série des « Manuels de comptabilité nationale », produite par la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies en vue de la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993). Dans cette série figurent également les manuels ci-après, déjà publiés ou qui le seront bientôt :

- Comptabilité économique et environnementale intégrée<sup>2</sup>;
- Application du Système de comptabilité nationale aux économies en transition<sup>3</sup>;
- Etablissement et analyse des tableaux d'entrées-sorties<sup>4</sup>;
- Rapports entre les comptes des entreprises et la comptabilité nationale<sup>5</sup>;
- Méthode systématique d'établissement des comptes nationaux<sup>6</sup>;
- Utilisation des comptes nationaux pour les analyses et les décisions de politique<sup>7</sup>.

3. A côté de la Division de statistique de l'ONU, d'autres organisations membres du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, par exemple Eurostat (Office statistique des Communautés européennes), le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que d'autres organisations internationales, telles que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale du tourisme, etc., produisent également des manuels concernant leurs statistiques spécialisées. Tous les manuels déjà publiés ou qui le seront bientôt en vue de la mise en œuvre du SCN 1993 sont annoncés dans *SNA News and Notes*, bulletin d'information semestriel du Groupe de travail intersecrétariats, édité et publié par la Division de statistique de l'ONU<sup>8</sup>.

4. Le présent *Manuel* est un recueil des communications de divers auteurs spécialistes de la comptabilité nationale ou de disciplines apparentées. Pour le préparer, ces auteurs se sont rencontrés à l'occasion de la réunion d'un groupe d'experts sur les comptes satellites des ménages, tenue au Siège de l'ONU à New York du 6 au 10 octobre 1997. Lors de cette réunion, les communications des auteurs ont été débattues et, s'il y avait lieu, des propositions ont été faites en vue d'y apporter des modifications. Un résumé des débats du groupe d'experts fait suite à la présente introduction. Le groupe a également émis quelques observations au sujet de l'« esprit » du *Manuel*, qui sont reproduites ci-après.

## II. — L'« esprit » du Manuel

5. Partout, le secteur des ménages est celui du Système de comptabilité nationale qui a été le moins exploré. Même si l'ancien SCN de 1968 a recommandé de tenir une comptabilité des ménages, seuls quelques pays le font actuellement. Le SCN 1993 décrit les concepts sur lesquels repose une séquence complète de comptes de tous les secteurs, y compris celui des ménages. Comme celui-ci représente la somme de toutes les données économiques concernant les résidents d'un pays, il s'agit de consacrer plus de ressources à l'établissement de ses

comptes et le présent *Manuel* est considéré comme un moyen de faciliter les efforts dans ce sens. Le but consiste à construire les comptes du secteur des ménages de façon plus indépendante (à partir de sources qui lui soient propres) que cela ne se fait actuellement, considérant plus ou moins ce secteur comme résiduel.

6. Il faut, en sus des comptes du secteur des ménages, construire d'autres comptes satellites et des matrices de comptabilité sociale des ménages. Cela pose deux grands problèmes. En premier lieu, comme la croissance économique ne se traduit pas automatiquement par un progrès pour tous les groupes qui composent une société, la nécessité d'étudier les relations qui existent entre les facteurs économiques d'un côté, les facteurs sociaux de l'autre, devient une priorité dans les prises de décisions. Ces relations ont été débattues en profondeur durant de grandes conférences des Nations Unies, par exemple le Sommet social de Copenhague ou la Conférence des femmes tenue à Beijing, et les comptes satellites comme les matrices de comptabilité sociale ont été considérés comme un bon moyen d'analyser ces relations. En second lieu, comme les sociétés passent non seulement de l'économie agricole à l'économie industrielle, mais également de cette dernière à l'ère des services et à celle de l'information, il est indispensable de découvrir sur quelle base analyser cette évolution. Cela peut se faire en élaborant plus avant les concepts et les méthodes de calcul pour étudier les caractéristiques du capital humain et son évolution dans le secteur des ménages, ses subdivisions, les diverses catégories de travailleurs et les diverses branches d'activité.

7. Dans le monde entier, la politique macro-économique s'appuie largement sur les principaux agrégats du SCN, c'est-à-dire le produit intérieur brut (PIB), la consommation finale, la formation de capital, etc. Considérant, toutefois, l'accroissement des nécessités de la politique socio-économique, on pourra rendre les comptes nationaux plus utiles pour l'étude des politiques en tirant davantage profit de la flexibilité du système et, en particulier, grâce aux comptes satellites et à leur analyse.

8. Les principaux utilisateurs auxquels s'adresse le présent *Manuel* sont les comptables nationaux des pays développés ou en développement. L'ouvrage doit les préparer à entretenir un dialogue avec les statisticiens qui ont pour tâche de réunir les données concernant diverses caractéristiques sociales, ainsi qu'avec les chercheurs et les décideurs.

9. Etant donné la diversité des problèmes sociaux qui se posent selon les pays, il est illusoire de chercher à proposer des orientations omnivalentes. Même si le *Manuel* traite de diverses questions d'importance, il ne peut être complet et n'a l'intention de l'être en ce qui concerne ni les concepts, ni les descriptions concrètes des façons de construire des comptes et des comptes satellites du secteur des ménages.

### III. — L'organisation générale du *Manuel*

10. Le présent *Manuel* se compose de deux tomes. Le premier, intitulé « Les comptes du secteur des ménages », est consacré à l'établissement des comptes de ce secteur comme ils sont décrits dans le cadre central du Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993). Le second tome, intitulé « Les comptes satellites des ménages », se concentre sur divers comptes satellites à établir en prolongement des comptes classiques de ce secteur.

11. Le chapitre premier du tome 1 décrit le secteur des ménages comme le fait le SCN 1993 en le détaillant davantage. Le chapitre II traite essentiellement du concept du secteur non structuré, qui occupe une place capitale dans le SCN 1993 en ce qui concerne la production marchande des ménages, les revenus tirés de cette production, ainsi que les possibilités d'emploi dans ce secteur. Le chapitre III reproduit des études nationales et des études de cas concernant l'établissement des comptes du secteur des ménages. Enfin, le chapitre IV décrit les relations entre ce secteur et certains autres.

12. Le tome 2 est consacré essentiellement à divers types de comptes satellites des ménages : les comptes professionnels, les comptes satellites fonctionnels, la comptabilité de la production des ménages, enfin les comptes socio-économiques : comptes des ressources humaines (CRH), matrices de comptabilité sociale (MCS) et systèmes de matrices de comptabilité économique et sociale (SESAME), décrits au chapitre V. Le chapitre VI du

tome 2, qui concerne essentiellement la mesure des problèmes sociaux, décrit plusieurs indicateurs sociaux, les problèmes de leur détermination et les sources de données potentielles à cet effet.

13. Les communications reproduites dans les tomes 1 et 2 du *Manuel* exposent des pratiques expérimentées dans divers domaines liés à la comptabilité nationale. Comme chacun de ces domaines a sa propre base documentaire, les communications en question constituent un recueil de références aux travaux effectués ailleurs et entendent être aussi complètes que possible. Ce recueil constitue peut-être une documentation sur les concepts et les méthodes de calcul, mais il expose également comment ces concepts et ces méthodes ont été appliqués dans diverses parties du monde.

#### IV. — Le tome 1 : « Les comptes du secteur des ménages »

14. Le chapitre premier du tome 1, intitulé « Le secteur des ménages dans le SCN 1993 », traite essentiellement du concept de secteur des ménages exposé dans cet ouvrage et de sa subdivision. Comme on s'est rendu compte que les questions concernant les ménages sont traitées de façon dispersée dans l'ensemble du SCN, ce chapitre les récapitule en introduction au *Manuel*. En particulier, il expose la définition de ce secteur et de ses sous-secteurs, ainsi que les diverses activités des ménages en qualité de producteurs, de bénéficiaires de revenus et de consommateurs. Il étudie aussi les membres des ménages en tant que composantes de la population active.

15. Le chapitre premier donne également d'autres indications concernant des aspects importants des ménages sur lesquels le *Manuel* ne revient pas ensuite. D'autres aspects, par contre, par exemple la place du secteur non structuré dans celui des ménages ou domaine de la production, sont analysés à nouveau de façon plus détaillée dans des chapitres suivants du *Manuel*.

16. Le chapitre II, intitulé « La place du secteur non structuré dans celui des ménages », concerne essentiellement le concept de secteur non structuré, concept crucial mais souvent négligé dans le SCN 1993. Il traite de la production marchande des ménages, du revenu qui en est tiré, ainsi que de l'emploi dans le secteur non structuré. Le concept de ce secteur et la façon dont il conduit à une méthode d'enquête le concernant sont analysés dans la première communication du chapitre II, qui décrit dans le détail la définition du secteur dont il a été convenu en 1993 lors de la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail. La deuxième communication développe une approche intégrée des enquêtes des services nationaux de statistique sur les grandes, moyennes et, en particulier, petites entreprises, dite méthode FIRST.

17. La troisième communication reprise dans le chapitre II décrit comment s'effectue aux Philippines la collecte de données sur le secteur non structuré urbain en général, et en particulier de données concernant les ménagères et les enfants qui travaillent. La communication suivante propose un minimum de données concernant le secteur non structuré à utiliser en comptabilité nationale. Enfin, la dernière communication décrit de façon générale les progrès réalisés dans le recensement du secteur non structuré et renseigne sur le niveau et le développement de l'emploi et de la production dans ce secteur.

18. Le chapitre III, « Exemples de comptabilités du secteur des ménages », est un aperçu des méthodes de calcul de ces comptes dans certains pays. Le chapitre commence par une communication qui expose la formule canadienne, suivie d'autres communications concernant les formules appliquées en Inde, au Népal et en Malaisie. La dernière communication du chapitre traite plus en profondeur des relations entre les données micro et macro-économiques dans la comptabilité du secteur des ménages.

19. Le chapitre IV, « Relations entre le secteur des ménages et d'autres secteurs », clôture le tome 1. Il commence par une communication concernant les relations qui existent en Norvège entre le secteur des ménages et celui des administrations publiques, suivie d'une communication traitant des relations entre le secteur des ménages et celui des institutions sans but lucratif. Enfin, le chapitre expose certains cas de relations directes et indirectes entre le secteur des ménages et le reste du monde, en insistant spécialement sur la dimension socio-économique du secteur des ménages et de certaines de ses subdivisions. En particulier, la communication concernant l'expérience des Caraïbes démontre combien les petits pays sont vulnérables aux relations avec l'extérieur.

## V. — Le tome 2 : « Les comptes satellites des ménages »

20. Le tome 2 du *Manuel* traite essentiellement des comptes satellites du secteur des ménages. Le chapitre V, intitulé « Types de comptes satellites des ménages », en présente cinq différents. Le premier, Comptabilité de l'emploi, développe le contenu du chapitre XVII du SCN 1993 intitulé « Population et emploi ». Il y est fait valoir que cette comptabilité est un complément indispensable aux comptes nationaux mais comme il le précise, que cette comptabilité n'y a jusqu'ici guère été incluse.

21. L'exemple suivant est celui des comptes satellites fonctionnels. La communication présentée ici analyse essentiellement les exemples français de ces comptes remontant aux années 70, époque à laquelle la France a commencé à établir des comptes satellites concernant la recherche-développement, la santé, la protection sociale, etc. La communication décrit l'influence des nécessités politiques sur le développement des comptes satellites.

22. Un autre compte satellite est celui de la production des ménages, à la fois dans le domaine de la production selon le SCN et, en particulier, hors de ce domaine. Les communications sur ce sujet traitent de diverses questions, non seulement de méthode mais aussi de classification et d'évaluation, en même temps que de pratiques nationales. La dernière communication sur ce thème analyse les problèmes théoriques de l'évaluation des activités non marchandes.

23. Le quatrième type de comptes satellites des ménages décrit dans le tome 2 concerne la comptabilité des ressources humaines élaborée par la Division de statistique de l'ONU. Contrairement aux comptes satellites fonctionnels ces comptes sont dits satellites intégrés (SCN 1993, §21.122/3). Il s'agit d'une présentation globale des comptes nationaux où entrent certaines modifications des concepts et des agrégations plus poussées des classifications à l'appui de diverses subdivisions possibles des comptes satellites. Les comptes des ressources humaines présentent un ensemble global de données socio-économiques. Leurs caractéristiques générales sont exposées dans la première communication, tandis que les suivantes décrivent comment ces comptes sont établis en République de Corée et en Colombie.

24. Les matrices de comptabilité sociale et leurs extensions (MCS et SESAME) sont présentées dans la dernière partie du chapitre V. Comme les comptes des ressources humaines, il s'agit là aussi de présentations globales des comptes nationaux que l'on peut donc qualifier de comptes satellites intégrés. La première communication décrit les caractéristiques générales des matrices et en particulier des SESAME appliqués à la qualité de vie. Les deux autres exposent l'application des matrices et des SESAME aux Pays-Bas et en Indonésie.

25. L'articulation du chapitre V repose sur le champ d'application des comptes satellites : les comptabilités de l'emploi ainsi que les comptes satellites fonctionnels concernent essentiellement des aspects particuliers de la dimension socio-économique du secteur des ménages. Les comptes de la production des ménages portent sur les activités qui n'entrent pas dans le domaine de la production selon le SCN. Les comptes des ressources humaines, les matrices de comptabilité sociale et les SESAME portent sur tous les aspects précédents et en particulier sur les activités du marché du travail et sur celles couvertes par les comptes satellites fonctionnels. En outre, les SESAME et les comptes des ressources humaines constituent le lien entre les indicateurs sociaux et les comptes nationaux. Les SESAME, qui font également entrer en ligne de compte les données sur l'environnement, constituent le système le plus détaillé de comptabilité socio-économique, mais nécessitent aussi l'utilisation d'un maximum de données et de ressources.

26. Le chapitre VI est le dernier du tome 2, intitulé « Mesure des paramètres sociaux ». Les comptes satellites concernent des paramètres sociaux tels que la pauvreté, la santé et l'éducation, et leur description statistique fait l'objet du chapitre en question. La première communication du chapitre VI se concentre sur la définition et la mesure de certains indicateurs et sur les progrès réalisés au cours des dernières décennies. La communication suivante décrit dans le détail les efforts déployés pour définir des indicateurs adéquats de la « pauvreté » en tant que problème social. Enfin, la dernière communication décrit les enquêtes qui servent de source de données pour le calcul des indicateurs sociaux.

## RÉSUMÉ DES TRAVAUX DU GROUPE D'EXPERTS

27. Le Groupe d'experts, réuni du 6 au 10 octobre 1997, a débattu en profondeur les communications présentées. Le résumé qui suit traite des principaux sujets débattus, en sus de ceux qui ont déjà été présentés dans le chapitre II de l'introduction.

### I. — Les comptes du secteur des ménages

#### A. — LE SECTEUR DES MÉNAGES

28. Le premier tome du *Manuel* récapitule divers aspects de la comptabilité du secteur des ménages, exposés dans le Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993). Certains concepts exposés dans le SCN 1993 doivent faire l'objet de précisions supplémentaires. En particulier, il est nécessaire d'analyser plus à fond les applications et les mesures de concept tels que ceux de consommation effective, de secteur non structuré, d'activités souterraines ou illégales et de production des ménages.

29. En ce qui concerne l'étendue des comptes du secteur, l'établissement de comptes de la production, du revenu et de l'utilisation du revenu a la priorité si l'on veut calculer l'épargne des ménages. En fonction de leurs besoins, des données dont ils disposent et de leurs ressources, les pays pourront développer davantage les comptes du secteur, en y incluant des comptes de capital, des comptes financiers, voire même des comptes de patrimoine.

30. Pour l'analyse détaillée des relations économiques et sociales, il est proposé d'élaborer éventuellement une sous-classification internationale du secteur des ménages qui pourrait s'appuyer sur divers critères, y compris des caractéristiques socio-économiques telles que le degré d'instruction ou l'activité professionnelle de la personne prise pour référence, qu'il s'agisse de ménages agricoles ou non, de leur emplacement régional dans des zones rurales ou urbaines, ou encore d'autres caractéristiques régionales, la taille du ménage, etc., ou encore le niveau du revenu.

31. Dans le cadre central du SCN, entre une partie de la production non marchande des ménages (par exemple la production agricole et tous les produits destinés à l'autoconsommation). Pour de multiples raisons, parmi lesquelles la préservation de l'homogénéité des agrégats macro-économiques, les difficultés d'évaluation imputables à l'absence de prix économiquement significatifs et l'utilité des comptes nationaux centraux pour la définition des politiques publiques, le domaine de la production selon le SCN doit demeurer tel quel (pour plus de détails, voir le SCN 1993, chapitre 6, paragraphes 6.19 à 6.22). Aux fins d'analyses, il a été proposé que le compte satellite de la production non marchande des ménages s'étende à toute la fourchette de cette production, c'est-à-dire aux activités incluses dans le domaine de la production selon le SCN et à celles qui en sont exclues et que ces activités soient distinguées dans le compte satellite de façon à offrir les possibilités les plus larges et les plus adaptables d'analyse de la fraction non marchande de cette production.

#### B. — LA PLACE DU SECTEUR NON STRUCTURÉ DANS CELUI DES MÉNAGES

32. Pour distinguer la production du secteur non structuré de la production totale des ménages, il faut pouvoir affecter sans équivoque les unités productrices à leurs secteurs respectifs afin d'éviter des lacunes ou des doubles comptages sur le plan national et d'augmenter la comparabilité internationale.

33. Conformément au SCN 1993, il faut également considérer le secteur non structuré comme une subdivision du secteur institutionnel constitué par les ménages, de façon à pouvoir déterminer les mesures sociales à prendre. Ainsi, les ménages appartenant au secteur non structuré pourraient être définis comme ceux qui tirent la plus grande partie de leur revenu de la production de ce secteur.

34. Un ensemble intégré d'enquêtes sur les activités des ménages présente des avantages par rapport aux enquêtes qui ne couvrent qu'un sous-secteur, une activité ou encore quelques sous-secteurs ou activités. Les stratégies à appliquer pour les enquêtes sont décrites en raison des insuffisances persistantes des données concernant la production marchande des ménages. Il s'agit de la méthode FIRST et de la stratégie combinée d'enquêtes sur les ménages et sur les entreprises élaborées par l'OIT pour ce qui concerne les activités du secteur non structuré et l'emploi dans ce secteur.

35. Comme les entreprises du secteur non structuré ne tiennent pas de comptabilité et vu le coût des enquêtes détaillées, des sondages portant sur ces secteurs pourraient se concentrer sur un ensemble de données simplifié. Aux fins, en particulier, de la comptabilité nationale, ces petits ensembles, combinés avec des informations supplémentaires tirées d'autres enquêtes, ainsi que des estimations, peuvent permettre de donner une idée globale du secteur non structuré dans la comptabilité des ménages.

36. Le Groupe de Delhi sur les statistiques du secteur non structuré s'est réuni pour la première fois en mai 1997. Il consacrera une partie de ses futurs travaux à l'étude des données concernant ce secteur qui sont nécessaires pour la comptabilité nationale.

### C. — EXEMPLES DE COMPTABILITÉS DU SECTEUR DES MÉNAGES

37. Pour construire une comptabilité du secteur des ménages, qui nécessite le recours combiné à plusieurs sources de données indépendantes, on aura besoin d'exemples et de directives plus concrets et détaillés qui devront reposer sur l'expérience pratique des pays les plus avancés dans ce domaine.

38. Il est utile de connaître les relations qui existent entre les données micro-économiques, d'une part, et macro-économiques et intermédiaires de l'autre; mais ces relations sont difficiles à maintenir. Dans certains pays, les microdonnées tirées des enquêtes sur les ménages sont attentivement analysées, puis ajustées et complétées, de façon à constituer une base de données complètes et compatibles entre elles qui servira pour l'établissement des comptes du secteur des ménages. Par la suite, de nouveaux ajustements sont apportés à ces données pour les concilier avec les concepts du SCN, y compris celui de l'imputation, et sont suivis d'autres ajustements destinés à intégrer ces données avec des estimations distinctes de la production ménagère à petite échelle et avec les chiffres en provenance d'autres secteurs (institutionnels) de l'économie. Ces derniers ajustements ne se retrouvent toutefois pas dans les microdonnées, ce qui veut dire qu'à cette étape des calculs la relation entre micro et macrodonnées se trouve rompue.

### D. — RELATIONS ENTRE LE SECTEUR DES MÉNAGES ET D'AUTRES SECTEURS

39. Le cadre central de la comptabilité nationale propose une ventilation fonctionnelle de la consommation finale des ménages, des administrations publiques et des institutions sans but lucratif. Pour aller plus loin, la consommation finale effective peut être adaptée en comptabilité satellite à des paramètres sociaux particuliers, par exemple l'éducation, la santé, etc. Cette adaptation entraînerait alors une incorporation partielle des dépenses autres que celles des ménages qui sont consacrées à ces domaines, ainsi éventuellement que de certaines dépenses d'ordre collectif, par exemple les frais généraux d'administration du Ministère de l'éducation ou de la santé, qu'il faut également prendre en considération dans l'étude de l'efficacité des politiques de l'éducation ou de la santé.

40. Pour ce qui concerne les relations entre le secteur des ménages et celui des institutions sans but lucratif (ISBL), il est nécessaire de développer plus avant les critères du SCN concernant l'étendue et la ventilation de ce dernier secteur.

41. S'agissant des relations entre le secteur des ménages et le reste du monde, la vulnérabilité de ce secteur aux influences extérieures est un problème important qu'il est possible d'étudier en ventilant les transactions entre l'un et l'autre de façon à faire ressortir les flux de chaque provenance. Il faut toutefois procéder à de nouveaux travaux pour déterminer comment construire cette matrice et trouver les sources de données adéquates.

## II. — Les comptes satellites des ménages

### A. — TYPES DE COMPTES SATELLITES DU SECTEUR DES MÉNAGES

42. Il faut se féliciter des efforts déployés pour intégrer les analyses économiques avec les analyses sociales par le biais des comptes satellites. Cette intégration assurerait un soutien plus adéquat du développement équilibré des statistiques économiques et sociales.

43. Certains pays se sont livrés à l'étude expérimentale et à l'application pratique de comptes satellites. Il s'agit des comptabilités de l'emploi, des comptes satellites fonctionnels, de la comptabilité de la production des ménages, de la comptabilité des ressources humaines, enfin des matrices de comptabilité sociale et de leurs prolongements (SESAME). Il s'agit là en particulier de comptabilités déjà institutionnalisées dans un ou plusieurs pays, qui permettent de rapprocher les unes des autres les pratiques des comptables nationaux, d'une part, et celles des décideurs qui utilisent ces comptabilités, d'autre part.

44. L'établissement d'une comptabilité de l'emploi dans le cadre de systèmes satellites tels que les comptabilités de l'emploi, les comptabilités des ressources humaines et les SESAME a été jugé important en tant que moyen de faire plus de place à l'emploi dans le cadre central du SCN (SCN, chapitre XVII). Des informations détaillées sur l'emploi par catégories de travailleurs (par exemple par sexe ou par degré de qualification) apportées par ces comptabilités accroîtront l'utilité des autres données figurant dans le SCN, par exemple les salaires, la production, etc.

45. L'emploi décentralisé des comptabilités satellites fonctionnelles par des organismes techniques, des administrations publiques et des partenaires sociaux est jugé bénéfique. Il permet de mieux tirer parti des compétences techniques dans des domaines spécialisés et il contribuera à l'établissement d'une meilleure relation entre les comptes nationaux économiques et satellites et à leurs applications pour l'étude et la prise des décisions.

46. L'extension du domaine de la production à des activités non marchandes et non prises en compte dans le SCN peut être datée d'un travail déjà ancien entrepris par certains économistes. Kuznetz, par exemple, a donné à entendre, dans ses travaux, qu'il fallait tenir compte de toutes les activités, marchandes ou non, afin de déterminer si l'économie était en phase de croissance ou non.

47. Conformément aux recommandations contenues dans le SCN 1993, l'extension du domaine de la production aux activités ménagères non marchandes et exclues du SCN peut s'effectuer au mieux dans le contexte de comptes satellites. Il a été convenu que, comme recommandé dans le SCN, le concept de « production élargie » devrait se définir par l'intervention de tierces parties. Les activités qui ne répondent pas à ce critère sont le sommeil, l'alimentation et l'écoute de la musique. Il s'agit là d'activités à titre personnel et non d'activités productives qui n'ont donc pas leur place dans un compte satellite. En raison de problèmes d'évaluation, certains pays n'ont jusqu'ici imputé une valeur monétaire qu'à l'entretien du ménage (préparation des aliments, nettoyage, réparations, etc.), tandis que d'autres ont pris en compte les soins personnels (soins aux enfants ou aux adultes dépendants). Ces divergences d'« étendue » des « extensions » devraient tôt ou tard disparaître avec la mise au point de techniques d'évaluation appropriées.

48. Il est proposé des ventilations qui puissent s'appliquer à la fois aux activités productives, qu'elles soient économiques ou sociales, mais il est suggéré d'agir avec précaution, en particulier du fait que l'unité d'observation et de classification des activités sociales, par exemple dans les enquêtes sur la répartition du temps, différerait de celle utilisée pour la description des activités économiques. Les établissements, tels que les définit le SCN, sont des unités productives homogènes qui utilisent des « combinaisons » d'activités consommatrices de temps et non les activités distinctes considérées pour déterminer l'apport de production sociale exclue du domaine de la production selon le SCN (à titre d'exemple, on citera le calcul du PIB d'après le SCN. L'activité économique d'une crèche consiste en une combinaison d'activités telles que les soins aux enfants, la préparation et le service des aliments, le transport, les visites d'un médecin, etc.). Il faudra procéder à de nouveaux travaux pour identifier les combinaisons d'activités consommatrices de temps à inclure dans le domaine de la production selon le SCN ou à en exclure.

49. La méthode privilégiée d'attribution d'une valeur aux activités non marchandes des ménages, incluses ou non dans le SCN, est celle basée sur la production. Toutefois, cette évaluation doit s'effectuer avec circonspection car elle fait intervenir des postulats concernant les interactions entre personnes et, en outre, l'attribution d'une valeur à des activités des ménages qui n'entrent en aucune façon dans les transactions marchandes et ne donnent jamais lieu à un revenu monétaire mais qui modifieraient les schémas de production et de consommation si tel était le cas. Les divers concepts théoriques de la valeur doivent être étudiés de près par ceux qui entendent attribuer une valeur aux activités non marchandes hors SCN, en particulier la théorie de la valeur élaborée par Hicks ou Debreu et très étroitement suivie en comptabilité économique nationale.

50. Certains experts se sont déclarés en faveur d'une évaluation des activités consommatrices de temps qui permettrait de quantifier leur contribution à un PIB élargi. D'autres, considérant surtout l'emploi des données sur l'utilisation du temps pour la spécification des relations fonctionnelles dans le comportement des ménages, ont estimé que cette évaluation était impossible, soit sur le plan des méthodes, soit dans la pratique.

51. S'agissant du recours, dans le cas des ménages, aux comptes satellites fonctionnels, à la comptabilité des ressources humaines ou aux SESAME, les chercheurs qui élaboreront d'autres formules d'analyse devront déterminer les relations à établir entre les comptes recoupés en T, les matrices et les tableaux isolés afin de permettre aux utilisateurs de comparer plus efficacement entre elles les différentes analyses. La présentation en matrices fait ressortir en plus de détail les relations entre « provenances » et « destinations » dans les comptes des sous-secteurs des ménages et dans ceux de ce secteur avec d'autres secteurs et, à condition de disposer d'assez de données, il s'agit là d'informations utilisées pour les analyses. Le plus souvent, on ne pourra toutefois pas postuler, dans ces analyses, que les coefficients restent invariables.

52. S'agissant des relations entre le revenu généré par la production et le revenu utilisé par les ménages dans la comptabilité des ressources humaines et les SESAME, il convient de distinguer l'« emploi », c'est-à-dire en général l'unité sur laquelle on se renseigne à l'occasion des enquêtes économiques, et la « personne », unité de classification dans les enquêtes sur les ménages. Ces enquêtes devraient donc être conçues de façon à assurer la couverture intégrale des emplois occupés par les personnes durant les périodes de référence considérées. Il ne faut pas perdre de vue non plus qu'il existe des « emplois occupés » et des « emplois vacants », de même que des personnes occupées et des chômeurs. Il faut donc prendre en considération les composantes d'une comptabilité des emplois pour construire les comptabilités des ressources humaines et les SESAME. Il est toutefois admis que les notions supplémentaires d'« emplois vacants » et de chômeurs dans une comptabilité des emplois pourraient être difficiles à identifier dans les pays en développement, s'agissant en particulier du secteur non structuré ou des activités où l'emploi connaît des fluctuations saisonnières prononcées.

## B. — MESURE DES PARAMÈTRES SOCIAUX

53. Des indicateurs de la pauvreté et d'autres indicateurs du revenu et des capacités devront être élaborés en coordination étroite avec l'établissement des comptes satellites du secteur des ménages. Il faudra, en particulier, établir une relation entre les ventilations et les concepts de ces comptes d'une part, les indicateurs de la pauvreté de l'autre. Il faudra mieux coordonner aussi les données obtenues de part et d'autre de façon à pouvoir utiliser la même base de données à l'échelon national. Cela revêt encore plus d'importance au niveau international, car le défaut de coordination entre les deux opérations conduira à de nombreuses lacunes dans les données et, par voie de conséquence, aboutira à rendre impossible la comparaison des indicateurs d'un pays à l'autre. Les indicateurs de la pauvreté doivent non pas simplement décrire une situation d'ensemble, mais permettre aussi d'identifier des groupes et des problèmes spéciaux que les pouvoirs publics pourraient prendre comme cibles de leurs politiques de lutte contre la pauvreté.

54. Diverses dispositions sont déjà prises pour accroître la qualité et le détail des données sur le secteur des ménages. S'agissant en particulier de leur dimension sociale, on citera par exemple des travaux tels que les études de la mesure des niveaux de vie. Le coût des enquêtes de cette nature et la charge qu'elles imposent aux déclarants et aux services de statistique nationaux doivent être toutefois pris en considération. On pourrait égale-

ment favoriser l'exécution d'enquêtes moins coûteuses qui pourraient être effectuées plus souvent afin d'obtenir des séries chronologiques.

## Notes

<sup>1</sup> Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation des Nations Unies, Banque mondiale (1993) : *Système de comptabilité nationale 1993*, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington D.C. (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.XVII.4).

<sup>2</sup> Division de statistique de l'ONU, Etudes méthodologiques, *Manuel de comptabilité nationale*, série F, n° 61 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.XVII.12).

<sup>3</sup> Division de statistique de l'ONU, Etudes méthodologiques, *Manuel de comptabilité nationale*, série F, n° 66 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.XVII.11).

<sup>4</sup> Division de statistique de l'ONU, Etudes méthodologiques, *Manuel de comptabilité nationale*, série F, n° 74 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.99.XVII.9).

<sup>5</sup> Division de statistique de l'ONU, Etudes méthodologiques, *Manuel de comptabilité nationale*, série F, n° 76 (publication des Nations Unies, à paraître en 2000).

<sup>6</sup> Division de statistique de l'ONU, Etudes méthodologiques, *Manuel de comptabilité nationale*, série F, n° 77 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.99.XVII.10).

<sup>7</sup> Division de statistique de l'ONU, Etudes méthodologiques, *Manuel de comptabilité nationale*, série F, n° 81 (publication des Nations Unies, à paraître en 2000).

<sup>8</sup> *SNA News and Notes*, publié en quatre langues de l'ONU (anglais, espagnol, français et russe), peut être consulté sur Internet : <http://www.un.org/Depts/unsd>. Toutes correspondances, y compris les demandes d'abonnement gratuit, peuvent être adressées à : UNSD, Bureau DC2-1518, New York, NY 10017, Etats-Unis d'Amérique; tél. : (1-212) 963-4862; télécopie : (1-212) 963-1374; courriel : [sna@un.org](mailto:sna@un.org).



## REMERCIEMENTS

Le présent *Manuel* est le fruit d'une coopération internationale entre la Division de statistique de l'ONU, des organismes statistiques nationaux et internationaux et des experts qui se sont offerts à consacrer leur savoir et leur temps à son élaboration. Certains pays et certaines institutions ont aussi financé la participation de leurs experts à la réunion d'un groupe d'experts des comptes satellites des ménages, tenue à New York du 6 au 10 octobre 1997.

La Division de statistique remercie de leur contribution au succès de l'élaboration du *Manuel* les services nationaux de statistique, les organisations internationales et les experts qui y ont travaillé individuellement. La liste des experts participants, ainsi que leurs fonctions et leur affiliation institutionnelle, figurent dans les pages qui suivent. Les opinions exprimées dans le *Manuel* ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies, non plus que celles des institutions auxquelles sont affiliés leurs auteurs.

M. Bernd Becker s'est chargé d'organiser la réunion du groupe d'experts et d'établir l'avant-projet du *Manuel*. Grâce à la généreuse aide financière de la Banque mondiale, sa version finale a été rédigée sous la direction de M. Robin Lynch [Banque mondiale]. L'organisation du *Manuel* ainsi que l'ordre du jour de la réunion du groupe d'experts ont été mis au point avec M. Jan van Tongeren et en collaboration étroite avec M. Jean-Etienne Chapron. En ce qui concerne les points de technique et d'organisation, il convient de mentionner spécialement la précieuse contribution apportée par M. Stefan Schweinfest en collaboration étroite avec M. Ralf Becker, Mme Elene Pfond, Mme Juana Sanchez-Galvan, Mme Anu Vempaty et Mme Marta Bergonzoli. Le travail a été réalisé sous la responsabilité de Mme Cristina Hannig.



## LISTE DES EXPERTS PARTICIPANTS

Noms	Fonctions
Mme Meena Acharya	Consultante indépendante, Katmandou (Népal)
M. Helmut K. Anheier	Professeur de sociologie, Rutgers University, et chargé de recherche principal à l'Institut d'études politiques, Université Johns Hopkins, Baltimore, Maryland (Etats-Unis d'Amérique)
M. Derek Blades	Chef de la Division de la comptabilité nationale, Direction des statistiques, OCDE, Paris (France)
M. Bernd Becker	Statisticien, Service des statistiques économiques, Division de statistique de l'ONU, New York (Etats-Unis d'Amérique)
Mme Mary Chamie	Chef de la Section des classifications statistiques, Division de statistique de l'ONU, New York (Etats-Unis d'Amérique)
M. Jean-Etienne Chapron	Expert hors classe, Division de statistique de l'ONU, New York (Etats-Unis d'Amérique)
M. Jacques Charmes	Directeur de la recherche, Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), Paris (France)
Mme Lourdes Ferran	Professeur, Faculté d'économie, Universidad Central de Venezuela, Caracas (Venezuela)
M. Erling J. Fløttum	Conseiller principal, Département de la statistique économique, Statistics Norway, Oslo (Norvège)
M. Paul Glewwe	Economiste principal, Groupe de recherche sur le développement, Banque mondiale, Washington, D.C. (Etats-Unis d'Amérique)
Mme Luisella Goldschmidt-Clermont	Consultante indépendante, Ferney-Voltaire (France)
Mme Margaret E. Grosh	Economiste principale, Groupe de recherche sur le développement, Banque mondiale, Washington, D.C. (Etats-Unis d'Amérique)
Mme Margarita F. Guerrero	Directrice, Département des statistiques industrielles et commerciales, Office national de la statistique, Manille (Philippines)
M. Hermann Habermann	Directeur, Division de statistique de l'ONU, New York (Etats-Unis d'Amérique)
M. Eivind Hoffmann	Statisticien principal, Bureau de statistique, Bureau international du Travail, Genève (Suisse)
M. Fun Pyo Hong	Directeur adjoint, Division des analyses statistiques, Office national de la statistique, Séoul (Corée)
M. Ralf Hussmanns	Statisticien principal, Bureau de statistique, Bureau international du Travail, Genève (Suisse)
M. Chris Jackson	Economiste et chercheur principal, Division des comptes du revenu et des dépenses, Statistique Canada, Ottawa (Canada)

**Noms**

M. Steven J. Keuning  
M. A. C. Kulshreshtha  
M. Terry McKinley  
Mme Angela Me  
M. Daniel Melnick  
Mme Iris Niemi  
M. Patrick O'Hagan  
M. Peter Pariag  
M. Andreas Pfeil  
M. Harry H. Postner  
Mme Vera Peres Rokhas  
M. Lester M. Salamon  
M. Kusmadi Saleh  
Mme Yatimah Sarjiman  
M. Sujai J. Shivakumar  
Mme Jolanda Timmerman  
M. Willem van den Anel  
M. Peter van de Ven  
M. Jan W. van Tongeren  
Mme Johanna Varjonen  
M. Vu Quang Viet

**Fonctions**

Chef du Département de la comptabilité nationale, Statistique, Pays-Bas, Voorburg (Pays-Bas)  
Directeur de la Division des comptes nationaux, Central Statistical Organisation, New Delhi (Inde)  
Economiste (développement humain), Division du développement social et de l'élimination de la pauvreté, PNUD, New York (Etats-Unis d'Amérique)  
Expert associé, Division de statistique de l'ONU, New York (Etats-Unis d'Amérique)  
Dan Melnick Research, Washington, D.C. (Etats-Unis d'Amérique)  
Directrice de projet, Comptabilité satellite des ménages, Statistiques de l'utilisation des temps, Statistique Finlande, Helsinki (Finlande)  
Directeur assistant, Division de la balance des paiements et des flux financiers, Statistique Canada, Ottawa (Canada)  
Chef de la Division des comptes nationaux, Office central de la statistique, Port of Spain (Trinité-et-Tobago)  
Candidat au doctorat, Université de Fribourg, Fribourg (Allemagne)  
Consultant indépendant, Nepean, Ontario (Canada)  
Statisticien principal, Departamento Administrativo Nacional de Estadística, Bogota (Colombie)  
Professeur de sciences politiques, Université Johns Hopkins, et Directeur du Centre d'études de la société civile, Baltimore, Maryland (Etats-Unis d'Amérique)  
Directeur adjoint, Statistiques de la distribution et comptabilité nationale, Direction centrale de la statistique, Djakarta (Indonésie)  
Statisticienne, Département malaisien de la statistique, Kuala Lumpur, Malaisie  
Economiste, chaire de théorie politique et d'analyse des politiques, Université de l'Indiana, Bloomington, Indiana (Etats-Unis d'Amérique)  
Statisticienne, Département des comptes nationaux, Statistique, Pays-Bas, Voorburg (Pays-Bas)  
Consultant indépendant, Tilburg (Pays-Bas)  
Statisticien principal, Département des comptes nationaux, Statistique Pays-Bas, Voorburg (Pays-Bas)  
Conseiller interrégional sur la comptabilité macro-économique pour l'analyse des politiques, Division de statistique de l'ONU, New York (Etats-Unis d'Amérique)  
Consultante indépendante, Paris (France)  
Statisticien principal, Section des statistiques économiques, Division de statistique de l'ONU, New York (Etats-Unis d'Amérique)

## **LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES**

ARENA	Accord de libre-échange nord-américain
BOP	Balance des paiements
c.a.f.	Coût, assurance, fret
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CCP	Classification centrale des produits
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFAP	Classification des fonctions des administrations publiques
CISP	Classification internationale d'après la situation dans la profession
CITI	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique
CITP	Classification internationale type des professions
COICOP	Classification de la consommation individuelle par objet
COPNI	Nomenclature des fonctions des institutions sans but lucratif au service des ménages
COPP	Nomenclature des dépenses de consommation par fonction
CPA	Classification des produits par activités
CPC	Conférence des Parties contractantes
CTCI	Classification type du commerce international
Eurostat	Office statistique des Communautés européennes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIRST	Méthode rationnelle d'enquêtes totalement intégrées
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
f.o.b.	franco à bord
IARIW	Association internationale de recherche sur le revenu et la fortune
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
INSTRAW	Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme
ISBL	Institution sans but lucratif
ISBLSM	Institution sans but lucratif au service des ménages

MCS	Matrice de comptabilité sociale
MIP	Méthode d'inventaire perpétuel
NACE	Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes
n.c.a.	non classé ailleurs
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OECD	Organisation des Etats des Caraïbes orientales
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit intérieur brut
PIN	Produit intérieur net
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RNB	Revenu national brut
PNB	Produit national brut
SCN	Système de comptabilité nationale
SESAME	Système de matrices de comptabilité économique et sociale avec leurs extensions
SIFIM	Coût des services d'intermédiation financière mesuré indirectement
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USP	Unité sondée primaire
USS	Unité sondée secondaire

## **CHAPITRE PREMIER**

### **LE SECTEUR DES MÉNAGES DANS LE SCN 1993**



# LE CONCEPT DE SECTEUR DES MÉNAGES DANS LE SCN 1993 ET SES EXTENSIONS

**Lourdes Ferran**

Professeur, Faculté d'économie,  
Universidad Central de Venezuela, Caracas, Venezuela

## I. — INTRODUCTION

1. La présente note traite principalement des concepts retenus pour les comptes du secteur des ménages dans le Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993) et ses extensions, y compris les comptes satellites. L'ouvrage dit *Livre bleu* décrit le SCN comme un système théorique et en expose en détail les justifications. Il est conseillé au lecteur désireux de retrouver ces justifications théoriques et des détails supplémentaires de consulter les parties du *Livre bleu* qui y sont consacrées. Comme cet ouvrage n'est pas articulé par secteurs, les références au secteur des ménages y sont dispersées au fil des chapitres et, pour en faciliter le repérage, les paragraphes du *Livre bleu* qui correspondent à un point particulier traité ici sont signalés entre parenthèses. Il est recommandé au lecteur de se reporter aux paragraphes ainsi indiqués où il pourra trouver des indications supplémentaires concernant le point étudié. Lorsque le texte du *Livre bleu* s'explique de lui-même, sa teneur initiale a été conservée ici dans toute la mesure du possible. En raison des relations entre les différentes parties des comptes nationaux, il a été impossible d'éviter dans la présente note un certain nombre de répétitions.

2. Le secteur des ménages regroupe la totalité de la population d'un pays et joue un rôle fondamental dans sa vie économique et sociale. Les comptes et les tableaux qui le concernent peuvent constituer une source substantielle d'informations pour des travaux de recherche sociale de toutes sortes, et sont indispensables pour les analyses économiques et la prise de décisions. Sur le plan de l'offre, le secteur fournit l'intégralité de la population active et de l'encadrement des entreprises dans l'économie, ainsi que, de façon directe et immédiate, une certaine partie du capital utilisé dans la production dont le reste provient d'autres unités institutionnelles, par exemple les sociétés et les administrations publiques, sur qui les ménages et les particuliers n'exercent qu'un contrôle indirect en qualité d'actionnaires ou d'électeurs. La contribution directe des ménages à la production de biens et de services est le fait des entreprises de ménages. Leur production est difficile à chiffrer de façon statistique mais, vu l'intérêt porté au secteur non structuré, la production des ménages et la productivité par travailleur ou par unité de capital des entreprises des ménages fait l'objet d'études très poussées visant à déterminer la relation entre les revenus du secteur non structuré et ceux des autres secteurs. On manque toutefois à l'évidence de données quantitatives fiables sur ce point, du fait notamment que les statistiques et la comptabilité du secteur des ménages n'ont jusqu'ici bénéficié que d'une faible priorité. On est un peu plus renseigné sur le rôle que joue le secteur des ménages comme facteur de la demande sous la forme des dépenses de consommation finale des particuliers. Ce poste, qui a figuré dans toutes les versions précédentes du SCN, sert largement pour mesurer l'évolution à long terme de la situation économique des ménages ainsi que son impact sur le comportement cyclique de l'économie. D'après le rapport du PNUD sur le développement humain fondé sur des données communiquées par la Banque mondiale, la consommation des particuliers représente à peu de choses près plus de la moitié du PNB total dans la quasi-totalité des pays. Voisine de 62 % de ce PNB pour l'ensemble des pays du monde, elle s'élève jusqu'à 85 % dans les pays les moins avancés, sans accuser par ailleurs guère de différence entre les autres pays en développement et les pays industrialisés (61 % dans les premiers, 62 % dans les seconds). Si l'on distingue toutefois la consommation des ménages qu'ils prennent eux-mêmes en charge de leur

consommation à la charge d'autres secteurs, il faut ajouter aux pourcentages précités une fraction des dépenses de consommation de ces autres secteurs, en particulier de celui des administrations publiques, soit 16 % pour l'ensemble du monde et entre 10 et 30 % selon les pays.

3. La comptabilité nationale recense et quantifie les activités des ménages auxquelles attachent de l'importance différents analystes. La demande de données concernant le secteur des ménages, déjà importante, ne cesse de croître dans le monde entier au fur et à mesure qu'aux travaux de théorie pure viennent s'ajouter les études empiriques des organismes internationaux et des ONG, des théoriciens politiques et des décideurs, des économistes spécialisés dans le développement, de ceux qui ont pour charge la gestion ou la planification des affaires locales, des institutions qui s'intéressent aux ressources humaines, de celles qui enquêtent sur la situation sociale, des experts des études de marché, des travailleurs sociaux, des institutions financières désireuses de pénétrer le marché de la consommation, des concepteurs de modèles, des universitaires, etc. Tous se plaignent du manque de données dont ils ont besoin et il ne fait aucun doute que, dans ce domaine, l'offre a beaucoup de retard sur la demande. Comme la nature des informations recherchées peut différer selon les besoins des analystes, et afin d'adapter l'offre à la demande, il vaut la peine d'analyser ces besoins plutôt hétérogènes.

4. Tels analystes, par exemple, s'intéresseront à l'ensemble de la nation et chercheront à déterminer la contribution apportée par le secteur des ménages à la santé de l'économie nationale, ou bien son impact sur la croissance et le développement. Leur travail portera alors non seulement sur les politiques de l'Etat, mais également sur le comportement des ménages en matière d'apport de travail, de dépenses de consommation, d'épargne et de fécondité. Ces analystes s'intéresseront non seulement aux flux, mais aussi aux stocks, au patrimoine des ménages et à leur endettement. D'autres analystes pourront essentiellement s'intéresser à un secteur ou un sujet particulier : la composition et l'évolution du capital humain, la relation entre ce capital et le capital matériel, la contribution des ménages à diverses productions, le non-emploi imputable à des causes économiques ou techniques, les disparités sociales et économiques entre certains groupes démographiques ainsi que d'un sexe ou d'un groupe d'âge à l'autre, la répartition du revenu et de la richesse, l'étendue et l'ampleur de la pauvreté, la participation de divers groupes de ménages à la vie culturelle et politique, ou encore la santé des ménages et leur niveau d'instruction. Les théoriciens de la convergence étudieront le niveau de départ du capital humain en tant que facteur primordial de l'accélération du développement. Certains analystes rechercheront la relation qui peut exister entre la qualité de la vie et principalement la santé et l'instruction d'une part, la productivité de l'autre. Tandis que les économistes intéressés à la conjoncture se pencheront sur le comportement des ménages en fonction de celle-ci.

5. Les autorités fiscales chercheront à déterminer la capacité imposable des ménages et l'effet de diverses fiscalités sur telles ou telles subdivisions de ce secteur. Ceux qui calculent les approvisionnements minimaux de subsistance ou qui érigent des barrages de protection sociale ont besoin d'informations sur les revenus et la consommation des ménages afin de déterminer la composition de ces approvisionnements et la façon de déployer ces barrages. Le nombre et les caractéristiques des ménages d'une région serviront d'indications aux industries à forte composante de main-d'œuvre qui cherchent des emplacements où s'implanter.

6. Les syndicats doivent connaître la situation des ménages pour négocier les taux de rémunération et les différentes allocations. Il en va de même des caisses de sécurité sociale, des compagnies d'assurance et de tous ceux qui recherchent comment le secteur privé pourrait combler les failles de l'action des institutions de l'Etat. Le journalisme d'investigation lui-même cherche à mieux se renseigner sur le secteur des ménages.

7. On pourrait éventuellement aller jusqu'à dire qu'en règle générale les utilisateurs de statistiques concernant les ménages accepteront relativement mieux les retards apportés à la présentation des chiffres, problème qui pèse sur la relation entre les comptes nationaux et d'autres utilisateurs, en particulier les autorités monétaires et financières.

8. Dans leur recherche du bien-être, les ménages agissent en qualité de producteurs afin de se procurer des revenus qu'ils utiliseront ensuite pour leur consommation et, si possible, sous la forme d'épargne et de formation de capital matériel et humain afin d'améliorer leur production et leur bien-être ultérieurs. Chacun de ces aspects présente de l'intérêt pour tels ou tels utilisateurs des données et chacun influe sur la construction des comptes et des tableaux économiques relatifs au secteur des ménages. En fait, la demande est si vaste qu'on ne peut la satisfaire intégralement dans l'état actuel de la statistique. On pourrait se demander à ce sujet, dans quelle mesure

l'absence d'informations adéquates met un obstacle à la prise de décisions correctes, point à prendre en considération lorsqu'on réfléchit au coût de l'établissement de nouvelles séries statistiques.

9. Le *Livre bleu* fournit des indications concernant certaines utilisations, jugées les plus fréquentes, mais ne contient que des indications moins détaillées à d'autres fins. Parmi les nombreux rôles joués par les ménages, les plus intéressants sont ceux de producteurs et de fournisseurs de main-d'œuvre comme d'autres facteurs de production, de bénéficiaires de revenu et de consommateurs, d'épargnants, d'accumulateurs et de détenteurs de capitaux et de richesse, de fournisseurs de ressources financières, d'expéditeurs et de récipiendaires de transferts internationaux, enfin d'investisseurs. Certains de ces rôles sont l'exclusivité du secteur des ménages tandis que d'autres sont joués par eux en association avec d'autres secteurs. Dans ce dernier cas, le *Livre bleu* donne des indications précises et le lecteur est prié de s'y reporter pour trouver des indications plus détaillées.

10. Le SCN 1993 distingue principalement deux types d'unités ou secteurs institutionnels : les personnes morales et les ménages. Il propose d'établir, pour ces secteurs, un ensemble de comptes, à savoir les comptes d'opérations courants, les comptes d'accumulation, les comptes de patrimoine et les tableaux. Les premiers de ces comptes sont les comptes de production et les comptes de distribution et d'utilisation des revenus.

11. Les comptes proposés dans le SCN 1993 présentent des données qui peuvent servir aux fins d'analyses économiques, de la prise de décisions et de l'élaboration de politiques, et ils dressent un état des activités économiques exercées sur les marchés ou ailleurs (voir le par. 1.1 du SCN 1993). Ce détail revêt de l'importance pour l'analyse du secteur des ménages en raison des nombreuses activités qu'ils exercent hors du marché. De plus, il constitue le point de départ de plusieurs extensions des comptes qui dépassent les limites définies dans le SCN 1993.

12. Le SCN 1993 apporte des informations non seulement sur les activités économiques mais aussi sur les stocks d'actifs productifs d'une économie et sur la richesse de ses habitants (1.1). Ce fait revêt également un intérêt spécial dans le cas du secteur des ménages, car il amène à se poser des questions qui concernent non seulement les actifs matériels, mais aussi la population et ses conditions de vie.

13. Les comptes économiques intégrés du secteur des ménages (tableau 19.2) se présentent dans l'ordre suivant : production, exploitation, affectation des revenus primaires, distribution secondaire du revenu, redistribution du revenu en nature, utilisation du revenu, compte de capital et autres comptes concernant les finances et le patrimoine. Dans la présente communication, cette séquence a été condensée sous la forme suivante : production (les ménages en tant que producteurs), exploitation et affectation des revenus (les ménages en tant que bénéficiaires de revenus) et utilisation des revenus (les ménages en qualité de consommateurs). La formation de capital a été incorporée dans le compte de production et certains postes financiers apparaissent dans les comptes des revenus. En raison des transferts, et plus précisément des transferts en nature, la partie consacrée aux revenus et celle qui l'est à la consommation se chevauchent jusqu'à un certain point. Quant aux comptes de patrimoine, leur intérêt pour les analyses socio-économiques, toujours considérable mais souvent sous-estimé par les statisticiens, s'est accru dans le sillage de la mondialisation et de la privatisation des richesses. La collecte d'informations sur ce point se heurte toutefois à des difficultés quasi insurmontables.

14. Un point important à mentionner est que le SCN 1993 peut être mis en œuvre à divers degrés d'agrégation : celui des agents économiques pris individuellement, celui de l'économie totale et celui des unités institutionnelles ou des groupes de ces unités. Si le SCN 1993 est aujourd'hui considéré comme une comptabilité de l'ensemble de la nation, il doit, pour la plupart de ces finalités analytiques, prendre en considération des agrégats de moindre étendue. Dans le cas des ménages, cela signifie qu'il faut subdiviser ce secteur en plusieurs sous-secteurs.

15. Les critères de découpage en sous-secteurs recommandés selon les analyses, qui peuvent aller des analyses purement économiques à celles de questions sociales, seront étudiés dans les premiers chapitres de la présente communication. Les autres chapitres traitent des divers rôles joués par les ménages dans la vie économique et sociale, c'est-à-dire la production, la création de revenus et la consommation, ainsi que des problèmes qui y sont directement ou indirectement liés. C'est pourquoi ces chapitres s'articulent comme suit :

- Chapitre II : Le secteur des ménages et ses sous-secteurs
- Chapitre III : Les ménages en tant que producteurs
- Chapitre IV : Les ménages en tant que bénéficiaires de revenus
- Chapitre V : Les ménages en tant que consommateurs
- Chapitre VI : Population et emploi

16. Les comptes et les tableaux du SCN sont destinés à couvrir de nombreuses situations et à répondre à de nombreux besoins différents. Le comptable national devra décider quels sont ceux qui répondent à ces besoins. Ce sont les besoins des utilisateurs qui déterminent les comptes et les tableaux à produire comme les priorités à leur affecter. Il ne faut pas perdre de vue, à cet égard, que les comptes et les tableaux de la comptabilité nationale ne sont pas un produit final mais bien un produit intermédiaire qui sert de matière première pour les analyses et la prise de décisions. Même si on l'a répété de nombreuses fois, une implication importante de ce qui précède est souvent perdue de vue, à savoir que les innovateurs en matière de comptabilité nationale, comme les comptes nationaux devront constamment refaire le point des besoins des utilisateurs existants et potentiels et accorder à ces besoins plus de priorité qu'à la clarté et à la symétrie des comptes.

17. On s'est très intéressé, ces dernières années, à créer, pour différents contextes sociaux et culturels, des systèmes statistiques semblables au SCN qui tentaient d'exprimer les phénomènes étudiés de façon succincte et chiffrée. Leur similarité avec le SCN consiste à maintenir une cohérence interne et à arriver à des agrégats qui puissent être directement raccordés à ceux des comptes nationaux. Or, le SCN 1993 offre la possibilité d'intégrer ces systèmes avec lui sous la forme de comptes et de tableaux satellites.

18. Le *Livre bleu* du SCN 1993 contient un chapitre spécial intitulé « Analyses et comptes satellites », où il est dit que les approches des comptes satellites « vont de la simple introduction ... de certaines écritures supplémentaires jusqu'à une refonte radicale des principaux concepts du cadre central » (voir § 21.6 du SCN 1993). Une recommandation importante est qu'« il est utile d'associer aux grandeurs monétaires des grandeurs non monétaires » (21.57), ce qui peut constituer une sorte de lien entre les comptes satellites et le cadre central du SCN 1993.

19. Les pays du monde se trouvent tous à des niveaux différents de développement social et économique et cela implique que leurs institutions, leurs cadres juridiques et les caractéristiques de leur production diffèrent eux aussi entre eux. Le *Livre bleu* distingue entre les activités productives, les activités économiques et les activités marchandes et, même si cette distinction vaut pour tous les pays, leur importance relative diffère de l'un à l'autre. Cela est spécialement vrai lorsqu'il faut définir ce que sont une unité et un secteur productifs non structurés. Ce qui, conformément aux règles, coutumes et conventions, est structuré dans un pays peut ne pas l'être dans un autre. L'entreprise individuelle n'est pas la forme la plus fréquente d'entreprise dans les économies développées, mais elle peut l'être dans les économies moins avancées. C'est pourquoi l'attribution de l'étiquette d'« entreprise non structurée » revient à appliquer aux économies non développées les normes valables pour les économies développées. De plus, les pays qualifiés de « sous-développés » présentent entre eux des différences énormes, beaucoup plus marquées que celles qui distinguent les pays développés les uns des autres. Dans ces derniers, les divergences entre pays à revenus faibles et élevés sont beaucoup plus modestes qu'entre pays moins développés. Un coup d'œil rapide aux chiffres qui figurent dans la publication de la Banque mondiale intitulée « Les indicateurs sociaux du développement, 1996 » fait apparaître que ces divergences vont de 1 à moins de 10 dans le cas des pays développés et de 1 à près de 100 dans les pays moins développés (soit, pour le PIB par habitant, selon les estimations les plus récentes : Suisse \$E.-U. 37 180; Portugal \$E.-U. 9 370; Malawi \$E.-U. 140; Sierra Leone \$E.-U. 150; Koweït \$E.-U. 19 040; Argentine \$E.-U. 8 060). Ainsi, compte tenu de l'étendue du spectre des économies nationales, il est quasiment impossible d'adopter une définition qui soit tout aussi valide et utile pour l'ensemble de ce spectre. Confronté à ce dilemme, mieux vaudrait peut-être adopter une définition des unités productives non structurées et du secteur non structuré qui s'appuie sur les classifications statistiques existantes et déjà en usage dans les statistiques de la plupart des pays.

## II. — LE SECTEUR DES MÉNAGES ET SES SOUS-SECTEURS

20. Selon le SCN 1993, une économie se compose d'unités institutionnelles regroupées en cinq secteurs dont celui des ménages. Celui-ci a été par le passé l'un des moins pris en compte dans la comptabilité nationale de la plupart des pays. Pour une part, cela peut s'expliquer par les difficultés que présente la collecte d'informations sur un ensemble qui n'a pas l'habitude de tenir des états comptables. Mais les autres raisons sont nombreuses et l'une d'elles, qui n'est pas la moins importante, est le fait que le secteur regroupe beaucoup plus d'unités que n'importe lequel des autres en comptabilité nationale et que ces unités sont extrêmement hétérogènes. Le prendre en compte comme un seul agrégat n'a donc guère d'intérêt pour l'élaboration des politiques mais, en le subdivisant en des ensembles plus homogènes, on peut en accroître immensément l'utilité pour les analyses et pour les prises de décisions.

21. Par contre, cette subdivision en sous-secteurs oblige à réunir des informations plus détaillées, et certains points qui peuvent être négligeables dans le cas du secteur des ménages dans son ensemble peuvent revêtir une grande importance dans celui de tel ou tel sous-secteur. S'agissant, par exemple, des productions des ménages qui sont destinées à leur propre usage, le *Livre bleu* précise que, si la production d'un bien par les ménages ne représente pas une proportion importante de l'offre totale de ce bien dans le pays, ce n'est pas la peine d'essayer de l'estimer (6.25). Or, même si elle n'occupe pas une place importante dans la production globale du pays, cette production peut revêtir une importance capitale pour un sous-secteur. Les sondages peuvent conduire eux aussi à des conséquences semblables : si l'univers dans lequel les échantillons sont prélevés est composé des logements, les sans-abri en sont automatiquement exclus. Dans ce cas aussi, l'omission peut être négligeable au niveau du pays dans son entier, mais elle ne le sera pas pour les sous-secteurs aux revenus les plus modestes.

### A. — Le secteur des ménages

22. Le secteur des ménages regroupe tous les ménages résidents et les entreprises non constituées en sociétés. Le ménage est défini comme un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, qui mettent en commun une partie ou la totalité de leur revenu et de leur patrimoine et qui consomment collectivement certains types de biens et de services, principalement de la nourriture et des services de logement. Les résidents d'institutions (monastères, hôpitaux, prisons et maisons de retraite) constituent par définition des ménages institutionnels (4.132-4.137). Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), même si elles ont une relation étroite avec les ménages, ne sont pas comprises dans ce secteur (4.162).

23. Le secteur des ménages est donc très étendu et regroupe des unités dont les objectifs économiques, les fonctions et les comportements diffèrent du tout au tout. Même s'il s'agit essentiellement d'unités consommatrices, elles peuvent exercer n'importe quelle activité économique, par exemple lorsqu'elles exploitent leurs propres unités productrices, c'est-à-dire des entreprises domestiques ou non constituées en sociétés (4.20). Ces ménages ont à la fois des activités domestiques et des activités de production. « Il n'existe qu'un seul chiffre pour leur épargne et un seul pour leur valeur nette. Il n'y a aucun moyen réel de savoir, une fois calculé le revenu d'entreprise, comment celui-ci se trouve réparti entre le ménage en tant que consommateur et l'entreprise, car cette répartition ne s'effectue pas en réalité. » (19.7).

24. Le secteur des ménages recouvre de très nombreuses unités, de sorte que sa sous-sectorisation augmentera le degré d'homogénéité de chacun des sous-secteurs et donnera aux statistiques produites plus d'utilité pour les analyses, chose précieuse pour un grand nombre d'études et de recherches concernant ce secteur. Le fait que, dans la plupart des pays, on s'intéresse de plus en plus aux études sociales met en évidence l'importance des comptes du secteur des ménages et de ses subdivisions. Ces comptes reflètent la réalité sociale de façon plus rigoureuse que ceux d'autres secteurs.

25. Le *Livre bleu* propose plusieurs méthodes de sous-sectorisation, récapitulées dans le tableau 19.1, où figure une ventilation sur la base de la situation socio-économique, de l'activité économique, de la nature ou de la

taille de l'entreprise, des qualifications et de l'emplacement géographique. Il y est toutefois conseillé d'appliquer le Système de façon flexible en ce qui concerne la subdivision du secteur des ménages (4.151-160; 19.9-13).

## **B. — Les méthodes de subdivision par sous-secteurs**

26. Le *Livre bleu* en propose deux principales fondées l'une sur des critères applicables à l'ensemble du ménage, l'autre sur le choix d'une personne de référence. Parmi les caractéristiques que l'on peut associer directement avec un ménage dans son ensemble, la plus pertinente est le revenu.

### *1. Caractéristiques d'ensemble du ménage*

27. L'une des formules de sous-sectorisation sur la base de l'ensemble du ménage pourrait consister à regrouper les ménages en fonction de la principale de leurs sources de revenu. Ces sources sont les suivantes :

- Revenus mixtes des employeurs;
- Revenus mixtes des travailleurs indépendants;
- Rémunération des salariés;
- Revenus de la propriété et des transferts.

28. Les quatre sous-secteurs qui correspondent à ces sources sont les suivants :

- Les employeurs;
- Les travailleurs indépendants;
- Les salariés;
- Les bénéficiaires de revenus de la propriété et des transferts.

29. Vu l'hétérogénéité des unités regroupées dans les « bénéficiaires de revenus de la propriété et des transferts », le *Livre bleu* propose de subdiviser encore ce groupe comme suit :

- Bénéficiaires de revenus de la propriété;
- Bénéficiaires de pensions;
- Bénéficiaires d'autres revenus de transfert.

30. La ventilation doit s'appuyer sur le revenu total du ménage, c'est-à-dire que le ménage dans son entier sera classé dans une rubrique même si certains de ses membres tirent leur revenu d'une autre source. Par exemple, un ménage dont le revenu principal est un revenu mixte sera classé dans le groupe des « travailleurs indépendants », même si d'autres membres du ménage sont des salariés.

31. D'autres méthodes qui reposent sur les caractéristiques du ménage dans son entier peuvent s'appuyer sur :

- Le revenu total du ménage;
- Le revenu par membre du ménage;
- La taille du ménage mesurée par le nombre de ses membres;
- La région (urbaine ou rurale) où réside le ménage;
- La branche d'activité d'où provient le revenu.

(A noter qu'il ne s'agit pas là d'une liste complète.)

32. La subdivision en sous-secteurs fondée sur le revenu par membre du ménage est nécessaire pour les études de la pauvreté. Le seuil de pauvreté sert à distinguer les ménages à classer comme indigents.

## 2. *Caractéristiques de la personne de référence choisie dans le ménage*

33. La sous-sectorisation selon les caractéristiques d'une personne de référence s'appuie sur les caractéristiques socio-économiques d'un membre du ménage choisi comme référence. En premier lieu, il faut décider comment choisir cette personne. Il peut s'agir :

- Du principal soutien de famille;
- De la personne qui prend les principales décisions concernant la consommation du ménage;
- De la personne dont le revenu est le plus élevé.

34. A l'occasion des enquêtes sur les ménages, ce sont en général, les membres des ménages qui décident du choix de la personne de référence. La ventilation par sous-secteurs peut s'effectuer alors sur la base des caractéristiques ci-après :

- L'activité professionnelle de la personne de référence;
- La branche d'activité à laquelle appartient éventuellement la personne de référence;
- Le degré d'instruction de la personne de référence;
- Les compétences de la personne de référence;
- Le revenu de la personne de référence (source ou montant).

35. Certains ont fait valoir qu'il valait mieux répartir les ménages en sous-secteurs en fonction des caractéristiques du revenu total ou principal du ménage plutôt que de celles d'une personne en particulier, mais il est vrai que l'on peut plus facilement se procurer des renseignements concernant les personnes.

36. Un cas difficile à résoudre peut se poser lorsqu'il s'agit du revenu imputé tiré des logements occupés par leurs propriétaires, qui peut se révéler être le revenu principal du ménage, mais il n'est pas conseillé de classer le ménage en question comme « ménage d'un travailleur indépendant » et mieux vaut dans ce cas se baser comme critère de classification sur un revenu monétaire.

37. Pour conclure, la justification d'une sous-sectorisation est la constitution de groupes plus homogènes aux fins des analyses et des prises de décisions. Un groupe où se trouveraient réunis des vendeurs à la sauvette et des docteurs en médecine ne serait guère utile à l'une ou l'autre de ces fins.

38. Si la détermination de la taille d'une entreprise en fonction du nombre de ses employés est probablement la seule possibilité dont dispose le statisticien dans l'état actuel des choses, elle est loin de donner satisfaction car la main-d'œuvre d'une entreprise peut être, et est effectivement remplacée par l'emploi de techniques plus avancées. Naguère, les entreprises étaient invitées à indiquer la quantité d'énergie qu'elles utilisaient, mais ce critère a perdu la plus grande partie de son intérêt aujourd'hui. Mieux vaudrait maintenant poser des questions sur l'utilisation des technologies et, en particulier, des technologies de l'information; et les travaux dans cette direction pourraient se révéler précieux.

39. Fonder la subdivision en sous-secteurs sur une personne de référence conduit à un dilemme lorsque le ménage compte plusieurs soutiens de famille qui, en outre, peuvent être de situations socio-économiques différentes, et, au surplus, si la personne de référence a été choisie en fonction du prestige dont elle jouit dans le ménage et non pas nécessairement de sa contribution à son revenu.

### **C. — Séquence complète, ou sélection, de comptes**

40. Faut-il établir pour chaque sous-secteur la séquence complète des comptes ? La réponse à cette question dépend pour beaucoup des informations dont on dispose. La ventilation en sous-secteurs peut s'interpréter de façon que la séquence complète de comptes s'applique à chaque sous-secteur distingué. Il convient de recommander cette solution dans le cas du niveau le plus élevé de la hiérarchie. Par contre, il ne sera pas nécessaire

d'établir une séquence complète au degré suivant de désagrégation car on pourrait alors avoir besoin d'une énorme quantité de données.

41. De plus, les comptes ne s'appliquent pas tous à tous les sous-secteurs. Pour ceux des employeurs et des travailleurs indépendants, on a besoin du compte de production et du compte d'exploitation. Dans le cas des autres sous-secteurs, les revenus tirés de la production (loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire, rémunération du personnel domestique et productions accessoires) ne présentent qu'un intérêt secondaire. Enfin, les comptes de l'affectation et de redistribution du revenu sont pertinents pour tous les sous-secteurs.

42. Certains paramètres importants du compte de production, par exemple l'activité économique et l'activité non structurée, revêtent moins d'importance dans le cas des autres comptes. Par contre, l'analyse de ceux-ci fait une place importante à l'emplacement (zone urbaine ou rurale, région), au montant du revenu et au volume de la consommation.

43. Les caractéristiques économiques des membres d'un ménage varient souvent dans des proportions notables, selon qu'ils sont actifs ou non, travailleurs salariés, travailleurs indépendants, employeurs ou ménagères, selon leur branche d'activité économique et selon leur activité professionnelle. Lorsque la ventilation par sous-secteurs distingue des catégories socio-économiques définies par la source du revenu principal du ménage ou de la personne de référence, cette hétérogénéité n'apparaît pas. Or, selon les enquêtes sur les ménages, ceux-ci comptent pour la plupart plus d'un actif.

44. Quand la ventilation par sous-secteurs s'effectue sur la base des tranches de revenu, il est possible d'établir la séquence complète de comptes si l'on utilise comme source des données une enquête sur les revenus et les dépenses. En l'occurrence, tous les comptes présentent de l'intérêt. La prise en compte du revenu par membre du ménage et non pas du revenu total permet de constituer des groupes de ménages plus homogènes.

45. On voit donc qu'il y a plusieurs méthodes possibles de ventilation par sous-secteurs et qu'il n'y a pas lieu d'établir dans tous les cas une séquence complète de comptes. L'autre solution consiste à n'établir cette séquence complète que pour les sous-secteurs que l'on juge présenter une importance particulière pour les analyses socio-économiques.

## **D. — Le secteur non structuré (ou informel)**

46. Selon le *Livre bleu* « il importe en particulier, pour beaucoup de pays en développement, de pouvoir opérer une distinction entre le secteur formel et le secteur informel de l'économie. La 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail (Genève, janvier 1993) a adopté la résolution II concernant les statistiques de l'emploi dans le secteur informel. Cette résolution propose, entre autres, une définition internationale normalisée du secteur informel à des fins statistiques » (4.159). Elle expose un concept du secteur informel (non structuré) ainsi que des définitions opérationnelles, et elle relève en particulier que, pour certaines analyses, on pourra élaborer des définitions plus précises qui varieront selon les besoins des utilisateurs des statistiques.

47. Le concept proposé dans la résolution est celui-ci : « Le secteur informel peut se caractériser, d'une façon générale, comme étant constitué d'unités produisant des biens ou des services avec l'objectif premier de créer des emplois et d'engendrer des revenus pour les personnes concernées. Ces unités opèrent typiquement à petite échelle, avec un faible niveau d'organisation, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. » En outre, les unités du secteur informel présentent les traits caractéristiques des entreprises non constituées en sociétés. Leurs activités ne sont pas nécessairement exercées avec l'intention délibérée de se soustraire au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale, ou encore d'enfreindre la législation du travail, d'autres législations ou d'autres dispositions administratives (voir l'annexe au chapitre IV du SCN 1993 et le chapitre II du présent *Manuel*).

48. Le concept de caractère « informel » (c'est-à-dire non structuré) tient donc aux caractéristiques de l'unité de production et non aux caractéristiques ou à la qualité de la vie des individus. Ceux qui tirent leur revenu de l'activité d'unités productrices du secteur non structuré peuvent être indigents ou non. D'après des études effectuées dans des pays en développement, leurs revenus s'inscrivent dans une très large fourchette. Certains tra-

vailleurs du secteur non structuré préfèrent s'y maintenir plutôt que d'accepter un travail dans le secteur structuré. En outre, de nombreux salariés du secteur structuré sont eux-mêmes indigents.

49. La résolution de l'OIT subdivise le secteur non structuré en deux catégories : les « entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte » et les « entreprises d'employeurs informels ». Dans la première entrent des entreprises de ménages qui appartiennent à des personnes travaillant pour leur propre compte et qui sont exploitées par elles, seules ou en association avec des membres du même ménage ou de ménages différents, qui peuvent employer des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale et des salariés de manière occasionnelle, mais qui n'emploient pas de salariés de manière continue. Selon les circonstances nationales, cette catégorie peut regrouper les personnes travaillant pour leur propre compte qui ne sont pas enregistrées selon les formes spécifiques de la législation nationale.

50. La deuxième catégorie comprend des entreprises de ménages qui appartiennent à des employeurs et sont exploitées par eux, seuls ou en association avec des membres du même ménage ou de ménages différents, et qui emploient un ou plusieurs salariés de façon continue. Sur le plan opérationnel, cette définition s'appuie sur les critères que voici : i) la taille des unités, inférieure à un nombre déterminé d'emplois; ii) le non-enregistrement de l'entreprise ou de ses salariés.

51. On ne s'est pas encore mis d'accord sur l'étendue exacte du secteur non structuré. Certains détails, par exemple le point de savoir s'il faut inclure ou non les unités de productions agricoles, les membres des professions libérales et les techniciens, les services domestiques et les activités au noir, font l'objet de discussions au sein des services nationaux de statistique. La décision dépend de l'importance que revêt le secteur dans le pays et des utilisations auxquelles servent les statistiques.

52. Il n'est pas facile de définir sans équivoque le secteur non structuré, qui est en fait très étendu. Ses activités vont du petit commerce et des petits travaux jusqu'à celles de petites sociétés de transport, de construction ou de fabrication industrielle. Il s'agit d'un secteur hétérogène : même si beaucoup des unités qui le composent travaillent de façon autonome et interviennent de leur propre initiative sur les divers marchés, il comprend également des unités qui travaillent exclusivement avec d'autres entreprises ou d'autres particuliers.

53. L'expression « non structuré » (« informel » dans la terminologie de l'OIT) reste vague. Ses diverses interprétations ont conduit à beaucoup d'ambiguïté et de confusion car on l'applique souvent aux indigents des villes ou aux habitants de squats. Toutefois, il importe de ne pas perdre de vue que, dans le Système, ce concept ne s'applique qu'aux caractéristiques de l'unité productrice. Les travailleurs du secteur non structuré sont ceux qui sont salariés par une unité de ce secteur (à noter qu'il s'ensuit qu'un travailleur du secteur non structuré peut également être salarié d'une entreprise du secteur structuré).

54. Même s'il n'est pas possible de procéder à des comparaisons internationales, cela ne doit pas empêcher de quantifier le secteur non structuré et de l'étudier. Son étude contribue pour beaucoup à la prise des décisions nationales applicables à divers domaines, et principalement à la population active.

55. La définition choisie par chaque pays doit répondre à ses propres besoins. Pour regrouper diverses unités dans une même catégorie, en l'espèce le secteur non structuré, cela impose qu'il faut leur attribuer à toutes une caractéristique commune et utile à une fin quelconque qui fera l'objet d'une politique donnée. Il appartient donc à chaque pays de décider quelles sont les unités à regrouper ainsi. Cela explique pourquoi les travailleurs et entreprises agricoles ne sont en général pas inclus dans le secteur non structuré car les politiques agricoles ont un caractère tout particulier.

56. Les comptes intéressants dans le cas de ce sous-secteur sont celui de la production et celui de l'exploitation, subdivisés ensuite par activité économique. Même s'il arrive que l'on établisse toute la séquence de comptes dans son cas, l'importance de chacun d'entre eux n'est pas évidente.

57. La subdivision du secteur des ménages signifie que l'on regroupe plusieurs ménages, y compris la totalité de leurs membres, dans une même catégorie. S'agissant de la non-structuration, caractéristique qui tient à la forme d'organisation des unités productrices, il est possible de regrouper celles-ci et même, jusqu'à un certain point, de regrouper aussi les travailleurs qu'elles emploient. Mais il est malaisé d'inclure tel ou tel groupe de ménages dans le secteur non structuré. Les ménages ne sont pas en eux-mêmes non structurés; au plus, ceux que

l'on qualifierait ainsi sont ceux dont un revenu provient d'entreprises non structurées et constitue la partie la plus importante du revenu total du ménage. On retrouve fréquemment dans les ménages de cette catégorie d'autres revenus, en provenance d'un emploi dans le secteur structuré, d'une production pour l'autoconsommation, ou bien encore de transferts. Néanmoins, dans les pays où les productions de cette nature revêtent une importance capitale pour un nombre relativement important de personnes, l'établissement des comptes du secteur non structuré en tant que subdivision du secteur des ménages peut constituer un moyen utile de se prononcer au sujet de politiques particulières.

### **III. — LES MÉNAGES EN TANT QUE PRODUCTEURS**

58. La production des ménages exerce une influence non seulement sur ceux-ci mais également, d'une façon ou d'une autre, sur la plupart des autres secteurs de l'économie. Les chiffres relatifs au secteur des ménages calculés par les statisticiens correspondent dans tous les cas au domaine décrit par le SCN 1993 et peuvent donc être directement rapprochés d'autres chiffres de la comptabilité nationale. Mais tel n'est pas le cas de certains calculs qui transcendent ce domaine. Pour permettre un rapprochement avec d'autres comptes du SCN, le statisticien devra toujours indiquer si un chiffre particulier correspond ou non aux normes du SCN ou bien, s'il y a lieu, préciser que telle ou telle partie des comptes s'appuie sur le SCN ou non.

59. L'établissement des comptes amène à se poser de nombreuses questions sur lesquelles le statisticien doit se prononcer. Les questions concernant les ménages en tant que producteurs qui vont se poser au statisticien sont analysées ci-après, dans l'ordre suivant :

- A. — La production dans le système et le domaine de la production
- B. — Les entreprises de ménages
- C. — Production marchande et production non marchande
  - 1. Biens et services
  - 2. Production pour l'autoconsommation
  - 3. Agriculture et cultures de subsistance
  - 4. Prestations de logement aux propriétaires-occupants
  - 5. Personnel domestique
  - 6. Activités collectives
  - 7. Production non structurée
- D. — Evaluation de la production
- E. — Production illicite et dissimulée, production parallèle
- F. — Formation de capital
  - 1. Formation brute de capital fixe
  - 2. Stocks

#### **A. — La production dans le Système et le domaine de la production**

60. La signification du mot « production » est évidente dans toutes les langues, mais lorsqu'on en vient à son utilisation en comptabilité nationale, il faut étudier avec soin quelle en est l'étendue et quelles en sont les limites. Le concept de production occupe une place fondamentale dans le SCN 1993 et les caractéristiques de base qui la définissent dans ce Système sont :

- Le processus matériel;
- La gestion par une unité institutionnelle;
- L'écoulement sur le marché (ou la production fournie par une unité à une autre unité).

61. La production consiste à transformer, grâce à un apport de travail et de capital, des biens et des services en d'autres biens et services qui doivent pouvoir être vendus sur les marchés ou, tout au moins, fournis par une unité à une autre, gratuitement ou non.

62. Le SCN inclut dans le domaine de la production toutes les productions effectivement destinées au marché, pour la vente ou pour le troc. Il y fait également figurer tous les biens et services fournis gratuitement à des ménages ou à la société dans son ensemble par les administrations publiques ou les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) (1.20).

63. Le SCN 1993 distingue entre les processus qui dépendent plus ou moins d'une activité humaine (par exemple lorsqu'une unité institutionnelle en assume la responsabilité, est propriétaire des biens produits ou a droit à être payée au titre des services fournis) et ceux dans lesquels n'intervient directement aucune personne ni institution et qui sont des processus exclusivement naturels [par exemple l'accroissement incontrôlé des stocks de poissons dans les eaux internationales (6.15)].

64. S'agissant des ménages, on peut se demander parfois s'il y a lieu d'inclure dans la production des activités qu'ils exercent pour leur propre usage. Le paragraphe 1.21 donne la liste de ces activités :

- Les productions agricoles que les ménages destinent à leur propre consommation finale;
- La production par les ménages d'autres biens destinés à leur propre usage final : construction d'habitations, production d'aliments et de vêtements, etc.;
- La production par les propriétaires-occupants de services de logement destinés à leur propre consommation finale;
- La production par les ménages de services domestiques et personnels destinés à leur propre consommation : préparation des repas, soins et éducation des enfants, nettoyage, réparations, etc.

65. Cette liste correspond à ce que le *Livre bleu* qualifie de domaine (ou frontière) général de la production. Mais cette définition laisse certains problèmes à résoudre lorsqu'il s'agit de la production des ménages, à savoir celle de biens et de services qui auraient pu être fournis à des tiers sur le marché mais qui sont en fait conservés par les producteurs pour leur propre usage. Il est précisé dans le Système que, même si toutes ces activités sont des activités productives au sens économique général, leur importance économique diffère de celle des transactions monétaires réalisées par les ménages. Comme la valeur attribuée à cette production doit elle aussi être prise en compte dans le revenu et la consommation des ménages, le *Livre bleu* signale que l'inclusion d'importants flux non monétaires de cette nature dans les comptes peut dissimuler en partie l'importance des activités marchandes et réduire l'utilité des données pour l'analyse.

66. Le Système adopte pour cette raison un traitement différent selon qu'il s'agit des biens ou des services. Il inclut la totalité de la production de biens pour usage propre dans le domaine de la production car, même après leur production, ces biens peuvent être ou non destinés au marché, mais il en exclut la production totale de services pour l'usage propre par les ménages (à l'exception des services de domestiques rémunérés et la production pour compte propre de services de logement par les propriétaires-occupants).

67. Cette différenciation s'explique par le fait que les services sont consommés au fur et à mesure de leur production et que, une fois produits, ils ne peuvent plus être vendus sur le marché. C'est pourquoi, déclare le *Livre bleu*, les liens entre leur production et les activités marchandes sont plus ténus que dans le cas des marchandises.

68. Comme on le voit, la frontière entre ce qui doit être considéré comme une production et ce qui ne doit pas l'être est tracée selon un compromis entre les préférences de divers utilisateurs. Même s'il s'agit d'un compromis, c'est quand même un choix délibéré qui découle de l'intention de répondre aux desiderata de la plupart des utilisateurs.

69. Il faut pourtant considérer une conséquence importante de cette décision qui concerne les statistiques de la population en général et celles de la population active. Dans les statistiques du travail de l'OIT, les actifs sont des personnes qui exercent des activités productives, définies quant à elles conformément aux directives du SCN 1993. Il y a une raison convaincante d'agir ainsi. Si le domaine de la production était étendu aux prestations personnelles et domestiques fournies par des membres des ménages pour leur propre consommation finale, tous ceux qui exercent ces activités seraient comptés comme travailleurs indépendants dans les statistiques du travail, ce qui rendrait virtuellement impossible la quantification du chômage (1.22). C'est pourquoi une définition différente des activités productives et des actifs, nécessaire à certaines fins particulières, devrait compléter la définition existante et non pas y être substituée.

70. En résumé, les activités des ménages comprises dans le domaine de la production sont les suivantes (6.18) :

- La production de tous les biens et de tous les services individuels ou collectifs fournis, ou destinés à l'être, à des unités autres que celles qui les produisent, y compris la production des biens et des services entièrement consommés dans leur production;
- La production pour compte propre de tous les biens conservés par leurs producteurs pour leur propre consommation finale ou pour leur propre formation brute de capital;
- La production pour compte propre de prestations de logement aux propriétaires-occupants et de prestations domestiques ou personnelles par un personnel domestique rémunéré.

71. Aucune valeur n'est donc imputée aux prestations domestiques et personnelles non rémunérées, non plus qu'aux travaux bénévoles ni aux travaux de décoration, d'entretien et de petites réparations effectués par les membres des ménages, car il s'agit dans tous les cas d'activités de service. Le Système expose dans le détail les raisons pour lesquelles la production de services pour compte propre n'est pas incluse dans le domaine limité de la production (6.19 à 6.22).

72. Il faut cependant constater que cette définition a été critiquée, en particulier, par les partisans de l'« économie ménagère » et par ceux pour qui la non-inclusion, dans le domaine de la production selon le SCN, des prestations domestiques destinées à l'autoconsommation est contraire aux intérêts des femmes qui produisent ces prestations. Il a été proposé de compléter la définition du SCN en l'étendant à un plus grand nombre de ces activités. Le SCN 1993 permet cet élargissement par le biais de comptes satellites (voir le chapitre XXI du SCN 1993 et le tome 2 du présent *Manuel*).

## **B. — Les entreprises de ménages**

73. Une fois précisé comme ci-dessus le domaine de la production économique, nous en venons maintenant aux unités où cette production s'effectue, c'est-à-dire les entreprises. Le Système les répartit en deux catégories : 1) les sociétés et les quasi-sociétés, c'est-à-dire les personnes morales, et 2) les entreprises non constituées en sociétés ou individuelles. Les unités productrices comprises dans le secteur des ménages sont toutes individuelles, mais les entreprises non constituées en sociétés ne sont pas toutes censées appartenir à ce secteur. Celles qui tiennent une comptabilité commerciale permettant de distinguer leurs transactions économiques de leurs transactions ménagères sont dites quasi-sociétés et incluses dans le secteur des sociétés (4.49-4.53).

74. Une entreprise non constituée en société n'est pas une entité de droit distincte du ménage lui-même. Cela implique qu'elle ne peut pas effectuer des opérations avec d'autres unités économiques, ni prendre des engagements en son nom propre. Ses propriétaires sont personnellement responsables, sans limites, de toutes les dettes et de tous les engagements souscrits au titre de leur production (4.140-141).

75. Les membres d'un ménage qui exercent des activités économiques sont considérés comme agissant pour le compte du ménage auquel ils appartiennent et non comme des unités distinctes (4.138).

76. Il est indifférent que les entreprises non constituées en sociétés appartiennent directement à des membres d'un ménage et soient contrôlées par eux personnellement ou en association avec des partenaires appartenant à d'autres ménages. La responsabilité des associés doit être illimitée pour que l'association soit considérée comme une entreprise non constituée en société (4.139; 4.145).

77. Le *Livre bleu* ajoute, à ce sujet, que le propriétaire d'une entreprise non constituée en société appartenant à un ménage joue en général un double rôle : en premier lieu, en qualité de chef d'entreprise, et en second lieu en tant que travailleur. Dans le premier cas, l'excédent de production qu'il réalise constitue essentiellement une rémunération de l'entrepreneur mais, si sa principale fonction consiste à fournir un travail, la plus grande partie de l'excédent d'exploitation peut, dans la réalité, représenter la rémunération de ce travail (4.142).

78. Les entreprises marchandes non constituées en sociétés appartenant à des ménages sont créées pour produire des biens ou des services destinés à être vendus ou troqués sur le marché. Elles peuvent exercer pratiquement n'importe quel type d'activité de production et aller des particuliers qui travaillent seuls comme marchands à la sauvette ou cireurs de chaussures, sans pratiquement aucun capital ni locaux propres, jusqu'à de grandes entreprises de fabrication, de construction ou de service occupant un grand nombre de salariés (4.144).

79. Les entreprises marchandes non constituées en sociétés appartenant à des ménages comprennent également les associations de personnes, non constituées en sociétés, qui produisent des biens ou des services destinés à être vendus ou troqués sur le marché. Les associés peuvent appartenir à des ménages différents. Pour que ces associations soient considérées comme des entreprises non constituées en sociétés, la responsabilité des associés en ce qui concerne les dettes de l'entreprise doit être illimitée (4.145).

80. Le SCN 1993 propose d'appliquer un traitement spécial aux entreprises qui rassemblent de nombreux associés, comme certains gros cabinets d'avocats, de comptables ou d'architectes. Ces entreprises se comportent en général comme des sociétés et doivent être considérées comme des quasi-sociétés lorsqu'elles tiennent une comptabilité complète. En général, les associations dont les associés jouissent d'une responsabilité limitée sont en fait des entités juridiques distinctes qu'il faut traiter comme des sociétés (4.145).

81. L'un des principaux soucis du comptable sera de se procurer les données qui conviennent au sujet des ménages qui exercent une activité productive en même temps qu'ils consomment. Le *Livre bleu* insiste sur la difficulté qu'il y a à se renseigner sur ces entreprises marchandes non constituées en sociétés appartenant à des ménages de façon à pouvoir les différencier de leurs propriétaires. Une partie de leur production peut être consommée dans le ménage, de même que les bâtiments ou les biens d'équipement peuvent servir en partie pour la production et en partie pour la consommation (4.146).

### **C. — Productions marchande et non marchande**

82. Cela nous amène à la distinction à établir entre production marchande et non marchande, distinction indispensable pour la plupart des analyses. L'analyste peut rechercher la relation qui existe entre la production et d'autres postes des comptes nationaux, par exemple son impact sur le secteur extérieur ou sa relation avec les postes financiers : la différence entre production marchande et production non marchande est alors indispensable et doit être nettement précisée, dans le cas en particulier des activités touristiques. En outre, la distinction entre les deux productions est capitale pour le choix des politiques économiques et sociales, les politiques qui visent la production marchande différant fondamentalement de celles qui concernent la production non marchande. De plus, l'élasticité de la réponse des producteurs marchands et des producteurs non marchands aux décisions politiques peut varier dans des proportions considérables. Dans les économies développées, la plus grande partie de la production est le fait de sociétés marchandes, mais aucune économie n'est dépourvue d'une certaine quantité de production non marchande. Même si elle peut être relativement modeste en termes purement financiers, cette dernière peut revêtir une importance considérable sur le plan social.

#### *1. Les biens et les services*

83. Les biens et les services sont définis comme suit dans le *Livre bleu* : « Les biens sont des objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché » (6.7). « Les services ne sont pas des entités indépendantes sur lesquelles il est possible d'établir des droits de pro-

priété. Leur commercialisation ne peut être dissociée de leur production... La production de services doit être limitée aux activités qui peuvent être exercées par une unité au bénéfice d'une autre. Sinon, il ne pourrait y avoir de développement des activités de services ni de marchés pour les services » (6.8; 6.9).

84. La ligne de démarcation entre production marchande et production non marchande n'est pas toujours aussi nette qu'il le semblerait et le *Livre bleu* consacre à son explication plusieurs paragraphes que voici :

85. Le Système inclut la production de tous les biens dans le domaine de la production. Au moment où la production se déroule, il peut arriver que l'on ignore si les biens produits sont destinés au marché ou à un usage propre, ou dans quelles proportions ils le sont. Les types suivants de production des ménages sont dès lors inclus, qu'ils soient ou non destinés à leur propre consommation finale (6.24) :

- La production et le stockage de produits agricoles (le stockage étant considéré comme un prolongement de la production); la cueillette et le ramassage de baies et d'autres produits non cultivés; la sylviculture; l'abattage d'arbres et la collecte de bois de chauffage; la chasse et la pêche;
- La production d'autres produits primaires tels que le sel gemme; l'extraction de tourbe; l'approvisionnement en eau (considéré comme une production de biens); etc.;
- La transformation des produits agricoles, le battage des céréales, la mouture des grains, le séchage des peaux et la fabrication de cuir, la production et la conservation de la viande et du poisson, la conservation des fruits par dessiccation, mise en conserve, etc., la production de produits laitiers comme le beurre ou le fromage, la production de bière, de vin ou d'alcool, la fabrication de paniers ou de nattes, etc., d'autres types de transformations comme le tissage, la confection et la fabrication de vêtements sur mesure, la fabrication de chaussures, la fabrication de poteries, d'ustensiles de ménage ou de biens durables, la fabrication de meubles ou d'articles d'ameublement, etc.

86. Le nombre et les types des produits résultant de la production pour compte propre sont énormes et leur inventaire exhaustif constituerait un travail d'Hercule. Le *Livre bleu* l'admet, mais signale que la liste ci-dessus recouvre les types les plus courants. Le comptable chargé d'en estimer la valeur ne devra pas perdre de vue qu'il faudra en tenir compte seulement s'ils représentent une quantité relativement importante (par rapport à leur offre totale dans l'économie). Dans le cas contraire, selon le *Livre bleu*, il ne vaut pas la peine d'essayer d'estimer ces productions (6.25). La décision à prendre pour déterminer ce qui est important et quelle nomenclature des produits il faudra utiliser alors est laissée à l'appréciation du comptable. Dans beaucoup de cas, cependant, la production en question, jugée modeste sur la base de ce critère, peut revêtir une importance capitale pour certaines parties de la population qui en tirent éventuellement leurs moyens d'existence.

## 2. La production pour usage final propre

87. Certaines entreprises individuelles de ménages produisent surtout des biens ou des services pour leur usage final propre : consommation ou formation brute de capital fixe. Il convient alors de distinguer les producteurs de biens des producteurs de services.

88. Les producteurs de biens pour un usage final propre sont les suivants (4.147; 4.148) :

- Les agriculteurs de subsistance et d'autres producteurs qui produisent des biens agricoles pour leur propre consommation finale;
- Les ménages qui construisent leur propre logement ou d'autres ouvrages pour leur propre usage, ou bien qui réalisent des travaux en dur d'amélioration ou d'agrandissement de logements ou de constructions existants;
- Les ménages qui produisent, pour leur propre consommation, d'autres biens comme des tissus, des vêtements, des meubles, d'autres articles de ménage, des produits alimentaires (autres que les repas destinés à la consommation immédiate), etc.

89. On peut se demander comment considérer les entreprises qui utilisent une partie de leur production dans leur propre ménage et en vendent une autre sur le marché. Leur traitement dépendra du point de savoir si leurs

ventes sur le marché sont occasionnelles ou constantes. Les entreprises en question peuvent vendre seulement la production qui excède leurs propres besoins mais, si elles vendent régulièrement la plus grande partie de leur production, elles doivent être considérées comme des entreprises marchandes. Les groupes de ménages qui construisent en commun des bâtiments, des chemins, des ponts, etc., pour leur propre usage individuel ou pour celui de la collectivité doivent être considérés comme des associations informelles de personnes engagées dans une activité de production non marchande (4.148).

90. La prise en compte des producteurs de services pour un usage final propre dans le SCN 1993 est plus restrictive que celle des producteurs de biens : « Les services domestiques ou personnels, produits par les membres des ménages pour eux-mêmes, sont, par convention, traités comme tombant en dehors du domaine de la production du Système » (6.87).

91. Deux catégories seulement sont incluses : les prestations de logement aux propriétaires-occupants et les prestations domestiques d'un personnel rémunéré :

- Les prestations de logement aux propriétaires-occupants : les propriétaires-occupants sont censés posséder des entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages qui produisent des prestations de logement pour leur propre consommation. Il y a là une exception au principe général du SCN 1993 qui consiste à exclure du domaine de la production celle de services pour compte propre. Le *Livre bleu* la justifie par le fait que, si aucune valeur n'était imputée à ces services, les comparaisons, d'un pays à l'autre ou d'une période à l'autre, des productions et des consommations de prestations de logement pourraient se trouver faussées (6.29);
- Les prestations domestiques d'un personnel rémunéré : les ménages sont censés posséder des entreprises non constituées en sociétés dans lesquelles ils emploient un personnel rémunéré, domestiques, cuisiniers, jardiniers, etc., pour produire des prestations destinées à leur propre consommation (4.149).

92. Les caractéristiques propres à ces deux catégories de services incluses dans le domaine de la production selon le SCN 1993 sont que leur production n'engendre pas un revenu mixte. Il est supposé, par convention, qu'il n'y a pas d'apport de travail dans la production des prestations de logement aux propriétaires-occupants, si bien que l'excédent qui en résulte éventuellement est un excédent d'exploitation. Quant aux prestations domestiques rémunérées, elles n'engendrent pas d'excédent car il est supposé, par convention, que la valeur de la production est strictement égale à la rémunération versée aux employés, sans autres contributions (4.150). C'est là un autre point qui a fait l'objet de critiques et pour lequel une autre solution a été proposée par certains.

93. D'autres services produits pour un usage propre ne sont pas inclus non plus dans le domaine de la production ni, partant, dans la production des ménages. Ce sont par exemple les services personnels, les travaux de bricolage et les services bénévoles rendus à la communauté. Seules les matières achetées sont prises en compte et incluses dans les dépenses de consommation finale (6.26). Là encore, il faut se rappeler que ces services pourront être comptabilisés autrement dans des extensions du SCN 1993.

### 3. *Agriculture et cultures de subsistance*

94. La définition de l'agriculture et des cultures de subsistance que donne le *Livre bleu* est la suivante (6.94) : « ...la croissance des cultures, des forêts, du bétail et des stocks de poissons qui est organisée, gérée et contrôlée par des unités institutionnelles constitue un processus de production au sens économique. Cette croissance ne doit pas être analysée comme un processus purement naturel qui se trouve en dehors du domaine de la production. La plupart des processus de production se contentent d'exploiter des forces naturelles... ».

95. L'agriculture et l'économie de subsistance posent un problème sérieux aux comptes nationaux du fait notamment que le processus de production s'étale en l'occurrence sur plusieurs mois et parfois sur des années, de sorte que « les travaux en cours » sont un poste essentiel de la comptabilité agricole. Le *Livre bleu* fait observer que, dans le cas des exploitations agricoles non constituées en sociétés, la contribution du travail non rémunéré fourni par le ou les propriétaires peut représenter une bonne part du coût réel de production et expose dans le détail comment répartir ce coût (6.94-6.100).

96. La valeur des produits finis est donnée par la somme des valeurs des trois rubriques suivantes (aux prix de base courants) :

- Les produits finis vendus ou troqués;
- Les entrées en stocks de produits finis, moins les sorties de stock;
- Les produits finis utilisés par leur producteur pour sa consommation finale.

97. Lorsqu'une activité essentielle de l'économie nationale est de type agricole, le Système recommande d'appliquer un traitement particulier aux entreprises agricoles non constituées en sociétés, en particulier en ce qui concerne leurs comptabilités : « Lorsque l'activité clé est de type agricole, par exemple la culture du café dans certains pays, la situation se présente sous un jour plus complexe. La plupart des producteurs sont probablement dans ce cas des entreprises non constituées en sociétés qui ne peuvent être assimilées à des quasi-sociétés. La solution idéale consisterait alors à construire un ensemble complet de comptes pour les ménages qui exercent ces activités de production. Or, l'opération peut se révéler malaisée dans la pratique et il faut parfois se contenter d'une analyse partielle limitée aux comptes et aux opérations les plus étroitement liés à l'activité clé, par exemple les comptes de production, d'exploitation et du revenu d'entreprise d'un côté, et les principales opérations recensées dans le compte de capital et le compte financier de l'autre. » (19.55).

98. Les cultures de subsistance, c'est-à-dire les productions agricoles destinées à la consommation finale du producteur, constituent un mode de production particulier. Les exploitations agricoles qui produisent exclusivement pour leur propre consommation deviennent de plus en plus rares à mesure que certaines d'entre elles essaient de vendre une partie de leur production sur le marché. A leur sujet, le *Livre bleu* rappelle qu'« il est possible que ces entreprises vendent tous les produits qui excèdent leurs propres besoins, mais, si elles vendent régulièrement la plus grande partie de leur production, il faut les traiter comme des entreprises marchandes » (4.148). La valeur de leur production doit être calculée aux prix marchands des produits similaires.

99. Quant au revenu tiré par des travailleurs d'une production destinée à leur propre consommation finale, il est écrit dans le *Livre bleu* : « Les travailleurs qui exercent individuellement ou collectivement une activité de production entièrement entreprise pour leur propre consommation finale ou pour leur propre formation de capital sont des travailleurs indépendants. Même s'il est possible d'imputer, pour la production pour compte propre, une valeur basée sur les coûts, y compris sur les coûts estimés de la main-d'œuvre, il n'est procédé à aucune imputation des salaires des travailleurs engagés dans cette production, même dans le cadre de projets collectifs ou communautaires entrepris par des groupes de personnes travaillant ensemble. L'excédent de la valeur imputée de la production sur les coûts monétaires ou les impôts sur la production effectivement supportés est traité comme un revenu mixte brut (7.24 [a]). L'important, en l'occurrence, est que ce revenu est considéré comme un revenu mixte, contrairement à celui des services produits pour un usage final propre, c'est-à-dire les prestations de logement aux propriétaires-occupants et les prestations domestiques d'un personnel rémunéré, qui n'engendrent pas un revenu mixte, mais bien un excédent d'exploitation dans le premier cas et une rémunération des salariés dans le second (4.150).

#### 4. Les prestations de logement aux propriétaires-occupants

100. Le traitement de ces services fait exception à celui qui s'applique à la production de services pour compte propre dans le Système. Cela tient à l'intérêt que présentent les comparaisons internationales et au fait que la proportion entre les logements en location et ceux occupés par leurs propriétaires varie beaucoup d'un pays à l'autre et parfois même aussi, dans le même pays, d'une période à l'autre.

101. L'imputation d'une valeur à ces prestations est inévitablement plutôt approximative. De plus, les conditions d'évaluation peuvent varier beaucoup selon les pays. Le *Livre bleu* l'explique de façon approfondie : « Les chefs de ménage qui sont propriétaires des logements que les ménages occupent sont traités formellement comme des propriétaires d'entreprises non constituées en sociétés, qui produisent des services de logement consommés par ces mêmes ménages. La location des logements étant, dans la plupart des pays, un marché bien organisé, il est possible de valoriser la production de services de logement pour compte propre en utilisant les prix pratiqués sur le marché pour les types de services similaires, conformément aux règles générales de valori-

sation adoptées pour les biens ou les services produits pour compte propre. En d'autres termes, la production de services de logements occupés par leurs propriétaires est valorisée au loyer estimé qu'un locataire devrait payer pour le même logement, compte tenu de l'existence de facteurs comme la localisation, les équipements collectifs, etc., ainsi que la taille et la qualité du logement lui-même. Le même chiffre est enregistré en dépense de consommation finale des ménages. » (6.89).

## 5. *Le personnel domestique*

102. Les seuls services produits pour un usage final propre qui entrent dans la production selon le SCN 1993 sont les prestations de logement aux propriétaires-occupants et les prestations de personnels domestiques rémunérés. Leur traitement, dans les deux cas, diffère de celui qui est adopté de façon générale dans le SCN 1993. Celui de la première catégorie de prestations est exposé dans le paragraphe qui précède. Quant aux prestations de personnels domestiques rémunérés, les règles sont les suivantes : ces personnels (domestiques, cuisiniers, chauffeurs, etc.) sont considérés comme des salariés d'une entreprise non constituée en société appartenant au ménage et dirigée par lui. Le producteur et le consommateur sont alors les mêmes et constituent donc une sorte de producteur pour compte propre. La valeur de leur production se calcule comme suit : « Par convention, les coûts intermédiaires et la consommation de capital fixe encourus dans la production des services domestiques sont ignorés, et la valeur de la production est censée être égale à la rémunération des salariés, qui englobe toutes les formes de rémunérations en nature, comme la nourriture et le logement. La même valeur est donc enregistrée dans les dépenses de consommation finale des ménages. » (6.88)

## 6. *Activités collectives*

103. Les activités collectives peuvent prendre plusieurs formes différentes et leur traitement comptable dépend de la façon dont elles sont organisées et exécutées. Parfois, la ligne de démarcation entre ceux qui les exercent et les institutions sans but lucratif au service des ménages est très ténue. Il peut exister des ISBLSM qui n'ont aucun statut juridique ni aucune organisation formelle. La classification de ces institutions repose cependant non pas sur leur mode d'organisation, mais sur leur fonction. Si celle-ci est identique à celle des institutions qui ont la personnalité juridique et une organisation formelle, les institutions en question doivent être considérées comme des ISBLSM. Par contre, les groupes de ménages qui collaborent à des travaux de construction collectifs (routes, ponts, etc.) sont considérés comme des associations informelles engagées dans une activité de construction pour compte propre. Le *Livre bleu* propose de les différencier les unes des autres de la façon suivante : « Les ISBLSM doivent normalement avoir un rôle permanent à jouer et ne sont pas censées être créées pour la réalisation de projets uniques de durée limitée. » (4.66)

## 7. *La production « informelle »*

104. On entend par production « informelle » celle qui est le fait d'entreprises du secteur non structuré. Comme il s'agit de la façon dont la production est réalisée, il conviendrait plutôt d'utiliser l'expression « mode de production » mais ce n'est pas le cas dans le *Livre bleu*. Le SCN 1993 associe la production « informelle » aux pays en développement : « Il importe en particulier, pour beaucoup de pays en développement, de pouvoir opérer une distinction entre le secteur formel et le secteur informel de l'économie » (4.159). Le *Livre bleu* ne propose pas de définition du secteur informel (contrairement à ce qu'il fait pour d'autres secteurs institutionnels); il renvoie à la résolution adoptée en janvier 1993 par la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail (voir les pages 118 et 119 du SCN 1993, où figure un extrait de cette résolution, et l'annexe à la communication de Ralf Hussmanns, chapitre II du présent *Manuel* où le texte de la résolution figure en version intégrale). Il s'agit d'une résolution concernant les statistiques de l'emploi (se reporter aussi au passage concernant la sous-sectorisation).

## D. — Calcul de la valeur de la production

105. A la question de l'inclusion ou de l'exclusion des productions des ménages vient s'ajouter celle de savoir comment attribuer une valeur à ces productions. La production destinée au marché est évaluée aux prix du marché mais il ne peut en être de même d'une production qui n'est pas livrée sur le marché. Il faut donc se baser sur des prix de substitution, c'est-à-dire ceux de produits similaires vendus sur le marché ou bien, si cette solution n'est ni souhaitable, ni applicable, évaluer la production sur la base de son coût. Le *Livre bleu* indique comment chiffrer la valeur des biens et des services destinés à l'autoconsommation, des constructions pour compte propre, des services domestiques et des prestations de logement aux propriétaires-occupants sous la rubrique « La mesure de la production pour usage final propre », à savoir : « Les biens et les services doivent être valorisés aux prix de base auxquels ils seraient vendus s'ils étaient mis à la vente sur le marché. Afin de les valoriser ainsi, il faut que des biens et des services d'un même type soient effectivement achetés et vendus, sur le marché, en quantités suffisantes pour permettre le calcul de prix de marché fiables, tels qu'il soit possible de les utiliser ensuite pour les besoins de la valorisation. Lorsqu'il n'est pas possible d'obtenir des prix de marché fiables, il faut recourir à une méthode de rechange dans laquelle la valeur de la production des biens et des services produits pour un usage propre est considérée comme étant égale à la somme des coûts de production, c'est-à-dire à la somme de la consommation intermédiaire, de la rémunération des salariés, de la consommation de capital fixe et des autres impôts (moins les subventions) sur la production. » (6.85)

106. Les biens et les services produits pour un usage final propre doivent être enregistrés au moment de leur production (6.84). C'est le cas en particulier du transport d'eau.

107. La valeur des constructions pour compte propre est généralement assimilée à leur coût, car il est difficile de déterminer directement la valeur d'un ouvrage construit qui n'est pas offert à la vente. Lorsqu'une entreprise construit un ouvrage pour son propre compte, il est parfois facile d'obtenir les informations nécessaires sur son coût, mais ce n'est pas le cas de la construction de logements par les ménages, ni des constructions collectives entreprises au profit de la communauté par des associations informelles ou des groupes de ménages. Il est probable que la plupart des facteurs consommés pour des constructions collectives, y compris la main-d'œuvre, soient fournis gratuitement, si bien que l'estimation de leur valeur elle-même peut poser des problèmes. Comme la main-d'œuvre non rémunérée peut représenter une part importante de ces facteurs, il importe d'en estimer la valeur sur la base des barèmes salariaux appliqués à des travaux analogues sur les marchés locaux du travail. Même s'il peut être difficile de trouver les salaires appropriés, cela l'est certainement moins que d'essayer de déterminer directement la valeur d'une construction déterminée (6.86). Il faut rappeler que la rémunération de cette main-d'œuvre est comptabilisée dans les revenus mixtes et non dans la rémunération des salariés.

108. Le personnel domestique rémunéré (domestiques, cuisiniers, jardiniers, chauffeurs, etc.) est traité formellement comme un personnel salarié d'une entreprise non constituée en société appartenant au chef de ménage et dirigée par lui. Les prestations produites sont donc consommées par la même unité que celle qui les produit et constituent une sorte de production pour compte propre. Les coûts intermédiaires et la consommation de capital fixe encourus dans la production de services domestiques sont, par convention, ignorés, et la valeur de la production est censée être égale à la rémunération des salariés, y compris toutes les rémunérations en nature, comme la nourriture ou le logement. La même valeur est donc enregistrée dans les dépenses de consommation finale des ménages (6.88).

109. La valeur des prestations de logement aux propriétaires-occupants est assimilée au loyer estimé qu'un locataire devrait payer pour le même logement, compte tenu de l'existence de facteurs comme la localisation, les équipements collectifs, etc., ainsi que la taille et la qualité du logement lui-même. Le même chiffre est inclus dans les dépenses de consommation finale des ménages (6.89).

110. Au sujet de l'évaluation de la production et du bien-être, le *Livre bleu* déclare : « Dans une économie de marché, les prix utilisés pour évaluer les différents biens et services doivent prendre en compte non seulement les coûts relatifs de leur production mais également les profits et avantages relatifs qui peuvent être tirés de leur emploi à des fins de production ou de consommation. Il existe donc une relation entre les variations de la production et de la consommation globales et celles du bien-être. Toutefois, les changements en volume de la

consommation, par exemple, ne sont pas identiques aux changements de bien-être. La distinction entre la quantité consommée d'un bien ou d'un service et l'utilité tirée de cette consommation apparaît clairement si on considère tel ou tel bien ou service pris isolément. C'est ainsi que la quantité de sucre consommée par les ménages se mesure en unités physiques tout à fait indépendantes du degré d'utilité que les ménages peuvent ou non tirer de cette consommation. » (1.76)

### **E. — Production illicite, production dissimulée et économie souterraine**

111. A l'analyse ci-dessus des limites de la production selon le SCN 1993 vient s'ajouter la question de savoir si les productions illicites ou dissimulées doivent être incluses ou non dans la production globale. Le SCN 1993 répond par l'affirmative.

112. Le concept de domaine de la production n'a rien à voir avec les problèmes d'ordre juridique; la fabrication et la distribution de drogues, la contrebande et la prostitution sont des exemples d'activités illicites comptabilisées dans le Système. Il existe deux sortes de productions illicites : la première est celle de biens ou de services dont la vente, la distribution ou la possession sont interdites par la loi; la seconde est la production, habituellement licite mais qui devient illicite si elle est le fait de producteurs non autorisés (6.31). Même si ces activités relèvent de vastes entreprises, celles-ci ne sont évidemment pas inscrites au registre des sociétés.

113. Des entreprises qui sont licites d'autre part peuvent dissimuler certaines activités afin d'échapper à l'impôt ou à certains règlements jugés incommodes, par exemple les charges fiscales de tous ordres ou les cotisations de sécurité sociale, les normes légales (salaire minimal, horaire maximal, normes de sécurité ou de santé, etc.), ou encore les procédures administratives, telles que l'immatriculation. Ces pratiques, considérées comme incluses dans l'économie souterraine entrent, en tant que telles, dans le domaine de la production et leur produit doit être considéré comme celui d'entreprises de ménages lorsqu'il est le fait d'entreprises non constituées en sociétés (6.34).

114. Il y a parfois confusion entre économie dissimulée et secteur non structuré. A ce sujet, l'OIT précise que le concept d'activités du secteur « informel » doit être distingué de celui d'activités qui relèvent de l'économie dissimulée ou souterraine (voir la résolution de la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail).

115. Les activités illicites ou dissimulées peuvent occuper une place importante dans certains pays. Le *Livre bleu* propose d'estimer alors la production totale, y compris sa partie contestable, même si celle-ci ne peut être distinguée du total. Il cite certaines activités où des situations de cette nature peuvent se présenter : pour certaines branches, comme l'agriculture ou la construction, il est parfois possible, en utilisant la méthode des flux de produits et en procédant à divers types d'enquêtes, de calculer des estimations satisfaisantes de la production totale, sans qu'il soit pour autant possible d'en identifier ou d'en mesurer la partie souterraine, voire illicite (6.36). Ces méthodes ne permettent pas toutefois de déterminer la contribution des parties licite et illicite de l'activité du secteur des ménages.

116. Le SCN 1993 présente les données sur la production dans le compte de production où figurent, dans la colonne « Emplois », la consommation intermédiaire et la consommation de capital fixe et, dans la colonne « Ressources », la production, subdivisée en production marchande et production pour utilisation finale propre.

### **F. — La formation de capital**

117. La formation de capital est une activité importante de toute unité de production, grande ou petite et constituée ou non en société. Toutefois, la formation de capital dans une de ces unités ne signifie pas que c'est elle qui a produit les biens correspondants. En fait, la formation de capital des entreprises de ménages provient, le plus souvent, du secteur des sociétés.

## 1. Formation brute de capital fixe

118. S'agissant des ménages, il est nécessaire de signaler spécialement certaines caractéristiques de la formation de capital telle que la définit le SCN 1993 afin de la distinguer de l'acquisition de biens durables qui n'est pas considérée comme une activité productive dans le SCN 1993. La définition de la formation de capital dans le Système est la suivante : « L'activité de formation brute de capital fixe, par contre, est le fait d'unités institutionnelles en leur qualité de producteurs. Elle se définit comme la valeur des acquisitions nettes, diminuée des cessions, d'actifs fixes. Par actifs fixes, il faut entendre des actifs produits (principalement des machines, des équipements, des bâtiments et d'autres ouvrages, mais également certains actifs incorporels) utilisés de façon répétée ou continue dans la production durant plusieurs périodes comptables », c'est-à-dire durant plus d'une année (1.49).

119. Dans le cas des entreprises appartenant à des ménages, il faut veiller à distinguer entre les articles destinés à la consommation finale et ceux destinés à la production, car il en est qui peuvent servir à l'une ou l'autre fin. Le *Livre bleu* cite des articles — meubles, équipements de cuisine, ordinateurs, équipements de communication, etc. — que les ménages se procurent aux fins de leur consommation finale mais qui ne sont pas assimilés à une formation brute de capital fixe. Par contre, les maisons flottantes, les péniches, les maisons mobiles ou les caravanes qui servent de résidence principale aux ménages sont assimilés à des logements, si bien que leur acquisition par les ménages est incluse dans la formation brute de capital fixe (10.82). Cette formation de capital correspond à la prestation de services de logement par l'entreprise non constituée en société appartenant au ménage.

120. Une fois déterminé ce qu'il faut considérer comme une formation de capital, il reste à la quantifier. Cette quantification est traitée par le *Livre bleu* dans le chapitre consacré au compte de capital. Il y est dit que la formation brute de capital fixe d'une unité institutionnelle ou d'un secteur est mesurée par la valeur des acquisitions, moins les cessions (à l'exception de la consommation de capital fixe), d'actifs fixes neufs ou existants (corporels ou incorporels). Les actifs fixes sont issus de processus de production et sont eux-mêmes utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant un an ou plus. Les variations d'actifs peuvent être positives ou négatives (10.26; 10.33).

121. La valeur des actifs fixes est calculée différemment selon qu'il s'agit d'actifs achetés par l'utilisateur ou produits par lui. Les actifs fixes neufs acquis par achat sont valorisés aux prix d'acquisition tandis que ceux produits par les producteurs pour leur propre formation brute de capital fixe le sont à leurs prix de base ou au coût de production (10.37).

122. Il est indispensable de préciser que les biens et les services utilisés pour la formation brute de capital fixe pour compte propre peuvent être produits par n'importe quel type d'entreprise, constituée ou non en société. Ils peuvent aller des machines-outils les plus complexes produites pour compte propre par une société d'ingénierie jusqu'aux agrandissements modestes des logements réalisés par les ménages. Il peut y entrer aussi des activités collectives de construction entreprises par des groupes de ménages (6.47).

123. La formation brute de capital fixe revêt des formes très variées. Le *Livre bleu* en distingue les principaux types suivants (10.34) :

- Les acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes corporels neufs ou existants, subdivisées par type d'actif en : i) logements; ii) autres bâtiments et autres ouvrages; iii) machines et équipements; iv) actifs cultivés — végétaux et animaux — qui sont utilisés de façon répétée ou continue pour obtenir des produits tels que les fruits, le caoutchouc, le lait, etc.;
- Les acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes incorporels neufs ou existants, subdivisées par type d'actif en : i) prospection minière et pétrolière; ii) logiciels; iii) œuvres originales récréatives, littéraires ou artistiques; iv) autres actifs fixes incorporels;
- Les améliorations majeures des actifs corporels non produits, y compris les terrains;
- Les coûts du transfert de propriété des actifs non produits.

124. Des indications détaillées concernant, par exemple, les constructions collectives, les actifs cultivés, le bétail, les plantations, les vergers, les logiciels, etc., figurent dans le *Livre bleu* aux paragraphes 10.77 à 10.95.

125. Dans le cas des entreprises appartenant à des ménages, on peut se poser la question du traitement des biens de petite taille et peu coûteux. On peut se demander s'il faut les inclure dans la formation de capital ou dans la consommation intermédiaire et la décision est laissée là à la discrétion des comptables. Ils tiendront compte de la fréquence et du coût de leur remplacement (par rapport à celui d'un matériel plus complexe) et du point de savoir si, sur le plan macro-économique, ces biens constituent une partie significative de la valeur du stock total des biens durables qui appartiennent aux producteurs d'une branche (10.64).

126. Le moment de la comptabilisation de la formation brute de capital fixe est celui où la propriété des actifs fixes est cédée à l'unité institutionnelle qui a l'intention de les utiliser (10.36). D'autres indications concernant le traitement de certains actifs, par exemple les actifs fixes corporels acquis en crédit-bail, les améliorations majeures des actifs existants, les améliorations des terrains, le coût des cessions de propriété, les actifs cultivés, le bétail, l'exploitation de minéraux, les logiciels, etc., figurent aux paragraphes 10.39 à 10.117 du *Livre bleu*.

## 2. *Les stocks*

127. Le traitement des stocks est semblable à celui des actifs, mais leur évaluation et leurs variations posent des problèmes particuliers sur lesquels le *Livre bleu* appelle l'attention aux paragraphes 10.96 à 10.98. En ce qui concerne leur évaluation, il précise que les biens finis entrés en stock doivent être évalués comme s'ils avaient été vendus au même moment, tandis que les entrées dans les travaux en cours seront valorisées en proportion du prix de base courant estimé du produit fini.

# IV. — LES MÉNAGES EN TANT QUE BÉNÉFICIAIRES DE REVENUS

128. Le revenu est l'indicateur le plus couramment utilisé des ménages et celui qui décrit le mieux leur bien-être économique, même si, en ce qui concerne le bien-être, il faut considérer les résultats et si le revenu ne correspond pas toujours aux résultats. Le résultat se manifeste sous la forme d'une consommation et d'une épargne. La question de l'épargne est traitée à la fin du présent sous-titre et la consommation est détaillée dans le sous-titre suivant.

129. Le revenu des ménages se compose de deux postes principaux :

A. — Les revenus primaires;

B. — Les transferts.

## A. — Les revenus primaires

130. Les revenus primaires sont ceux qui échoient aux unités institutionnelles du fait de leur participation à des processus de production ou de leur possession d'actifs éventuellement nécessaires aux fins de production. Les revenus primaires sont comptabilisés dans le compte d'affectation du revenu primaire. Il en est de trois sortes :

1. La rémunération des salariés;
2. L'excédent d'exploitation ou le revenu mixte;
3. Les revenus de la propriété.

### 1. *Rémunération des salariés*

131. La rémunération des salariés se définit comme « le total des rémunérations, en espèces ou en nature, que doit verser une entreprise à un salarié en contrepartie du travail accompli par ce dernier au cours de la période comptable » (7.21).

Note : Les travailleurs indépendants perçoivent non pas une rémunération mais bien un revenu mixte. Ce sont des personnes qui travaillent pour leur propre compte et leur entreprise n'est pas une personne morale distincte. Les travailleurs bénévoles et les travailleurs familiaux non rémunérés sont considérés eux aussi comme des travailleurs indépendants.

132. La rémunération des salariés a deux principales composantes (7.31) :

- Les salaires et traitements en espèces ou en nature;
- La valeur des cotisations sociales payables par les employeurs.

133. Les cotisations sociales sont des paiements effectués par les employeurs afin d'assurer à leurs salariés des prestations sociales en cas de maladie, d'accident, de licenciement, de retraite, etc.

## 2. *Excédent d'exploitation ou revenu mixte*

134. L'excédent d'exploitation ou revenu mixte est l'excédent résultant des processus de production avant déduction de tous intérêts explicites ou implicites, loyers ou autres revenus de la propriété à verser au titre des actifs financiers, des terrains ou d'autres actifs corporels non produits nécessaires pour la production considérée (7.82). Ce sont deux dénominations alternatives utilisées selon le type d'entreprise considéré. Ils se définissent (7.80) comme un solde égal à :

*La valeur ajoutée*

Moins *La rémunération des salariés à payer*

Moins *Les impôts sur la production à payer*

Plus *Les subventions à recevoir*

135. Le revenu mixte est le terme réservé pour le solde du compte d'exploitation des entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, individuellement ou en association avec d'autres ménages. Il y entre un élément de travail fourni par le ou les propriétaires.

## 3. *Revenus de la propriété*

136. Les revenus de la propriété se définissent comme ceux que doit recevoir le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de la fourniture de fonds ou de la mise à disposition d'une autre unité institutionnelle d'un actif corporel non produit (7.88).

137. Les propriétaires de terrains ou d'actifs du sous-sol peuvent les louer à d'autres unités en contrepartie de certains paiements souvent qualifiés de « royalties », que le SCN considère comme des loyers. Les loyers sont des revenus de la propriété et le *Livre bleu* réserve ce terme pour les loyers de terrains et d'actifs du sous-sol.

## B. — Les transferts

138. Les revenus autres que les revenus primaires sont des transferts : « Un transfert se définit comme une opération dans laquelle une unité institutionnelle fournit un bien, un service ou un actif à une autre unité sans recevoir de cette dernière un bien, un service ou un actif en contrepartie » (8.27). En d'autres termes, les transferts ne comportent pas de contrepartie. Les principaux revenus de transfert des ménages sont :

1. Les prestations sociales;
2. Les transferts sociaux en nature.

## 1. *Prestations sociales*

139. Les prestations sociales sont des transferts courants perçus par les ménages en cas de maladie, de chômage, de retraite, pour l'éducation, ou dans des circonstances similaires. Ils sont de deux sortes :

1. Les prestations d'assurance sociale;
2. Les prestations d'aide sociale.

140. Les prestations d'assurance sociale sont assurées par des régimes organisés d'assurance sociale, à savoir les régimes généraux de sécurité sociale, des plans d'assurance sociale privés et des régimes sans capitalisation, gérés par les employeurs au profit de salariés ou d'ex-salariés sans l'intervention d'entreprises d'assurance ni de caisses de pensions. Les prestations d'aide ou d'assistance sociale visent à répondre aux mêmes besoins que les prestations d'assurance sociale, mais en dehors de tout régime organisé, et ne sont pas subordonnées au versement antérieur de cotisations (8.7). Les prestations sociales peuvent être versées en espèces ou en nature.

141. Le Système subdivise les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature en quatre catégories (8.77) :

- Les prestations de sécurité sociale en espèces;
- Les prestations d'assistance sociale en espèces;
- Les prestations d'assurance sociale de régimes privés;
- Les prestations d'assurance sociale directes d'employeurs.

142. Dans les prestations de sécurité sociale en espèces entrent les prestations d'assurance sociale versées en espèces aux ménages par les administrations de la sécurité sociale sous la forme de prestations de maladie et d'invalidité, d'allocations de maternité, d'allocations familiales, d'allocations de foyer et autres allocations pour personnes à charge, de prestations de chômage, de pensions de retraite ou de survie, de prestations en cas de décès, enfin d'autres allocations ou prestations.

143. Dans les prestations d'assistance sociale en espèces entrent tous les transferts courants payés aux ménages par des administrations publiques ou des ISBLSM pour répondre aux mêmes besoins que les prestations d'assurance sociale, mais qui ne s'inscrivent pas dans le cadre d'un régime d'assurance sociale. Sont exclus de ces prestations les transferts opérés en réponse à des catastrophes naturelles comme les sécheresses, les inondations ou les tremblements de terre (8.81-8.83).

144. Les prestations d'assurance sociale de régimes privés sont versées aux ménages par les compagnies d'assurance ou d'autres unités institutionnelles qui administrent des régimes privés d'assurance sociale avec constitution de réserves. Elles sont analogues aux prestations de sécurité sociale, mais il n'y est faite aucune distinction entre prestations en espèces et prestations en nature (8.79).

145. Les prestations d'assurance sociale sans constitution de réserves payées aux salariés le sont par des employeurs qui gèrent des plans d'assurance sociale sans cotisations préalables. Elles comprennent le maintien du paiement de salaires normaux ou réduits pendant les périodes d'absence du travail pour maladie, accident, maternité, etc., le versement d'allocations de foyer, d'éducation et d'autres allocations pour personnes à charge, le paiement de pensions de retraite ou de survie aux anciens salariés ou à leurs survivants, d'indemnités aux salariés ou à leurs survivants en cas de licenciement, d'invalidité, de décès accidentel, etc., les soins médicaux généraux qui ne se rapportent pas au travail du salarié, enfin les maisons de retraite et de convalescence (8.80).

Note : Il n'est pas toujours facile pour les employeurs de les distinguer du paiement des salaires et traitements en espèces (8.76).

## 2. *Transferts sociaux en nature*

146. Le Système distingue divers transferts en nature, y compris les transferts sociaux en nature, c'est-à-dire les prestations de sécurité et d'assistance sociale en nature ainsi que certains biens et services (non marchands)

destinés à l'éducation, à la santé, au logement, etc., fournis aux ménages, en dehors de tout plan d'assurance sociale, par des administrations publiques ou des ISBLSM.

147. Quand un particulier paye les services ou est remboursé par le plan d'assurance ou d'assistance, il s'agit encore d'une transaction en nature (3.41, 3.42). Une autre situation se présente lorsque c'est l'entreprise qui fournit gratuitement la prestation de santé ou d'éducation. Dans ce cas, le flux n'est pas considéré comme un transfert mais comme une partie du salaire en nature.

148. Les transferts sociaux en nature sont comptabilisés comme des transactions non monétaires entre des administrations publiques ou des ISBLSM et les ménages qui consomment effectivement les biens ou les services, et sont valorisés par les dépenses déjà engagées. La valeur de ces biens et de ces services est alors ajoutée aux dépenses de consommation finale des ménages pour obtenir leur consommation effective (3.43).

149. Les biens produits sur le marché qui sont livrés aux ménages mais payés par une administration publique ou une ISBLSM sont considérés comme des transferts sociaux. A ce sujet, il est écrit dans le *Livre bleu* : « Les dépenses consacrées par les administrations publiques ou les ISBLSM à l'acquisition de biens ou de services marchands qu'elles fournissent directement aux ménages, individuellement ou collectivement, sans transformation supplémentaire, représentent une dépense de consommation finale des administrations publiques ou des ISBLSM et non une consommation intermédiaire. Les biens et les services en question sont une forme de transferts sociaux et font partie de la consommation effective des ménages. » (6.174).

150. Même si, dans un transfert, il n'y a pas contrepartie sous la forme de biens, de services ou d'actifs, son enregistrement doit néanmoins donner lieu à quatre écritures dans les comptes. Il influe sur le revenu disponible (compte de distribution secondaire du revenu) des unités en cause, il accroît le revenu disponible du ménage qui le perçoit et il réduit celui de l'autre unité, qu'il s'agisse d'un transfert en nature ou en espèces.

151. Dans le cas des transferts sociaux en nature, la comptabilisation influe également sur le compte de redistribution du revenu en nature (8.34-42).

### C. — L'épargne

152. Dans le SCN 1993, l'épargne fait le lien entre les comptes d'accumulation et les comptes des revenus. Elle se définit, du point de vue comptable, comme un revenu disponible non dépensé pour la consommation de biens ou de services. L'épargne peut être positive ou négative. Pour l'analyse en profondeur des comptabilités des sous-secteurs du secteur des ménages, il faut avoir des comptes correspondants de l'épargne. Si l'épargne est négative, la différence en plus entre la consommation et le revenu disponible doit de toutes façons être financée par la cession d'actifs ou par la souscription de passifs (1.10). La relation directe entre le revenu, la consommation et l'épargne est présentée comme suit dans le *Livre bleu* : « L'épargne représente la partie du revenu disponible qui n'est pas dépensée en biens et services de consommation finale. Elle peut être positive ou négative, selon que le revenu disponible excède les dépenses de consommation finale, ou vice versa. A supposer que l'épargne est positive, le revenu non dépensé doit être consacré à l'acquisition d'actifs ou à la réduction des dettes. Lorsque le revenu non dépensé n'a pas été délibérément utilisé pour acquérir divers actifs financiers ou non financiers ou pour réduire les dettes, il se matérialise sous la forme d'une augmentation des avoirs en espèces, qui constituent eux-mêmes un actif financier. Si l'épargne est négative, il faut que des actifs financiers ou non financiers aient été liquidés, que les avoirs en espèces aient diminué ou que les dettes se soient accrues. » (9.19).

153. Dans l'optique opérationnelle, il faut préciser que les données concernant l'épargne obtenues en comparant les chiffres du revenu avec ceux de la consommation ne concordent souvent pas avec les données correspondantes extraites des états financiers.

154. Par contre, les sondages auprès des ménages n'accordent en général pas suffisamment d'attention à l'épargne. Cela tient en partie au fait que les questions concernant l'épargne et le volet financier sont en général mal reçues par les membres du ménage, en particulier s'ils sont interrogés en présence d'autres membres de leur ménage.

## V. — LES MÉNAGES EN TANT QUE CONSOMMATEURS

155. Avant de considérer le rôle que jouent les ménages dans la consommation, il convient de rappeler les frontières que le Système impose à la consommation : « La frontière de la production détermine le montant de la valeur ajoutée enregistrée et, par voie de conséquence, le montant total des revenus générés par la production. L'éventail des biens et des services inclus dans les dépenses de consommation finale des ménages, ou dans leur consommation effective, dépend aussi de la frontière de la production qui est retenue : par exemple, il entre dans cette dépense la valeur estimée des produits agricoles réservés par les ménages à leur propre consommation finale, ainsi que celle des services de logement consommés par les propriétaires-occupants, mais non la valeur des travaux de réparation et d'entretien dits de « bricolage » effectués sur des véhicules ou des biens de consommation durables, ni le nettoyage des logements, ni les soins aux enfants et leur éducation, pas plus que les services personnels et domestiques similaires produits pour la consommation finale propre. Seules les dépenses consacrées aux biens utilisés à cet effet, par exemple les produits de nettoyage, figurent dans les dépenses de consommation finale des ménages. Cette frontière est l'une des plus controversées par ceux qui fournissent ces services. En fait, l'exemple donné est la démonstration flagrante de ses insuffisances : l'absence de produits de nettoyage rend le travail de la ménagère plus dur et plus long mais, plus elle travaille, moins sera importante la valeur ajoutée par le service effectué. »

156. Les questions qui se posent dans la comptabilité des ménages en tant que consommateurs et les aspects qui y sont liés sont commentés ici dans l'ordre suivant :

- A. — Dépenses
- B. — Dépenses de consommation finale des ménages
  - 1. Dépenses effectives
  - 2. Dépenses imputées
- C. — Consommation finale effective des ménages
  - 1. Dépenses consacrées à des biens ou services individuels ou collectifs
  - 2. Consommation finale effective des ménages
- D. — Transferts sociaux en nature
- E. — Cotisations sociales
- F. — Classifications
- G. — Dépenses consacrées au logement
- H. — Dépenses consacrées aux objets de valeur

157. Le SCN 1993 distingue, dans la consommation des ménages, les dépenses de consommation finale de la consommation finale effective en différenciant les dépenses au titre des biens et services de leurs acquisitions.

### A. — Les dépenses

158. Les dépenses se définissent dans le SCN 1993 comme la valeur des montants que les acheteurs paient ou acceptent de payer aux vendeurs en échange de biens ou de services que les vendeurs leur fournissent ou qu'ils fournissent à d'autres unités institutionnelles désignées par les acheteurs. Il est courant que des administrations publiques ou des ISBLSM paient des biens ou des services que les vendeurs fournissent aux ménages (9.22).

159. Le Système fait une distinction entre les unités qui effectuent le paiement aux vendeurs et celles qui supportent en définitive les dépenses. Le *Livre bleu* cite l'exemple d'un ménage qui achète un bien ou un service pour son propre usage et qui est ensuite remboursé par un organisme de sécurité sociale. Le montant remboursé est alors comptabilisé dans les dépenses de cet organisme (9.23).

160. En ce qui concerne le calcul de la valeur et le moment de l'enregistrement d'une transaction, il ne faut pas négliger le fait que les valeurs des dépenses sont mesurées par les valeurs des montants à recevoir et à payer au moment où les dépenses sont encourues (9.25), c'est-à-dire quand l'acheteur s'engage vis-à-vis du vendeur (9.64). La dépense des ménages est enregistrée aux prix d'acquisition payés par eux, y compris les impôts sur les produits qui sont à acquitter au moment de l'achat et les frais de transport à la charge de l'acheteur (9.66), mais à l'exclusion des charges d'intérêt et de service qui peuvent s'ajouter quand le vendeur organise la fourniture de crédit à l'acheteur (9.69).

161. Parfois, au lieu de recourir à un paiement en espèces ou à la souscription d'une obligation, l'acheteur et le vendeur peuvent convenir de procéder à un échange de biens ou de services, par exemple dans le cas de la rémunération en nature des salariés, où ces travailleurs sont considérés comme effectuant des dépenses égales à la valeur marchande des biens ou des services qu'ils reçoivent (9.28).

## **B. — Les dépenses de consommation finale des ménages**

### *1. Dépenses effectives*

162. Les dépenses de consommation finale des ménages sont celles qu'ils effectuent aux fins de la consommation de biens ou de services, à l'exclusion du coût des logements et des objets de valeur acquis. Cette exclusion se justifie par le fait que les logements sont considérés, dans le SCN, comme une formation brute de capital fixe (puisque'ils produisent des prestations de logement) et que les objets de valeur le sont comme une réserve de valeur puisqu'ils ne servent pas pour la consommation ou une production (9.45).

163. S'agissant des permis et des redevances, les ménages paient les administrations publiques pour obtenir des licences, des permis, des certificats, etc., et il n'est pas toujours évident si les administrations publiques fournissent effectivement des prestations en retour ou si les paiements sont en fait des taxes. Il a été décidé par convention, dans le Système, que les paiements effectués pour obtenir l'autorisation de posséder ou d'utiliser un véhicule, un bateau ou un avion, ou pour obtenir un permis de chasse, de pêche ou de port d'armes, seraient traités comme des impôts, tandis que les paiements pour tous les autres types de licences, permis, certificats, etc., le seraient comme des achats de services et entreraient dans les dépenses de consommation des ménages (9.62).

164. Les ménages dont des membres sont propriétaires d'entreprises non constituées en sociétés posent un problème lorsqu'il s'agit de distinguer les dépenses engagées pour l'entreprise de celles consacrées à la consommation du ménage. Il faut alors s'assurer que seules les dépenses consacrées à la satisfaction directe des besoins humains sont comprises dans les dépenses de consommation finale du ménage, tandis que les dépenses engagées pour l'entreprise en sont exclues (9.47).

165. Les biens de consommation durables acquis par un ménage sont compris dans ses dépenses de consommation indépendamment de leur durée matérielle. Dans la consommation finale des ménages figurent les biens qui peuvent servir une seule fois ainsi que ceux qui peuvent être utilisés à répétition ou de façon continue, ces derniers étant qualifiés de « durables ». Le Système recommande de faire attention aux achats de biens durables effectués par des ménages qui possèdent des entreprises non constituées en sociétés. Ces biens, lorsqu'ils sont utilisés pour une production, doivent être considérés comme entrant dans la formation brute de capital. Lorsqu'un bien sert en partie aux fins de l'entreprise et en partie à la satisfaction de besoins personnels, la dépense doit être partagée entre la consommation finale et la formation de capital. La diminution de la valeur des biens attribuable à leur usage professionnel doit être enregistrée dans la consommation de capital fixe de l'entreprise non constituée en société (9.48).

## 2. Dépenses imputées

166. *Opérations de troc* : La valeur des biens ou des services acquis dans des opérations de troc est une dépense imputée. Lorsqu'un bien offert en troc est un bien existant, il faudra enregistrer une dépense imputée négative au compte de l'unité qui offre le bien (9.49).

167. *Dépenses en biens et en services reçus en tant que revenu en nature* : Dans les dépenses de consommation finale des ménages entre le revenu en nature reçu par les salariés en rémunération d'un travail effectué. Il faut opérer une distinction entre les biens ainsi fournis, qui entrent dans la rémunération des salariés et qu'ils peuvent utiliser pour la satisfaction directe de leurs besoins, et ceux qui leur sont fournis parce qu'ils sont nécessaires pour le travail. Ces derniers entrent dans la consommation intermédiaire de l'entreprise (9.50, 9.51).

168. *Dépenses en biens et en services produits pour l'autoconsommation* : Les biens et les services produits par des entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages doivent être inclus dans les dépenses de consommation finale des ménages à leur valeur imputée s'ils sont destinés à la consommation des membres du ménage (9.52).

169. *Prestations de logement aux propriétaires-occupants* : Les propriétaires d'un logement et qui l'occupent sont assimilés à des propriétaires d'entreprises non constituées en sociétés produisant des prestations de logement dont la valeur imputée est incluse dans les dépenses des ménages. Par contre, toutes les dépenses engagées pour la réparation, la décoration ou l'entretien de ces logements doivent être considérées comme des dépenses intermédiaires de l'entreprise non constituée en société (9.58-9.59).

170. *Charges financières imputées* : Les frais d'intermédiation financière, même non explicites, doivent être inclus dans les dépenses des ménages. Les taux d'intérêt nominaux mis à la charge des ménages par les établissements financiers dépassent les intérêts qu'ils leur versent au titre de leurs dépôts. Il s'agit là d'un moyen indirect de faire payer aux ménages les services d'intermédiation (6.121, 6.122; 9.54) et l'imputation de ces services dépend de la politique du pays. Il n'y a pas intermédiation financière lorsqu'un prêteur sur gages non constitué en société ne prête que sur ses fonds propres et il n'y a pas alors processus de production (6.134).

## C. — La consommation finale effective des ménages

171. Le SCN 1993 distingue les dépenses de consommation finale de la consommation finale effective, qui dépend de la distinction générale entre les dépenses en biens et en services et les acquisitions de biens ou de services (9.21). Une unité institutionnelle engage une dépense lorsqu'elle paie ou accepte de payer les biens ou les services qui lui sont fournis ou qui le sont à d'autres unités institutionnelles. Une unité institutionnelle acquiert des biens et des services soit en y affectant des fonds, soit par le biais de transferts en nature reçus d'autres unités institutionnelles.

172. Il faut donc enregistrer dans les comptes la consommation finale effective aussi bien que les dépenses de consommation finale. En voici la raison, exposée dans le *Livre bleu* : « ... les dépenses sont attribuées aux unités institutionnelles qui en supportent les coûts, même si ce ne sont pas les unités auxquelles les biens ou les services sont livrés. Ainsi, les dépenses que les administrations publiques ou les ISBLSM consacrent aux biens ou aux services individuels qu'elles fournissent aux ménages en tant que transferts sociaux en nature doivent être enregistrées comme une dépense de consommation finale des administrations publiques ou des ISBLSM. Même si elles ne consomment pas physiquement les biens et les services fournis en tant que transferts sociaux en nature, les administrations publiques et les ISBLSM sont les unités qui paient et qui prennent les décisions relatives aux quantités qu'elles fournissent. Il faut donc enregistrer dans les comptes du Système l'information sur les dépenses qu'elles consacrent à ces biens et à ces services en relation avec le revenu disponible. Cependant, il ne suffit pas simplement d'enregistrer les dépenses quand les biens et les services sont consommés par des unités différentes de celles qui contrôlent et financent les dépenses. Pour identifier les unités qui bénéficient de la consommation de ces biens et de ces services, il est nécessaire de souligner que les biens et les services sont en

fait transférés aux ménages. Il faut donc enregistrer la consommation finale effective aussi bien que la dépense de consommation finale. » (9.8)

### *1. Dépenses consacrées aux biens ou services de consommation individuels ou collectifs*

173. Les biens et les services de consommation individuels se distinguent des services de consommation collectifs. Afin de satisfaire aux besoins et aux désirs de leurs membres, les ménages acquièrent des biens ou des services de consommation individuels (9.42). Les services de consommation collectifs sont fournis simultanément à tous les membres de la collectivité ou à un sous-ensemble particulier de celle-ci. Ces services sont automatiquement acquis et consommés (6.43).

174. Les dépenses de consommation des administrations publiques et des ISBLSM doivent être partagées entre celles qui profitent à des ménages individuels et celles qui profitent à l'ensemble de la collectivité (9.80).

175. Les dépenses supportées au niveau national par les administrations publiques en relation avec des services individuels comme la santé ou l'éducation doivent être traitées comme des dépenses collectives quand elles se rapportent à la définition et la mise en œuvre d'une politique publique, à la fixation et à l'imposition de normes publiques, à la réglementation, l'agrément ou le contrôle des producteurs, etc. Par contre, les frais généraux liés à la gestion ou au fonctionnement d'un groupe d'hôpitaux, d'écoles, d'établissements d'enseignement supérieur ou d'institutions analogues doivent être repris dans les dépenses individuelles (9.86).

176. Toutes les prestations des ISBLSM sont, par convention, traitées comme des services individuels (9.85, 9.44).

### *2. Consommation finale effective des ménages*

177. La consommation finale effective des ménages vise à mesurer la valeur des biens et des services de consommation acquis par les ménages, qu'ils aient été achetés ou transférés par des administrations publiques ou des ISBLSM, et utilisés par eux pour la satisfaction de leurs besoins. Elle est considérée comme un meilleur indicateur du niveau de vie des ménages que leur seule dépense finale. On parle parfois de consommation « élargie » ou de consommation « totale », mais ces termes ne sont pas utilisés dans le Système (9.11). La consommation finale effective comprend (9.72 et 9.96) :

- La valeur des dépenses des ménages en biens et en services de consommation, y compris les dépenses en biens et en services non marchands vendus à des prix économiquement non significatifs;
- La valeur des dépenses supportées par les administrations publiques au titre de biens ou de services de consommation individuels fournis aux ménages en tant que transferts sociaux en nature;
- La valeur des dépenses supportées par les ISBLSM au titre de biens ou de services de consommation individuels fournis aux ménages en tant que transferts sociaux en nature.

178. La valeur imputée de ces transferts sociaux est égale à ce qu'ils ont coûté aux administrations publiques ou aux ISBLSM, diminuée des montants payés par les ménages (9.73). Comme tous les services fournis par des institutions sans but lucratif au service des ménages sont considérés comme individuels, ces unités institutionnelles n'ont pas de consommation finale effective.

## **D. — Les transferts sociaux en nature**

179. Un transfert se définit comme une opération par laquelle une unité institutionnelle fournit un bien, un service ou un actif à une autre unité sans recevoir en contrepartie de cette dernière un bien, un service ou un actif

(8.27). Les principaux types de transferts sont les impôts, les cotisations et les prestations sociales, enfin tous les autres transferts courants (8.3).

180. Les transferts sociaux en nature comprennent seulement les prestations sociales en nature et les transferts aux ménages résidents, par les administrations publiques, y compris les administrations de sécurité sociale et les ISBLSM, de biens ou de services non marchands individuels (8.19).

181. Les transferts, et plus particulièrement les transferts en nature, occupent une place importante dans la consommation des ménages. De plus, ils présentent de nombreuses complexités qui obligent à définir clairement les concepts mis en cause. Les principales définitions sont données ci-après. Elles sont extraites du *Livre bleu* où l'on pourra trouver des explications et des renseignements supplémentaires. Le comptable devra les comparer avec les dispositions juridiques et administratives de son pays.

182. Toute une série de transferts en nature sont enregistrés dans le Système, y compris les transferts sociaux en nature, c'est-à-dire les prestations de sécurité sociale et d'assistance sociale en nature, ainsi que des biens et services tels que ceux d'éducation, de santé, de logement (biens et services non marchands) fournis en dehors de tout système de sécurité sociale par des administrations publiques ou des institutions sans but lucratif. Si le ménage ou le particulier achète les services et est remboursé par le régime d'assurance ou d'assistance, l'opération est quand même traitée comme une opération en nature (3.41; 3.42). Les prestations de santé ou d'éducation fournies gratuitement par une entreprise sont considérées non comme des transferts mais comme une partie des salaires en nature; elles doivent cependant être enregistrées séparément.

183. Les transferts sociaux en nature en tant que tels sont alors enregistrés comme un ensemble d'opérations non monétaires entre les administrations publiques ou les ISBL et les ménages qui consomment effectivement les biens ou les services dont la valeur est chiffrée par les dépenses engagées. En ajoutant cette valeur à la dépense de consommation finale des ménages, on obtient leur consommation effective (3.43).

184. Les dépenses consacrées par les administrations publiques et les ISBLSM à l'acquisition de biens ou de services marchands qu'elles fournissent directement aux ménages, individuellement ou collectivement sans transformation supplémentaire, représentent une dépense de consommation finale des administrations publiques ou des ISBLSM et non une consommation intermédiaire. Les biens et les services en question sont une forme de transferts sociaux et font partie de la consommation effective des ménages (6.174).

185. On peut se demander comment considérer les services collectifs fournis par des administrations publiques aux entreprises. Toutes les entreprises, y compris celles appartenant à des ménages, peuvent bénéficier de la fourniture de moyens de transport, de prestations de sécurité, etc., et même de services individuels comme les services vétérinaires proposés aux agriculteurs. Par convention, ces biens et ces services ne sont pas inclus dans la consommation intermédiaire des entreprises (6.173).

186. La comptabilisation des transferts donne lieu à quatre écritures. Ils influent sur le revenu disponible (compte de distribution secondaire du revenu) des unités en cause, ils augmentent le revenu disponible de l'unité qui les perçoit et ils réduisent le revenu de l'autre unité (qu'il s'agisse de transferts en espèces ou en nature). La comptabilisation des transferts sociaux en nature influe également sur le compte de la redistribution du revenu en nature. Les modes d'enregistrement des transferts sont présentés dans le *Livre bleu* (8.34-42), avec un résumé particulier concernant les transferts en nature dont voici la teneur : « Il existe dans le Système deux comptes distincts pour permettre l'enregistrement particulier des transferts sociaux en nature. Les transferts en tant que tels sont enregistrés dans le compte de redistribution du revenu en nature, en ressources pour les ménages et en emplois pour le service des administrations publiques ou l'ISBLSM qui effectue le transfert. La consommation des biens et des services transférés est enregistrée en emplois du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté. Tous les autres transferts en nature sont enregistrés dans le compte de distribution secondaire du revenu, avec les transferts en espèces. Les biens et les services transférés sont enregistrés comme des dépenses de consommation par les bénéficiaires dans le compte d'utilisation du revenu disponible. » (8.41, 8.42)

187. Les primes et cotisations d'assurance dommages payées par les ménages sont comptabilisées comme des transferts car, même si l'assuré a droit à une éventuelle indemnisation ultérieure, le montant de la prestation qu'il peut en définitive recevoir n'a aucun rapport avec le montant de la prime ou de la cotisation acquittée (8.28). Par contre, le paiement des primes d'assurance-vie individuelle souscrites par des membres de ménages

de leur propre initiative en dehors de tout régime d'assurance sociale ne sont pas des transferts, non plus que les stations reçues quand les polices arrivent à échéance. Il s'agit d'acquisitions et de cessions d'actifs financiers (8.29).

### **E. — Les cotisations sociales**

188. Les cotisations sociales sont des paiements, effectifs ou imputés, à des régimes d'assurance sociale (effectués par des employeurs, des travailleurs indépendants ou des personnes n'occupant pas d'emploi pour leur propre compte) afin de garantir le droit à des prestations d'assurance sociale. Quand elles sont payées directement par les employeurs à la caisse d'assurance sociale, les cotisations sont considérées, dans le Système, comme étant payées par les salariés aux organismes de sécurité sociale. Elles sont donc enregistrées en premier lieu dans la rémunération des salariés. Ce mode de comptabilisation est dit « réorientation » (8.8, 8.67).

189. Les cotisations sociales sont des ressources pour n'importe quel secteur, et surtout pour celui des administrations publiques (y compris les caisses de sécurité sociale), les compagnies d'assurance et les caisses de pensions. Elles ne sont comptabilisées en emplois que dans le cas des ménages. Les cotisations sociales des employeurs et des salariés sont enregistrées au moment de l'exécution du travail qui donne lieu à l'obligation de cotiser. Les cotisations versées dans le cadre de régimes privés comprennent également le revenu de la propriété attribué aux assurés (diminué s'il y a lieu des frais de service). Des paiements similaires sont effectués par les travailleurs indépendants et les non-actifs (2.120, 8.8, 8.68-70).

190. Lorsque l'employeur fournit lui-même des prestations sociales directes, il faut comptabiliser une cotisation sociale imputée, à la fois dans le compte d'exploitation de l'employeur au titre de la rémunération des salariés, et dans le compte de la distribution secondaire du revenu des ménages comme si les salariés remboursaient le même montant à l'employeur (8.71-74).

### **F. — Les nomenclatures ou classifications**

191. Le Système propose quatre classifications possibles des buts et objectifs de la consommation et des dépenses :

- La Nomenclature des fonctions de la consommation individuelle (COICOP);
- La Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP);
- La Nomenclature des fonctions des institutions sans but lucratif au service des ménages (COPNI); enfin
- La Nomenclature des dépenses des producteurs par fonction (COPP).

192. La première classification (COICOP) subdivise précisément la consommation individuelle par objectif et recouvre normalement la totalité de la consommation des ménages. Les autres concernent diverses institutions et portent sur la répartition des dépenses des administrations publiques, des ISBLSM et des producteurs par catégories d'objectifs. La liste des « fonctions », au sens d'« objectifs », est différente dans chaque cas, ce qui limite la possibilité de les combiner afin de construire un tableau où figurerait la consommation des sous-secteurs des ménages subdivisée par rubriques de la COICOP (alimentation, logement, éducation, santé, etc.) et indiquant pour chaque rubrique quel a été son financement (par les ménages eux-mêmes, par les administrations publiques, par les institutions sans but lucratif ou par les entreprises). Les chiffres qui figurent dans un tableau ou un compte de cette nature sont indispensables pour comprendre la situation socio-économique des sous-secteurs des ménages. Il faudrait réviser la COICOP ainsi que les autres nomenclatures afin de permettre une meilleure intégration de leurs données. Cette révision consisterait principalement à subdiviser certaines des rubriques actuelles. Par contre, il n'est pas besoin d'insister sur l'utilité d'un compte de cet ordre pour la grande majorité des utilisateurs.

193. La COICOP, reproduite dans le *Livre bleu* au tableau 18.1 et à la page 654, répartit en 10 les fonctions de la consommation individuelle : produits alimentaires, boissons et tabacs; articles d'habillement et chaussures; logement,

eau, gaz, électricité et autres combustibles; meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation; santé; transport; loisirs, spectacles et culture; enseignement; hôtels, cafés et restaurants; enfin, biens et services divers. Chacune de ces rubriques est subdivisée en plusieurs sous-rubriques, mais cette subdivision n'est pas celle qui convient le mieux pour les analyses les plus importantes. Le tableau comporte trois colonnes : dépenses de consommation individuelle, transferts sociaux en nature (rubriques de la CFAP), enfin consommation individuelle effective.

194. Les rubriques de la CFAP (tableau 18.2 et page 655) sont celles des services publics en général : défense nationale; ordre et sécurité publics; enseignement; santé; sécurité sociale et œuvres sociales; logement et développement collectif; loisirs, culture et cultes; combustibles et énergie; agriculture; industries extractives; transports et communications; enfin, autres affaires et services économiques.

195. Les rubriques de la COPNI (tableau 18.3 et page 658) sont les suivantes : services de recherche et prestations scientifiques; services d'éducation; services de santé; services sociaux; services récréatifs, culturels et similaires; services religieux; services d'organisations professionnelles et syndicales et d'autres organisations associatives; enfin, services divers, n.c.a.

196. La COPP (tableau 18.4 et page 658) est une ventilation des dépenses des producteurs. La seule rubrique concernant spécialement les dépenses au profit des ménages est celle intitulée « Dépenses de formation, dépenses à caractère social en faveur du personnel ». Dans ses autres rubriques entrent également des montants affectés à la consommation des ménages, mais ils sont mélangés avec d'autres dépenses et ne sont pas spécifiés. Ils sont tous regroupés dans la rémunération des salariés. D'autres montants comptabilisés dans la consommation intermédiaire des entreprises ont fait l'objet d'un débat sur le point de savoir s'il convenait de les incorporer dans la consommation des ménages.

197. Parmi les nomenclatures complémentaires signalées dans le *Livre bleu*, deux répondent aux besoins d'une analyse détaillée des dépenses de consommation finale des ménages et de leur consommation finale effective (page 645) :

#### *Dépenses de consommation finale des ménages*

##### Achats de biens et de services de consommation

moins	Ventes de biens et de services de consommation existants
plus	Biens ou services de consommation troqués (nets)
plus	Consommation finale pour compte propre en économie de subsistance prestations de logement aux propriétaires-occupants prestations de personnels domestiques rémunérés autres
plus	<i>Rémunération des salariés en nature</i>
plus	Transferts en nature (sauf en provenance des administrations publiques ou d'institutions sans but lucratif)
plus	Prestations d'assurance
plus	Prestations des caisses de pensions
plus	Coût des services d'intermédiation financière mesuré indirectement

#### *Consommation finale effective des ménages*

##### Dépenses de consommation finale des ménages

Transferts sociaux en nature

198. Dans le contexte qui nous occupe ici, c'est-à-dire la création d'un ensemble de comptes et de tableaux relatifs au secteur des ménages et à ses sous-secteurs qui couvrirait un domaine plus vaste que maintenant, ces nomenclatures revêtent une importance capitale. On peut y recourir pour construire un compte ou un tableau qui ferait ressortir comment la consommation a été financée dans les divers sous-secteurs des ménages. L'importance de ce point est évidente.

199. De même, la ventilation des transferts courants divers permet à l'utilisateur de mieux comprendre une situation donnée. Le *Livre bleu* propose la ventilation suivante (page 647) :

*Transferts courants divers*

Dont :

- Transferts aux institutions sans but lucratif
- Transferts entre ménages résidents
  - en espèces
  - en nature
- Transferts de membres de la famille vivant à l'étranger
  - en espèces
  - en nature
- Amendes et pénalités
- Loteries et jeux
- Indemnités compensatoires

200. Enfin, beaucoup de pays jugeront peut-être utile de ventiler à certaines fins les dépenses des ménages par types de biens ou de services en utilisant la Classification centrale des produits (CPC; 5.44 et page 651). Cela revêt un intérêt particulier lorsque les rubriques d'une nomenclature sont jugées insuffisantes. Par exemple, la première rubrique de la COICOP, « Produits alimentaires, boissons et tabac » peut être jugée insuffisante pour les besoins des analyses sociales et nutritionnelles. Sous cet angle, mieux vaut peut-être distinguer les spiritueux ainsi que le tabac. Ce n'est pas là d'ailleurs le seul point qui ne réponde pas aux intérêts actuels. La nomenclature tout entière paraît quelque peu obsolète, répondant plus à la nécessité d'en relier les rubriques à la classification des branches qui fournissent des biens et services divers qu'aux questions qui intéressent les analystes et les hommes politiques. Il semblerait qu'un réexamen approfondi de cette nomenclature soit à conseiller pour le moment. Par exemple, considérant le souci que pose à la population la sécurité de la vie humaine et des biens (ainsi que les sommes de plus en plus importantes que les particuliers et les pouvoirs publics dépensent pour la protection), il serait peut-être à conseiller d'introduire dans la nomenclature une rubrique particulière à ce sujet.

## **G. — Les dépenses consacrées au logement**

201. Selon le Système, les logements occupés par leurs propriétaires sont des entreprises non constituées en sociétés, productrices de prestations imputées de logement au bénéfice de ces propriétaires. Quand les logements sont loués par leurs propriétaires, les loyers sont comptabilisés comme une production de prestations de logement par les propriétaires et comme une dépense de consommation finale par les locataires. Quand les logements sont occupés par leurs propriétaires, la valeur imputée des prestations de logement entre à la fois dans la production et dans les dépenses de consommation finale des propriétaires (9.45). Les dépenses consacrées à d'importants travaux d'amélioration des logements sont comptabilisées dans la formation brute de capital fixe (9.60).

## **H. — Les dépenses consacrées aux objets de valeur**

202. Les objets de valeur sont des biens durables coûteux destinés à servir de réserve de valeur et non à la consommation ni à la production. Il s'agit principalement d'œuvre d'art, de pierres ou métaux précieux et de bijoux (9.45).

## VI. — POPULATION ET EMPLOI

### A. — Estimations globales et par habitant

203. Le *Livre bleu* consacre un chapitre à la population et à l'emploi, concepts étroitement associés tous les deux au secteur des ménages. Les ménages constituent un secteur de la population et la source de travail. Ménages et population étaient déjà pris en compte dans les versions précédentes du SCN et constituaient toujours un élément capital de la comptabilité nationale, mais le SCN 1993 souligne leur importance en y consacrant un chapitre particulier. Cela correspond à la tendance actuelle des études sociales mais, par contre, nécessite des données de base avec lesquelles les comptes nationaux n'étaient jusqu'ici pas familiers.

204. Le *Livre bleu* justifie l'inclusion de ces deux éléments dans le cadre comptable du SCN 1993 par deux réalités, l'une concernant la consommation, l'autre la production. Plus précisément, le Système a besoin d'une définition de la population afin de pouvoir exprimer le produit intérieur brut et les agrégats de la consommation par habitant, et d'une définition des variables de l'emploi pour l'étude de la productivité (17.1). Ces détails accroissent l'utilité d'un certain nombre de chiffres de la comptabilité nationale. En l'absence de chiffres par habitant, la comparaison entre grands pays très peuplés et petits pays à population clairsemée serait dépourvue de sens. On peut en dire autant des comparaisons dans le temps dans le cas de pays dont la population a changé de façon marquée pour une raison ou pour une autre. Dans le cas des macro-agrégats tels que le PIB, le RNB ou la consommation finale des ménages, le *Livre bleu* suggère de prendre pour dénominateur la population (résidente) totale.

205. En comptabilité, la population se définit comme la moyenne annuelle des personnes dénombrées présentes à plusieurs époques différentes. Il faut ici indiquer clairement le type de définition utilisée dans la présentation des chiffres. Selon le *Livre bleu*, les données relatives à la population et à la main-d'œuvre utilisée doivent généralement être corrigées de façon à être cohérentes avec les concepts, les définitions et les nomenclatures du Système, et les tableaux obtenus font partie intégrante du SCN (2.238).

206. Comme l'indique le *Livre bleu*, le secteur des ménages regroupe tous les ménages résidents, y compris les ménages institutionnels (4.11), mais non les institutions sans but lucratif.

### B. — La population et les sous-secteurs des ménages

207. Pour en revenir à la sous-sectorisation du secteur des ménages, le *Livre bleu* précise qu'il est nécessaire de disposer de données sur le nombre des ménages et sur celui des personnes que compte chacun des sous-secteurs (2.236).

208. Il s'agit de savoir si ces données doivent être présentées dans le contexte du SCN. Le *Livre bleu* répond là par l'affirmative et recourt à une présentation graphique particulière des concepts retenus dans le SCN (figure 17.1). Voici quels sont ces concepts :

- Population
- Emplois
  - Emplois salariés
  - Emplois indépendants
- Total des heures travaillées
- Rémunération des salariés
- Emploi équivalent plein-temps

209. Le chapitre donne des indications détaillées concernant la distinction entre salariés et travailleurs indépendants (voir paragraphes 17.9 et 17.10). A quelques exceptions mineures près, les concepts utilisés dans les statistiques de l'emploi sont conformes aux spécifications de l'OIT (17.8). Comme les analystes combineront

souvent les données tirées des tableaux du SCN avec d'autres données provenant de l'OIT, il convient d'indiquer précisément de quel type de données il s'agit.

### C. — Les apports de travail

210. Par souci de cohérence, les données sur les apports de travail doivent être classées de la même façon que celles concernant la valeur ajoutée et la rémunération des salariés, c'est-à-dire conformément à la Classification internationale type de toutes les branches d'activité économique (CITI). Pour certains types d'analyses, le Système prévoit toutefois la possibilité d'utiliser d'autres nomenclatures, dont la suivante :

#### *Ruraux*

##### Travailleurs indépendants

##### Agricoles

Petits cultivateurs

Entreprises agricoles moyennes

Gros cultivateurs

##### Non agricoles

Pour compte propre dans le secteur informel

Employeurs dans le secteur informel

Pour compte propre dans le secteur formel

Employeurs dans le secteur formel

##### Salariés

##### Agricoles

##### Non agricoles

Non qualifiés

Qualifiés

Hautement qualifiés

#### *Urbains*

##### Travailleurs indépendants

Secteur informel

Secteur formel

##### Salariés

Non qualifiés

Qualifiés

Hautement qualifiés

211. Il est suggéré de ventiler en outre les salariés en fonction des secteurs ou sous-secteurs qui les emploient :

- Ménages ou leurs sous-secteurs;
- Institutions sans but lucratif au service des ménages;
- Sociétés publiques;
- Administrations publiques;
- Sociétés privées nationales;
- Sociétés étrangères.

212. Le SCN propose encore une autre ventilation des salariés sous la forme de matrice. Les salariés y sont classés par sexe et par groupes professionnels (voir le tableau 20.6).

213. Le travail fourni par les ménages peut lui aussi servir de critère pour leur sous-sectorisation. Les ménages peuvent être regroupés en fonction du nombre de salariés qu'ils comprennent. On a alors des « ménages d'un salarié », des « ménages de deux salariés », etc. (Ce critère a été appliqué récemment lors d'un débat sur la relation entre les salaires minimaux et le coût du panier de la ménagère, où l'on a pris en considération le nombre des « soutiens de famille » dans chaque ménage.) Cette formule présentait un inconvénient en ce qu'elle était trop générale : une personne qui travaillerait juste une heure par semaine serait, avec la définition existante, incluse parmi les salariés. (On pourrait penser à imposer la condition du nombre d'heures ouvrées par semaine, mais cela n'est pas à conseiller à moins qu'on ne puisse le faire dans le cadre de nouvelles règles des statistiques de la population active.) Une formule affinée consisterait à considérer non pas simplement le nombre total des personnes, mais le pourcentage qu'elles représentent par rapport au total des membres du ménage, et à utiliser l'emploi dans certaines activités, secteurs ou sous-secteurs au lieu de l'emploi en général. Par exemple, les ménages dont la majorité (50 % ?) des membres travaillent dans le secteur non structuré seraient considérés comme des « ménages du secteur non structuré ».

214. L'un des paramètres qui s'attachent aux apports de travail est l'élément temps. C'est un concept dont on a vu plus haut qu'il fait partie de la comptabilité lorsqu'il sert pour établir la relation entre emploi et rémunération. Mais l'étude des temps peut aller plus loin. Si nous souhaitons nous faire une idée de la zone d'ombre dans laquelle se situe le travail non rémunéré, notamment celui des femmes, les données concernant l'emploi du temps constituent le meilleur outil statistique. Les données sur l'utilisation des temps n'entrent pas dans le système de base du SCN 1993, mais elles peuvent être incorporées dans des comptes et tableaux satellites. Au surplus, ces tableaux nous permettraient de considérer l'élément temps non seulement du point de vue du producteur mais également de celui du consommateur au sens large, y compris l'affectation de temps à la détente et aux loisirs.



## **CHAPITRE II**

### **LA PLACE DU SECTEUR NON STRUCTURÉ DANS CELUI DES MÉNAGES**



# **LE SECTEUR NON STRUCTURÉ : DÉFINITION STATISTIQUE ET MÉTHODES D'ENQUÊTE**

**Ralf Hussmanns**

Statisticien principal, Bureau de statistique,  
Bureau international du Travail, Genève Suisse

## **I. — GÉNÉRALITÉS**

### **A. — Le concept de secteur non structuré**

1. Le concept de secteur non structuré (« informel ») est l'une des plus importantes contributions de l'OIT à la réflexion sur le développement. L'expression « secteur informel » (non structuré) est apparue officiellement pour la première fois dans le rapport sur une mission consacrée à l'emploi au Kenya, réalisée par l'OIT en 1972. L'une des principales conclusions qui en est ressortie a été que, dans un pays en développement tel que le Kenya, le principal problème de l'emploi n'était pas le chômage mais l'existence d'une importante population de « travailleurs pauvres », dont beaucoup travaillaient très durement pour produire des biens ou des services sans que leur activité soit pour autant reconnue, enregistrée, protégée ou réglementée par les pouvoirs publics. Ce phénomène, qualifié dans le rapport de « secteur informel », s'expliquait par l'impossibilité où se trouvaient les autres secteurs de l'économie, l'agriculture et les autres activités rurales d'une part, l'industrie moderne et les services d'autre part, d'assurer des revenus ou des possibilités d'emploi adéquats à une main-d'œuvre en voie de croissance rapide. Depuis lors, l'expression « secteur informel », c'est-à-dire non structuré, a été largement acceptée, même si sa signification précise est demeurée quelque peu floue et reste encore sujette à controverse car le secteur a été défini dans des contextes différents avec des significations différentes. Malgré l'abondance des travaux de recherche et des données réunies depuis 25 ans, on est loin d'être bien renseigné sur ce en quoi il consiste, sur les raisons pour lesquelles il existe et sur la façon dont il fonctionne. La question reste controversée car on peut observer ce secteur de différents points de vue. On peut le considérer sous l'angle positif comme un fournisseur d'emplois et de revenus à des millions d'individus sans autre moyen de survie. On peut le considérer d'autre part de façon plus négative comme une tranche entière de la société qui échappe à toute réglementation et à toute protection. On peut l'idéaliser comme un milieu culturel où les entreprises pourraient prospérer si seulement elles n'étaient pas bridées par une réglementation et une bureaucratie sans nécessité. On peut le condamner aussi parce qu'il constitue un vaste ensemble caractérisé par la stagnation, la pauvreté, le manque d'hygiène, la dangerosité du travail, l'illégalité et l'exploitation éhontée de la main-d'œuvre infantile. Ou encore on peut tout simplement l'ignorer.

2. Même si des désaccords persistent et vont certainement perdurer, s'agissant de savoir exactement quelles activités et quelles catégories de travailleurs entrent dans le secteur non structuré, il semble tout au moins que ses principales caractéristiques soient reconnues de tous. Le concept de secteur non structuré s'étend en gros à diverses activités productrices de biens ou de services dont certains tirent des emplois et des revenus. Ces activités sont exercées dans le dessein essentiel de se procurer de sa propre initiative des emplois et des revenus, plutôt qu'un maximum de bénéfices ou de profits sur investissement comme c'est typiquement le cas dans le secteur structuré. Les conditions dans lesquelles ces activités prennent naissance et les contraintes auxquelles elles sont confrontées leur confèrent certaines caractéristiques. Elles sont non structurées en ce sens que, pour la plu-

part, elles ne sont pas immatriculées au registre du commerce ni comptées dans les statistiques officielles et, également, qu'elles s'exercent sur une très petite échelle et avec très peu d'organisation. La plupart d'entre elles se caractérisent par l'emploi de très peu de capitaux, une très faible productivité et un revenu minime. Elles ont en général peu ou pas accès aux marchés organisés, aux établissements de crédit, aux technologies modernes, aux établissements classiques d'enseignement et de formation, non plus qu'à la plupart des services publics et des équipements sociaux. Un grand nombre d'entre elles s'exercent à la sauvette ou dans des locaux qui échappent à l'attention des autorités, par exemple les petites boutiques ou les petits ateliers, les étals ou le domicile privé. Elles ne sont ni reconnues, ni soutenues, ni réglementées par l'Etat et sont souvent contraintes par les circonstances de s'exercer en marge de la loi. Cette existence en marge de la loi conduit parfois les pouvoirs publics à les confondre avec des activités illicites et, par voie de conséquence, à les harceler et les réprimer. Même quand elles sont enregistrées et observent certaines dispositions légales, elles échappent presque invariablement à toute protection sociale, à la législation du travail et aux autres mesures de protection des travailleurs.

3. Par-delà ces caractéristiques générales, le secteur non structuré revêt les formes les plus diverses selon le pays, les régions d'un même pays, voire d'un quartier à l'autre de la même ville. Il comprend tout un éventail d'activités, réunit des entreprises de types divers et s'inspire de motifs différents. Ces activités vont de celles des marchands ambulants ou des cireurs de chaussures, de la préparation d'aliments et d'autres petits métiers qui n'exigent guère ou pas de capitaux ni de compétences particulières et dont la production est marginale, jusqu'à des activités qui nécessitent un certain investissement en compétences et en capitaux et qui ont une productivité plus forte, par exemple la production manufacturière, la confection, la réparation automobile ou le transport mécanisé. Si certaines activités du secteur non structuré ressemblent à celles, traditionnelles, de l'artisanat, de la restauration ou des services personnels, d'autres, par exemple la réparation automobile, le recyclage des déchets ou les transports, sont nouvelles et résultent de la modernisation. Ces activités sont pour la plupart le fait de particuliers qui travaillent pour leur propre compte en tant qu'entrepreneurs indépendants, soit seuls soit avec le concours de membres non rémunérés de leur famille, même si certains d'entre eux sont des chefs de mini-entreprises qui occupent quelques travailleurs rémunérés ou apprentis. Les relations professionnelles, lorsqu'il en existe, reposent principalement sur l'emploi temporaire, les liens de famille, les relations personnelles ou sociales, plutôt que sur des contrats assortis de garanties formelles. Des enquêtes ont démontré que le secteur non structuré souffre d'inégalités considérables. La plupart de ses travailleurs, mais non la totalité, vivent dans la pauvreté, mais les indigents ne travaillent pas tous dans ce secteur. Certains travailleurs du secteur sont quasi nécessaires, tandis que d'autres ont des revenus supérieurs au salaire minimal payé dans le secteur structuré. Il n'y a donc pas coïncidence entre le secteur non structuré et la pauvreté : certains salariés du secteur structuré sont en fait plus pauvres que certains entrepreneurs du secteur non structuré. Il importe, aux fins des prises de décisions politiques, de reconnaître l'hétérogénéité considérable de ce secteur. Malgré cette hétérogénéité, les activités qui le composent ont toutes en commun leur vulnérabilité, qui tient au fait qu'elles doivent de leur mieux s'entretenir elles-mêmes et s'appuyer sur des dispositions parallèles en matière de crédit, de formation, de sécurité sociale, etc., distinctes et indépendantes des institutions de l'économie moderne.

4. Les motifs de la participation aux activités du secteur non structuré vont des stratégies pures et simples de survie adoptées par ceux qui ne trouvent pas d'emplois (adéquats) ou bien de l'inexistence d'une assurance chômage ou encore d'autres formes de soutien des revenus, jusqu'au désir d'indépendance et de flexibilité dans le travail, voire, dans certains cas, à la perspective de possibilités lucratives très profitables, ou à la poursuite d'activités traditionnelles. Il faut relever, à cet égard, que l'immense majorité des activités du secteur non structuré consistent à fournir des biens ou des services dont la production et la distribution sont parfaitement légales, contrairement aux activités délictueuses ou aux productions illicites, c'est-à-dire interdites par la loi ou qui revêtent un caractère illicite lorsqu'elles sont le fait de producteurs non agréés (par exemple le chantage, la contrebande, le trafic de drogues et la prostitution, ou les opérations de change). Le concept de secteur non structuré diffère aussi de celui d'économie souterraine ou parallèle. Les activités de ce secteur ne sont pas nécessairement exercées dans le dessein délibéré d'échapper à l'impôt ou au versement de cotisations de sécurité sociale, ou encore d'enfreindre la législation du travail ou d'autres règlements. Il est certain que certains travailleurs du secteur préfèrent ne pas se faire immatriculer ou ne pas solliciter d'autorisation de travail afin d'éviter d'avoir à se conformer à une partie ou à la totalité des règlements, et de réduire ainsi leurs coûts de production. Il faut cependant distinguer d'une part ceux dont l'activité produit des revenus suffisamment élevés pour leur permettre de

supporter la charge imposée par les règlements, d'autre part ceux qui travaillent dans l'illégalité faute de moyens de se conformer aux règlements existants en raison de leurs revenus trop faibles et irréguliers, parce que certaines lois ou certains règlements sont totalement inadaptés à leurs besoins et à leurs conditions de vie, soit encore parce que l'Etat n'occupe pratiquement aucune place dans leur vie et n'a pas les moyens de faire respecter les règlements qu'il a pris. Dans certains pays au moins, une proportion notable des entreprises du secteur non structuré sont effectivement immatriculées d'une façon ou d'une autre et acquittent des impôts, même si elles ne sont pas nécessairement en mesure de se conformer à toute la gamme des prescriptions légales et administratives. Privés dans une large mesure du droit de recourir aux tribunaux pour faire respecter les clauses des contrats conclus par eux ou assurer la sécurité de leur emploi, beaucoup d'entrepreneurs du secteur non structuré préféreraient faire légaliser leur activité dans toute la mesure du possible et bénéficier ainsi d'une protection juridique de la part des pouvoirs publics. Il faut aussi noter qu'une bonne partie de l'économie souterraine ou parallèle est le fait d'entreprises qui appartiennent au secteur structuré, par exemple la production de biens ou de services « non comptabilisés », la non-déclaration de transactions financières ou de revenus de la propriété, l'exagération des frais déductibles de la base d'imposition, l'emploi de travailleurs clandestins, ou encore la non-déclaration des salaires et des heures supplémentaires des salariés déclarés. C'est pourquoi le concept de secteur non structuré doit être distingué de celui d'économie souterraine ou parallèle. En réalité, il y aura toujours toutefois une certaine coïncidence entre le secteur non structuré et l'économie souterraine, et c'est à cet égard (c'est-à-dire dans le cas des activités délibérément dissimulées de ce secteur) que des problèmes de non-réponse ou de sous-déclaration se poseront le plus vraisemblablement à l'occasion des enquêtes sur ce secteur.

5. Malgré son éparpillement, sa précarité et son caractère semi-licite, le secteur non structuré ne peut subsister sans maintenir certains liens avec le secteur moderne. Il dessert nombre de marchés que ce dernier ne peut toucher en raison de sa rigidité ou de ses coûts trop élevés, les travailleurs du secteur moderne sont ses clients et son existence dépend pour beaucoup de son aptitude à livrer des biens ou des services à des prix inférieurs ou en quantités moindres que ne le fait le secteur structuré, ou encore à fournir des biens ou des services impossibles à se procurer ailleurs. Le secteur non structuré constitue aussi une immense « réserve de main-d'œuvre » dans laquelle le secteur moderne peut puiser en période d'expansion et où il peut déverser son personnel surnuméraire en cas de récession. Un nombre croissant d'activités du secteur non structuré constituent en outre, dans beaucoup de pays, des activités secondaires qu'exercent des agriculteurs ou des salariés du secteur structuré afin d'accroître leurs revenus. Cela dit, la nature des relations entre secteurs structuré et non structuré varie. Certaines entreprises du second sont hautement tributaires d'entreprises modernes pour leurs intrants dont ces entreprises, se comportant alors en monopoles, peuvent augmenter les prix. D'autres entreprises du secteur non structuré travaillent en sous-traitance pour des entreprises modernes qui profitent souvent de la situation économique précaire des premières pour les exploiter. D'autres activités, exercées par des travailleurs à titre individuel, sont moins directement liées au secteur moderne, mais il existe cependant parfois des marchands ambulants apparemment indépendants mais qui appartiennent en fait à des réseaux commerciaux bien organisés, dirigés par de grandes entreprises du secteur structuré.

6. Même si certains continuent de contester l'utilité ou l'adéquation du concept de secteur non structuré aux fins des analyses ou des prises de décisions, ou que l'univers auquel il s'applique puisse être qualifié de secteur, l'expression « secteur non structuré » est maintenant largement acceptée et employée non seulement dans les travaux universitaires, mais aussi dans nombre de documents officiels et dans les grandes déclarations de politique générale. Sur le plan statistique, ce concept s'est révélé utile pour la collecte de données sur divers types d'activités qui ne ressortiraient pas suffisamment des statistiques officielles.

## **B. — La nécessité de réunir des données statistiques sur le secteur non structuré**

7. Par le passé, les statistiques officielles négligeaient en grande partie le secteur non structuré. Ses activités n'étaient pas prises en compte dans les statistiques existantes ou n'y étaient pas distinguées des autres si elles l'étaient. On n'éprouvait guère le besoin de réunir des données les concernant car les stratégies du développement étaient principalement axées sur les grandes entreprises modernes, et le secteur non structuré était consi-

déré comme un univers transitoire qui disparaîtrait de lui-même au bout de quelque temps au fur et à mesure que des emplois se créeraient du fait de la croissance dans le secteur structuré moderne. Or, durant la dernière décennie, la récession économique, les politiques de restructuration et la persistance d'un fort courant d'urbanisation comme d'une forte croissance démographique ont entraîné, dans beaucoup de pays, une expansion sans précédent du secteur non structuré dès lors que les entreprises du secteur moderne, et plus particulièrement celles du secteur public, se sont trouvées obligées de licencier des travailleurs ou de réduire les salaires dans des proportions radicales. Dans certains pays, c'est en fait le seul secteur non structuré qui a absorbé la main-d'œuvre et soutenu l'économie, tandis que les grandes entreprises modernes productrices de biens qui devaient employer des technologies à relativement forte composante de capital, importées des pays industrialisés, pâtissaient de la récession. En outre, la restructuration industrielle du secteur moderne a entraîné une plus grande décentralisation de la production par le biais des contrats de sous-traitance conclus avec des petites entreprises dont beaucoup appartenaient au secteur non structuré. Des estimations approximatives dénotent que ce secteur représente aujourd'hui jusqu'à 40, 55 et 70 % de l'emploi urbain ou non agricole en Amérique latine, en Afrique et en Asie respectivement. Sa contribution au produit intérieur brut est en général relativement faible, mais beaucoup trop élevée quand même pour être négligeable. Il y a toutes les raisons de croire qu'une proportion importante et probablement croissante de la main-d'œuvre de nombreux pays s'emploiera dans le secteur non structuré pendant bien des années encore et que ce secteur continuera de constituer une partie importante et probablement de plus en plus étendue des économies nationales. C'est pourquoi les chercheurs et les décideurs admettent de plus en plus que le secteur non structuré ne peut plus être ignoré et qu'il faut l'intégrer d'une façon ou d'une autre dans le processus global de développement.

8. Les gouvernements et d'autres demandent donc à un nombre toujours croissant de services nationaux de statistique de réunir, dans le cadre de leurs programmes statistiques normaux, des données complètes sur la dimension et les caractéristiques du secteur non structuré, ainsi que sur son évolution avec le temps. Cette demande s'est par exemple concrétisée dans le Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90, qui a inclus le secteur non structuré dans les priorités des programmes statistiques futurs. La collecte de données le concernant constitue un pas important en direction de l'amélioration des statistiques du travail, des statistiques économiques et des comptabilités nationales en tant que bases d'informations aux fins des analyses macro-économiques, de la planification, du formulé des politiques et de leur évaluation, ainsi qu'à une reconnaissance de la contribution apportée par ce secteur à divers aspects du développement économique et social, y compris la création d'emplois, la production, la création de revenus, la formation du capital humain et la mobilisation des ressources financières. Ces données pourront également servir à élaborer et évaluer des politiques de soutien et des programmes d'assistance au secteur non structuré dans le dessein d'accroître son potentiel de production (et, partant, sa capacité de création d'emplois et de revenus), d'améliorer les conditions de travail ainsi que la protection sociale et juridique de ses travailleurs, de mettre en place un cadre réglementaire adéquat, de promouvoir l'organisation de ses producteurs et travailleurs, enfin d'étudier la situation de certaines catégories de travailleurs du secteur, par exemple les femmes, les enfants, les migrants de la campagne à la ville ou encore les immigrés.

9. Les statistiques du secteur non structuré sont particulièrement nécessaires dans les pays en développement où il contribue de façon notable à la création d'emplois et de revenus. Il ne fait aucun doute qu'il existe aussi un secteur non structuré dans les pays industrialisés, mais son ampleur et le contexte dans lequel il se situe y sont tout à fait différents. C'est pourquoi ces pays accordent une moindre priorité à l'élaboration des statistiques concernant ce secteur, qui nécessiteront peut-être l'emploi de méthodes de mesure différentes.

## **II. — DÉFINITION STATISTIQUE DU SECTEUR NON STRUCTURÉ**

### **A. — La 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail**

10. Il est évident que le secteur non structuré se prête mal à des quantifications statistiques. En raison de la diversité de ses activités et de ses modes opératoires, le concept de secteur non structuré n'est pas très nettement

cerné. Il est donc difficile de le définir précisément en termes d'unités statistiques et de critères opérationnels, comme d'en préciser l'étendue et la composition. De plus, le grand nombre des unités à recenser et leurs caractéristiques (petite taille, forte mobilité et nombreux renouvellements, variations saisonnières d'activité, agglomération dans des territoires bien définis, défaut de signes reconnaissables d'identité ou de localisation, absence de comptabilités utilisables, répugnance possible à participer aux enquêtes, etc.) obligent à modifier les méthodes d'enquête traditionnelles ou à trouver de nouvelles méthodes.

11. Suite à une demande faite par la 14<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail (1987) et afin d'aider les services de statistiques des Etats membres à s'acquitter de ce difficile travail, le Bureau de statistique de l'OIT a entrepris durant les dernières années 1980 une série d'activités qui ont abouti à l'adoption, en janvier 1993, par la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail, d'une « résolution concernant les statistiques de l'emploi dans le secteur informel ». Cette résolution était destinée en premier lieu à proposer les premières (et jusqu'ici les seules) directives techniques approuvées sur le plan international pour l'élaboration de statistiques du secteur non structuré afin de faciliter aux services nationaux de statistique l'élaboration de définitions, de nomenclatures et de méthodes de collecte de données sur le secteur non structuré en fonction des circonstances particulières de leurs pays. En second lieu, ce qui était moins important en l'occurrence, la résolution avait pour but de réduire les différences sans nécessité entre les statistiques des divers pays et d'améliorer ainsi la comparabilité internationale des données.

12. La résolution traite de diverses questions touchant à la définition du secteur non structuré (qualifié en l'occurrence d'« informel »), ainsi qu'à la conception, au contenu et à l'exécution des enquêtes sur ce secteur. Elle décrit les objectifs de la collecte de données le concernant ainsi que le concept de secteur informel qu'elle rapproche du cadre théorique de la comptabilité nationale. Elle spécifie les critères d'une définition statistique opérationnelle du secteur et contient plusieurs recommandations concernant l'étendue des enquêtes et le traitement statistique de cas particuliers à la marge entre le secteur non structuré et les autres. Elle énonce des méthodes et programmes de collecte de données compte tenu des objectifs recherchés et des divergences entre les systèmes de statistique nationaux, et recommande de réunir de façon régulière, des données sur le secteur dans le cadre du programme national de statistiques. Enfin, il y figure un ensemble de propositions concernant les subdivisions du secteur et la nature des données qui pourront être réunies lors des enquêtes. Une copie de la résolution est jointe en annexe à la présente communication.

13. Il convient de noter qu'en dépit de son titre la résolution dépasse le simple cadre des statistiques de l'emploi. En juillet 1993, le Conseil économique et social des Nations Unies a adopté, sur la recommandation de sa Commission de statistique le Système de comptabilité national révisé (SCN 1993) dans lequel est incluse la définition du secteur non structuré (« informel ») adoptée par la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail. Cela tient au fait que figure dans le nouveau Système une recommandation visant à subdiviser le cas échéant le secteur des ménages et, notamment, à distinguer le secteur structuré du secteur non structuré. Cette distinction permettra aux comptables nationaux de mesurer la contribution du second à l'économie nationale. L'OIT, qui a été la première à promouvoir le concept de secteur non structuré, a été priée de participer à ce travail en élaborant des directives internationales concernant la définition statistique de ce secteur de façon qu'elle puisse également servir aux fins de la comptabilité nationale.

## **B. — Liens entre le concept de secteur non structuré et les concepts des comptes nationaux**

14. La définition de secteur non structuré (« informel ») adoptée par la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a été rapprochée du cadre théorique du SCN afin : i) de rendre les statistiques de ce secteur mieux compatibles avec d'autres statistiques économiques et sociales et de faciliter la coordination de ces statistiques; ii) de prendre la mesure du secteur non structuré dans le cadre de l'économie totale plutôt qu'en dehors d'elle; iii) de permettre l'utilisation de la même définition dans les statistiques du travail et en comptabilité nationale; enfin, iv) d'intégrer, voire même de réunir conjointement, des données sur l'emploi et des données sur d'autres caractéristiques du secteur non structuré. Ces objectifs ont influencé à certains égards la nature de la définition comme on le verra ci-après.

15. Il a fallu en premier lieu définir le secteur non structuré en fonction des caractéristiques des unités de production (entreprises) ou s'exercent des activités, et non pas de celles des personnes ou de leurs métiers. La population employée dans le secteur a donc été définie comme l'ensemble des personnes qui, durant une période de référence donnée, ont travaillé dans au moins une unité productrice de ce secteur, indépendamment de leur situation dans la profession et du fait qu'il s'agissait d'un emploi principal ou secondaire. (La définition de la population travaillant dans le secteur non structuré insiste donc sur la distinction entre « personnes occupées » et « emplois » en ce qu'elle fait ressortir que les personnes sont classées dans le secteur non structuré parce qu'elles ont exercé un emploi dans une unité productrice présentant des caractéristiques particulières. Il est ainsi possible de tenir compte du nombre croissant des activités de ce secteur qui constituent des emplois secondaires pour des personnes dont le principal emploi se situe en dehors de lui — par exemple des agriculteurs ou des employés de l'Etat — et qui souhaitent compenser la stagnation de leurs salaires et la baisse de leur pouvoir d'achat. Les personnes qui travaillent exclusivement dans des unités productrices situées hors du secteur non structuré en sont exclues indépendamment de la précarité de leur emploi. Le concept de personnes occupées dans le secteur non structuré diffère donc de celui de personnes occupées dans des conditions hors normes.

16. En second lieu, le secteur non structuré a été considéré comme un sous-secteur du secteur institutionnel des « ménages » du SCN, c'est-à-dire que ses entreprises ont été définies comme une subdivision des entreprises de ménages ou, ce qui revient au même, comme des entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages. Conformément au SCN 1993, les entreprises de ménages, contrairement aux sociétés et quasi-sociétés, sont définies comme des unités productrices qui ne sont pas constituées en personnes morales distinctes des ménages ou des membres de ménages qui les possèdent et qui ne tiennent pas de comptabilités complètes (y compris des bilans des actifs et des passifs) permettant d'établir une distinction nette entre les activités productives de ces entreprises et les autres activités de leurs propriétaires, ainsi que d'identifier les flux éventuels de revenu et de capital entre les entreprises et leurs propriétaires.

17. Dans les entreprises de ménages figurent les entreprises non constituées en sociétés qui appartiennent à un membre d'un ménage ou à plusieurs membres d'un même ménage et qui sont exploitées par eux, ainsi que les associations de personnes et les coopératives formées par des membres de ménages différents si elles ne tiennent pas de comptabilités complètes. Il faut noter que ces entreprises peuvent ou non employer des travailleurs rémunérés et que leurs activités peuvent s'exercer au foyer de leurs propriétaires ou à l'extérieur. L'expression « entreprises de ménages » signifie simplement que ces unités font partie du secteur institutionnel des « ménages » du SCN 1993. Les caractéristiques de ces entreprises correspondent bien au concept de secteur non structuré tel qu'on l'entend couramment. Les capitaux d'investissement et autres qu'elles utilisent ne leur appartiennent pas en propre, mais bien à leurs propriétaires. Les entreprises elles-mêmes ne peuvent effectuer d'opérations ni conclure des contrats avec d'autres unités, ni souscrire de passifs pour leur propre compte. Ce sont leurs propriétaires qui doivent se procurer à leurs risques et périls les moyens financiers nécessaires et qui sont personnellement responsables, sans aucune limite, des dettes ou obligations éventuelles souscrites en vue de leur production. Les dépenses consacrées à la production sont souvent impossibles à distinguer des dépenses du ménage et les biens d'investissement, par exemple les immeubles ou les véhicules, peuvent servir indifféremment pour les besoins de l'entreprise ou pour ceux du ménage.

### **C. — Principaux critères de la définition du secteur non structuré**

18. Les trois premiers critères de la définition du secteur non structuré (« informel ») adoptée par la 15<sup>e</sup> Conférence des statisticiens du travail concernent le statut juridique des entreprises, leur mode de propriété et la nature de leurs comptes. Ces trois critères figurent également dans le concept d'entreprises de ménages exposé ci-dessus. Si, toutefois, les entreprises du secteur non structuré peuvent être considérées comme appartenant à des ménages, les entreprises appartenant à des ménages ne sont pas toutes considérées comme incluses dans le secteur non structuré. Comme celui-ci constitue une subdivision du secteur des ménages, il a fallu se fonder sur des critères supplémentaires pour distinguer les entreprises qui y entrent des autres entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages. Pour cela, la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a adopté une approche modulaire (tableau 1). En premier lieu, dans le cadre conceptuel des entreprises apparte-

nant à des ménages, elle a distingué les entreprises d'employeurs de celles de personnes travaillant pour leur propre compte. Conformément à la définition des employeurs et des travailleurs indépendants dans la Classification internationale de la situation dans la profession (CISP-93), cette distinction s'appuie sur le point de savoir si l'entreprise emploie ou non au moins un salarié de façon continue (et non pas des salariés temporaires ou des travailleurs familiaux non rémunérés). Cette distinction a été jugée importante aux fins de la définition : comparées aux entreprises de personnes travaillant pour leur propre compte, les entreprises d'employeurs doivent nécessairement être plus structurées et il faut donc parfois appliquer un ou plusieurs critères supplémentaires pour les classer dans le secteur non structuré. De plus, la distinction entre les deux catégories d'entreprises a été jugée utile aux fins de l'analyse des données et de la prise de décisions et en tant que variable importante pour la stratification des échantillons considérés lors des enquêtes sur le secteur non structuré.

**TABLEAU 1. La 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail :  
définition du secteur non structuré (« informel »)**

*Entreprises individuelles*

*(entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages)*

Entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte	Autres entreprises de travailleurs pour leur propre compte	Entreprises de personnes travaillant pour leur propre compte
Entreprises d'employeurs informels	Autres entreprises d'employeurs	Entreprises d'employeurs
Entreprises du secteur informel		Autres entreprises individuelles

Source : BIT

19. La 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a donc défini le secteur non structuré (« informel ») comme composé i) d'entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte et ii) d'entreprises d'employeurs informels, et a fixé des critères distincts pour chacune de ces deux sous-catégories.

20. Ces critères devaient satisfaire à plusieurs conditions : i) leur nombre devait être réduit car la définition était destinée à servir à la fois pour la collecte des données (c'est-à-dire la détermination de l'étendue de l'enquête) et pour leur analyse; ii) les critères devaient être opérationnels, c'est-à-dire univoques, objectifs, simples et faciles à appliquer sur le terrain, comme s'appliquer à des caractéristiques aisément mesurables lors d'enquêtes de divers types, y compris les enquêtes sur la population active ou d'autres enquêtes sur les ménages où les déclarants n'étaient pas seulement des entrepreneurs du secteur informel mais également leurs salariés et les travailleurs familiaux non rémunérés qui travaillent avec eux, où l'on ne pouvait guère éviter de rechercher des réponses auprès d'autres membres du ménage; iii) les critères devaient correspondre au concept d'« informalité », c'est-à-dire qu'ils devaient avoir une signification propre mais aussi concorder avec d'autres critères inclus dans le concept de secteur informel; iv) les critères devaient porter sur les caractéristiques des unités de production, être valables pour toutes les activités du secteur non structuré et définir le moins possible des caractéristiques ex ante de ce secteur que la collecte des données était censée révéler ex post; v) la définition devait être assez large pour laisser une certaine latitude dans l'analyse des données et répondre ainsi aux besoins de divers utilisateurs, c'est-à-dire qu'elle était censée couvrir un univers aussi vaste que cela était possible dans la pratique et compatible, sur le plan des concepts, avec la notion de secteur informel; enfin vi) la définition devait pouvoir être acceptée par un très grand nombre de pays appartenant aux diverses parties du monde, ce qui signifiait qu'elle devait être suffisamment générale pour s'appliquer à la diversité des façons dont le secteur informel se manifeste dans différents pays et laisser la latitude d'adopter des définitions plus précises dans chaque pays en fonction de ses circonstances particulières, même si cette latitude risquait de nuire à la comparabilité internationale des statistiques.

21. Un recensement des pratiques nationales montre que les pays ont essentiellement deux façons différentes de considérer et de définir le secteur non structuré, mais que ces deux visions sont dans une certaine mesure liées

entre elles. L'une se réfère à la position de l'entreprise au regard du cadre juridique et administratif en vigueur et considère le secteur non structuré comme composé d'unités qui ne s'intègrent pas dans ce cadre. C'est la position adoptée essentiellement par les pays d'Europe et la partie francophone de l'Afrique. L'autre attitude considère le secteur non structuré comme une forme particulière de production et le définit par la façon dont les entreprises sont organisées et exercent leurs activités. C'est essentiellement l'attitude des pays d'Amérique latine, d'Asie et de la partie anglophone de l'Afrique. Comme on le verra en détail ci-après, la définition internationale du secteur « informel » adoptée par la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail reprend les deux visions lorsqu'elles spécifient la non-immatriculation et la taille de l'entreprise mesurée par l'emploi comme critères pour distinguer, parmi les entreprises individuelles, celles du secteur non structuré d'une part, les autres entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages de l'autre.

22. La 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a spécifié que, selon les circonstances nationales, les entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte peuvent inclure, ou bien toutes les entreprises de personnes travaillant pour leur propre compte, ou bien seulement celles qui ne sont pas enregistrées selon les formes spécifiques de la législation nationale, c'est-à-dire les réglementations industrielles ou commerciales, les lois fiscales ou les lois sur la sécurité sociale, la réglementation des groupes professionnels, ou par des textes, des lois ou des règlements analogues élaborés par les instances législatives nationales, à distinguer des règlements pris par les autorités locales en vue de l'obtention d'une licence professionnelle ou de l'autorisation d'exploiter une entreprise. Ces deux derniers modes d'enregistrement n'ont pas été jugés constituer un critère adéquat parce qu'ils sont régis par une réglementation administrative dont l'application effective varie beaucoup d'un pays à l'autre, voire, dans le même pays, avec le temps ou selon la région. De plus, ils n'ont pas été jugés influencer beaucoup sur le mode d'organisation et de fonctionnement des entreprises, non plus que sur leurs objectifs et leur comportement économiques. (La similarité des objectifs et des comportements économiques est, dans le SCN 1993, le principe directeur pour l'établissement de la distinction entre les divers secteurs et sous-secteurs institutionnels.) Etant donné que le critère du non-enregistrement n'aurait pas de fondement conceptuel précis à défaut de spécifier les modes d'enregistrement auxquels il est fait référence, l'inclusion, dans la résolution, d'une précision sur ce point a été jugée indispensable (par 8.3). A noter également que la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail n'a inclus aucun critère de taille dans la définition des entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte, critère jugé superflu car, par leur nature même, la quasi-totalité de ces entreprises seront vraisemblablement de taille modeste.

23. S'agissant des entreprises d'employeurs informels, la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a spécifié qu'il fallait les définir en ayant recours à un ou à plusieurs des critères suivants : la taille des unités, inférieure à un niveau déterminé d'emploi, le non-enregistrement de l'entreprise (défini comme dans le cas des entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte), et le non-enregistrement de ses salariés.

24. Selon la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail, le critère de la taille peut se rapporter au nombre de salariés occupés de façon continue, au nombre total de salariés (y compris ceux employés de façon occasionnelle), ou encore au nombre total de personnes occupées pendant la période de référence (y compris le chef d'entreprise, ses associés et les travailleurs familiaux non rémunérés en sus des salariés). Le nombre de salariés occupés de façon continue a été jugé être le critère idéal du point de vue conceptuel car c'est lui qui correspond le mieux à la définition des entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte où n'entre pas en ligne de compte le nombre des chefs d'entreprise, des associés, des travailleurs familiaux non rémunérés et des employés occasionnels dans l'entreprise. Dans la pratique, toutefois, il est parfois plus facile de se renseigner auprès des interrogés sur le nombre total de salariés ou le nombre total des personnes occupées que sur celui des salariés occupés de façon continue, et cette information peut correspondre de plus près au critère appliqué pour définir la taille minimale qui sert à déterminer la couverture des recensements existants des établissements et des enquêtes actuelles sur les unités du secteur structuré.

25. Dans le cas des entreprises composées de plus d'un établissement, la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a demandé d'appliquer le critère de la taille à chaque établissement plutôt qu'à l'entreprise dans son ensemble et spécifié que ces entreprises devaient être considérées comme appartenant au secteur informel si aucun de leurs établissements ne dépassait la taille prévue. Cette solution garantit la compatibilité

avec la couverture des recensements et enquêtes sur les établissements dans le secteur structuré, de sorte que les statistiques relatives à chacun des deux secteurs peuvent se compléter mutuellement. Il devient possible aussi, alors, de suivre l'évolution des entreprises du secteur non structuré qui, pour diverses raisons, se développent en général par la création de petits établissements supplémentaires et non par une expansion de l'emploi dans l'établissement initial.

26. La limite de taille supérieure des entreprises d'employeurs informels n'a pas été spécifiée par la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail, car elle peut varier selon les pays et les branches d'activité économique. Il a été recommandé de tenir compte, pour le choix de cette limite, de la couverture des unités les plus importantes dans les branches d'activité économique correspondantes lors des enquêtes et des recensements concernant les établissements, lorsqu'il en est effectué, afin d'éviter tout chevauchement. (Certains pays préfèrent en fait conserver un certain chevauchement des couvertures pour autant qu'on puisse le déterminer, car les taux de réponse et la qualité des données sont, lors des enquêtes sur les établissements, relativement faibles dans le cas des unités les plus petites.) Au cours de la Conférence, certains participants ont exprimé des réserves concernant la définition du secteur non structuré par différence, en y incluant toutes les unités sur lesquelles ne portent pas les recensements et enquêtes existants concernant les établissements. L'utilité de cette définition pour les analyses des données et la prise de décisions a été mise en doute. On a fait remarquer que la définition sous la forme d'un reste pourrait se révéler assez instable dans le temps car, dans ce cas, le secteur informel s'élargirait ou se contracterait au cas où la couverture des enquêtes existantes changerait. D'autres ont craint aussi que cette définition du secteur informel puisse être trop large dans le cas de certains pays en fonction du degré de développement de leur statistique. Il a donc été indiqué que, si le plancher retenu dans les enquêtes existantes paraissait trop élevé pour constituer une bonne limite supérieure de taille dans le cas des entreprises d'employeurs informels, il faudrait aussi s'efforcer d'étendre la couverture de ces enquêtes et de réduire ou combler ainsi l'écart de part et d'autre. Les participants ont estimé que lorsqu'il n'était pas possible d'abaisser le plancher des enquêtes existantes, mieux vaudrait parfois admettre l'existence d'une tranche intermédiaire et en faire l'objet d'une enquête distincte, plutôt que l'inclure dans le champ des enquêtes sur le secteur non structuré, élevant de façon notable la limite de taille supérieure dans la définition des entreprises d'employeurs informels. Cela tient au fait que les méthodes d'enquête appliquées aux entreprises du secteur non structuré ne conviennent peut-être pas aussi bien pour la collecte des données sur les entreprises de taille moyenne.

27. Le critère de non-déclaration des salariés repose sur les conditions d'emploi dans le secteur non structuré qui touchent la protection juridique et sociale des travailleurs. Il a été défini par l'absence de contrats d'emploi ou d'apprentissage obligeant l'employeur à payer au nom du salarié les impôts et les cotisations de sécurité sociale qui se rapportent à ces contrats ou qui soumettent la relation d'emploi aux normes de la législation du travail. Une entreprise peut être considérée comme satisfaisant à ce critère si aucun de ses salariés n'est déclaré.

#### **D. — Dispositions supplémentaires**

28. Afin de compléter sa définition du secteur informel, la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a adopté plusieurs recommandations concernant la portée des enquêtes sur ce secteur et le traitement statistique des cas particuliers situés à la marge entre ce secteur et les autres.

29. *Activités non économiques* : Comme la définition du secteur « informel » adoptée par la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail est liée au cadre conceptuel du SCN 1993, ce secteur a été limité aux activités économiques, c'est-à-dire à celles qui sont incluses dans le domaine de la production selon ce SCN. Cette restriction a été jugée nécessaire pour pouvoir mesurer l'emploi, la production et la création de revenus dans le secteur non structuré comme une fraction de l'emploi total, du produit intérieur et du revenu national. Cette définition exclut donc les services domestiques et personnels fournis par les membres non rémunérés du ménage, ainsi que les prestations bénévoles au profit de la collectivité. Il convient de noter à cet égard que le domaine de la production, dans le SCN 1993, s'étend également aux activités dissimulées ou illégales à condition qu'il s'agisse d'activités de production véritables, créatrices de biens ou de services, pour lesquels existe effectivement une demande sur le marché (c'est-à-dire que les transactions s'effectuent par consentement mutuel entre producteurs et consommateurs des biens ou des services en question). En principe, la définition du secteur

non structuré s'applique à toutes ces activités si elles sont le fait d'unités qui répondent aux critères de cette définition. Il a toutefois été reconnu que, dans la pratique, beaucoup de ces activités risquent de ne pas être déclarées lors des enquêtes statistiques.

30. *Production non marchande* : D'après la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail, les entreprises de ménages qui produisent *exclusivement* des biens ou des services pour leur propre consommation finale ou leur propre formation de capital fixe (c'est-à-dire la construction d'habitations à usage propre, etc.) doivent être exclues du secteur non structuré, à l'exception possible des ménages qui emploient des domestiques rémunérés. Cette recommandation reposait sur deux considérations : en premier lieu, que les unités qui ont exclusivement une production non marchande diffèrent, par leurs objectifs et leurs comportements économiques, des entreprises du secteur non structuré, typiquement gérées aux fins d'assurer la subsistance du ménage ou d'obtenir un revenu supplémentaire en produisant des biens ou des services et en les vendant à des tiers. Le même concept ne doit donc pas s'appliquer aux deux. En second lieu, il a été jugé trop difficile de déterminer la valeur des biens produits pour utilisation finale propre si les mêmes unités ne produisent pas également certains produits destinés à être vendus à des tiers.

31. *Activités agricoles* : En théorie, rien ne s'oppose à l'inclusion, dans le secteur non structuré, des entreprises de ménages qui exercent des activités agricoles ou apparentées. Pour des raisons pratiques de collecte des données, la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a toutefois recommandé d'exclure du champ des enquêtes sur le secteur informel ces activités agricoles ou apparentées et de les recenser séparément. Cela tient au fait que beaucoup de pays en développement ont un vaste secteur agricole qui se compose principalement de petites entreprises non déclarées appartenant à des ménages. Leur inclusion dans les enquêtes sur le secteur non structuré conduirait à un élargissement considérable des travaux d'enquête et à une augmentation substantielle de leur coût. De plus, beaucoup de pays disposent déjà d'un système de recensement et d'enquêtes sur l'agriculture dont la couverture s'étend souvent aux entreprises de ménages qui exercent des activités agricoles ou apparentées, ou peut être facilement élargie à cette fin. Ces sources de données paraissent mieux convenir que les enquêtes réservées au secteur non structuré pour les besoins particuliers de la quantification des activités agricoles ou apparentées en termes de concepts, de définitions, de classifications, de portée des enquêtes, de préparation des questionnaires, de périodes de référence, de plans et méthodes de sondage, d'organisation du travail sur le terrain, etc.

32. La 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a toutefois recommandé d'inclure aussi dans le secteur non structuré les activités non agricoles des entreprises de ménages qui exercent principalement des activités agricoles si elles répondent aux critères de la définition de ce secteur. L'expérience a montré que ces activités non agricoles sont souvent des activités secondaires des ménages de cultivateurs ou exercées durant la saison creuse pour l'agriculture.

33. *Zones rurales* : Considérant le grand nombre d'activités du secteur informel qui se déroulent dans des zones rurales de nombreux pays, la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a recommandé d'inclure en principe dans ce secteur les entreprises des zones rurales aussi bien que celles des zones urbaines. Toutefois, les pays qui commencent à procéder à des enquêtes sur le secteur non structuré se sont vu donner la faculté de limiter au départ la collecte de données aux seules zones urbaines en attendant de disposer de ressources et de plans de sondages adéquats pour couvrir l'ensemble du territoire national.

34. *Prestations professionnelles et techniques* : Il a été parfois suggéré par le passé d'exclure du secteur non structuré les entreprises qui produisent des prestations professionnelles ou techniques assurées par des médecins, juristes, comptables, architectes, ingénieurs, etc., travaillant indépendamment, en raison des hautes compétences de ces professionnels. La 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a toutefois recommandé d'inclure dans le secteur informel ou d'en exclure ces entreprises pour les mêmes raisons que les autres entreprises.

35. *Travailleurs à domicile* : Le SCN 1993 définit les travailleurs à domicile comme des personnes qui sont d'accord pour travailler pour une entreprise particulière ou lui fournir une quantité déterminée de biens ou de services en vertu d'un arrangement ou d'un contrat préalable, mais dont le lieu de travail ne se situe dans aucun des établissements de l'entreprise. Il a été recommandé d'inclure les travailleurs à domicile dans les entreprises du secteur non structuré s'ils sont eux-mêmes des entreprises en qualité de travailleurs indépendants et si leur

entreprise satisfait aux critères de la définition du secteur non structuré. Parmi les critères de distinction entre les travailleurs à domicile indépendants ou salariés figurent la base de rémunération (revenu perçu en fonction de la valeur des biens ou des services fournis, ou bien rémunération sur la base du travail réalisé), l'emploi de salariés par le travailleur à domicile, l'existence d'un contrat d'emploi avec l'entreprise qui reçoit les biens ou les services produits par le travailleur à domicile, la prise de décisions sur les marchés, le volume d'activité et la gestion financière, enfin la propriété de machines ou de matériel.

36. *Domestiques rémunérés* : Il est souvent virtuellement impossible de distinguer les domestiques rémunérés travaillant pour des ménages (par exemple femmes de chambre, blanchisseuses, gardes, chauffeurs, jardiniers) et ceux qui sont des travailleurs indépendants (c'est-à-dire des propriétaires d'entreprises de ménages qui produisent des services pour le marché) de ceux qui sont des salariés des ménages qui les emploient (c'est-à-dire des salariés d'« entreprises » qui produisent des services pour leur propre consommation finale). De plus, les renseignements concernant les domestiques rémunérés et leurs rémunérations proviennent souvent déjà d'autres sources, par exemple les enquêtes sur la population active et les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages. C'est pourquoi la décision sur le point de savoir s'il y a lieu d'inclure dans le secteur non structuré les domestiques rémunérés a été laissée à la discrétion des pays eux-mêmes, en fonction de leurs circonstances propres et de l'usage qu'on entend faire des statistiques. S'ils sont inclus dans le secteur non structuré, les domestiques rémunérés devront toutefois être considérés comme un sous-groupe distinct afin de rendre les statistiques plus comparables sur le plan international.

## E. — Conclusion

37. Les critères retenus par la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail pour définir le secteur non structuré (« informel ») sont résumés dans le tableau 2. La façon dont la Conférence a défini ce secteur correspond à l'idée qu'on s'en fait couramment d'un regroupement de différentes activités : « Il n'a jamais ... été proposé de considérer le secteur non structuré comme un groupe homogène... ; il a été assimilé à un ensemble d'activités économiques destiné à décrire l'ensemble de secteurs ruraux ou urbains dans le seul dessein d'orienter les travaux de recherche et les prises de décision. Comme dans le cas des secteurs ruraux ou urbains, il faut subdiviser le secteur non structuré afin de pouvoir aboutir à des conclusions significatives. » (Sethuraman, 1988.)

38. Le secteur informel tel que l'a défini la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail regroupe donc un ensemble plutôt hétérogène d'unités selon les pays. Afin de renseigner sur la composition du secteur et d'identifier des groupes plus homogènes à des fins analytiques, en tant que cibles de mesures politiques, économiques ou sociales et de programmes d'appui au secteur non structuré en tant que base pour la comparaison des statistiques dans le temps et entre les pays, la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a recommandé, dans le paragraphe 36 de sa résolution II, de classer les unités du secteur en sous-catégories selon diverses caractéristiques (par exemple localisation urbaine ou rurale, branche d'activité économique, type de lieu de travail, nombre de personnes occupées, régime de propriété, relation avec d'autres entreprises). La Conférence a reconnu aussi qu'à des fins d'analyses particulières, il faudrait peut-être élaborer des définitions plus précises du secteur au niveau national, en introduisant d'autres critères sur la base des données recueillies, et que ces définitions pouvaient varier selon les besoins des différents utilisateurs des statistiques (paragraphe 10).

**TABLEAU 2. La 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail :  
Critères de définition du secteur non structuré (« informel »)**

Critères obligatoires	
1. Statut juridique	Entreprises non constituées en sociétés
2. Régime de propriété	Ménages
3. Types de comptes	Pas d'ensemble complet de comptes
4. Destination des produits	Au moins une certaine production marchande
5. Nombre de personnes occupées/de salariés/de salariés employés de façon continue dans le ou les établissements et/ou non-immatriculation de l'entreprise et/ou non-enregistrement des salariés de l'entreprise	En fonction des circonstances nationales
Critères facultatifs	
6. Branche d'activité économique	Exclusion éventuelle des activités agricoles ou apparentées ainsi que des services domestiques rémunérés
7. Etendue géographique	Exclusion éventuelle des zones rurales

Source : OIT.

39. Il faut noter que l'expression de « secteur non structuré » a été si généralement adoptée qu'on l'utilise avec des significations différentes selon le résultat recherché. Initialement, il s'agissait d'un concept réservé à l'analyse des données et à la prise de décisions. Aujourd'hui, l'expression se voit donner un sens beaucoup plus large qui s'applique à la collecte de données sur des activités qui n'entrent pas dans le domaine des sources de statistiques classiques existantes. S'en tenant au concept initial, la 15<sup>e</sup> Conférence des statisticiens du travail a pris pour point de départ, afin de définir le secteur non structuré, le concept *analytico-politique* plutôt que *statistique*; elle a donc veillé à inclure dans la définition du secteur non structuré des activités aussi semblables que possible entre elles du point de vue des objectifs et de leur comportement économiques et des informations dont on a besoin aux fins de l'analyse des données. D'un point de vue pratique pour ce qui concerne l'exécution des enquêtes, la Conférence a également jugé qu'il fallait, pour inclure ou exclure les unités, tenir compte de la nécessité et de l'utilité de la couverture de ces enquêtes sur le secteur non structuré. La 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a toutefois essayé aussi de faire une place au concept statistique de secteur non structuré en y incluant aussi un univers aussi vaste d'activités non comprises dans les statistiques que cela semblait pratiquement faisable et justifiable sur le plan théorique.

40. La Conférence s'est toutefois abstenue d'interpréter le concept de secteur non structuré en l'étendant à toutes les activités non incluses dans les statistiques officielles. La classification adoptée ne devra donc contribuer que partiellement à la couverture complète de toutes les activités productives, qui est un objectif important de la comptabilité nationale. De même, cette définition n'a pas été destinée à conduire à une segmentation de l'économie ou de la population active en fonction d'une dichotomie entre secteurs structuré et non structuré. La 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a reconnu que les activités exclues du secteur non structuré n'étaient pas nécessairement structurées en elles-mêmes, par exemple la production non marchande de biens, la petite agriculture, les services domestiques rémunérés et les activités qui n'entrent actuellement pas dans le domaine de la production selon le SCN 1993, par exemple les services domestiques ou personnels fournis par des membres non rémunérés des ménages et les prestations bénévoles fournies à la collectivité. Il a été recommandé que ces activités soient considérées comme entrant dans des catégories distinctes échappant à la distinction entre secteur structuré et secteur non structuré.

### **III. — MÉTHODES DE COLLECTE DE DONNÉES SUR LE SECTEUR NON STRUCTURÉ**

#### **A. — Introduction**

41. Il est évident que, par sa nature même, le secteur non structuré ne se prête pas aisément à une description statistique. Cela tient au fait i) qu'il regroupe diverses activités aux modes opératoires différents, ii) que le nombre des unités du secteur sur lesquelles faire porter les enquêtes est élevé dans beaucoup de pays, enfin iii) que ces unités présentent des caractéristiques qui en rendent difficile la description statistique. Ces caractéristiques sont leur petite dimension, leur grande mobilité et leur renouvellement fréquent, les variations saisonnières de leur activité, leur regroupement dans certaines régions, l'absence de caractéristiques visibles permettant leur identification ou leur localisation, l'absence de pièces comptables utilisables, le refus éventuel de participer aux enquêtes, etc.

42. C'est pour ces raisons que l'on a souvent cru ne pouvoir cibler les unités du secteur non structuré ni leurs activités, donc en l'impossibilité de réunir des données les concernant. Abstraction faite des estimations approximatives de l'emploi dans ce secteur, fondées sur des combinaisons de données relatives à la branche d'activité, à l'activité professionnelle et à la situation dans la profession, extraites des résultats de recensements de la population ou d'enquêtes sur la population active, on se procurait en général principalement par le passé les informations sur l'emploi et la valeur ajoutée dans le secteur non structuré au moyen d'estimations macro-économiques indirectes ou en comparant des données de différentes sources, mais ces méthodes indirectes étaient souvent contestées parce que trop approximatives et hypothétiques. Elles dépendent très largement des postulats retenus ainsi que de la couverture et de la qualité des données utilisées. Elles prennent en général en compte des activités qui n'entrent pas dans le secteur non structuré, par exemple les activités dissimulées ou illicites d'autres secteurs de l'économie qui n'entrent pas dans les statistiques officielles et qui ne sont pas précisément le fait du secteur non structuré. De plus, ces méthodes conduisent au calcul d'agrégats macro-économiques qui ne renseignent ni sur la composition du secteur, ni sur la façon dont il fonctionne, alors que ces informations sont nécessaires pour la prise de décisions.

43. On ne peut obtenir d'informations plus complètes, fiables et détaillées sur le secteur non structuré que par des mesures directes effectuées au moyen d'enquêtes. L'expérience récente d'un certain nombre de pays prouve qu'il est effectivement possible d'obtenir des données statistiques concernant ce secteur grâce à des enquêtes de types divers, à condition que leur conception et leur réalisation soient adaptées aux caractéristiques particulières du secteur. Cela peut obliger à modifier les méthodes d'enquête traditionnelles, voire à en mettre au point de nouvelles.

44. Comme on le verra ci-après, ce sont les objectifs du travail statistique qui déterminent la méthode à utiliser, et une combinaison de méthodes peut se révéler utile pour l'élaboration d'un programme complet de collecte de données sur le secteur non structuré.

#### **B. — Les enquêtes sur les ménages**

45. Si l'on entend connaître l'évolution de l'emploi dans le secteur non structuré en se basant sur le nombre et les caractéristiques des personnes qui le composent et sur les conditions de leur emploi et de leur travail, il suffit d'ajouter périodiquement, dans les enquêtes sur la population active et dans d'autres enquêtes auprès des ménages, quelques questions supplémentaires concernant le secteur et les caractéristiques de l'emploi dans ce secteur. Ces questions devront être posées au sujet de toutes les personnes occupées durant la période de référence de l'enquête, indépendamment de leur situation dans la profession et concernant leurs activités principales et secondaires. Il est possible ainsi de réunir des données complètes sur l'emploi dans le secteur non structuré et de se renseigner sur les conditions d'emploi et de travail de tous ses travailleurs, y compris les salariés et les travailleurs familiaux. De plus, on peut recueillir des données sur le volume et les caractéristiques de l'emploi dans le

secteur, en même temps que des données correspondantes sur l'emploi dans d'autres secteurs et sur le chômage, obtenues de la même source, et les données sur l'emploi dans le secteur non structuré peuvent être rapprochées au niveau micro-économique d'autres informations réunies dans le cadre de la même enquête. Le coût supplémentaire de la quantification de l'emploi dans le secteur non structuré est relativement modeste. La 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail a recommandé de suivre l'évolution de cet emploi chaque année si possible.

46. Pour garantir la couverture de toutes les activités du secteur non structuré, il faudra souvent procéder à des enquêtes particulières sur les activités qui pourraient autrement ne pas être déclarées, par exemple le travail non rémunéré dans les petites entreprises familiales, les activités exercées par des femmes pour leur propre compte à leur domicile ou à l'extérieur, les activités non déclarées et les travaux exercés sous la forme d'emplois secondaires par les cultivateurs, les fonctionnaires du secteur public ou les salariés du secteur privé structuré. Pour connaître comme il convient le travail des enfants dans le secteur non structuré, il faudra peut-être aussi abaisser la limite d'âge minimale retenue lors des enquêtes sur la population active. Au moment de composer ou de recomposer l'échantillon d'un sondage, il faudra veiller à y inclure un nombre adéquat d'aires sondées où vivent des travailleurs de ce secteur.

47. Si l'on entend quantifier l'emploi dans le secteur non structuré grâce à des enquêtes sur la population active ou d'autres enquêtes auprès des ménages, il faut être conscient de certaines limitations, à savoir : i) l'emploi dans ce secteur est mesuré comme une fraction de l'emploi total. Le plus souvent, ce dernier est déterminé pour une période de référence courte, par exemple une semaine. Comme beaucoup d'activités du secteur non structuré se caractérisent par des variations saisonnières et d'autres variations dans le temps, les données réunies au sujet des emplois dans ce secteur pour une période de référence courte ne seront vraisemblablement pas représentatives pour l'ensemble de l'année. Il faudra donc peut-être améliorer la représentativité du paramètre temps soit en procédant à la mesure de l'emploi dans le secteur à diverses périodes de l'année moyennant des enquêtes trimestrielles ou mensuelles, soit en choisissant une période de référence plus longue, par exemple une année dans le cas des enquêtes annuelles ou moins fréquentes; ii) il est difficile, sinon impossible, d'estimer le nombre des entreprises du secteur; iii) l'application de la définition de secteur non structuré peut poser des problèmes si l'on interroge des salariés, des travailleurs familiaux ou des déclarants indirects, qui n'ont en général qu'une connaissance limitée des caractéristiques des entreprises considérées, notamment de celles qui correspondent à la définition du secteur non structuré; iv) les possibilités de désagrégation des données sur l'emploi dans le secteur dépendent de la taille et de la composition de l'échantillon.

48. Si l'enquête a pour objectif de se renseigner dans le détail sur la composition du secteur non structuré, c'est-à-dire sur le nombre et les caractéristiques des entreprises en cause, et d'obtenir des données en vue d'un examen en profondeur des activités productives, de l'emploi, de la production de revenus et de l'investissement dans l'équipement des entreprises du secteur, des conditions et des contraintes dans lesquelles elles travaillent, de leur organisation et de leurs relations avec le secteur structuré et les pouvoirs publics, etc., il faudra procéder à des enquêtes où les unités observées et déclarantes seront les entreprises du secteur elles-mêmes et leurs propriétaires. D'après la résolution de la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail, ces enquêtes devraient être effectuées tous les cinq ans si possible. On pourra à cet effet les organiser de diverses façons en fonction des données dont les pays ont besoin, de l'organisation de leur système statistique et des ressources dont ils disposent. Il pourrait s'agir d'enquêtes sur les établissements, d'enquêtes conjointes sur les ménages et les entreprises, ou encore d'une combinaison de ces enquêtes.

### **C. — Les enquêtes sur les établissements**

49. Pour ces enquêtes, il faut disposer d'une base de sondage des établissements du secteur non structuré. Les enquêtes sur les établissements de ce secteur ne peuvent donc être réalisées qu'en même temps que des recensements de ces établissements ou, de préférence, que de recensements généraux des établissements ou de recensements économiques étendus à tous les établissements des branches d'activité économique concernées et où sont posées les questions voulues pour identifier les unités qui appartiennent au secteur non structuré. Si l'enquête

sur ce dernier suit immédiatement le recensement, les listes utilisées pour celui-ci peuvent l'être aussi pour choisir un échantillon d'établissements du secteur non structuré. Si l'enquête sur ce secteur doit être effectuée plus tard, les données du dernier recensement économique ou recensement des établissements peuvent quand même servir pour constituer une base de sondage aréolaire en vue du choix des aires sondées, compte tenu de la densité des établissements du secteur non structuré de divers types existant dans les districts de recensement. Dans ce cas, la mise à jour systématique des listes des établissements contenus dans les aires sondées est en général nécessaire pour choisir les unités sondées définitives (sondages à plusieurs degrés).

50. Les recensements des établissements et les recensements économiques sont des opérations vastes et coûteuses que beaucoup de pays, faute des ressources nécessaires, ne peuvent réaliser ou ne le peuvent que dans les principales zones urbaines. Il se pose aussi le problème d'obtenir lors des recensements et des enquêtes sur les établissements une couverture intégrale du secteur non structuré, sans omission ni double comptage. De nombreuses activités du secteur sont difficiles à identifier ou à situer parce que les entreprises n'ont pas de locaux bien définis : c'est le cas des activités exercées au domicile du propriétaire de l'entreprise (par exemple la coupe de vêtements, les préparations alimentaires) ou itinérantes (par exemple les travaux de construction, les transports, les commerces ambulants). Faute de gros efforts particuliers, ces activités seront vraisemblablement laissées de côté lors des recensements des établissements et des enquêtes les concernant. Un effort de cette nature, qui s'est révélé efficace et rentable dans plusieurs pays (par exemple l'Inde) consiste à réaliser un recensement des établissements ou un recensement économique en même temps que l'établissement des listes d'habitations en vue d'un recensement de la population. (A noter que cet effort et des efforts similaires en vue d'améliorer la couverture des activités à domicile et itinérantes s'appuient sur la combinaison d'une approche par enquêtes sur les établissements et d'une approche par enquêtes sur les ménages. Il s'agit donc d'une étape en direction des enquêtes conjointes sur les ménages et les entreprises dont il sera question plus loin.)

51. De plus, comme les informations sont réunies séparément par établissement, il peut être difficile de faire ressortir les relations entre plusieurs activités non structurées exercées par les mêmes personnes ou les mêmes ménages et de regrouper les données au niveau de l'entreprise ou du ménage. Des activités pourront être comptées deux fois lorsque, par exemple, certains membres d'une famille produisent des biens dans un petit atelier ou à domicile et d'autres membres de la même famille vendent ces biens sur un marché ou un étal installé dans la rue. Malgré cela, les enquêtes sur les établissements restent un moyen utile et efficace de se renseigner sur les étages « supérieurs » du secteur non structuré (c'est-à-dire les établissements identifiables), qui constituent souvent les principaux groupes cibles des programmes de développement de la petite entreprise.

#### **D. — Les enquêtes conjointes sur les ménages et les entreprises**

52. S'agissant de réunir des données complètes sur le secteur non structuré tout entier et ses diverses parties, on a pu constater que les enquêtes conjointes sur les ménages et les entreprises constituaient l'approche de prédilection. Cela tient au fait qu'il est relativement facile, à l'occasion de ces enquêtes, de recenser tous les entrepreneurs du secteur non structuré (à l'exception des sans-foyer) ainsi que leurs activités, indépendamment de la taille des entreprises, du type d'activité et de la nature du lieu de travail, y compris les activités exercées hors du foyer du propriétaire de l'entreprise ou de façon itinérante, et indépendamment du point de savoir s'il s'agit d'une occupation principale ou secondaire. Les enquêtes conjointes sur les ménages et les entreprises s'effectuent par sondage aréolaire en deux phases. La première consiste à constituer une base de sondage complète des entreprises du secteur non structuré en dressant une liste des ménages ou en procédant à une enquête sur des aires sondées choisies, pour identifier toutes les entreprises visées par l'enquête et leurs propriétaires (c'est la composante enquête sur les ménages). Dans la seconde phase, tous les propriétaires d'entreprises, ou un échantillon d'entre eux, sont interrogés afin d'obtenir des renseignements détaillés sur leurs caractéristiques et celles de leurs entreprises comme de leurs travailleurs le cas échéant (c'est l'enquête sur les entreprises). Comme il faut souvent, au cours de la première phase, se procurer les informations auprès de membres du ménage autres que le propriétaire de l'entreprise (déclarants indirects), il n'est normalement pas possible alors d'obtenir des données de bonne qualité concernant tous les critères de définition du secteur non structuré. Afin d'assurer une couverture intégrale, mieux vaut donc, au cours de la première phase, identifier les propriétaires de toutes les

entreprises qui pourraient faire partie du secteur non structuré. A partir des données réunies lors de la deuxième phase, on pourra ensuite identifier plus précisément les entreprises appartenant à ce secteur (identification après sondage).

53. Les enquêtes conjointes sur les ménages et les entreprises permettent d'analyser simultanément, au niveau de l'entreprise ou du ménage, les diverses activités du secteur non structuré qui sont exercées par les mêmes personnes ou les mêmes ménages. De plus, les renseignements sur les caractéristiques des activités du secteur non structuré et des propriétaires d'entreprises de ce secteur peuvent être rapprochés de celles concernant les caractéristiques des ménages de ces propriétaires, connues grâce à la même enquête. C'est là un point important, en particulier pour déterminer la contribution des autres membres du ménage au revenu de celui-ci et pour analyser l'influence de la situation du ménage sur les activités des femmes et des enfants qui travaillent en qualité d'entrepreneurs du secteur non structuré.

### *1. Les enquêtes indépendantes sur le secteur non structuré*

54. On peut concevoir les enquêtes conjointes sur les ménages et les entreprises soit comme des enquêtes indépendantes, soit comme des modules, adaptés au secteur non structuré, inclus dans les enquêtes sur la population active ou d'autres enquêtes sur les ménages. Souvent, l'enquête indépendante est, sur le plan technique, la meilleure solution car l'échantillon alors utilisé peut être composé expressément à cet effet et choisi pour répondre aux besoins de la connaissance du secteur non structuré, par l'inclusion en nombre suffisant dans l'échantillon final des entreprises de divers types de ce secteur pour lesquelles on a besoin d'obtenir des estimations distinctes et fiables. Ce point est important si l'on veut pouvoir analyser les différences existant entre les diverses composantes du secteur non structuré en ce qui concerne leur potentiel de production de revenu, leurs contraintes et d'autres caractéristiques.

55. Les enquêtes indépendantes portant conjointement sur les ménages et les entreprises comportent plusieurs degrés : 1) la sélection des aires sondées; 2) l'établissement de la liste des ménages; 3) la composition de l'échantillon des ménages dont font partie des propriétaires d'entreprises appartenant éventuellement au secteur non structuré; enfin 4) l'interview des ménages et des propriétaires d'entreprises figurant dans l'échantillon. La composition de l'échantillon lors de la première ou de la deuxième phase de l'enquête devra s'effectuer en fonction de la densité des chefs d'entreprises du secteur non structuré et de la nature de leur activité (échantillon stratifié). Il faudra, pour cela, tenir compte du fait que certaines activités du secteur non structuré (par exemple les transports, les réparations et d'autres prestations) seront vraisemblablement moins bien représentées que d'autres dans l'univers (par exemple le commerce, la vente d'aliments cuisinés). Certaines activités du secteur non structuré (par exemple certaines activités manufacturières) sont en général aussi concentrées dans des emplacements particuliers. Afin d'assurer la représentation adéquate de toutes ces activités dans l'échantillon et de réduire les effets de grappe, il importe d'inclure dans cet échantillon un nombre suffisant d'aires sondées primaires. Pour leur sélection, il faudra se servir d'une base de sondage aréolaire, composée d'aires de dimensions appropriées, stratifiées en fonction de la densité des activités non structurées de divers types ou, au moins en fonction de la densité globale des activités non structurées dans ces aires. Il faudra, pour composer cette base, s'appuyer sur toutes les informations disponibles, y compris celles obtenues lors du plus récent recensement de population concernant la densité des employeurs et des travailleurs indépendants dans les aires de dénombrement. Ces données devront être ventilées par grandes catégories d'activités (et, si possible, par types de lieux de travail et par effectifs salariés), en fonction de la concentration de petits établissements déterminée grâce au plus récent recensement économique ou recensement des établissements, à une stratification des zones de dénombrement par tranches de revenu ou d'autres critères socio-économiques, réalisée en vue de la composition des maîtres-échantillons de ménages ou à utiliser pour les enquêtes, d'informations obtenues au moment de l'établissement des listes de ménages ou de la collecte de données en vue d'enquêtes antérieures sur le secteur non structuré ou d'autres secteurs, enfin de la connaissance, par des spécialistes locaux, de la répartition des activités du secteur non structuré dans les villes où sera effectuée l'enquête. Ces données devraient normalement conduire à une raisonnablement bonne approximation de la densité des chefs d'entreprises du secteur non structuré qui vivent dans les aires de dénombrement au moment de l'enquête. Il faudra ensuite choisir une proportion plus élevée d'aires de dénombrement où se retrouvent en relativement grand nombre des chefs d'entreprises du

secteur non structuré exerçant les activités adéquates afin de constituer un échantillon plus fourni de ces aires, d'accroître l'efficacité du sondage et d'en réduire le coût. Ce coût revêt une importance particulière lorsqu'il s'agit de l'établissement de la liste des ménages, une opération coûteuse à moins qu'on ne puisse la combiner avec celui de listes aux fins d'autres enquêtes. Si l'on tire une partie plus importante de l'échantillon de zones où les chefs d'entreprises du secteur non structuré se retrouvent en relativement grand nombre, le nombre des ménages à inclure dans la liste pourra se trouver réduit proportionnellement à celui des ménages inclus dans l'échantillon final.

56. La première étape d'une enquête indépendante sur le secteur non structuré se borne à l'établissement d'une liste des ménages compris dans les aires sondées. Le soin apporté à ce travail contribue de façon capitale à la qualité générale des estimations calculées grâce à l'enquête. Tous les ménages des aires sondées doivent figurer dans la liste et tous les chefs d'entreprises à inclure éventuellement dans le secteur non structuré, ainsi que leurs entreprises de ménages doivent être identifiés. Comme l'établissement d'une liste des ménages peut ne pas garantir la couverture intégrale des activités du secteur non structuré exercées dans des locaux identifiables extérieurs au domicile du propriétaire de l'entreprise, certains pays (par exemple les Philippines) ont entrepris d'établir deux listes totalement indépendantes i) celle des ménages et des chefs d'entreprises appartenant à des ménages et ii) celle des établissements inclus dans les aires sondées.

57. Lors de la première phase d'une enquête indépendante, il faudra réunir des données sur le type d'activité et d'autres caractéristiques essentielles des entreprises, car on en aura besoin pour la stratification et la sélection de l'échantillon final de ménages. La constitution de l'échantillon et sa pondération sont plus faciles si l'on affecte à chaque ménage un seul code d'activité qui déterminera la branche dans laquelle le classer. Dans l'affectation de ce code, on pourra donner la priorité aux activités moins bien représentées dans l'univers afin d'en accroître le nombre dans l'échantillon final. (Dès lors, toutefois, qu'un ménage sera inclus dans l'échantillon final, il faudra se renseigner au cours de la deuxième phase de l'enquête, sur toutes les activités non structurées exercées par les membres de ce ménage). Les ménages à inclure dans l'échantillon seront alors choisis au moyen de fractions sondées différentes selon les branches d'activité afin de répartir l'échantillon final entre les diverses strates de la façon la plus homogène possible et d'assurer l'inclusion d'un nombre adéquat de ménages de chaque strate.

58. L'exécution d'une enquête indépendante sur le secteur non structuré oblige à effectuer des opérations relativement complexes et à procéder à des pondérations et des estimations. Ces enquêtes doivent faire appel à une équipe de personnels qualifiés, reposer sur une bonne formation des enquêteurs, comprendre un encadrement et un contrôle constants de toutes les opérations, enfin comporter la tenue d'états des travaux d'établissement des listes, de choix de l'échantillon et de sondage effectués dans chaque aire sondée.

## *2. Utilisation de modules applicables au secteur non structuré lors des enquêtes sur les ménages*

59. L'utilisation d'un module applicable au secteur non structuré lors d'une enquête sur les ménages implique que l'échantillon de ce secteur soit un sous-échantillon de celui utilisé pour l'enquête de base. L'enquête sur le secteur non structuré peut être réalisée en même temps que l'enquête de base ou lui faire suite. Par commodité, on préfère le plus souvent la deuxième solution car elle : i) facilite la gestion et la coordination des deux enquêtes, ii) garantit que les opérations nécessaires pour l'enquête de base peuvent être menées sans difficulté, iii) a peu de chances de compromettre la qualité des données de l'enquête de base, enfin iv) permet un meilleur contrôle de l'identification et de la composition du sous-échantillon destiné à l'enquête sur le secteur non structuré.

60. La formule modulaire a été adoptée en premier lieu par des services de statistique de pays d'Amérique latine avec l'assistance technique du Programme régional d'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PREALC) mis en place par l'OIT. Cette formule est moins compliquée et moins coûteuse qu'une enquête indépendante sur le secteur non structuré, car les informations réunies à l'occasion de l'enquête de base servent de point de départ pour l'identification et la constitution du sous-échantillon de ménages ou de personnes en vue de l'enquête sur le secteur non structuré, et parce qu'il n'est pas nécessaire d'établir une liste spéciale de ménages.

Par contre, cette formule peut être utilisée seulement lorsqu'il est procédé à une enquête de base appropriée (par exemple une enquête sur la population active ou une enquête sur les revenus et les dépenses des ménages) et lorsqu'il est possible, dans le cadre de l'enquête de base et compte tenu du travail demandé aux déclarants, de combiner la collecte des données sur le secteur non structuré avec celle de données sur un autre sujet. Comme c'est le cas dans les enquêtes sur les ménages quand il s'agit de mesurer l'emploi dans le secteur non structuré, la représentativité des données dans le temps dépend de la période de référence choisie pour l'enquête de base. De plus, la formule modulaire peut se heurter à certaines contraintes du fait que les échantillons utilisés pour l'enquête de base ne sont en général pas conçus ni constitués aux fins d'un recensement du secteur non structuré, que ce soit au niveau des aires sondées, ou à celui des ménages sondés. Le nombre des chefs d'entreprises du secteur non structuré inclus dans l'échantillon peut donc être alors relativement limité et insuffisant pour le calcul d'estimations distinctes et fiables concernant chaque type d'activité non structurée pour lequel ces estimations seraient souhaitables. Il n'y a aucun moyen de contrôler la ventilation de l'échantillon qui sert pour l'enquête sur le secteur non structuré par type d'activité, non plus que sa représentativité. Il existe naturellement des moyens de constituer pour cette enquête un échantillon plus fourni. Si les informations nécessaires pour identifier les unités sur lesquelles faire porter l'enquête relative au secteur non structuré sont obtenues au cours de l'établissement de la liste des ménages en vue de l'enquête de base, on pourra constituer l'échantillon destiné à la première de ces enquêtes à partir de tous les ménages inclus dans les aires sondées et non pas seulement de ceux qui auront été choisis pour constituer l'échantillon de l'enquête de base. Aussi bien, si l'on dispose des ressources nécessaires, cet échantillon peut être étoffé en y ajoutant des aires sondées supplémentaires choisies comme il convient. Le plan de sondage se trouvera alors très vraisemblablement amélioré, non seulement dans le cas du secteur non structuré, mais également dans celui de l'enquête de base.

61. Sur le plan méthodologique, l'intérêt de la formule modulaire réside dans le fait qu'elle permet : i) de suivre l'évolution du secteur non structuré dans le temps si l'enquête de base est réalisée de façon régulière et si on y inclut périodiquement et à intervalles suffisamment fréquents un module du secteur non structuré; ii) d'assurer à l'occasion de l'enquête de base, en particulier s'il s'agit d'une enquête sur la population active, la couverture intégrale et l'identification précise des chefs d'entreprise, qui peuvent appartenir au secteur non structuré dans les ménages sondés; iii) d'appliquer aux données de l'enquête sur le secteur non structuré les mêmes coefficients de pondération que pour l'enquête de base et faciliter ainsi l'appréciation des résultats de l'enquête; enfin iv) de comparer les données concernant les activités non structurées avec celles tirées de l'enquête de base.

## **E. — Moyens d'améliorer les taux de contact et de réponse et la qualité des données**

62. Pour autant que nous sachions, il n'a jamais été effectué d'évaluation systématique de la qualité des données obtenues jusqu'à ce jour lors d'enquêtes sur le secteur non structuré. Beaucoup d'entreprises de ce secteur se caractérisent (au grand dam des statisticiens) par une forte mobilité et une forte proportion de disparitions et de créations. Afin de réduire le nombre relatif de manques de contact et les distorsions des données résultant du déménagement ou bien de la modification ou de l'arrêt d'activité d'unités incluses dans l'échantillon, le délai entre les deux phases de l'enquête (établissement des listes puis repérage et interviews) devrait être le plus court possible. De plus, il ne faudrait négliger aucun effort pour retrouver les unités incluses dans l'échantillon à leur nouvel emplacement, en évitant d'y substituer d'autres unités. Un autre moyen utile d'accroître la proportion des contacts ainsi que la qualité des données obtenues consiste à interroger, dans la mesure du possible, à leur lieu de travail réel et non pas au lieu de résidence de leur ménage, les chefs d'entreprises du secteur non structuré qui gèrent ces entreprises dans des emplacements fixes extérieurs à leur foyer.

63. La plupart des chefs d'entreprises du secteur non structuré sont peu instruits et ne tiennent pas d'états écrits (utilisables) de leurs activités. Ils n'ont pas l'habitude de participer à des enquêtes statistiques et ne souhaitent souvent pas y consacrer beaucoup de temps. Certains sont difficiles à contacter n'importe où parce qu'ils n'ont pas de siège fixe (par exemple les vendeurs ambulants, les chauffeurs de taxis, les artisans du bâtiment). Un certain nombre de déclarants éventuels peuvent également refuser de répondre aux questions posées lors de l'enquête par crainte d'une imposition fiscale ou d'un harcèlement ultérieurs de la part des pouvoirs publics.

Dans ces conditions, il est indispensable de prendre des dispositions qui contribueront à améliorer les taux de réponse et la qualité des données lors des enquêtes sur le secteur non structuré, à savoir : renseigner au préalable les déclarants au sujet de l'enquête et de ses objectifs, garantir de façon formelle le respect du secret des informations fournies, choisir la date, l'heure et le lieu des interviews en concertation avec les déclarants eux-mêmes, assurer la motivation, la formation et l'encadrement solides des enquêteurs, établir de bonnes relations entre enquêteurs et déclarants, concevoir la teneur et la longueur des formulaires d'enquête de façon à pouvoir les utiliser aisément sur le terrain et permettre aux enquêteurs de les remplir facilement, revisiter les déclarants si nécessaire, formuler les questions d'une façon qui soit compréhensible pour les déclarants et qui corresponde à leur situation particulière ainsi qu'à la nature de leurs activités, enfin utiliser des périodes de référence courtes qui permettent aux déclarants de fournir les informations voulues avec une exactitude suffisante.

## **F. — Variations saisonnières et estimation des valeurs annuelles**

64. Beaucoup d'activités du secteur non structuré connaissent des variations saisonnières ou autres liées au passage du temps. C'est pourquoi la question se pose de savoir comment, lors d'une enquête sur ce secteur, tenir compte de ces variations et estimer les valeurs annuelles qui sont nécessaires pour la comptabilité nationale et à d'autres fins. Vu la nécessité d'utiliser des périodes de référence courtes et la quasi-impossibilité d'interroger à plusieurs reprises les mêmes déclarants à des époques différentes de l'année, la façon la plus exacte de tenir compte de ces variations au niveau le plus agrégé consiste à étaler la collecte des données sur une période d'une année en divisant l'échantillon utilisé en sous-échantillons correspondant à la partie considérée de l'année.

65. Pour diverses raisons (y compris l'absence de ressources humaines et financières), il est souvent impossible de prendre en compte les variations saisonnières et autres des activités du secteur non structuré au niveau des agrégats. Si tel est le cas, il est parfois possible de les mesurer et d'estimer les valeurs annuelles au niveau individuel en réunissant des données portant sur des périodes de référence courtes et en les complétant par des questions sur l'intensité de l'activité exercée au cours de chaque mois de l'année et sur le montant moyen des recettes ou bénéfices lors des mois de forte ou de faible activité exprimé en pourcentage du montant moyen des recettes ou bénéfices des mois d'activité normale.

## BIBLIOGRAPHIE

- Bureau international du Travail 1991. *Le dilemme du secteur non structuré*, Rapport du Directeur général (Partie I), Conférence internationale du Travail, 78<sup>e</sup> session, 1991, Genève.
- Bureau international du Travail 1992. 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail (Genève, 19-28 janvier 1993), Rapport III : Statistiques de l'emploi dans le secteur informel, doc. ICLS/15/III, Genève.
- Bureau international du Travail 1993. 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail (Genève, 19-28 janvier 1993), Rapport de la Conférence, doc. ICLS/15/D.6 (Rev. 1), Genève.
- Husmanns, R. 1996. « ILO recommendations on methodologies concerning informal sector data collection » in : Herman, B. et Stoffers, W. (éd.) : *Unveiling the informal sector — More than counting heads* (Aldershot/Brookfield/Hong Kong/Singapore/Sydney, Averbury), p. 15 à 29.
- Husmanns, R. 1996. *Data collection on small economic units of the informal sector*, communication à la session de travail CEA/Division de statistique de l'ONU concernant les services dans le secteur non structuré en Afrique, Addis-Abeba, 17-21 juin 1996.
- Sethuraman, S. V. 1988. « Informal sector: myth or reality? Dans : *WEP Newsletter*, n° 30. Mars 1988 (Genève, BIT).

## ANNEXE

### RÉSOLUTION CONCERNANT LES STATISTIQUES DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR INFORMEL

La 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail et s'y étant réunie du 19 au 28 janvier 1993,

Rappelant le paragraphe 33 de la résolution concernant les statistiques de la population active, de l'emploi, du chômage et du sous-emploi (résolution I) adoptée à la 13<sup>e</sup> Conférence (1982) et la résolution concernant le secteur informel (résolution VIII) adoptée par la 14<sup>e</sup> Conférence (1987);

Considérant que des statistiques sur l'emploi dans le secteur informel sont particulièrement utiles pour améliorer les systèmes statistiques des pays où les activités du secteur informel contribuent substantiellement à la création d'emplois et de revenus;

Constatant le développement, dans un certain nombre de pays, de concepts et techniques visant à obtenir et à analyser de telles statistiques;

Reconnaissant que, bien que ces concepts et techniques doivent être ultérieurement améliorés à la lumière d'expériences nouvelles, il apparaît actuellement nécessaire d'établir des normes internationales pour fournir des directives techniques qui serviront de base pour l'élaboration de définitions et de classifications satisfaisantes des activités du secteur informel et pour l'élaboration de méthodes et de programmes de collecte des données appropriés, et reconnaissant l'utilité de ces normes pour renforcer la comparabilité des statistiques sur le plan international,

Adopte, ce vingt-huitième jour de janvier 1993, la résolution suivante :

#### Objectifs

1. Les pays où le secteur informel joue un rôle important comme source d'emplois et de revenus et comme facteur de développement économique et social devraient, lorsque cela est possible, s'efforcer de mettre en place un système complet de statistiques de l'emploi dans le secteur informel qui constitue une base statistique satisfaisante pour les différents utilisateurs, en tenant compte des conditions et des besoins nationaux spécifiques. Le système ainsi établi devrait contribuer à l'amélioration des statistiques du travail et de la comptabilité nationale en tant que base d'informations pour l'analyse macro-économique, la planification, l'élaboration et l'évaluation de politiques, ainsi qu'à l'intégration du secteur informel dans le processus de développement et à son institutionnalisation. Ce système devrait fournir des informations quantitatives sur la contribution du secteur informel aux différents aspects du développement économique et social, y compris la création d'emplois, la production, la création de revenus, la formation de capital humain et la mobilisation de ressources financières. Le système pourrait également fournir des données pour l'élaboration et le suivi des programmes d'assistance et des politiques de soutien destinés spécifiquement à l'ensemble ou à une partie du secteur informel en vue d'augmenter le potentiel de production et les possibilités d'emploi et de création de revenus des unités du secteur informel, d'améliorer les conditions de travail et la protection sociale et juridique des travailleurs du secteur informel, de mettre au point une réglementation appropriée et de promouvoir l'organisation des producteurs et des travailleurs du secteur informel; enfin, le système devrait fournir des informations pour l'analyse de la situation économique et sociale de certains groupes de travailleurs du secteur informel, comme les femmes, les enfants, les migrants des zones rurales vers les zones urbaines et les immigrés.
2. Pour atteindre ces objectifs, il convient d'établir, dans la mesure du possible, des statistiques détaillées, fiables et complètes sur : i) le nombre total d'unités du secteur informel, classées selon diverses caractéristiques structurelles, afin de connaître la composition du secteur informel et d'en définir certains segments; ii) l'emploi total dans ces unités, notamment le nombre de personnes occupées selon des caractéristiques sociodémographiques et autres, et leurs conditions d'emploi et de travail; iii) la production et les revenus créés par les activités du

secteur informel, si possible à partir des données relatives à la production, aux facteurs de production et aux opérations connexes; iv) d'autres caractéristiques concernant les conditions dans lesquelles les unités du secteur informel sont créées et exercent leurs activités, y compris leurs relations avec d'autres unités à l'intérieur et à l'extérieur du secteur informel.

3. Pour accroître leur comparabilité et leur utilité, les statistiques sur le secteur informel devraient être comparables, dans la mesure du possible, avec d'autres statistiques économiques et sociales apparentées et la comptabilité nationale en ce qui concerne les définitions, les classifications le secteur informel et les périodes de référence utilisées.

4. Les statistiques du secteur informel devraient être recueillies à intervalles réguliers afin que l'on puisse suivre correctement l'évolution dans le temps de la taille et des caractéristiques du secteur informel. La fréquence de la collecte de données peut varier selon les différents types de statistiques mentionnés au paragraphe 2, de même que selon les méthodes d'enquête utilisées et leur incidence sur l'utilisation des ressources humaines et financières.

## **Concept**

5. 1) Le secteur informel peut être décrit, d'une façon générale comme un ensemble d'unités produisant des biens ou des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités, ayant un faible niveau d'organisation, opèrent à petite échelle et de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. Les relations d'emploi, lorsqu'elles existent, sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, les liens de parenté ou les relations personnelles et sociales plutôt que sur des accords contractuels comportant des garanties en bonne et due forme.

2) Les unités de production du secteur informel présentent les caractéristiques particulières des entreprises individuelles. Les actifs immobilisés ou autres utilisés n'appartiennent pas aux unités de production en tant que telles, mais à leurs propriétaires. Ces unités, en tant que telles, ne peuvent réaliser d'opérations ou conclure de contrats avec d'autres unités, ni souscrire en propre des engagements. Les propriétaires doivent se procurer les moyens financiers nécessaires à leurs propres risques et périls, et ils sont personnellement responsables, sans limitation aucune, de toutes les dettes et de tous les engagements souscrits aux fins de production. Les dépenses de production sont souvent indifférenciées de celles du ménage. De même, les biens d'équipement, comme les bâtiments et les véhicules, peuvent être destinés indistinctement aux fins de l'entreprise et à celles du ménage.

3) Les activités exercées par les unités de production du secteur informel ne sont pas nécessairement réalisées avec l'intention délibérée de se soustraire au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale, ou d'enfreindre la législation du travail, d'autres législations, ou d'autres dispositions administratives. Par conséquent, le concept des activités du secteur informel devrait être différencié de celui des activités de l'économie dissimulée ou souterraine.

## **Définitions opérationnelles**

### *Secteur informel*

6. 1) A des fins statistiques, le secteur informel est considéré comme un ensemble d'unités de production qui, selon les définitions et classifications contenues dans le Système de comptabilité nationale des Nations Unies (Rev. 4), font partie du secteur institutionnel des ménages en tant qu'entreprises individuelles ou, ce qui revient au même, en tant qu'entreprises individuelles appartenant à des ménages, telles que définies dans le paragraphe 7.

2) Dans le secteur institutionnel des ménages, le secteur informel comprend : i) « les entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte » telles que définies dans le paragraphe 8; ii) la composante additionnelle des « entreprises d'employeurs informels » telles que définies dans le paragraphe 9.

3) Le secteur informel est défini indépendamment du lieu de travail où se déroulent les activités productives, du degré d'utilisation du capital fixe, de la durée effective de l'entreprise (permanente, saisonnière ou occasionnelle) et du caractère principal ou secondaire des activités du propriétaire.

### *Entreprises individuelles*

7. Selon le Système de comptabilité nationale des Nations Unies (Rev. 4), les entreprises individuelles (ou, ce qui revient au même, les entreprises individuelles appartenant à des ménages) sont différenciées des sociétés et quasi-sociétés sur la base de l'organisation juridique des unités et du type de comptabilité tenue. Les entreprises individuelles sont des unités produisant des biens ou des services, qui ne constituent pas une personne morale distincte du ménage ou des membres du ménage auxquels elles appartiennent, et qui ne tiennent pas un ensemble complet de comptes (y compris des bilans de l'actif et du passif) permettant de distinguer clairement les activités de production des entreprises des autres activités de leurs propriétaires et d'identifier les flux éventuels de revenus et de capitaux entre les entreprises et leurs propriétaires. Les entreprises individuelles comprennent les entreprises individuelles possédées et exploitées par un seul membre d'un ménage ou par plusieurs membres du même ménage ainsi que les associations non constituées en sociétés formées par des membres de ménages différents.

### *Entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte*

8. 1) Les entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte sont des entreprises individuelles (au sens du paragraphe 7 appartenant à des personnes travaillant pour leur propre compte et gérées par elles seules ou en association avec des membres du même ménage ou de ménages différents, qui peuvent employer des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale et des salariés de manière occasionnelle, mais qui n'emploient pas de salariés de manière continue, et qui ont les caractéristiques décrites aux sous-paragraphe 5 1) et 5 2).

2) Pour des raisons opérationnelles, les entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte peuvent inclure, selon les circonstances nationales, soit toutes les entreprises de personnes travaillant pour leur propre compte soit seulement celles qui ne sont pas enregistrées selon des formes spécifiques de la législation nationale.

3) L'enregistrement peut se référer à l'inscription prévue par la réglementation industrielle ou commerciale, les lois fiscales ou de sécurité sociale, la réglementation des groupes professionnels, ou par des textes semblables, de lois ou des règlements établis par les instances législatives nationales.

4) Les personnes travaillant pour leur propre compte, les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale et l'emploi de salariés sur une base continue sont définis conformément à la version la plus récente de la Classification internationale d'après la situation dans la profession (CISP).

### *Entreprise d'employeurs informels*

9. 1) Les entreprises d'employeurs informels sont des entreprises individuelles (au sens défini au paragraphe 7 appartenant à des employeurs et gérées par eux, seuls ou en association avec des membres du même ménage ou de ménages différents, qui emploient un ou plusieurs salariés de façon continue et qui ont les caractéristiques décrites aux sous-paragraphe 5 1) et 5 2).

2) Pour des raisons opérationnelles, les entreprises d'employeurs informels peuvent être définies, compte tenu des circonstances nationales, selon l'un ou plusieurs des critères suivants :

- i) Taille des unités inférieure à un niveau déterminé d'emploi;
- ii) Non-enregistrement de l'entreprise ou de ses salariés.

3) Bien que le critère de la taille doive se rapporter de préférence au nombre de salariés occupés de façon continue, en pratique, il peut également être défini en fonction du nombre total de salariés ou du nombre de personnes occupées pendant la période de référence.

4) La limite supérieure de la définition des entreprises d'employeurs informels peut varier selon les pays et les branches d'activité économique. Elle peut être déterminée sur la base des conditions de taille minimum formulées dans les législations nationales pertinentes, lorsqu'elles existent, ou en termes de normes empiriquement déterminées. Le choix de la limite supérieure devrait tenir compte du champ des enquêtes statistiques portant sur les plus grandes unités dans les branches d'activité correspondantes, lorsqu'elles existent, afin d'éviter tout chevauchement.

5) Pour ce qui est des entreprises qui exercent leurs activités dans plusieurs établissements, le critère de la taille devrait s'appliquer, en principe, à chacun des établissements particuliers et non à l'entreprise dans son ensemble. En conséquence, une entreprise devrait être reconnue comme répondant au critère de la taille, si aucun de ses établissements n'excède la limite supérieure spécifiée.

6) L'inscription de l'entreprise peut se référer à l'enregistrement selon des formes spécifiques de la législation nationale tel qu'indiqué dans le sous-paragraphe 8 3). Les salariés peuvent être considérés comme déclarés s'ils sont employés sur la base d'un contrat de travail ou d'apprentissage qui fait obligation à l'employeur de payer des impôts et de verser des cotisations de sécurité sociale au nom du salarié ou qui soumet la relation d'emploi à la législation du travail en vigueur.

7) Les employeurs, les salariés et l'emploi salarié de façon continue sont définis conformément à la version la plus récente de la Classification internationale d'après la situation dans la profession (CISP).

10. A des fins d'analyses particulières, on peut élaborer des définitions plus précises du secteur informel au niveau national en introduisant d'autres critères sur la base des données recueillies. Ces définitions peuvent varier selon les besoins des différents utilisateurs des statistiques.

### *Population occupée dans le secteur informel*

11. 1) La population occupée dans le secteur informel comprend toutes les personnes qui, pendant une période de référence donnée, étaient pourvues d'un emploi (au sens du paragraphe 9 de la résolution I adoptée par la 13<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail) dans au moins une unité du secteur informel telle que définie dans les paragraphes 8 et 9, indépendamment de leur situation dans la profession et du fait que cet emploi constitue leur activité principale ou secondaire.

2) Lorsque cela est possible, la population occupée dans le secteur informel devrait être subdivisée en deux catégories : celle des personnes exclusivement employées dans le secteur informel et celle des personnes employées à la fois dans le secteur informel et en dehors. Cette dernière catégorie peut, de plus, être divisée en deux sous-catégories : celle des personnes dont l'emploi principal est dans le secteur informel et celle des personnes dont l'emploi secondaire est dans le secteur informel.

3) Si l'ensemble de la population occupée doit être classée dans des catégories s'excluant mutuellement de personnes occupées dans le secteur informel et en dehors, les personnes qui sont occupées à la fois dans le secteur informel et en dehors devraient être classées dans une catégorie distincte, ou alors il faudrait établir des critères pour déterminer leur emploi principal (par exemple sur la base de l'autodétermination, du temps passé au travail ou de la rémunération perçue dans chaque emploi).

4) Dans certains pays, un nombre important d'enfants d'âge inférieur à l'âge minimum d'inclusion dans la population active fixé pour les recensements de population ou les enquêtes auprès des ménages travaillent dans des unités du secteur informel et peuvent représenter un groupe présentant un intérêt particulier du point de vue de la législation du travail et des politiques en matière d'éducation et de protection sociale. Dans ces cas, il faudrait, dans les enquêtes sur le secteur informel, s'efforcer par tous les moyens de réunir des informations sur le travail de tous les enfants, indépendamment de leur âge, et les enfants d'âge inférieur à l'âge minimum, spécifié dans les recensements de population ou les enquêtes auprès des ménages, devraient être identifiées séparément.

## Traitement de cas particuliers

12. 1) Plusieurs membres du même ménage peuvent exercer à titre indépendant différents types d'activités du secteur informel pendant une période de référence donnée. Pour déterminer si ces activités doivent être considérées comme des entreprises distinctes ou comme parties d'une entreprise, il convient de tenir dûment compte des critères de définition d'une entreprise énoncés dans la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI, Rev. 3). Lorsque ces critères sont difficiles à appliquer en pratique, les différentes activités exercées par les membres du ménage devraient être considérées comme des entreprises distinctes, si elles sont perçues comme telles par les membres du ménage eux-mêmes.

2) Un membre ou un groupe de membres d'un ménage peut exercer à titre indépendant différents types d'activités du secteur informel pendant une période de référence donnée. Pour des raisons pratiques, toutes les activités exercées simultanément par ledit membre ou groupe de membres du ménage devraient être considérées comme faisant partie d'une seule entreprise, et non comme des entreprises distinctes.

13. En ce qui concerne les unités du secteur informel qui exercent différents types d'activités de production pendant une période de référence donnée, il convient de recueillir autant d'informations distinctes que possible sur chaque activité, même lorsqu'il n'est pas nécessaire ou possible de séparer les entreprises concernées en établissements tels que définis dans la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI, Rev. 3). Des informations séparées devraient notamment être recueillies au sujet de toutes les activités de l'entreprise qui sont intégrées horizontalement (à savoir qui produisent différents types de biens ou de services destinés à la vente ou à l'échange et qui sont exercées parallèlement), indépendamment de leur part dans la valeur ajoutée totale de l'entreprise.

14. Les entreprises individuelles, qui exercent exclusivement des activités de production non marchande, c'est-à-dire qui produisent des biens ou des services destinés à l'autoconsommation finale ou à la formation de capital fixe pour compte propre, selon la définition du Système de comptabilité nationale des Nations Unies (Rev. 4), devraient être exclues du champ du secteur informel aux fins des statistiques de l'emploi dans le secteur informel. Selon les conditions nationales, une exception peut être faite en ce qui concerne les ménages qui emploient des travailleurs domestiques au sens du paragraphe 19.

15. Compte tenu du paragraphe 14, le secteur informel devrait comprendre les entreprises individuelles situées tant en zone urbaine qu'en zone rurale. Toutefois, les pays qui commencent à effectuer des enquêtes sur le secteur informel pourraient limiter dans un premier temps la collecte des données aux zones urbaines. Selon les ressources et les bases de sondage disponibles, les enquêtes devraient progressivement être étendues à l'ensemble du territoire national.

16. Pour des raisons pratiques, le champ du secteur informel devrait peut-être se limiter aux entreprises individuelles exerçant des activités non agricoles. Compte tenu du paragraphe 14, toutes les activités non agricoles devraient être comprises dans le champ du secteur informel, qu'il s'agisse d'activités principales ou secondaires des entreprises familiales. En particulier, le secteur informel devrait inclure les activités non agricoles secondaires des entreprises individuelles du secteur agricole si elles remplissent les conditions des paragraphes 8 ou 9.

17. Les unités se livrant à des activités professionnelles ou techniques effectuées par des personnes indépendantes, telles que les médecins, avocats, comptables, architectes ou ingénieurs, devraient être incluses dans le secteur informel si elles remplissent les conditions des paragraphes 8 ou 9.

18. 1) Les travailleurs extérieurs à l'entreprise sont des personnes qui acceptent de travailler pour une entreprise particulière ou de fournir une certaine quantité de biens ou de services à une entreprise particulière, en vertu d'un accord préalable ou d'un contrat avec l'entreprise en question, mais dont le lieu de travail n'est situé dans aucun des établissements appartenant à cette entreprise.

2) Pour faciliter la collecte des données, tous les travailleurs extérieurs à l'entreprise devraient être potentiellement compris dans le champ des enquêtes sur le secteur informel, qu'ils constituent des unités de production indépendantes (travailleurs indépendants extérieurs à l'entreprise) ou qu'ils fassent partie de l'entreprise qui les occupe (travailleurs salariés extérieurs à l'entreprise). Sur la base des informations recueillies, les travailleurs indépendants extérieurs à l'entreprise et les travailleurs salariés extérieurs à l'entreprise devraient

être distingués en utilisant les critères recommandés dans le Système de comptabilité nationale des Nations Unies (Rev. 4). Les travailleurs extérieurs à l'entreprise devraient être compris dans le secteur informel ou dans la population occupée dans le secteur informel lorsque les unités de production qu'ils constituent en tant que travailleurs indépendants ou pour lesquelles ils travaillent en tant que salariés remplissent les conditions mentionnées aux paragraphes 8 ou 9.

3) Lorsque les travailleurs extérieurs à l'entreprise sont nombreux ou lorsqu'ils présentent un intérêt particulier pour les utilisateurs des données, les travailleurs indépendants extérieurs à l'entreprise devraient apparaître dans des sous-catégories distinctes des entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte et des entreprises d'employeurs informels, ou des propriétaires de ces entreprises.

4) Aux fins de la distinction entre emploi continu et emploi occasionnel, et en application de la définition des salariés déclarés conformément au paragraphe 9 6), les travailleurs salariés extérieurs à l'entreprise devraient être traités de la même façon que les autres salariés. Lorsqu'il y a lieu, les travailleurs salariés extérieurs à l'entreprise peuvent former une sous-catégorie distincte des salariés du secteur informel.

19. Les travailleurs domestiques sont des personnes exclusivement employées par des ménages pour fournir des services domestiques contre rémunération en espèces ou en nature. Les travailleurs domestiques devraient être inclus ou exclus du secteur informel en fonction des circonstances nationales et de l'utilisation projetée des statistiques. Dans chaque cas, les travailleurs domestiques devraient être identifiés séparément en tant que sous-catégories en vue d'accroître la comparabilité internationale des statistiques.

20. Les activités exclues du champ du secteur informel, telles que les services domestiques, la production non marchande et les activités agricoles, pourraient être identifiées en tant que catégories séparées en dehors même de la distinction entre secteurs informel et formel.

### *Programme et méthodes de collecte de données*

21. 1) La collecte de données sur le secteur informel devrait être intégrée dans le système national ordinaire. Le programme de collecte de données devrait prévoir à la fois : a) le suivi régulier, si possible au moins une fois par an, de l'évolution de l'emploi dans le secteur informel; et b) l'examen approfondi, si possible au minimum tous les cinq ans, des unités du secteur informel en ce qui concerne leur nombre et leurs caractéristiques, en particulier leur organisation et fonctionnement, leurs activités de production et volume de revenus créés, ainsi que leurs contraintes et possibilités.

2) Pour ce qui est de l'objectif général : a) le programme de collecte de données devrait se fonder de préférence sur une enquête auprès des ménages, les ménages étant les unités déclarantes et chacun des membres des ménages les unités d'observation; b) le programme de collecte de données devrait se fonder de préférence sur une enquête auprès des établissements ou sur une enquête mixte auprès des ménages et des entreprises, ou sur une combinaison des deux, les unités du secteur informel et leurs propriétaires étant les unités d'observation et les unités déclarantes.

3) D'autres méthodes de mesure peuvent également être prises en considération, telles que des méthodes d'estimation macro-économique indirecte ou l'analyse comparative de données dérivées de sources différentes.

### *Les enquêtes auprès des ménages en tant qu'outils pour suivre l'évolution de l'emploi dans le secteur informel*

22. 1) Les enquêtes existantes sur la population active et autres enquêtes auprès des ménages sont un moyen utile et économique de recueillir des données sur l'emploi dans le secteur informel du point de vue du nombre et des caractéristiques des personnes concernées ainsi que de leurs conditions d'emploi et de travail.

2) A cette fin, des questions se rapportant à la définition du secteur informel devraient être incorporées dans le questionnaire d'enquête et posées au sujet de toutes les personnes occupées pendant la période de référence de l'enquête, quelle que soit leur situation dans la profession.

3) Il convient de veiller tout particulièrement, lors de l'élaboration et du déroulement de l'enquête, à ce que l'ensemble de la population occupée dans le secteur informel, telle qu'elle est définie au paragraphe 11 1), soit couverte par l'enquête. Il y a lieu notamment de veiller à ce que les zones où vivent en général des personnes qui exercent des activités dans le secteur informel soient convenablement représentées dans le plan de sondage. Il importe également de rassembler des données sur les activités secondaires des membres des ménages de manière aussi détaillée que sur l'activité principale, sans omettre les critères retenus pour définir le secteur informel. Des investigations spéciales peuvent être nécessaires pour les activités du secteur informel qui risquent de ne pas être déclarées, comme le travail non rémunéré dans les entreprises familiales ou les activités menées pour leur propre compte par les femmes à domicile ou à partir du domicile. Pour obtenir des données détaillées sur les enfants qui travaillent dans le secteur informel, il peut aussi être nécessaire d'abaisser l'âge minimum d'inclusion dans l'enquête servant à mesurer les caractéristiques de la population active.

4) Les données recueillies devraient être analysées concurremment avec les autres informations pertinentes obtenues dans le cadre de la même enquête. En particulier, la population active peut être répartie en catégories s'excluant mutuellement, d'une part, l'emploi à l'intérieur et à l'extérieur du secteur informel et, d'autre part, le chômage. Suivant les conditions nationales et les besoins en données, on peut obtenir, parallèlement aux données sur les différentes formes d'emploi dans le secteur informel, des informations sur les diverses formes d'emploi atypique ou précaire en dehors de ce secteur. A cette fin, toutes les personnes occupées, que ce soit dans le secteur informel ou en dehors, devraient être classées selon leur situation dans la profession à un niveau de désagrégation approprié.

5) Pour suivre l'évolution dans le temps de l'emploi dans le secteur informel, il y a lieu d'incorporer, si possible au moins une fois par an, dans les enquêtes existantes sur la population active ou les enquêtes similaires auprès des ménages qui sont menées plusieurs fois par an, des questions sur l'emploi dans le secteur informel. Les enquêtes menées à intervalles moins fréquents (chaque année ou tous les cinq ans, par exemple) devraient comporter des questions sur l'emploi dans le secteur informel, si possible, lors de chaque cycle de l'enquête.

### *Enquêtes auprès des établissements sur les unités du secteur informel*

23. Il peut être possible de recueillir des données sur les unités du secteur informel au moyen de différents types d'enquêtes auprès des établissements suivant les objectifs de la mesure, les utilisations proposées des données, le calendrier et la structure du système statistique national, et les bases de sondage et ressources disponibles.

24. 1) Il est possible de mener, concurremment avec un recensement économique ou des établissements ou en utilisant le dernier recensement économique comme base de sondage aréolaire, des enquêtes spéciales sur les établissements du secteur informel dans le dessein de collecter des données spécifiques sur l'emploi, la production, la création de revenus et les autres caractéristiques des unités du secteur informel et de leurs propriétaires.

2) A cette fin, le recensement économique devrait en principe contenir les rubriques nécessaires pour identifier les unités du secteur informel, selon la définition qui figure au paragraphe 6. Toutefois, dans la mesure où, dans les recensements économiques, l'unité d'observation est généralement l'établissement, la reconstitution des entreprises du secteur informel sur la base des informations disponibles peut être malaisée en pratique.

3) A moins que des mesures particulières ne soient prises, la portée de ce type d'enquêtes auprès des établissements du secteur informel est limitée au champ du recensement économique sur lequel elles se fondent. En particulier, sont d'ordinaire exclues du champ d'observation les unités du secteur informel qui n'opèrent pas dans des locaux fixes affectés à l'accomplissement d'activités de production ou qui ne sont pas identifiables en tant que tels de l'extérieur lors de l'opération de dénombrement.

4) Bien qu'il soit en général préférable de couvrir tous les types d'activités du secteur informel au moyen d'une seule enquête, on peut envisager de mener des enquêtes distinctes pour chaque branche d'activité ou une série d'enquêtes de ce type si les objectifs de mesure sont limités à des types particuliers d'activités du secteur informel, ou si l'envergure d'une enquête unique est jugée trop vaste pour être menée en pratique.

5) Dans une enquête portant sur une branche spécifique, l'opération de dénombrement doit permettre d'identifier toutes les unités du secteur informel qui s'inscrivent dans le champ de l'enquête, et seulement

celles-là. Il convient d'établir des règles pour les unités du secteur informel qui se livrent également à d'autres activités, notamment si certaines de ces activités sortent du cadre de l'enquête.

6) Lorsque l'on se propose de couvrir tous les types d'activités du secteur informel au moyen d'une série d'enquêtes par branche d'activité plutôt que par le biais d'une enquête unique, le programme de collecte de données doit être conçu de manière à couvrir l'ensemble des unités du secteur informel en évitant les omissions et les chevauchements entre enquêtes. Le calendrier des enquêtes et la méthodologie à appliquer pour obtenir des valeurs globales devraient être soigneusement planifiés.

### *Enquêtes mixtes auprès des ménages et des entreprises*

25. 1) Le principe fondamental des enquêtes mixtes auprès des ménages et des entreprises est de construire une base de sondage des entreprises du secteur informel au moyen d'une enquête auprès des ménages, réalisée préalablement à l'enquête sur le secteur informel proprement dite. La composante enquête auprès des ménages, si elle est bien conçue, permet d'identifier les entreprises plutôt que les établissements du secteur informel et de couvrir presque toutes les unités du secteur informel, quels qu'en soient la taille, le type d'activité et le genre de lieu de ce travail.

2) Les enquêtes mixtes auprès des ménages et des entreprises sont fondées sur le sondage aréolaire et menées en deux temps : i) au cours d'une première phase, les entreprises du secteur informel et leurs propriétaires qui travaillent sont identifiés au moyen d'une opération de dénombrement des ménages ou d'entretiens (composante enquête auprès des ménages); ii) au cours d'une deuxième phase, la totalité ou un échantillon des propriétaires d'entreprises ainsi identifiés sont interrogés afin d'obtenir des renseignements sur les caractéristiques de leurs entreprises (composante enquête auprès des entreprises).

26. 1) L'intervalle entre les deux phases de l'enquête devrait être le plus court possible afin de réduire au minimum le taux de perte des unités.

2) Les entreprises du secteur informel devraient être identifiées d'après les personnes travaillant pour leur propre compte et les employeurs membres des ménages de l'échantillon. Il convient d'éviter de les identifier en se fondant sur les salariés des unités du secteur informel.

3) Afin d'éviter des omissions, la composante enquête auprès des ménages doit viser tous les employeurs et les personnes travaillant pour leur propre compte de l'échantillon qui sont potentiellement inclus dans le secteur informel. Les unités du secteur informel seront alors identifiées sur la base des informations fournies par la composante enquête auprès des établissements.

4) Alors qu'au cours de la première phase de l'enquête on sera souvent amené à recueillir les informations de répondants indirects, lors de la seconde phase, il est hautement souhaitable d'interroger les propriétaires des entreprises eux-mêmes. Ces entretiens devraient, s'il y a lieu, être menés de préférence au lieu de travail du membre du ménage plutôt qu'à son lieu de résidence.

27. 1) Comme les entreprises du secteur informel peuvent être possédées et exploitées en association par des membres de ménages différents et que ces associations peuvent avoir des caractéristiques sensiblement différentes de celles des autres unités, il convient de prendre des mesures appropriées, au stade de la sélection des unités du secteur informel ou, mieux, au stade de l'affectation des coefficients de pondération, pour que les statistiques qui en résultent soient représentatives de l'univers total de l'enquête. Les pondérations de l'échantillon devraient être déterminées avec grande attention.

2) Pour assurer une bonne couverture, il convient d'identifier lors de la première phase de l'enquête toutes les entreprises du secteur informel et leurs exploitants dans les aires ou dans les ménages de l'échantillon. En particulier, les entreprises exploitées en tant qu'activités secondaires des membres des ménages devraient être identifiées de la même manière que celles qui sont exploitées en tant qu'activités principales. Des investigations spéciales peuvent également être nécessaires pour recenser les femmes et les enfants qui se livrent pour leur propre compte à des activités dans le secteur informel.

28. S'il est souhaité d'obtenir des informations sur les variations saisonnières des activités du secteur informel et d'établir des estimations annuelles des principaux agrégats, la collecte des données devrait être répartie sur une période d'une année entière en divisant l'échantillon en sous-échantillons indépendants correspondant aux différents trimestres ou mois de l'année.

29. Dans une enquête mixte auprès des ménages et des entreprises, la nature et l'efficacité du plan de l'enquête varient selon que cette dernière est conçue comme : i) une enquête indépendante; ii) un supplément à une enquête existante auprès des ménages; ou iii) une composante d'une enquête intégrée conçue pour répondre à plusieurs objectifs.

30. 1) Dans une enquête indépendante, le plan de sondage peut être conçu de manière à répondre aux besoins spécifiques de la mesure du secteur informel et à assurer la représentation adéquate dans l'échantillon des différents types d'activités ou d'unités du secteur informel.

2) Un échantillon suffisamment stratifié au premier stade de sélection permet en général d'éviter d'avoir à établir au dernier stade des taux de sondage différentiels pour les différentes catégories d'unités du secteur informel et facilite la réalisation de l'enquête sur le terrain. En se fondant sur le dernier recensement de la population ou toute autre information disponible, il convient de construire, pour la composante enquête auprès des ménages, une base de sondage aréolaire comportant des unités aréolaires de la dimension souhaitée, stratifiées dans la mesure du possible en fonction de la concentration des ménages qui exploitent des unités du secteur informel. A condition que les données soient disponibles à partir du recensement de la population et qu'elles puissent être retrouvées à un niveau de précision géographique suffisant, la stratification des unités aréolaires peut être fondée sur la concentration des personnes travaillant pour leur propre compte et des employeurs par grand groupe de branches d'activité et, si possible, par type de localisation du lieu de travail et, pour les employeurs, par le nombre de leurs salariés. Quand ces données ne sont pas disponibles, des dispositions devraient être prises en vue de les obtenir lors du recensement suivant.

3) La composante enquête auprès des ménages d'une enquête mixte indépendante peut se limiter à une opération de dénombrement des ménages dans les unités aréolaires sélectionnées, des informations étant obtenues sur la composition du ménage et, pour chaque membre du ménage en âge de travailler, sur l'exploitation éventuelle par cette personne, en tant qu'activité principale ou secondaire, d'une entreprise du secteur informel pendant une période de référence déterminée. Il convient également d'obtenir des informations de base sur le type de lieu de travail, son emplacement, la branche d'activité économique et, si possible, le nombre de salariés.

31. 1) Si la composante enquête auprès des entreprises d'une enquête mixte est conçue comme un supplément à une enquête auprès des ménages existante (par exemple une enquête sur la main-d'œuvre ou une enquête sur les revenus et les dépenses des ménages), il convient de s'efforcer de compenser les limites résultant de l'élaboration et de la sélection de l'échantillon de l'enquête de base.

2) La taille effective de l'échantillon de la composante enquête auprès des entreprises peut être agrandie en sélectionnant l'échantillon des unités du secteur informel à partir de tous les ménages identifiés lors de l'opération de dénombrement de l'enquête de base plutôt qu'en se fondant seulement sur les ménages sélectionnés pour l'échantillon de l'enquête de base. Une autre méthode consisterait à ajouter, si l'on dispose de ressources, des aires supplémentaires convenablement sélectionnées à l'échantillon de l'enquête de base ou, si l'enquête de base est récurrente, à cumuler les sous-échantillons d'unités du secteur informel sur plusieurs séries d'enquêtes.

32. Lors de l'élaboration d'enquêtes intégrées pour la collecte de données sur le secteur informel et sur d'autres sujets (par exemple sur la main-d'œuvre ou les activités économiques des ménages), les exigences de la mesure du secteur informel peuvent être prises en compte, jusqu'à un certain point, dans l'élaboration globale de l'enquête, en appliquant des méthodes appropriées de répartition et de sélection de l'échantillon. La principale exigence de la composante secteur informel est la représentation adéquate dans l'échantillon des différents types d'activité et d'unités du secteur informel.

### *Types de données à collecter*

33. 1) Les types de données à recueillir sur le secteur informel dépendent dans une large mesure des conditions particulières qui prévalent dans chaque pays, des méthodes de collecte des données, des usages prévus des

statistiques et des possibilités pratiques de collecte des données. Pour déterminer les types de données à collecter, il y a lieu de consulter les principaux utilisateurs des statistiques et d'analyser les résultats des enquêtes précédentes ou de mener des enquêtes pilotes.

2) Afin de renforcer l'utilité des statistiques sur le secteur informel de sorte qu'elles puissent être analysées concurremment avec d'autres statistiques économiques et sociales connexes et que les comparaisons soient possibles au niveau international, les définitions et les classifications des catégories de données collectées devraient dans la mesure du possible être compatibles avec celles qui sont utilisées dans les autres enquêtes ou recensements nationaux et correspondre aux versions les plus récentes des recommandations et classifications internationales types.

34. Les statistiques obtenues devraient inclure, au minimum, le nombre de personnes occupées dans les unités du secteur informel par situation dans la profession et par activité économique et, si possible, le nombre d'entreprises du secteur informel par activité économique et type (par exemple entreprises de personnes travaillant pour leur propre compte, entreprises d'employeurs informels).

35. 1) De plus, des données plus ou moins détaillées peuvent être collectées, avec des fréquences appropriées, sur l'un ou plusieurs des sujets suivants :

- i) *Emploi et conditions de travail* : nombre de personnes occupées dans des unités du secteur informel pendant la période de référence — selon le sexe, l'âge, les caractéristiques de migration, la fréquentation scolaire, le niveau d'études, le type de formation professionnelle suivie, la profession, le temps passé au travail et, le cas échéant, les autres emplois exercés dans le secteur informel ou en dehors de ce secteur, compte tenu des catégories et sous-catégorie indiquées au paragraphe 11 2); nombre de salariés selon la nature de l'emploi (continu, occasionnel; déclaré ou non); rémunération des salariés et éléments de la rémunération (salaires et traitements en espèces ou en nature, cotisations des employeurs à la sécurité sociale), fréquence et modalités de rémunération, droit à des congés annuels ou à des congés de maladie rémunérés, etc.
- ii) *Production, création de revenus et capital fixe* : fréquence d'exploitation (continue, saisonnière, occasionnelle); durée du fonctionnement pendant la période de référence; quantité et valeur de la production pendant la période de référence; montant total des ventes; consommation intermédiaire; impôts payés sur la production et, le cas échéant, subventions reçues; revenu de patrimoine reçu et frais de patrimoine à payer en liaison avec les activités de l'entreprise; caractéristiques des emprunts contractés pour les activités de l'entreprise; capital fixe possédé par les unités; formation de capital fixe pendant la période de référence, etc.
- iii) *Conditions d'exploitation de l'entreprise* : organisation juridique des unités : type de comptabilité tenue; type de propriété (propriété individuelle, propriété familiale, association avec des membres d'autres ménages); le cas échéant, nombre d'associés appartenant à d'autres ménages; emplacement (zone urbaine ou zone rurale); type de lieu de travail : atelier, boutique, etc., marché fixe ou éventaïre en plein air, domicile du propriétaire de l'entreprise, pas d'emplacement fixe (domicile des clients, chantiers de construction, installation mobile, par exemple); type et nombre de clients ou proportion de la production vendue à différents types de clients; volume de travail effectué pour d'autres entreprises dans le cadre d'accords de sous-traitance, et modalités de ces accords; sources de capital pour l'acquisition de biens de capital fixe; origine des principaux biens utilisés pour une transformation plus poussée ou pour la revente (importation, secteur informel, autre); type d'enregistrement des unités; services de distribution disponibles sur le lieu de travail; participation à des programmes d'appui au secteur informel et, éventuellement, type d'assistance reçue; appartenance à des associations ou à des coopératives de producteurs du secteur informel; difficultés rencontrées pour créer des entreprises et contraintes pesant sur leur fonctionnement et leur développement; année de création et évolution des entreprises, etc.
- iv) *Propriétaires d'entreprises* : sexe; âge; situation matrimoniale; lieu ou pays d'origine; date depuis laquelle ils résident dans la zone où ils sont installés au moment de l'enquête; le cas échéant, lieu de résidence antérieur; niveau d'études; acquisition des qualifications nécessaires pour gérer l'affaire

(formation classique ou formation sur le tas); activités actuelles; temps passé à travailler dans l'entreprise pendant la période de référence; participation à d'autres activités économiques; le cas échéant, caractéristiques des autres activités économiques et source principale de revenu des propriétaires d'entreprise; raisons pour lesquelles ils travaillent dans le secteur informel; caractéristiques, le cas échéant, de l'emploi antérieur dans le secteur informel ou en dehors de ce secteur; projets d'avenir concernant le développement de l'entreprise ou l'exercice d'un autre emploi, etc.

- v) *Ménages des propriétaires d'entreprises* : autres membres des ménages suivant le sexe, l'âge, la situation matrimoniale, le lien avec la personne de référence et l'activité; caractéristiques de l'emploi des autres membres des ménages occupés dans le secteur informel ou en dehors; montant et sources de revenus des ménages, etc.

2) Aux fins de la comptabilité nationale, la collecte de données sur la production et les revenus créés par les unités du secteur informel devrait viser à fournir les éléments nécessaires à l'estimation de la production, de la valeur ajoutée et du revenu mixte (excédent d'exploitation), tels qu'ils sont définis dans le Système de comptabilité nationale des Nations Unies (Rev. 4).

3) Comme les activités de production des unités du secteur informel sont souvent étroitement mêlées aux activités de consommation des ménages des propriétaires des entreprises, il convient de s'efforcer, lors de la collecte de données sur la consommation intermédiaire, les frais de patrimoine et les immobilisations, de distinguer l'usage pour l'activité de l'entreprise de l'usage pour la consommation du ménage. S'il n'est pas possible d'établir clairement une telle distinction, les dépenses en cause devraient au moins être réparties approximativement au prorata de l'usage pour l'activité de l'entreprise.

4) Dans le cas d'unités du secteur informel qui se livrent à plusieurs types d'activités de production, les apports à la production sous forme de main-d'œuvre, de capital, de biens ou de services qui ne peuvent être clairement affectés à un type d'activité précis devraient être répartis de manière appropriée entre toutes les activités pour lesquelles ils sont utilisés.

5) La collecte de données sur les caractéristiques des ménages des propriétaires des entreprises permet d'analyser les activités du secteur informel dans le contexte des ménages comme un tout. Ces analyses peuvent comporter des études sur l'apport au ménage de revenus supplémentaires par d'autres membres du ménage et l'influence de la situation du ménage sur les activités des femmes dans le secteur informel.

### **Sous-classification**

36. 1) Pour fournir des informations sur la composition du secteur informel et identifier des groupes plus homogènes à des fins analytiques, en tant que cibles de mesures politiques économiques et sociales et de programmes d'appui au secteur informel et en tant que base pour la comparaison des statistiques dans le temps et entre les pays, les unités du secteur informel devraient être classées en sous-catégories, selon diverses caractéristiques sur la base des informations collectées.

2) Les entreprises d'employeurs informels, lorsqu'elles sont comprises dans les statistiques du secteur informel, devraient apparaître séparément des entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte.

3) Des sous-classifications utiles des entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte et des entreprises d'employeurs informels, tant à des fins d'analyse des statistiques du secteur informel au niveau national que de comparaison internationale, incluent des distinctions selon les caractéristiques suivantes :

- i) Branche d'activité économique;
- ii) Type de lieu de travail : domicile du propriétaire de l'entreprise, autres locaux fixes, pas d'emplacement fixe;
- iii) Localisation : zones urbaines, zones rurales;

- iv) Nombre de personnes occupées;
- v) Type de propriété : propriété individuelle, propriété familiale, association avec des membres d'autres ménages;
- vi) Relation avec d'autres entreprises : producteurs indépendants, producteurs travaillant pour d'autres entreprises dans le cadre d'accords de sous-traitance.

4) Il peut en outre être utile de classer en sous-catégories les entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte selon la composition de leur main-d'œuvre, en distinguant les unités composées d'une seule personne de celles qui sont composées de plusieurs personnes et, parmi ces dernières, celles qui ont recours à de la main-d'œuvre occasionnelle de celles qui ne le font pas.

5) Selon les besoins des utilisateurs des données et la taille des échantillons, il est possible d'associer deux ou davantage de ces caractéristiques dans des systèmes de classification plus complexes.

6) Aux fins des comparaisons internationales, la classification par type d'activité économique devrait être conforme à la Classification internationale type, par industrie de toutes les branches d'activité économique (CITI, Rev. 3) ou être compatible avec cette dernière. Pour la communication des statistiques au niveau international, les données devraient être fournies au niveau des catégories de classement de la CITI, à l'exception de la catégorie « Commerce de gros et de détail; réparations de véhicules automobiles, de motocycles et de biens personnels et domestiques », qui devrait être subdivisée de manière appropriée. Pour les autres finalités, il peut être nécessaire que les données classées selon le type d'activité économique soient aussi détaillées que le permet la taille des échantillons. Pour refléter la diversité des activités du secteur informel, il peut être nécessaire de subdiviser certains des groupes que la classification des activités communément retenue établit au niveau le plus détaillé. Pour assurer la comparabilité des statistiques relatives au secteur informel avec les autres statistiques, ces subdivisions devraient, le cas échéant, être définies de manière que les données puissent être agrégées à des niveaux plus élevés de la classification sans dépasser leurs limites. Les unités qui exercent plusieurs activités pendant la période de référence devraient être classées selon leur activité principale, qui peut être définie comme celle ayant la plus grande valeur ajoutée.

7) Les intervalles par taille utilisés dans la sous-classification selon le nombre de personnes occupées devraient être cohérents avec ceux recommandés pour le Programme mondial de statistiques de l'industrie de 1983, soit 1-4, 5-9, 10-19 personnes occupées, etc. Selon l'utilisation que l'on veut faire des statistiques, ces catégories peuvent être subdivisées.

## **Mesures futures**

37. 1) Etant donné les caractéristiques particulières des unités du secteur informel et de leurs propriétaires, il convient, lors de l'élaboration et du déroulement des enquêtes sur le secteur informel, de veiller tout particulièrement à accroître le taux de réponse et d'obtenir les informations requises de manière aussi exacte que possible.

2) Les pays collectant des données sur le secteur informel devraient faire part de leurs expériences au Bureau international du Travail.

38. 1) Le Bureau international du Travail devrait suivre les développements en matière de mise en œuvre et de réalisation d'enquêtes sur le secteur informel ainsi que d'enquêtes sur les activités économiques des ménages, diffuser et évaluer les informations sur les enseignements tirés de ces expériences pour les discuter à la prochaine Conférence internationale des statisticiens du travail, élaborer un manuel qui fournirait des directives techniques au sujet du contenu de cette résolution et refléterait les progrès de ces concepts et techniques et, si nécessaire, devrait convenir d'une révision de cette résolution lors d'une prochaine Conférence internationale des statisticiens du travail.

2) Le Bureau international du Travail devrait, autant que possible, coopérer avec les pays pour développer des statistiques sur l'emploi dans le secteur informel, en fournissant l'assistance technique et la formation.

# EXÉCUTION DES ENQUÊTES ÉCONOMIQUES — LA MÉTHODE FIRST

**Willem van den Aniel**

Consultant indépendant, Tilburg, Pays-Bas

## I. — INTRODUCTION

1. L'économie de bien des pays en développement, ainsi que de pays en transition par exemple la Chine ou les anciennes républiques soviétiques, a connu une évolution rapide dans le passé récent. Pendant plusieurs décennies, leur économie avait été caractérisée par la présence écrasante d'entreprises d'Etat dont les informations étaient régulièrement acheminées par des voies administratives. Or, les politiques de libéralisation économique mises en œuvre dans ces pays durant la dernière décennie ont changé du tout au tout la situation, et la croissance économique rapide qu'ils ont connue, dans beaucoup de cas, durant cette période a été pour la plus grande partie le résultat d'une énorme expansion du secteur privé.

2. Sur le plan statistique, cette évolution a des conséquences majeures, car les principaux instruments statistiques utilisés pour la collecte des données doivent être ajustés. Les statistiques tirées des états de résultats transmis par les voies administratives selon la pratique commune des entreprises du secteur public ne peuvent servir pour le secteur privé. Il faut, là, recourir à une approche purement statistique. Ce n'est pas chose facile et l'opération se révèle en outre plutôt coûteuse.

3. Un autre problème tient au fait qu'une partie importante des nouvelles entreprises, à savoir les (petites) unités qui constituent le segment « non structuré » ou « informel » du secteur privé, sont difficiles à contacter. La plus simple des solutions peu onéreuses pour la collecte des données, soit le recensement des sociétés immatriculées à partir d'une liste (souvent qualifiée de répertoire des entreprises), ne peut être appliquée à cette partie de l'univers des entreprises. Les qualificatifs « informel » et « non structuré » sont utilisés ici au sens général. Il en existe plusieurs définitions et aucun consensus n'a été réalisé sur le point de savoir quelles sont celles qui conviennent le mieux<sup>1</sup>.

4. Une méthode d'enquête qui permet de se renseigner efficacement sur les entreprises de toutes tailles appartenant à une branche d'activité a été décrite dans « Stratégies des enquêtes sur la structure et la croissance de l'industrie<sup>2</sup> », publication récente de la Division de statistique de l'ONU. Un programme d'enquêtes applicable à un pays typique, qui s'appuie sur les caractéristiques les plus importantes de cette méthode, est décrit plus loin dans la présente communication.

5. Avant de décrire la méthode, il faut toutefois considérer la couverture, lors d'une enquête, des petites unités, c'est-à-dire celles de dimensions inférieures au bas de la fourchette de tailles considérée. Le SCN définit l'unité économique comme une unité qui produit des biens ou des services pour la vente ou pour l'échange. Cette définition doit servir, si possible, pour déterminer le seuil en question. Sur ce point, il est proposé ici d'étendre l'enquête aux unités qui n'emploient pas de salariés. L'autre solution, souvent adoptée à l'occasion des enquêtes économiques, consiste à les limiter aux établissements qui emploient des salariés, à l'exclusion des autres unités, produisant pour leur propre compte et définies comme constituant le secteur « des ménages » auquel s'applique un système de collecte de données propre, généralement incompatible avec l'autre. Cette approche crée des complications sans nécessité.

6. On commencera ci-après par exposer dans ses grandes lignes la méthode FIRST, puis on analysera certaines considérations liées aux sondages. Ensuite, on insistera sur certains aspects importants des données de l'en-

quête. Puis, après la description du contenu du questionnaire, dans la partie finale de cette communication, on en présentera un spécimen simple.

## II. — LA MÉTHODE FIRST

7. Afin de remédier aux insuffisances des diverses techniques d'enquête, et compte tenu des conditions de terrain, il a été mis au point une approche totalement nouvelle des enquêtes sur les établissements. La « méthode rationnelle des enquêtes totalement intégrées » [Fully Integrated Rational Survey Technique (FIRST)], décrite ici, a été conçue pour travailler avec le minimum absolu d'informations nécessaire pour les besoins d'une enquête statistique. Au départ, il faut procéder à un recensement de quelque sorte (un recensement de la population fera généralement l'affaire) afin de constituer l'univers statistique complet qui permettra de concevoir et composer les échantillons. Il faut, de plus, se procurer une bonne documentation d'appoint sur les aires sondées ou les îlots recensés dans ce dénombrement de base. Abstraction faite toutefois de ces deux impératifs fondamentaux, ce sont les conditions sur le terrain qui détermineront le choix du plan qui convient le mieux pour telle ou telle enquête selon la méthode FIRST.

8. La méthode FIRST est globale en ce qui concerne tant le champ des activités économiques couvertes que les catégories d'établissements définis en fonction de leur taille. La méthode consiste à diviser l'univers statistique en deux parties, à savoir un sous-secteur composé de grands établissements clairement définis et représentés par un nombre relativement modeste d'entreprises, et un sous-secteur d'entreprises moyennes ou petites qui regroupe toutes les autres unités économiques et qui n'est pas défini de façon aussi nette.

9. Avec la méthode FIRST, les grands établissements ou entreprises sont couverts à partir d'un registre ou répertoire des entreprises, de préférence moyennant l'envoi de questionnaires complété par des visites de suivi en cas de besoin. La définition de l'expression « grands établissements » utilisée ici s'appuie sur des considérations pratiques et différera probablement d'un pays à l'autre. La facilité de la tenue du registre est le principal critère pour définir ce en quoi doit consister le sous-secteur des grands établissements. Le registre reprend les groupes ci-après, facilement identifiables :

- a) Les sociétés anonymes ouvertes au public (ou, en d'autres termes, les sociétés cotées en bourse);
- b) Les sociétés à responsabilité limitée (sociétés enregistrées auprès d'une administration telle que le Ministère de la Justice, une administration du droit des sociétés, etc.);
- c) Les entreprises sous la tutelle de l'Etat [établissements du secteur public qui peuvent également figurer sous a) ou b) ci-dessus].

Les deux premiers groupes s'excluent mutuellement, mais le troisième, celui des entreprises sous la tutelle de l'Etat, peut s'inscrire dans l'un ou l'autre des deux premiers groupes. C'est pourquoi il faut veiller avec soin à ne pas compter deux fois ces entreprises.

10. On peut remarquer ici qu'il est facile d'identifier ces groupes. La loi impose à chaque unité de tenir une comptabilité économique convenable et d'avoir une adresse fixe. Cela permet de les atteindre facilement au moyen de questionnaires envoyés par la poste et d'organiser des visites de suivi dûment ciblées.

11. Les trois groupes dont la liste est donnée plus haut constituent le répertoire des « grands établissements ». Les établissements qui n'entrent *pas* dans ces groupes constituent la partie de l'univers qualifiée de sous-secteur des « moyens et petits établissements ». La collecte d'informations les concernant s'effectuera par sondages sur les aires. On peut noter que le nombre des entreprises incluses dans le sous-secteur des grands établissements est relativement modeste (dans la plupart des pays, il ne dépasse pas quelques milliers), mais que leur importance économique est très grande. Dans beaucoup de pays, ces unités contribuent pour plus des trois quarts à la production industrielle et à la valeur ajoutée dans le secteur industriel<sup>3</sup>.

12. A noter que le sous-secteur des « petits établissements », même s'il en est question ici, n'y est pas défini. Il peut comprendre n'importe laquelle ou la totalité des unités économiques au-dessous d'un certain seuil, y compris celles appartenant au secteur « non structuré » ou « informel » ou bien seulement à ce dernier.

13. S'agissant de la plupart des activités économiques excepté l'agriculture<sup>4</sup>, la méthode FIRST des enquêtes intégrées sur les grands établissements et sur les petits et moyens établissements permettra d'obtenir des données économiques complètes et cohérentes entre elles. Les principales exceptions sont les établissements des industries extractives et de la construction.

14. Cette limitation n'est pas une insuffisance de la méthode FIRST en elle-même, elle tient à la nature de la base de sondage. Celle-ci doit correspondre comme il convient à la répartition des unités dans l'économie. Dans le cas de nombreuses activités économiques à petite échelle, cette répartition est étroitement liée aux concentrations de population, avec quelques exceptions évidentes : celle de l'agriculture, concentrée pour la plus grande partie dans les zones rurales par obligation, celle de l'industrie extractive qui doit exercer là où se trouvent les matières minérales, enfin celle de la construction. Les principaux nouveaux chantiers de construction trouvent place dans des zones « vierges », c'est-à-dire des zones à très faible densité de population au moment du début des travaux. Par contre, dans le cas de la plupart des autres activités, par exemple le commerce ou les transports, on peut en général présumer que leur répartition est étroitement liée à celle des unités incluses dans la base de l'enquête (population ou établissements en fonction de la source). On peut donc les couvrir lors de la même enquête.

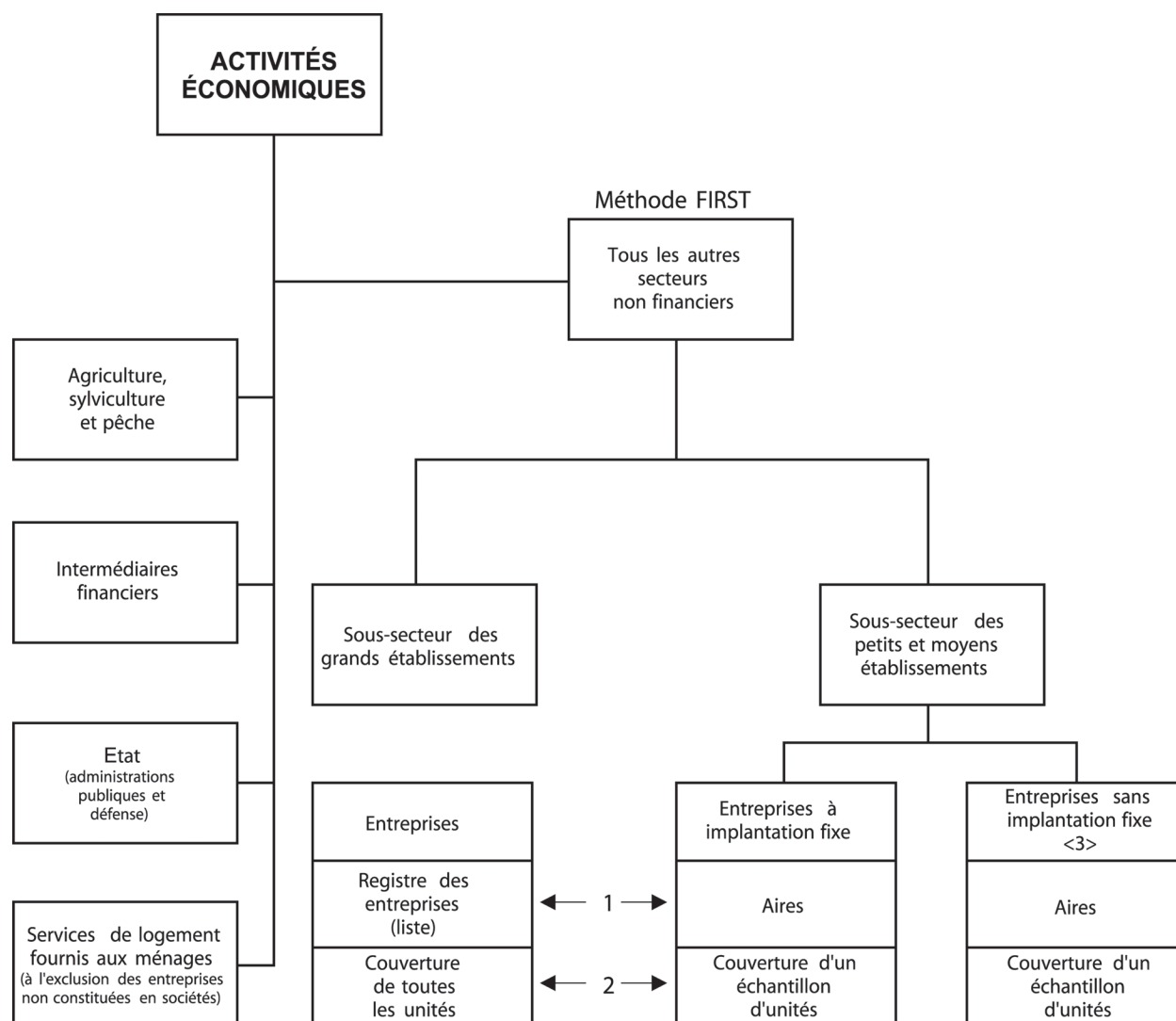
15. S'il est décidé que les entreprises sans implantation ou établissements fixes doivent également être incluses dans l'enquête, il faut, au moment de dresser la liste, poser aux ménages un certain nombre de questions supplémentaires pour déterminer si leurs membres exercent telle ou telle activité. Si, par exemple, des établissements itinérants de commerce ou de transport sont inclus dans l'enquête, le membre d'un ménage qui exploite pour son propre compte un taxi ou qui vend des marchandises dans la rue doit être inclus dans la liste et interrogé à son domicile.

16. La place de la méthode FIRST dans la collecte des données qui serviront pour les statistiques économiques au sens général est exposée de façon schématique dans la figure 1.

17. Tous les établissements des aires choisies qui entrent dans le cadre de l'enquête doivent être couverts. Cela présente l'avantage majeur (abstraction faite de la réduction du coût de l'enquête) de permettre le regroupement des entreprises par types d'activité économique sans qu'il y ait double comptage. Chaque établissement est classé dans un seul secteur et le questionnaire doit être conçu de façon à permettre de reclasser un établissement par la suite si les informations réunies prouvent qu'il a été affecté à un secteur qui n'est pas le sien. Lors de la plupart des enquêtes, cette affectation unique n'est pas facile dans le cas d'un certain nombre de sous-secteurs, par exemple celui des boulangeries, des tailleurs ou des cordonniers, qui peuvent être classés détaillants, réparateurs ou fabricants selon la contribution relative de ces métiers à leur revenu total. L'expérience de certains pays donne à penser que des établissements de cette nature peuvent avoir été considérés comme des fabriques dans l'un d'entre eux et comme des commerces de détail ou des ateliers de réparation dans un autre, ce qui a grossi le volume de cette activité économique dans le pays et mal représenté la structure des activités industrielles. C'est le potentiel de distorsion des résultats des enquêtes qui tient à ces erreurs dans l'affectation de tel ou tel établissement à telle ou telle activité économique qui est la principale raison d'étendre les enquêtes pour y faire entrer le plus possible tous les secteurs de l'économie.

18. Enfin, il faut procéder à un contrôle dans le cas des établissements repris dans l'échantillon aréolaire pour savoir s'ils n'ont pas éventuellement des liens avec des entreprises plus grandes qui ont été interrogées à partir de leur répertoire. Les établissements dont les activités se retrouvent consolidées dans la comptabilité d'une société mère doivent être retirés de l'échantillon aréolaire. Il s'agit par exemple des entrepôts ou dépôts exploités par des entreprises manufacturières dans diverses parties du pays, ou bien de points de vente au détail qui font partie d'une chaîne. Par contre, les établissements contrôlés par des entreprises plus grandes mais qui tiennent une comptabilité indépendante et dont les liens avec la société mère se situent uniquement au niveau de la direction ou bien de la répartition des dividendes ou des bénéfices restent inclus dans l'univers sondé.

**Figure 1. La place de la méthode FIRST dans la collecte des données**



1. Les unités inscrites au registre des entreprises sont toutes exclues des aires.
2. Toutes les unités reprises dans l'échantillon qui font partie d'une unité du sous-secteur des grands établissements et qui y sont incluses sont exclues de l'échantillon.
3. La méthode FIRST est applicable dans l'hypothèse que la distribution des unités sans implantation fixe est semblable à celle des entreprises à implantation fixe.

19. La même base de sondage peut naturellement servir pour des enquêtes plus fréquentes et de moindre portée, ou bien encore pour des études de points particuliers. Le fait d'utiliser la même base et des techniques classiques de sondage permet de comparer directement les résultats des diverses enquêtes, ce qui est impossible si l'on emploie pour chaque enquête une démarche, une méthode et une base de sondage différentes.

20. Comme on l'a vu, il est possible, lors des enquêtes sur les ménages, de relever quelles sont les sources de revenu de chacun des membres d'un ménage et de les classer à la fois par type et par montant. Il existe toutefois une différence fondamentale entre la démarche suivie dans les enquêtes sur les ménages et la méthode FIRST : dans le premier cas, l'échantillon est composé en fonction de l'effectif de la population, tandis que dans le deuxième il est pondéré en fonction de la concentration des activités économiques. Selon la base de sondage, l'activité économique peut se définir en fonction des informations concernant les établissements si l'on s'appuie sur un recensement des établissements ou assimilé, ou en fonction des caractéristiques de la population active si la base est constituée par les résultats d'un recensement de population. Il est probablement juste de présumer que, dans la plupart des pays, la distribution des établissements mobiles est plus assortie à l'activité économique qu'à l'effectif de la population. Dans cette hypothèse, on peut également utiliser l'échantillon FIRST pour se renseigner sur les établissements mobiles.

### III. — CONSIDÉRATIONS CONCERNANT LES SONDAGES

21. Dans le cas d'une unité administrative de dimension appropriée, qui peut être l'ensemble du pays ou bien une province s'il s'agit d'un petit pays, mais qui peut être une unité administrative d'un échelon inférieur dans le cas des grands pays, un sondage à deux degrés, qui consiste à choisir les aires sondées comme unités sondées primaires (USP) et les établissements inclus dans ces USP comme unités sondées secondaires (USS), donne normalement de bons résultats. Si l'on dispose d'informations suffisantes (ce qui est le cas en général lorsque les résultats d'un recensement de l'économie constituent la base du sondage), la stratification des aires en fonction de l'intensité de l'activité économique peut apporter des avantages supplémentaires. Dans ces conditions, toutes les aires sondées où les activités sont très concentrées constitueront une strate autoreprésentative (où toutes les aires sondées seront étudiées), les autres aires constituant la deuxième strate. Le coefficient de généralisation au premier degré est alors 1 par définition.

22. Lorsque les USP ne sont pas choisies dans l'ensemble du pays mais à un échelon inférieur (par exemple à celui de la province), les résultats obtenus dans le cas de chaque unité doivent être agrégés ou pondérés pour obtenir les totaux et moyennes nationaux.

23. Les USP autoreprésentatives sont celles où est dépassé un minimum d'établissements ou d'effectifs occupés dans les secteurs de l'économie qui font l'objet de l'enquête. Ce minimum peut être déterminé à part, de façon empirique, par aire géographique et pour les zones urbaines d'une part, rurales de l'autre.

24. Le nombre des établissements inclus dans les USP représentatives est alors déduit du nombre total des établissements inclus dans les zones urbaines et rurales de toutes les aires géographiques. Le solde représente l'univers sondé de la deuxième partie du sondage, où les aires sondées sont choisies au hasard, proportionnellement à leur taille, en utilisant comme étalon de taille le nombre des établissements inclus dans chaque aire, l'effectif qu'ils occupent dans chaque aire ou, lorsqu'on se base sur les résultats d'un recensement de population, le nombre des travailleurs qui résident dans l'aire.

25. Les établissements dont l'activité s'inscrit dans le cadre de l'enquête FIRST constituent alors les unités sondées secondaires (USS). Dans le cas de la plupart des secteurs de l'économie, tous les établissements inclus dans les aires choisies seront pris en considération, mais cela n'est pas rigoureusement nécessaire. S'agissant d'activités relativement homogènes (par exemple celles des petits magasins), il peut suffire de se renseigner sur un petit nombre d'établissements, notamment lorsqu'on peut penser qu'il en existe beaucoup.

26. À partir des informations par branche d'activité qui figurent dans la base de données, on peut calculer une estimation qui corresponde au nombre escompté d'établissements (USS) couverts par l'enquête. En fonction de ce nombre et de la variabilité des types d'activité à l'intérieur de chaque secteur, il est possible de calculer les

fractions sondées pour chaque secteur. Les informations concernant le nombre escompté d'établissements à enquêter peuvent alors être utilisées pour partager le volume de travail entre les enquêteurs disponibles.

27. On peut également utiliser les informations sur la distribution des activités ci-dessus qui proviennent d'une enquête FIRST initiale pour déterminer s'il est possible, aux fins du sondage, de subdiviser les secteurs en sous-secteurs auxquels on pourra appliquer des fractions sondées différentes à l'intérieur des aires de dénombrement choisies. Malheureusement, le manque d'informations à ce sujet empêche souvent d'adopter cette solution (et par conséquent de réduire la taille de l'échantillon) à l'occasion d'une première enquête FIRST.

28. Le sondage lui-même peut être à toutes fins utiles organisé par activités, en demandant à chaque enquêteur de visiter les unités appartenant au même secteur, ce qui lui permet de mieux travailler avec les unités de ce secteur et d'améliorer d'autant la qualité et la cohérence des données.

29. Pour obtenir des résultats valables au moyen d'une enquête, il faut partir d'une définition claire et sans ambiguïté de l'univers statistique, qui élimine toutes les lacunes et tous les chevauchements entre les diverses parties de cet univers. Les enquêtes intégrées, du type de celles effectuées au moyen de la méthode rationnelle des enquêtes totalement intégrées (FIRST) sont jugées utiles à cet égard. La méthode FIRST a l'avantage supplémentaire de permettre de réunir des renseignements complets en peu de temps et avec des moyens relativement modestes. Bien mise en œuvre, elle supprime la nécessité de recourir à des compromis entre le contenu de l'enquête et la publication en temps voulu des résultats, compromis qui joue souvent un large rôle dans l'établissement du plan des enquêtes.

30. S'agissant du cycle des enquêtes, la méthode FIRST met l'accent sur celles qui sont effectuées à intervalles d'un an. Ces enquêtes annuelles s'appuient en général sur un recensement quelconque, parfois expressément conçu pour les enquêtes économiques, par exemple un recensement de l'économie, ou bien sur des recensements de caractère plus général, par exemple un recensement de population. Ces recensements peuvent être répétés à intervalles réguliers (par exemple tous les 10 ans), ou bien n'être réalisés qu'une seule fois. Dans ce dernier cas, on adopte en général des techniques qui permettent de réactualiser le plan de sondage à partir des informations réunies lors d'enquêtes annuelles, de sorte que l'information issue du recensement conserve le plus possible de valeur actuelle. De plus, on réunit normalement aussi des informations statistiques sur les activités économiques de périodes de plus courte durée, par exemple des données mensuelles ou trimestrielles sur la production. La plupart de ces enquêtes restent limitées aux sociétés (c'est-à-dire aux grands établissements), car elles nécessitent le recours à des méthodes de dénombrement rapides et peu coûteuses, par exemple l'envoi de questionnaires par la poste ou les entretiens téléphoniques. La valeur de ces enquêtes fréquentes pour les analyses peut augmenter substantiellement si elles s'appuient, elles aussi, sur la méthode FIRST. Le principal avantage d'une intégration de ce type serait l'élimination des erreurs de sondage dans la comparaison des résultats des diverses enquêtes.

31. Dans les pays où a été réalisé un recensement de l'économie ou des établissements, ses résultats peuvent servir comme base de sondage même si une enquête spéciale de cette nature n'est pas vraiment indispensable en raison de la proximité étroite entre le nombre des actifs dans divers secteurs et celui des entreprises petites et moyennes, notamment lorsqu'on procède à une certaine stratification (zones urbaines/rurales ou bien aires industrielles ou commerciales/autres aires). On peut également utiliser ainsi comme base un recensement de la population à partir duquel la composition de l'échantillon peut s'effectuer sur la base du nombre des actifs (hors de l'agriculture) ou des ménages. Ce nombre remplace celui des personnes occupées ou celui des entreprises dans une aire comme mesure de sa taille, qui est normalement utilisé lorsque la base du sondage est un recensement de l'économie. La stratification devrait normalement s'effectuer entre zones urbaines et zones rurales et, si possible, en fonction de la densité des activités industrielles et commerciales.

32. Si l'on veut déterminer les strates en vue de l'enquête FIRST à partir d'un recensement de l'économie, on peut également le faire en fonction de la connaissance de la situation locale. Les aires où figurent des zones industrielles ou d'autres concentrations industrielles, ainsi que les aires commerciales, sont faciles à identifier et connues de la population locale.

33. La méthode FIRST s'applique en principe aux établissements, mais elle utilise, dans le cas des moyennes et petites unités, des techniques de sondage sur les aires semblables à celles des enquêtes sur les ménages. Dans

l'étape initiale (celle de l'établissement des listes), on visite chaque établissement des aires choisies pour déterminer s'il exerce une activité économique. Dans l'affirmative, l'établissement est classé selon la nature de son activité, et le recensement de son activité s'effectuera lors de la deuxième étape.

34. S'il est décidé d'inclure dans l'enquête les entreprises sans implantation fixe (itinérantes), il faudra poser, lors de l'établissement des listes quelques questions supplémentaires aux ménages afin de déterminer si l'un ou l'autre de leurs membres exerce une activité itinérante. Si, par exemple, l'enquête porte sur des établissements itinérants de commerce ou de transport, il faudra inclure dans la liste les membres d'un ménage qui exploitent un taxi pour leur propre compte ou qui vendent divers produits sur le marché, et les interviewer à leur domicile.

35. L'un des principaux postes du budget des enquêtes par sondage est généralement celui des transports à destination et en provenance des aires sondées. Que l'enquête porte sur un ou plusieurs secteurs, l'établissement des listes pour un sondage nécessite le même volume de travail. Ainsi, l'élargissement de l'enquête à plusieurs secteurs n'entraîne en général de frais supplémentaires qu'au titre du temps nécessaire à la couverture du nombre plus élevé d'établissements choisis. C'est là un poste relativement mineur du budget et, si les enquêtes étaient prévues pour diverses activités à un moment donné, l'application de la méthode FIRST à ces enquêtes rapporterait des économies substantielles de temps, de travail et de ressources financières.

36. Comme on l'a vu, la méthode FIRST n'a pas de portée universelle mais, dans les secteurs auxquels elle est appliquée, elle couvre tous les établissements indépendamment de leur taille et de leur localisation. Une partie importante des activités économiques qui ne peuvent être couvertes par la méthode FIRST en s'appuyant sur des hypothèses relativement sûres, mais contestables, est celles qui sont itinérantes. Les unités qui les exercent sont difficiles à situer et le volume comme la régularité de leur activité peuvent varier beaucoup avec le temps. Ainsi, d'énormes volumes de biens peuvent être commercialisés sur les marchés de fin de semaine, souvent par des fonctionnaires qui entendent ainsi accroître leur revenu.

37. Les enquêtes sur les ménages peuvent permettre de déterminer le montant et la nature des diverses sources de revenu des membres des ménages recensés. Toutefois, les enquêtes sur les ménages et l'enquête selon la méthode FIRST se différencient sur un point essentiel : la base de sondage des premières est l'effectif de la population, tandis que celle de la méthode FIRST est par contre pondérée en fonction de la concentration des activités économiques. Selon la base de sondage choisie, l'activité économique peut se définir grâce aux informations sur les établissements si l'on prend comme base un recensement des établissements ou assimilé, ou bien en fonction des caractéristiques de la population active lorsque la base est un recensement de population. Il est probablement raisonnable de présumer que, dans la plupart des pays, la répartition des établissements itinérants s'effectue mieux en fonction de l'activité économique que de la population. A partir de là, on peut inclure aussi dans l'échantillon FIRST les établissements itinérants comme on le fait dans les enquêtes sur les ménages.

#### **IV. — DONNÉES RÉSULTANT DE L'ENQUÊTE**

38. Le présent article a pour but de proposer une méthode possible de mesure de la composition industrielle d'un pays typique et, en particulier, de son secteur non structuré. Le point principal à prendre en considération est que l'enquête doit apporter des informations exactes et d'actualité.

39. Les informations à rechercher au moyen de l'enquête ne sont pas spécifiées ici. En principe, toutes celles qui sont nécessaires pour l'étude de branches d'activité<sup>5</sup> particulières, ainsi que pour la comptabilité nationale<sup>6</sup> devront être réunies dans toute la mesure du possible. Parfois, les informations que l'on peut réunir dépendent de la méthode utilisée, mais les limitations sur ce point découlent souvent de considérations plus matérielles de disponibilité des données. Ainsi, dans beaucoup de pays, les établissements manufacturiers de petite taille ou appartenant à des ménages ne tiennent pas de véritable comptabilité commerciale et il est donc très difficile d'obtenir à leur sujet, avec les questions du type de celles posées concernant les grands établissements, des informations détaillées sur la composition des coûts, les volumes produits et les postes des comptes de patrimoine.

40. La collecte des données nécessaires pour l'établissement d'une comptabilité nationale a été explicitement mentionnée dans le paragraphe précédent afin de rappeler que l'on a besoin, pour cette comptabilité de données

spéciales qui ne sont généralement pas incluses dans le programme de statistiques industrielles. Il est toutefois, reconnu aussi que l'on a besoin, pour la planification industrielle, de données particulières qui imposent soit de demander des informations plus détaillées, soit de présenter les données de façon sensiblement différente qu'en comptabilité nationale. Les paramètres importants utilisés dans l'étude des relations intersectorielles sont les coefficients techniques et la valeur ajoutée recensée concomitantes<sup>7</sup>, c'est-à-dire la valeur ajoutée nette des seuls secteurs producteurs de biens. Ces paramètres donnent une idée nette des détails techniques du processus de production suivi dans l'industrie, à la différence de la valeur ajoutée et de la composition des entrées qui ressortent de la comptabilité nationale et qui peuvent donner un tableau déformé de l'industrie. Par contre, le concept utilisé en comptabilité nationale comporte certaines distinctions qui peuvent revêtir beaucoup d'importance pour des analyses de plus vaste portée et les analyses financières. Ainsi, la valeur ajoutée calculée en comptabilité nationale sera plus faible pour le même établissement si celui-ci dépense davantage pour le leasing de matériels, la publicité ou la promotion des ventes, tandis que ces dépenses n'influent pas sur la valeur ajoutée recensée.

## V. — LES QUESTIONNAIRES

41. Il faut, en composant les questionnaires, tenir compte de plusieurs aspects importants de l'enquête. En premier lieu, les questionnaires doivent être tous aussi courts que possible et demander seulement les renseignements vraiment indispensables *et que l'on peut se procurer*. Ces renseignements doivent être demandés d'une façon qui permette de les coder et de les entrer sur ordinateur aux fins d'analyses. Toutes les informations reçues doivent être entrées. Celles qui sont demandées dans l'un des questionnaires doivent être compatibles avec celles qui le sont dans l'autre, c'est-à-dire que les caractéristiques doivent se voir donner la même définition. De plus, s'agissant des points qui figurent dans l'enquête FIRST sur les grands établissements, mais non dans le questionnaire adressé aux petits établissements, il faudra demander des estimations sommaires de façon à pouvoir calculer pour les deux sous-ensembles des totaux comparables des recettes et des dépenses.

42. Le questionnaire conçu pour une enquête plus poussée peut assimiler la diversité des activités grâce à des modules particuliers pour chaque secteur concernant les revenus et les dépenses typiques, tandis que d'autres informations communes seront demandées dans le questionnaire principal envoyé à tous les établissements. Le questionnaire permet également de tirer le meilleur parti des informations fournies. Les questions financières sont divisées en deux parties, concernant l'une des renseignements annuels (sur le plus récent exercice comptable) et s'adressant aux établissements qui tiennent une comptabilité tandis que, pour d'autres établissements, les informations demandées concernent les points qui pourront être le plus exactement précisés, par exemple les impôts annuels, les factures mensuelles d'électricité et d'autres données, éventuellement même d'ordre hebdomadaire, afin de pallier toute perte de mémoire. Il faut aussi, pour une meilleure coordination de toutes les données économiques, normaliser les concepts et les définitions. Dans le cas des données destinées à la comptabilité nationale, il faut également utiliser les définitions du SCN et les compléter par les définitions nécessaires pour d'autres utilisations des données, ainsi que par d'autres données, y compris celles qui sont recommandées sur le plan international pour les statistiques industrielles.

43. De plus, le vocabulaire utilisé pour demander les informations doit être familier pour les répondants. L'expression « valeur ajoutée », par exemple, n'est pas connue des commerçants et cette donnée doit donc être tirée par les enquêteurs des informations demandées au sujet des recettes et des dépenses. Il faut, pour le questionnaire FIRST adressé aux grands établissements, choisir dans toute la mesure où cela peut se faire des expressions familières et utilisées dans les comptabilités des sociétés. Les définitions doivent être bien expliquées de façon que les interviewés puissent savoir exactement quoi déclarer au sujet de telle ou telle caractéristique.

44. Comme les informations à réunir diffèrent selon les secteurs de l'économie, on peut regrouper les questions en deux modules, l'un commun à tous les secteurs et où figureront les données à réunir au sujet de tous les secteurs, l'autre où figureront les rubriques sectorielles concernant les postes des recettes et des dépenses. Il faudra établir alors une version distincte du second module pour chaque secteur.

## VI. — SPÉCIMEN DE QUESTIONNAIRE

45. Le contenu du questionnaire doit être subdivisé de façon à permettre d'ajuster le détail de chacune de ses parties en fonction des besoins de telle ou telle enquête. Si on a besoin d'informations plus détaillées que celles que peut apporter une enquête à grande échelle dans tous les cas (pour des raisons de coût ou autres), il est possible aussi de limiter à un sous-échantillon l'utilisation de certaines parties du questionnaire contenant des questions détaillées.

Les 10 rubriques ci-dessous constituent le contenu d'un questionnaire relativement complet. Les quatre premières doivent être considérées comme l'essentiel dans le cas d'une enquête sur le secteur non structuré :

1. Identification
2. Effectif occupé et frais salariaux
3. Production, recettes et marchés
4. Consommation de matières, dépenses et sources
5. Investissement dans l'équipement
6. Financement
7. Consommation d'énergie
8. Effet écologique de l'exploitation
9. Compte de patrimoine (grands établissements seulement)
10. Informations qualitatives

Le contenu suggéré de chacune de ces rubriques est détaillé ci-après.

### Rubrique 1. Identification

- 1.1 Raison sociale/propriétaire  
(aux fins d'identification au cas où des rappels seraient nécessaires; ces indications n'ont pas à être nécessairement entrées sur ordinateur sauf pour les enquêtes où les mêmes établissements sont interrogés chaque année et où il faut raccorder entre elles les informations réunies pour les différentes années)
- 1.2 Activité — désignation et code (par exemple CITI)
- 1.3 Année de fondation
- 1.4 Localisation de l'entreprise
  - Itinérante
  - A domicile
  - Locaux professionnels distincts en zone résidentielle
  - Locaux professionnels en zone commerciale ou industrielle
- 1.5 Indications complémentaires  
(afin de s'assurer que l'établissement fait à juste titre l'objet de l'enquête et ne fait pas partie d'une entreprise à laquelle l'enquête ne s'applique pas)  
En fonction des critères, questions concernant :
  - Les petites et mini-entreprises; vérifier au besoin la taille minimale
  - Le mode de propriété ou statut juridique
  - Le(s) permis obtenu(s)

## **Rubrique 2. Effectif occupé et frais salariaux**

- 2.1 Nombre de travailleurs/de salariés à un moment donné  
(ventilé par sexe, groupes d'âge, qualifications ou nature du travail)
- 2.2 Salaires payés aux salariés  
(ventilés entre paiements en espèces, rémunérations en nature, cotisations de sécurité sociale, etc.)

## **Rubrique 3. Production, recettes et marchés**

- 3.1 Valeur des productions par types de produits et de services
- 3.2 Volume et valeur des principales productions  
(le volume peut également être déterminé souvent pour les services; cela revêt de l'importance pour l'amélioration des comptes nationaux)
- 3.3 Destinations des productions
  - Vente directe aux ménages
  - Vente aux grossistes ou intermédiaires
  - Vente directe aux administrations publiques
  - Exportation directe
  - Vente de produits intermédiaires à d'autres petites entreprises
  - Vente de produits intermédiaires à de grandes entreprises

## **Rubrique 4. Consommation de matières, dépenses et sources**

- 4.1 Valeur de la consommation intermédiaire par types de produits et de services  
(y compris les services publics qui pourront être précisés sous la rubrique 7)
- 4.2 Volume et valeur de la consommation des principaux apports dans la production
- 4.3 Origines des principaux apports
  - Autoproduction agricole
  - Achat direct aux agriculteurs
  - Achat par l'entremise de grossistes ou d'intermédiaires
  - Achat ou répartition par l'entremise d'administrations publiques
  - Importation directe
  - Achat de produits intermédiaires à d'autres petites entreprises
  - Achat de produits intermédiaires à de grandes entreprises

## **Rubrique 5. Investissement dans l'équipement**

- 5.1 Equipements fixes utilisés pour la production ? Oui/Non
- 5.2 Stocks d'équipements utilisés par type; fin d'année  
Dont en propriété
- 5.3 Achats et cessions d'équipements durant l'année écoulée

## **Rubrique 6. Financement**

- 6.1 Sources de financement de l'entreprise
  - Fonds propres (propriétaire et associés)
  - Membres de la famille ou amis
  - Sources non institutionnelles (par exemple prêteurs sur gages)
  - Crédits bancaires (réguliers/spéciaux)
  - Autres sources
  - Aucun investissement notable
- 6.2 Coût du financement (ventilé comme sous 6.1)
- 6.3 Difficultés d'obtention du crédit  
(à préciser)

## **Rubrique 7. Consommation d'énergie**

- 7.1 La consommation d'énergie est-elle importante ? Oui/Non
- 7.2 Sources d'énergie, par type, valeur et volume
  - Achats, utilisation, production et ventes
- 7.3 Difficultés pour l'obtention de suffisamment d'énergie adaptée aux besoins

## **Rubrique 8. Effets écologiques de l'exploitation**

- 8.1 L'entreprise produit-elle des déchets en quantités notables
    - Déchets solides Oui/Non
    - Déchets liquides ou effluents Oui/Non
    - Fumées, gaz, etc. Oui/Non
  - 8.2 Méthodes de traitement et d'évacuation des déchets
    - Déchets solides
    - Déchets liquides ou effluents
    - Fumées, gaz, etc.
- (autres problèmes écologiques éventuels)

## **Rubrique 9. Compte de patrimoine (grands établissements seulement)**

Sans objet pour les petits établissements

## **Rubrique 10. Informations qualitatives**

- 10.1 Croissance de l'entreprise (depuis sa fondation ou sur les quelques dernières années)
  - En termes d'emploi
  - En termes de volume de la production
- 10.2 Espérances pour les quelques années à venir  
(plus raisons de l'évolution)
- 10.3 Principaux problèmes du contexte professionnel  
(préciser)

## Notes

<sup>1</sup> Une expression que la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) utilisent aujourd'hui couramment est celle de « petites et mini-entreprises ». Il s'agit, par définition, d'établissements qui occupent moins de 50 personnes. Les mini-entreprises occupent moins de 10 personnes et les petites entre 10 et 50. On considère ici le sous-ensemble le plus petit de cette catégorie, à savoir les établissements qui occupent moins de 10 personnes.

<sup>2</sup> Etudes méthodologiques, série F, n° 65, New York, 1994. Numéro de vente : F.94.XVII.11. Cette publication existe en anglais, mais aussi en arabe, chinois, espagnol, français et russe.

<sup>3</sup> Dans le cas des commerces de distribution et des services, la situation se présente sous un jour tant soit peu différent. Dans les pays développés, l'importance relative des grands établissements tend à y être aussi élevée que dans l'industrie; dans les pays en développement, par contre, c'est le sous-secteur des petits établissements qui occupe dans ces deux domaines la plus grande place.

<sup>4</sup> Une enquête selon la méthode FIRST peut également porter sur l'agriculture, mais la situation n'est alors pas toujours aussi nette car la production agricole se distingue du tout au tout de celle des autres secteurs en raison de son caractère saisonnier. De plus, l'agriculture se trouve en grande partie concentrée dans les zones rurales, et les bases de sondage qui s'appuient sur les densités de population ne conviennent pas dans son cas. Dans les pays développés, où les sociétés occupent une relativement large place dans le secteur agricole, les problèmes ne sont pas aussi sérieux que dans les pays en développement où une bonne partie de la production agricole reste proche de l'agriculture de subsistance et où il n'existe pratiquement pas de comptabilités de la production, du revenu ou des dépenses.

<sup>5</sup> La nature des informations jugées utiles pour un programme de statistiques industrielles comparables sur le plan international est exposée dans *Recommandations internationales concernant les statistiques industrielles*, Etudes statistiques, série M, n° 48, rev. 1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.XVII.8), Nations Unies, New York, 1983, pages 15 à 27.

<sup>6</sup> Les rubriques des statistiques industrielles qui sont jugées utiles pour la comparaison internationale des comptes nationaux sont exposées dans *Système de comptabilité nationale 1993* [Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies, Banque mondiale (1993) : Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C.], chapitres VI et XV, pages 129 à 168 et 377 et 415, respectivement.

<sup>7</sup> La définition de la production et de la valeur ajoutée recensées figure dans *Recommandations internationales concernant les statistiques industrielles*, op. cit., par. 200 à 212.

# LES STATISTIQUES DU SECTEUR NON STRUCTURÉ : LEÇONS TIRÉES D'ENQUÊTES SPÉCIALISÉES

**Margarita F. Guerrero**

Directrice, Département des statistiques de l'industrie et du commerce,  
Institut national de la statistique, Manille, Philippines

## I. — INTRODUCTION

1. Le Système statistique philippin (SSP) ne procède pas encore à la collecte ni à l'exploitation régulières de statistiques officielles concernant le secteur non structuré, même si la nécessité et l'importance des informations concernant ce secteur sont de plus en plus admises pour les besoins des décisions politiques dans les programmes économiques du pays. Il reste encore à élaborer et appliquer à cet effet une méthode définitive qui puisse être adoptée par le SSP. Faute donc de données concrètes, la comptabilité nationale des Philippines aboutit à des estimations indirectes et non directes de la contribution du secteur non structuré à l'économie nationale.

2. Une situation similaire règne sur le plan international et cela pour beaucoup de raisons. Les travaux déjà effectués démontrent que le secteur non structuré ne se prête, en général, pas facilement à une mesure statistique. La question de savoir ce et ceux qui constituent ce secteur est en général plus contestée que tranchée entre les divers utilisateurs et producteurs des données. Même si l'on accepte une définition théorique du secteur non structuré, celui-ci reste difficile à définir avec suffisamment de précision pour qu'on puisse appliquer cette définition pour la collecte de données statistiques de grande envergure. En essence, les planificateurs de la collecte de données doivent affronter des problèmes opérationnels, par exemple, l'identification des unités statistiques, les critères d'exécution et l'étendue et la composition du secteur. Le nombre des unités à recenser et leurs caractéristiques telles que leur petite taille, leur grande mobilité et leur renouvellement fréquent, leur agglomération dans des zones bien déterminées, enfin l'absence de moyens évidents de les identifier et de les localiser, posent aux responsables des enquêtes beaucoup de problèmes. Les modifications des méthodes d'enquête traditionnelles, voire la mise au point de nouvelles méthodes, sont ainsi devenues indispensables dans la théorie des enquêtes par sondage. Lors d'une session de travail consacrée en mai 1997 aux statistiques du secteur non structuré et patronnée par la Division de statistique de l'ONU, la CESAP et l'OIT à Bangkok, Thaïlande, 21 rapports nationaux ont décrit les raisons qui incitent à produire ces statistiques et celles de leur inexistence.

3. La présente communication expose les efforts déployés récemment par les statisticiens philippins pour produire des statistiques du secteur non structuré se portant sur des groupes spéciaux apparentés, sur les travailleurs à domicile et sur le travail des enfants. Elle s'inspire essentiellement des enquêtes spéciales ci-après, exécutées entre 1993 et 1995 :

- *L'Enquête de 1993/95 sur les travailleurs à domicile.* On a utilisé pour cette enquête la base de sondage et les unités sondées primaires (USP) de l'*Enquête trimestrielle sur la population active aux Philippines*, mais elle a été effectuée de façon indépendante et non pas complémentaire;
- *L'Enquête de 1995 sur le secteur non structuré urbain*, exécutée dans le cadre du Projet interdépartemental relatif au secteur non structuré urbain, inauguré en 1994 par l'Organisation internationale du Travail (OIT). Cette enquête de 1995 a été une enquête indépendante conjointe sur les ménages et les entreprises;

- *L'Enquête de 1995 sur le travail des enfants*. Les travaux sur le terrain effectués pour cette enquête l'ont été dans le sillage de l'enquête de juillet 1995 sur la population active.

4. A elles toutes, ces enquêtes ont amélioré la connaissance du secteur non structuré des points de vue contenu et méthode. L'analyse de ces enquêtes porte sur les points suivants :

- Leur justification et leurs objectifs;
- L'élaboration de l'enquête: plan de sondage et composition du questionnaire;
- La séquence des opérations :
  - Les concepts, les définitions et leur application;
  - Le plan de sondage;
  - La constitution de la base de sondage;
  - La composition du questionnaire;
  - Les travaux sur le terrain et les taux de réponse;
  - L'exploitation des données;
  - Les analyses, leur diffusion et leur utilisation.
- Les leçons et recommandations tirées des enquêtes :
  - Le plan de sondage;
  - Les problèmes de mesure;
  - L'institutionnalisation.

5. Avant toutefois d'analyser les enquêtes l'une après l'autre, la présente communication donne un bref aperçu de la collecte des données socio-économiques au moyen d'enquêtes ou de recensements réalisés par l'Institut national de statistique des Philippines (INS). Cet aperçu renseigne sur les opérations statistiques, sur les bases de données et sur les structures administratives qui ont joué un rôle dans les trois enquêtes en particulier et dans le cas des statistiques du secteur non structuré en général. Quand une enquête ou un recensement particuliers sont directement liés à des questions de planification, de conception ou de décision dans le cadre des trois enquêtes précisées, ces questions sont également analysées.

6. La communication se termine sur l'exposé des principales recommandations concernant la production de statistiques du secteur non structuré d'après l'expérience philippine.

## II. — LA COLLECTE DE DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES AUX PHILIPPINES

7. Il s'agit ici d'une description des principaux recensements et enquêtes concernant les ménages et les établissements effectués par l'Institut national de statistiques et qui ont eu une incidence sur la production de données relatives aux travailleurs du secteur non structuré dans les trois enquêtes préconisées par l'OIT. La planification centrale de ces recensements et enquêtes relève typiquement de deux départements techniques, spécialisés respectivement en statistique des ménages et en statistique des établissements, et du service de l'exploitation des données. Les opérations sur le terrain sont confiées à 15 bureaux de région, 77 bureaux de province et environ 250 bureaux de district. Au personnel régulier des bureaux sur le terrain viennent s'ajouter des personnels recrutés spécialement pour le dénombrement et le traitement des données, en fonction du volume de travail généré par une enquête, un recensement ou plusieurs enquêtes cumulées. La construction des tableaux, les analyses, la publication et la préparation de fichiers électroniques à l'usage du public sont centralisées. Une diffusion spéciale des résultats des enquêtes dans le cadre de séminaires ou de rencontres similaires, par exemple, est organisée à l'échelon central et sur le terrain.

## A. — Recensements et enquêtes concernant les ménages

### 1. Recensements des ménages

8. Le recensement de la population et des habitations de 1990 est la source des données qui servent à composer la base d'USP des *barangays* (c'est-à-dire des plus petites unités administratives aux Philippines) et des districts de recensement, c'est-à-dire des territoires géographiques délimités aux fins des dénombrements des ménages qui sont réalisés une fois cette base constituée. Plus précisément, la base de données concernant les *barangays* et les districts de recensement apporte les informations essentielles pour la composition de la base d'USP en vue de l'enquête coordonnée sur les ménages, application de la formule du maître-échantillon aux enquêtes sur les ménages.

9. Un recensement de population a été effectué aux Philippines en 1995. Connu communément sous le nom de *recensement de la mi-décennie*, il en est question ici car, pour déterminer les informations à réunir au moyen du questionnaire court (par rapport à celui utilisé normalement pour le recensement décennal) qui a servi à cette occasion, il a été principalement tenu compte du fait qu'il pourrait éventuellement servir pour constituer une base aréolaire en vue d'une enquête nationale sur le secteur non structuré. On a ainsi réuni avec ce questionnaire des renseignements concernant la *catégorie professionnelle* et la *branche d'activité économique* de chaque membre d'un ménage âgé de 5 ans ou plus.

10. L'INS procède régulièrement au *recensement de l'agriculture et de la pêche* environ une année après le recensement décennal de la population. Les informations réunies lors de ce recensement en 1991 sont elles aussi une source potentielle de données supplémentaires pour la constitution d'une base aréolaire en vue d'une enquête sur le secteur non structuré, en particulier dans les zones rurales où l'agriculture est la principale activité économique. La question de savoir ce que sont les activités du secteur non structuré dans les zones rurales ainsi que dans l'agriculture reste encore sans réponse dans le cas des Philippines.

11. Le *recensement des immeubles*, effectué en 1989 dans les zones urbaines, a été la première tentative de dresser un inventaire complet des immeubles, de leur répartition, de leurs caractéristiques et de leur utilisation, ainsi que des activités économiques exercées par leurs occupants. Il en est fait état ici car l'*établissement des listes* en vue de l'Enquête de 1995 sur le secteur non structuré urbain s'est très largement inspiré de ce recensement et de ses méthodes de dénombrement puisqu'il s'agissait d'un recensement sur les aires. Il est bon aussi de noter qu'un recensement des immeubles est un moyen potentiellement valable de constituer une base aréolaire en vue d'un recensement de l'économie ou d'une enquête sur le secteur non structuré.

### 2. Enquêtes sur les ménages

12. L'*Enquête globale sur les ménages* adopte une formule modulaire fondée sur un maître-échantillon destiné aux enquêtes sur les ménages. Ainsi, dans un cycle donné de 10 ans, il est conservé un même échantillon d'unités sondées primaires tandis qu'un quart des unités sondées secondaires (ménages) est renouvelé chaque trimestre. Le plan de sondage de cette enquête (de 1986 jusqu'au mois de juillet 1996, où un nouveau plan a été adopté) s'est basé sur un échantillon en grappes stratifiées à deux niveaux, les *barangays* constituant les unités sondées primaires et les ménages les unités sondées secondaires. L'enquête a porté principalement sur les zones urbaines et rurales de chaque province, ainsi que sur les villes et les bourgs dont la population égalait ou dépassait 150 000 habitants en 1990. Les unités sondées primaires sont 2 100 *barangays*, avec quelques 25 500 ménages sondés.

13. Le maître-échantillon d'unités sondées primaires (USP) a été constitué en classant les *barangays* ruraux d'une part, urbains de l'autre, en fonction de l'effectif de leur population dans l'ordre descendant, puis en les groupant en strates de dimensions à peu près égales. Quatre USP ont été choisies indépendamment les unes des autres avec une probabilité proportionnelle à leur taille. Le nombre des ménages sondés choisis en zones rurales et en zones urbaines a été déterminé de façon que l'échantillon soit autopondéré dans chaque cas. Ainsi, le plan de sondage a abouti à un échantillon autopondéré avec des fractions sondées uniformes de 1/400 dans les zones urbaines et de 1/600 dans les zones rurales.

14. Les estimations régionales obtenues grâce à ce sondage ont en général une précision raisonnable (les Philippines comptent 16 régions administratives). La précision des estimations provinciales n'a par contre pas été ce que l'on souhaitait dans le cas de certaines variables économiques telles que les taux de chômage, par exemple. Le nouveau plan de sondage utilisé la première fois pour l'enquête de juillet 1996 sur la population active a remédié à cette insuffisance.

15. Le plan de l'enquête coordonnée distingue dans le cas de la Région de la capitale, couverte par l'Enquête de 1995 sur le secteur non structuré, sept districts de recensement dans les 17 municipalités qui regroupent 1 655 *barangays*. Un plan de sondage spécial des unités primaires est appliqué dans six ensembles résidentiels de grand standing. La principale chose à rappeler en ce qui concerne le plan de sondage de l'enquête coordonnée est qu'il repose essentiellement sur l'effectif de la population en raison de sa corrélation avec l'emploi. Les ventilations par branche d'activité ou par densité de l'activité économique n'interviennent pas dans la constitution des strates. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles on ne s'est pas servi de l'échantillon de cette enquête pour celle de 1995 sur le secteur non structuré urbain.

16. Le module de base pour l'*Enquête coordonnée sur les ménages* est l'*Enquête trimestrielle sur la population active*, source des statistiques officielles sur le volume et l'évolution de l'emploi, du chômage et du sous-emploi. Parmi les sources potentielles de données concernant le secteur non structuré, la couverture de cette enquête et son contenu constituent une amélioration, à savoir qu'elle a montré les modifications à effectuer pour faciliter la collecte de données sur l'emploi dans le secteur non structuré.

17. Un module constant de l'enquête coordonnée est l'*Enquête sur les revenus et les dépenses des familles*, réalisée tous les trois ans. Ses résultats servent pour déterminer les niveaux de pauvreté et calculer les pondérations par les dépenses à utiliser pour le calcul des indices mensuels des prix à la consommation. La plus récente date de 1994. L'enquête se déroule dans le sillage des recensements effectués en janvier et en juillet en vue de l'enquête trimestrielle sur la population active. Le premier tour de l'enquête de 1997 a été réalisé en juillet 1997 d'après le nouveau plan de sondage de l'enquête coordonnée sur les ménages. Comme l'enquête sur les revenus et les dépenses des familles n'est effectuée que tous les trois ans, les statistiques de la pauvreté ne sont donc elles aussi remises à jour que tous les trois ans. L'Institut national de statistique procède actuellement à une étude financée par le PNUD pour déterminer le meilleur moyen d'exécuter l'enquête annuelle sur les revenus qui pourrait ensuite servir de base pour l'établissement de statistiques annuelles de la pauvreté.

18. L'*Enquête démographique nationale*, l'*Enquête nationale sur la santé* et l'*Enquête fonctionnelle sur l'alphabétisation, l'éducation et les médias*, autres modules de l'enquête coordonnée, sont réalisées tous les cinq ans et apportent d'importantes informations sur la démographie, la santé et l'éducation.

19. L'*Enquête sur les Philippins à l'étranger* est une enquête annuelle sur les origines et les destinations des Philippins à l'étranger et sur leurs envois de fonds aux Philippines qui accompagne le tour d'octobre de l'enquête trimestrielle sur la population active. Elle est, aux Philippines, la seule source d'information concernant l'emploi des ménages à l'étranger et porte à la fois sur les travailleurs qui s'y sont rendus officiellement et ceux que l'on qualifie ici d'« émigrants illégaux ». Les statistiques établies à partir des états administratifs de l'Agence de l'emploi philippin à l'étranger concernent les travailleurs établis à l'étranger qui ont quitté le pays de façon officielle.

### 3. Le maître-échantillon

20. L'emploi d'un maître-échantillon et de modules pour l'exécution des enquêtes s'est révélé rentable au moins à trois égards. En premier lieu, la conception et la constitution d'un échantillon ne donnent lieu qu'à une dépense unique (exception faite de la mise à jour de la liste des unités sondées primaires), étalée sur l'ensemble du cycle modulaire. Aux Philippines, l'enquête coordonnée sur les ménages a toujours été organisée avec l'aide d'experts étrangers à l'Institut national de statistique. En fait, l'actualisation de la liste des unités sondées secondaires incluses dans les unités sondées primaires n'a pas eu lieu aussi souvent de façon régulière et systématique qu'on l'aurait souhaité, en raison précisément de son coût. L'une de ces rares actualisations a été l'établissement, en 1988, d'une liste complète des ménages et des établissements qui avait plusieurs objectifs : i) mettre à

jour la base d'unités sondées secondaires pour l'enquête coordonnée, ii) constituer une base d'établissements, unités sondées primaires pour l'enquête coordonnée, qui s'inscrirait dans la base totale constituée en vue d'un recensement des établissements, et iii) déterminer dans quelle mesure la couverture des activités exercées dans les ménages et celle des établissements se recouvraient. Les deux premiers objectifs ont été atteints, mais le troisième ne l'a pas été en raison d'une erreur de démarche. La liste a toutefois servi aussi à la constitution d'une base d'unités sondées secondaires en vue de l'enquête de 1988 sur les activités exercées par les ménages (décrite plus loin). La mise à jour suivante a été l'établissement d'une liste des subdivisions des unités sondées primaires effectué en 1993, liste qui a aussi servi pour constituer la base de travailleurs à domicile en vue de l'enquête de 1993 les concernant. Il a été prévu de procéder en novembre 1997 à la mise à jour, à partir d'une liste des ménages, des unités sondées secondaires pour la nouvelle enquête coordonnée.

21. En second lieu, si l'enquête coordonnée permet d'obtenir des statistiques trimestrielles de la population active, le coût des autres enquêtes spéciales est étalé sur plusieurs années. En raison des contraintes qui s'exercent toujours sur l'établissement des budgets de l'Etat, cela permet à l'Institut national de statistique de rationaliser la répartition des ressources au cours d'un exercice budgétaire donné.

22. En troisième lieu, le *système gigogne* qui consiste à synchroniser la réalisation sur le terrain d'une ou deux enquêtes avec le module central de l'enquête coordonnée, permet de partager le coût de ces opérations entre les diverses enquêtes. Cette solution a également l'avantage de permettre de tirer le meilleur parti du personnel de terrain qualifié et des moyens d'action de l'Institut. Ces dernières années, la coopération entre les divers organismes publics qui ont besoin des résultats d'enquêtes statistiques s'est de plus en plus étendue pour le plus grand profit d'un pays dont le système statistique est hautement décentralisé. C'est également la raison fondamentale qui a fait effectuer l'Enquête de 1995 sur les enfants en association avec l'enquête de juillet 1995 sur la population active.

23. La formule du maître-échantillon donne en outre le moyen de raccorder au niveau micro-économique les résultats des diverses enquêtes effectuées la même année. Si deux enquêtes ou davantage étaient effectuées dans le sillage de l'enquête sur la population active pour un trimestre, le raccordement des données serait encore plus facile. On aboutirait ainsi à la constitution d'un fichier de données concernant la population active ainsi que les revenus et la santé qui offrirait aux analystes une masse d'informations aux fins de la construction de modèles économiques et d'autres instruments statistiques utiles. Ce fichier serait à l'image des résultats d'une même enquête reprenant les informations obtenues grâce à l'Enquête sur la population active, l'Enquête sur les revenus et les dépenses des familles, l'Enquête démographique nationale, l'Enquête sur les Philippins à l'étranger, etc.

24. Dans la pratique, évidemment, la confrontation et le raccordement directs des résultats de différentes enquêtes concernant les ménages, voire leurs membres, se sont révélés difficiles. Pourtant, en raison du vaste potentiel que revêt pour les analyses la base de données qui en résulte, on étudie actuellement comment appliquer les techniques de confrontation statistique à la solution de ce problème. Il en est fait état ici car cette étude pourrait influencer sur la décision concernant le point de savoir s'il est possible ou non de procéder régulièrement à une enquête sur le secteur non structuré en parallèle avec l'enquête sur la population active ou sous la forme d'un module de l'enquête coordonnée. Un intérêt spécial s'attache à l'utilisation des informations concernant les sources de revenus et les schémas de dépenses obtenues grâce à l'enquête sur les revenus et les dépenses des familles, informations plus détaillées que l'on ne pourra jamais en réunir au moyen d'une enquête indépendante sur le secteur non structuré. Il vaudrait la peine d'étudier aussi le recoupement possible de données sur des zones peu étendues. Comme certaines activités du secteur non structuré sont concentrées dans ces zones (par exemple le tannage, la cordonnerie, la joaillerie, la récupération des chiffons ou la vente à la sauvette), on pourra en construire des profils économiques à partir d'autres données sans avoir à procéder à des enquêtes distinctes les concernant. Une étude de l'application des techniques de confrontation des fichiers et d'estimation concernant les zones peu étendues a été effectuée dans ce sens en 1996.

#### 4. *L'Enquête de 1988 sur les activités exercées par les ménages*

25. La collecte de données sur les *activités exercées par les ménages* aux Philippines a été entreprise initialement en 1975 lors du recensement intégral de la population. Ces données ont été réunies dans le cadre des enquêtes

tes coordonnées sur les ménages de 1978 à 1983. L'*Enquête de 1988 sur les activités exercées par les ménages* a été réalisée en 1989 dans l'intention d'en faire un module quinquennal de l'enquête coordonnée. L'objectif d'ensemble recherché était de découvrir dans quelle mesure ces activités contribuaient à l'économie totale. L'enquête sur les activités exercées par les ménages n'a toutefois pas été renouvelée depuis.

26. L'enquête en question avait pour but :

- De déterminer la contribution des activités exercées par les ménages à la production nationale;
- De déterminer le volume de l'emploi généré par ces activités;
- De déterminer la contribution des investissements dans les activités exercées par les ménages à la formation brute de capital fixe;
- De réunir d'autres informations sur l'exercice des activités en question.

27. Les définitions ci-après ont été appliquées pour l'enquête :

- Activité exercée par un ménage : toute activité d'un membre du ménage.

L'Enquête a porté sur les unités économiques ci-après :

1. Cultures fermières et jardinage, élevage et aviculture, pêche et activités forestières non enregistrées auprès de la SEC;
2. Travaux d'extraction occupant moins de cinq personnes;
3. Commerce de gros et de détail, transformation et autres activités économiques non agricoles non *identifiables* (une unité économique est dite identifiable lorsqu'on peut la situer sans l'aide d'un tiers et sans se rendre effectivement sur place);
4. Magasins sari-sari identifiables et sans salariés.

- Opérateur : toute personne qui exerce une activité économique et dont la relation avec elle est celle de *travailleur indépendant* ou d'*employeur*.

28. Pour la conception des moyens d'enquête, on a appliqué une approche sectorielle. Sept questionnaires distincts, correspondant à sept groupes d'activités économiques, ont été élaborés et utilisés pour réunir des renseignements sur les points suivants :

- Description de l'activité exercée par le ménage;
- Production (superficie, unités produites, quantités, valeurs, revenus en fonction du type d'activité);
- Destinations des produits (chacune dépendant du type d'activité);
- Coût d'exploitation (quantités et coût par catégories de dépenses en fonction du type d'activité);
- Emploi, heures ouvrées et rémunération;
- Actifs fixes acquis en 1988 (type et coût d'acquisition);
- Sources de financement;
- Mode de commercialisation;
- Problèmes pratiques.

29. Le plan de sondage de l'enquête sur les activités exercées par les ménages a été le même que celui de l'enquête coordonnée au premier degré, mais le choix de l'échantillon d'unités sondées secondaires s'est fait selon une stratification plus poussée de ces unités d'après l'activité économique des ménages comptant des opérateurs, comme suit :

Strate 1 : Agriculture, sylviculture et pêche

Strate 2 : Transformation

Strate 3 : Commerce de gros et de détail

Strate 4 : Extraction

Strate 5 : Toutes autres activités

30. Les ménages comptant plusieurs opérateurs ou plusieurs activités ont été classés dans ces strates selon les règles suivantes :

1. Si au moins un opérateur exerçait une activité d'extraction, le ménage a été classé dans la strate 4;
2. Si aucun opérateur n'exerçait d'activité d'extraction, mais s'il en était au moins un qui exerçait une activité de transformation, le ménage a été classé dans la strate 2;
3. Si aucun opérateur n'exerçait d'activité d'extraction ni de transformation, mais s'il en était au moins un qui exerçait un commerce de gros ou de détail, le ménage a été classé dans la strate 3;
4. Si aucun opérateur n'exerçait d'activité d'extraction, de transformation ou de commerce de gros ou de détail, mais s'il en était au moins un qui exerçait une activité agricole, sylvicole ou piscicole, le ménage a été classé dans la strate 1; enfin
5. Tous les autres ménages comptant des opérateurs ont été classés dans la strate 5.

31. Il a été prélevé dans les strates 1 et 3 un échantillon aléatoire de 5 % et, dans les strates 2, 4 et 5 un échantillon aléatoire de 10 %. Deux ménages au moins ont été sondés par échantillon. On a aussi constitué un échantillon aléatoire de 2 % de ménages sans opérateurs. Au total, l'échantillon national a compté environ 45 000 ménages.

32. Les activités exercées par les ménages peuvent être considérées comme l'univers étendu dont font partie les activités du secteur non structuré et l'enquête de 1988 sur ces activités a apporté des informations de base concernant cet univers. Les données de base obtenues grâce à cette enquête et comparées aux résultats du recensement des petits établissements ainsi que les estimations qui en résultent pour la comptabilité nationale d'après un rapport de l'OIT<sup>1</sup>, sont présentées dans l'annexe A. Le même rapport porte un jugement sur la mesure dans laquelle l'enquête a atteint les objectifs qu'elle s'était fixés :

1. L'enquête sur les activités exercées par les ménages semble avoir sous-estimé la production du secteur des ménages;
2. L'enquête n'a pas permis d'obtenir beaucoup d'éclaircissements sur le nombre des emplois générés par ces activités;
3. L'enquête a peut-être aussi sous-évalué l'investissement dans l'équipement des entreprises appartenant à des ménages.

## **B. — Recensements et enquêtes concernant les établissements**

33. Les statistiques économiques provenant des enquêtes sur les établissements servent essentiellement pour la comptabilité nationale. Aux Philippines, il s'agit d'estimations annuelles et trimestrielles du PIB national et de l'estimation annuelle du produit intérieur brut régional. Aux fins des estimations trimestrielles et des estimations annuelles préliminaires du PIB, des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur les établissements produisent des données de base concernant la production, l'emploi et les rémunérations. Les questions posées à ces occasions sont nécessairement peu nombreuses (questionnaires d'une page) et l'échantillon sur lequel elles se basent est de petite dimension, composé essentiellement de grands établissements (occupant au total 20 personnes ou plus pour l'enquête trimestrielle qui s'étend à toutes les branches d'activité) et des chefs de file (dans le cas de l'enquête mensuelle qui porte sur les principales entreprises de la branche manufacturière).

34. Les proportions de référence et déterminantes utilisées pour les estimations en comptabilité nationale sont calculées grâce au *recensement des établissements*, effectué tous les cinq ans, et à l'*enquête annuelle sur les établissements*, l'un et l'autre plus détaillés. Le recensement le plus récent concernait l'année 1994 et l'enquête annuelle la plus récente l'année 1995. La collecte des données sur les établissements s'effectue sur la base de neuf modules sectoriels correspondant au numéro 1 de la Classification des branches d'activité aux Philippines. Les

enquêtes sur les établissements portent donc sur l'ensemble des activités économiques : l'agriculture, la sylviculture et la pêche, les industries et les services.

35. Même si l'on fait en général une différence entre les recensements et les enquêtes, le recensement (au sens d'un dénombrement complet) ne porte en réalité que sur les établissements qui occupent au moins 10 personnes et sur un échantillon d'établissements qui en occupent moins de 10. Les enquêtes annuelles sont, elles, des recensements des établissements qui occupent au total 50 personnes ou plus (100 ou plus même dans le cas de certains secteurs) et des sondages des autres établissements. La principale différence entre le recensement et l'enquête est que l'échantillon utilisé pour le premier inclut dans la strate industrielle les rubriques à 5 chiffres de la Classification, tandis que l'enquête n'y inclut que les rubriques à 3 ou 4 chiffres. Il en résulte que l'échantillon utilisé pour le recensement est plus étoffé (environ trois fois plus) que celui de l'enquête.

36. Le seuil de 10 personnes occupées sépare traditionnellement les « grands » établissements des « petits ». S'agissant de comparer le secteur non structuré ou secteur structuré, on en est venu à considérer que les « petits établissements » pouvaient éventuellement appartenir à l'un ou l'autre secteur. L'un des objectifs de la liste complète des ménages et des établissements de 1988 était de déterminer le nombre des uns et des autres mais, comme on l'a vu plus haut, cet objectif n'a pas été atteint en raison d'un problème de démarche. Ce qui s'est produit, c'est que, lors du dénombrement, les recenseurs ont appliqué un critère de différenciation a priori pour déterminer si une unité économique devait être considérée comme gérée par un ménage ou par un établissement.

37. L'expérience tirée de la collecte d'informations auprès des petits établissements de tous les secteurs d'activité démontre en fait que les problèmes caractéristiques des recensements du secteur non structuré persistent dans le cas des activités couvertes par le recensement et l'enquête typiquement associés au secteur non structuré urbain : les préparations alimentaires, la sous-traitance de la fabrication de vêtements, l'artisanat et la fabrication de jouets, les travaux d'imprimerie, les réparations d'habitations, la vente à la sauvette, la vente de produits alimentaires, le prêt sur gages; les ateliers de réparation et les services personnels. Les enquêtes sur le secteur non structuré posent deux problèmes : le *premier* est la forte proportion de non-réponses tenant au fait que les établissements sont fermés ou ne peuvent être localisés. Cela coïncide avec l'observation selon laquelle les activités de ce secteur sont évanescences et itinérantes et que les listes établies six mois avant une enquête peuvent donc devenir rapidement obsolètes dans leur cas. Le *deuxième* problème est que beaucoup de petits établissements ne peuvent fournir les informations détaillées nécessaires pour les enquêtes classiques sur les établissements, en particulier concernant les recettes, les coûts et les stocks.

38. Le problème de la forte proportion de non-réponses imputable à l'obsolescence des listes peut être, quant à lui, résolu grâce à des *sondages sur les aires* plutôt que sur listes, formule actuellement employée pour composer l'échantillon en vue des enquêtes sur les établissements. L'Enquête de 1995 sur le secteur non structuré urbain a adopté cette formule, ou tout au moins une de ses versions, et permis ainsi d'améliorer jusqu'à un certain point la proportion de réponses. Il faut encore approfondir l'étude de l'emploi des sondages sur les aires dans les enquêtes concernant les établissements, et la première chose à faire dans une étude planifiée consistera à évaluer le nouveau maître-échantillon de l'enquête coordonnée sur les ménages pour savoir si l'emploi des unités sondées primaires comme unités aréolaires de base convient. Ce nouveau maître-échantillon tient compte de la classification socio-économique des aires, fondée sur les statistiques des ménages.

39. On a tenté, à partir du recensement de 1994, de résoudre le problème des non-réponses au moyen d'un nouveau questionnaire. Ce questionnaire, dit *rapport commun*, est un formulaire de déclaration simplifié utilisé de façon uniforme pour tous les secteurs dans le cas des petits établissements. Avant cela, on utilisait des formulaires différents selon les secteurs et le même formulaire servait à la fois pour les grands et les petits établissements. Il faut encore déterminer si cette solution permettra d'améliorer la proportion de réponses, mais le principe de la simplicité et de la facilité de remplir un formulaire du type fiche de travail est le même que celui qui a été appliqué à la conception du questionnaire destiné à l'enquête sur le secteur non structuré urbain, en particulier pour ce qui concerne les renseignements concernant la production, les coûts et les stocks.

40. C'est précisément parce que les enquêtes et recensements réguliers concernant les établissements couvrent la totalité des branches d'activité et les entreprises de toutes tailles que l'on envisage de les substituer aux enquêtes annuelles sur le secteur non structuré. Il a été suggéré par exemple de les affiner de façon que l'enquête annuelle puisse permettre le recoupement des données par secteurs institutionnels. Parmi les informations sup-

plémentaires peuvent figurer celles qui serviront à distinguer les activités entrant dans le secteur non structuré des activités structurées du secteur des ménages, ainsi que les renseignements concernant les heures-homme effectuées pour calculer la productivité en vue d'estimations indirectes de la valeur ajoutée brute dans le secteur non structuré<sup>2</sup>. Grâce aux résultats de l'Enquête de 1995 sur le secteur non structuré urbain et de l'Enquête annuelle de 1995 sur les établissements, on possède aujourd'hui une base de données sur laquelle travailler conformément à ces propositions.

41. La base des enquêtes et recensements concernant les établissements est la *liste des établissements*, dressée en prolongement de la liste complète des ménages et établissements de 1998 et remise à jour chaque année depuis, essentiellement grâce à des vérifications complètes menées sur le terrain dans les *barangays*. Toutefois, ces mises à jour ont été sélectives dans les années où les ressources étaient limitées. Elles ont donc varié d'une année à l'autre. L'enquête sur le secteur non structuré urbain s'est fondée sur la liste des établissements de 1995 pour stratifier les unités sondées primaires par densité économique et strates d'activité. A noter que la liste des établissements de 1995 concerne en fait 1994, puis a été mise à jour de façon sélective, et que cela peut limiter, pour des raisons techniques, l'exactitude des informations utilisées dans l'enquête sur le secteur non structuré urbain aux fins de stratification. L'échantillon aréolaire ne sera toutefois pas aussi affecté qu'un échantillon sur liste car les unités économiques peuvent changer en soi mais leur distribution dans l'espace et leur densité resteront ce qu'elles étaient.

### III. — L'ENQUÊTE DE 1995 SUR LE SECTEUR NON STRUCTURÉ URBAIN

42. Cette enquête, réalisée dans la Région de la Capitale, l'a été dans le cadre du Projet interdépartemental de l'OIT concernant les enquêtes sur le secteur non structuré urbain. L'Institut national de statistique des Philippines a eu la principale charge de tous les travaux de l'enquête, mais c'est le Bureau de statistique du BIT qui a fourni les ressources financières et le savoir technique nécessaire pour l'application des concepts concernant le secteur non structuré dans le contexte philippin, l'élaboration des questionnaires, la constitution d'échantillons et l'évaluation des données. Le Département philippin du travail et de l'emploi a lui aussi apporté des ressources financières et fourni un personnel qui a aidé à l'élaboration des définitions et du questionnaire, à la formation aux travaux d'enquête et à l'analyse des données. Il convient de noter que cette collaboration à trois niveaux a largement contribué au succès de l'élaboration de nouvelles méthodes statistiques.

43. L'enquête sur le secteur non structuré urbain s'est limitée à la Région de la Capitale, considérée comme exclusivement urbaine du fait que ses 1 655 *barangays* sont réputés urbains. Dans le contexte philippin, la notion d'« urbain » s'applique aux *barangays*. Le classement s'effectue comme suit :

1. Villes ou communes d'une densité minimale de 1 000 habitants au km<sup>2</sup> : tous les *barangays* sont urbains;
2. Villes ou communes d'une densité minimale de 500 habitants : les *barangays* des centres-villes (quartiers) sont urbains indépendamment de l'effectif de leur population;
3. Quartiers non inclus dans les alinéas 1 ou 2 ci-dessus, indépendamment de l'effectif de leur population, qui présentent les caractéristiques ci-après :
  - a) Un plan ou réseau de rues parallèles ou à angle droit;
  - b) Au moins six établissements, commerciaux, industriels, de loisirs ou de services personnels;
  - c) Au moins trois des caractéristiques suivantes :
    - i) Une mairie, une église ou une chapelle assurant un service religieux au moins une fois par mois;
    - ii) Une place publique, un parc ou un cimetière;
    - iii) Un marché ou un bâtiment où des activités commerciales sont exercées au moins une fois par semaine;
    - iv) Un bâtiment public tel qu'école, hôpital, dispensaire ou bibliothèque.

4. *Barangays* comptant au moins 1 000 habitants qui répondent aux conditions décrites sous l'alinéa 3 et où l'occupation des habitants n'est essentiellement ni agricole ni piscicole.

44. La région de la Capitale nationale comprend 17 villes ou communes qui entrent toutes dans la catégorie 1. Cela est important à savoir car les résultats de l'enquête sur le secteur non structuré urbain ont été interprétés en tenant compte du fait que les autres zones urbaines présentent des caractéristiques très différentes de celles de cette région.

### **A. — Justification et objectifs**

45. L'Enquête de 1995 sur le secteur non structuré urbain avait pour objectif d'obtenir les renseignements suivants sur les activités du secteur non structuré, ses opérateurs et ses travailleurs :

- L'effectif total, ventilé selon diverses caractéristiques telles que le type d'activité ou de lieu de travail;
- L'emploi, y compris ses effectifs, la catégorie sociodémographique, la position dans la profession, les conditions d'emploi et la nature du travail;
- La production, la valeur ajoutée, le revenu mixte (excédent d'exploitation) et l'investissement dans l'équipement;
- Les autres caractéristiques des opérations, y compris les relations avec le secteur structuré, la mobilisation de ressources financières, la position au regard des règlements officiels existants, les besoins d'assistance et la syndicalisation;
- Les caractéristiques des opérateurs;
- La situation de certains groupes de travailleurs du secteur : femmes, enfants et handicapés.

46. Dans le cadre du projet de l'OIT, il a fallu, pour l'enquête, satisfaire à l'objectif fondamental ci-dessus, ainsi qu'aux délais prévus dans le projet. Dans le premier cas, les intérêts du pays et ceux de l'OIT coïncidaient, encore qu'à ce jour l'utilisation des données pour la comptabilité nationale selon le SCN reste à concrétiser dans le détail. La question des délais a par contre posé des problèmes administratifs en raison de la coïncidence des besoins du recensement à mi-décennie de 1995, de l'Enquête de 1995 sur le travail des enfants et de l'enquête sur le secteur non structuré urbain, opérations qui, toutes les trois, ont été menées en 1995 essentiellement par le même personnel technique de l'Institut national de statistique. Pour déterminer les priorités, l'ampleur des opérations du recensement et de l'enquête sur le travail des enfants par rapport à celle de l'enquête urbaine a joué le rôle décisif. En fait, les principaux travaux de cette dernière enquête ont été réalisés en août, après les opérations de juillet consacrées à l'enquête sur le travail des enfants, et avant le recensement de septembre.

47. Il est fait mention de ce point ici car, de façon typique, toutes les nouvelles activités sont subordonnées à un même choix de priorités. De plus, s'agissant de la répartition des ressources, les enquêtes sur des « sujets nouveaux » qui ne figurent pas de façon traditionnelle dans les modules ordinaires des enquêtes sont victimes de ce même choix de priorités, à moins qu'il ne soit clairement démontré que le sujet en question doit en fait être inclus dans les modules normaux. Les statistiques du secteur non structuré restent donc encore dans ce domaine flou.

### **B. — Considérations fondamentales concernant l'organisation de l'Enquête**

48. L'Enquête de 1995 sur le secteur non structuré urbain dans la métropole de Manille a été conçue comme une enquête indépendante (et non d'« accompagnement ») portant à la fois sur les ménages et sur les entreprises. A cet effet, la Région de la Capitale a été divisée en aires, dont les 1 655 *barangays* de cette région constituaient le noyau. L'idée de base était d'identifier toutes les activités économiques exercées dans chaque aire. Pour distinguer les activités exercées par les ménages de celles exercées par les établissements, toutes les activités économiques dont les opérateurs vivaient dans une aire ont été attribuées aux ménages de ces opérateurs et

classées comme exercées par un ménage. Par contre, les activités économiques non associées à un ménage de l'aire ont été classées comme exercées par un établissement. Il convient de noter que l'emploi du terme « établissement » dans ce contexte diffère donc de sa définition habituelle.

49. Verma (1992)<sup>3</sup> qualifie cette méthode d'*approche bicéphale*. La planification et l'étude technique de l'enquête se sont appuyées sur son travail, ce qui justifie les décisions prises à ce moment. A supposer que tous les opérateurs économiques puissent être identifiés ainsi (y compris les opérateurs itinérants, les vendeurs ambulants et à la sauvette et les vendeurs sur les marchés publics identifiés comme appartenant à un ménage), on a fondé les définitions opérationnelles et les seuils inévitables pour distinguer les entreprises du secteur non structuré d'après les deux caractéristiques ci-après de l'unité économique :

1. Le statut juridique, les sociétés immatriculées à la SEC n'appartenant, par définition, *pas* au secteur non structuré;
2. Le nombre des personnes occupées, les entreprises qui en comptaient plus de 10 n'appartenant définitivement *pas* au secteur non structuré.

50. Le premier critère définissait sur le plan opérationnel les entreprises du secteur non structuré comme *non constituées en sociétés* et travaillant essentiellement *pour compte propre*, tandis que le second définissait la petite taille des entreprises (définie en termes d'emploi) qui, on l'a vu dans l'analyse des enquêtes sur les établissements, caractérise les petits établissements.

51. Il faut noter que d'autres critères d'identification des entreprises du secteur non structuré, en particulier la *couverture sociale*, la *tenue d'une comptabilité* et les *autres modes d'immatriculation* n'ont pas été pris en considération. En raison de la nature exploratoire de l'enquête, la délimitation *a priori* de l'univers de l'étude en fonction de ces caractéristiques et d'autres encore a été différée jusqu'à la phase de l'exploitation des données. Toutefois, comme il existe peut-être une forte corrélation entre ces caractéristiques et la « petite taille » ou la « non-constitution en société », ces deux derniers critères impliqueraient implicitement la prise en compte de ces autres caractéristiques.

52. S'agissant des liens entre le concept d'activités exercées par un ménage et d'activités du secteur non structuré dans l'enquête sur les activités exercées par les ménages et l'enquête sur le secteur non structuré urbain, le critère de l'immatriculation s'applique, dans cette dernière, à *toutes* les activités et pas seulement à l'agriculture, à la sylviculture et à la pêche. Le critère des effectifs occupés est, dans l'enquête sur le secteur non structuré urbain, « moins de 10 personnes », et s'applique à toutes les activités et pas seulement aux travaux d'extraction. Les magasins sari-sari, identifiables ou non mais exploités au domicile de ménages (ou suffisamment « près »), sont considérés comme des unités économiques relevant de l'enquête sur le secteur non structuré urbain. La notion de possibilité d'identification, appliquée dans les alinéas 3 et 4, est précisée selon que ces magasins sont exploités au domicile de ménages ou bien sous la forme d'établissements. Cette précision s'imposait car l'enquête sur le secteur non structuré urbain s'étend également aux activités des établissements en raison de son approche combinée des ménages et des entreprises. Si donc les activités du secteur non structuré exercées au domicile de ménages doivent, du point de vue concept, être des subdivisions des activités de ménages, les deux enquêtes en question font ressortir la nécessité d'aligner les concepts sur la réalité, tout au moins dans le cas des trois critères suivants :

- Immatriculation auprès de la SEC, la non-immatriculation signifiant que l'entreprise n'est pas constituée en société;
- Nombre maximal de personnes occupées;
- Possibilité d'identification.

53. L'enquête sur le secteur non structuré urbain s'est étendue à toutes les activités économiques et ne s'est pas limitée à certains secteurs seulement. On y a réglé le problème des activités saisonnières en posant une série de questions qui permettaient de savoir quelles étaient, dans l'année, les périodes d'activité faible, normale et de pointe, au lieu de prédéterminer les secteurs et les variations saisonnières de leurs activités. Comme il s'agissait d'une enquête ponctuelle limitée dans le temps, il n'a pas été possible d'y procéder par passages successifs comme l'exposait Verma (1992).

54. L'enquête a donc couvert les activités du secteur non structuré identifiées par la nature de leurs opérateurs. Ceux-ci ont été identifiés par l'entremise soit de leur ménage, soit de l'établissement où ils exerçaient leurs activités. On a demandé aux premiers de citer jusqu'à trois activités lucratives, jugées par eux les plus importantes, qu'ils avaient exercées durant les douze mois écoulés en qualité de travailleurs indépendants, d'employeurs ou d'associés. Cela a permis de dresser la liste des activités saisonnières que n'exerçait pas l'opérateur au moment de l'enquête mais que, dans l'espace d'une année, il exerçait normalement. Les opérateurs identifiés par l'entremise de leur établissement ont été questionnés sur l'activité en cours de cet établissement.

55. Les questions incluses dans le questionnaire, comme les définitions et mesures correspondantes, étaient essentiellement celles que recommandait le Projet interdépartemental de l'OIT. L'un des avantages de l'inclusion de l'enquête sur le secteur non structuré urbain dans ce projet tenait au fait qu'elle a permis d'accélérer certains de ses préparatifs, en particulier l'élaboration du questionnaire, en utilisant les résultats et l'expérience des deux autres villes participant au projet. La présentation finale du questionnaire a été fortement influencée par les résultats des premiers essais effectués lors de l'enquête de Dar es-Salaam. Les problèmes de mesure ont également été résolus de cette façon. Il va de soi qu'il a fallu assurer l'uniformité et la cohérence des trois enquêtes pour les besoins de la comparaison des résultats.

### **C. — Les opérations sur le terrain**

56. La phase I, soit l'établissement des listes en vue de la constitution de la base d'unités aréolaires sondées, a été confiée à des étudiants de dernière année en statistique qui effectuaient un stage auprès de l'Institut national de statistique, à du personnel de son siège et à un personnel de terrain de son bureau de la Capitale. Même sans l'expérience du terrain, les étudiants ont apporté les connaissances de base pour l'exécution du travail. Le personnel de terrain a fait en sorte que les aires et les districts couverts soient correctement identifiés et délimités et que les interviews soient réalisées de façon professionnelle. Il a fallu mener cette phase très rapidement, car l'exécution du principal travail d'enquête dépendait des résultats de l'établissement des listes. Les opérations et le traitement des données ont ainsi été achevés en deux mois et demi et les principaux travaux ont immédiatement enchaîné.

57. En raison des autres activités concurrentes, il a été décidé de recruter pour l'enquête sur le secteur non structuré urbain des enquêteurs chargés des principaux travaux de terrain. On n'a pas pu faire appel au personnel du bureau de Manille car l'enquête coïncidait avec la préparation du recensement. Les enquêteurs ont donc reçu une formation rigoureuse et ont été encadrés de près. Certains d'entre eux ont en définitive été engagés comme permanents à l'Institut national de statistique. Il se peut qu'il faille tenir compte de cela dans l'évaluation des résultats de l'enquête.

### **D. — Organisation du sondage et composition de l'échantillon**

58. Les entreprises du secteur non structuré constituant l'univers de l'enquête sur le secteur non structuré urbain, on a adopté la stratégie suivante pour constituer l'échantillon :

- Le plan comportait un sondage sur grappes stratifiées à trois degrés;
- L'unité sondée primaire était le *barangay*;
- Les unités sondées secondaires étaient des grappes aréolaires composées d'environ 300 ménages à l'intérieur de chaque *barangay* sondé;
- Les unités sondées ultimes pour l'enquête conjointe sur les ménages et les entreprises étaient les ménages qui comptaient des opérateurs du secteur non structuré ou bien des opérateurs du secteur non structuré constitués en établissements à l'intérieur d'une grappe sondée.

59. Le nombre *prévu* de ces unités sondées était :

- 200 *barangays* sondés sur 1 655 au total;
- 200 grappes aréolaires à raison d'une par *barangay* sondé;
- 3 600 ménages sondés comptant des opérateurs du secteur non structuré sur 10 224 opérateurs de ce type dans les 200 grappes sondées;
- 400 opérateurs du secteur non structuré en établissements sur les 2 068 unités de ce type dans les 200 grappes sondées.

60. Comme c'est le cas d'habitude, les nombres prévus et la taille effective des échantillons d'unités sondées ultimes (ménages comptant des opérateurs du secteur non structuré et opérateurs du secteur non structuré en établissements) n'ont pas été exactement les mêmes. En fait, les résultats obtenus se sont appuyés sur 2 899 ménages sondés et 287 établissements.

61. En l'occurrence, les principales raisons de la différence ont été les classifications erronées dans la base d'unités sondées ultimes et les non-réponses lorsqu'on n'a pas pu retrouver les unités à sonder. Ces erreurs de classification étaient de deux types :

1. Ménages classés comme comptant des opérateurs du secteur non structuré mais qui n'en comptaient effectivement pas;
2. Opérateurs en établissements classés comme opérateurs du secteur non structuré alors qu'en réalité ils appartenaient au secteur structuré.

62. On a procédé à un minimum de remplacements d'unités lorsque ces erreurs ont été découvertes sur le terrain et le plus souvent lorsque les strates n'auraient contenu aucun échantillon. Toutefois, les erreurs non reconnues au cours des opérations ont été repérées ensuite lors du traitement des données en appliquant le critère d'immatriculation au SEC par le biais du statut juridique et de l'effectif occupé.

63. L'approche combinée impose essentiellement de construire des bases pour chaque degré du sondage. Les bases ci-après ont été constituées pour chaque type d'unités sondées :

- Base d'unités sondées primaires ou *barangays*;
- Base de grappes aréolaires pour chaque *barangay* sondé;
- Base des opérateurs du secteur non structuré dans les ménages des grappes sondées;
- Base des opérateurs du secteur non structuré en établissements dans les grappes sondées.

64. La base des unités primaires sondées était la liste des 1 655 *barangays* de la Région de la Capitale identifiés lors du recensement de la population et des habitations de 1990. Ses caractéristiques fondamentales étaient le nombre des ménages et celui des petits établissements (comptant au total moins de 10 personnes occupées selon la liste des établissements de 1994). A partir de là, les unités sondées primaires ont été stratifiées de la façon suivante :

1. En fonction de la concentration principale dans :
  - a) Le commerce;
  - b) Les services associatifs sociaux ou personnels;
  - c) Les autres services et autres branches, enfin
  - d) La transformation;

Un *coefficient de concentration* a été calculé d'après la définition donnée dans Verma (1992). Il s'agit du ratio entre le nombre des petits établissements d'une branche d'activité contenus dans l'unité sondée primaire appartenant à une branche d'activité et le nombre moyen de petits établissements de la branche d'activité dans l'ensemble des unités sondées primaires;

2. En fonction de la densité économique globale où la *densité économique* est définie, toujours selon Verma, comme le ratio entre le nombre total des petits établissements et le nombre total des ménages dans l'unité sondée primaire;
3. En fonction implicitement, dans chaque strate de la concentration d'activités secondaires (sur la base aussi du coefficient de concentration primaire) et de la dispersion géographique par communes et *barangays*.

65. Les 200 unités sondées primaires ont été réparties dans les proportions suivantes : 50 unités par strate soit 20 de forte densité économique et 30 de faible densité économique, ces densités étant déterminées par le fait qu'elles se situaient au-dessus ou au-dessous d'un certain seuil, à savoir le nombre moyen d'établissements par unité sondée primaire. Ces unités ont été choisies systématiquement dans chaque strate. Les avantages et inconvénients et les limitations possibles d'une stratification de ce type sont analysés dans Verma (1992) et ne seront pas cités ici. Comme l'évaluation et la validation des résultats de l'enquête sont encore en cours, on n'en tire encore que des impressions empiriques.

66. Les unités primaires choisies au premier degré du sondage, qui comptaient un nombre estimé de plus de 300 ménages (d'après le recensement des ménages de 1990 et les projections pour 1995) ont été découpées (sur cartes avec vérification sur le terrain) en grappes de 250 à 300 ménages. Le découpage sur cartes a été effectué à l'aide des cartes des *barangays* établies suite au recensement des habitations de 1990 ou de la liste des ménages de 1993. Une grappe a été choisie au hasard dans le total des grappes ainsi définies. L'ensemble des grappes a constitué la base de la sélection au deuxième degré.

67. Les découpages sont toujours délicats, notamment lorsqu'ils ne sont pas suivis d'une vérification sur le terrain. Le découpage effectué sur cartes a donc été vérifié sur le terrain, opération coûteuse mais indispensables du fait en particulier que les informations de base sur la population remontaient aux environs de 1990.

68. La constitution de la base d'unités sondées ultimes des deux types, qui a été l'objectif du premier degré de l'enquête sur le secteur non structuré urbain, a consisté à dresser la liste complète des immeubles, des ménages et des unités économiques contenus dans les grappes aréolaires sondées à partir de la liste qui avait permis d'identifier les 10 224 opérateurs à domicile et des 2 068 opérateurs en établissements, ventilés par branche d'activité. Comme on l'a vu, l'établissement de cette liste a tiré parti de l'expérience du recensement des immeubles de 1989 concernant les critères opérationnels d'identification des unités économiques, la possibilité d'identification et la détermination du point de savoir si l'activité (comme l'opérateur) devait être réputée exercée à domicile ou en établissement.

69. La constitution de l'échantillon d'unités sondées ultimes des deux types s'est effectuée comme suit :

1. Choix d'un échantillon de 3 600 ménages et 400 établissements;
2. Répartition de tous les ménages et établissements entre les branches ci-après : agriculture, sylviculture et pêche; extraction; électricité, gaz et eau; enfin, construction. Dans le cas des autres branches d'activité, on a utilisé des fractions sondées différentes.

70. On a appliqué, aux unités sondées secondaires, un plan de stratification qui consistait à classer les ménages par branches d'activité et il a été décidé en l'occurrence d'utiliser neuf strates correspondant aux codes standard à un chiffre de la Classification philippine des branches d'activité. Chaque ménage a été inclus dans une strate en fonction de son activité principale identifiée lors de l'établissement de la liste en vue de l'enquête sur le secteur industriel urbain. Cette *activité principale* a été définie comme étant exercée par l'opérateur à domicile et reconnue comme génératrice du revenu le plus important ou comme principale source de revenu du ménage. Les ménages ont ensuite été stratifiés selon la branche de l'unité sondée primaire, ce qui, en un certain sens, ressemble de près au plan en cinq strates utilisé pour l'enquête sur les activités exercées par les ménages. On a évité toutefois d'appliquer les règles de classification complexes du type de celles utilisées pour cette dernière enquête, qui risquaient de donner lieu à des biais imputables aux erreurs de classification.

71. Cette répartition par strates de branches et par activités principales a abouti à un total de 36 strates. Dans le cas des ménages comptant des opérateurs du secteur non structuré identifiés lors de la phase I, l'égalité de répartition entre les quatre strates de branches a été modifiée car la base contenait moins du nombre requis dans le cas

des branches sous 2). La répartition entre les strates d'unités sondées primaires a été proportionnelle. Une stratification implicite a été effectuée à l'intérieur des strates en arrangeant les ménages par provinces (ou districts de la Région de la Capitale), communes et *barangays*. Les unités sondées ultimes ont été ensuite choisies systématiquement dans chaque strate.

72. Tous les opérateurs du secteur non structuré inclus dans un ménage ou un établissement choisi l'ont été dans l'échantillon d'opérateurs. Il s'agissait non seulement de ceux identifiés lors de l'établissement des listes, mais également de ceux qui l'ont été à l'occasion de l'enquête elle-même.

73. Il a été possible de calculer les concentrations et les densités économiques du fait que l'on disposait d'une base de petits établissements de la Région de la Capitale. Dans la validation de la stabilité de cette stratification, on a pu procéder à des calculs similaires en se basant sur la liste des établissements de 1996, plus complètement mise à jour que celle de 1994. Un autre point à étudier sera la répartition des échantillons entre les strates, s'agissant des unités sondées primaires comme des unités sondées secondaires. Dans l'enquête sur le secteur non structuré urbain, les répartitions ne se sont pas fondées sur des considérations d'optimalité, faute en partie d'estimations de la variance des variables adéquates, même dans le cas des enquêtes sur les établissements. Il est reconnu ici qu'il y a une certaine défaillance sur ce point.

### **E. — Confection du questionnaire et problèmes de traitement des données**

74. Les caractéristiques étudiées lors de l'enquête sur le secteur non structuré urbain étaient celles prescrites dans le Projet interdépartemental, mais elles ont été toutefois adaptées aux conditions locales, et notamment aux pratiques et conditions habituelles des affaires (question de fond), des enquêtes (opérations) et du traitement des données. Les analyses devaient porter sur les ménages, les opérateurs, leurs activités et celles des entreprises.

75. Les informations sur les ménages ont été obtenues au moyen d'un formulaire de ménage, qui a servi non seulement à se renseigner sur les revenus des ménages, leurs sources et les caractéristiques socio-économiques des membres des ménages, mais aussi à découvrir des opérateurs du secteur non structuré qui avaient pu être oubliés lors de l'établissement des listes. Le formulaire de ménage se présentait essentiellement sous la forme d'un tableur à colonnes pour l'inscription du code d'identification des membres du ménage et des caractéristiques.

76. On a administré à chaque opérateur du secteur non structuré ainsi identifié un formulaire spécial et distinct, dont chacun était théoriquement associé au formulaire de ménage correspondant par le code d'identification géographique et le code d'identification de l'opérateur, solution idéale pour les analyses puisqu'on regroupait ainsi toutes les informations des deux formulaires. Toutefois, le codage des données dans les deux formulaires a été effectué séparément, et il en est résulté parfois des erreurs de codage et de transcription.

77. Le formulaire administré aux opérateurs comportait 75 questions principales, regroupées en treize grandes rubriques :

- Activités économiques exercées, leur organisation et leur mode opératoire;
- Motifs et modalités de l'engagement dans ces activités;
- Conditions d'emplois et de travail, avantages des salariés;
- Production, facteurs de production, dépenses et revenus produits;
- Pratiques de production, par exemple acquisition de matières premières, sous-traitances et prolongements commerciaux;
- Formation de capital;
- Pratiques en matière de crédit et d'emprunts;
- Problèmes de fonctionnement et sources d'assistance;
- Santé et sécurité du travail;
- Immatriculation de l'entreprise;

- Auto-organisation;
- Protection sociale;
- Caractéristiques de l'opérateur.

78. A noter que les caractéristiques étudiées ont également repris la plupart de celles qui avaient fait l'objet de l'enquête de 1988 sur les activités exercées par les ménages. L'avantage de l'utilisation de formulaires distincts, selon l'activité (solution appliquée pour les enquêtes annuelles de l'Institut national de statistique et pour le recensement quinquennal des établissements), tient au fait que les informations concernant par exemple la production et les coûts qui dépendent largement du type d'activité peuvent être réunies en plus de détail au moyen de formulaires spéciaux selon l'activité. Le traitement des données et la mise en place de systèmes en sont également facilités. Dans le cas d'un traitement manuel, les spécialistes de chaque secteur n'ont besoin que de travailler sur les formulaires concernant ce secteur. Le codage des données et la mise en place de systèmes de vérification électronique peuvent eux aussi être spécialisés par secteurs. En ce qui concerne les interviews sur le terrain, la formule a, par contre, l'inconvénient d'obliger chaque enquêteur à transporter des formulaires de types divers. Dans le cas des ménages qui comptaient plusieurs opérateurs aux activités multiples, la consolidation des divers formulaires de ménage peut poser un problème matériel encore qu'en théorie ces formulaires puissent être consolidés lors de leur dépouillement.

79. Ces problèmes ont été étudiés avec attention au moment d'établir les formulaires destinés à l'enquête sur le secteur non structuré urbain, et il a été décidé alors d'utiliser un seul formulaire par opérateur. Si des opérateurs exerçaient plusieurs activités, on a résolu la question en réservant des colonnes à l'inscription des codes d'activité. Dans le cas des informations sur les coûts et la production, qui diffèrent selon la branche d'activité, on a utilisé des fiches de travail distinctes selon les branches. S'il a été possible, en l'occurrence, de conserver matériellement réunis les formulaires correspondant à un opérateur, cette cohésion n'a pas été aussi bonne qu'elle pouvait l'être lors du dépouillement. Lorsque le formulaire a dû être remis au déclarant (comme cela a été parfois le cas pour les opérateurs en établissement) ce formulaire consistait en un document rébarbatif de 40 pages.

80. En l'occurrence, le formulaire contenait à la fois des questions conçues en principe pour l'interrogation des ménages et d'autres auxquelles devait normalement répondre l'établissement. Il fallait donc le concevoir de façon qu'il puisse être rempli lors d'interviews, mais directement aussi par les déclarants. Il était relativement plus facile de répondre aux questions posées lors d'interviews (qui étaient essentiellement structurées) qu'à celles destinées aux établissements qui concernaient la production, les facteurs de production, les autres dépenses, la formation de capital, et leurs valeurs. On avait eu l'impression que ces dernières étaient présentées de la façon la plus simple possible, mais les proportions de réponses n'ont pas été aussi élevées qu'on l'avait souhaité. Il y a là matière à des améliorations auxquelles on pourrait procéder en étudiant la proportion des réponses à chacune des questions du formulaire.

81. Même si quelques opérateurs seulement exerçaient plus d'une activité (soit 200 avec 2 activités et 18 avec 3 activités), il a fallu composer le formulaire de façon à recueillir systématiquement toutes les données recherchées les concernant. On n'a pas exactement su parfois si les mêmes colonnes étaient utilisées pour les mêmes activités. Le formulaire a posé un autre problème en raison de la conception du système de saisie des données. Le logiciel d'application de ce système (IMPS) n'est pas conçu pour dépouiller facilement les formulaires de ce type. Les fichiers de données constitués ont donc été très complexes et le dépouillement des données nécessaire pour les constituer en vue de leur traitement statistique a duré plutôt longtemps (on a utilisé dans ce cas un logiciel spécial afin de réduire la durée du dépouillement car, avec le logiciel d'application standard, on aurait dû écrire à la main les spécifications destinées aux vérifications et celles destinées aux tableaux). Il y a donc là aussi matière à améliorations.

82. Les données recueillies lors de l'enquête sur le secteur non structuré urbain n'ont fait l'objet que d'un minimum de vérifications et on a laissé la plupart des données telles quelles en raison du « caractère nouveau » des informations réunies. Par contre, les prochaines enquêtes bénéficieraient de l'application de spécifications et de méthodes d'imputation, dans le premier cas spécialement pour les données concernant les valeurs, et dans le deuxième pour combler les lacunes dans les réponses. Même si les données obtenues grâce aux enquêtes sur les

petits établissements pourraient servir pour calculer des fourchettes et des proportions acceptables dans le cas de la production et celui des facteurs de production utilisés, il faudra affiner ces données recueillies lors de l'enquête sur le secteur non structuré urbain.

83. Sur ce point encore, la présentation des tableaux tirés de l'enquête a été élaborée en fonction d'autres travaux réalisés dans le cadre du Projet interdépartemental. On a ainsi obtenu essentiellement des tableaux par branches d'activité et par sexe. Comme l'enquête portait sur 75 caractéristiques de base, cela a donné un grand nombre de tableaux, sans parler des recoupements entre chiffres qui sont nécessaires pour les analyses plus approfondies. Il se peut qu'on puisse réduire ces tableaux à un minimum, comme l'ont recommandé en mai 1997 les participants à l'Atelier sur les statistiques relatives au secteur informel.

## **F. — Diffusion des résultats**

84. Les résultats de l'enquête sur le secteur non structuré urbain montrent qu'environ 292 000 ménages de la Région de la Capitale, sur un total de 1,7 million, comptent au moins un membre qui exerce une activité économique dans ce secteur. L'effectif estimé d'opérateurs du secteur non structuré s'élève à 351 000, qui exercent 370 000 activités et occupent 169 000 travailleurs. Cela revient à un total estimé de 520 000 personnes occupées dans le secteur, dont 13 600 travailleurs familiaux non rémunérés. En juillet 1995, l'enquête sur la population active a conduit à estimer à 3,1 millions l'effectif des personnes occupées dans la région de la capitale dont 795 000 étaient soit des travailleurs indépendants (675 000), soit des employeurs (121 000). L'effectif des travailleurs familiaux non rémunérés a été estimé à 75 000. Avant de comparer ces chiffres, il faut noter que l'univers des membres de ménages appartenant à la population active selon l'enquête sur le secteur non structuré urbain est celui des individus âgés de 5 ans ou davantage, tandis que l'enquête sur la population active n'y inclut que les individus de 15 ans ou plus. La plupart des chiffres cités dans les résultats de la première enquête concernent toutefois le même groupe d'âge, car l'effectif des opérateurs et travailleurs du secteur non structuré âgés de 5 à 14 ans est minimal. Les résultats de l'enquête sur le secteur non structuré urbain coïncident donc avec ceux de l'enquête sur la population active, ce qui revient à une confirmation approximative de ces derniers. Il faut cependant noter que la quantification de l'emploi diffère de l'une de ces enquêtes à l'autre en raison en premier lieu de l'opérationnalisation de l'instrument d'enquête.

85. Certaines données de base résultant de l'Enquête de 1995 sur le secteur non structuré urbain qui peuvent se révéler utiles pour l'établissement des comptes des ménages figurent à l'annexe B. Des statistiques semblables à celles de l'enquête sur les activités exercées par les ménages, figurant à l'annexe A, restent à diffuser car les chiffres concernant la production et la formation de capital ne sont pas encore définitifs.

86. La diffusion des résultats de l'enquête a été en premier lieu effectuée lors d'un séminaire qui s'adressait à un auditoire de décideurs, de responsables de programmes d'action dans le secteur non structuré, de statisticiens et d'associations du secteur. Le programme du séminaire comprenait un exposé général du Projet interdépartemental et de sa composante statistique, ainsi que la présentation des principaux résultats de l'enquête sur le secteur non structuré urbain. Certains participants ont été invités à exposer sommairement l'intérêt que présentaient pour eux ses résultats. Le séminaire a donc servi lui aussi à valider les résultats de l'enquête et à en connaître l'utilisation potentielle par les personnes intéressées appartenant au secteur non structuré.

## **IV. — L'ENQUÊTE DE 1995 SUR L'ENFANCE (SOC)**

87. Cette enquête a été inaugurée en fait en juillet 1995 par deux enquêtes sur le profil socio-économique des ménages philippins et l'enquête sur les enfants de 5 à 17 ans. On a évité, pour ces enquêtes, d'employer l'expression « travail des enfants », quand bien même elles s'inscrivaient dans le cadre du Programme international de l'OIT pour l'abolition du travail des enfants. « Appeler un chat un chat » n'avait pas lieu d'être dans le contexte où l'on a estimé que l'expression « travail des enfants » influencerait de façon négative sur les proportions de réponses. On pourrait également tenir compte de cette considération dans le cas des enquêtes sur le secteur

non structuré, car des personnes interrogées pourraient alors refuser d'y répondre, excipant du fait que « de toute façon, elles n'appartiennent pas à ce secteur ».

88. L'enquête en question a été la première concernant le travail des enfants qui ait été effectuée aux Philippines à l'échelle nationale. Elle constituait, en tant que volet statistique du Programme de l'OIT, un moyen possible de se renseigner sur ce travail en prolongement de l'enquête normale sur la population active. C'est pourquoi on a adopté à cet effet le plan de sondage utilisé pour l'enquête coordonnée sur les ménages jusqu'au niveau des unités secondaires; tous les ménages sondés pour l'enquête sur la population active comptant des sujets de 5 à 17 ans ont ainsi été sondés et interrogés au moyen du formulaire 1 utilisé pour l'enquête sur le profil socio-économique des ménages philippins. Tous les enfants de 5 à 17 ans identifiés grâce à ce formulaire comme ayant travaillé au moins une heure à n'importe quel moment durant les 12 derniers mois précédant l'époque de l'enquête ont ensuite été interrogés au moyen du formulaire 2 (Enquête sur les enfants de 5 à 17 ans).

89. Le formulaire de ménage (formulaire 1) a permis de réunir des informations sur les ménages exclus de l'enquête sur la population active, concernant :

- L'activité des enfants (au travail, à la recherche de travail, sans emploi, étudiants, travaux ménagers);
- La branche des activités exercées éventuellement dans le ménage et ceux qui les exerçaient;
- L'opinion des mères de famille concernant le travail de leurs enfants, et ses répercussions sur la scolarité;
- Des informations sur les enfants travaillant hors du foyer;
- Le revenu et les dépenses de la famille et les caractéristiques du logement.

L'interrogé idéal dans le cas de ce formulaire était un des parents de l'enfant; il s'est agi le plus souvent de la mère.

90. Un autre formulaire (formulaire 2) a servi pour se renseigner au sujet du travail des enfants en s'adressant aux enfants eux-mêmes. Le moment choisi pour l'enquête (juillet) a toutefois difficilement permis d'obtenir des réponses des enfants scolarisés car c'était la pleine époque des cours. Les enquêteurs ont dû donc adopter des horaires spéciaux pour pouvoir visiter les domiciles lorsqu'ils pouvaient penser que l'enfant s'y trouvait, de façon à réduire le nombre des deuxième visites et à ramener au minimum les cas où un tiers répondait à la place de l'enfant. Un autre problème a été que même en la présence de l'enfant, des parents ont souhaité surveiller l'interview et répondre aussi à sa place, ce qui a pu nuire à la spontanéité et à la véracité des réponses.

91. Avec le formulaire 2, on s'est renseigné sur :

- L'activité professionnelle de l'enfant, y compris le métier exercé, la branche d'activité, la nature de l'emploi et la situation professionnelle, les heures ouvrées, enfin le lieu de travail dans les derniers mois et dans la dernière semaine écoulés;
- Les conditions de travail, y compris de sécurité et de santé;
- Les impressions au sujet du dernier emploi exercé et de l'emploi en cours, ainsi que les plans d'avenir;
- La scolarisation;
- La situation économique;
- La recherche d'emploi.

92. A titre d'exemples des activités économiques éventuelles d'un enfant, la liste utilisée pour les zones urbaines concernait essentiellement le secteur non structuré : conducteur de triporteur, vendeur de fruits ou de denrées alimentaires dans la rue ou sur les marchés, tenancier de magasin, travailleur dans l'artisanat, etc. Beaucoup de questions concernant l'activité économique et les conditions de travail, de santé et de sécurité sur les lieux de travail, ou encore les prestations reçues, étaient semblables à celles posées dans le formulaire de l'enquête sur le secteur non structuré urbain concernant les opérateurs. L'enquête sur l'enfance a donc pu également permettre de réunir des statistiques sur les enfants travaillant dans le secteur non structuré aux Philippines. Tou-

tefois, comme on l'a signalé au paragraphe qui précède, il a fallu recourir à des techniques et des démarches particulières pour obtenir directement les réponses des enfants.

93. D'après l'Enquête de 1995, le nombre des enfants qui avaient travaillé dans la Région de la Capitale au cours de la semaine précédant cette enquête était de 92 000, dont 46 % de façon permanente. Selon les estimations tirées de l'enquête sur le secteur non structuré urbain, 13 000 enfants auraient travaillé dans ce secteur. Si les enfants travaillent de façon caractéristique dans le secteur non structuré, comment s'explique la différence d'effectifs ? C'est là un point à vérifier, et il faudra aussi rechercher quelles seraient les différences possibles de quantification ou de concept entre les deux enquêtes pour ce qui concerne la notion de « travail » appliquée aux enfants.

94. D'autres renseignements réunis lors de l'enquête sur l'enfance sont présentés à l'annexe C.

## V. — L'ENQUÊTE DE 1993 SUR LES TRAVAILLEURS À DOMICILE (SOH)

95. Cette enquête réalisée au premier semestre de 1995, a constitué la deuxième phase d'une autre étude patronnée par l'OIT, concernant la protection sociale et la qualité de la vie des travailleuses rurales. Au niveau national, elle devait permettre :

1. D'étudier les conditions de travail et la protection sociale des travailleurs à domicile aux Philippines aux fins de la prise de décisions; et
2. De prendre des mesures en vue d'un recensement permanent des travailleurs à domicile dans la statistique philippine.

96. L'enquête sur les travailleurs à domicile est un troisième module d'enquête axée sur un groupe particulier. Il fallait essentiellement constituer une base statistique de travailleurs à domicile impossible à obtenir d'autre part. On s'est fondé à cet effet sur une liste des ménages dressée en 1993 pour mettre à jour la liste des unités primaires de l'échantillon utilisé pour l'enquête coordonnée sur les ménages. C'était là une façon économique d'obtenir une liste, mais elle a démontré aussi les limitations d'une base constituée sur liste lorsqu'on a affaire à un sujet nouveau et lorsque les définitions opérationnelles manquent de précision. Le rapport d'enquête signalait qu'on avait inclus dans la liste un grand nombre d'unités qui n'auraient pas dû y figurer, c'est-à-dire que des personnes qui y étaient incluses comme travailleurs à domicile ne satisfaisaient pas au critère optimal défini pour l'enquête.

97. Les définitions fondamentales utilisées dans l'enquête qui permettent d'éclaircir la relation existant entre travailleurs à domicile et secteur non structuré sont les suivantes :

- *Travail à domicile* : production de biens ou prestation de services pour le compte d'un employeur (pourvoyeur de travail) ou d'un entrepreneur en vertu d'un contrat selon lequel le travail est effectué au lieu choisi par le travailleur lui-même, souvent son domicile, l'employeur ou l'entrepreneur n'exerçant normalement alors aucun contrôle direct. L'exécutant du travail peut être un sous-traitant, un sous-traité ou un travailleur à domicile.
- *Sous-traitant* : entreprise ou personne physique, qui confie un travail à un producteur ou un travailleur en vertu d'un contrat selon lequel le travail est effectué au lieu choisi par ce producteur ou travailleur, souvent son domicile, le sous-traitant n'exerçant alors normalement aucun contrôle direct. Le sous-traitant peut être un simple acheteur des produits ou des biens considérés, ou peut en être aussi le producteur.
- *Sous-traité* : personne ou partie qui signe un contrat de production de biens précisés par un entrepreneur, un acheteur ou un sous-traitant en un lieu choisi par le sous-traité, souvent son domicile, l'entrepreneur, l'acheteur ou le sous-traitant n'exerçant alors normalement aucun contrôle direct. Le sous-traité peut fournir un ou plusieurs facteurs de production — capital, travail, matières premières, études, matériel, outillage, énergie, etc. — nécessaires pour la production des biens en cause.
- *Travailleur à façon* : personne qui produit des biens et ne fournit à cet effet que son travail.

98. On a adopté, pour l'enquête sur les travailleurs à domicile, les unités sondées primaires de l'enquête coordonnée sur les ménages, mais avec une liste distincte de travailleurs à domicile. Cette enquête n'a porté que sur 5 des 15 régions des Philippines et a produit des estimations régionales les concernant. Un de ses aspects intéressants a été le relevé effectué après dénombrement pour déterminer l'exactitude de la couverture des travailleurs à domicile dans la liste où figuraient comme point de départ tous ceux appartenant au « secteur non structuré ». Ce secteur a été essentiellement composé de travailleurs indépendants, d'employeurs et de travailleurs familiaux non rémunérés. Les sous-traitants, les sous-traités et les travailleurs à domicile ont ensuite été identifiés en fonction de la fourniture de travail, du lieu de travail, de l'encadrement et de la destination des produits ou des services.

99. Les caractéristiques fondamentales considérées dans l'enquête étaient les suivantes :

- Les caractéristiques démographiques (âge, sexe, degré d'instruction);
- Les caractéristiques du travail, par exemple la nature de l'activité, le type de travailleur à domicile, la nature du contrat de travail, les horaires de travail, le lieu de travail et la santé professionnelle;
- Les modalités pratiques, y compris les matières utilisées, les cadences de production, les difficultés.

100. L'enquête de 1993 sur les travailleurs à domicile a permis de recenser, dans la Région de la Capitale, 194 000 d'entre eux dont 69 % étaient des exécutants et 25 % des sous-traitants. L'enquête sur le secteur non structuré urbain considérait les « sous-traités et travailleurs à domicile » comme une catégorie possible de travailleurs mais n'en a dénombré que 3 000 travaillant pour des opérateurs du secteur non structuré. Quelque 5 000 opérateurs acceptent des travaux sous contrat.

101. Des indications plus détaillées concernant les résultats de cette enquête figurent à l'annexe D.

## VI. — CONCLUSIONS

102. L'institutionnalisation de la production, à partir d'enquêtes, de statistiques du secteur non structuré, reste à réaliser aux Philippines, mais l'Enquête de 1995 sur le secteur non structuré urbain dans la Région de la Capitale est une étape majeure en direction de la compréhension des besoins d'une enquête visant à déterminer l'effectif, les caractéristiques, les conditions de travail et les besoins des opérateurs, ainsi que les activités, les entreprises et les ménages des opérateurs inclus dans le secteur non structuré. Sans parler des problèmes et des intérêts dont il a été question ici, l'un des points principaux est l'élaboration d'une définition précise et opérationnelle des activités et des entreprises de ce secteur. L'enquête a prouvé qu'il était possible d'identifier les acteurs économiques sur le terrain, mais il faudra que les utilisateurs et les producteurs des données précisent davantage comment savoir si tel ou tel de ces acteurs appartient ou non au secteur non structuré et s'entendent à ce sujet, ce qui pourra jusqu'à un certain point faire intervenir pour cette définition des considérations politiques ou bien liées à des programmes.

103. L'enquête sur le secteur non structuré urbain est un exemple d'enquête conjointe sur les ménages et les entreprises. L'utilisation de sondages sur les aires de cette nature reste peu fréquente dans le cas des enquêtes de vaste portée et cela tient pour une part, au coût de l'établissement d'une ou de plusieurs listes pour la constitution de la base de sondage. Le facteur temps intervient en l'occurrence comme il l'a fait pour la constitution de la base de l'enquête de 1993 sur les travailleurs à domicile. L'établissement de la liste peut s'effectuer dans le contexte d'un recensement de l'économie ou de la population, mais l'enquête doit alors suivre de près le recensement.

104. L'expérience de l'enquête sur les travailleurs à domicile donne une idée de la façon d'identifier ces travailleurs et de les subdiviser par catégories. Elle prouve que l'enquête sur la population active n'aboutit peut-être pas à une ventilation correcte de ces travailleurs entre travailleurs indépendants et salariés; de plus, il se peut qu'elle en laisse de côté une partie.

105. L'exécution d'enquêtes indépendantes se justifie plus difficilement lorsqu'on essaie de réunir les ressources nécessaires pour les exécuter, de sorte que l'Enquête de 1995 sur le travail des enfants peut constituer

une solution de substitution à celle d'une enquête régulière sur le secteur non structuré comme, pour être plus précis, l'enquête sur le secteur non structuré urbain en tant que module de l'enquête coordonnée sur les ménages. Les difficultés techniques escomptées et les points appelant des décisions dans le cas d'une approche de ce type sont signalés par Verma (1992). La fréquence de l'enquête dépendra de ce que l'on entend faire de ses résultats, en particulier en comptabilité nationale. Alonzo (1993) estime en outre que la modification de l'enquête sur les revenus et les dépenses des familles et de l'enquête sur la population active constitueraient une meilleure solution de substitution à la collecte de données sur les activités exercées par les ménages. Plus précisément, il préconise de modifier la première de ces enquêtes pour se renseigner sur les revenus par activité et pour mieux calculer la valeur des investissements des entreprises de ménages. Une modification fondamentale de l'enquête sur la population active permettrait de se renseigner sur la nature des entreprises de travailleurs indépendants et de celles qui occupent des salariés.

106. Les enquêtes sur le secteur non structuré appellent par nécessité l'établissement de plans de sondage complexes, et les méthodes d'estimation doivent tenir compte non seulement des pondérations prévues dans ces plans mais aussi des non-réponses et des erreurs de couverture. Le calcul des erreurs types est difficile si l'on ne dispose pas de logiciels spécialisés, et c'est là un domaine important de formation et de recherche.

## ANNEXE A

**TABLEAU SHOA1. Nombre d'entreprises : recensement de l'économie de 1988  
et Enquête de 1988 sur les activités exercées par les ménages (SHOA)**

Activités	Recensement	SHOA
Mines et carrières . . . . .	111	21 171
Fabrications alimentaires . . . . .	31 247	7 275
Vêtement et maroquinerie . . . . .	15 710	101 641
Bois et produits du bois . . . . .	6 120	53 417
Autres activités manufacturières . . . . .	14 070	28 335
Commerce de gros . . . . .	15 414	25 155
Commerce de détail . . . . .	128 970	835 729
Transports . . . . .	812	150 094
Services personnels . . . . .	34 671	87 313
Restauration et hôtellerie . . . . .	8 064	17 061
Autres services . . . . .	51 085	32 351

Source : The Economics of Household-operated Activities in the Philippines. R. P. Alonzo, 1993.

**TABLEAU SHOA2. Valeur ajoutée : recensement de l'économie de 1988  
et Enquête de 1988 sur les activités exercées par les ménages (SHOA)**

Activités	Recensement	SHOA
Mines et carrières . . . . .	12 140	300 487
Fabrications alimentaires . . . . .	1 727 099	926 640
Vêtement et maroquinerie . . . . .	741 769	922 652
Bois et produits du bois . . . . .	406 553	380 451
Autres activités manufacturières . . . . .	1 200 553	306 048
Commerce de gros . . . . .	10 549 529	823 702
Commerce de détail . . . . .	6 858 376	12 816 481
Transports . . . . .	139 589	2 553 085
Services personnels . . . . .	1 178 263	735 880
Restauration et hôtellerie . . . . .	2 290 638	529 809
Autres services . . . . .	838 057	658 177

Source : The Economics of Household-operated Activities in the Philippines. R. P. Alonzo, 1993.

**TABLEAU SHOA3. Revenu net : recensement de l'économie de 1988  
et Enquête de 1988 sur les activités exercées par les ménages (SHOA)**

Activités	Recensement	SHOA
Mines et carrières. ....	2 270	281 799
Fabrications alimentaires. ....	1 171 050	837 539
Vêtement et maroquinerie. ....	496 521	800 777
Bois et produits du bois. ....	254 398	309 918
Autres activités manufacturières. ....	744 234	262 918
Commerce de gros. ....	9 947 933	795 059
Commerce de détail. ....	4 729 999	12 597 652
Transports. ....	100 407	2 004 319
Services personnels. ....	744 515	635 452
Restauration et hôtellerie. ....	1 497 463	513 663
Autres services. ....	567 691	574 610

Source : The Economics of Household-operated Activities in the Philippines. R. P. Alonzo, 1993.

**TABLEAU SHOA4. Valeur brute de la production et valeur ajoutée brute :  
Enquête de 1988 sur les activités exercées par les ménages (SHOA) et comptes nationaux de 1988**

Valeur brute de la production	Comptes nationaux	SHOA
<b>Total</b> .....	<b>1 467 955</b>	<b>110 159</b>
Agriculture. ....	193 954	76 532
Mines et carrières. ....	22 379	354
Activités manufacturières. ....	784 121	4 939
Commerce. ....	155 323	17 790
Autres activités. ....	321 178	10 544

Valeur ajoutée brute	Comptes nationaux	SHOA
<b>Total</b> .....	<b>656 758</b>	<b>81 475</b>
Agriculture. ....	155 532	56 345
Mines et carrières. ....	15 956	295
Activités manufacturières. ....	279 147	2 650
Commerce. ....	114 317	15 736
Autres activités. ....	91 806	6 449

NOTE : Dans le cas de l'enquête SHOA, la valeur ajoutée brute est assimilée aux recettes nettes majorées de la rémunération des travailleurs.

Source : The Economics of Household-operated Activities in the Philippines. R. P. Alonzo, 1993.

## ANNEXE B

**TABLEAU UISS1. Nombre des activités du secteur non structuré par branches**

Code	Branches d'activité	Fréquence	Pourcentage
1	Agriculture, sylviculture, pêche . . . . .	11 728	3,1
2	Textile, vêtement, maroquinerie . . . . .	19 322	5,2
3	Autres activités manufacturières . . . . .	20 301	5,5
4	Construction . . . . .	9 117	2,5
5	Magasins sari-sari . . . . .	110 271	29,8
6	Autres commerces de détail des denrées alimentaires et boissons . . . . .	28 382	7,7
7	Autres activités commerciales . . . . .	34 817	9,4
8	Exploitants d'autobus, de taxis, de transports par jeep . . . . .	16 535	4,5
9	Transports par tricycles et divers . . . . .	17 012	4,6
10	Location d'immeubles, de chambres . . . . .	13 007	3,5
11	Crédit, assurance, immobilier, services aux entreprises . . . . .	5 089	1,4
12	Travaux de réparation . . . . .	16 940	4,6
13	Autres services personnels et ménagers . . . . .	17 307	4,7
14	Restaurants, cafés et autres débits de nourriture et de boissons . . . . .	26 589	7,2
15	Hôtels, motels, pensions et apparentés . . . . .	11 556	3,1
16	Divers . . . . .	12 537	3,4
<b>TOTAL . . . . .</b>		<b>370 510</b>	<b>100,0</b>

**TABLEAU UISS2. Nombre des activités du secteur non structuré employant des travailleurs, et nombre de travailleurs par branches**

Branches	Nombre de travailleurs			
	1-4	5-9	Non précisé	Total
<b>TOTAL . . . . .</b>	<b>45 861</b>	<b>8 582</b>	<b>14 959</b>	<b>69 402</b>
Agriculture, sylviculture, pêche . . . . .	645	416	216	1 277
Textile, vêtement, maroquinerie . . . . .	2 753	806	1 154	4 713
Autres activités manufacturières . . . . .	6 966	1 996	2 422	11 384
Construction . . . . .	595	130	233	958
Magasins sari-sari . . . . .	4 610	0	1 150	5 760
Autres commerces de détail des denrées alimentaires et boissons . . . . .	3 254	681	172	4 107
Autres activités commerciales . . . . .	9 473	1 066	2 635	13 174
Exploitants d'autobus, de taxis, de transports par jeep . . . . .	2 044	166	1 097	3 307
Transports par tricycles et divers . . . . .	528	31	579	1 138
Location d'immeubles, de chambres . . . . .	56	0	0	56
Crédit, assurance, immobilier, services aux entreprises . . . . .	889	1 663	931	3 483
Travaux de réparation . . . . .	4 572	58	1 366	5 995
Autres services personnels et ménagers . . . . .	3 547	21	976	4 545
Restaurants, cafés et autres débits de nourriture et de boissons . . . . .	4 143	868	1 551	6 562
Hôtels, motels, pensions et apparentés . . . . .	5	138	0	143
Divers . . . . .	1 779	544	477	2 799

**TABLEAU UISS3. Nombre de travailleurs du secteur non structuré,  
par type de travailleurs et par sexe**

<i>Type de travailleur</i>	<i>Sexe</i>			<b>Total</b>
	<b>Masculin</b>	<b>Féminin</b>	<b>Non précisé</b>	
Partenaire actif . . . . .	4 761	2 187	0	6 948
Salarié permanent . . . . .	53 950	3 068	0	97 018
Salarié temporaire ou saisonnier . . . . .	15 390	9 938	0	25 328
Salarié occasionnel . . . . .	6 942	950	0	16 892
Sous-traité ou travailleur à domicile . . . . .	2 161	989	0	3 151
Stagiaire ou apprenti . . . . .	988	708	0	1 697
Travailleur familial non rémunéré . . . . .	7 607	5 987	0	13 594
Non précisé . . . . .	2 074	1 392	759	4 225
<b>TOTAL . . . . .</b>	<b>93 874</b>	<b>74 219</b>	<b>759</b>	<b>168 852</b>

## ANNEXE C

**TABLEAU SOF1. Nombre d'enfants de 5 à 17 ans ayant travaillé la semaine précédente, en zone urbaine ou rurale, par sexe et par âge : juillet 1995**

ÂGE, SEXE, URBAINS OU RURAUX	PHILIPPINES	RÉGION DE LA CAPITALE
<i>Des deux sexes</i> . . . . .	<b>2 851 674</b>	<b>92 284</b>
De 5 à 9 ans . . . . .	162 500	8 465
De 10 à 14 ans . . . . .	1 263 608	25 891
De 15 à 17 ans . . . . .	1 425 466	57 928
<i>De sexe masculin</i> . . . . .	<b>1 894 634</b>	<b>35 950</b>
De 5 à 9 ans . . . . .	104 643	2 750
De 10 à 14 ans . . . . .	819 702	10 374
De 15 à 17 ans . . . . .	970 289	22 826
<i>De sexe féminin</i> . . . . .	<b>957 040</b>	<b>56 334</b>
De 5 à 9 ans . . . . .	57 958	5 715
De 10 à 14 ans . . . . .	443 905	15 516
De 15 à 17 ans . . . . .	455 177	35 103
<b>ZONES URBAINES</b>	—	—
<i>Des deux sexes</i> . . . . .	<b>950 630</b>	<b>92 284</b>
De 5 à 9 ans . . . . .	48 909	8 465
De 10 à 14 ans . . . . .	386 345	25 891
De 15 à 17 ans . . . . .	515 376	57 928
<i>De sexe masculin</i> . . . . .	<b>580 056</b>	<b>35 950</b>
De 5 à 9 ans . . . . .	28 631	2 750
De 10 à 14 ans . . . . .	232 336	10 374
De 15 à 17 ans . . . . .	319 089	22 826
<i>De sexe féminin</i> . . . . .	<b>370 575</b>	<b>56 334</b>
De 5 à 9 ans . . . . .	20 278	5 715
De 10 à 14 ans . . . . .	154 010	15 516
De 15 à 17 ans . . . . .	196 287	35 103
<b>ZONES RURALES</b>	—	—
<i>Des deux sexes</i> . . . . .	<b>1 901 043</b>	<b>0</b>
De 5 à 9 ans . . . . .	113 691	—
De 10 à 14 ans . . . . .	877 262	—
De 15 à 17 ans . . . . .	910 090	—
<i>De sexe masculin</i> . . . . .	<b>1 314 579</b>	<b>0</b>
De 5 à 9 ans . . . . .	76 012	—
De 10 à 14 ans . . . . .	587 367	—
De 15 à 17 ans . . . . .	651 200	—
<i>De sexe féminin</i> . . . . .	<b>586 466</b>	<b>0</b>
De 5 à 9 ans . . . . .	37 679	—
De 10 à 14 ans . . . . .	289 896	—
De 15 à 17 ans . . . . .	258 891	—

**TABLEAU SOF2. Nombre d'enfants de 5 à 17 ans ayant travaillé la semaine précédente,  
classés selon la nature de l'emploi et le sexe : juillet 1995**

NATURE DE L'EMPLOI SEXE, RURAL OU URBAIN	PHILIPPINES	RÉGION DE LA CAPITALE
<b>Des deux sexes</b>	<b>2 851 674</b>	<b>92 285</b>
Travailleur dans un ménage privé	226 282	22 310
Travailleur dans un établissement privé	567 694	19 075
Travailleur dans l'administration publique ou une société publique	11 088	748
Travailleur rémunéré dans son ménage, chef d'entreprise	39 776	2 281
Travailleur indépendant sans employé salarié	193 802	9 031
Employeur dans son ménage, chef d'entreprise	26 442	1 554
Travailleur non rémunéré dans son ménage, chef d'entreprise	1 716 777	27 619
Travailleur non rémunéré pour d'autres membres du ménage	15 871	754
Non précisé	54 942	8 914
<b>De sexe féminin</b>	<b>1 894 533</b>	<b>35 949</b>
Travailleur dans un ménage privé	92 751	3 476
Travailleur dans un établissement privé	395 372	10 892
Travailleur dans l'administration publique ou une société publique	9 662	748
Travailleur rémunéré dans son ménage, chef d'entreprise	30 125	765
Travailleur indépendant sans employé salarié	153 701	7 141
Employeur dans son ménage, chef d'entreprise	17 933	1 175
Travailleur non rémunéré dans son ménage, chef d'entreprise	1 165 880	10 915
Travailleur non rémunéré pour d'autres membres du ménage	11 043	377
Non précisé	18 166	459
<b>De sexe masculin</b>	<b>957 039</b>	<b>56 334</b>
Travailleur dans un ménage privé	133 531	18 834
Travailleur dans un établissement privé	172 322	8 183
Travailleur dans l'administration publique ou une société publique	1 425	—
Travailleur rémunéré dans son ménage, chef d'entreprise	9 651	1 515
Travailleur indépendant sans employé salarié	401 01	1 890
Employeur dans son ménages, chef d'entreprise	7 509	377
Travailleur non rémunéré dans son ménage, chef d'entreprise	550 897	16 703
Travailleur non rémunéré pour d'autres membres du ménage	4 827	377
Non précisé	36 776	8 455

**TABLEAU SOF3. Nombre d'enfants de 5 à 17 ans ayant travaillé la semaine précédente,  
par branche d'activité et par sexe : juillet 1995**

PRINCIPALE BRANCHE/SEXE, ZONE URBAINE OU RURALE	PHILIPPINES	RÉGION DE LA CAPITALE
<b>Des deux sexes . . . . .</b>	<b>2 851 674</b>	<b>92 285</b>
Agriculture . . . . .	1 594 256	—
Pêche . . . . .	193 124	1 168
Sylviculture, exploitation forestière . . . . .	32 971	—
Mines . . . . .	1 008	—
Carrières . . . . .	8 043	—
Commerce de détail . . . . .	449 859	37 397
Commerce de gros . . . . .	16 448	1 805
Transports . . . . .	45 597	3 067
Communications . . . . .	678	—
Construction . . . . .	36 149	2 223
Services publics . . . . .	3 564	—
Services de santé . . . . .	1 730	370
Education . . . . .	1 776	—
Fabrications alimentaires . . . . .	47 230	3 872
Fabrications autres qu'alimentaires . . . . .	114 455	3 900
Restauration, hôtellerie . . . . .	46 330	3 838
Services personnels . . . . .	194 426	17 688
Autres branches, n.d.a. . . . .	64 030	16 957

**TABLEAU SOF3. Nombre d'enfants de 5 à 17 ans ayant travaillé la semaine précédente,  
par branche d'activité et par sexe : juillet 1995**

PRINCIPALE BRANCHE/SEXE, ZONE URBAINE OU RURALE	PHILIPPINES	RÉGION DE LA CAPITALE
<b>Sexe masculin . . . . .</b>	<b>1 894 634</b>	<b>35 951</b>
Agriculture . . . . .	1 201 066	—
Pêche . . . . .	174 870	—
Sylviculture, exploitation forestière . . . . .	26 547	—
Mines . . . . .	1 008	—
Carrières . . . . .	8 043	—
Commerce de détail . . . . .	191 402	13 497
Commerce de gros . . . . .	8 103	883
Transports . . . . .	45 019	3 067
Communications . . . . .	678	—
Construction . . . . .	35 323	1 885
Services publics . . . . .	2 720	—
Services de santé . . . . .	868	370
Fabrications alimentaires . . . . .	32 304	1 945
Fabrications autres qu'alimentaires . . . . .	54 390	1 595
Restauration, hôtellerie . . . . .	16 323	2 020

**TABLEAU SOF3. Nombre d'enfants de 5 à 17 ans ayant travaillé la semaine précédente,  
par branche d'activité et par sexe : juillet 1995 (suite)**

<b>PRINCIPALE BRANCHE/SEXE, ZONE URBAINE OU RURALE</b>	<b>PHILIPPINES</b>	<b>RÉGION DE LA CAPITALE</b>
Services personnels. . . . .	60 574	2 546
Autres branches, n.d.a. . . . .	35 396	6 975
<b>Sexe féminin . . . . .</b>	<b>957 040</b>	<b>56 334</b>
Agriculture . . . . .	393 190	—
Pêche . . . . .	18 254	—
Sylviculture, exploitation forestière . . . . .	6 424	—
Commerce de détail . . . . .	258 457	23 900
Commerce de gros . . . . .	8 345	922
Transports. . . . .	578	—
Construction . . . . .	826	—
Services publics . . . . .	844	—
Services de santé. . . . .	862	—
Education . . . . .	1 776	—
Fabrications alimentaires . . . . .	14 926	1 927
Fabrications autres qu'alimentaires . . . . .	60 065	2 305
Restauration, hôtellerie. . . . .	30 007	1 818
Services personnels. . . . .	33 852	5 142
Autres branches, n.d.a. . . . .	28 634	9 982

**TABLEAU SOH1.** Nombre estimé de travailleurs à domicile, par type, sexe, groupe d'âge et régions, urbains-ruraux, 1993

130

**TABEAU SOH1. Nombre estimé de travailleurs à domicile,  
par type, sexe, groupe d'âge et régions, urbains-ruraux, 1993 (suite)**

TYPES DE TRAVAILLEURS À DOMICILE													
RÉGIONS ET GROUPES D'ÂGE URBAINS-RURAUX	TOTAL			SOUS-TRAITANTS			SOUS-TRAITÉS			TRAVAILLEURS À FAÇON			
	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	
<b>TOTAL RÉGION</b>													
<b>DE LA CAPITALE...</b>	<b>193 515</b>	<b>69 472</b>	<b>124 043</b>	<b>48 185</b>	<b>25 157</b>	<b>23 222</b>	<b>13 353</b>	<b>7 160</b>	<b>5 999</b>	<b>132 171</b>	<b>37 155</b>	<b>94 822</b>	
Moins de 10 ans . . . .	194	194	0	0	—	—	0	—	—	194	194	—	
10-14 . . . . .	5 225	1 161	4 064	387	194	194	0	—	—	4 838	968	3 870	
15-19 . . . . .	13 546	4 644	8 902	1 742	1 355	387	0	—	—	11 804	3 290	8 515	
20-24 . . . . .	17 803	4 644	13 159	1 548	387	1 161	387	—	387	15 868	4 257	11 611	
25-44 . . . . .	99 660	37 735	61 925	29 414	14 320	15 094	8 128	5 225	2 903	62 118	18 190	43 928	
45-54 . . . . .	38 897	16 449	22 448	10 837	7 160	3 677	3 290	1 548	1 742	25 770	7 741	17 029	
55-64 . . . . .	14 127	3 483	10 643	3 096	968	2 129	1 161	387	774	9 869	2 129	7 741	
65 ans ou plus . . . . .	4 257	968	3 290	1 161	581	581	387	—	387	2 709	387	2 322	
<b>RÉGION 3 . . . . .</b>	<b>254 219</b>	<b>24 151</b>	<b>230 068</b>	<b>17 033</b>	<b>5 339</b>	<b>11 694</b>	<b>10 169</b>	<b>1 525</b>	<b>8 643</b>	<b>227 018</b>	<b>17 033</b>	<b>209 985</b>	
Moins de 10 ans . . . .	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
10-14 . . . . .	4 576	508	4 068	0	0	0	0	0	0	4 576	508	4 068	
15-19 . . . . .	20 846	2 034	18 812	508	254	254	0	0	0	20 338	1 780	18 558	
20-24 . . . . .	28 473	2 796	25 676	1 017	254	763	254	0	254	27 201	2 542	24 659	
25-44 . . . . .	151 006	12 203	138 804	9 915	2 796	7 118	6 864	763	6 101	134 228	8 643	125 584	
45 54 . . . . .	37 794	4 322	28 473	3 051	1 271	1 780	2 288	508	1 780	27 456	2 542	24 913	
55-64 . . . . .	11 210	2 058	9 152	1 525	763	763	508	254	254	9 176	1 041	8 135	
65 ans ou plus . . . . .	5 339	254	5 085	1 017	254	763	254	0	254	4 068	0	4 068	
<b>RÉGION 4 . . . . .</b>	<b>261 304</b>	<b>36 276</b>	<b>226 028</b>	<b>17 507</b>	<b>7 578</b>	<b>9 930</b>	<b>51 477</b>	<b>12 020</b>	<b>39 457</b>	<b>192 581</b>	<b>15 678</b>	<b>176 903</b>	
Moins de 10 ans . . . .	7 840	261	523	0	0	0	0	0	0	784	261	523	
10-14 . . . . .	4 703	784	3 919	0	0	0	261	0	261	4 442	784	3 658	
15-19 . . . . .	13 327	1 568	11 759	261	0	261	2 352	523	1 829	10 713	1 045	9 668	
20-24 . . . . .	—	2 796	25 676	1 017	254	763	254	0	254	27 201	2 542	24 659	
25-44 . . . . .	151 006	12 203	138 804	9 915	2 796	7 118	6 864	763	6 101	134 228	8 643	125 584	
45-54 . . . . .	37 794	4 322	28 473	3 051	1 271	1 780	2 288	508	1 780	27 456	2 542	24 913	
55-64 . . . . .	11 210	2 058	9 152	1 525	763	763	508	254	254	9 176	1 041	8 135	
65 ans ou plus . . . . .	5 339	254	5 085	1 017	254	763	254	0	254	4 068	0	4 068	

**TABEAU SOH1. Nombre estimé de travailleurs à domicile,  
par type, sexe, groupe d'âge et régions, urbains-ruraux, 1993 (suite)**

TYPES DE TRAVAILLEURS À DOMICILE													
	TOTAL			SOUS-TRAITANTS			SOUS-TRAITÉS			TRAVAILLEURS À FAÇON			
	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	
RÉGIONS													
ET GROUPES D'ÂGE													
URBAINS-RURAUX													
RÉGION 5 . . . . .	108 893	18 730	90 193	6 425	3 376	3 049	16 334	3 920	1 241	86 243	11 434	74 809	
Moins de 10 ans . . . .	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
10-14 . . . . .	2 722	980	1 742	0	0	0	0	0	0	2 722	980	1 742	
15-19 . . . . .	7 078	1 663	5 445	0	0	0	0	0	0	7 078	1 633	5 445	
20-24 . . . . .	10 345	1 198	9 147	762	544	218	544	0	544	9 038	653	8 385	
25-44 . . . . .	59 891	10 236	49 655	4 029	1 633	2 396	9 583	2 722	6 860	46 280	5 880	40 399	
45-54 . . . . .	16 007	2 722	13 285	1 307	980	327	3 158	218	2 940	11 543	1 525	10 018	
55-64 . . . . .	8 603	1 416	7 187	109	0	109	2 287	871	1 416	6 207	544	5 662	
65 ans ou plus . . . . .	4 356	544	3 811	218	218	0	762	109	653	3 376	218	3 158	
RÉGION 7 . . . . .	381 158	131 500	249 658	28 968	19 058	9 910	184 480	80 043	104 437	168 091	32 398	135 692	
Moins de 10 ans . . . .	1 143	381	762	0	0	0	1 143	381	762	0	0	0	
10-14 . . . . .	6 099	2 287	3 812	381	0	381	3 049	1 525	1 525	2 668	762	1 906	
15-19 . . . . .	23 251	5 717	17 533	1 525	762	762	9 148	3 049	6 099	12 578	1 906	10 672	
20-24 . . . . .	32 398	11 054	21 345	2 287	1 525	762	9 529	4 955	4 574	20 583	4 574	16 009	
25-44 . . . . .	201 251	72 801	128 450	18 296	12 197	6 099	92 621	43 833	48 788	90 334	16 771	73 563	
45-54 . . . . .	65 178	20 583	44 595	4 193	3 049	1 143	37 735	12 959	24 775	23 251	4 574	18 677	
55-64 . . . . .	32 398	12 197	20 201	1 906	1 525	381	18 296	7 242	11 054	12 197	3 430	8 767	
65 ans ou plus . . . . .	19 820	6 480	13 341	381	0	381	12 959	6 099	6 861	6 480	381	6 099	

**TABEAU SOH2. Activité économique des travailleurs à domicile par sexe et par région, Philippines, 1993**

ACTIVITÉS	TOTAL POUR 5 RÉGIONS			AGGLOMÉRATION DE MANILLE						CENTRE DE LUÇON			TAGALOG MÉRIDIONAL			BICOL			VISAYAS CENTRALES					
	Total	Sexe masculin	Sexe féminin	Toutes zones	Sexe masculin	Sexe féminin	Toutes zones	Sexe masculin	Sexe féminin	Toutes zones	Sexe masculin	Sexe féminin	Toutes zones	Sexe masculin	Sexe féminin	Toutes zones	Sexe masculin	Sexe féminin	Toutes zones	Sexe masculin	Sexe féminin	Toutes zones	Sexe masculin	Sexe féminin
<b>Total des travailleurs à domicile. . . . .</b>	<b>199 089</b>	<b>254 207</b>	<b>944 882</b>	<b>193 515</b>	<b>69 472</b>	<b>124 043</b>	<b>254 219</b>	<b>24 151</b>	<b>230 068</b>	<b>261 304</b>	<b>36 276</b>	<b>226 028</b>	<b>108 893</b>	<b>18 730</b>	<b>90 163</b>	<b>381 158</b>	<b>131 500</b>	<b>249 658</b>						
<b>POURCENTAGE</b>	<b>100,0</b>	<b>21,2</b>	<b>78,8</b>	<b>100,0</b>	<b>35,9</b>	<b>64,1</b>	<b>100,0</b>	<b>9,5</b>	<b>90,5</b>	<b>100,0</b>	<b>13,5</b>	<b>86,5</b>	<b>100,0</b>	<b>17,2</b>	<b>82,8</b>	<b>100,0</b>	<b>34,5</b>	<b>65,5</b>						
Agriculture pêche et sylviculture . . . . .	0,5	0,4	0,1	0,1	0,1	—	0,2	0,2	—	0,2	0,1	0,1	—	—	—	1,3	1,2	0,2						
Fabrications alimentaires . . . . .	0,7	0,3	0,4	0,9	0,4	0,5	0,8	0,1	0,6	0,4	0,1	0,3	1,4	0,8	0,6	0,5	0,4	0,1						
Meunerie . . . . .	1,2	0,8	0,4	4,7	3,3	1,4	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	1,1	1,1	—	1,2	0,6	0,8						
Tissage artisanal . . . . .	13,6	1,2	12,4	5,3	0,7	4,6	4,3	0,2	4,0	13,5	0,7	12,7	62,0	7,0	55,0	6,9	0,3	6,6						
Confection de vêtements . . . . .	34,2	2,2	32,0	19,7	7,2	12,4	71,0	2,5	68,5	40,1	2,4	37,7	10,8	0,5	10,3	8,3	0,5	7,8						
Maroquinerie . . . . .	0,7	0,2	0,5	1,4	0,6	0,8	1,7	0,4	1,3	0,2	—	0,2	0,3	0,3	—	0,1	—	0,1						
Fabrication de chaussures . . . . .	4,7	1,5	3,1	19,8	7,6	12,4	4,2	0,7	3,5	6,5	2,5	4,0	0,2	—	0,2	—	—	—						
Fabrication d'articles en bois ou en liège . . . . .	20,7	6,7	14,0	5,3	2,4	2,9	10,5	2,5	8,0	27,0	4,7	22,4	13,1	3,1	10,1	34,6	15,2	19,5						
Fabrication de meubles . . . . .	2,6	1,7	0,9	3,8	2,3	1,5	1,6	1,2	0,4	1,0	0,9	0,1	1,6	1,6	—	4,7	2,5	2,2						
Fabrication de produits du papier . . . . .	2,5	0,4	2,2	6,2	1,2	5,0	0,2	—	0,1	4,9	0,5	4,5	6,6	1,2	5,4	0,2	—	0,2						
Fabrication de produits chimiques . . . . .	0,8	0,7	0,5	5,3	1,7	3,6	0,4	0,1	0,2	0,3	—	0,3	—	—	—	0,2	0,1	0,1						
Fabrication d'articles non métalliques . . . . .	0,6	0,2	0,3	1,1	0,3	0,7	0,2	0,2	—	0,3	0,1	0,3	—	—	—	1,1	0,5	0,7						
Fabrication d'articles en métaux communs . . . . .	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	0,5	0,5	—	0,3	—	0,3						
Métallurgie . . . . .	0,7	0,3	0,4	3,8	2,1	1,7	—	—	—	1,2	0,1	1,0	—	—	—	0,1	0,1	—						
Joaillerie . . . . .	4,7	0,9	3,8	0,1	0,1	—	0,2	—	0,2	—	—	—	0,1	0,1	—	15,9	2,9	13,0						
Fabrication de jouets ou de poupées . . . . .	0,3	0,1	0,2	1,3	0,2	1,1	0,4	0,2	0,1	0,1	—	0,1	—	—	—	—	—	—						
Production d'articles de papeterie ou de bureau . . . . .	0,2	0,1	—	1,3	1,0	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—						
Autres fabrications . . . . .	9,1	3,3	5,8	16,9	3,2	13,7	2,1	0,3	1,8	1,4	0,8	0,5	0,1	—	0,1	22,1	9,2	12,8						
Services . . . . .	1,6	0,5	1,8	2,8	1,3	1,5	1,9	0,2	1,7	1,6	0,2	1,3	1,8	0,4	1,4	1,0	0,6	0,4						
Non précisé . . . . .	0,6	0,2	0,4	0,1	—	0,1	—	—	—	0,7	0,1	0,7	0,5	0,5	—	1,4	0,4	1,0						

## Notes

<sup>1</sup> P. Alonso on The Economics of Household-Operated Activities in the Philippines: Micro and Macro Perspectives.

<sup>2</sup> *Methodology for the Quantifications of the Contribution of the Informal Sector*, NSCB, Philippines (1992).

<sup>3</sup> Verma (1992): *Methods of Data Collection on the Informal Sector*, Genève (1992).

# DONNÉES MINIMALES CONCERNANT LE SECTEUR NON STRUCTURÉ AUX FINS DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE

**Bernd Becker**

Statisticien, Section des statistiques économiques,  
Division de statistique de l'ONU, New York, Etats-Unis d'Amérique

## I. — APERÇU DES STATISTIQUES DU SECTEUR NON STRUCTURÉ

1. La majorité des unités du secteur non structuré travaillent à petite échelle, utilisant des techniques simples et faisant appel à des compétences professionnelles minimales. On citera en exemples la préparation et la vente de denrées alimentaires, les travaux d'entretien et de réparation en atelier, la vente de tissus, de vêtements et d'objets d'occasion, le transport de voyageurs et de marchandises, etc. Ces activités de production peuvent être exercées à domicile et les ventes ne s'effectuent pas nécessairement en des emplacements fixes.

2. La statistique classique, qui s'appuie par exemple sur des adresses obtenues grâce à des registres ou des bases de sondage, éprouve des difficultés à se renseigner sur ces unités. Les activités saisonnières ou occasionnelles peuvent être encore plus difficiles à recenser et, même si les unités du secteur non structuré sont éventuellement « repérées » par les services de statistique, elles peuvent éprouver des difficultés à fournir toutes les informations nécessaires car, par définition, elles ne tiennent pas de comptabilité complète.

3. Un premier pas vers une meilleure connaissance des activités du secteur non structuré a été la conclusion d'un accord sur sa définition internationale. Conformément à la résolution concernant les statistiques du secteur non structuré, adoptée en 1993 par la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail (OIT 1993), statistiques compatibles avec d'autres statistiques économiques et sociales apparentées considérées par exemple dans le SCN 1993, le secteur non structuré (dit « informel ») est un *ensemble* d'unités de production de biens et de services dont le dessein primordial est de *créer des emplois et des revenus* pour les personnes concernées. Pour autant que ces unités *ne constituent pas des personnes morales distinctes* et ne tiennent pas de *comptabilité complète* (y compris des bilans des actifs et passifs), il s'agit d'*entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages*. Au regard de la comptabilité nationale, les unités du secteur non structuré *n'exercent donc des activités que dans le secteur des ménages*.

4. L'annexe 1 traduit la définition du secteur non structuré en termes statistiques et, en particulier, inclut ce secteur dans celui des ménages défini par le SCN 1993. L'annexe 1 tient compte du fait que la définition internationale du secteur est en premier lieu analytique et politique et non pas statistique (Husmanns 1997). Cela revient à dire que le concept de secteur non structuré tente de regrouper les unités qui ont des objectifs et des comportements économiques similaires, et non pas toutes les unités appartenant au secteur des ménages qui n'entrent pas dans le cadre d'autres enquêtes classiques. De plus, l'annexe 1 démontre que la définition internationale convenue est suffisamment souple pour s'adapter aux conditions de chaque pays. Ces deux considérations appellent des explications, et c'est pourquoi les notes de l'annexe sont relativement étoffées.

5. Pour mieux cerner les activités du secteur non structuré, l'OIT a également élaboré une stratégie d'enquête adéquate qui tient compte de la spécificité des unités de ce secteur. La stratégie privilégiée combine deux approches où, dans un premier temps, les ménages qui exercent des activités dans le secteur sont identifiés à l'occasion d'enquêtes sur les ménages et, dans un deuxième temps, on se procure toutes les informations voulues sur

le secteur grâce à une enquête sur les établissements (Husmanns 1997). L'OIT calcule et prépare actuellement pour publication les résultats de trois études pilotes des enquêtes sur le secteur non structuré réalisées à Bogota, Dar es-Salaam et Manille (Guerrero 1997).

6. La troisième mesure qui permettrait de se faire une meilleure idée des activités du secteur non structuré consisterait, pour les gouvernements des pays où ces activités occupent une place considérable, à décider de consacrer plus de ressources à leur meilleur recensement. En général, les gouvernements s'intéressent beaucoup en premier lieu à la représentation statistique de l'emploi et de la production dans les activités économiques structurées et considèrent les activités non structurées comme un phénomène mineur qui pourraient cesser d'exister dès lors que l'économie structurée se développera. Pour bien des raisons, toutefois, et en particulier parce que beaucoup de pays se trouvent incités à réduire les budgets publics afin de favoriser la croissance, certaines estimations donnent à penser que le secteur non structuré est déjà étendu et se développe effectivement dans beaucoup de pays.

7. S'agissant de l'emploi urbain ou non agricole, et d'après les estimations calculées dans certains pays, la part de l'emploi dans le secteur non structuré se situerait en gros aux environs de 20 à 60 % en Asie, 50 à 60 % en Amérique latine et 60 à 90 % en Afrique. La contribution de ce secteur au PIB en Afrique est évaluée à quelque 20 à 40 % dans le cas du PIB total et à 40 à 60 % dans celui du PIB non agricole (Charmes, 1997).

8. Aujourd'hui les statistiques du secteur non structuré ne donnent pas toujours satisfaction car beaucoup de pays ne font rien pour le quantifier tandis que d'autres ne calculent que des estimations approximatives et « prudentes ». Certains essaient de recenser les activités du secteur, mais les ressources qu'ils consacrent à cet effet sont le plus souvent insuffisantes pour obtenir des résultats valables (Becker, 1998). La Division de statistique de l'ONU a organisé deux sessions de travail consacrées aux statistiques du secteur non structuré, l'une en 1996 pour la région d'Afrique (DSONU/CEA 1996), l'autre en 1997 pour la région Asie et Pacifique (DSONU/CESAP/OIT 1997; les recommandations issues de cette dernière session figurent à l'annexe 3). Beaucoup de pays ont fait savoir qu'ils développeraient leurs statistiques des activités du secteur non structuré dans les années à venir à condition que leurs budgets ne soient pas limités davantage.

9. L'intégration des statistiques du secteur non structuré dans des statistiques de plus vaste étendue telles que les comptabilités nationales en reste, elle aussi, à un stade très préliminaire dans beaucoup de pays. Les participants à la session de travail de la Division de statistique de l'ONU sur les statistiques du secteur non structuré qui s'est tenue en Afrique en 1996 ont vivement préconisé la prise en compte de ce secteur dans les comptes nationaux, mais se sont dit « déconcertés par la réticence mise par les comptables nationaux à l'emploi, à cet effet, de données obtenues par enquêtes » (DSONU/CEA 1996, §34).

10. Mis à part les études pilotes précisées de l'OIT concernant exclusivement les statistiques du secteur non structuré, l'Organisation des Nations Unies, en s'efforçant d'améliorer la qualité des enquêtes sur les ménages, a contribué à l'effort fait pour recenser comme il convient les activités productives des ménages (ONU, 1986, 1989, 1991 et 1994). Ces efforts visent essentiellement à se procurer des informations relativement détaillées sur les activités du secteur des ménages, ce qui pourra nécessiter des aménagements notables des plans d'enquêtes et du traitement des données.

11. Même si la recherche d'une définition du secteur non structuré a récemment fait des progrès substantiels et si l'on met au point des moyens statistiques de réunir des données, il semble que, dans beaucoup de pays, l'inadéquation du financement des enquêtes sur le secteur paraît mettre actuellement obstacle à l'amélioration plus poussée des statistiques du secteur et à la promotion de leur intégration dans des contextes plus larges, par exemple la comptabilité nationale.

12. C'est pourquoi voici l'exposé d'une stratégie sur la façon d'obtenir, aux fins de la comptabilité nationale, un minimum de données concernant les unités du secteur non structuré, afin de réduire les coûts sans renoncer à satisfaire aux besoins essentiels des comptables nationaux.

## II. — PROPOSITION CONCERNANT LA COLLECTE D'UN MINIMUM DE DONNÉES AUX FINS DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE

13. En matière statistique, il y a toujours conflit entre, d'une part, les besoins de données (qui doivent être aussi détaillées que possible) et, d'autre part, le coût et la complexité des enquêtes, comme du traitement des données, la proportion de non-réponses et la qualité des données. En ce qui concerne les chiffres du secteur non structuré dont on a besoin en comptabilité nationale, la proposition ci-après constitue un compromis qui repose à la fois sur la collecte sur le terrain de données choisies mais indispensables et sur des estimations additionnelles calculées dans les services de statistique.

14. L'annexe 2 propose la façon de réunir sur le secteur non structuré un minimum de données qui puissent servir en comptabilité nationale. La justification de cette stratégie est que la composition des facteurs et des produits des activités de ce secteur est relativement peu complexe. Connaissant certaines informations d'importance capitale, par exemple la nature, le volume et/ou la valeur de la production, la durée de l'activité, le nombre des personnes occupées et la composition des ménages, il suffit de s'appuyer sur un certain nombre d'hypothèses supplémentaires pour estimer les éléments manquants tels que la consommation intermédiaire et l'autoconsommation, ou encore les salaires, qui sont indispensables pour établir les comptes de production et de revenu.

15. Abstraction faite des informations nécessaires pour identifier une unité économique du secteur non structuré, il est jugé indispensable de disposer des données suivantes :

- La production vendue par type, son volume et, si possible, sa valeur;
- Les achats et les ventes de matériels par type, leur volume et, si possible, leur valeur;
- Les emprunts et leur remboursement.

16. Pour pousser plus loin les calculs, il faut obtenir des informations sur la démographie et la population active, par exemple :

- Le nombre des membres des ménages, si possible par âge et par sexe;
- Le nombre des salariés dans les unités;
- Le nombre des emplois exercés dans d'autres unités, distinguées si possible selon qu'elles appartiennent au secteur structuré ou non structuré.

17. Dans les deux cas, celui de l'unité du secteur non structuré et celui de l'emploi, il est indispensable de connaître la fréquence et la durée de la production ou de l'emploi.

18. A partir de là, les autres données nécessaires pour l'établissement des comptes peuvent être calculées dans les services de statistique, par exemple :

- La production pour compte propre, en multipliant le nombre des membres d'un ménage par la consommation moyenne de certains biens;
- Les salaires versés et perçus découlent du nombre des salariés (différenciés par types, durée, compétences, etc.) dans une unité ou bien des emplois exercés dans d'autres unités. D'autres postes comptables, par exemple la consommation intermédiaire, les réparations majeures et les stocks, peuvent être calculés en pourcentage de la production vendue. Certains peuvent même être chiffrés zéro, ce qui sera le plus vraisemblablement le cas de certains d'entre eux, par exemple les impôts sur la production, les subventions, les cotisations sociales, les prestations sociales, etc.

19. Les calculs ci-dessus ne constituent que des exemples. Il faudra les affiner encore et, par exemple, les différencier par types d'activités, types de lieux de travail, régions, etc.

20. Il reste à conseiller de se renseigner sur le secteur non structuré même si l'on n'entend pas en faire une rubrique distincte en comptabilité nationale. Si un pays souhaite n'établir que les comptes de la production et du revenu des ménages, il ne sera pas nécessairement obligatoire de se renseigner sur la formation de capital ou sur les emprunts, ce qui réduirait alors le minimum de données à un mini-minimum.

## ANNEXE 1. DÉFINITION DU SECTEUR NON STRUCTURÉ, EN CE QUI CONCERNE LES UNITÉS ET LA PRODUCTION

Elément	Définition des unités du secteur non structuré et de sa production (= zones grisées)
I. Unités	Entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, qui ne sont pas <i>constituées en personnes morales</i> distinctes du ménage, qui ne tiennent pas de <i>comptabilité complète</i> , et qui sont :
	<b>1. Des entreprises du secteur non structuré :</b> <b>1.1 Entreprises « informelles » de personnes travaillant pour leur propre compte<sup>1</sup>;</b> <b>1.2 Entreprises d’employeurs « informels »<sup>1</sup>.</b>
	2. Autres entreprises non constituées en sociétés qui ne satisfont pas aux critères de la définition du secteur non structuré.
II. Production	1. Production, par des entreprises de ménages, de tous les biens ou services fournis à d’autres unités que leurs producteurs (production marchande) :
	<b>1.1 Production marchande des unités du secteur non structuré (pour des raisons pratiques ou de spécificités nationales, le secteur non structuré peut être plus ou moins étendu<sup>2</sup>);</b>
	1.2 Autres productions marchandes (d’entreprises de ménages qui ne satisfont pas aux critères de la définition du secteur non structuré). 2. Production pour compte propre de tous les <i>biens</i> conservés par leurs producteurs pour leur autoconsommation : 2.2 Exploitants agricoles de subsistance et autres producteurs de produits agricoles pour l’autoconsommation finale; 2.3 Construction d’habitations pour compte propre; 2.4 Production d’autres biens pour l’autoconsommation; 3. Producteurs de <i>services</i> pour utilisation finale propre, par exemple : 3.2 Prestations domestiques d’un personnel domestique rémunéré; 3.2 Prestations de logement aux propriétaires-occupants.

### 1) Types d’unités du secteur non structuré :

- 1.1 *Entreprises « informelles » de personnes travaillant pour leur propre compte*, appartenant à et gérées par des travailleurs indépendants qui peuvent employer des travailleurs familiaux et des salariés de façon *occasionnelle* et qui pourront être, en fonction des spécificités nationales, soit *toutes* les entreprises pour compte propre soit seulement celles qui *ne sont pas immatriculées* conformément aux modalités particulières de la législation nationale; et
- 1.2 *Entreprises d’employeurs « informels »* employant un ou plusieurs salariés de façon *continue* et qui, en fonction des spécificités nationales, peuvent se définir sur la base d’un ou de plusieurs critères ci-après :
  - i) *Effectif* travaillant dans l’unité, en dessous d’un plancher d’emploi spécifié;
  - ii) *Non-immatriculation* de l’entreprise ou de ses salariés.

2) La définition permet une certaine latitude dans la délimitation du secteur non structuré :

Exemples de *délimitation restreinte* :

- i) En fonction des moyens nationaux d'exécution des enquêtes, le secteur non structuré peut ne s'étendre qu'aux *zones urbaines*;
- ii) Pour des raisons pratiques, le secteur non structuré peut-être limité aux unités qui exercent des activités *non agricoles*.

Exemples d'une *délimitation plus large* :

- i) En fonction des spécificités nationales, les *prestations domestiques* peuvent être incluses dans le secteur non structuré;
- ii) Si des ménages vendent (au moins une partie de) leur *production de biens pour compte propre*, ils appartiennent au secteur non structuré à condition qu'ils satisfassent aux autres critères de sa définition;
- iii) En théorie, les *activités dissimulées (souterraines, illicites, etc.)* font partie du secteur non structuré si elles sont exercées par des unités qui satisfont aux critères de la définition de ce secteur.

*Sources* : SCN 1993, § 4.139 *et seq.*, 6.14 *et seq.*; OIT, résolution concernant les statistiques de l'emploi dans le secteur informel, 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, janvier 1993, Bulletin de statistiques du travail, 1993-2.

## ANNEXE 2. MINIMUM DE DONNÉES SUR LE SECTEUR NON STRUCTURÉ AUX FINS DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE

Comptes	Exemples de données sur les unités du secteur non structuré	Priorité aux données pour la comptabilité nationale	Sources de données		
			Enquêtes sur les ménages	Enquêtes sur les entreprises	Enquêtes conjointes
Compte de production	<i>Facteurs utilisés, consommation intermédiaire, production, utilisation finale propre :</i> – Type, volume et valeur de la production vendue – Type, volume (et valeur) de la production totale – Type, volume (et valeur) de la production pour compte propre, troc, etc. – Type, volume et valeur des facteurs (matières premières, électricité, combustible, eau, loyer des terrains, bâtiments, machines et véhicules, entretien, transport assurance, coût des permis, etc.) – Fréquence et durée de l'exploitation, etc.	** * * * **	—	x	x
Compte d'exploitation, compte d'affectation du revenu primaire	<i>Rémunérations des salariés versées et perçues par les unités du secteur non structuré :</i> – Salaires en espèces et en nature, primes, indemnités – Fréquence et durée du travail, etc.	* **	(x)	(x)	x
Compte de capital et compte financier	<i>Formation brute de capital fixe, variations des stocks, etc.</i> – Type, volume et, si possible, valeur des achats et ventes de matériels (animaux d'élevage, arbres, meubles, machines, véhicules, immeubles, etc.) – Emprunts, remboursements d'emprunts	** **	—	x	x
Informations techniques	<i>Informations nécessaires pour identifier et délimiter l'unité du secteur non structuré :</i> Nombre de personnes occupées (travailleurs familiaux, salariés occasionnels ou permanents), immatriculation, tenue d'une comptabilité, implantation rurale/urbaine, etc.	**	—	x	x
Informations supplémentaires nécessaires aux fins d'analyses socio-économiques	<i>Informations démographiques :</i> Sexe, composition du ménage, autres emplois exercés dans le secteur non structuré ou à l'extérieur, etc.	**	x	—	x
	<i>Autres informations socio-économiques :</i> Age, profession, degré d'instruction, nature de la formation professionnelle, mode de propriété, année de création et évolution de l'entreprise, type d'activité, type de lieu de travail (boutique, étal fixe sur un marché, foyer, pas de lieu fixe, etc.), relations avec le secteur structuré, accès au crédit, possibilités de formation, etc.	*	x	(x)	x

\* Supplémentaires; \*\* minimum de données aux fins de la comptabilité nationale; x disponibles; (x) partiellement disponibles; — non disponibles.

### **ANNEXE 3. RECOMMANDATIONS D'UNE SESSION DE TRAVAIL DE L'ONU CONSACRÉE AUX STATISTIQUES RELATIVES AU SECTEUR INFORMEL**

La session de travail (atelier) organisée par la Division de statistique de l'ONU, la CESAP et le BIT sur les statistiques relatives au secteur informel, qui s'est tenue à Bangkok, Thaïlande, du 12 au 16 mai 1997, a refait le point de ses travaux précédents et formulé les observations et recommandations ci-après.

#### **Au sujet de la définition du secteur informel**

1. Les participants sont convenus qu'il fallait adopter une définition commune du secteur informel (non structuré) pour faciliter les comparaisons internationales. Ils ont reconnu que la définition devait être suffisamment adaptable de façon qu'en l'appliquant les pays soient en mesure de tenir compte de leurs besoins et de leurs possibilités propres. A ce sujet, il a été suggéré que, pour faciliter les comparaisons, les statistiques du secteur non structuré devaient être transparentes, c'est-à-dire qu'il fallait inclure dans les rapports et les publications les concernant des éclaircissements permanents concernant les critères pratiques retenus pour définir le secteur.
2. Les éclaircissements concernant la définition de l'OIT, élaborée et adoptée lors de la quinzième Conférence internationale des statisticiens du travail, ont porté principalement sur les problèmes liés au concept du domaine de la production, concernant par exemple la production non marchande ou les activités dissimulées ou souterraines, qui pouvaient être résolus sur la base des recommandations du SCN 1993. Il a été toutefois reconnu qu'il fallait veiller à ce que la classification de la situation dans l'emploi fasse place à certains arrangements particuliers au secteur non structuré.
3. Un débat s'est déroulé au sujet des avantages et des inconvénients de la subdivision de l'économie en secteurs sur lesquels les services de statistique étaient en mesure de réunir régulièrement des données et secteurs concernant lesquels on manquait de données statistiques ou concernant lesquels ces données n'étaient pas réunies régulièrement. Il a été recommandé de qualifier ces derniers d'activités non statistiquement recensées et d'employer l'expression « secteur non structuré » (ou « informel ») comme concept analytique en vue de la prise de décisions.
4. S'agissant de la pratique de l'établissement de statistiques concernant le secteur non structuré, il a été rappelé qu'en raison de la flexibilité inhérente à la définition de l'OIT, ces statistiques pourraient porter aussi bien sur les zones rurales que sur les zones urbaines, comme sur les activités agricoles et non agricoles. De plus, il a été convenu que les seuils considérés pour la définition des critères d'effectifs occupés et l'étendue de l'immatriculation seraient eux aussi conformes à la définition.

#### **Au sujet de la collecte de données en vue de l'établissement de statistiques du secteur non structuré**

5. Les participants ont reconnu la nécessité d'institutionnaliser la collecte de données sur le secteur non structuré, et les problèmes que cela pose. Pour cela, il a été recommandé que les pays continuent à se faire part de leur savoir et de leur expérience dans ce domaine. La nécessité d'entretenir un dialogue entre experts du SCN, statisticiens du travail et responsables des enquêtes a également été notée.
6. Les participants à l'atelier ont insisté sur la nécessité d'établir et de tenir en permanence un inventaire des méthodes de collecte des données sur le secteur non structuré. Ils ont recommandé en outre d'établir et d'appliquer un calendrier de travaux de recherche et de formation dans lequel s'inscrirait une évaluation de diverses approches possibles, par exemple les recensements de l'économie, les enquêtes conjointes, l'emploi de modules lors des enquêtes régulières et l'exécution d'enquêtes indépendantes, sous l'angle des nécessités imposées par les plans de sondage, la couverture des enquêtes et le rapport coût-utilité. Il faudrait également procéder à des travaux de recherche et dispenser une formation concernant l'établissement des bases de sondage, la conception des formulaires, l'évaluation de la qualité des données et les procédures d'estimation, comme détaillés ci-après.

7. En ce qui concerne les plans de sondage, les difficultés tiennent essentiellement au flou qui caractérise les unités sur lesquelles réunir des données, notamment le faible effectif de la population du secteur, le travail occasionnel, la mobilité des entreprises de rue et itinérantes et les activités économiques souterraines. Les participants ont estimé qu'il fallait mettre au point les méthodes adéquates pour procéder à leur recensement dans les zones rurales et urbaines, dans l'agriculture, dans le cas de groupes particuliers tels que les femmes, les enfants ou les travailleurs à domicile, enfin selon les branches d'activités.
8. En ce qui concerne les formulaires, les participants ont fait état de problèmes dans le cas des rappels, des variations saisonnières et de la ventilation des coûts des facteurs. A ce sujet, ils ont souligné la nécessité d'étudier les moyens d'équilibrer comme il convient les plans de sondage entre les sujets interrogés dans les ménages et ceux qui le sont dans les établissements ou les entreprises.
9. Les participants à l'atelier ont souligné qu'il importait de réduire au minimum les erreurs qui ne tiennent pas à la méthode de sondage pour assurer la qualité des données et améliorer la proportion de réponses. Ils ont insisté sur la nécessité de former les enquêteurs comme il convient et demandé également qu'on aide ces derniers à déterminer la qualité des données réunies lors des enquêtes en procédant éventuellement à des enquêtes a posteriori.
10. Considérant la complexité des plans de sondage nécessaires dans le cas du secteur non structuré, ils ont noté qu'il fallait procéder à des travaux de recherche et dispenser une formation à ce sujet, notamment pour pouvoir estimer les implications des plans et celles des erreurs de sondage.
11. Les participants ont recommandé de définir le minimum de données à réunir pour les besoins de la comptabilité nationale afin de faciliter les comparaisons internationales.
12. Ils sont convenus en outre qu'il fallait recommander un programme de construction de tableaux dans le cas des enquêtes sur le secteur non structuré.
13. Ils sont convenus enfin qu'il fallait améliorer la diffusion des données et les activités liées à la statistique du secteur non structuré.

#### **Au sujet des données nécessaires en comptabilité nationale**

14. Les participants ont débattu de la façon de se procurer des informations et de celles dont on avait besoin pour pouvoir construire un ensemble de comptes du secteur des ménages en général et du secteur non structuré en particulier. Ils ont déclaré préférer le recours à des méthodes directes plutôt qu'indirectes.
15. Les participants ont constaté qu'il était possible de se renseigner utilement sur le secteur non structuré par diverses méthodes de collecte directe de données, par exemple les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages, les enquêtes conjointes sur les ménages et les entreprises, les recensements et enquêtes concernant l'agriculture, les recensements ou enquêtes économiques, sur les entreprises ou sur les établissements, les enquêtes sur la population active et les recensements de population, etc.
16. Ils ont relevé que les pays choisissaient et combinaient des sources de données concernant le secteur non structuré pour établir leur comptabilité nationale en fonction du degré de développement de leur système de statistique, des ressources dont ils disposaient et de leurs priorités. En principe, toutefois, les participants sont convenus que, pour réunir directement des informations sur ce secteur au moyen de sondages, il fallait essentiellement disposer d'une base de sondage regroupant tous les établissements et les entreprises travaillant pour compte propre, qu'ils disposent ou non de locaux fixes.
17. Il a été proposé de faire en sorte que les diverses sources de données (en ce qui concerne la présentation des tableaux, celle des questionnaires, les bases de sondage, les instructions données aux enquêteurs, les contrôles de qualité, etc.) prêtent une attention spéciale à la spécificité des unités du secteur non structuré (unités de petite taille, mobiles, travaillant à domicile et/ou de façon saisonnière) et essayent également de tenir compte des besoins particuliers de la comptabilité nationale (nature et quantum de la production, de la consommation intermédiaire, des revenus perçus et versés, de la formation de capital, etc.).

18. Les participants ont noté qu'il était utile de procéder à des enquêtes conjointes en deux phases sur les ménages et les entreprises pour se renseigner sur le secteur non structuré et ont admis qu'il fallait examiner différentes approches possibles de la collecte des données sous l'angle de leur rapport coût-efficacité et de leur fiabilité.
19. En principe, il peut être indispensable d'utiliser aux fins de la comptabilité nationale des formulaires détaillés qui pourraient être précisément adaptés aux diverses activités non structurées, aux diverses régions, etc. Considérant toutefois que les unités du secteur non structuré ne tiennent pas de comptabilité et que les enquêtes détaillées sont coûteuses, on pourrait concentrer les sondages de ce secteur sur un petit nombre de données utiles en comptabilité nationale qui, combinées ensuite avec des informations supplémentaires provenant d'autres enquêtes et d'autres estimations, pourraient donner un aperçu complet du secteur non structuré dans la comptabilité des ménages.
20. Les participants ont souligné qu'il fallait utiliser toutes les sources de données qu'on peut se procurer dans un pays sur les activités économiques des ménages afin d'obtenir les informations sur le secteur non structuré. Les participants ont suggéré de s'efforcer de réunir, afin de combler les lacunes de ces données, des informations supplémentaires et d'utiliser éventuellement des méthodes indirectes (pour calculer les proportions ou pourcentages de variables). Il faudra étudier diverses méthodes pour déterminer quelles seraient les combinaisons optimales de diverses approches.
21. Comme tous les pays allaient vraisemblablement adopter la toute dernière version du Système de comptabilité nationale (SCN 1993) et non seulement réviser leurs systèmes de comptabilité nationale, mais également établir explicitement tous les comptes des secteurs institutionnels et en particulier des ménages (dont le secteur non structuré est une subdivision), les participants sont convenus que l'on pourrait également à cette occasion s'efforcer davantage de bien faire ressortir les activités de ce secteur dans les comptes du secteur des ménages.
22. Les participants ont suggéré de détailler aussi en principe la ventilation du secteur des ménages de façon à y faire clairement apparaître le secteur non structuré et ses composantes.
23. Considérant la difficulté qui s'attache à la collecte de données sur le secteur non structuré pour les besoins de la comptabilité nationale, les participants ont estimé qu'il fallait partager ce que l'on pouvait savoir dans ce domaine et organiser des stages de formation, des séminaires, des études pilotes, etc., sur les plans national, régional et international. Ils ont également relevé qu'il fallait obtenir à cet effet des ressources financières des institutions donatrices internationales. De plus, ils ont considéré qu'il fallait produire un manuel des méthodes d'établissement des comptes du secteur non structuré.

## BIBLIOGRAPHIE

- Becker, Bernd (1998). *Problems in Comparing Informal Sector Data*, communication à la réunion commune de l'American Economic Association et de la Society for Policy Modelling, Chicago, Etats-Unis, 3-6 janvier 1998.
- Charmes, Jacques (1997). *Progress in Measurement of Informal Sector: Employment and Share of GDP*, communication à la réunion du Groupe d'experts de la Division de statistique de l'ONU concernant la comptabilité satellite des ménages, New York, 6-10 octobre 1997.
- Division de statistique de l'ONU/CEA (1996). Rapport de l'atelier sur les statistiques des services dans le secteur non structuré, DESIPA/STAT/ECA/96/WSSIS/7/Rev.1, 17-21 juin 1996, Addis-Abeba, Ethiopie.
- Division de statistique de l'ONU/CESAP/OIT (1997). Rapport de l'atelier sur les statistiques relatives au secteur informel, Bangkok, Thaïlande, 12-16 mai 1997.
- Guerrero, Margarita (1997). *Informal Sector Survey in the Philippines*, communication à la réunion du Groupe d'experts de la Division de statistique de l'ONU concernant la comptabilité satellite des ménages, New York, 6-10 octobre 1997.
- Husmanns, Ralf (1997). *Informal Sector: Statistical Definition and Survey Methods*, communication à la réunion du Groupe d'experts de la Division de statistique de l'ONU concernant la comptabilité satellite des ménages, New York, 6-10 octobre 1997.
- OIT (1993). *Résolution concernant les statistiques de l'emploi dans le secteur non structuré*, 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 19-28 janvier 1993, *Bulletin de statistiques du travail*, 1993-2.
- Organisation des Nations Unies (1986). Draft Recommendations for a Statistical Programme for Household and Small-scale Industries. ST/ESA/STAT/SER.M/80, New York, 1986.
- Organisation des Nations Unies (1989). National Household Survey Capability Programme, New York, 1989.
- Organisation des Nations Unies (1991). Surveys of Household Economic Activities, New York, 1991.
- Organisation des Nations Unies (1994). *Stratégies des enquêtes sur la structure et la croissance de l'industrie*, Etudes méthodologiques, série F, n° 65, New York, 1994.
- SCN 1993 : *Système de comptabilité nationale 1993*. Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies, Banque mondiale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington D.C., 1993.

# **PROGRÈS DE LA STATISTIQUE DU SECTEUR NON STRUCTURÉ : EMPLOI ET CONTRIBUTION AU PIB**

**Jacques Charmes**

Directeur de recherches, Institut français de recherche scientifique  
pour le développement en coopération (ORSTOM), Paris, France

## **I. — INTRODUCTION**

1. Même si la définition du secteur non structuré reste controversée depuis 25 ans, ce concept a peu à peu influé sur la pensée économique et politique. Le petit artisanat et le petit commerce, le travail occasionnel, les métiers de la rue et les activités économiques des ménages ont été considérés pendant longtemps comme une sorte de sous-emploi ou de chômage dissimulé et comme un phénomène tenant à l'offre excédentaire de travail et permettant aux ruraux d'aller gagner leur vie dans les villes. Ces activités devaient donc se réduire du fait de l'industrialisation et de la modernisation et disparaître sous l'effet de politiques d'intervention officielles dûment adaptées.

2. Or, du fait des crises financières auxquelles se sont trouvés confrontés beaucoup de pays en développement, de la généralisation des programmes de restructuration et de l'incapacité où s'est trouvé le secteur public de créer le nombre d'emplois nécessaire pour absorber l'augmentation de la population active qui se poursuit et même s'accélère, les activités du secteur non structuré n'ont pas diminué. En fait, elles se sont même multipliées et ont créé des emplois plus rapidement et plus sûrement que les pouvoirs publics ne l'ont jamais fait. Cela explique pourquoi ces activités ont appelé l'attention des milieux politiques et plus particulièrement des institutions internationales, incitant à l'adoption d'attitudes et de politiques plus favorables à leur encouragement. Le secteur non structuré est aujourd'hui considéré comme une solution de rechange viable à la création d'emplois dans le secteur structuré, mais qui crée la nécessité de s'efforcer d'établir des statistiques complètes.

3. Nous rappellerons sommairement quelles sont les origines et les principales définitions du secteur non structuré avant d'examiner, dans la partie suivante de cette communication, les méthodes indirectes utilisées pour calculer des estimations de l'emploi et de la production dans le secteur, et nous citerons quelques-unes des estimations calculées pour diverses régions du monde. Nous passerons ensuite en revue les principaux types d'enquêtes effectuées pour se faire une idée de l'étendue et du profil du secteur non structuré, en premier lieu les enquêtes sur les établissements et en second lieu les enquêtes sur les ménages, en particulier les enquêtes polyvalentes ou à plusieurs degrés.

## **II. — ORIGINES ET DÉFINITIONS DU CONCEPT DE SECTEUR NON STRUCTURÉ**

4. Lorsqu'il a fait sa première apparition dans la documentation consacrée au développement, le concept de secteur non structuré s'étendait à toutes les activités exercées par des ruraux émigrés vers les villes à la recherche d'un emploi et confrontés au chômage. La probabilité de trouver un emploi dans le secteur moderne était beaucoup plus faible que n'auraient pu le laisser penser les théories du développement économique.

Comme les prestations de chômage n'existaient pas dans les pays en développement, il fallait (et cela reste indispensable) que les migrants trouvent un emploi afin de gagner leur vie et de survivre.

5. Les premiers auteurs qui ont proposé des définitions du secteur non structuré ont insisté par exemple sur la possibilité de créer des revenus de subsistance, sur la facilité d'accès (BIT, 1972), sur le peu d'ampleur des opérations, sur la modicité des moyens de production (Sethuraman, 1976), caractéristiques toutes liées à la production de revenus modestes. Par la suite, les activités du secteur ont été associées au chômage latent, au sous-emploi urbain et à la pauvreté. Même si la teneur du concept s'est modifiée (source fréquente de confusion), cette notion initiale est restée solidement enracinée. En fait, comme les trois notions de chômage, de sous-emploi et de pauvreté coïncident en partie avec celle du secteur non structuré, cette expression continue d'impliquer un ensemble d'activités hétérogènes, sous l'influence principalement de statisticiens qui entendent élargir la portée de leurs concepts et à étendre leurs enquêtes jusqu'aux ultimes frontières du secteur moderne. Toutefois, ainsi défini, le concept d'économie non structurée, ignoré dans les enquêtes et statistiques classiques, et qui est aujourd'hui pris en compte à titre d'essai lors d'enquêtes spéciales et occasionnelles, offre des distinctions plus subtiles et utiles aux économistes, planificateurs, décideurs et experts des sciences politiques.

6. En plus de mettre l'accent sur les économiquement faibles urbains et sur la marginalisation, les chercheurs n'ont pas tardé à emprunter une autre direction, notamment dans le contexte du programme de l'OIT concernant le travail indépendant et l'acquisition de compétences professionnelles dans le secteur non structuré urbain. Ils se sont alors intéressés aux petites entreprises et à leur potentiel de création d'emplois et de production de revenus à dépenser pour la consommation comme aussi bien pour l'investissement. En bref, ils se sont intéressés alors à la partie du secteur non structuré qui regroupe des activités ouvertes à la modernisation et au développement.

7. Voilà donc quelques-unes des raisons pour lesquelles le concept de secteur non structuré a été de plus en plus utilisé, même si certains décideurs continuent de n'y voir qu'un ensemble d'activités de subsistance, à domicile ou de colportage.

8. En fait, la définition générale retenue par les statisticiens (c'est-à-dire la non-prise en compte dans les statistiques) est plus satisfaisante qu'il n'apparaît à première vue car elle évoque le caractère conflictuel et ambivalent de la relation entre les participants au secteur non structuré et l'Etat qui regroupe les intérêts des autres groupes sociaux.

9. Cela dit, les nombreuses études effectuées par le BIT dans le cadre du Programme mondial et des Programmes régionaux de l'emploi, comme, plus récemment encore, les nombreux recensements et enquêtes (dont les résultats ont été présentés en tableaux et analysés, ou qui même ont été conçus expressément à cet effet par les services de statistique de plusieurs pays), ont permis de dresser la liste des principales caractéristiques des unités du secteur non structuré, des conditions dans lesquelles elles fonctionnent et de leurs relations avec le reste de l'économie, ainsi que des caractéristiques de leurs chefs d'entreprises, de leurs ménages et des travailleurs qu'elles emploient.

10. Les principales caractéristiques des unités du secteur non structuré qui se sont dégagées après plus de deux décennies d'enquêtes sont les suivantes : facilité d'insertion; activité sur une échelle modeste, travail indépendant et forte proportion de travailleurs familiaux et d'apprentis; peu de capitaux et de matériel; techniques à forte composante de main-d'œuvre; compétences professionnelles faibles; peu d'organisation et aucun accès aux marchés organisés, au crédit officiel, à l'éducation et à la formation, non plus qu'aux services publics; fourniture à bon marché de biens ou de services ou encore de biens ou de services impossibles à se procurer ailleurs; faible productivité et faibles revenus selon certains analystes ou, par contre, pour d'autres observateurs, revenus sensiblement plus élevés que dans le secteur public, plus particulièrement dans le passé récent ou dans le contexte des politiques de restructuration.

11. Même si ces activités sont licites, il est rare qu'elles se conforment aux impératifs officiels et administratifs. Plus précisément, comme elles ne sont souvent pas inscrites au registre du commerce, ceux qui les exercent ne payent pas les impôts correspondants, le plus souvent non pas par désir ou volonté d'y échapper ou de rester dissimulés, mais plus probablement parce que les pouvoirs publics ne sont pas en mesure de faire respecter des règlements souvent inadéquats. Il a été prouvé au Pérou, par exemple, qu'il faudrait plus d'une année pour cons-

tituer, à relativement grands frais, une entreprise qui se conformerait à tous les règlements officiels et cet exemple pourrait s'appliquer en général à beaucoup de pays. Les activités du secteur non structuré sont souvent tolérées, ce qui revient à admettre que les lois sont inadéquates. De plus, ces activités sont devenues, pour beaucoup de pays, un moyen de faire face à la croissance démographique, à l'exode rural, aux crises économiques et à l'endettement. On estime que le secteur non structuré occupe 300 millions de personnes dans les pays en développement et que ce chiffre augmente rapidement en raison des programmes de restructuration et de la diminution qui en résulte du nombre des emplois dans le secteur public.

12. De plus, de nombreux salariés du secteur structuré exercent des emplois secondaires dans le secteur non structuré afin de compenser la baisse de leurs salaires et de leur pouvoir d'achat. On ne peut donc considérer qu'il existe une distinction parfaite entre, d'une part, les participants aux activités non structurées et, de l'autre, les salariés de l'administration et des secteurs modernes public et privé (généralement qualifiés de protégés).

13. En fait, la baisse des salaires réels dans le secteur moderne fait apparaître combien le secteur non structuré contribue à sa production (rôle qui diffère de celui que la théorie économique lui assigne). Le secteur non structuré procure des revenus supplémentaires à des salariés de plus en plus déçus (et de moins en moins productifs). Un certain nombre d'entre eux ont été forcés ou persuadés de quitter leurs emplois dans le secteur structuré pour s'employer à plein temps dans le secteur non structuré et, récemment, certains pays ont même révisé leurs règlements officiels pour permettre aux fonctionnaires de leurs administrations d'exercer des métiers secondaires.

14. Les pays industrialisés qui, eux-mêmes, sont confrontés à des difficultés similaires en raison des crises économiques et sociales, se sont inspirés de la nouvelle définition internationale et ont cherché à mesurer les activités du secteur non structuré, en particulier sous la forme d'emplois supplémentaires (Charmes et Grais, 1994; Charmes, 1995).

15. La complexité et le flou du concept de secteur non structuré expliquent pourquoi il n'a pas été possible jusqu'à présent de se mettre d'accord au plan international sur une définition qui satisfasse aux divers besoins des analystes. C'est pourquoi les statisticiens du travail ont décidé de faire dans la présentation des tableaux une distinction entre les multiples définitions qui peuvent varier en fonction des besoins des utilisateurs et la définition statistique unique aux fins de la collecte des données.

16. Le concept « fourre-tout » s'étend aux diverses parties de l'économie qui ne trouvent pas de place suffisante dans les statistiques officielles. Il recoupe les spécificités des diverses couvertures des enquêtes sur la question, il est aussi simple que possible et s'appuie sur un seul critère ou sur un petit nombre de critères opérationnels; pourtant, il est suffisamment large pour recouvrir un univers le plus étendu que l'on puisse assimiler sur le plan du concept au secteur non structuré.

17. Analysé pour la première fois par la Conférence internationale des statisticiens du travail en 1987 déjà, le concept de secteur non structuré « informel » a été adopté par la 15<sup>e</sup> Conférence qui s'est tenue à Genève en janvier 1993 et a trouvé sa place dans le concept de population active (OIT, 1993a et 1993b). Il est recommandé de l'appliquer pour la collecte des données ainsi que pour la présentation des résultats des enquêtes, recensements et états administratifs concernant cette population.

18. La définition peut se récapituler comme suit : pour les besoins statistiques, le secteur « informel » (non structuré) est considéré comme un ensemble d'unités productrices qui, selon le Système de comptabilité nationale (SCN), font partie du secteur institutionnel des ménages en tant qu'entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages.

19. Les entreprises de ménages (ou entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages) se distinguent des sociétés et quasi-sociétés par leur statut juridique et la nature de leurs comptabilités. Les entreprises de ménages ne sont donc pas constituées en personnes morales distinctes indépendamment du ménage ou des membres du ménage qui les possèdent, et elles ne tiennent aucune comptabilité complète qui permettrait d'établir une distinction nette entre les activités productives de l'entreprise et les autres activités de ses propriétaires.

20. Le secteur se définit, quels que soient la nature du lieu de travail, le volume des actifs fixes ou la durée de l'activité de l'entreprise et son fonctionnement, comme une activité principale ou secondaire et comprend : i) les entreprises « informelles » de personnes travaillant pour leur propre compte, qui peuvent employer des

travailleurs familiaux et des travailleurs occasionnels. Du point de vue opérationnel et selon les circonstances nationales, ces entreprises peuvent être toutes les entreprises de personnes travaillant pour leur propre compte, ou seulement celles qui ne sont pas enregistrées selon les formes spécifiques de la législation nationale (lois industrielles ou commerciales, lois fiscales ou concernant la sécurité sociale, groupements professionnels, règlements ou textes similaires, lois ou règlements institués par des organes législatifs nationaux); ii) les entreprises d'employeurs « informels » qui peuvent employer un ou plusieurs salariés de façon continue et qui peuvent se définir sur la base de l'un des critères suivants ou des deux :

- La taille des unités, inférieure à un nombre déterminé d'emplois (déterminé sur la base des conditions de taille minimum formulées dans les législations nationales pertinentes, ou de normes empiriquement déterminées; le choix de la limite supérieure doit tenir compte de la couverture des enquêtes statistiques afin d'éviter tout chevauchement);
- Non-enregistrement de l'entreprise ou de ses salariés.

21. En outre, et pour des raisons pratiques, le secteur non structuré peut être limité aux activités non agricoles.

22. L'intérêt de cette définition tient au fait qu'elle s'appuie sur les pratiques existantes pour calculer l'emploi dans le secteur non structuré au niveau national ou au niveau macro-économique.

### **III. — MÉTHODES INDIRECTES D'ESTIMATION DE L'EMPLOI ET DE LA PRODUCTION DANS LE SECTEUR NON STRUCTURÉ**

23. Lorsqu'on ne peut puiser à d'autres sources, on peut calculer approximativement l'emploi dans le secteur non structuré d'après les résultats des recensements de la population ou des enquêtes sur la population active en prenant en compte les emplois non salariés, et de préférence les emplois non salariés hors de l'agriculture, à condition que l'on dispose des recoupements voulus des chiffres. Cette estimation correspond en gros à l'emploi dans les entreprises de ménages qui travaillent pour compte propre, mais de façon imparfaite seulement, car les entreprises d'employeurs du secteur non structuré occupent également des travailleurs familiaux et l'effectif des salariés occasionnels peut être élevé dans les entreprises indépendantes du secteur. (Lors des enquêtes sur les ménages, les travailleurs occasionnels employés par des entreprises du secteur non structuré se déclarent toutefois souvent comme travailleurs indépendants.)

24. Toutefois, la définition internationale s'étend également, on l'a vu, aux mini-entreprises d'employeurs « informels ». Pourtant, les recensements de population et les enquêtes sur la population active n'apportent pas de renseignements qui permettent une claire distinction entre les salariés du secteur non structuré et ceux du secteur structuré. Cela tient au fait que la définition de ce secteur s'appuie sur les caractéristiques de l'établissement et non pas de la personne. Rares sont les sources qui apportent des données sur la taille des entreprises ou des établissements. Il est tout au plus posé dans quelques pays des questions sur le type de lieu de travail, mais cette caractéristique ne s'inscrit pas dans la nouvelle définition et c'est en fait l'une des raisons pour lesquelles les statisticiens ont hésité à s'appuyer sur elle car ils ont jugé que les salariés ne savent en général pas si l'entreprise où ils travaillent est enregistrée ou non, tient une comptabilité complète ou non, enfin fait enregistrer ou non ses autres employés.

25. En raison de ces insuffisances des principales sources les plus complètes, les meilleures estimations de l'emploi dans le secteur non structuré s'obtiennent par comparaison des résultats des enquêtes sur les ménages (recensements de population inclus) avec ceux des enquêtes ou recensements concernant les établissements. Par le passé, cette méthode a permis l'estimation des fractions de mini-entreprises autres que les entreprises de ménages, car il était possible de connaître (par différence) la proportion de salariés à inclure dans le secteur non structuré. Il faut pour cela disposer de données détaillées par branche d'activité. D'autres estimations peuvent, toutefois, être calculées en classant les individus par activité professionnelle, ce qui, dans certains pays, donne des résultats plus fiables que leur classification par branche d'activité mais il est alors plus difficile de déterminer le seuil d'effectif des salariés. La comparaison des sources consiste, en fait, à comparer les sources générales concernant la main-d'œuvre avec les sources des emplois enregistrés (qu'elles soient statistiques, c'est-à-dire

les enquêtes annuelles sur les branches d'activités par exemple, ou bien administratives : registres à jour des entreprises ou des établissements). La différence donne le nombre des emplois non enregistrés. Mais, en tout état de cause, la distinction entre les entreprises de ménages et les mini-entreprises reste une mesure supplétive car les sources générales ne facilitent pas toujours l'établissement d'une distinction nette entre les employés occasionnels et permanents non plus qu'entre les travailleurs familiaux employés dans les entreprises de ménages et ceux qui le sont dans les mini-entreprises.

26. Il va de soi que, lorsqu'il est procédé à un recensement des établissements, on peut appliquer le critère de la taille (10 emplois par exemple) pour préciser la distinction entre les deux composantes du secteur non structuré.

27. Aux tableaux 1 à 9 de l'annexe figurent ces estimations pour un ensemble de pays à diverses périodes. Les tableaux 1 et 2 décrivent les résultats obtenus dans la région Afrique. Au tableau 3, la définition du secteur non structuré en Amérique latine est limitée aux entreprises de ménages, c'est-à-dire à la première composante de la nouvelle définition internationale, mais le tableau 4 permet de prendre en compte la deuxième composante, c'est-à-dire les mini-entreprises. Le tableau 5 donne un meilleur aperçu du secteur non structuré dans la ligne de la nouvelle définition internationale et distingue les deux composantes du secteur (en l'occurrence, la composante mini-entreprises se définit par un critère de taille : moins de 5 ou 10 travailleurs) en fonction des informations disponibles dans les divers pays.

28. Les estimations de l'emploi dans le secteur non structuré en Asie sont plus rares car, dans cette région qui a connu les dernières dizaines d'année une croissance industrielle rapide et constante, l'intérêt porté au secteur non structuré en tant que secteur « éponge » a perdu de son importance. Dans les pays à la population la plus dense, par exemple, en Inde, le concept initial de petites entreprises a été préféré au concept de secteur non structuré. Le tableau 6 contient néanmoins certaines estimations concernant les entreprises de ménages et le tableau 7 indique l'évolution de l'emploi dans le secteur non structuré en Inde.

29. Les comparaisons de données de sources différentes ne peuvent être considérées comme parfaites, car les emplois sont recensés au domicile lors des recensements de population (personnes appartenant à la population active) et au lieu de travail lors des recensements des établissements (personnes occupées). Toutefois, avec un minimum de différenciation par régions et par activités, les écarts sont en général assez significatifs. Il ressort de ces estimations que l'emploi dans le secteur non structuré est étroitement lié au taux d'urbanisation et d'industrialisation, à l'effectif de la main-d'œuvre féminine et aux niveaux de vie. Il semble également que, durant les 10 dernières années, cet emploi ait augmenté de façon spectaculaire dans tous les pays, sauf dans les nouveaux pays industrialisés où l'emploi salarié s'est développé de façon régulière mais en partie sous la forme de travail à façon.

30. L'Italie est un exemple de pays développé où la différence s'est révélée négative dans certaines régions et pour certaines activités. Ainsi, les statisticiens italiens ont calculé une estimation du nombre d'emplois supplémentaires exercés par des salariés et cette estimation a expliqué plus de 41 % de l'augmentation de 15 % du PIB en 1982.

31. De plus, les comparaisons entre les recensements de population et ceux des établissements donnent des aperçus significatifs de l'ampleur relative du travail à domicile, du travail à façon et des entreprises à domicile comme le montre le cas de l'Egypte.

32. Dans ce cas particulier, la comparaison entre recensements de la population et recensements des établissements donne des résultats significatifs, car l'Egypte est l'un des rares pays à procéder simultanément et régulièrement aux deux recensements. Les comparaisons entre les deux sources facilitent donc l'estimation de l'emploi dans le secteur non structuré et se révèlent particulièrement utiles car elles font ressortir l'importance de l'emploi exercé à domicile et permettent d'affiner les hypothèses concernant la proportion de travailleurs à façon dans le total. Lors des recensements de la population, il est demandé si les foyers ou logements servent à des activités économiques et, lors des recensements des établissements, il est demandé si l'activité est exercée au foyer. Il est possible alors, par différence, de mesurer l'effectif de la population active dans les grands, moyens et petits établissements (lors du recensement des établissements) et dans le cas de ces trois catégories, principalement mais pas seulement dans le cas de la dernière, la proportion d'emplois exercés à domicile. De plus,

comme le nombre total des emplois exercés en établissement est toujours inférieur au nombre total des emplois déclarés dans les ménages, et comme la différence est supérieure à celle du travail indépendant déclaré exercé au foyer, on peut évaluer la fraction dissimulée de la population active. Il va de soi que cette méthode ne peut servir et n'est fiable que lorsque les comparaisons s'effectuent au niveau micro-économique. C'est ce qui a été fait pour le Caire-centre et l'agglomération du Caire en 1976 et 1986 (Charmes, 1990b). Le tableau 8 donne une idée de l'effectif de cette partie du secteur non structuré au Caire.

33. Ces comparaisons peuvent également être effectuées pour les besoins des comptes nationaux afin de déterminer la contribution du secteur non structuré au PIB. Il faut toutefois pour cela disposer de données précises sur le secteur moderne (structuré) et connaître les hypothèses retenues pour le calcul des agrégats, ce qui est rare. En général, les comptables nationaux préfèrent rester discrets au sujet du contenu de leur « boîte noire ». Ils font généralement état des hypothèses des économistes concernant la productivité du travail dans le secteur non structuré de façon que la comparaison entre le solde résiduel de la production et le solde des emplois conduise à un raisonnement en cercle fermé. Les résultats confirment simplement la faible productivité du travail qui est retenue comme hypothèse pour les calculs.

34. Le tableau 9 se réfère aux comptes nationaux dans le calcul desquels on distingue en Afrique le secteur non structuré. Les chiffres ne reposent alors pas toujours sur les résultats spécifiques d'enquêtes récentes. Ils tentent toutefois de prendre en compte des activités encore largement sous-estimées. La plupart du temps, les résultats connus des enquêtes nationales (Bénin, Mali, Niger) ou d'enquêtes de portée plus limitée (Mauritanie, Burkina Faso) ont servi pour affiner, voire réviser, les hypothèses des comptables nationaux et pour améliorer, même si ce n'est pas de façon bien définie et correcte, le calcul de la contribution du secteur non structuré au PIB. Cette contribution est actuellement supérieure à 20 à 40 % dans le cas du PIB total et à plus de 40 % à 60 % dans celui du PIB non agricole.

35. Les comparaisons des sources sont à l'évidence particulièrement instructives lorsqu'on a les résultats des recensements des deux types. Ce n'est pas le cas en général, même si certains autres pays en ont fait l'expérience (Turquie, Iran 1986, Tunisie 1975-76 et 1981, Inde en diverses années), en connaissant parfois des échecs (Algérie, 1987).

36. L'utilisation des résultats des recensements des établissements constitue néanmoins une introduction appropriée aux méthodes directes de recensement du secteur non structuré.

#### **IV. — MÉTHODES D'ENQUÊTE POUR LA MESURE DE L'EMPLOI ET DE LA PRODUCTION DANS LE SECTEUR NON STRUCTURÉ**

37. Jusqu'à une date récente, et en fait jusqu'à la Conférence internationale des statisticiens du travail réunie en 1993, les recensements et les enquêtes concernant les établissements constituaient les moyens les plus courants et les plus classiques de recenser le secteur non structuré.

38. Le recensement porte-à-porte des établissements permettrait de constituer des échantillons représentatifs de petits établissements qui faisaient dans un deuxième temps l'objet d'une enquête au moyen d'un questionnaire détaillé. Le choix de l'échantillon s'appuyait sur la liste des établissements dénombrés et, par la suite (lorsque la liste devenait périmée), sur un sondage sur les aires (sélection aléatoire d'aires, avec une probabilité proportionnelle au nombre d'établissements connus situés dans chaque aire). Cette méthode facilite non seulement le choix d'un échantillon mais également la mise à jour des registres administratifs des entreprises.

39. Cette approche, où les établissements sont pris pour unités, a pourtant été critiquée comme s'appliquant seulement à la partie la plus importante du secteur non structuré, c'est-à-dire aux petites entreprises et mini-entreprises qui exercent dans des locaux connus autres que le domicile. Depuis le milieu des années 80, le recensement sur la base des ménages est préféré et a même été recommandé en 1993 par la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail.

40. Cette formule consiste en une enquête à plusieurs degrés. Au premier degré, on utilise un formulaire de ménage auprès d'un échantillon aléatoire de ménages (le ménage constituant l'unité sondée) et l'on établit la

liste de tous les membres de chaque ménage qui appartiennent à la population active. Au deuxième degré, les membres du ménage sont interrogés à leur lieu de travail au moyen d'un formulaire détaillé relatif aux activités ou à l'établissement, qu'il s'agisse de travailleurs indépendants ou d'employeurs et quel que soit le lieu de travail, la durée de l'activité et son caractère principal ou secondaire (l'établissement étant alors l'unité sondée). Il a été également effectué certaines enquêtes de ce type en utilisant dans un troisième temps un formulaire relatif aux revenus et aux dépenses.

41. Cette méthode s'applique à toutes les activités du secteur non structuré et l'on peut fort bien la considérer comme la meilleure, étant donné qu'elle bénéficie des avantages des enquêtes sur les établissements et d'une couverture intégrale de l'univers considéré.

42. Toutefois, elle comporte également certains inconvénients qu'il ne faut pas perdre de vue, ni sous-estimer :

- La représentativité des diverses branches et des diverses activités peut être insuffisante pour faciliter la collecte de données sur un nombre assez grand d'unités économiques. Lorsque, par exemple, les activités de type commercial sont, sur le plan national, les plus nombreuses (ce qui est souvent le cas dans les pays en développement), l'enquête à deux degrés sur les ménages aboutit au choix d'un échantillon d'unités économiques qui sont représentatives pour l'essentiel des activités commerciales, mais les activités manufacturières sont alors sous-représentées;
- Les adresses des unités économiques sont parfois mal repérées initialement (car, dans beaucoup de pays en développement, ces adresses sont rarement précises et bien connues, et les déclarations des personnes interrogées ne suffisent pas toujours), de sorte qu'il devient malaisé de repérer les lieux de travail lors du second degré de l'enquête et que, si celui-ci n'est pas réalisé, sur le lieu de travail, les données réunies manquent de fiabilité;
- Avant tout, il est difficile de gérer une enquête à deux degrés et l'on a tendance à réduire le contenu du formulaire qui devient alors moins complet que celui utilisé dans les enquêtes classiques sur les établissements.

43. Sous cet angle, les recensements et enquêtes relatifs aux établissements ont deux avantages majeurs. Le premier tient à l'adaptation des formulaires (c'est-à-dire à leur élargissement). On peut employer des formulaires mieux étudiés et adaptés dans le cas des petites unités de l'échantillon grâce à une série de questions directes ou indirectes qui permettent de déterminer les niveaux réels des valeurs ajoutées et des revenus (en partant de la consommation intermédiaire, des capacités de production et de la productivité du travail). On estime en général qu'il suffit de raccourcir la période de référence des données (c'est-à-dire une journée ou une semaine plutôt qu'un mois ou une année) et de dresser en même temps un tableau détaillé des variations saisonnières. Mais cela n'est pas le cas.

44. L'enquête nationale tunisienne sur les activités économiques (1977-78 et 1981-82) et l'enquête nationale marocaine sur les entreprises du secteur non structuré localisées (1988) ont prouvé que les revenus déclarés par les chefs de petites entreprises en réponse directe aux questions libellées « montant des recettes de la période de référence » n'avaient représenté que la moitié des revenus réels lorsqu'on a pu reconstituer ces derniers à partir des réponses à d'autres questions des formulaires :

- Notamment des questions concernant la consommation intermédiaire, du type : « Quel est le coefficient technique de production ? », c'est-à-dire la quantité de bois incluse dans le prix (ou la production) d'un mobilier, ou la quantité de farine dans la production de pain (ou, à l'inverse, le nombre de miches de pain qui peuvent être confectionnées avec un sac de farine), ou encore la quantité de cuir entrant dans le prix d'une paire de chaussures (ou le nombre de paires de chaussures qui peuvent être découpées dans une seule peau);
- Et de celles concernant la productivité du travail et les capacités de production : « Combien de journées faut-il pour fabriquer ce produit dans votre atelier ? ».

45. En bref, les déclarants paraissent avoir sous-estimé les résultats de leur activité et divisé par deux leur revenu réel, ce qui est le plus facile si l'on admet que la division par 10 n'est pas crédible. Dans le cas de la Tu-

nisie, et après corrections, les revenus des chefs de petites entreprises dépassent de loin (de 4 à 9 fois), le salaire minimum, et même de 2 à 3 fois le salaire moyen dans le secteur moderne.

46. Le second avantage est que les recensements des établissements peuvent mettre jusqu'à un certain point en lumière le secteur « intermédiaire ». Cet avantage est l'un des moins exploités et connus en raison des difficultés de la réalisation des recensements de ce type dans les pays où l'enregistrement de l'état civil est déficient. Quand les noms des chefs d'entreprises sont notés exactement, les recensements des établissements permettent d'identifier les entreprises par le biais de leurs établissements, révélant alors, comme en Tunisie en 1981, qu'une proportion importante (jusqu'à 15 %) des petits établissements (c'est-à-dire de ceux qui emploient moins de 10 personnes) font partie d'entreprises intermédiaires (occupant de 10 à 50 travailleurs), c'est-à-dire le fameux « chaînon intermédiaire manquant » dans la théorie économique du secteur non structuré. Cela prouve également le dynamisme de ce secteur et son potentiel d'accumulation.

47. Pour conclure, il est impossible de recommander ou d'appliquer dans tous les cas une méthode unique et idéale. Le choix dépend des données qu'il faut réunir et de leur priorité en vue de décisions bien déterminées comme de la planification des ressources. On est souvent parvenu à mieux comprendre le phénomène en expansion que représente le secteur non structuré en employant simultanément plusieurs méthodes différentes. Il semble que l'on ait préféré dans les pays arabes, en Iran et en Turquie, la formule des enquêtes sur les établissements, peut-être parce qu'on n'y a pas essayé plus récemment de recenser d'autre façon ce secteur sur le plan national, sauf en Turquie. Par contre, l'Inde applique depuis longtemps une formule mixte dans le cas de ce qui y est qualifié de « secteur non organisé », tandis qu'en Amérique latine l'approche par les ménages a été jusqu'à une date récente la seule source des estimations concernant le secteur non structuré. Plus précisément, c'est de ces nombreuses expériences que sont issus le nouveau concept statistique du secteur non structuré ainsi que les nouvelles recommandations concernant les méthodes d'enquête.

## ANNEXES

**TABEAU 1. L'emploi dans le secteur non structuré en proportion de la main-d'œuvre active non agricole dans divers pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient**

Pays	1975	1976	1977	1980	1982	1985	1986	1988	1989	1990	1995	PIB par hab. en \$ E.-U. 1980
Algérie . . . . .			21,8			25,4						1 870
Tunisie . . . . .	38,4			36,0					39,3		48,7	1 310
Maroc . . . . .					56,9							900
Egypte . . . . .		58,7					65,3					580
Mauritanie . . .				69,4				75,3				400
Iran . . . . .							43,5					2 410
Turquie . . . . .										17,4		1 790

*Source* : Calculs de l'auteur. Une description détaillée des sources utilisées figure dans Charmes, 1990, et Charmes 1995b.

**TABLEAU 2. L'emploi dans le secteur non structuré en proportion de la population active non agricole  
dans divers pays d'Afrique au sud du Sahara**

	1976	1977	1979	1980	1983	1984	1985	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1996
<b>AFRIQUE AU SUD DU SAHARA</b>															
<b>Région du Sahel</b>															
Mauritanie .....				69,4				75,3							
Sénégal .....				76,0										90,4	94,1
Mali .....	63,1							78,6							
Niger.....		62,9													
Burkina Faso .....							70,0					77,0			
Tchad .....													74,2		
<b>AFRIQUE LITTORALE</b>															
Bénin .....			86,0												
Guinée .....						64,4					74,9		92,8		
<b>AFRIQUE CENTRALE</b>															
Zaire .....					59,6										
<b>AFRIQUE ORIENTALE</b>															
Kenya .....										61,4					

Source : Comme au tableau 1.

**TABEAU 3. L'emploi non agricole en Amérique latine, 1980-1985**

Pays	Secteur non structuré	Secteur structuré			Total
		Total	Public	Privé	
Amérique latine					
1980 .....	26,1	73,9	15,8	58,1	100
1983 .....	29,0	70,6	16,5	54,1	100
1985 .....	30,7	69,3	16,8	52,5	100
Argentine					
1980 .....	26,3	73,7	18,8	54,9	100
1983 .....	27,1	72,9	18,5	54,3	100
1985 .....	28,9	71,1	18,9	52,1	100
Brésil					
1980 .....	24,1	75,9	10,8	65,0	100
1983 .....	29,6	69,8	10,9	58,9	100
1985 .....	30,1	69,2	11,1	58,2	100
Colombie					
1980 .....	32,0	68,0	n.d.	n.d.	100
1983 .....	33,6	66,4	14,5	51,9	100
1985 .....	35,4	64,6	n.d.	n.d.	100
Costa Rica					
1980 .....	28,6	71,4	26,7	44,7	100
1983 .....	29,3	70,7	27,6	43,1	100
1985 .....	28,3	71,7	26,6	45,1	100
Chili					
1980 .....	36,1	63,9	12,2	51,7	100
1983 .....	37,2	62,8	10,9	52,0	100
1985 .....	37,2	62,8	9,5*	52,5*	100
Guatemala					
1980 .....	31,5	68,5	8,5	60,0	100
1983 .....	32,8	67,2	9,3	58,0	100
1985 .....	33,5	66,5	11,0*	55,7*	100
Mexique					
1980 .....	24,2	75,8	21,8	54,0	100
1983 .....	25,6	74,4	25,0	49,4	100
1985 .....	29,5	70,5	26,1	44,4	100
Pérou					
1980 .....	34,2	65,8	18,7	47,1	100
1983 .....	32,7	67,3	21,0	46,3	100
1985 .....	34,9	65,1	21,1	44,0	100
Venezuela					
1980 .....	25,6	73,9	25,5	48,4	100
1983 .....	27,3	71,8	26,5	45,3	100
1985 .....	26,2	73,0	24,5	48,5	100

\*1984. Source : ILO-PREALC (1986): *Creación de empleo productivo. Una tarea impostergable*. Résultats d'enquêtes sur les ménages.

**TABEAU 4. Composition et croissance de l'emploi urbain en Amérique latine, 1980-1989**

	Composition (%)				Taux de croissance annuel			
	1980	1983	1986	1989	1980/83	1983/86	1986/89	1980/89
Population active urbaine. .	100	100	100	100	4,1	3,7	3,4	3,7
Emploi urbain . . . . .	93	91	93	95	3,3	4,7	3,8	3,9
— Secteur public . . . . .	15	15	15	14	4,3	4,8	2,0	3,7
— Secteur privé. . . . .	55	50	50	51	1,1	4,1	3,4	2,9
Grandes et moyennes entreprises . . . . .	(40)	(33)	(32)	(30)	-2,1	3,2	0 9	0,5
Petites entreprises . . . . .	(15)	(17)	(18)	(21)	8,6	6,4	7,4	7,5
— Secteur non structuré (entreprises de ménages)	24	26	28	30	7,1	6,3	6,6	6,7
Chômage . . . . .	7	9	7	5	14,4	-7,7	-3,0	0,8

Source : Calculs du PREALC (1990) à partir des résultats d'enquêtes sur les ménages réalisées par la CEPAL. Estimations provisoires.

**TABEAU 5. Composition de l'emploi non agricole en Amérique latine, 1990-1995**

Pays	Années	Total, secteur non structuré	Travailleurs indépendants et familiaux	Mini-entreprises occupant moins de 5 ou de 10 travailleurs	Personnel domestique	Secteur public	Grandes entreprises privées
<i>Amérique latine . . . . .</i>	1990	51,6	24,7	20,2	6,7	15,3	33,0
	1995	56,1	26,5	22,5	7,1	13,2	30,8
Chili . . . . .	1990	49,9	23,6	18,3	8,1	7,0	43,0
	1995	51,2	23,9	20,8	6,5	7,7	41,1
Argentine. . . . .	1990	47,5	24,7	14,9	7,9	19,3	33,2
	1995	53,3	27,2	18,5	7,6	13,8	32,9
Brésil. . . . .	1990	52,0	21,0	23,3	7,7	11,0	36,9
	1995	57,6	23,0	25,2	9,4	9,6	32,8
Uruguay. . . . .	1990	36,3	19,3	11,0	6,0	20,1	43,6
	1995	37,7	21,0	10,8	5,9	17,7	44,6
Paraguay . . . . .	1990	61,4	21,2	29,4	10,7	12,2	26,4
	1995	65,5	25,3	29,7	10,6	11,9	22,6
Bolivie. . . . .	1990	56,9	37,7	12,8	6,4	16,5	26,6
	1995	63,6	39,6	18,6	5,4	11,4	26,0
Equateur . . . . .	1990	51,2	32,5	13,0	5,6	17,6	31,2
	1995	53,5	31,3	16,3	5,9	13,4	33,1
Pérou . . . . .	1990	51,8	35,3	11,4	5,1	11,6	36,7
	1995	53,9	35,9	13,1	4,8	8,9	37,2
Colombie. . . . .	1990	55,2	23,5	26,3	5,4	9,6	35,2
	1995	55,5	23,6	28,0	4,0	8,4	36,1
Venezuela . . . . .	1990	38,8	22,1	12,6	4,1	22,3	38,9
	1995	46,9	27,1	17,6	2,3	19,5	33,6
Panama . . . . .	1990	40,5	20,4	12,8	7,2	32,0	27,5
	1995	41,3	20,5	13,2	7,6	23,4	35,4
Costa Rica . . . . .	1990	42,3	18,1	18,4	5,8	22,0	35,7
	1995	44,6	18,1	21,5	5,0	17,9	37,6
Honduras . . . . .	1990	54,1	36,3	10,8	6,9	14,9	31,0
	1995	54,4	34,0	15,1	5,4	12,5	33,1
Mexique . . . . .	1990	55,5	30,4	19,5	5,6	25,0	19,6
	1995	59,4	32,3	21,7	5,4	22,5	18,1

NOTES : Dans le cas du Pérou et de l'Uruguay, les chiffres sont ceux de Lima et Montevideo, respectivement.

Source : Panorama Laboral 96, OIT, CEPAL, Santiago, estimations calculées d'après les résultats des enquêtes nationales sur les ménages et d'autres sources officielles.

**TABLEAU 6. L'emploi dans le secteur non structuré  
en proportion de la population active non agricole dans divers pays d'Asie**

Pays	1980	1981
Hong Kong . . . . .		10,0
Singapour . . . . .	12,3	
Corée du Sud . . . . .	20,8	
Indonésie . . . . .	39,2	

*Source* : Salome et Charmes (1988).

**TABLEAU 7. Evolution de l'emploi dans le secteur non organisé en Inde, 1972-1988**

Années	% de la population active non agricole
1972-73 . . . . .	71,4
1977-78 . . . . .	74,3
1983 . . . . .	76,2
1987-88 . . . . .	78,6

*Source* : Visaria et Jacob (1995).

**TABLEAU 8. Nombre estimé d'établissements non déclarés  
et nombre d'établissements en locaux familiaux — Le Caire, 1976-1986**

	1976		1986	
	Le Caire Centre	Le Caire Total	Le Caire Centre	Le Caire Total
Nombre d'établissements (selon recensement) . . . . .	93 939	168 881	104 869	236 371
Dont : en locaux familiaux (1) . . . . .	14 277	18 819	15 256	26 237
Nombre de locaux familiaux utilisés pour une activité économique (recensement de la population) (2) . . . . .	21 949	29 210	24 577	45 181
Nombre d'établissements non déclarés (2) – (1) . .	7 672	10 391	9 321	18 944
Nombre total d'établissements . . . . .	101 611	179 272	114 190	255 315
% familiaux . . . . .	21,6	16,3	21,5	17,7
% non déclarés . . . . .	7,8	35,6	8,2	41,9

*Source* : Charmes (1990b).

**TABLEAU 9. Contribution du secteur non structuré à l'emploi non agricole  
ainsi qu'au PIB non agricole et total dans divers pays d'Afrique**

Pays (et années)	% de l'emploi non agricole	% du PIB non agricole	% de l'emploi total	% du PIB total
Tunisie (1995) . . . . .	48,7	22,9	37,8	20,3
Bénin (1993) . . . . .	92,8	57,0	41,0	36,5
Mali (1989) . . . . .	78,6	41,7	13,3	23,0
Burkina Faso (1992) . . . . .	77,0	40,0	8,6	24,5
Sénégal (1991). . . . .	76,0	40,9	—	33,0
Mauritanie (1989) . . . . .	75,3	14,4	—	10,2
Tchad (1993) . . . . .	74,2	44,7	11,5	31,0
Niger (1995) . . . . .	—	58,5	—	37,6

*Source* : Calculs de l'auteur.

## BIBLIOGRAPHIE

- Charmes, J. (1990a). Une revue critique des concepts, définitions et recherches sur le secteur informel. OCDE (1990) : Nouvelles approches du secteur informel.
- Charmes, J. (1990b). Trends in Employment Structures of Cairo Centre (1976-86). Publié en français dans « *Egypte, Monde arabe* » n° 1.
- Charmes, J. (1994). Visible and Invisible: The Informal Sector in the Urban Economy of the Arab World. Publié en français et en italien par la Fondation Giovanni Agnelli, Turin, Italie.
- Charmes, J. et Grais, B. (1994). Informal Employment, a Useful Concept Even in Developed Countries ? Publié en français dans *Courrier des statistiques*, n° 70.
- Charmes, J. (1995a). Recent Developments in Some European Data Collection Systems Pertaining to the Informal Sector. Séminaire international sur les statistiques de l'emploi dans le secteur non structuré, Islamabad, 3-5 septembre 1995.
- Charmes, J. (1995b). Employment, Informalization, Marginalization: Africa in the Crisis and Under Adjustment. Publié en français dans « Crise économique africaine et dynamique démographique », Paris, CEPED.
- OIT (1993a). Statistiques de l'emploi dans le secteur informel : 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 19-28 janvier 1993, rapport III.
- OIT (1993b) : 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail, Rapport de la Conférence, Genève, BIT.
- Salomé, B. et Charmes, J. (1988). La formation en cours d'emploi. Cinq expériences asiatiques, Paris, OCDE. Etudes du Centre de développement.
- Visaria, P. et Jacob, P. (1995). The Informal Sector in India: Estimates of its Size, Data Needs and Difficulties in Collecting Them. Séminaire international sur les statistiques de l'emploi dans le secteur non structuré, Islamabad, 3-5 septembre 1995.



**CHAPITRE III**

**EXEMPLES DE COMPTABILITÉS**  
**DU SECTEUR DES MÉNAGES**



# LA COMPTABILITÉ DU « SECTEUR DES PARTICULIERS » DANS LES COMPTES NATIONAUX DU CANADA<sup>1</sup>

**Chris Jackson**

Chercheur principal en sciences économiques, Division des comptes des recettes  
et des dépenses, Statistique Canada, Ottawa, Canada

**Patrick O'Hagan**

Directeur adjoint, Division de la balance des paiements et des flux financiers,  
Statistique Canada, Ottawa, Canada

## I. — INTRODUCTION

1. Le Système canadien de comptabilité nationale (SCCN) est un cadre théorique coordonné de représentation des divers volets de l'économie. Il s'appuie sur de très nombreuses données statistiques pour présenter un aperçu cohérent de l'économie canadienne et de ses relations avec l'économie mondiale en général. En gros, le SCCN ressemble de près à la norme internationale décrite dans le *Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993)* élaboré sous les auspices du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale qui regroupe l'Office statistique des Communautés européennes, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Division de statistique et les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unis, enfin la Banque mondiale.

2. Une révision « historique » complète du SCCN, en grande partie menée à son terme en décembre 1997, a consisté i) à donner effet aux recommandations contenues dans le SCN 1993 et dans le *Manuel de la balance des paiements 1993* du FMI, cinquième édition; ii) à procéder à un certain nombre de révisions statistiques et d'améliorations des méthodes; iii) à reporter de 1986 à 1992 l'année de base de toutes les séries en prix constants; iv) à redéfinir l'univers du secteur public conformément aux révisions proposées du *Manual on Government Financial Statistics* du FMI; v) à harmoniser les statistiques du secteur public dans l'ensemble du SCCN et à les concilier avec la Comptabilité publique; enfin vi) à revoir du tout au tout la présentation de nos tableaux, de nos publications et d'autres produits. L'élaboration de la documentation concernant cette révision en profondeur, sous la forme de plusieurs communications et articles, est pratiquement terminée.

3. Essentiellement, le SCCN regroupe :

- Des comptes annuels des entrées-sorties à partir de 1961, aux prix courants et à prix constants, comprenant dans certains cas (pour 1984 et 1990) des données régionales dans le Compte provincial d'entrées-sorties (PIOA);
- Des comptes des revenus et des dépenses (IEA), annuels depuis 1926 et trimestriels depuis 1947, aux prix courants et à prix constants, avec des données régionales annuelles à partir de 1961 dans les comptes économiques provinciaux (PEA);

---

<sup>1</sup> Les auteurs tiennent à remercier, sans les mettre en cause, leurs collègues de la Section de comptabilité nationale de Statistique Canada des observations et suggestions qu'ils ont faites au sujet des premières versions de cette communication.

- Des comptes des flux financiers (FFA) aux prix courants, trimestriels à partir de 1961;
- Des comptes de patrimoine nationaux (NBSA) aux prix courants, annuels à partir de 1961;
- Des comptes de la balance des paiements (BOP), annuels depuis 1926 et trimestriels depuis 1953, aux prix courants; enfin
- Un compte des investissements internationaux (IIPA) aux prix courants, annuels à partir de 1926.

4. A ce jour, seule la révision de la « période passée » (1926 à 1960) des comptes des revenus et des dépenses et de la « période passée » (1961-1991) des comptes économiques provinciaux reste à effectuer.

5. D'autres parties étroitement apparentées du système sont les estimations du PIB au coût des facteurs par branche d'activité, obtenues par projection des comptes d'entrées-sorties et établies par mois depuis 1961 à prix constants, ainsi que les comptes de la productivité multifactorielle, eux aussi fondés sur les comptes d'entrées-sorties et calculés pour chaque année à partir de 1961. Enfin, ce qui n'est pas à négliger, l'établissement de comptes satellites a progressé à divers égards, y compris celui des comptabilités de l'environnement, des ressources naturelles, du tourisme et de la production non marchande des ménages.

6. La conciliation, la révision et la publication des diverses parties du SCCN constituent une opération coordonnée et globale. Un compte préliminaire des entrées-sorties est normalement publié environ deux ans et demi après l'année de référence et sa version finale l'est une année plus tard. Les comptes trimestriels IEA, FFA et BOF sont publiés simultanément une soixantaine de jours après la période de référence, selon un calendrier annoncé au préalable. Ces estimations peuvent être révisées tous les trimestres dans l'année en cours, puis une fois par an jusqu'au moment de leur conciliation avec le compte des entrées-sorties, à partir de laquelle ils sont considérés comme « définitifs ». Ce principe peut admettre des exceptions dans des circonstances particulières, comme cela a été le cas lors de la révision totale récente.

7. Les comptes annuels de patrimoine (NBSA) et ceux des investissements internationaux (IIPA) sont normalement publiés en même temps environ 90 jours après la période de référence, soit environ 30 jours après les estimations IEA, FFA et BOP du quatrième trimestre. Enfin, les estimations mensuelles du PIB réel au coût des facteurs par branche d'activité sont publiées une soixantaine de jours après la période de référence et, tous les trois mois, en même temps que les publications trimestrielles IEA, FFA et BOP. Ces estimations peuvent être révisées chaque mois durant l'année en cours, puis ensuite une fois par an jusqu'à leur conciliation avec le compte des entrées-sorties.

8. Tous les comptes du SCCN s'inspirent des mêmes concepts et définitions comptables. Les agrégats principaux, par exemple le produit intérieur brut, les exportations, ou encore les salaires et les revenus supplémentaires du travail, ont la même signification et les mêmes valeurs numériques dans l'ensemble du Système. Il n'y a ainsi qu'une seule estimation officielle du PIB aux prix du marché et une seule des dépenses des particuliers en biens et en services. Cela tient à la conciliation interne des divers comptes du Système national réalisée par Statistique Canada. Les estimations ne sont pas toutes conciliées dans l'ensemble du Système et, par exemple, le PIB à prix constants diffère selon qu'il s'agit du compte des entrées-sorties ou du compte des revenus et des dépenses du fait que les méthodes de déflation qui y sont utilisées diffèrent l'une de l'autre.

9. L'une des caractéristiques capitales des comptes est le regroupement des agents économiques en quatre grands secteurs institutionnels : les particuliers et les entreprises non constituées en sociétés, les administrations publiques, les sociétés privées et les entreprises publiques, enfin les non-résidents. La subdivision par secteurs retenue pour le SCCN diffère quelque peu de celle recommandée dans le SCN 1993. Les particuliers et les entreprises non constituées en sociétés correspondent aux ménages et aux institutions sans but lucratif au service des ménages du SCN 1993, tandis que les sociétés privées et les entreprises publiques du SCCN correspondent aux sociétés financières et non financières du SCN 1993. A tous autres égards, la subdivision par secteurs est essentiellement la même dans les deux systèmes.

10. Une autre caractéristique essentielle du SCCN est la séquence de ses comptes : compte de production, compte des revenus et des dépenses, compte de capital et compte financier, compte des autres variations des actifs (qui sera publié pour la première fois en 1998) et compte de patrimoine, ce qui correspond à la séquence de comptes du SCN 1993 avec essentiellement le même contenu, même si les présentations diffèrent quelque peu.

En particulier, les comptes SCN d'affectation du revenu primaire, de la distribution secondaire des revenus et d'utilisation des revenus sont combinés dans le compte des revenus et des dépenses du SCCN. La série complète de comptes, à l'exception du compte de production, est établie pour chacun des quatre secteurs précités. Prochainement, il en sera de même pour les secteurs des sociétés financières et non financières (le compte de capital, le compte financier et le compte de patrimoine sont déjà établis séparément pour ces secteurs).

11. Le découpage par secteurs des comptes de production du SCCN diffère de celui utilisé pour les autres comptes du Système. Les comptes de production sont dérivés des tableaux détaillés d'entrées-sorties qui distinguent trois grands secteurs dans l'économie canadienne : le secteur des entreprises et deux secteurs de producteurs non marchands, c'est-à-dire les administrations publiques et les ISBLSM. Le secteur des entreprises, qui n'existe pas dans le SCN 1993, regroupe toutes les entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages et toutes les entreprises constituées en sociétés. Ainsi, la production du secteur des ménages, tel que le définit le SCN 1993, est incluse dans celle du secteur des entreprises dans le SCCN. Ce secteur a été constitué aux fins seulement des comptes de production, parce que les estimations des entrées et des sorties par produits s'appuient typiquement sur les résultats des enquêtes sur les établissements qui concernent davantage la production que le fait de savoir si les établissements enquêtés appartiennent ou non à une entreprise constituée en société ou non. Statistique Canada procède actuellement à une révision en profondeur de ces enquêtes sur les entreprises qui lui permettra de reconsidérer le découpage des comptes de production du SCCN lors de la prochaine révision « historique ».

12. La présente communication concerne essentiellement les comptes du secteur des particuliers et des entreprises non constituées en sociétés, mieux connu sous le nom de secteur des particuliers ou des ménages. C'est sur lui qu'il est le plus difficile de réunir des données et, dans certains cas, celles-ci ne peuvent être obtenues que par différence. En ce qui concerne le reste de la présente communication, sa partie suivante décrit la couverture du secteur des particuliers dans le SCCN et les modifications qui y ont été apportées au cours de la récente révision complète. Suit une description des sources et des méthodes utilisées pour établir le compte des revenus et des dépenses, le compte de capital, le compte financier et le compte de patrimoine du secteur des particuliers. La communication se termine par quelques remarques sur la conciliation du compte des stocks avec celui des flux. Il ne sera plus question de la dimension provinciale des comptes, non plus que des estimations en prix constants.

## **II. — LE CONTENU DU SECTEUR DES PARTICULIERS DANS LE SCCN**

13. Le secteur des particuliers et des entreprises non constituées en sociétés regroupe deux principaux types d'agents économiques : 1) les particuliers, les ménages et les autres groupements de particuliers, et 2) les entreprises non constituées en sociétés. En raison de difficultés d'ordre statistique, les organismes caritatifs, les syndicats, les groupements professionnels, les clubs sociaux, les institutions religieuses et d'autres organisations sans but lucratif ont été conservés dans ce secteur plutôt que constitués en un secteur nouveau d'institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). On a quelques renseignements sur les salaires et sur l'amortissement, mais pas encore assez sur les transferts, les frais d'exploitation ou les postes du compte de patrimoine pour pouvoir construire des comptes complets des ISBLSM. Sur ce plan, le SCCN ne se conforme pas tout à fait à la recommandation du SCN 1993 qui consiste à distinguer du secteur des particuliers les institutions sans but lucratif au service des ménages. On travaillera par la suite à l'établissement de comptes complets des ISBLSM et non pas seulement de comptes de leur production.

14. Les agriculteurs, les professionnels et d'autres propriétaires exploitants d'entreprises non constituées en sociétés sont également inclus dans ce secteur, car il n'est matériellement pas possible de distinguer leur activité professionnelle de leurs transactions purement personnelles. Ainsi, le revenu net des entreprises non constituées en sociétés, mélange de la rémunération salariale du travail effectué par leur propriétaire avec celle de la gestion d'entreprise, ainsi que le produit net des loyers perçus par les propriétaires individuels, sont inclus dans le revenu du secteur des particuliers. De même, l'investissement fixe et la consommation de capital des entreprises non constituées en sociétés figurent dans le compte de capital de ce secteur. Suite à la récente révision globale,

l'investissement en stocks des entreprises autres qu'agricoles non constituées en sociétés est déduit de celui des sociétés et comptabilisé maintenant dans le compte de capital du secteur des particuliers.

15. Les caisses de pensions privées et les compagnies d'assurance-vie sont elles aussi incluses dans le secteur sous la rubrique « autres groupements de particuliers », et certains aspects de leur gestion des investissements financiers privés se retrouvent dans les comptes du secteur des particuliers. D'autres activités liées à leur rôle d'intermédiaires financiers sont regroupées dans les comptes financiers et de patrimoine du secteur des sociétés. De la sorte, le revenu et l'épargne nets de leurs investissements sont comptabilisés dans le secteur des particuliers (et non pas dans le secteur des sociétés en même temps que les flux explicites entre les deux secteurs), tandis que leurs transactions financières sont comptabilisées dans le secteur des sociétés. Les cotisations et les primes payées par les particuliers, ainsi que les prestations et indemnités qui leur sont versées, sont considérées comme des transferts intérieurs au secteur et s'annulent par consolidation.

16. La couverture du secteur des particuliers a été quelque peu modifiée en harmonie avec les directives du SCN 1993. En particulier, les prises en charge sans but lucratif, financées principalement par les pouvoirs publics ou les universités, ont été reclassées dans le secteur des administrations publiques. Il en a été de même pour les conseils scolaires de Terre-Neuve et la Fondation pour le traitement et la recherche anticancéreux de l'Ontario, inclus précédemment dans le secteur des particuliers.

### III. — LE COMPTE DES REVENUS ET DES DÉPENSES

17. Le tableau I plus loin reproduit le compte des revenus et des dépenses du secteur des particuliers tel qu'il est présenté dans les *Comptes économiques et financiers de la Nation*, les chiffres de 1996 y reprenant les modifications effectuées lors de la récente révision complète. Les données proprement dites sont plus détaillées, mais le tableau sert à mettre en évidence les principaux postes du compte : salaires et revenus supplémentaires du travail, revenu net des entreprises non constituées en sociétés, intérêts, dividendes et produits divers des investissements, transferts courants à destination et en provenance du secteur des particuliers, enfin dépenses des particuliers en biens et en services. L'épargne estimée du secteur des particuliers, qui constitue le solde du compte, est reportée dans les comptes de capital et financier du secteur.

#### A. — Revenus

18. Les salaires et les revenus supplémentaires du travail sont en grande mesure calculés à partir de données administratives. Les salaires annuels, qui proviennent des déclarations fiscales remises par les employeurs à Impôts Canada, sont normalement pris en compte cinq trimestres après l'année de référence. Les revenus supplémentaires du travail comprennent les cotisations des employeurs aux caisses de pensions publiques et privées, à l'assurance chômage, aux indemnités dues aux travailleurs, aux régimes publics et privés d'assurance maladie, ainsi qu'aux autres plans d'assurance accidents. Ils sont calculés à partir des renseignements de diverses sources, y compris les déclarations fiscales, les comptes de l'administration, les rapports annuels des caisses d'indemnisation des travailleurs, les rapports de l'Inspection générale des institutions financières (OSFI) et une enquête sur les régimes de pensions privés. Les estimations sont mises à jour pour le trimestre en cours à partir de statistiques mensuelles tirées de l'enquête sur la population active ainsi que de l'enquête sur l'emploi, les états de salaires et les horaires de travail. Suite à la révision complète et conformément au SCN 1993 : i) les impôts sur la masse salariale acquittés par les employeurs, qui entraient précédemment dans les revenus supplémentaires du travail, sont maintenant considérés comme des taxes indirectes sur la production; ii) les pensions de retraite connues grâce aux nouvelles données fiscales disponibles sont maintenant comprises dans les revenus supplémentaires du travail; comme iii) les surtaxes perçues auprès des employeurs au titre des passifs non capitalisés perçus par les caisses d'indemnisation des travailleurs, ainsi que les paiements directement effectués par ces caisses pour les besoins de traitements médicaux.

**TABLEAU I. Compte des revenus et des dépenses**  
**— particuliers et entreprises non constituées en sociétés — 1996**

(En millions de dollars)

Revenus . . . . .	680 412
Salaires et revenus supplémentaires du travail . . . . .	429 601
Revenu net des entreprises non constituées en sociétés . . . . .	52 948
Intérêts, dividendes et produits divers d'investissements . . . . .	89 085
Transferts courants	
En provenance des administrations publiques . . . . .	106 103
Prestations d'assurance chômage . . . . .	12 324
Pensions du service public . . . . .	5 972
Prestations de sécurité sociale et autres pensions . . . . .	87 807
En provenance des sociétés . . . . .	590
En provenance de non-résidents . . . . .	2 085
Dépenses . . . . .	50 415
Dépenses des particuliers en biens et en services . . . . .	77 927
Transferts courants	
A destination des administrations publiques . . . . .	162 245
Impôts sur le revenu . . . . .	113 780
Cotisations d'assurance sociale et des régimes de pensions non autonomes . . . . .	44 411
Autres . . . . .	4 054
A destination des sociétés . . . . .	9 134
A destination de non-résidents . . . . .	1 109
Épargne . . . . .	29 997
Revenu disponible . . . . .	518 167
Taux d'épargne . . . . .	5,8 %

19. Le revenu net des entreprises non constituées en sociétés est calculé séparément pour les entreprises agricoles, d'une part, non agricoles de l'autre. Les recettes agricoles en espèces sont connues essentiellement d'après des données administratives réunies par Agriculture Canada et par la Commission canadienne des céréales, tandis que les dépenses sont calculées grâce à des enquêtes réalisées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada. Dans le revenu net des agriculteurs entrent une imputation de la valeur des produits cultivés et consommés sur place, une estimation de la variation des stocks par type de récolte, et un ajustement des transactions en céréales du Conseil canadien du blé (conformément auquel les « bénéfices » du Conseil sont imputés aux agriculteurs lorsqu'ils sont réalisés plutôt que lorsqu'ils sont versés, en même temps qu'un certain nombre d'autres petits ajustements tenant compte des subventions et des programmes de stabilisation des revenus par péréquation.

20. Dans le revenu net des entreprises non agricoles non constituées en sociétés entrent les recettes nettes tirées par les propriétaires de leur propre activité économique, le revenu net des travailleurs indépendants et le revenu net des loyers perçus par les propriétaires indépendants ainsi que le loyer net imputé des logements occupés par leurs propriétaires. La base annuelle dans le cas des sociétés non agricoles non constituées en sociétés, à l'exclusion du produit des loyers, s'appuie sur les données fiscales de Contributions publiques Canada, connues avec un décalage d'environ deux ans. Les estimations des trimestres en cours sont mises à jour grâce à divers indicateurs, y compris les dépenses des particuliers au titre des services, les indices du PIB réel au coût des facteurs par branche d'activité, et le nombre des propriétaires actifs par branche d'activité, connus grâce à l'enquête mensuelle de Statistique Canada sur la population active.

21. Le revenu net des loyers se calcule séparément pour les secteurs agricole et non agricole, ainsi que pour les bâtiments résidentiels et non résidentiels. Les estimations de départ du parc de logements résidentiels, calculées à l'occasion du recensement quinquennal de la population, sont subdivisées entre les logements occupés par leur propriétaire, ceux occupés par des locataires et ceux qui sont inoccupés, puis mises à jour en retranchant les logements détruits et en ajoutant ceux dont la construction vient d'être achevée. Le chiffre du parc de logements occupés est multiplié par le « loyer contractuel moyen par logement », estimé à partir des résultats de l'enquête mensuelle sur la population active en supposant que le tarif des loyers est le même pour les logements occupés par leur propriétaire et pour ceux occupés par des locataires, et ajusté ensuite pour tenir compte de la différence du nombre des pièces qui composent les logements de chaque type. Le coût des réparations, les impôts sur les biens, les primes d'assurance, les intérêts hypothécaires, l'amortissement et les autres frais directs liés à la superficie des logements sont ensuite ramenés à une base nette. Leurs chiffres proviennent de diverses sources, y compris l'enquête annuelle sur les réparations et rénovations d'habitations, les enquêtes sur les finances publiques locales, la Banque du Canada et les enquêtes sur les établissements financiers. On les connaît rarement séparément pour les logements occupés par leur propriétaire et pour ceux qui sont occupés par des locataires et on les ventile en fonction des fractions du total représentées par les loyers imputés et les loyers bruts acquittés.

22. Les intérêts, les dividendes et les divers produits des investissements sont calculés en combinant diverses composantes. L'estimation annuelle des intérêts perçus par les particuliers sur les obligations est simplement la différence entre les intérêts versés par les sociétés, les pouvoirs publics et les entreprises publiques et ceux perçus par ces mêmes institutions, les compagnies d'assurance, les caisses de pensions et les non-résidents. Le produit des investissements à l'exclusion des dividendes, échu aux compagnies d'assurance-vie et aux sociétés mutuelles est extrait des rapports annuels de l'OSFI, tandis que celui échu aux caisses de pensions est connu grâce à une enquête annuelle sur ces caisses. Les intérêts versés aux particuliers sur les dépôts bancaires sont tirés de rapports de l'OSFI. Les intérêts sur les dépôts, versés par les sociétés de prêts hypothécaires et les mutuelles de crédit, sont calculés d'après les résultats d'enquêtes trimestrielles sur les établissements financiers, et ceux acquittés par les entreprises publiques sont tirés de leurs rapports annuels. La fraction des intérêts qui n'est pas versée à des particuliers est déduite.

23. La valeur imputée des services d'intermédiation financière (SIFIM) assurés sans imposition explicite d'une commission aux particuliers (ainsi qu'aux pouvoirs publics et aux entreprises) est incluse ici à titre de revenu et dans les dépenses au titre des services personnels dans le compte des dépenses. Cette valeur imputée correspond, au total, au revenu de la propriété à percevoir par les intermédiaires financiers, diminué des intérêts à acquitter par eux, comme dans le SCN 1993. À la différence du SCN 1993, le SCCN inclut également une imputation de services aux emprunteurs de fonds propres des intermédiaires. Précédemment, les SIFIM étaient répartis entre emprunteurs et déposants et entre les secteurs en fonction du montant des emprunts et des dépôts en cours, dans l'hypothèse qu'un dollar emprunté ou prêté donnait lieu à une même commission et que celle-ci était la même dans le cas de tous les secteurs. Après la révision complète du système, le partage entre emprunteurs et déposants reste effectué sur la base des prêts et des dépôts en cours. La ventilation des SIFIM entre secteurs est effectuée, en ce qui concerne les emprunteurs, sur la base de leurs parts du passif total, tandis que, conformément au SCN 1993, on applique maintenant des taux de référence pour la répartition des SIFIM par secteurs dans le cas des bailleurs.

24. Les transferts courants en provenance de l'administration publique, y compris les assurances chômage, les pensions du service public, les prestations de sécurité sociale et les autres pensions, proviennent des dossiers administratifs, des estimations budgétaires et des comptes publics. Les chiffres concernant les transferts à l'échelon fédéral sont repris pour base environ une année après la période de référence, tandis que ceux concernant les transferts au niveau provincial le sont après un délai de deux à quatre ans. Les mises à jour trimestrielles s'appuient sur les états comptables fédéraux mensuels et sur divers états comptables provinciaux mensuels ou trimestriels. Les transferts sur le plan local, relativement modestes par comparaison avec ceux effectués à d'autres échelons de l'administration publique, sont pris en compte comme base d'après les rapports annuels des divers départements provinciaux des affaires communales, avec un délai de trois à quatre ans. Les actualisations au fur et à mesure sont calculées grâce à des sondages permanents des comptes des communes.

25. Les transferts courants en provenance des sociétés, y compris les dons caritatifs aux particuliers, sont calculés d'après les rapports de l'OSFI, publiés normalement avec un décalage d'un trimestre, et d'après un relevé

des états financiers des sociétés dont on dispose pour le trimestre en cours. Les passations par profits et pertes des créances irrécouvrables, précédemment considérées comme des transferts courants du secteur des sociétés à celui des particuliers, font aujourd'hui l'objet d'un ajustement dans le compte de patrimoine et seront désormais comptabilisées dans le « compte des autres variations en volume des actifs » du secteur des sociétés, conformément au SCN 1993.

26. Dans les transferts courants provenant des non-résidents entrent les pensions versées par des particuliers, des institutions ou des administrations publiques étrangers, ainsi que d'autres transferts de l'extérieur, y compris les impôts perçus à la source sur les propriétés foncières appartenant à des étrangers. Ces chiffres sont calculés pour les besoins des comptes de la balance des paiements et reportés dans le compte des revenus et des dépenses des particuliers. Le montant des pensions versées par des caisses étrangères, qui constituent plus des deux tiers du total, est calculé d'après les données fournies par les services statistiques des Etats-Unis, du Royaume-Uni et d'Allemagne, et complété par des estimations approximatives dans le cas des autres pays.

## **B. — Dépenses**

27. Les dépenses affectées par les particuliers à l'acquisition de biens et de services sont calculées pour plus de 130 postes à partir de données de sources diverses, en particulier l'enquête mensuelle sur le commerce de détail dont les résultats sont connus environ 30 jours après le mois de référence. Il est procédé à des ajustements pour déterminer à part les ventes aux particuliers à partir des résultats (connus avec un décalage d'environ deux ans) de l'enquête annuelle sur le commerce de détail concernant les ventes par catégories de clients, de ceux de l'enquête annuelle de Statistique Canada sur les dépenses des familles, et de chiffres fournis par les groupements de fabricants et de détaillants, ou bien ces ventes sont calculées par différence à partir des flux nets de produits. Il est procédé aussi à des ajustements pour répartir les ventes au détail par produits au moyen d'une série de coefficients de pondération correspondant à la part de chaque produit dans les ventes des commerces de chaque type. Dans certains cas importants, on dispose d'informations directes sur les ventes par produits (par exemple les véhicules automobiles, les produits énergétiques, les tabacs et les alcools) et ce sont ces chiffres que l'on utilise. D'autres enquêtes annuelles sont effectuées pour calculer les achats de biens hors des magasins de détail (par exemple par correspondance, dans des distributeurs automatiques). On ajoute, lorsque cela est possible, le montant des taxes sur le commerce de détail et celui de la taxe sur les biens et les services.

28. Le montant des dépenses des particuliers au titre des services est calculé à partir de diverses sources mensuelles et annuelles, y compris l'enquête sur les restaurants, les traiteurs et les brasseries, l'enquête sur l'accueil des voyageurs, l'enquête sur les voyages internationaux, l'enquête statistique sur les téléphones, enfin l'enquête sur les dépenses des familles. Les dépenses consacrées aux transports par air, par fer et par autocar, ainsi qu'aux transports urbains, sont déterminées chaque année et font l'objet de projections trimestrielles en fonction du nombre des voyageurs et des recettes d'exploitation. Ces recettes servent aussi pour le calcul des dépenses consacrées aux prestations postales et téléphoniques. Les dépenses au titre des loteries sont calculées en retranchant du montant des billets vendus celui des lots versés d'après les rapports mensuels des exploitants de loteries, tandis que l'on se base sur les recettes nettes dans le cas des casinos et des loteries vidéo. Les dépenses des particuliers au titre des assurances-vie, accidents, dommages matériels et automobiles proviennent de l'OSFI. Les dépenses autres que celles des particuliers sont soustraites et l'on ajoute, quand cela est possible, le montant des taxes sur le commerce de détail et celui de la taxe sur les biens et les services. Dans plusieurs cas, les sources de données souffrent de lacunes, s'agissant en particulier des dépenses consacrées aux prestations culturelles, aux prestations de santé et sociales, à l'occupation des loisirs (à l'exception des loteries), ou encore des frais d'exploitation des organismes sans but lucratif.

29. Plusieurs modifications ont été ou seront apportées au calcul des dépenses des particuliers au vu du SCN 1993. En particulier, les articles acquis en leasing en une année ou davantage sont maintenant considérés comme achetés en une seule fois ou bien, si le leasing est inférieur à un an, comme des acquisitions de services. Le produit des assurances, précédemment assimilé à la différence entre les primes et les indemnités payées, comprend maintenant le produit de l'investissement des réserves techniques, reporté dans les dépenses des particuliers au titre des assurances. De même, les montants versés par les ménages pour l'acquisition de permis de

possession ou d'utilisation de véhicules, d'embarcations ou d'aéronefs, ou encore pour celle de permis de chasse ou de pêche, sont maintenant considérés comme des impôts indirects alors qu'ils l'étaient auparavant comme des transferts courants aux administrations publiques. La reclassification des universités et la capitalisation des taxes sur les ventes d'habitations ont amené à déduire des dépenses des particuliers les frais d'exploitation des universités et certaines taxes légales, ainsi qu'à y ajouter les frais d'inscription à l'université. Enfin, la nouvelle *Classification de la consommation individuelle par objet (COICOP)* a été appliquée à toutes les catégories de dépenses et sera tôt ou tard utilisée pour les biens et les services fournis par les administrations publiques et les institutions sans but lucratif.

30. Les transferts courants aux administrations publiques, c'est-à-dire les impôts sur le revenu, les cotisations de sécurité sociale et aux caisses de pensions non autonomes, ainsi que les autres transferts courants à ces administrations, sont pris pour point de départ et actualisés d'après les mêmes sources que les transferts en provenance de ces administrations. Les transferts des particuliers aux sociétés consistent en totalité en intérêts sur les dettes des consommateurs, après déduction des frais administratifs engagés par les intermédiaires financiers pour la prestation de services (frais déjà inclus ailleurs dans le compte des dépenses sous la forme de dépenses des particuliers au titre des services). Les données proviennent, en ce qui concerne les banques, des rapports mensuels de l'OSFI et, en ce qui concerne les autres sociétés, de l'enquête trimestrielle sur les états financiers des sociétés.

31. Dans les transferts aux non-résidents entrent les remises des personnels et des institutions, ainsi que les impôts à la source versés aux Etats étrangers. Là encore, les chiffres sont calculés pour les besoins des comptes de la balance des paiements et reportés dans les comptes des revenus et des dépenses. Les remises des particuliers à des non-résidents sont calculées d'après les résultats de l'enquête annuelle sur les dépenses des familles. L'*Internal Revenue Service* des Etats-Unis fournit les chiffres des impôts payés à la source par des Canadiens de ce pays. Il n'existe aucune source directe qui permette de connaître le montant des impôts payés à la source par des Canadiens à d'autres administrations étrangères, mais l'on procède à un certain nombre d'estimations approximatives.

#### **IV. — LE COMPTE DE CAPITAL ET LE COMPTE FINANCIER**

32. Au tableau II ci-après figurent le compte de capital et le compte financier des particuliers et des entreprises non constituées en sociétés, avec les chiffres récemment révisés pour 1996. Dans ce cas encore, les chiffres publiés sont plus détaillés que ceux présentés dans le tableau, mais celui-ci met en évidence les principaux postes du compte : l'épargne des particuliers, les provisions pour consommation de capital, les transferts nets de capital, les acquisitions de capital non financier, y compris les équipements fixes, les stocks et les acquisitions nettes d'actifs existants, enfin les transactions sur actifs et passifs financiers. Les soldes du compte de capital (capacité nette de financement) et du compte financier (investissements financiers nets) devraient en principe être identiques, mais ils diffèrent pour diverses raisons de statistique et l'écart est simplement comptabilisé tel quel. La divergence tient principalement au fait que les transactions par secteurs sont tirées de sources différentes.

##### **A. — Le compte de capital**

33. L'épargne des particuliers, c'est-à-dire le solde du compte des revenus et des dépenses, est calculée en faisant la différence entre les recettes totales et les dépenses totales, puis reportée dans le compte de capital et le compte financier. L'épargne totale du secteur ressort donc sous la forme d'une source de fonds destinés à l'acquisition de capital non financier, soit à celle d'actifs financiers, ou soit encore au remboursement de passifs financiers.

34. Les provisions pour consommation de capital sont calculées le plus souvent au coût de remplacement dans le cas des particuliers. Elles regroupent la dépréciation du parc résidentiel, des bâtiments non résidentiels appartenant et donnés à bail par des particuliers, des bâtiments, machines et matériels appartenant à des entreprises

agricoles individuelles, à d'autres entreprises non constituées en sociétés, à des Eglises ou à d'autres organisations non commerciales, l'amortissement des biens de consommation durables mis à la disposition des locataires, enfin une provision pour les indemnités d'assurance à verser aux entreprises ou aux propriétaires. La dépréciation du parc résidentiel est calculée à raison d'un demi pour cent de la valeur du parc au début de chaque trimestre (soit 2 % par an pour une vie utile de 50 ans) calculée à prix constants, ajustée pour tenir compte des bâtiments détruits, et réévaluée aux prix courants par application de l'indice implicite des prix de l'investissement dans les constructions résidentielles (à l'exclusion des frais de mutation).

35. La dépréciation de base des bâtiments non résidentiels appartenant à des particuliers et donnés à bail par eux est déterminée d'après les données fiscales, connues avec un décalage d'environ deux ans, et mise à jour pour le trimestre en cours parallèlement à l'évolution de la dépréciation du parc de logements. Dans le cas des bâtiments, machines et matériels agricoles, la dépréciation estimée correspond à celle sur laquelle on s'appuie pour calculer les loyers imputés nets et le revenu net respectivement des exploitations individuelles. La méthode de dépréciation linéaire est appliquée. Dans le cas des autres entreprises non constituées en sociétés, la dépréciation est calculée, dans la plupart des cas, par principale branche d'activité en estimant les rapports entre les provisions pour consommation de capital et le revenu brut du secteur des sociétés, puis en appliquant ces rapports au revenu brut des entreprises non constituées en sociétés. Suite à la révision complète récente, la dépréciation dans le cas des universités a été reportée dans le compte de capital des administrations publiques.

**TABLEAU II. Compte de capital et compte financier**  
**— particuliers et entreprises non constituées en sociétés — 1996**

(en millions de dollars)

Epargne brute et transferts de capital . . . . .	66 239
Epargne . . . . .	29 997
Provisions pour consommation de capital . . . . .	26 232
Transferts nets de capital . . . . .	10 010
Administrations publiques . . . . .	1 764
Non-résidents . . . . .	8 246
Acquisitions de capital non financier . . . . .	48 997
Capital fixe . . . . .	45 148
Stocks . . . . .	413
Actifs existants . . . . .	3 436
Capacité nette de financement . . . . .	17 242
Transactions sur actifs financiers . . . . .	44 601
Espèces et dépôts . . . . .	14 605
Titres de la dette canadienne . . . . .	-2 323
Parts sociales et caisses mutuelles . . . . .	36 722
Assurances-vie et pensions . . . . .	16 363
Autres actifs financiers . . . . .	-20 766
Transactions sur passifs . . . . .	27 446
Crédit à la consommation . . . . .	7 275
Prêts bancaires et autres . . . . .	5 909
Hypothèques . . . . .	17 192
Dettes commerciales . . . . .	-2 930
Investissement financier net . . . . .	17 155
Divergence . . . . .	87

36. Les transferts de capital échus au secteur des particuliers se composent principalement du montant net des héritages et des remises de migrants en provenance de non-résidents. Les estimations sont calculées à partir de données administratives fournies par Immigration Canada. Suite à la récente révision complète, on a inclus dans les remises des migrants les fonds laissés à l'étranger. Les transferts de capital en provenance des administrations publiques qui résultent des dispenses de remboursement des prêts aux étudiants, sont calculés d'après les comptes publics et les états administratifs.

37. La formation brute de capital fixe dans le secteur des particuliers se compose en grande mesure de bâtiments résidentiels et d'une petite composante non résidentielle qui représente la contribution des entreprises non constituées en sociétés à la formation de capital dans l'agriculture, le commerce de détail et les industries des services personnels et des services aux entreprises. L'investissement dans les bâtiments résidentiels est ventilé en trois parties : les constructions d'habitations nouvelles, les transformations et les améliorations, enfin les frais des mutations. La valeur des constructions d'habitations nouvelles est estimée sur la base des ouvertures de chantiers par types de logements d'après les résultats d'une enquête mensuelle de la Conservation canadienne des hypothèques et des habitations, combinés avec des « coefficients de travaux achevés » (c'est-à-dire les parties de chantiers achevées chaque trimestre, par trimestres d'ouverture des chantiers, types de logements et provinces). Les chiffres des ouvertures de chantiers d'habitation sont déterminés sur la base des valeurs moyennes des permis de construire.

38. Avant la révision complète, la formation de capital dans le secteur des particuliers était censée se produire au fur et à mesure des constructions résidentielles. Maintenant, conformément au SCN 1993, les travaux achevés sur les chantiers de constructions résidentielles sont considérés comme des investissements dans le secteur des sociétés jusqu'à l'achèvement des chantiers et la vente des logements, puis comptabilisés ensuite dans le compte de capital du secteur des particuliers. La part des nouveaux investissements des particuliers dans les constructions résidentielles, calculée sous la forme d'une fraction des ventes de logements nouveaux (à l'exclusion des terrains) par types (logements individuels, logements collectifs) et par destination (occupation en propriété, location, habitation coopérative, etc.), s'appuie sur des informations réunies par la Conservation canadienne des hypothèques et des habitations, et les calculs sont effectués par la Division des comptes des revenus et des dépenses.

39. La formation de capital sous la forme de transformations et d'améliorations de logements existants effectuées par les propriétaires est connue avec un décalage d'une année grâce à l'enquête sur les réparations et rénovations de logements et mise à jour chaque trimestre au moyen d'indicateurs plus fréquents tels que les délivrances de permis de construire et les ventes de bois et de matériaux de construction. Les dépenses consacrées aux résidences secondaires (par exemple les villas) et celles des propriétaires proviennent d'autres sources. Ces dépenses sont imputées au secteur des particuliers à l'exception des dépenses de rénovation assumées par les sociétés propriétaires (connues par le détail des permis de construire délivrés).

40. Les frais de mutation liés à la vente de bâtiments résidentiels existants comprennent les commissions des agences immobilières, les frais de justice, honoraires d'experts et redevances d'inspection, ainsi que les taxes sur les cessions de terrains, et les estimations sont calculées d'après les statistiques mensuelles de l'Association canadienne des agences immobilières et les résultats de l'enquête annuelle sur les dépenses des familles. Avant la révision complète, il n'entrait dans ces frais que les commissions des agences immobilières, tandis que les frais de justice, etc. liés à la cession de logements étaient inclus dans les dépenses des particuliers consacrées aux biens et aux services. Conformément au SCN 1993, ces derniers frais sont maintenant capitalisés.

41. Les stocks accumulés dans le secteur des particuliers sont pour la plupart des stocks de produits agricoles ou de céréales entrées dans les circuits commerciaux. La valeur des premiers est estimée, pour chaque récolte, en multipliant les quantités par les prix du marché en vigueur durant la période de référence. Les prélèvements sur stocks sont déduits des quantités entrées en stocks dans le cas de chaque récolte. Dans le cas des tabacs et des animaux d'élevage, la variation des stocks est calculée directement au moyen d'enquêtes trimestrielles et annuelles. La valeur des céréales entrées dans les circuits commerciaux provient de statistiques hebdomadaires publiées par la Commission canadienne des céréales et est mesurée par la variation de la quantité de céréales détenues par le Conseil canadien du blé ou à titre privé par des négociants, et est chiffrée aux prix en vigueur sur le marché. Avec la récente révision complète, la constitution de stocks par les particuliers comprend maintenant

les stocks des entreprises individuelles non agricoles qui représentent une quantité relativement modeste détenue pour la plus grande partie par les détaillants.

42. Les acquisitions nettes d'actifs existants étaient auparavant comprises implicitement dans la capacité nette de financement du compte de capital, mais comptabilisées explicitement dans le compte financier, tandis que maintenant, suite à la révision complète, elles sont explicitées dans toute la comptabilité. Les flux d'actifs existants comprennent les transactions nettes en équipements de reprise, ainsi qu'en terrains. Dans le cas des particuliers, les estimations comprennent, principalement i) les acquisitions de terrain auprès du secteur des sociétés à l'occasion de l'achat de nouveaux logements et ii) les ventes de terrains agricoles au secteur des sociétés pour l'ouverture de chantiers immobiliers. Les acquisitions nettes d'objets de valeur n'y sont cependant pas comprises en raison des difficultés de la collecte de données et demeurent implicitement incluses dans la capacité nette de financement.

43. Les ventes de terrains environnant les immeubles résidentiels sont calculées par différence entre les ventes de nouvelles habitations au secteur des particuliers, y compris les terrains, publiées par la Conservation canadienne des hypothèques et des habitations, et les ventes d'habitations nouvelles, à l'exclusion des terrains, calculées par la Division des comptes des revenus et des dépenses de Statistique Canada. Pour les années précédant 1981, la valeur des ventes de terrains résidentiels a été cependant calculée en appliquant les ratios terrains/constructions à la formation de capital fixe sous la forme de logements dans le secteur des particuliers.

44. Les ventes de terrains agricoles au secteur des sociétés en vue de constructions immobilières sont tirées des résultats des recensements concernant les superficies agricoles, le prix moyen par hectare des terrains agricoles et la variation du stock de terrains des constructeurs. D'autres postes de faible importance figurent également dans les actifs existants, par exemple les actifs revendus ou acquis à nouveau, connus d'après les enquêtes trimestrielles sur les établissements de prêts.

## **B. — Le compte financier**

45. Le détail du compte financier (*Comptes des flux financiers*) prend en compte les transactions de plus de 30 secteurs de l'économie et quelque 22 instruments financiers. Les données proviennent d'études trimestrielles des états financiers des sociétés, des autorités administratives et de tutelle et, dans le cas de la plupart des secteurs, elles ont une couverture quasi universelle. Les estimations sont calculées au plus près de façon que les flux totaux d'actifs restent égaux aux flux totaux de passifs sur l'ensemble des secteurs dans le cas de n'importe quel instrument financier. Parfois, cette identité est assurée grâce au calcul par différence des actifs détenus par le secteur des particuliers et des entreprises non constituées en sociétés. Les transactions sont calculées pour la plupart à partir des bilans ajustés des secteurs enquêtés.

46. Dans la quasi-totalité des cas, les variations des bilans sont ajustées compte tenu des gains et des pertes, des fluctuations des taux de change, des modifications de l'univers considéré et de la reclassification des actifs et des passifs, afin d'arriver à une estimation des transactions. Ainsi, la qualité des données financières concernant le secteur des particuliers repose principalement sur l'exactitude et l'actualité des enquêtes trimestrielles sur les établissements financiers et les sociétés non financières, réalisées par la Division de l'organisation industrielle et des finances et la Division des statistiques du revenu (dans le cas des plans de pensions) de Statistique Canada.

47. Les transactions financières du secteur des particuliers sont calculées de trois façons selon l'instrument considéré. En premier lieu, elles peuvent être assimilées à la variation de la position des actifs nets d'un secteur institutionnel qui est en soi une « association de particuliers », comme c'est le cas des compagnies d'assurance-vie ou des caisses de pensions. Les actifs des mutuelles sont traités de la même façon en supposant que plus de 90 % de leurs investissements sont effectués pour le compte de particuliers. D'autres transactions peuvent être calculées « indirectement », en d'autres termes d'après des rapports des parties à des transactions avec le secteur des particuliers ou des enquêtes les concernant. C'est le cas des dépôts et des prêts pour lesquels il est demandé aux banques, aux sociétés de prêts hypothécaires, aux mutuelles de crédit et aux sociétés de financement des ventes et de crédit à la consommation de déclarer la part de leurs actifs (prêts) et de leurs passifs (dé-

pôts) en relation avec le secteur des particuliers. Enfin, la troisième catégorie de transactions peut être calculée par différence en déterminant le total des actifs et des passifs, puis en déduisant les transactions en actifs et en passifs du secteur enquêté. C'est ce qui se fait pour l'acquisition de valeurs négociables (effets à court terme, obligations et parts sociales) par le secteur des particuliers, ainsi que pour les transactions sous la forme de dettes commerciales des entreprises non constituées en sociétés.

### 1. *Les actifs financiers*

48. Les transactions sur les dépôts en dollars canadiens et en devises étrangères des particuliers dans les banques commerciales sont connues d'après i) les bilans des banques et ii) l'état supplémentaire intitulé « dépôts ventilés par secteurs institutionnels » communiqué diversement à l'OSFI, à la Banque du Canada et à Statistique Canada et dont la couverture s'étend aux banques canadiennes et aux agences des banques étrangères travaillant au Canada. Les enquêtes effectuées auprès des établissements financiers non bancaires qui reçoivent des dépôts, par exemple les mutuelles de crédit et les caisses populaires ainsi que les sociétés de prêts hypothécaires et fiduciaires, servent le plus souvent pour recenser les autres dépôts des particuliers. Les espèces canadiennes détenues par eux consistent en une petite proportion de i) pièces en circulation (au passif du Gouvernement fédéral) et ii) billets en circulation (au passif de la Banque du Canada).

49. Les transactions sur les titres de la dette canadienne portent sur des effets à court terme et des obligations. Les premiers sont des bons du Trésor ou des effets à court terme du Gouvernement canadien et des gouvernements provinciaux, des effets émis par des sociétés ou des établissements financiers et des acceptations bancaires, ainsi que des titres à court terme garantis par des actifs. Parmi les autres instruments figurent les obligations publiques (y compris les bons d'épargne des gouvernements fédéral et provinciaux), les obligations émises par des sociétés privées et des entreprises publiques, enfin les valeurs garanties par des actifs (principalement par des hypothèques).

50. Les estimations des acquisitions nettes de bons d'épargne fédéraux et provinciaux par les particuliers sont calculées indirectement à partir des comptes du secteur des administrations publiques. Par contre, la valeur de tous les titres de dette négociables détenus par les particuliers est calculée par différence entre le total des nouvelles émissions de titres et les opérations nettes sur titres (acquisitions moins ventes) des secteurs institutionnels enquêtés. Ainsi, les problèmes que posent la couverture, la qualité des réponses ou bien les classifications et l'évaluation des transactions sur actifs dans les secteurs enquêtés se retrouvent-ils tous dans les estimations concernant les particuliers qui sont calculées par différence.

51. Les flux nets de valeurs des sociétés sont eux aussi calculés par différence, avec les mêmes réserves. Les transactions des particuliers portant sur des parts de mutuelles sont par contre équivalentes aux nouvelles acquisitions nettes et représenteraient plus de 90 % de la somme des opérations sur actifs financiers effectuées par ces mutuelles, diminuée de leurs transactions en effets à court terme.

52. Dans les comptes financiers, l'activité d'intermédiation des compagnies d'assurance-vie et des caisses de pensions est incluse dans le secteur des sociétés et non dans celui des particuliers. Il en résulte que les transactions du second représentent des variations de patrimoine; il s'agit d'augmentations ou de diminutions des droits des particuliers sur les flux nets d'actifs des compagnies d'assurance-vie et des caisses de pensions (c'est-à-dire des réserves techniques d'assurance). On les calcule comme la différence entre les transactions sur actifs de ces secteurs institutionnels et leurs transactions courantes sur passifs. Suite à la récente révision complète, une petite fraction des actifs nets des compagnies d'assurance-vie est attribuée au secteur des sociétés.

53. La rubrique « Autres actifs » du tableau II regroupe les valeurs étrangères, les prêts et les autres actifs non compris ailleurs. L'investissement net en valeurs étrangères (parts sociales et dettes) se calcule, comme les autres valeurs négociables, en déduisant des transactions des secteurs institutionnels considérés la totalité des placements de portefeuille à l'étranger (calculée pour les comptes de la balance des paiements). Les transactions sur prêts, qui concernent seulement les actifs hypothécaires (détenus directement ou indirectement par l'entremise des caisses immobilières ou fiduciaires), sont calculées à partir des données fournies par les fiduciaires ou par le fisc. Les autres actifs non compris ailleurs, connus par différence, sont : les intérêts acquis sur les dépôts,

les intérêts acquis sur les obligations, y compris les bons d'épargne, les montants nets à payer par les fonds de placement à leurs clients, majorés des soldes créditeurs de clients, les provisions des compagnies d'assurance pour indemnités à verser, et enfin les primes perçues à l'avance (c'est-à-dire les réserves techniques d'assurance), les passifs actuariels comptabilisés par les employeurs au titre des caisses de pensions privées et les produits financiers dérivés. Le montant déclaré est également (par différence) net des « autres passifs » (poste qui n'est pas un passif explicitement calculé de ce secteur).

## *2. Les passifs*

54. Les principaux passifs du secteur des particuliers, à savoir les emprunts hypothécaires et non hypothécaires, sont dérivés du détail des actifs des établissements de prêt enquêtés, calculé en tant que première différence des positions prêts/actifs. Dans la quasi-totalité des cas, ces différences sont corrigées de la variation de la provision pour créances irrécouvrables afin d'obtenir le montant des transactions.

55. Les transactions au titre du crédit à la consommation sont les emprunts effectués pour financer l'acquisition de biens de consommation ou de services. Le plus souvent, les passifs des particuliers à ce titre peuvent être identifiés dans les formulaires d'enquête ou grâce à des questions supplémentaires. Les emprunts des particuliers auprès des banques commerciales (banques nationales et filiales de banques étrangères) sont tirés du compte de bilan des opérations comptabilisées au Canada et de l'état supplémentaire des « prêts non hypothécaires classés par secteurs institutionnels » communiqué à l'OSFI, à la Banque du Canada et à Statistique Canada. Les autres emprunts des particuliers aux fins de l'acquisition de biens de consommation ou de services sont détaillés dans les enquêtes sur les établissements financiers de prêts autres que bancaires, par exemple les mutuelles de crédit ou les caisses populaires, les fiduciaires et les sociétés de prêts sur hypothèques, ainsi que les sociétés de ventes à crédit et de prêts à la consommation.

56. Les transactions concernant les autres emprunts aux fins de rénovation des habitations ou d'investissement dans les habitations mobiles, les emprunts aux fins de placements défiscalisés et d'autres placements financiers, de l'acquisition d'automobiles en leasing et les prêts aux entreprises non constituées en sociétés sont des crédits accordés par des banques ou d'autres établissements de prêts. Dans le cas des prêts bancaires, l'état supplémentaire concernant les banques commerciales détaille clairement les prêts aux particuliers et aux entreprises non constituées en sociétés mais, dans le cas des prêts d'autres établissements, il est parfois difficile d'identifier les transactions avec les particuliers.

57. Les transactions sur hypothèques concernent les prêts hypothécaires et les contrats de vente garantis par des biens immobiliers, pour la plupart des immeubles résidentiels. Toutes les transactions hypothécaires, avec garanties immobilières ou non, dérivent de la première différence des bilans d'actifs des établissements de crédit enquêtés. Les emprunts hypothécaires souscrits auprès des banques commerciales sont connus grâce au bilan des transactions comptabilisées au Canada et au « rapport sur les prêts hypothécaires » communiqué à l'OSFI, à la Banque du Canada et à Statistique Canada.

58. Pour estimer les passifs hypothécaires correspondant aux besoins nets de financement des particuliers et des entreprises non constituées en sociétés, on utilise la comptabilité détaillée des types d'hypothèques, avec garanties résidentielles, non résidentielles ou agricoles en même temps que d'autres indicateurs (par exemple les acquisitions par les particuliers de nouveaux immeubles résidentiels, le niveau d'activité sur le marché des habitations, le parc d'habitations du secteur des particuliers, les résultats du recensement concernant le nombre relatif d'exploitations agricoles en sociétés, les chiffres annuels de la dette du secteur agricole établis par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, enfin les emprunts hypothécaires avec garanties résidentielles ou non souscrits dans le secteur des sociétés non financières). Enfin, on impute aux particuliers la plupart des hypothèques avec garanties résidentielles ou agricoles, ainsi qu'une petite partie des hypothèques avec garanties non résidentielles accordées aux entreprises non agricoles non constituées en sociétés.

59. Les transactions des entreprises non constituées en sociétés au titre des dettes commerciales sont calculées en faisant la différence entre les créances commerciales et les dettes commerciales des secteurs enquêtés.

## V. — LE COMPTE DE PATRIMOINE

60. Au tableau III figurent le compte de patrimoine des particuliers et des entreprises non constituées en sociétés, ainsi que les nouvelles estimations pour 1996 qui résultent de la récente révision complète. Dans le compte de patrimoine entrent des chiffres qui correspondent à ceux des comptes de capital et financier et qui sont intégrés avec eux. Les actifs non financiers sont calculés séparément et reliés aux acquisitions de capital non financier qui figurent dans le compte de capital. Les actifs et passifs financiers du secteur des particuliers sont calculés essentiellement à partir des mêmes sources que celles utilisées pour le recensement des flux financiers. Il n'existe à l'heure actuelle aucun résultat d'enquête sur les ménages qui permettrait des comparaisons avec le compte de patrimoine du secteur des particuliers, et les points de comparaison sont établis à partir de sources et par des méthodes diverses. Statistique Canada devait toutefois entreprendre en 1998 une enquête globale sur les actifs et les passifs des ménages afin d'améliorer la base de données dans ce domaine.

### A. — Les actifs non financiers

61. La plupart des actifs non financiers sont calculés d'après les chiffres des investissements qui figurent dans le compte de capital. Ils sont évalués aux prix courants.

62. Le principal actif figurant sous la rubrique capital fixe est constitué par les constructions résidentielles, c'est-à-dire la contrepartie nette de la formation de capital fixe dans l'habitation. Les chiffres sont calculés par la Division des investissements et du stock de capital de Statistique Canada, qui utilise à cet effet la méthode de l'inventaire perpétuel pour déterminer les valeurs au coût de remplacement. Les investissements sont capitalisés, avec un ajustement au titre de la dépréciation, des démolitions et des immeubles à l'abandon, pour aboutir à des estimations en dollars courants et en dollars constants. L'estimation en dollars constants correspond au parc de logements total à partir duquel on en calcule la composante «particuliers». On se sert pour cela d'informations sur la nature de l'ouvrage (habitations isolées, duplex, habitations alignées, immeubles de rapport, habitations mobiles, villas), sur l'occupation ou non du logement et sur le type d'occupation (par le propriétaire ou par des locataires). Suite à la révision complète du compte de patrimoine, les nouvelles informations concernant les stocks des entrepreneurs du bâtiment ont été incluses.

63. Une petite fraction du stock de capital (constructions non résidentielles, machines et matériels), calculée elle aussi par la méthode de l'inventaire perpétuel, est imputée aux entreprises non constituées en sociétés (principalement agricoles). La méthode utilisée est la même que celle qui l'est pour la ventilation par secteurs de la formation de capital fixe non résidentiel.

64. Les biens de consommation durables sont inclus dans le compte de patrimoine même s'ils sont traités dans les autres comptes du secteur des particuliers comme une consommation courante, malgré la recommandation du SCN 1993 à l'effet de ne les inclure que pour mémoire. Ces estimations sont elles aussi calculées par la méthode de l'inventaire perpétuel. La plupart des articles inclus dans les biens de consommation durables, de même qu'une certaine partie de biens semi-durables, sont capitalisés.

65. Les stocks considérés dans le compte de patrimoine du secteur des particuliers sont principalement des stocks agricoles. Leur valeur courante est calculée à partir des données sur les prix et les quantités réunies par la Division de l'agriculture de Statistique Canada. La fraction des stocks qui appartient aux exploitations agricoles individuelles est connue par le recensement, où l'on distingue ces exploitations des autres. Une petite fraction du stock non agricole, attribuée aux entreprises individuelles du commerce de détail, est calculée sur la base des valeurs comptables : un stock d'ouverture est déterminé et l'on multiplie la variation de la quantité en stock par celle de leur valeur unitaire pour en déterminer la valeur du moment.

**TABLEAU III. Compte de patrimoine — particuliers et entreprises  
non constituées en sociétés, 1996**

(en millions de dollars)

Total des actifs .....	3 105 896
Actifs non financiers .....	1 409 921
Capital fixe .....	967 873
Stocks .....	16 683
Terrains .....	425 365
Actifs financiers .....	1 695 975
Numéraire et dépôts .....	531 489
Titres de la dette canadienne .....	109 965
Parts sociales et mutuelles .....	456 173
Assurances-vie et pensions .....	519 934
Autres actifs financiers .....	78 414
Passifs et patrimoine net .....	3 105 896
Passifs .....	564 150
Crédit à la consommation .....	123 156
Prêts bancaires et autres .....	58 013
Hypothèques .....	374 300
Dettes commerciales .....	8 681
<b>Patrimoine net .....</b>	<b>2 541 746</b>

66. Dans le poste « terrains » entrent ceux qui entourent les constructions résidentielles ou non, ainsi que les terrains agricoles. Les estimations de la valeur des terrains qui entourent les constructions résidentielles se calculent essentiellement sur la base des ratios terrains/constructions et d'autres indicateurs. Ces ratios sont déterminés à partir de données sur les prix de vente et de la valeur des permis de construire, communiqués par la Conservation canadienne des hypothèques et des habitations, de résultats de recensements, ainsi que de travaux de recherche effectués pour calculer les valeurs dans les zones urbaines et suburbaines des villes canadiennes. Les ratios sont essentiellement calculés en divisant par la valeur des permis de construire les prix de vente diminués de la valeur de ces permis. Cela se fait pour tous les nouveaux chantiers de constructions résidentielles, par année pour les zones d'une part urbaines, de l'autre suburbaines, ainsi que par types d'habitations (isolées ou multiples). Des coefficients de pondération déterminés par recensement servent ensuite pour calculer les ratios terrains/constructions. Les estimations correspondant aux années précédant 1990 sont dérivées en utilisant comme indicateurs les prix des biens immeubles communiqués par la Conservation canadienne des hypothèques et des habitations et le nouvel indice des prix des logements calculé par la Division des prix de Statistique Canada.

67. La valeur des terrains attribuée au secteur des particuliers est essentiellement celle des logements isolés et multiples dans ce secteur, multipliée par les ratios terrains/constructions correspondants. Les terrains agricoles constituent, par rang d'importance, la deuxième composante des terrains attribués aux particuliers. Les données sur la valeur en capital des exploitations agricoles sont basées sur les résultats des recensements de l'agriculture et sur des projections calculées pour les intervalles entre deux recensements par la Division de l'agriculture de Statistique Canada. La valeur des constructions est essentiellement calculée en proportion du capital agricole total, les terrains constituant le solde. Le calcul de la proportion des stocks agricoles attribuée aux exploitations individuelles s'appuie sur les données des recensements concernant, d'une part, ces exploitations et, de l'autre, celles constituées en sociétés. La superficie des terrains entourant les constructions non résidentielles des exploitations individuelles, très modeste, est calculée d'après les ratios terrains/constructions dérivés des données agrégées concernant les sociétés non financières.

## **B. — Les actifs et passifs financiers**

68. Dans le détail (*Comptes nationaux de patrimoine*), les chiffres des comptes de patrimoine sont calculés pour les mêmes 30 secteurs de l'économie et les mêmes instruments financiers que les comptes des flux financiers. Les sources, elles aussi, sont essentiellement les mêmes, ce qui aboutit à une couverture quasi intégrale de la plupart des secteurs. Les estimations sont ajustées de façon que la somme des actifs soit égale à celle des passifs dans le cas de tous les secteurs et de chaque instrument financier. Dans certains cas, cette identité est satisfaite grâce au calcul par différence des actifs détenus par le secteur des particuliers et des entreprises non constituées en sociétés.

69. Les actifs et les passifs du secteur des particuliers sont calculés selon l'une de trois méthodes, en fonction de l'instrument considéré. En premier lieu, ils peuvent être assimilés aux actifs nets d'un secteur institutionnel qui est en soi une « association de personnes », comme c'est le cas des compagnies d'assurance-vie et des caisses de pensions privées. Les actifs des mutuelles sont traités de la même façon en supposant que plus de 90 % de leurs investissements sont réalisés pour le compte de particuliers. En second lieu, le calcul peut s'appuyer sur des « comptabilités de contrepartie ». C'est le cas des dépôts et des prêts pour lesquels les banques, les fiduciaires et les sociétés de prêts hypothécaires, les mutuelles de crédit et les sociétés de vente à crédit et de prêts à la consommation sont invitées à donner des renseignements sur la part de leurs actifs (prêts) et de leurs passifs (dépôts) en relation avec les particuliers. Enfin, les actifs et passifs en question peuvent être calculés par différence i) en déterminant un total des actifs/passifs et ii) en en déduisant les actifs/passifs du secteur enquêté. C'est le cas pour les valeurs négociables du secteur des particuliers (effets à court terme, obligations et parts sociales), ainsi que pour les dettes commerciales des entreprises individuelles.

70. La valeur des actifs et des passifs financiers est en grande partie leur valeur comptable, c'est-à-dire les prix d'émission pour les actifs et le coût d'acquisition pour les actifs financiers. Dans ce deuxième cas, cela signifie que les valeurs négociables sont comptabilisées à un niveau intermédiaire entre le prix d'émission et la valeur marchande, selon la date d'acquisition. A la différence des comptes des flux financiers, les comptes de patrimoine font ressortir les gains ou pertes sur instruments financiers, qui résultent de leur cession ou des fluctuations du cours des devises. Cela a tendance à fausser la composition des valeurs négociables calculées par différence dans le secteur des particuliers. Pourtant, le total de ses actifs financiers échappe essentiellement à cet effet de distorsion; comme le passif en fonds propres des sociétés comprend les gains non distribués, les actifs sous la forme de parts sociales calculés par différence absorbent les gains ou pertes «compensateurs».

71. Les comptes de patrimoine, qui jusqu'ici n'étaient publiés qu'une fois par an, le seront bientôt chaque trimestre. Les nouveaux comptes trimestriels seront vraisemblablement publiés dans un délai de dix semaines après la période de référence.

## **VI. — LE COMPTE DES AUTRES VARIATIONS DES ACTIFS**

72. Le patrimoine net du secteur des particuliers est la différence entre ses actifs et ses passifs. Dans le compte des autres variations des actifs, la relation entre l'épargne des particuliers et les variations du patrimoine net peut être ventilée par catégories d'actifs et de passifs. Ce compte devait être publié en même temps que le compte de patrimoine trimestriel plus tard en 1998. Cette conciliation entre le compte des flux et celui des stocks se conforme aux directives du SCN 1993 et ressemble aux estimations provisoires calculées en 1985.

## BIBLIOGRAPHIE

- Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies, Banque mondiale : *Système de comptabilité nationale 1993*, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993.
- Fonds monétaire international, *Manuel de la balance des paiements*, cinquième édition, 1993.
- Lal, Kishori. « Remaining Differences Between the 1997 Canadian System of National Accounts and the 1993 International System of National Accounts », System of National Accounts Branch, Statistique Canada, avril 1998.
- Lal, Kishori. « The 1997 Historical Revision of the Canadian System of National Accounts: Record of Changes in Classification of Sectors and Transactions, Concepts and Methodology », System of National Accounts Branch, Statistique Canada, mars 1998.
- Lal, Kishori. « The 1997 Historical Revision of the Canadian System of National Accounts: Current Price Gross Domestic Product (1961-1993), A Statistical Representation from the Old to the New », System of National Accounts Branch, Statistique Canada, mars 1998.
- Lal, Kishori. « The 1993 International System of National Accounts: Its Implementation in Canada », Income and Expenditure Accounts Division, Technical Reprint Series n° 32, Statistique Canada, janvier 1995.
- Organisation des Nations Unies. *Directives internationales provisoires relatives aux comptes de patrimoine et d'ajustement nationaux et sectoriels du Système de comptabilité nationale*, Etudes statistiques, série M, n° 60, 1977.
- Statistique Canada. « The Persons and Unincorporated Business Sector: Notes and Supplementary Detail », dans *National Balance Sheet Accounts, 1989*, Catalogue 13-214-XPB, février 1991.
- Statistique Canada. *Guide to the Income and Expenditure Accounts*, Studies in National Accounting, n° 1 Catalogue 13-603-XPE, octobre 1990.
- Statistique Canada. *A Guide to the Financial Flow and National Balance Sheet Accounts*, Catalogue 13-585-XPE, février 1989.
- Statistique Canada. *A User to the Canadian System of National Accounts*, Catalogue 13-589-XPE, novembre 1989.
- Statistique Canada. *The Canadian Balance of International Payments and International Investment Position: A Description of Sources and Methods*, Catalogue 67-506-XPB.
- Statistique Canada, « Reconciliation Accounts », dans *The National Balance Sheet Accounts 1961-1985*, Catalogue 13-213-XPB, novembre 1986.



# **LE SECTEUR DES MÉNAGES, ET EN PARTICULIER LE SECTEUR NON STRUCTURÉ, EN INDE**

**A. C. Kulshreshtha**

Directeur, Division de la comptabilité nationale,  
Organisation centrale de la statistique, New Delhi, Inde

## **I. — INTRODUCTION**

1. Les comptes nationaux sont établis en Inde conformément aux indications du Système de comptabilité nationale de l'ONU (SCN) de 1968. La liste détaillée des sources utilisées et des méthodes adoptées figure dans la publication de l'Organisation centrale de la statistique (CSO) intitulée « National Accounts Statistics: Sources and Methods, 1989 ». L'Inde revoit actuellement ses comptes nationaux pour les présenter sur la base 1990-1991 et non plus comme maintenant sur la base 1980-1981, et elle adopte dans le même temps, autant que possible, le SCN révisé de 1993. Ce système consiste en un ensemble complet, cohérent et adaptable de comptes macro-économiques qui doivent répondre aux besoins des analystes du secteur public et du secteur privé ainsi que des décideurs. Le SCN 1993 reprend les résultats d'une harmonisation de ce système avec d'autres normes statistiques internationales. Il recommande d'établir une série de comptes courants et d'accumulation pour chacun des secteurs institutionnels, c'est-à-dire les administrations publiques, les sociétés (financières et non financières), les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et les ménages.

2. Il n'a pas encore été établi dans la comptabilité nationale de l'Inde de comptes du secteur des ménages en raison principalement du fait que l'on ne possédait pas d'informations sur les revenus et les dépenses des ménages. Des enquêtes pilotes sur ces points ont été effectuées sans succès par l'Organisation nationale des sondages (NSSO), administration chargée des grandes enquêtes sur les ménages et les entreprises. Les enquêtes pilotes ont abouti à un échec faute d'informations fiables concernant les revenus. C'est la raison pour laquelle il n'a pas été effectué d'enquêtes intégrales malgré la demande émanant des comptables nationaux. Par contre, la NSSO procède périodiquement chaque année à de vastes enquêtes sur divers sujets socio-économiques, à l'intention des planificateurs, des décideurs et des chercheurs. De plus, la CSO a réalisé, ces deux dernières décennies, trois recensements économiques qui ont permis de constituer la base voulue pour élaborer des plans de sondage efficaces en vue de réunir des données sur le secteur non structuré de l'économie, ainsi que trois séries d'enquêtes de suivi sur les entreprises, concernant diverses activités économiques, afin de combler les lacunes existantes des informations concernant ce secteur. La présente communication expose la définition et le concept de secteur non structuré dans le contexte du secteur des ménages en Inde en i) délimitant dans le détail le secteur « non organisé », terme utilisé en comptabilité nationale indienne, ii) donnant la liste des sources de données sur ce secteur, iii) exposant comment ce secteur est incorporé dans la comptabilité nationale indienne, enfin iv) signalant les possibilités d'établir, à partir des sources de données existantes, des comptes de production et d'exploitation des entreprises individuelles appartenant au secteur des ménages.

## **A. — Le secteur des ménages**

3. Le SCN 1993 définit le ménage comme un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, qui mettent en commun une partie ou la totalité de leurs revenus ou de leur patrimoine et qui consomment collectivement certains types de biens et de services, principalement de la nourriture et des services de logement. En général, chaque membre d'un ménage doit avoir quelque droit sur une partie des ressources collectives du ménage. Certaines décisions au moins concernant la consommation ou d'autres activités économiques doivent être prises pour l'ensemble du ménage. Les ménages coïncident souvent avec les familles, mais les membres d'un même ménage ne doivent pas nécessairement appartenir à la même famille, pour autant qu'il y ait dans une certaine mesure partage des ressources et de la consommation. Les ménages peuvent être de n'importe quelle taille et prendre une grande variété de formes différentes selon les sociétés ou les cultures, en fonction de la tradition, de la religion, de l'éducation, du climat, de la géographie, de l'histoire et d'autres facteurs socio-économiques. Les domestiques et les autres employés de maison rémunérés qui vivent dans les mêmes locaux que leur employeur ne font pas partie de son ménage, même s'ils sont logés et nourris, ce qui constitue pour eux une rémunération en nature. Les domestiques rémunérés n'ont aucun droit sur les ressources collectives des ménages de leurs employeurs.

4. Le secteur des ménages regroupe tous les ménages résidents définis comme des unités institutionnelles et comprenant les entreprises non constituées en société qui leur appartiennent, qu'elles soient des producteurs marchands ou qu'elles produisent pour leur usage final propre; ces entreprises font partie intégrante de ces ménages. Seules les entreprises marchandes non constituées en sociétés appartenant à des ménages mais qui sont des quasi-sociétés sont traitées comme des unités institutionnelles distinctes. Le secteur des ménages peut être divisé en quatre sous-secteurs en fonction de la principale source de revenu : *a)* les employeurs; *b)* les travailleurs pour compte propre; *c)* les salariés; et *d)* les bénéficiaires de revenus de la propriété ou de revenus de transfert. Les ménages agissent en qualité de producteurs aussi bien que de consommateurs de biens et de services et fournissent la main-d'œuvre pour l'économie. La production du secteur des ménages s'effectue à l'intérieur d'entreprises qui appartiennent directement à des membres d'un ménage ou qui sont contrôlées par eux soit individuellement, soit en association avec des tiers. Lorsque des membres de ménages travaillent comme salariés pour des sociétés, des quasi-sociétés ou des administrations publiques, la production à laquelle ils contribuent est réalisée en dehors du secteur des ménages. Les unités productrices du secteur des ménages sont toutes des entreprises non constituées en sociétés (individuelles). Les ménages en leur qualité de producteurs peuvent être subdivisés en deux catégories : *i)* les entreprises marchandes non constituées en sociétés appartenant à des ménages; et *ii)* les entreprises appartenant à des ménages qui produisent pour un usage final propre. Les premières sont créées pour produire des biens ou des services destinés à être vendus ou troqués sur le marché.

5. Dans l'actuelle comptabilité nationale indienne, l'expression « secteur des ménages » recouvre les ménages précisés ainsi que les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Ainsi, les unités économiques qui n'appartiennent ni au secteur public ni à celui des sociétés sont considérées comme appartenant à celui des ménages. En Inde, comme dans tout autre pays, toutes les données apportées par le système national de statistique concernant la partie organisée (structurée) et la partie non organisée (non structurée) de chacune des branches d'activité économique servent pour établir les comptes nationaux de production et d'exploitation, de formation de capital, etc. En Inde, l'expression « non structurée » n'est utilisée ni dans les statistiques, ni en comptabilité nationale. Les expressions utilisées dans cette comptabilité sont celles de « secteur organisé » et de « secteur non organisé » mais, très souvent par contre, les chercheurs et les utilisateurs emploient indifféremment les deux expressions.

## **B. — Le secteur non structuré**

6. Ce secteur se compose d'unités institutionnelles productrices qui se caractérisent par : *a)* un faible niveau d'organisation; *b)* peu ou pas de division entre le travail et le capital; et *c)* des relations de travail fondées sur l'emploi occasionnel ou des liens sociaux plutôt que sur des accords contractuels comportant des garanties formelles. Ces unités appartiennent au secteur des ménages et ne peuvent être associées à d'autres unités. Leurs

propriétaires sont personnellement responsables de tous les engagements, financiers ou non souscrits dans le dessein de produire. Aux fins de la statistique, le secteur non structuré se définit comme un ensemble d'unités productrices qui font partie du secteur institutionnel des ménages en tant qu'entreprises de ménages ou, ce qui revient au même, en tant qu'entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages. Il se compose, en terminologie OIT : i) d'entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte, et ii) d'entreprises d'employeurs informels, et se définit comme tel indépendamment de la nature du lieu de travail où s'exercent les activités productives, de l'importance du capital fixe utilisé, de la durée de l'exploitation de l'entreprise et du fait qu'elle constitue, pour son propriétaire, une activité principale ou secondaire.

7. Un autre point important à noter, qui n'est pas explicitement mentionné dans le SCN 1993 mais l'est clairement au paragraphe 7 de la résolution adoptée lors de la 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail, est que les entreprises de ménages qui produisent des biens ou des services ne sont pas constituées en personnes morales distinctes des ménages ou membres des ménages qui en sont propriétaires, et ne tiennent pas de comptabilité complète (y compris des bilans des actifs et des passifs) qui permettraient une distinction claire entre les activités productives des entreprises et les autres activités de leurs propriétaires, ainsi que l'identification d'éventuels flux de revenus et de capital entre les entreprises et les propriétaires.

### **C. — Le secteur organisé de l'économie indienne**

8. Dans la comptabilité nationale indienne, le secteur organisé regroupe toutes les unités opérationnelles qui présentent les caractéristiques suivantes : unités exerçant des activités d'extraction des principales matières minérales, unités exerçant des activités manufacturières et immatriculées conformément à la loi sur les fabriques, unités exerçant des activités non manufacturières dans le secteur des sociétés privées ou dans le secteur public, c'est-à-dire les services administratifs, les entreprises commerciales publiques et les entreprises commerciales autres que publiques. Le contenu exact du secteur organisé en Inde est décrit à l'annexe 1. Ce secteur est qualifié d'organisé car on dispose régulièrement de statistiques le concernant, établies à partir des documents budgétaires, des rapports annuels dans le cas du secteur public et des résultats de l'enquête annuelle sur l'industrie dans le cas des entreprises manufacturières immatriculées.

9. Il est établi en Inde des comptes spéciaux du secteur public en raison de son importance, sachant qu'il contribue à raison de plus de 25 % à l'activité économique. Une quantité énorme d'informations le concernant est réunie en tant que sous-produits d'activités administratives, à savoir les documents budgétaires, les demandes de subventions, les recettes dans le cas des services administratifs et des entreprises commerciales publiques, enfin les rapports annuels dans le cas des entreprises commerciales autres que publiques. Les informations qu'ils contiennent servent pour calculer les agrégats macro-économiques ainsi que les comptes du secteur public.

10. L'autre secteur organisé, privé celui-là, est celui des sociétés. Les statistiques le concernant sont établies par la Reserve Bank of India (RBI), qui procède à cet effet par sondages. Les résultats obtenus concernant les sociétés sondées sont extrapolés, pour obtenir une couverture complète, par application du ratio entre le capital versé de toutes les sociétés relatives et celui des sociétés sondées, et c'est là la seule source de données existante concernant ce secteur. Vu l'inadéquation de l'échantillon, celui-ci n'étant pas constitué par des techniques rationnelles de sondage aléatoire (puisque les sociétés choisies ne publient pas toujours de rapports annuels), vu aussi le peu de précision du coefficient d'extrapolation, il n'a pas été possible d'établir des comptes distincts du secteur des sociétés (en particulier des sociétés non financières). S'agissant par contre du secteur des sociétés financières, aucun problème de données ne se pose car la plupart des banques, des établissements financiers non bancaires et des compagnies d'assurance sont regroupés dans le secteur des entreprises commerciales publiques. Des comptes distincts sont établis pour ce secteur institutionnel et aussi pour les entreprises commerciales autres que publiques.

11. Considérant les statistiques indiennes par types (ou branches) d'activité économique, on constate que, dans le cas des activités manufacturières, les données sont réunies et traitées de façon bien organisée dans le cas des établissements immatriculés en vertu de la loi sur les fabriques, c'est-à-dire ceux qui emploient : i) plus de 10 travailleurs et de l'énergie, ou ii) plus de 20 travailleurs sans utiliser d'énergie, cela grâce à l'enquête statis-

tique annuelle de la CSO. La Direction indienne des mines (IBM) réunit et exploite sur la base de déclarations annuelles régulières de même des données détaillées concernant les principales matières minérales. On dispose ainsi régulièrement de données détaillées sur le secteur public comme signalé plus haut, sur le secteur manufacturier grâce à l'enquête statistique annuelle et sur les principales matières minérales par l'entremise de la Direction des mines. Dans la comptabilité nationale indienne, ces secteurs constituent la partie organisée de l'économie, qui en recouvre environ 36 %.

#### D. — Le secteur non organisé de l'économie indienne

12. En comptabilité nationale indienne, on entend par secteur non organisé l'ensemble des unités opérationnelles dont l'activité n'est réglementée ni par la loi ni par aucune disposition d'ordre juridique et qui ne tiennent pas de comptabilité régulière. C'est cette absence de comptabilité régulière qui constitue le principal critère de définition du secteur en le distinguant du secteur organisé. Ainsi, les unités qui ne sont pas immatriculées conformément à la loi sur les fabriques constituent la partie non organisée (non structurée) de l'industrie manufacturière compte tenu du fait que leur activité n'est pas réglementée par cette loi. Toutes les unités opérationnelles autres que publiques constituent la partie non organisée des branches du commerce, des transports, de l'hôtellerie et de la restauration, du stockage et de l'entreposage, ainsi que d'autres branches des services du fait qu'elles n'ont pas de comptabilité régulière de leurs activités. Le secteur non organisé contribue en Inde pour plus de 60 % au revenu de l'économie.

**TABLEAU 1. Nombre d'entreprises ou établissements travaillant pour compte propre et emploi dans les activités économiques autres qu'agricoles, 1990**

(en millions)

Activité économique	RURALES				URBAINES			
	Entreprises pour compte propre		Etablissements		Entreprises pour compte propre		Etablissements	
	Nombre	Emploi	Nombre	Emploi	Nombre	Emploi	Nombre	Emploi
Industries extractives. . . .	29	52	13	222	4	7	4	163
Industries manufacturières . . . . .	2 783	5 081	647	7 118	1 021	1 928	901	8 879
Electricité, gaz et eau . . . .	6	7	24	146	2	3	15	241
Construction . . . . .	103	122	24	119	79	92	27	178
Commerce . . . . .	3 905	4 825	471	1 328	3 205	4 204	1 271	4 672
Hôtellerie et restauration . . . .	459	706	133	443	243	377	243	1 244
Transports . . . . .	186	204	38	159	208	233	71	740
Stockage . . . . .	22	27	32	134	72	84	70	308
Communications . . . . .	2	3	85	209	2	3	20	402
Finance . . . . .	76	94	73	380	135	187	177	1 854
Autres services . . . . .	1 903	2 487	1 612	6 324	1 208	1 685	1 067	10 764
<b>Total . . . . .</b>	<b>9 474</b>	<b>13 608</b>	<b>3 152</b>	<b>15 455</b>	<b>6 179</b>	<b>8 803</b>	<b>3 866</b>	<b>29 445</b>

Source : Recensement économique de 1990, CSO, Département de la statistique, Gouvernement indien.

13. Dans l'économie indienne, le secteur non organisé occupe une forte proportion de main-d'œuvre et on peut typiquement le considérer comme représentatif des activités productives du secteur des ménages et des ISBLSM. Il se compose principalement d'entreprises de ménages mais il compte aussi un nombre substantiel d'établissements (la répartition des entreprises est donnée au tableau 1), car tous les établissements manufacturiers non recensés à l'occasion de l'enquête statistique annuelle comme la totalité des entreprises et des établissements non constitués en sociétés du secteur privé qui exercent diverses activités non manufacturières entrent eux aussi dans le secteur non organisé.

14. Le concept de « secteur informel » (non structuré) tel que l'a défini l'Organisation internationale du travail (OIT) diffère quelque peu de celui de secteur non organisé décrit plus haut. Alors que le concept de l'OIT s'applique essentiellement, pour des raisons sociales ou politiques, à un groupe cible bien défini, le concept de secteur non organisé dépend des pratiques utilisées dans chaque pays pour réunir de façon rationnelle des informations concernant les différentes parties de l'économie. En Inde, comme on l'a vu plus haut, le secteur non organisé est celui qui n'est pas structuré et où entreraient la production de biens pour compte propre, les prestations de logement aux propriétaires-occupants, les services domestiques et certaines quasi-sociétés, etc. Ainsi, faudrait-il, à rigoureusement parler, pour se renseigner sur le secteur « informel », laisser de côté la contribution du secteur non organisé à ces activités. Normalement, le second serait plus étendu que le secteur « informel », mais il se pourrait très bien que ce soit le contraire si les méthodes employées dans un pays pour réunir de façon rationnelle des renseignements le concernant sont rigoureuses. Dans la comptabilité nationale indienne, toutefois, le secteur non organisé dépasse d'environ 4 à 5 % les limites du secteur « informel » en raison de l'inclusion des activités précisées.

## II. — SOURCES DE DONNÉES CONCERNANT LE SECTEUR NON ORGANISÉ

15. En Inde, le secteur des ménages, y compris les entreprises privées non constituées en sociétés, est considéré comme la partie non organisée de l'économie. Les principales sources d'informations utilisées, dans le cas de l'agriculture, pour calculer les estimations du revenu national sont : i) les statistiques de l'utilisation des terres; ii) les superficies consacrées aux principales cultures et leurs récoltes; enfin iii) les études du coût des cultures. Les statistiques de l'utilisation des terres sont un sous-produit du travail administratif effectué par les Départements des contributions des divers Etats en vue de l'imposition du produit financier des terres. Les estimations des superficies et des principales récoltes, désignées en général par l'expression « prévisions de récoltes », sont calculées périodiquement par les régies des Etats et regroupées, au Ministère de l'agriculture, par la Direction de l'économie et de la statistique. Les estimations finales de la production sont calculées sur la base de l'ensemble des superficies ainsi recensées des rendements déterminés par des prélèvements sur les récoltes qu'effectuent les administrations publiques des Etats concernés. Les études du coût des cultures réalisées dans divers Etats renseignent sur les quantités de facteurs de production consommées par hectare, par exemple les semences, le carburant diesel et l'électricité, et sur le coût de l'alimentation des animaux, de la réparation et de l'entretien du matériel de ferme, etc. Les données apportées par ces études concernant la consommation d'électricité, d'engrais et d'insecticides ne sont pas utilisées car la Régie centrale de l'électricité, l'Association indienne des producteurs d'engrais et l'Association indienne des producteurs de pesticides fournissent des données plus précises et plus fiables sur l'offre de ces facteurs. Beaucoup d'autres organismes communiquent des informations sur les cultures de plantations, les cultures marchandes, les oléagineux, etc. Il s'agit du Conseil du thé, du Conseil du café, du Conseil du caoutchouc, du Conseil de la noix d'arrec, de la Direction du Conseil de la noix de cajou, de la Direction du sucre et du vanaspati, etc. La production de l'élevage est estimée à partir des résultats de sondages intégrés et d'études réalisées sur les conseils du Comité technique de la Direction pour l'amélioration des statistiques de l'élevage et de la laiterie. Le recensement indien des animaux d'élevage, effectué tous les cinq ans, est la principale source de données sur le cheptel vif. Des chiffres sont également communiqués par les Départements de l'élevage des Etats, la Direction de la commercialisation et de l'inspection (DMI), l'Organisation nationale des sondages (NSSO), le Conseil central de la soie, la Commission des industries de khadi et de village (KVIC), etc.

16. La composante non agricole du secteur non organisé fait l'objet en Inde de diverses enquêtes réalisées dans le cadre des programmes réguliers de l'Organisation nationale des sondages, ainsi que d'enquêtes à titre de suivi des recensements de l'économie organisés et coordonnés par l'Organisation centrale de la statistique. Il a été procédé successivement en 1977, 1980 et 1990 à trois recensements de l'économie et un quatrième devait avoir lieu en 1998. Ces recensements apportent les informations de base sur la localisation, l'activité, les effectifs, etc., de toutes les entreprises. Les renseignements réunis concernent la localisation, la nature de l'activité, l'effectif des travailleurs habituels, le mode de propriété de l'entreprise, le groupe social et le sexe du propriétaire, l'implantation fixe ou non des locaux, la consommation d'énergie et de combustibles et l'immatriculation ou l'autorisation d'exploitation accordée ou non en vertu d'une législation quelconque. Les recensements de l'économie effectués en Inde ont permis de constituer la base voulue pour l'exécution d'enquêtes de suivi concernant diverses branches : l'industrie manufacturière, le commerce, les transports, l'hôtellerie et la restauration, ainsi que d'autres activités de service dans le secteur non organisé de l'économie non agricole. Un problème qui s'est posé à l'occasion des recensements de l'économie a tenu à l'obsolescence très rapide de leurs résultats, les entreprises travaillant pour compte propre et les petits établissements étant par nature très dynamique et les proportions de leurs créations et de leurs fermetures très élevées. Un intervalle de 10 ans entre recensements est trop long en raison de ce dynamisme. Il importe donc de mettre à jour périodiquement et fréquemment, soit au moins tous les cinq ans, la base de sondage constituée à partir des résultats des recensements de l'économie. L'Inde a finalement réussi à les réaliser tous les cinq ans.

17. Les enquêtes de suivi ont utilisé la base constituée à partir des résultats des recensements de l'économie et ont aidé à combler les lacunes qui existaient avant 1977, c'est-à-dire avant l'inauguration des recensements de l'économie et des enquêtes de suivi. Il a été mis en place un programme quinquennal d'enquêtes de suivi et, chaque branche fait ainsi l'objet d'une nouvelle enquête tous les cinq ans. Par le nombre des établissements et des entreprises pour compte propre, les deux principales branches d'activités autres qu'agricoles sont l'industrie manufacturière (établissements non immatriculés) et le commerce. Les nombres effectivement recensés lors du recensement économique de 1990 figurent au tableau 2).

**TABLEAU 2. Nombre d'entreprises pour compte propre, d'établissements et d'effectifs occupés**  
(En millions)

	Ruraux	Urbains	Total
Nombre d'entreprises pour compte propre .....	9 474	6 179	15 653
Emploi dans ces entreprises .....	13 608	8 803	22 411
Nombre d'établissements .....	3 152	3 866	7 018
Emploi dans les établissements .....	15 455	29 495	44 950
<b>Emploi total dans les entreprises pour compte propre et les établissements .....</b>	<b>29 063</b>	<b>38 298</b>	<b>67 361</b>

Source : Recensement de l'économie de 1990, CSO, Département de la statistique, Gouvernement indien.

18. C'est pourquoi ces deux branches d'activité de premier plan que sont les établissements manufacturiers non immatriculés et les commerces du secteur non organisés font, dans les enquêtes de suivi, l'objet des deux programmes jumelés portant sur des échantillons relativement fournis. Le premier, réalisé par la NSSO, porte sur un échantillon de quelque 150 000 établissements dits « non répertoriés » [NDE (Non Directory Establishments), employant 1 à 5 travailleurs] ou entreprises pour compte propre [OAE (Own Account Enterprises)], et le second, réalisé par la CSO, s'étend à quelque 40 000 établissements dits répertoriés [DE (Directory Establishments), employant plus de 5 travailleurs, non immatriculés et n'appartenant pas au secteur public]. Dans le cas d'autres branches, il est effectué des enquêtes sur les entreprises, étendues à tous les DE, NDE et OAE, soit en-

viron 40 000 entreprises ou établissements au total. Il est ainsi exécuté, dans le cadre du programme quinquennal, lors d'une année, deux enquêtes jumelées sur les activités commerciales (portant l'une sur les DE, l'autre sur les NDE et les OAE), une autre année, deux enquêtes jumelées sur les activités manufacturières (portant l'une sur les DE, l'autre sur les NDE et les OAE). Durant les années restantes, les enquêtes sur les entreprises, qui s'étendent à la totalité des DE, NDE et OAE, couvrent les autres branches, c'est-à-dire l'hôtellerie et la restauration, les transports, le stockage et d'autres services.

19. Les enquêtes de suivi apportent des renseignements détaillés sur la valeur des productions, la consommation intermédiaire, la valeur ajoutée et les additions au stock de capital, dont on a besoin en comptabilité nationale. L'annexe 2 donne la liste des enquêtes de suivi réalisées jusqu'à présent. L'expérience a montré que les sondages apportent des informations fiables concernant les proportions, mais non pas les caractéristiques individuelles. Par exemple, certains ratios, par exemple la valeur ajoutée par travailleur, sont calculés à partir des résultats des sondages et multipliés par l'effectif de la population active dans l'activité en cause, déterminé lors du recensement de la population, afin d'obtenir la valeur ajoutée dans l'ensemble de la branche. Il faut signaler toutefois que les enquêtes de suivi ont connu des problèmes, en particulier celles concernant les établissements commerciaux « non répertoriés » et les entreprises de la branche commerce travaillant pour compte propre qui n'ont pas fourni d'estimations fiables. Le problème, dans ces enquêtes, a été que les chefs des petits établissements et ceux des entreprises travaillant pour compte propre ne tiennent pas de comptabilité commerciale distincte et que les questions sont posées oralement. La crainte d'une imposition fiscale ou d'autres raisons ont conduit à la collecte d'informations non utilisables, par exemple des valeurs ajoutées négatives.

### **III. — COMMENT LES STATISTIQUES DU SECTEUR NON ORGANISÉ SONT INCORPORÉES DANS LA COMPTABILITÉ NATIONALE**

20. Dans la comptabilité nationale indienne, l'économie totale est considérée comme la somme des parties organisée et non organisée de chaque branche d'activité économique. Voici comment est calculé le produit intérieur en provenance des composantes non organisées de diverses activités économiques.

#### **A. — Agriculture et activités apparentées**

21. Le secteur de l'agriculture et des activités apparentées s'étend à la production de toutes les récoltes, à l'élevage et à l'aviculture, à la production de produits animaux dérivés et à l'exploitation des réseaux d'irrigation. Mis à part les réseaux publics d'irrigation et les cultures de plantations telles que celles du thé, du café, etc., la plus grande partie de l'activité agricole se situe dans le secteur des ménages. Sa valeur ajoutée se calcule par le biais de la production, c'est-à-dire que l'on déduit de la valeur de la production la consommation intermédiaire, composée des semences, du fumier, des engrais chimiques, des pesticides, du coût de la réparation et de l'entretien des matériels, des frais d'irrigation, du coût de l'électricité, du carburant diesel, etc. La valeur de la production se calcule en multipliant le volume des récoltes par leurs prix moyens. Le volume d'une récolte est estimé en multipliant la superficie cultivée par la production normée à l'hectare de la culture considérée. Les apports dans l'agriculture sont estimés à partir des résultats des études du coût des cultures, réalisées dans divers Etats pour chaque culture. La valeur de la production de produits animaux, c'est-à-dire le lait, les œufs, les volailles, la viande et d'autres produits animaux, est calculée au moyen de diverses études ou enquêtes. L'exploitation du réseau public d'irrigation est considérée comme une activité apparentée, mais elle appartient au secteur organisé. Comme l'activité agricole est pour la plus grande partie le fait d'entreprises pour compte propre appartenant au secteur des ménages, les revenus primaires sont des revenus mixtes, calculés en soustrayant de la valeur ajoutée la rémunération des salariés qui est estimée sur la base des informations apportées par les études du coût des cultures.

22. Les cultures de plantations, telles que celles du thé et du café, relèvent pour la plupart de sociétés et on possède des chiffres les concernant communiqués par le Conseil du thé et le Conseil du café. L'activité agricole est

dans une large mesure le fait de travailleurs indépendants, aidés par des travailleurs familiaux non rémunérés et des travailleurs temporaires rémunérés. Elle est également le fait de producteurs marchands et de producteurs non marchands. Les premiers travaillent dans l'intention première de vendre leurs produits sur le marché mais ils en conservent naturellement une partie pour leur propre consommation. Les producteurs non marchands qui produisent principalement pour leur propre consommation finale sont en général des producteurs tribaux. En Inde, les activités agricoles et apparentées sont en très grande partie non organisées et présentent les caractéristiques du secteur non structuré. Il est dit dans la résolution de l'OIT que, pour des raisons pratiques, des entreprises de ménages qui exercent des activités agricoles peuvent ne pas appartenir au secteur informel (non structuré). Il vaut peut-être aussi la peine de mentionner les activités rurales et les jardins potagers des zones urbaines, où des fruits et des légumes sont produits essentiellement pour l'autoconsommation et dont la production n'est actuellement pas étudiée suffisamment. Comme, cependant, elle entre en très grande partie dans le domaine de la production du SCN 1993, il faudra l'évaluer. Il est proposé de le faire lors des enquêtes de la NSSO sur les dépenses de consommation, à l'occasion desquelles il est en particulier demandé aux déclarants quelle proportion d'un produit consommé par eux provenait de leur propre potager.

## **B. — Sylviculture**

23. La sylviculture recouvre des produits importants — bois industriel et bois de chauffage —, ainsi que de très nombreux produits secondaires et hétérogènes tels que le bambou, les fourrages, la laque, le bois de santal, le miel, la résine, les gommés, les feuilles de *tendu*, etc. Les produits principaux ressortissent au secteur public car les forêts sont pour la plupart sous le contrôle des pouvoirs publics. Le Ministère de l'environnement et des forêts a pour charge de réunir les statistiques en provenance des Départements des forêts des Etats. Or, le bois de chauffage et les produits forestiers secondaires sont pour la plupart ramassés par des ménages, soit gratuitement, soit contre paiement d'un permis. Ces activités appartiennent alors au secteur non organisé puisqu'elles sont exercées par des ménages en tant qu'entreprises pour compte propre. Il existe aussi une abondante activité de cueillette non autorisée de produits majeurs et secondaires des forêts, qui est donc illicite. Ces activités ne figurent donc pas comme il convient dans les comptes nationaux. En comptabilité nationale indienne, la production de bois de chauffage est dérivée de sa consommation, sur la base des enquêtes concernant les dépenses de consommation réalisées par la NSSO.

## **C. — Pêche**

24. Les activités du secteur de la pêche sont les pêches commerciales au large, dans les eaux littorales, sur le plateau continental et dans les plans d'eau intérieurs, la pêche pour l'autoconsommation et le ramassage d'algues, de coquillages, de perles, etc. Leur valeur ajoutée est estimée sur la base de la production dont la valeur est calculée séparément pour les pêches en mer et les pêches en eau douce, tandis que les apports pour la production, sous la forme des frais de réparation et d'entretien des embarcations, du coût des filets et d'autres frais d'exploitation, est connue par des études particulières dans chaque cas. La valeur ajoutée des pêches dans le secteur non organisé est obtenue par différence, c'est-à-dire en retranchant de la valeur ajoutée calculée sur la base de la production les valeurs ajoutées dans le secteur public et dans celui des sociétés, estimées séparément à partir des documents budgétaires, des rapports annuels et des résultats de sondages auprès de sociétés privées, dont les chiffres sont généralisés sur la base du ratio entre capital versé total et capital versé des sociétés sondées.

## **D. — Mines et carrières**

25. Les estimations concernant les mines et les carrières sont calculées séparément pour les matières minérales principales et pour les matières secondaires. Les informations concernant les premières proviennent d'enquêtes annuelles sur l'industrie extractive portant sur toutes les matières minérales principales et réalisées par la Direction indienne des mines. La production de pétrole et de gaz naturel, qui relève en totalité du secteur public,

est calculée par la Commission du pétrole et du gaz naturel (ONGC). La partie non organisée de cette activité concerne les matières minérales secondaires et les carrières. Les statistiques des premières relèvent actuellement des Départements géologiques des Etats. Les informations concernant ces matières et les carrières ne sont pas suffisantes et l'Inde vient seulement pour la première fois d'inclure cette activité dans son programme d'enquêtes de suivi des recensements de l'économie; les résultats de l'enquête à leur sujet ne sont pas encore publiés.

## **E. — Activités manufacturières**

26. Aux fins du calcul du produit intérieur, les activités manufacturières sont réparties entre les deux grands secteurs; organisé et non organisé. Dans la comptabilité nationale indienne, le secteur organisé est considéré comme celui des entreprises immatriculées dont les usines emploient 10 travailleurs ou davantage et utilisent de l'énergie, ou bien 20 travailleurs ou davantage sans utiliser d'énergie. Toutes ces usines sont immatriculées conformément à la loi indienne sur les fabriques et les données les concernant sont réunies grâce à l'enquête annuelle sur l'industrie réalisée par la CSO. Le secteur non organisé, dit « non immatriculé », est couvert dans les résultats des enquêtes de suivi des recensements de l'économie. La composante manufacturière non immatriculée fait l'objet de deux enquêtes, à savoir : i) l'enquête sur les établissements manufacturiers dits « *répertoriés* », qui porte sur les établissements non immatriculés en vertu de la loi sur les fabriques qui emploient plus de 5 travailleurs; et ii) une autre enquête sur les unités restantes qui exercent une activité manufacturière non immatriculée, c'est-à-dire les établissements « *non répertoriés* » (employant 1 à 5 travailleurs) et les entreprises manufacturières pour compte propre qui peuvent employer seulement des travailleurs familiaux non rémunérés ou de la main-d'œuvre occasionnelle. Ces deux enquêtes de suivi sont effectuées simultanément tous les cinq ans et leurs résultats renseignent sur la valeur ajoutée par travailleur, que l'on multiplie ensuite par l'effectif de la population active pour obtenir la valeur ajoutée des unités productrices non immatriculées au cours de l'année de base. L'effectif de la population active dans ces unités est estimé en retranchant de l'emploi total dans l'industrie manufacturière, connu par les recensements de la population, l'emploi dans les unités manufacturières immatriculées, communiqué par l'ASI. Les estimations correspondant aux autres années sont obtenues en extrapolant les chiffres de l'année de base par les indicateurs matériels et les indices de prix adéquats. On se base sur les indices des prix de gros de chaque branche pour calculer les prix industriels courants, tandis que les indicateurs matériels pour l'extrapolation des chiffres de l'année de base sont choisis, pour chaque branche d'activité, au niveau des deux chiffres de leur nomenclature nationale (la NIC). Dans le cas, par exemple, de la branche des produits alimentaires, l'indicateur matériel choisi est un indice de la valeur des productions de paddy, de blé, de canne à sucre d'oléagineux et de légumineuses; dans le cas de la branche des boissons, l'indicateur matériel choisi est la valeur de la production de raisins, d'agrumes et de mangues; dans celui des produits du tabac, l'indicateur choisi est la production de feuilles de tabac; enfin, pour toutes les autres branches d'activité à deux chiffres, les indicateurs matériels sont les indices pondérés de la production industrielle des branches considérées au niveau des trois chiffres de la NIC.

27. Les unités manufacturières non immatriculées considérées dans la comptabilité nationale indienne, comme on l'a vu ci-dessus, représentent la composante non organisée de l'activité manufacturière dans l'économie, mais non pas la contribution de la partie non structurée du secteur des ménages (c'est-à-dire les entreprises non constituées en sociétés). Pour connaître cette contribution, il faut retrancher du total l'apport, si minime soit-il, des sociétés incluses dans la composante non immatriculée du secteur manufacturier.

## **F. — Construction**

28. En Inde, comme dans la plupart des pays, l'activité du secteur de la construction se mesure de façon très indirecte. La valeur de sa production est estimée par le biais du flux des produits, c'est-à-dire en partant de l'offre nette des matières de base consommées dans l'activité du bâtiment et des travaux publics. Connaissant la valeur estimée de ces matières, on calcule la production de la branche en proportion de cette valeur. Les proportions utilisées sont estimées grâce à des études portant sur diverses catégories d'activités, par exemple la cons-

truction de routes, celle de ponts ou celle d'immeubles. La branche construction utilise aussi des techniques de production à forte composante de main-d'œuvre, pour la bonification des terres, les plantations, la construction d'habitations traditionnelles par les ménages eux-mêmes au moyen de matières naturelles gratuites (bambous, feuilles, etc.). La valeur des travaux de construction de chaque unité institutionnelle est assimilée aux dépenses effectuées par elle pour l'acquisition des actifs construits. Dans le cas des administrations publiques et des sociétés, il s'agit des dépenses effectuées par elles au titre des travaux de construction. On calcule ensuite la valeur des constructions dans le secteur des ménages (c'est-à-dire le secteur non organisé) par différence, c'est-à-dire que l'on retranche de la valeur totale des travaux de construction, obtenue comme ci-dessus, les composantes correspondant au secteur public et à celui des sociétés.

29. Il est très difficile d'obtenir par sondage des informations fiables concernant les travaux de construction car les chantiers peuvent être réalisés sur n'importe quel emplacement et il n'existe pas de base statistique des sites qui permettrait la constitution d'un échantillon. D'autres problèmes théoriques se posent également, par exemple lorsqu'une administration publique ou une société dépense des fonds pour des travaux de construction, ceux-ci sont réalisés par un entrepreneur qui emploie soit des sous-traitants, soit une main-d'œuvre occasionnelle. Le chiffre concernant l'activité de la construction dans le secteur public ou celui des sociétés ne signifie pas nécessairement que les travaux ont été réalisés par le secteur organisé (structuré).

### **G. — Electricité, gaz et eau**

30. Le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau est pour la plus grande partie du ressort des administrations publiques et la petite contribution du secteur non structuré se situe dans l'approvisionnement en eau. Il s'agit du transport de l'eau par des porteurs qui la tirent de puits ou avec des pompes manœuvrées à la main et la vendent à leur clientèle. Cette activité est incluse dans le domaine de la production. Une autre activité du secteur non organisé, la production de gaz méthane à partir de bouses de vache, est exercée par les ménages pour l'autoconsommation surtout, mais la possibilité de vendre une partie de sa production ne peut être exclue. La production de méthane est estimée d'après les renseignements sur le nombre d'installations méthanières reçus de la Commission des industries de khadi et de village.

### **H. — Commerce, hôtellerie et restauration**

31. Les activités du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration sont recensées séparément pour le secteur organisé et le secteur non organisé. Dans le cas du second, leur estimation est calculée en multipliant l'effectif de la population occupée par la valeur ajoutée par travailleur. L'effectif occupé dans le secteur non organisé est calculé en retranchant de l'emploi total dans la branche, connu par le recensement de la population, l'emploi dans son secteur organisé (public), connu par le Bulletin d'information sur le marché de l'emploi. La valeur ajoutée par travailleur est connue grâce aux enquêtes sur les entreprises effectuées à cet effet. En premier lieu, les estimations de base sont calculées, séparément pour les zones urbaines et les zones rurales, en multipliant le nombre des travailleurs par la valeur ajoutée brute par travailleur. Ces estimations de base sont reportées sur les années suivantes par application d'un indice du revenu brut de l'activité commerciale, calculé expressément à cet effet à partir de l'excédent commercialisable de produits agricoles, de la production industrielle ménagère et des importations.

32. Le nombre des entreprises commerciales pour compte propre est très élevé (voir au tableau 1 leur nombre déterminé à l'occasion du recensement économique de 1990), mais l'estimation de leur contribution au revenu national sur la base des résultats des enquêtes de suivi, où l'on pose des questions sur les produits achetés et vendus, présente des difficultés. La tendance à celer la vérité pour diverses raisons, peut-être la crainte d'une imposition sur le revenu, l'incompréhension, le désintérêt pour l'enquête, etc., est très marquée. En Inde, les trois enquêtes de suivi réalisées jusqu'à présent concernant l'activité commerciale n'ont pas produit de résultats utilisables, faisant même parfois ressortir des valeurs ajoutées négatives. Il faut donc trouver d'autres moyens de réunir des données sur cette activité et en étudier les méthodes afin de résoudre les problèmes. A l'occasion

de l'enquête actuelle sur les activités commerciales, il a été demandé aux négociants quelle était leur marge normale sur les produits dont ils font le commerce plutôt que des détails sur les achats et les ventes de leurs divers produits. On en attend les résultats.

### **I. — Transports, stockage et communications**

33. Les pratiques suivies dans le cas des services de transport et de stockage sont les mêmes que celles employées dans celui du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration. Les transports par chemins de fer relèvent en Inde de l'*Indian Railways*, entreprise commerciale publique. La composante non organisée des autres moyens de transport, à l'exception des compagnies de navigation qui font partie du secteur organisé des sociétés, s'inscrit dans le secteur privé. Les services liés aux transports publics sont non seulement ceux de transport de voyageurs par bus et tramways, de transport en mer et dans les plans d'eau intérieurs, ainsi que les services aériens réguliers, mais également les services de logistique des transports par eau et par air. Les services de transport assurés par le secteur non organisé sont recensés séparément par modes, à savoir les transports routiers mécanisés, les transports routiers non mécanisés, les transports par bateaux à voile autres que ceux des compagnies de navigation privées, les services de logistique des transports par eau et les services accessoires aux transports. La pratique suivie consiste à estimer la valeur ajoutée brute de ces services en multipliant la valeur ajoutée brute par travailleur par le nombre de travailleurs occupés à chaque service. Les informations sur la valeur ajoutée par travailleur sont obtenues grâce aux enquêtes de suivi sur les entreprises réalisées par la CSO. Celles concernant le nombre de travailleurs proviennent du recensement de la population et sont ajustées comme il convient pour tenir compte des travailleurs occasionnels et marginaux et déduction faite des travailleurs du secteur public dans l'activité concernée. Dans le cas des services accessoires aux transports, c'est-à-dire le conditionnement, l'emballage, les prestations des agences de voyages, etc., les estimations sont calculées à partir de données annuelles sur les commissions versées aux transitaires par les compagnies de navigation, les compagnies aériennes, les chemins de fer et les sociétés de transports routiers.

34. Une bonne partie des activités de communication se situe dans le secteur public, par exemple les postes et télégraphes ainsi que les services du téléphone. Certaines activités de la branche des communications, par exemple l'usage des téléphones cellulaires et des télécopieurs, ainsi que les transmissions d'informations par satellite, le courrier électronique etc., ont récemment pris de l'importance mais elles ne sont à l'heure actuelle pas couvertes de façon adéquate.

### **J. — Banque et assurances**

35. La plupart des activités de banque et d'assurance relèvent du secteur organisé (public), mais certaines transactions financières informelles relèvent cependant des ménages, par exemple celles des prêteurs sur gages, les prêts d'argent à titre privé, les prêts de la main à la main, etc. La comptabilité nationale ne tient qu'approximativement compte de ces services dont la valeur ajoutée est estimée à un tiers de celle des établissements financiers organisés non bancaires. On aura besoin de recenser ces activités grâce à des enquêtes sur les entreprises et l'Inde envisage d'en effectuer une concernant les activités financières non bancaires du secteur non organisé et les prêteurs d'argent pour compte propre.

### **K. — Immobilier et propriété des logements**

36. La propriété des logements est un service produit et consommé par les ménages eux-mêmes et n'est donc pas considérée comme appartenant *stricto sensu* au secteur non structuré. Toutefois, la contribution de cette activité est, en comptabilité nationale indienne, incluse dans le secteur non organisé. L'activité du secteur non organisé dans l'immobilier est couverte par les enquêtes sur les entreprises effectuées à titre de suivi des recensements de l'économie.

## L. — Autres services

37. Les autres services sont les services d'éducation, les services de recherche et services scientifiques, les services de médecine et de santé, les services d'hygiène, les services culturels et sociaux, les services juridiques, les services de spectacles et d'occupation des loisirs, les services personnels tels que ceux de blanchissage, de teinturerie, de coiffure et de salons de beauté, etc., enfin les services non repris ailleurs. Le calcul de leur valeur dans le secteur non organisé s'effectue comme celui mentionné plus haut, c'est-à-dire qu'on multiplie l'effectif des travailleurs occupés à une activité particulière par la valeur ajoutée par travailleur, estimée à partir des résultats des enquêtes sur les entreprises.

## IV. — LE SECTEUR NON ORGANISÉ DANS LES COMPTES NATIONAUX RÉCENTS

38. Les revenus des facteurs par type d'activité économique sont calculés régulièrement et présentés séparément pour le secteur organisé et le secteur non organisé dans les comptes nationaux. D'après les chiffres les plus récents, le secteur non organisé y contribue pour plus de 62 % (voir tableau 3).

**TABEAU 3. Le produit intérieur net (PIN) dans le secteur non organisé et sa contribution au PIN total**

(en pourcentage)

Activités économiques	Composition du PIN dans le secteur non organisé		Contribution du PIN du secteur non organisé au PIN total	
	1994-95	1980-81	1994-95	1980-81
Agriculture, sylviculture et pêche . . . . .	49,4	54,3	96,5	95,2
Mines et carrières . . . . .	0,2	0,2	7,3	9,6
Transformation . . . . .	10,9	11,2	38,8	46,3
Electricité, gaz et eau . . . . .	0,1	0,1	2,4	6,0
Construction . . . . .	5,1	3,6	52,4	48,0
Commerce, hôtellerie et restauration . . . . .	20,4	16,6	85,3	89,6
Transports, stockage et communications. . . . .	5,6	2,2	52,5	45,2
Crédit, assurance et immobilier. . . . .	4,4	7,8	32,2	65,0
Autres services . . . . .	4,0	4,1	32,2	46,2
<b>Tous les secteurs . . . . .</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>62,2</b>	<b>70,0</b>

39. Il faut signaler que l'emploi dans le secteur non organisé en Inde représente 92 % du total, sachant évidemment que l'emploi dans l'agriculture en représente à lui seul environ 70 %. La contribution du secteur non organisé varie beaucoup, selon l'activité économique. Dans l'agriculture, par exemple, elle dépasse 95 %, tandis que, dans l'approvisionnement en électricité, gaz et eau, elle est actuellement inférieure à 3 %. Abstraction faite de l'agriculture, le secteur non organisé contribue largement au commerce, aux transports, à la construction et à la transformation. La moitié du secteur est représenté par l'agriculture, tandis que le commerce, l'hôtellerie et la restauration d'une part, la transformation de l'autre, sont les deux autres grandes branches de l'économie qui apportent une contribution notable au secteur non organisé. C'est pour cette raison qu'en Inde, les activités manufacturières et commerciales sont recensées au moyen d'échantillons relativement importants grâce à un programme jumelé couvrant séparément les DE, les NDE et les OAE.

## V. — POSSIBILITÉ D'ESTIMATIONS CONCERNANT LE SECTEUR DES MÉNAGES

40. Il a été démontré plus haut que le secteur non organisé, ajusté pour tenir compte des composantes du secteur des sociétés privées, peut être en Inde plus ou moins assimilé au secteur mixte des ménages et des ISBLSM. Il y entre une partie du secteur des sociétés privées que l'on peut en déduire, dans le cas de chaque branche d'activité, pour obtenir les estimations ajustées. Pour cela, il faut calculer des estimations concernant ces sociétés privées en utilisant les sources de données existantes concernant le secteur des sociétés, comme on l'a vu plus haut. S'il est possible également de distinguer la composante ISBLSM du secteur non organisé ajusté, on peut arriver à estimer le secteur des ménages.

41. Comme les recensements de l'économie ne permettent pas de constituer une base d'ISBLSM, il n'a pas été possible d'envisager l'exécution de sondages de ce secteur. On peut, toutefois, calculer des estimations le concernant en prenant en compte les activités i) d'éducation (en retirant celles du secteur public), ii) les travailleurs dans le domaine de la recherche et des sciences, en déduisant ceux du secteur public, iii) les services culturels et autres services associatifs; iv) une fraction postulée (environ 5 %) des services d'occupation des loisirs et de spectacles, enfin v) une fraction postulée (éventuellement de 50 %) des autres organismes internationaux ou extraterritoriaux. Ces activités peuvent être déduites des estimations concernant le secteur non organisé pour en obtenir approximativement la composante ménages. Il a été prévu dans le code des établissements utilisé pour le prochain recensement de l'économie de chercher à savoir si un établissement est une ISBLSM. Cela permettra de constituer une base d'ISBLSM et il sera alors possible de procéder à des sondages spéciaux les concernant pour déterminer leur contribution à la valeur ajoutée, à la formation de capital, etc. Il sera possible ensuite d'établir une comptabilité distincte des ISBLSM ainsi que de délimiter plus exactement le secteur des ménages en se servant des résultats des enquêtes sur les entreprises.

## **ANNEXE 1. COMPOSITION DU SECTEUR ORGANISÉ DANS LES STATISTIQUES DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE INDIENNE**

Dans les statistiques de la comptabilité nationale indienne, le secteur organisé se décompose comme suit par activités économiques :

- i) Agriculture : réseau public d'irrigation, entreprises publiques et plantations de thé, de café et de caoutchouc incluses dans le secteur des sociétés privées;
- ii) Sylviculture : production recensée de bois industriel et de bois de chauffage;
- iii) Pêche : entreprises publiques;
- iv) Mines et carrières : extraction des principales matières minérales;
- v) Transformation : usines immatriculées conformément à la loi sur les fabriques;
- vi) Electricité, gaz et eau : activité totale de la branche électricité, partie de l'approvisionnement en gaz et en eau incluse dans le secteur public;
- vii) Construction : travaux de construction dans le secteur public et le secteur des sociétés privées;
- viii) Commerce, hôtellerie et restauration : secteur public, secteur des sociétés privées et coopératives;
- ix) Chemins de fer : total;
- x) Modes de transports : secteur privé, compagnies de navigation privées et entreprises de transports routiers incluses dans le secteur des sociétés privées;
- xi) Stockage : entrepôts appartenant au secteur public, entrepôts frigorifiques régis par la loi sur les fabriques;
- xii) Communications : total;
- xiii) Banque et assurances : toutes activités à l'exception de celle des commissionnaires rattachés à la compagnie indienne d'assurance-vie et des activités financières non bancaires du secteur non organisé, y compris les prêteurs d'argent et les prêteurs sur gages;
- xiv) Immobilier, propriété de logements et prestation de services aux entreprises : sociétés immobilières du secteur des sociétés privées et du secteur public;
- xv) Administration publique et défense : toutes activités;
- xvi) Autres services : services médicaux, d'éducation et d'hygiène appartenant au secteur public, sociétés de télévision et de radio et établissements d'enseignement agréés du secteur privé.

## ANNEXE 2. LISTE DES ENQUÊTES FAISANT SUITE AUX RECENSEMENTS DE L'ÉCONOMIE

### *Suite au premier recensement économique, 1977*

- i) Enquête sur les établissements manufacturiers répertoriés, 1978-1979;
- ii) Enquête sur les établissements manufacturiers non répertoriés et les entreprises manufacturières pour compte propre, 1978-1979;
- iii) Enquête sur les établissements commerciaux répertoriés, 1979, 1980;
- iv) Enquête sur les établissements commerciaux non répertoriés et les entreprises commerciales pour compte propre, 1979-1980;
- v) Enquête de 1979-80 sur les entreprises (transports, hôtellerie et restauration, stockage et secteur des services, étendue à tous les établissements répertoriés, établissements non répertoriés et entreprises travaillant pour compte propre).

### *Suite au deuxième recensement économique, 1980*

- i) Enquête de 1980-1984 sur les entreprises (transports, hôtellerie et restauration, stockage et secteur des services, étendue à tous les établissements répertoriés, établissements non répertoriés et entreprises travaillant pour compte propre);
- ii) Enquête sur les établissements manufacturiers répertoriés, 1984-1985;
- iii) Enquête sur les établissements manufacturiers non répertoriés et les entreprises manufacturières pour compte propre, 1984-1985;
- iv) Enquête sur les établissements commerciaux répertoriés, 1985-1986;
- v) Enquête sur les établissements commerciaux non répertoriés et les entreprises commerciales pour compte propre, 1985-1986.

### *Sur la base actualisée de 1987-1988*

- i) Enquête de 1988-1989 sur les entreprises (transports, hôtellerie et restauration, stockage et secteur des services, étendue à tous les établissements répertoriés, établissements non répertoriés et entreprises pour compte propre);
- ii) Enquête sur les établissements manufacturiers répertoriés, 1989-1990;
- iii) Enquête sur les établissements manufacturiers non répertoriés et les entreprises manufacturières pour compte propre, 1989-1990;
- iv) Enquête sur les établissements commerciaux répertoriés, 1990-1991;
- v) Enquête sur les établissements commerciaux non répertoriés et les entreprises commerciales pour compte propre, 1990-1991;
- vi) Enquête de 1991-1992 sur les entreprises (services d'éducation, médicaux, associatifs et culturels et autres).

### *Suite au recensement économique de 1990*

- i) Enquête sur les entreprises, 1992-1993 (mines et carrières, stockage);
- ii) Enquête de 1993-1994 sur les entreprises (hôtellerie, restauration et transports);
- iii) Enquête sur les établissements manufacturiers répertoriés, 1994-1995;
- iv) Enquête sur les établissements manufacturiers non répertoriés et les entreprises manufacturières pour compte propre 1994-1995;
- v) Enquête sur les établissements commerciaux répertoriés, 1996-1997;
- vi) Enquête sur les établissements commerciaux non répertoriés et les entreprises commerciales pour compte propre, 1996-1997;
- vii) Enquête de 1997-1998 sur les entreprises (services d'éducation, médicaux, associatifs, culturels et autres).

## **BIBLIOGRAPHIE**

- Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation des Nations Unies, Banque mondiale (1993). Système de comptabilité nationale 1993, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C.
- OIT (1993). Résolution relative aux statistiques de l'emploi dans le secteur informel, 15<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 19-28 janvier 1993.
- Recensement économique de 1990, Organisation centrale de la statistique, Département de la statistique, Gouvernement indien.
- Statistiques de la comptabilité nationale — Sources et méthodes, 1989, Organisation centrale de la statistique, Département de la statistique, Gouvernement indien.
- Statistiques de la comptabilité nationale, 1996, Organisation centrale de la statistique, Département des statistiques, Gouvernement indien.

# QUANTIFICATION DE LA PRODUCTION DES MÉNAGES ET PARTICIPATION DES FEMMES À CETTE PRODUCTION AU NÉPAL

**Meena Acharya<sup>1</sup>**

Consultant indépendant, Katmandou, Népal

## I. — LE PROBLÈME

1. Le nouveau Système de comptabilité nationale (SCN 1993) de l'ONU fait une distinction entre le domaine général de la production et celui de la production selon le SCN. Le premier regroupe la production de tous les biens et services par de tierces personnes. Seules les activités qui ne peuvent être effectivement exercées par des tiers pour le compte de quelqu'un (par exemple se nourrir, boire, dormir, faire de l'exercice, etc.) n'entrent pas dans le domaine général. Le domaine de la production selon le SCN par contre est limité à la production de biens et de services pour le marché et à la production de biens par les ménages pour l'autoconsommation (sauf quand les services sont fournis par des domestiques rémunérés).

2. Le SCN 1993 définit la production marchande comme l'ensemble des biens et des services écoulés sur le marché, indépendamment de l'unité institutionnelle qui les produit. La production non marchande comprend les biens produits et consommés à domicile, la production pour compte propre des sociétés non financières et les biens fournis par les pouvoirs publics gratuitement ou à des prix non significatifs. La production et la transformation de produits primaires pour usage propre, la production d'autres biens pour usage propre et la production d'actifs fixes pour usage propre sont toutes en théorie dans le domaine actuel du SCN, même si leur inclusion pose de nombreux problèmes de mesure. Le domaine de la production s'étend également à la valeur imputée des prestations de logement aux propriétaires-occupants ainsi que des biens produits et consommés en nature. Le reste des activités considérées comme des services est exclu du domaine actuel de la production dans le SCN. (Pour plus de détails sur la classification de ces activités, voir le volume 2 du présent *Manuel* intitulé « Comptabilisation de la production des ménages »).

3. En ce qui concerne les pays en développement et la comptabilisation de la contribution des femmes, le nouveau système constitue un progrès important par rapport à celui de 1968. Beaucoup d'activités, auparavant considérées comme non productives et exclues des comptes nationaux, sont maintenant classées comme productives. De plus, l'intégralité de la production de biens dans les ménages entre maintenant en théorie dans le domaine de la production selon le SCN :

- En particulier, le domaine de la production du SCN s'étend maintenant à la transformation de biens marchands pour l'autoconsommation et au transport de l'eau potable;
- Les ménages sont maintenant explicitement reconnus comme des unités productives au même titre que consommatrices;

---

<sup>1</sup> La rédaction de cette communication n'aurait pas été possible sans la coopération de M. Haribol Shrestha et de ses collègues de la Direction centrale des statistiques du Népal. J'ai obtenu beaucoup d'informations nécessaires à l'occasion de conversations avec eux et en leur posant des questions, et j'apprécie profondément leur coopération.

- La définition du domaine général de la production a été élargie à la production de tous les biens, destinés ou non à la vente, ainsi qu'à celle de prestations domestiques et personnelles à consommer dans le ménage, c'est-à-dire la préparation des repas, les soins aux enfants et autres membres du ménage, le nettoyage, les réparations, etc. La ligne de démarcation entre ce qui peut être inclus dans le SCN et ce qui ne peut l'être a été fixée pour diverses raisons d'ordre historique ou pratique. Il y a là un progrès notable par rapport aux délimitations antérieures des activités productives et improductives car la nouvelle définition reconnaît le caractère historique des limites actuelles;
- Il est proposé d'établir un compte satellite pour les prestations domestiques et personnelles non incluses dans le SCN.

4. Il subsiste nettement dans le SCN 1993 une réserve selon laquelle toute production jugée insignifiante sur le plan national peut être laissée de côté. Or, dans un pays où la majorité des ménages assurent une production de subsistance et où leur survie dépend d'innombrables activités à petite échelle, il faut disposer d'une référence pour décider ce qui est important et ce qui ne l'est pas du point de vue national. Sans elle, l'empiétement du marché sur les sources de subsistance des tranches les plus pauvres de la population passe inaperçu, ce qui conduit souvent à l'adoption de mesures politiques mal conçues et nuisibles aux indigents (voir Acharya 1994).

5. Les agrégats économiques que sont le revenu et l'emploi, axés sur les activités marchandes, laissent de côté une forte proportion des activités de survie exercées par les ménages ruraux en économie de subsistance et présentent un tableau incomplet du développement. Lorsque, dans le droit fil du développement, des activités sont soustraites aux ménages et introduites sur le marché (par exemple la transformation et la préparation des aliments), ou bien du marché aux ménages (par exemple les transports dans les pays développés), une statistique qui s'appuie seulement sur le marché néglige une bonne partie du processus de transformation sociale. Les indicateurs que sont l'emploi et le revenu perdent toute validité en ce qui concerne la majorité de la population dont la survie dépend essentiellement d'une production de subsistance.

**TABLEAU 1. Composition du revenu des ménages**

Postes	Campagne				Villes <sup>1</sup>			Népal
	Haute montagne	Basse montagne	Tarai	Campagne	Basse montagne <sup>2</sup>	Tarai	Villes	
	Rs.							
Revenu moyen des ménages . . . . .	1 116	1 125	1 287	1 192	2 108	1 407	1 785	1 233
	%							
Entreprises agricoles .	64,3	59,6	68,3	65,2	15,5	25,3	21,4	60,8
Entreprises autres qu'agricoles <sup>3</sup> . . . . .	3,7	6,7	4,9	5,4	20,0	23,0	21,1	6,8
Salaires . . . . .	16,0	17,3	14,2	15,6	33,0	30,1	31,7	17,3
Autres revenus . . . . .	16,0	16,4	11,6	13,8	31,5	21,6	25,8	15,1

<sup>1</sup> Il n'y a pas de zones urbaines en haute montagne.

<sup>2</sup> Y compris la ville de Katmandou; sans Katmandou, le revenu moyen s'élève à Rs. 1 640.

<sup>3</sup> Y compris la consommation de biens produits à domicile, dont certains biens non agricoles en quantités négligeables.

Source : Enquête polyvalente sur les budgets des ménages (GRABS), 1984/85, Nepal Rastra Bank, 1988.

6. Le Népal est l'exemple typique d'un pays où la production de subsistance prédomine et où donc une bonne partie de la production n'apparaît nécessairement pas dans le PIB. Il ressort de l'enquête polyvalente sur les budgets des ménages (GRABS) que plus de 67 % du revenu des ménages proviennent des entreprises agricoles et non agricoles de ménages (voir tableau 1). On ignore quelle proportion de ce revenu figure dans les comptes nationaux du Népal.

7. En outre, en ce qui concerne la contribution des femmes à la production, le calcul du PIB présente des inconvénients comme on va le voir maintenant :

- a) Beaucoup d'activités considérées comme des prestations de services ne sont pas encore incluses dans le domaine de la production selon le SCN. Même s'il paraît n'y avoir guère de différence entre la valeur ajoutée par la transformation des produits alimentaires et leur préparation pour l'autoconsommation, la première de ces activités entre dans la production selon le SCN, l'autre non. Le SCN 1993 cite plusieurs raisons principalement pratiques de cette distinction (voir §6.19 *et seq.* du SCN 1993);
- b) Beaucoup d'activités imputables aux femmes sont très probablement exclues des comptes du SCN en raison de la réserve déjà mentionnée concernant les activités à petite échelle. Ces activités sont principalement le fait des femmes et peuvent contribuer pour beaucoup à la survie des ménages indigents : les laisser de côté conduit à une sous-évaluation de la contribution des femmes à l'économie;
- c) Même lorsque les ménages vendent des produits sur le marché, le fait que les femmes puissent avoir contribué exclusivement ou dans des proportions notables à leur production est généralement ignoré et le « revenu » de ces ventes est imputé à l'homme qui est chef de ménage. Les femmes ne sont pas reconnues comme une main-d'œuvre productive à moins qu'elles n'entrent directement sur le marché organisé du travail. Cela contrevient aux normes internationales applicables aux statistiques de la population active ainsi qu'aux principes de la comptabilité nationale. Dans les pays en développement tels que le Népal, les rôles traditionnels dévolus aux hommes et aux femmes dans le ménage déterminent peut-être encore de façon prédominante l'application ou non des normes statistiques internationales.

8. La tâche primordiale devrait donc maintenant consister à établir dans tous les pays des comptes nationaux conformes aux définitions des produits et des activités proposées dans le SCN 1993. On peut également essayer d'établir des comptes satellites dans le cas des services encore laissés de côté par le SCN.

9. Le problème consiste néanmoins à parvenir à prendre en compte tous ces produits. En particulier dans les pays qui en sont encore aux débuts de leur développement et où la production de subsistance constitue une large fraction des ressources totales des ménages, une bonne partie de cette production reste en général négligée dans les statistiques du PIB en raison de l'éparpillement des activités et de l'absence de moyens fiables de l'estimer. Le cas du PIB du Népal et les méthodes de son calcul sont exposés ci-après pour mettre en évidence la nature du problème.

## **II. — LE CALCUL ACTUEL DU PIB AU NÉPAL — PROBLÈMES DE QUANTIFICATION ET DE PRISE EN COMPTE DE LA CONTRIBUTION DES FEMMES**

10. A l'heure actuelle, la Direction centrale des statistiques (Central Bureau of Statistics — CBS) publie chaque année des estimations du PIB aux prix courants et à prix constants, ventilées conformément à la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI). En gros, les estimations concernent les branches d'activité et il n'est pas calculé de chiffres correspondants à des unités institutionnelles (Shrestha, 1997). Les ménages et leurs activités productives n'ont fait que rarement l'objet d'une étude à l'occasion des enquêtes nationales sur le crédit agricole, des études de la gestion des exploitations agricoles et des enquêtes sur les budgets familiaux. Il est procédé un peu plus souvent à des enquêtes sur les dépenses mais, par conséquent, la CBS dispose de très peu d'informations de base à partir desquelles établir des comptes de la production du secteur des ménages.

11. L'exposé qui suit portera essentiellement sur les secteurs qui paraissent présenter plus d'intérêt en tant qu'unités productrices dans le secteur des ménages.

### **A. — Agriculture et sylviculture**

12. Dans ce secteur entrent les cultures, l'élevage, les pêches, l'apiculture, le forestage, etc. Les estimations concernant l'agriculture dans le calcul du PIB s'appuient sur l'approche par le biais des produits. Ceux qui sont choisis en vue des estimations annuelles des superficies cultivées sont les cinq principales céréales (paddy, maïs, blé, millet et orge), ainsi que les cinq principales cultures commerciales (pommes de terre, oléagineux, canne à sucre, tabac et l'ensemble des autres, par exemple le thé, la cardamome, le gingembre, etc.). La comptabilité des cultures reste limitée à une estimation de la valeur ajoutée. La production nationale est la somme de toutes les récoltes calculée en additionnant les productions par district. Celles-ci sont évaluées grâce à des enquêtes auprès des exploitations réalisées par la CBS en collaboration avec le personnel local du Département de l'agriculture. Les productions de légumes et de fruits sont calculées par les départements compétents du Ministère de l'agriculture sur la base des rapports d'un personnel sur le terrain implanté dans tous les villages du Népal.

13. Les produits de l'élevage sont regroupés aux fins des estimations en huit catégories, à savoir le lait (de vache et de bufflonne), la viande (mouton, buffle, chèvre et porc), la volaille (poulets, viande et œufs de cane), la laine, les cuirs et peaux, les travaux de labour effectués par des bœufs, les engrais naturels et l'augmentation du cheptel vif. Dans la production des pêches entrent celle réalisée dans les habitats naturels et celle de la pisciculture. Il est procédé à des enquêtes annuelles pour estimer les productions des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche.

14. Dans la production forestière entrent celles de bois, de grumes, d'herbes médicinales et d'autres produits forestiers. Le Département des forêts, qui délivre les permis d'utilisation des produits forestiers, ainsi que d'autres organisations parastatales de commerce de produits particuliers, constituent les principales sources d'estimation de la production des forêts. Cette démarche est jugée insuffisante et l'on recourt aux enquêtes sur les budgets des familles pour déterminer la production de bois de chauffage par les ménages. Le ramassage des fourrages n'est inclus dans la production forestière que lorsque de vastes superficies sont déclarées productrices de fourrages.

### **B. — Electricité, gaz et eau**

15. Les estimations de la production d'électricité, de gaz et d'eau concernent l'approvisionnement en électricité et en eau assuré par les entreprises parastatales. Il n'y entre pas la production pour l'autoconsommation, par le secteur privé, d'électricité à partir de méthane et d'autres sources. Est également laissée de côté la production par les ménages de combustible à partir de bouses de vache, utilisées très largement dans les villages népalais.

### **C. — Production manufacturière**

16. La production manufacturière est subdivisée en deux parties, à savoir celle des établissements manufacturiers qui emploient plus de 10 personnes et la production de ceux qui en emploient moins de 10. Les principales sources d'information concernant les relativement grands établissements, c'est-à-dire ceux qui emploient plus de 10 personnes, étaient les enquêtes sur les établissements manufacturiers dont la dernière a été effectuée en 1994/95. Depuis lors, il n'en a plus été réalisé et les chiffres de la production sont donc basés sur l'indice annuel de l'industrie de transformation, calculé par la CBS par trimestre, ainsi que sur l'indice annuel des prix des produits manufacturés.

17. La base des estimations concernant l'artisanat est fournie par l'enquête sur les petits établissements manufacturiers, réalisée en 1991/92. On suppose, depuis lors, que la valeur ajoutée dans ce sous-secteur suit la même tendance que dans les grands établissements.

18. La couverture de cette statistique pose deux problèmes. En premier lieu, quelle est la population considérée pour le choix des échantillons ? Les petites unités ménagères qui fabriquent, à l'occasion, des produits pour l'autoconsommation ou la vente ont été laissées de côté lors de l'enquête. L'établissement était défini comme « une unité économique exerçant, sous une même propriété ou direction et en un seul emplacement, une, ou essentiellement une, activité économique, par exemple une mine, une fabrique, un atelier ». L'enquête n'a porté que sur les établissements « occupant moins de 10 personnes mais au minimum un salarié, ainsi que les ateliers de ménage sans main-d'œuvre salariée mais constituant la seule source de revenu du ménage ». Cela semble laisser de côté une bonne partie de la production manufacturière vendue à l'occasion par de nombreux ménages ruraux, ainsi que les produits fabriqués par ces ménages pour l'autoconsommation, par exemple les vêtements et les tissus vestimentaires à l'usage du ménage, une bonne partie des articles de vannerie, nattes, balais, etc., à usage ménager ou pour la vente occasionnelle, la préparation des produits alimentaires pour la conservation et la consommation hors saison, la valeur ajoutée dans les produits animaux tels que le beurre clarifié, la production d'alcool pour la vente et la consommation ménagère, etc.

19. En second lieu, l'hypothèse selon laquelle la production des petits établissements et des établissements artisanaux augmente chaque année dans la même proportion que la production manufacturière en général ne tient-elle pas non plus, car beaucoup de leurs produits sont remplacés par des articles produits en série.

## **D. — Construction**

20. Le calcul de la production de ce secteur s'appuie sur des estimations de l'offre totale de matériaux de construction d'origine intérieure et importés, ainsi que de la production pour compte propre (Kachhy Construction, enquête de 1992/93). A cela viennent s'ajouter d'autres informations concernant les travaux de construction des pouvoirs publics, des ménages, des organismes sans but lucratif, etc.). Cette production est subdivisée en immeubles et autres ouvrages, compte tenu de l'utilisation totale de matériels de construction dans chaque cas. A ces chiffres on ajoute ceux correspondant à la construction de bâtiments agricoles et à la bonification des terres dans une proportion fixe estimée au préalable à partir des enquêtes sur le crédit agricole.

## **E. — Commerce, restauration et hôtellerie**

21. Commerce : Il n'a été procédé jusqu'ici au Népal à aucune enquête de référence pour estimer la valeur ajoutée dans le commerce intérieur. Les estimations de cette valeur ajoutée s'appuient sur les marges aux divers niveaux, c'est-à-dire de gros et de détail, calculées selon la méthode du flux des produits. On détermine en premier lieu la proportion des biens susceptible d'être commercialisée et on affecte à chacun de ces biens une marge commerciale. Dans les deux cas, on procède par interviews ponctuelles et en demandant l'avis d'experts.

22. Les biens sont subdivisés entre les importations, les produits manufacturés dans le pays et les produits agricoles. Une fois la production brute des activités commerciales estimée, on évalue la consommation intermédiaire dans le secteur à 20 % de cette production, sauf dans le cas des produits pétroliers et des engrais chimiques dont on estime la consommation séparément. Les estimations à prix constants concernant ce sous-secteur s'appuient sur un indice de la valeur totale des opérations commerciales ajustée au moyen d'un indice composite des prix des produits agricoles et manufacturiers.

23. Restauration et hôtellerie : Ce sous-secteur est subdivisé en hôtels de luxe, hôtels touristiques autres que de luxe, pensions et gîtes urbains, pensions et gîtes ruraux. Dans le cas des deux premiers, la valeur ajoutée se calcule à partir du détail des recettes et des dépenses annuelles. Dans le cas des autres catégories, les estimations sont calculées à partir de la variation des prix des repas au restaurant et du nombre d'établissements considérés, qui est obtenu auprès des municipalités et des sièges de districts où restaurateurs et hôteliers sont tenus de se dé-

clarer. Il semble que ces statistiques laissent de côté les salons de thé ruraux non déclarés et les gîtes d'étape installés sur de nombreux itinéraires de randonnée.

## **F. — Transports, communications et stockage**

24. Ce secteur regroupe les transports par terre, par eau et par air ainsi que les services auxiliaires des transports. Dans les transports terrestres entrent les transports par autocars commerciaux, par camions, par camions-citernes, par taxis, etc. La valeur ajoutée dans la branche des transports publics est calculée à partir de leurs comptabilités annuelles. Les estimations de la valeur ajoutée et d'autres agrégats apparentés reposent sur les résultats d'une enquête de portée limitée de 1994 qui a servi à déterminer la valeur ajoutée par véhicule, multipliée ensuite par le nombre des véhicules en service. La valeur ajoutée dans les transports aériens ressort des comptes annuels des sociétés. De même, la valeur ajoutée dans les services accessoires des transports, par exemple les agences de voyages, les randonnées pédestres organisées, les descentes de cours d'eau, les transitaires en marchandises, la livraison des colis, etc. a été déterminée lors d'une enquête de 1994 et les chiffres sont mis à jour en estimant les variations du volume des prestations et de leurs prix, etc.

25. Il ressort à l'évidence de ce qui précède qu'une bonne partie des travaux de transformation des produits alimentaires après la récolte ou par la suite, effectués à l'intérieur des ménages principalement par les femmes et pour l'autoconsommation, ne sont pas pris en compte. Seules sont comptabilisées les préparations alimentaires produites dans des « établissements manufacturiers ». De même, les estimations de la production d'animaux d'élevage et de cultures secondaires négligent les produits destinés à la petite consommation des ménages. Par contre, les estimations de la production de bois de chauffage et de la formation de capital agricole par les ménages paraissent être déjà incluses dans le PIB. La valeur ajoutée par transformation de produits achetés et par le transport et la livraison de l'eau est exclue conformément au SCN 1968, et n'est donc pas incluse dans le PIB du Népal. En outre, comme le calcul du PIB porte sur les produits, les contributions des femmes, même lorsqu'elles sont incluses dans les comptes nationaux, n'y sont pas distinguées de celles des hommes auxquels les productions sont imputées par convention. Il n'existe au Népal aucune comptabilité nationale par secteurs institutionnels.

26. Il ressort de la description ci-dessus de la méthode d'établissement des comptes nationaux au Népal que la production des activités suivantes en particulier semble être laissée complètement ou partiellement de côté dans le calcul du PIB :

- Le ramassage du fourrage et le transport de l'eau;
- Les travaux de réparation et de construction d'habitations, inclus en partie depuis 1992/93;
- La chasse et la cueillette pour la consommation ménagère;
- La transformation des produits alimentaires pour la consommation ménagère;
- La transformation de produits primaires ou marchands pour la consommation des ménages, par exemple le tissage et la coupe de vêtements pour leur consommation;
- Les services domestiques;
- La production des maisons de thé et boutiques rurales de confiseries et de spiritueux, des gîtes d'étape, etc.

## **III. — PROJET DE PRÉSENTATION ANALYTIQUE**

27. Pour régler les problèmes analysés dans les paragraphes qui précèdent, il est proposé d'élargir la portée du Système de comptabilité nationale en y distinguant trois séries de comptes, y compris un compte satellite. La première série concernera le PIB produit dans le secteur marchand. La deuxième concernera les valeurs imputées des produits non marchands et sera probablement divisée pour y distinguer la production pour l'autoconsommation et celle destinée au marché. Comme une partie de la production destinée au marché non structuré

aura déjà été incluse dans la première série de comptes, il faudra préciser davantage ce point. A l'heure actuelle, on inclut dans le PIB toutes les productions marchandes et une partie des productions non marchandes dont les principales composantes incluses dans le PIB sont la valeur imputée des produits agricoles destinés à usage propre et celle des logements occupés par le propriétaire. Conformément au nouveau SCN 1993, les chiffres futurs du PIB comprendront la valeur imputée d'un certain nombre de produits non marchands supplémentaires dont il a été question plus haut aux paragraphes 1 et 2.

28. La troisième série de comptes proposée concernera la valeur imputée de la production résultant des *activités d'entretien du ménage* qui restent en dehors du domaine de la production selon le SCN et pour lesquelles il est proposé d'établir un compte satellite (voir le tableau 2 plus loin). Il s'agit de toutes les activités domestiques et à l'intention des personnes (les soins) qui sont exercées à l'intérieur du ménage : la préparation des repas, le nettoyage, les soins aux enfants et diverses autres prestations. Dans les réparations entrent celles effectuées soit à domicile, soit à l'extérieur par des spécialistes. Dans les services financiers entrent les prestations bancaires, le paiement des factures, les prestations juridiques, etc. La valeur de tous ces postes figurerait dans un compte satellite.

29. Conformément au SCN 1993, les activités extérieures au domaine de la production sont, elles aussi, subdivisées en deux parties. La première regroupe les activités qui ne peuvent être confiées à des tiers et doivent être menées pour compte propre. L'autre regroupe les activités qui peuvent être confiées à des tiers et qui peuvent donc faire l'objet d'une transaction marchande. Ces dernières doivent entrer dans une comptabilité générale et il est proposé d'en faire la troisième série d'un ensemble de comptes généraux. Il faudrait inclure, dans un compte satellite des ménages, l'entretien du ménage, les soins aux enfants et aux personnes âgées, ainsi que les activités bénévoles, distingués de la production et de la consommation de biens à domicile. Le reste des activités d'entretien personnel, de développement de la personnalité et d'occupation des loisirs demeurerait en dehors à la fois des comptes nationaux et du compte satellite proposé.

#### IV. — LA MESURE DE LA PRODUCTION, PAR SEXE, DES MÉNAGES AU NÉPAL

30. Plusieurs enquêtes sur les ménages réalisées au Népal ont porté sur la production ménagère et cherché à en donner une idée plus complète. On a constaté alors que les femmes et les jeunes filles contribuaient pour plus de 50 % au revenu des ménages (voir tableau 2). La prise en compte de la valeur imputée des activités d'entretien du ménage porterait la contribution des femmes à plus de 60 % (voir tableau 3). Voici deux exemples des calculs qui ont abouti à ces conclusions.

31. Le premier exemple, exposé au tableau 2 ci-après, est extrait des résultats d'une enquête approfondie réalisée en 1978 auprès de 192 ménages choisis dans huit villages et représentant divers groupes ethniques et régions géographiques du pays (Acharya & Bennett, 1981).

32. Pour déterminer la valeur des produits commercialisés, on s'est servi des prix marchands, de biens identiques ou similaires. Lorsqu'on les ignorait parce les produits en question ne faisaient pas l'objet d'un commerce, par exemple les légumes verts séchés, on a appliqué les prix hors saison du légume le moins coûteux.

33. La valeur ajoutée par la transformation des produits alimentaires a été calculée en quatre temps :

- Recensement des quantités d'apports à cette production : paddy usiné à domicile, ou encore blé et maïs moulus à domicile, ainsi que de produits, c'est-à-dire le riz, la farine de blé et de maïs, le lait, etc.;
- Enregistrement des prix des produits (par exemple riz, farine de blé et de maïs) et des apports (par exemple paddy, blé, maïs, etc.) sur le marché;
- Enregistrement du coût de la mouture et des autres frais éventuels;
- Multiplication des quantités d'apports et de produits finals par leurs prix respectifs, puis déduction des coûts totaux de la valeur totale des produits finals.

On obtient ainsi la valeur ajoutée par la transformation du paddy ou par la mouture de blé ou de maïs dans les ménages.

**TABLEAU 2. Contributions des membres des ménages à leur revenu**

Activités	Adultes 15+		Enfants 10-14		Total
	Sexe masculin	Sexe féminin	Sexe masculin	Sexe féminin	
1. Elevage . . . . .	69 119 (46,95)	50 069 (34,01)	12 440 (8,45)	15 590 (10,59)	147 218 (100,00)
2. Agriculture . . . . .	458 271 (45,79)	490 197 (48,98)	18 615 (1,86)	33 728 (3,37)	1 000 811 (100,00)
3. Chasse et cueillette . .	40 589 (43,70)	45 289 (48,76)	1 793 (1,93)	5 211 (5,61)	92 882 (100,0)
4. Transformation . . . . .	15 698 (43,05)	19 899 (54,57)	332 (0,91)	536 (1,47)	36 465 (100,00)
5. Transformation des aliments . . . . .	30 054 (10,75)	236 878 (84,73)	2 544 (0,91)	10 092 (3,61)	279 568 (100,00)
6. Bénéfices commerciaux . . . . .	58 220 (60,33)	38 283 (39,67)			96 503 (100,00)
7. Salaires . . . . .	154 902 (77,01)	42 932 (21,34)	1 385 (0,69)	1 925 (0,96)	201 144 (100,00)
<b>Revenu total des ménages</b>	<b>826 853</b>	<b>923 547</b>	<b>37 109</b>	<b>67 082</b>	<b>1 854 591</b>

Source : D'après Acharya et Bennett, 1981. Les chiffres entre parenthèses sont des pourcentages calculés à partir de données sur l'affectation des temps. Les chiffres entre crochets sont dérivés de ce tableau.

34. Le calcul de la valeur ajoutée résultant de la vente sur le marché, par les ménages, de produits cuisinés ou d'alcools a été réalisé de façon similaire. Lorsque les apports comprenaient des produits d'origine ménagère, par exemple de l'alcool, il a fallu s'appuyer sur une valeur imputée de ces produits. Cela n'a présenté aucune difficulté, car la plupart de ces apports étaient commercialisés, d'autre part. La transformation des produits végétaux concernait surtout des productions des ménages. Dans ces cas, on n'a déduit que les coûts variables de la culture des légumes (le cas échéant), en laissant de côté la consommation de capital car on n'a pas jugé que cela aurait une trop grande importance étant donné que l'agriculture népalaise utilise très peu de capital, en particulier lorsqu'elle se situe au niveau de subsistance. La valeur du bois de chauffage ramassé et des sous-produits a été calculée à leurs prix marchands. On n'a pas calculé la valeur du fumier utilisé comme combustible domestique. Il a été prêté une attention particulière au recensement du nombre maximum de produits des ménages et, pour se renseigner sur la production et les ventes, on s'est servi de plusieurs formulaires divisés en trois parties (voir dans Acharya & Bennett, 1983, le détail des documents utilisés). Le transport d'eau n'a pas fait l'objet d'une évaluation.

35. Le passage de ces chiffres de la production des ménages au calcul du PIB est une opération complexe qui oblige à identifier avec précision les activités et les parties du produit qui ne figurent pas dans les comptes nationaux. Les listes de produits doivent être très complètes pour que l'on puisse tenir compte des produits de tous types, et l'opération n'a pas été entreprise en 1981.

36. Par contre, les contributions des hommes et des femmes au revenu et à la production du ménage ont été estimées sur la base de l'affectation des temps. Les formulaires concernant cette répartition ont été conçus de façon à pouvoir prendre en compte à la fois les activités incluses dans le domaine de la production selon le SCN 1993 et celles qui en sont exclues. Une proportion de l'affectation des temps dans le ménage à diverses activités a été appliquée pour répartir la production conjointe entre les hommes et les femmes. Les estimations présentées dans le tableau 2 se composent de deux parties, à savoir les revenus salariaux et tous les autres revenus. La ventilation des salaires et des pensions par groupes d'âge et par sexe n'a présenté aucune difficulté car il a été facile d'identifier chaque contributeur. Le revenu en provenance d'autres secteurs a été réparti entre les divers groupes d'âge et par sexe proportionnellement au temps consacré par eux à chaque secteur. Ainsi, dans les ménages sondés, un revenu total de Rs. 147 218 provenait d'activités classées dans l'élevage. Le temps consacré par les adultes de sexe féminin constituait 34,01 % du temps total affecté par l'ensemble des membres de leur ménage à ces

activités. On a donc attribué 34,01 % du revenu total de Rs. 147 218 aux femmes. Les contributions totales ont été calculées par agrégation des estimations sectorielles.

37. Plus récemment, une autre étude exploratoire (IIDS, 1995) a été effectuée pour construire un système comptable qui comprenne un compte satellite de la valeur ajoutée au titre des activités d'entretien du ménage (voir tableau 3). Ce tableau est subdivisé en trois parties, dont la première concerne les statistiques officielles du PIB au Népal comme on l'a vu plus haut. La deuxième partie du tableau présente une estimation des productions qui, conformément au SCN 1993, devraient être en théorie comprises dans les estimations du PIB mais qui n'y sont probablement pas incluses dans la pratique au Népal. Cette partie s'élève à 52 milliards de Rs., soit 45 % du PIB officiel de 116 milliards de Rs. pour l'année 1991; 58 % de ces 52 milliards de Rs. sont imputables au travail des femmes. La troisième partie du tableau est une estimation de la valeur monétaire des activités d'entretien du ménage qui n'entrent pas dans le domaine de la production du SCN 1993. Les femmes y contribuent dans la proportion de près de 93 %.

38. Les méthodes d'estimation de la contribution des femmes au PIB normal dépendront des données par sexe dont on disposera concernant les salaires payés et les gains réalisés. Il n'existe pas au Népal de données de cette nature. On connaît le PIB ou la valeur ajoutée au coût des facteurs, le nombre des travailleurs et des travailleuses par branche d'activité et les taux de salaire des journaliers masculins et féminins dans l'agriculture et l'industrie de la construction.

39. Les chiffres ci-après ont servi pour déterminer la contribution des hommes et celle des femmes aux principales productions. On a regroupé les données sectorielles concernant le PIB et la population active en trois secteurs car les ratios entre les salaires des hommes et des femmes ne sont connus que pour l'agriculture et la construction. A partir des données dont on disposait, ce ratio serait de 0,85 dans l'agriculture et de 0,60 dans la construction. On a supposé que la différence entre les salaires, dans ce dernier secteur était à peu près la même qu'entre les salaires non agricoles sauf dans le commerce, la restauration et l'hôtellerie où le ratio a été supposé égal à un, car ce secteur emploie un grand nombre de travailleuses et ne paraît pas (selon une évaluation subjective) y avoir de différence particulière dans la répartition entre travailleurs et travailleuses des emplois bien et faiblement rémunérés. En outre, la plupart des petits établissements commerciaux pour compte propre sont gérés par des femmes. C'est pourquoi on a supposé que les barèmes des salaires féminins et masculins étaient les mêmes dans ce secteur.

**TABLEAU 3. Compte satellite 1991 des contributions au PIB et à l'entretien des ménages**  
(en millions de roupies)

	Hommes	Femmes	Total
<b>I. PIB normal</b> .....	84 242	31 886	116 128
1. Agriculture .....	32 653	22 715	55 368
2. Commerce, restauration et hôtellerie .....	9 848	3 054	12 902
3. Autres .....	41 741	6 117	47 858
<b>II. Autres productions non marchandes</b> .....	21 616	30 186	51 802
<b>III. Entretien du ménage</b> .....	10 592	135 773	146 365
1. Cuisson des repas, service de table et vaisselle des assiettes et des casseroles .....	6 971	120 690	127 661
2. Lavage du linge et nettoyage de la maison .....	888	6 609	7 497
3. Soins des enfants .....	2 733	8 474	11 207
4. Courses et autres travaux <sup>1</sup> .....	—	—	—
<b>Total I + II + III</b> .....	<b>116 450</b>	<b>197 845</b>	<b>314 295</b>

<sup>1</sup> Il n'a pas été possible d'attribuer une valeur à ces travaux car les activités qui les composent sont de valeurs différentes.

Source : Pour le PIB, Economic Survey, 1993-1994.

NOTE : \$.-U. = Rs. 50,00 (1993/94). Le PIB est celui de 1990/91 car les données concernant la population active étaient celles de cette année.

40. Shamin Hamid a utilisé une méthode semblable (1993) pour calculer la contribution des femmes au PIB du Bangladesh. Faute de données sur les revenus des hommes et ceux des femmes, il semble que ce soit là une solution acceptable pour ce calcul.

41. Même si, conformément au nouveau SCN 1993, il faut inclure dans le PIB toutes les productions des ménages et toutes les activités de transformation qui y sont exercées, le calcul du PIB du Népal laisse de côtés, comme on l'a vu plus haut, beaucoup de produits et de services. Comme l'enquête de 1994 sur les ménages réalisée par l'Institut d'études intégrées du développement n'avait pas pour but de réunir des données sur ces activités, on a calculé certaines estimations par approximation. Des données sur l'affectation des temps ont été réunies sur le plan national grâce à l'enquête polyvalente de 1984/85 sur les budgets des ménages. Le rapport de cette enquête renseigne sur le temps consacré aux activités économiques classiques (dites ici « normales ») et les activités de subsistance dans les régions urbaines d'une part, rurales de l'autre. Ces activités de subsistance comprennent le ramassage de bois de chauffage comme de fourrages et le transport et la livraison d'eau, la réparation et la construction d'habitations pour usage propre, la chasse, la cueillette et la transformation des produits alimentaires. Les activités économiques classiques, quant à elles, comprennent la production agricole, le commerce les services marchands et les chantiers du bâtiment et des travaux publics. Il a été supposé que les produits issus des activités économiques classiques et de subsistance sont proportionnels au temps consacré respectivement aux unes et aux autres par les hommes et par les femmes. Comme l'enquête polyvalente renseigne sur le temps consacré à ces activités dans les différentes régions géographiques, on a utilisé des coefficients de pondération démographiques pour calculer la moyenne nationale des temps consacrés chaque jour par les hommes et par les femmes à ces deux catégories d'activités. Les ratios entre ces temps dans les zones urbaines d'une part, rurales de l'autre, ont été utilisés pour calculer les contributions additionnelles des hommes et des femmes qui ne ressortent pas normalement du PIB calculé au Népal (les détails de la méthode figurent dans IIDS, 1995, ou Acharya, 1996).

42. Les valeurs correspondant aux principales catégories de travaux ménagers ont été tirées des résultats d'une enquête effectuée auprès de 276 ménages de diverses parties du pays. La méthode utilisée pour calculer la valeur ajoutée sous la forme de la cuisson des repas s'est basée sur les produits et a ressemblé à celle qui a servi pour la transformation des produits alimentaires. S'agissant des autres prestations, on s'est servi, pour déterminer la valeur ajoutée résultant de divers travaux d'entretien ménager, soit directement des prix marchands lorsque cela était possible, soit des coûts de remplacement dans le cas contraire. Les valeurs ainsi calculées ont été combinées avec les données sur l'affectation des temps apportées par l'enquête polyvalente afin d'estimer la valeur ajoutée totale au niveau national sur la base des temps consacrés aux travaux d'entretien ménager, subdivisés en trois grandes catégories : la cuisson des repas, le service de table et la vaisselle des assiettes et des casseroles, le lavage du linge et le nettoyage de l'habitation, enfin le soin des enfants. A la dernière catégorie, c'est-à-dire les courses et autres travaux, il n'a pas été attribué de valeur car cette catégorie regroupe des activités qualitativement différentes, par exemple les soins aux malades et les courses. De plus, 80 % du temps consacré aux courses sont déjà pris en compte dans le calcul de la valeur ajoutée au titre de la cuisson des repas. De même, une forte proportion des transports de l'eau destinée à la cuisine est prise en compte dans le temps consacré à la préparation des repas.

## V. — CONCLUSIONS

43. Le système décrit ci-dessus sert en même temps à plusieurs fins. Il fait ressortir plus complètement les activités humaines que ne le font les comptes nationaux classiques, de même que la contribution relative des hommes et des femmes à la production nationale et au bien-être de la population. Le deuxième cadre présente un intérêt particulier puisqu'il essaie de déterminer la partie de la production qui s'inscrit en théorie dans le domaine de la production selon le SCN, mais qui, dans la pratique, est exclue du calcul du PIB dans beaucoup de pays. L'exemple principal des activités de cette nature peut être la transformation des produits alimentaires pour l'autoconsommation. Le SCN de 1968 lui-même incluait en principe la transformation des produits primaires dans les comptes nationaux, mais il faut déterminer pays par pays si ce travail y est inclus dans la pratique. La valeur ajoutée par la transformation des produits achetés pour l'autoconsommation et le transport d'eau était théori-

quement exclue des comptes nationaux jusqu'en 1993. De plus, la compilation de chiffres passés calculés conformément à ce système ferait mieux comprendre la dynamique des interactions entre opérations marchandes et non marchandes et leur impact sur diverses parties de la population.

44. Le système va un peu plus loin que ce que recommande la comptabilité des ménages dans le SCN 1993 et essaie de présenter un compte satellite d'où ressort la valeur ajoutée du fait des travaux d'entretien ménager. Le calcul des chiffres de ce cadre ne repose sur aucun postulat méthodologique différent de ceux qui sont actuellement utilisés en comptabilité nationale. En fait, le calcul de la valeur des repas aux prix des repas similaires servis sur le marché a permis de déterminer à partir de ces prix la valeur de produits tels que l'eau et le bois de chauffage recueillis pour l'autoconsommation, ou encore celle des achats de produits alimentaires.

45. Sur le plan théorique, la méthode comporte les étapes suivantes :

- i) L'estimation de la contribution des femmes au PIB marchand sur la base des informations disponibles;
- ii) La collecte d'informations détaillées sur tous les biens et les services produits dans les ménages pour la vente ou pour usage propre, c'est-à-dire les kilogrammes de paddy, de légumes, de fruits, de lait, de viande et de laine, le nombre de nattes, tapis, etc., tous produits et travaillés dans les ménages. La composition du troisième cadre du compte oblige à estimer le volume de la production, dans les ménages, de divers travaux d'entretien ménager, par exemple le nombre des repas cuisinés, le nombre des personnes âgées et des enfants pris en charge, la qualité et les menus des repas, la qualité et la fréquence des soins aux enfants, etc.;
- iii) L'évaluation de ces productions aux prix du marché lorsqu'elles sont également vendues en partie. Lorsqu'elles ne le sont pas, on peut se baser sur les prix des productions équivalentes de celles des biens et des services produits sur le marché. A défaut encore, on peut se fonder sur les salaires (voir INSTRAW, 1994). Il faut s'assurer que la « corbeille des biens et des services » vendue sur le marché et celle dont les valeurs sont imputées sont les mêmes. Par exemple, il entre dans les repas servis au restaurant une « corbeille de prestations » telles que la quête d'eau et de bois de chauffage, l'achat de produits alimentaires, la cuisine, le service de table, la vaisselle des casseroles et le nettoyage de la cuisine (voir Acharya dans INSTRAW, 1996);
- iv) La déduction de la consommation intermédiaire de biens achetés sur le marché et de biens produits dans les ménages et évalués aux prix marchands des biens équivalents, pour déterminer la valeur ajoutée dans le secteur des ménages. Il faut éviter les doubles comptages. Si l'on fait appel à une main-d'œuvre extérieure pour produire cette valeur ajoutée, le coût de son emploi doit être déduit à ce moment pour obtenir la valeur ajoutée par les membres du ménage. Les rémunérations de la main-d'œuvre extérieure doivent également être ventilées par sexe de façon à obtenir les revenus salariaux par sexe dans le secteur des ménages. Enfin, il faut également déduire l'amortissement des biens d'équipement utilisés dans la production pour obtenir la valeur ajoutée nette;
- v) La répartition de la valeur ajoutée ainsi calculée entre les divers membres des ménages conformément à leur contribution à la production de divers biens ou services. Dans cet apport de travail, il faut aussi tenir compte du temps consacré à la gestion.

46. La collecte de ces données nécessite l'établissement d'une liste précise des activités et des produits, car beaucoup de biens et de services ne sont produits qu'en petites quantités et au jour le jour. La transformation des produits alimentaires et autres est souvent comptée dans la cuisson des repas, qui n'est pas considérée dans les comptes nationaux. La distinction entre ces activités et la cuisson des repas et les travaux apparentés, qui entrent dans le troisième cadre, nécessite des précisions détaillées.

47. Comme la plus grande partie de la production résulte d'apports communs de travail, il est indispensable de se renseigner sur ces apports ou sur l'affectation des temps pour mettre en évidence la contribution des femmes. Si les catégories de produits sont associées aux catégories d'affectations des temps, il devient possible d'attribuer les revenus imputés ou marchands aux divers individus en fonction de leur apport de travail (une analyse détaillée de ce point figure dans Acharya & Bennett, 1983, et Acharya, 1988).

48. Un souci majeur souvent exprimé au sujet de l'imputation d'une valeur aux prestations ménagères telles que la cuisson des repas ou le soin des enfants est la non-comparabilité du contenu des prestations ménagères pour usage propre avec celui des prestations marchandes. On fait valoir qu'il entre dans les premières une composante amour et intérêt humain que l'on ne retrouve pas dans les prestations marchandes.

49. Un autre argument invoqué contre cette évaluation des prestations ménagères est que les prix marchands sont déterminés par des considérations sociales et que l'utilisation des prix marchands pour évaluer et estimer la contribution des femmes au PIB aboutit à une sous-évaluation du travail féminin. Ce sont là des arguments valables. Toutefois, les prix imputés ne correspondent qu'à la valeur minimale de ces prestations et non pas à leur valeur maximale. Ainsi, l'utilisation de la valeur des repas cuisinés dans le ménage ou de l'amour qui sous-tend les soins apportés par une mère à son enfant ne doit pas poser un problème dans le débat sur l'évaluation.

50. En outre, tous les prix reflètent les réalités sociales et les structures socio-économiques du moment. Il ne faut pas perdre de vue qu'en comptabilité nationale la valeur monétaire agrégée des transactions marchandes effectives correspond aux valeurs d'échange et non aux valeurs d'usage des produits. Enfin, tout en admettant les raisons pour lesquelles il ne convient pas de mélanger les prestations produites dans les ménages pour l'auto-consommation avec les produits destinés au marché, nous considérons que l'évaluation monétaire de ces prestations donne une meilleure base pour la comparaison des activités à destination marchande avec celles à destination non marchande, fondée sur l'étalon monétaire comme unité commune de mesure. Les données concernant l'affectation des temps peuvent servir en soi à beaucoup d'analyses mais, si on veut comprendre la dynamique des transpositions entre l'économie marchande et l'économie non marchande et leur impact sur le mode de vie des diverses couches de la population, il faut admettre que l'évaluation de toutes les productions intérieures au ménage, présentes ou non dans les comptes nationaux selon des critères bien définis, peut donner une idée très nette des choses.

## BIBLIOGRAPHIE

- Acharya Meena (1988). *Questionnaires*, rapport ronéographié remis au PNUD en vue d'une étude sur le Pakistan.
- \_\_\_\_\_. (1994). « Time-use Surveys and Valuations of Women, Men & Children's Work ». Rapport remis à l'INSTRAW/UN (Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme), Saint-Domingue, République dominicaine.
- \_\_\_\_\_. (1996). Measurement of Contributions of Women and Men to National Accounts, dans « Valuation of Household Production and Satellite Accounts », INSTRAW, Saint-Domingue, République dominicaine.
- Acharya Meena & Bennett Lynn (1981). *The Rural Women of Nepal: An Aggregate Analysis and Summary of 8 Village Studies*, The Status of Women in Nepal, Center for Economic Development and Administration, Université de Tribhuban, Katmandou, Népal.
- \_\_\_\_\_. (1983). *Women and the Subsistence Sector Economic Participation and Household Decision Making in Nepal*, World Bank Staff Working Paper, #526. Washington, D.C., Etats-Unis.
- Central Bureau of Statistics (1991). *Multipurpose Production Survey (Rural)*, Katmandou, Népal.
- \_\_\_\_\_. (1992) *Multipurpose Production Survey (Urban)*, Katmandou, Népal.
- \_\_\_\_\_. (1993). *System of National Accounts in Nepal*, An Updated Manual.
- \_\_\_\_\_. (1993). *Report on the Survey of Own Account Construction (1991/92) (Urban)*, Katmandou, Népal.
- \_\_\_\_\_. (1993). *Report on the Survey of Own Account Construction 1991/92 (Rural)*, Katmandou, Népal.
- \_\_\_\_\_. (1994). *Survey of Small Manufacturing Establishments 1991/92*, Katmandou, Népal.
- \_\_\_\_\_. (1997). *National Accounts of Nepal*, Katmandou, Népal.
- \_\_\_\_\_. (1997). Formulaires utilisés pour diverses enquêtes.
- Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation des Nations Unies, Banque mondiale (1993). *Système de comptabilité nationale, 1993*, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C.
- Hamid, Shamin (1993). *Non-market Work and National Income. The Case of Bangladesh*, Institut bangladeshi d'études du développement (BIDS), Dhaka, Bangladesh.
- Institut d'études intégrées du développement, IIDS (1995) : *Valuation of Household Maintenance Work and the Satellite Account (Evaluation des travaux d'entretien ménager et le compte satellite)*, Népal.
- INSTRAW (1995). *Measurement and Valuation of Unpaid Contributions: Accounting through Time and Output*; Saint-Domingue, République dominicaine.
- \_\_\_\_\_. (1996). Valuation of Household Production and the Satellite Accounts. Saint-Domingue, République dominicaine.
- NEPAL RASTRA BANK (1988). *Multipurpose Household Budget Survey: A Study on Income Distribution, Employment, and Consumption Patterns in Nepal*; Katmandou, Népal.
- Shrestha, Hari Bol (1997). « National Income Accounting System in Nepal ». Communication au Séminaire sur l'évaluation des travaux d'entretien ménager et le compte satellite — Népal », organisé par l'IIDS et le PNUD, Katmandou, 7 juillet 1997, Népal.



# **LA COMPTABILITÉ DU SECTEUR DES MÉNAGES EN MALAISIE<sup>1</sup>**

**Yatimah Sarjiman**

Statisticien, Département malaisien de la statistique, Kuala Lumpur, Malaisie

**Vu Quang Viet**

Statisticien principal, Section des statistiques économiques,  
Division de statistique de l'ONU, New York, Etats-Unis

## **I. — INTRODUCTION**

1. La comptabilité du secteur des ménages a été établie en Malaisie dans le cadre de l'établissement des comptes des secteurs institutionnels conformément au Système de comptabilité nationale 1993, avec le soutien financier du PNUD et le soutien technique de la Division de statistique de l'ONU. L'économie a été divisée en 13 secteurs, dont le secteur des ménages. L'opération a porté sur l'ensemble des comptes jusqu'aux comptes de capital pour les années 1987 et 1993 de façon à vérifier la cohérence entre les données et les méthodes d'estimation.
2. Le secteur des ménages regroupe tous les ménages résidents, les prestations imputées de logement aux propriétaires-occupants et les entreprises non constituées en sociétés, appartenant à des ménages, qui produisent des biens ou des services pour leur usage final propre ou bien pour la vente sur le marché. Selon le SCN 1993, ces entreprises sont des entités économiques qui ne sont pas distinguées en droit de leurs propriétaires. Elles ne tiennent normalement pas de comptabilité complète et, si elles le font, elles ne sont en général pas en mesure de ventiler comme il convient leurs dépenses entre celles qui sont destinées à l'activité de l'entreprise et celles destinées à l'autoconsommation.
3. En Malaisie, le secteur des ménages comprend également les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), qui fournissent des biens ou des services à leurs membres ou aux ménages, soit gratuitement, soit à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs. Les ISBLSM peuvent être considérées comme un secteur distinct, mais comme les données les concernant sont trop rares en Malaisie, il a été décidé de les considérer comme faisant partie du secteur des ménages.
4. Par définition, le secteur des ménages devrait également regrouper toutes les activités économiques illégales ou souterraines.

## **II. — SOURCES DE DONNÉES ET MÉTHODES D'ESTIMATION**

### **A. — Les sources de données**

5. L'établissement des comptes fait appel à diverses sources de données dont les plus importantes sont, par exemple :
  - i) Les enquêtes courantes par questionnaire;
  - ii) Les enquêtes sur l'agriculture de plantation;

- iii) Les mini-enquêtes réalisées par le Département de la statistique;
- iv) Les comptes des recettes et des dépenses publiques;
- v) Les rapports des organismes institutionnels tels que les caisses de prévoyance des salariés, la Sécurité sociale, la Caisse des Forces armées, la Caisse de prévoyance des enseignants et le Conseil de financement des pèlerinages;
- vi) Les statistiques des dépôts et des prêts par types d'activité économique, établies par Bank Negara Malaysia (c'est-à-dire la Banque centrale);
- vii) Le rapport de la Banque centrale sur les assurances;
- viii) Les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages; enfin
- ix) Les tableaux des ressources et des emplois.

## **B. — Méthodes d'estimation de la production, des facteurs utilisés et de la valeur ajoutée**

6. Les branches d'activité sur lesquelles porte l'enquête annuelle par questionnaire commun (CQ) sont l'industrie manufacturière, les industries extractives, le bâtiment et les travaux publics, les transports et certaines branches des services. Des enquêtes sur le commerce de gros et de détail n'ont été effectuées que pour deux années, 1983 et 1993. A partir de ces sources, les données concernant la propriété individuelle et les associations de personnes sont regroupées dans le secteur des ménages.

7. Les résultats des enquêtes annuelles sur les branches d'activité sont ajustés afin d'obtenir des totaux qui correspondent à la base complète du recensement de l'année de référence. Toutefois, ce recensement lui-même ne s'étend pas nécessairement à l'ensemble des activités du secteur des ménages car il porte seulement sur ceux qui figurent dans la liste utilisée comme base. Le détail des activités souterraines, auxquelles ne s'étendent pas les recensements, est obtenu par différence à partir des tableaux des ressources et des emplois. Il est exact que certaines activités souterraines peuvent être le fait de sociétés mais, faute d'informations à ce sujet, on présume qu'elles sont toutes exercées dans le secteur des ménages.

8. Les mini-enquêtes du Département portent sur les branches d'activité qui échappent à l'enquête par questionnaire commun, par exemple les blanchisseries, les salons de coiffure et les services auxiliaires des transports terrestres. Des renseignements supplémentaires sont obtenus auprès des divers organismes publics ou à d'autres sources bien informées telles que le Département des pêches ou le Conseil du commerce du poivre.

9. Les enquêtes annuelles sur l'agriculture de plantation portent sur les plantations de caoutchouc, de palmier à huile, de thé, de noix de coco et de cacao. On définit les plantations comme des « terrains, contigus ou non, d'une superficie d'au moins 40,47 hectares (100 acres), porteurs de la culture considérée ou bien où son implantation est autorisée, sous la direction d'un seul propriétaire légal ». Les plantations sont classées dans le secteur des sociétés non financières, mais la production des petites exploitations, estimée en faisant la différence entre la production totale et celle des plantations, est attribuée au secteur des ménages. En général, la production totale se calcule en multipliant les rendements par les superficies cultivées.

10. On applique aux pêches, à l'exploitation forestière et à l'élevage des méthodes semblables à celles utilisées pour l'agriculture. Toutefois, comme les informations concernant les pêches sont beaucoup moins fiables car on ne dispose pas de données distinctes relatives au secteur des sociétés, on interroge les experts afin de déterminer la contribution du secteur des sociétés à leur production. Dans le cas de la consommation intermédiaire, on suppose que la composition des facteurs est la même dans le secteur des sociétés et dans celui des ménages.

## C. — Estimation du revenu de la propriété et des transferts courants

11. Les comptabilités publiques apportent des informations concernant les intérêts sur les obligations d'Etat, les cotisations sociales perçues auprès des ménages et les prestations qui leur sont versées. Les rapports des caisses de pensions et des compagnies d'assurance fournissent les renseignements nécessaires pour l'estimation des cotisations à verser et des prestations à recevoir par le secteur des ménages.

12. Des informations reçues de la Banque centrale permettent de déterminer le montant des intérêts que doivent verser les ménages et de ceux qui doivent leur être versés. La comptabilité des commissions des intermédiaires financiers ainsi que des intérêts nets, compliquée, sera analysée séparément plus loin.

13. S'agissant des prestations d'assurance et d'intermédiation financière offertes aux ménages, il importe de savoir que l'inclusion des commissions dans la consommation intermédiaire ou la consommation finale du secteur des ménages ne peut être décidée qu'une fois calculée la production des assurances et celle des intermédiaires financiers.

## D. — Répartition des SIFIM

14. Le secteur des ménages fait appel aux intermédiaires financiers à la fois pour sa production et pour sa consommation finale. Le coût des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) et assurés pour faciliter les opérations de dépôt et d'emprunt des entreprises de ménages est inclus dans la consommation intermédiaire du secteur des ménages. Le coût de ces services assurés pour la gestion des emprunts à la consommation et des dépôts des ménages est considéré, lui, comme une consommation finale. Aux fins de répartition, il est présumé que seuls les intérêts des prêts accordés par les intermédiaires financiers et les intérêts à percevoir sur les dépôts auprès de ces intermédiaires doivent faire l'objet de commissions.

### 1. Estimation des SIFIM

15. Les SIFIM imputables à l'ensemble des secteurs, y compris celui des ménages, doivent être calculés ensemble afin d'équilibrer de façon globale à la fois les ressources et les emplois non seulement des prestations, mais également de tous les types d'instruments financiers qui servent de base de répartition. Il s'agit d'estimer les SIFIM acquittés par les divers secteurs au titre des emprunts auprès des intermédiaires financiers et des intérêts perçus sur les dépôts.

16. Avant de pouvoir répartir les SIFIM entre les secteurs, il faut estimer le total des SIFIM prélevés par les intermédiaires financiers ainsi que la répartition proportionnelle de ces coûts entre les emprunteurs et les prêteurs. Le total des SIFIM encaissés par les intermédiaires financiers est égal à celui des intérêts à percevoir, diminué de celui des intérêts que doivent verser ces intermédiaires. La proportion des SIFIM à la charge des emprunteurs est le ratio de la différence entre le taux de prêt ( $i_l$ ) et le taux d'intérêt pur ( $i_r$ )<sup>2</sup> à la différence entre le taux de prêt et le taux de dépôt ( $i_d$ ), tandis que les SIFIM à la charge des prêteurs (déposants) sont le ratio de la différence entre le taux d'intérêt pur et le taux de rémunération des dépôts à la différence entre le taux d'emprunt et le taux de rémunération des dépôts. Ces ratios sont appliqués à tous les intermédiaires financiers pour déterminer les montants totaux des SIFIM au titre des prêts, d'une part, des dépôts de l'autre :

— Proportion des SIFIM à la charge des emprunteurs =  $(i_l - i_r)/(i_l - i_d)$

— Proportion des SIFIM à la charge des déposants =  $(i_r - i_d)/i_l - i_d$

17. A partir de ces formules, le total des SIFIM peut être subdivisé en deux :

— Proportion des SIFIM à la charge des emprunteurs  $[(i_l - i_r)/(i_l - i_d)] = 0,6$

— Proportion des SIFIM à la charge des prêteurs (déposants)  $[(i_r - i_d)/i_l - i_d] = 0,4$

18. Voici comment se calculent les SIFIM au titre des dépôts et des prêts des divers secteurs :

- i) Détermination du total des intérêts à percevoir sur les prêts des intermédiaires financiers;
- ii) Détermination du total des intérêts à verser sur les dépôts auprès des intermédiaires financiers;
- iii) Détermination du total des SIFIM au titre des prêts des intermédiaires financiers, en postulant, comme ci-dessus, qu'il est égal à 0,6 du total des SIFIM;
- iv) Détermination du total des SIFIM au titre des dépôts auprès des intermédiaires financiers, dans l'hypothèse précisée selon laquelle il est égal à 0,4 du total des SIFIM;
- v) Détermination des commissions par ringgit<sup>3</sup> d'intérêts sur les prêts;
- vi) (RSCL);
- vii)  $RSCL = \text{total des SIFIM au titre des emprunts (0,6 du total)} / \text{total des intérêts sur les emprunts (TIL)}$ ;
- viii) Détermination des commissions par ringgit d'intérêts sur les dépôts (RSCD);

$RSCD = \text{total des SIFIM au titre des dépôts (0,4 du total)} / \text{total des intérêts sur les dépôts}$ .

19. Disons, par exemple, que le taux des SIFIM au titre des emprunts (RSCL) est de 0,238, ce qui signifie que, pour chaque ringgit d'intérêts à acquitter sur les emprunts, les intermédiaires financiers exigent une commission de 0,238 ringgit. En outre, le taux des SIFIM au titre des dépôts (RSCD) est de 0,384, ce qui signifie que, pour chaque ringgit d'intérêts à verser sur les dépôts, les intermédiaires financiers exigent une commission de 0,384 ringgit. Donc :

Total des commissions sur celui des intérêts à percevoir au titre des emprunts

= Total des intérêts à percevoir x 0,238

et

Total des commissions sur celui des intérêts à verser au titre des dépôts

= Total des intérêts à verser x 0,384

## *2. Intérêts purs à percevoir/à verser*

20. Les intermédiaires financiers perçoivent une commission sur les dépôts et la déduisent des intérêts (purs) qu'ils sont censés virer des emprunteurs aux déposants, de sorte que les intérêts purs à percevoir sont égaux aux intérêts bruts à percevoir majorés du total des SIFIM sur les dépôts. Dans le cas des emprunts, les intermédiaires financiers ajoutent une commission aux intérêts (purs) qu'ils sont censés virer des emprunteurs aux déposants et les intérêts purs à acquitter sont donc égaux aux intérêts bruts à acquitter diminués du total des SIFIM sur les emprunts. Par exemple :

- Les intérêts à percevoir sur les dépôts fixes sont de 28. Les intérêts purs à percevoir sont donc égaux à 28 plus  $28 * 0,384$ , soit 39.
- Les intérêts à acquitter sont de 181. Les intérêts purs à acquitter sont donc égaux à 181 moins  $181 * 0,238$ , soit 138.
- Le total des SIFIM à acquitter est égal à  $11 + 43 = 54$ , correspondant à la consommation intermédiaire des entreprises non constituées en sociétés.

## **E. — Affectation des commissions d'assurance**

21. Pour l'affectation des commissions d'assurance dommages au secteur des ménages, comme à tout autre secteur qui souscrit des assurances dommages, il faut estimer en premier lieu la production totale de cette branche. On détermine ensuite le ratio entre les prestations d'assurance dommages afin d'estimer les commissions demandées aux entreprises et aux ménages qui font appel à ces prestations. Ce ratio est égal à la production totale des assurances dommages divisée par le total des primes perçues par cette branche.

22. A supposer que le ratio des commissions d'assurance soit égal à 52 % du total des primes à acquitter, soit par exemple, 18 sur lesquels les commissions sont égales à  $18 * 0,52 = 9$ . Les primes nettes (primes brutes moins commissions) sont égales à  $18 - 9 = 9$  et sont considérées comme des transferts courants dans le compte de la distribution secondaire du revenu.

23. S'agissant des primes d'assurance dommages, il est estimé une commission qui est incluse soit dans la consommation intermédiaire de la branche d'activité et du secteur des ménages, soit dans la consommation finale des ménages, selon qui paie la prime et à quelles fins.

24. Les assurances-vie sont censées être versées au seul secteur des ménages et à son profit et c'est pourquoi toute la production des assurances-vie est considérée comme une consommation finale des ménages. Les primes sont considérées comme des transferts courants payables et les prestations comme des transferts courants à percevoir dans le compte de la distribution secondaire du revenu.

25. Les résultats des enquêtes sur le revenu et les dépenses des ménages servent principalement pour compléter les informations dont on dispose déjà grâce aux questionnaires utilisés dans le Département, et aussi pour procéder aux vérifications en cas d'incohérences. Ils servent à estimer le montant de certains postes qui n'est pas connu grâce à d'autres enquêtes.

## **F. — Estimation du compte de capital**

26. Les données sur la formation brute de capital fixe obtenues grâce à l'enquête commune par questionnaire sont les suivantes :

- i) Achats ou acquisitions de biens d'équipement nouveaux ou de reprise;
- ii) Ventes ou cessions de biens d'équipement;
- iii) Création pour compte propre des biens d'équipement ci-après :
  - Bonification des terres
  - Immeubles, résidentiels ou non
  - Machines et matériels
  - Matériel de transport
  - Mobilier et équipements domestiques.

27. La formation brute de capital fixe par secteurs est évaluée d'après les totaux de référence, c'est-à-dire les chiffres publiés de la comptabilité nationale. Celles des sociétés privées et publiques couvertes par l'enquête commune sont alignées sur la production. La différence entre la formation brute de capital fixe de référence et celle ajustée des sociétés augmentée de la formation brute de capital fixe des entreprises de ménages non constituées en sociétés mais immatriculées couvertes par l'enquête commune est donc la formation brute de capital fixe des entreprises de ménages non constituées en sociétés et non immatriculées auxquelles ne s'étend pas l'enquête commune.

## **III. — AUTRES ESTIMATIONS COMPTABLES**

28. La production aux prix de base et la consommation intermédiaire aux prix d'acquisition de la plupart des branches sont tirées des chiffres publiés par le Département de la statistique, qui sont toutefois calculés conformément au SCN 1968. C'est pourquoi il faut y ajouter les commissions des intermédiaires financiers. C'est là une des différences importantes entre le SCN 1968 et le SCN 1993. Cet ajustement pourra éventuellement influencer sur la valeur ajoutée, qui est la différence entre la production et la consommation intermédiaire.

29. La répartition de la valeur ajoutée par secteurs et par activités économiques pour 1987 et 1993 figure à l'annexe 1 et la séquence des comptes à l'annexe 2.

30. Le SCN 1993 retient deux concepts de la consommation finale :

- i) Les dépenses de consommation finale des ménages, où n'entre que la valeur de toutes les acquisitions de biens et de services par les ménages;
- ii) La consommation finale effective où entrent non seulement les dépenses de consommation finale des ménages mais également celles que les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) effectuent au profit des ménages. Ces dépenses de consommation finale des administrations publiques et des ISBLSM sont dites dépenses de consommation finale individuelles ou bien transferts sociaux en nature.

31. Les ménages assurent leur consommation finale effective au moyen de leur revenu disponible ajusté, égal au revenu disponible majoré de la valeur des transferts sociaux en nature en provenance des administrations publiques et des ISBLSM. Le solde du compte est l'épargne, dont le montant reste le même indépendamment du concept retenu de consommation finale. A l'annexe 2, les deux concepts de revenu disponible et de consommation finale des ménages figurent séparément dans le compte d'utilisation du revenu disponible (C6) et dans le compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (C7).

#### IV. — VUE D'ENSEMBLE DU SECTEUR DES MÉNAGES

32. Le secteur des ménages occupe une place importante dans l'économie, en ce qui concerne en particulier ses sources de revenu, sa consommation finale et son épargne. Les paragraphes qui suivent s'attachent davantage à l'analyse des modifications de certains indicateurs importants de ce secteur durant les années 1987 à 1993. Il importe de savoir que le secteur des ménages, même sous sa présentation simple de comptes en T dans la comptabilité nationale, apporte des informations importantes sur son évolution au sein de l'économie.

##### A. — Les revenus primaires du secteur des ménages

33. Le secteur des ménages se procure des revenus à diverses sources, soit : i) les excédents d'exploitation, ou revenus mixtes, tirés de l'exploitation des entreprises de ménages, dites entreprises non constituées en sociétés dans le SCN; ii) la rémunération des salariés au titre de leur emploi dans d'autres secteurs; et iii) les revenus nets de la propriété provenant de la gestion de leurs actifs financiers. Il est donc aussi très intéressant de voir de quoi se composent ces sources de revenus et quelles sont les modifications dans le temps de leur contribution aux revenus primaires.

34. La composition du revenu primaire du secteur des ménages en 1987 et 1993 est exposée dans le tableau ci-après. Il est tout à fait évident que les ménages ont, durant cette période, donné à l'emploi dans d'autres secteurs la priorité sur l'exploitation de leurs propres entreprises. Cela ressort de la baisse de 34,3 % à 29,5 % de la part des excédents d'exploitation et des revenus mixtes et de l'augmentation de 55,9 % à 60,2 % de celle de la rémunération des salariés. La part des revenus nets de la propriété n'a pas changé de façon sensible (les revenus nets de la propriété sont la différence entre les revenus de la propriété perçus et ceux versés).

**TABLEAU 1. Composantes du revenu primaire du secteur des ménages**  
(en millions de RM et en pourcentages)

Postes	1987	Pourcentages	1993	Pourcentages
Excédents d'exploitation. . . . .	1 441	3,1	296	0,0
Revenus mixtes. . . . .	14 578	31,2	29 597	29,5
Rémunération des salariés . . . . .	20 092	55,9	60 428	60,2
Revenus nets de la propriété. . . . .	4 563	9,8	10 017	10,0
<b>Revenu primaire, total . . . . .</b>	<b>46 674</b>	<b>100,0</b>	<b>100 338</b>	<b>100,0</b>

## Appendice 1. Valeur ajoutée par secteurs institutionnels

	POURCENTAGES DE LA VALEUR AJOUTÉE							
	SECTEUR PUBLIC		SECTEUR PRIVÉ		MÉNAGES		ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	
	1987	1993	1987	1993	1987	1993	1987	1993
TOTAL, SECTEUR FINANCIER . . . . .	43,0	29,7	57,0	70,3	0,0	0,0		
BANQUES . . . . .	47,7	41,9	52,3	58,1	0,0	0,0		
AUTRES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS . . . . .	39,9	16,5	60,1	83,5	0,0	0,0		
COMPAGNIES D'ASSURANCE ET CAISSES DE PENSIONS . . . . .	23,2	17,4	76,8	82,6	0,0	0,0		
TOTAL, SECTEUR NON FINANCIER . . . . .	19,3	12,1	52,0	61,2	28,7	26,7		
AGRICULTURE . . . . .	6,5	4,4	40,9	52,9	52,7	42,8		
Autres activités agricoles . . . . .	0,0	0,0	13,2	13,2	86,8	86,8		
Plantations de caoutchouc . . . . .	8,3	9,9	22,8	17,6	68,9	72,4		
Plantations d'oléagineux . . . . .	12,6	14,0	29,4	32,5	58,0	53,6		
Plantations et petites exploitations de cocotiers . . . . .	85,3	32,6	13,5	6,2	1,2	1,2		
Plantations de thé . . . . .	99,1	21,4	0,9	8,6	0,0	0,0		
Élevage . . . . .	0,0	0,0	45,8	58,3	54,2	41,7		
Services agricoles (H/H) . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	100	100		
Chasse et piégeage . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	100	100		
Sylviculture et forestage . . . . .	5,3	2,0	93,1	6,5	1,5	1,5		
Pêche . . . . .	0,0	0,0	14,1	17,6	85,9	82,4		
INDUSTRIES EXTRACTIVES . . . . .	6,6	17,8	92,9	2,1	0,5	0,2		
Production de pétrole brut et de gaz naturel . . . . .	6,9	18,8	93,1	81,2	0,0	0,0		
Extraction de métaux . . . . .	2,8	6,3	88,6	90,2	8,6	3,5		
Autres activités extractives . . . . .	4,4	5,2	93,8	93,2	1,8	1,6		
INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE . . . . .	35,4	6,3	60,6	90,4	3,9	3,2		
ÉLECTRICITÉ, EAU, GAZ . . . . .	100,0	96,7	0,0	3,3	0,0	0,0		
Electricité, gaz et vapeur . . . . .	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Eau . . . . .	100,0	77,8	0,0	22,2	0,0	0,0		
CONSTRUCTION . . . . .	18,5	9,2	48,9	61,5	32,7	29,3		
COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL . . . . .	0,0	1,9	70,6	72,4	29,4	25,7		
HÔTELLERIE ET RESTAURATION . . . . .	0,9	3,1	40,8	47,0	58,3	49,9		
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS . . . . .	53,2	47,8	32,1	34,5	14,7	17,7		
Transports ferroviaires . . . . .	100,0	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0		
Autres transports terrestres . . . . .	4,6	4,1	42,1	5,2	53,3	50,7		
Transport par eau . . . . .	25,5	24,5	72,5	73,6	2,0	1,9		
Transports aériens . . . . .	99,8	98,8	0,2	1,2	0,0	0,0		
Services auxiliaires des transports . . . . .	5,1	2,9	90,0	92,5	4,9	4,6		
Communications . . . . .	99,1	87,5	0,9	12,5	0,0	0,0		
DIVERS . . . . .	2,5	1,9	24,6	27,6	72,9	70,5		
Immobilier . . . . .	0,0	0,0	39,4	45,0	60,6	55,0		
Propriété des logements . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0		
Prestations aux entreprises . . . . .	3,7	5,5	35,8	2,1	60,5	62,4		
Services sanitaires et similaires . . . . .	0,0	0,0	54,8	4,8	45,2	45,2		

## Appendice 1. Valeur ajoutée par secteurs institutionnels (*suite*)

POURCENTAGES DE LA VALEUR AJOUTÉE								
	SECTEUR PUBLIC		SECTEUR PRIVÉ		MÉNAGES		ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	
	1987	1993	1987	1993	1987	1993	1987	1993
Ecoles, universités et autres équipements et prestations d'éducation . . . . .	0,0	0,0	26,1	6,1	73,9	53,9		
Services médicaux, dentaires, autres services médicaux et services vétérinaires . . . . .	0,0	3,7	37,3	41,2	62,7	55,2		
Services cinématographiques et autres spectacles, n.d.a. . . . .	0,0	1,8	66,5	64,2	33,5	35,0		
Services de radio et de TV . . . . .	54,6	69,1	45,4	30,9	0,0	0,0		
Bibliothèques, musées et autres services culturels et récréatifs, n.d.a. . . . .	16,0	0,0	84,0	100,0	0,0	0,0		
Réparation de véhicules automobiles et motocycles . . . . .	0,0	0,0	30,0	30,0	70,0	70,0		
Autres services de réparations, n.d.a. (chaussures, horlogerie, etc.) . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0		
Blanchisseries, services de blanchisserie, de nettoyage et de teinturerie . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0		
Services domestiques . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0		
Autres services personnels . . . . .	0,0		0,0		100,0			
Organisations culturelles (ISBLSM). . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0		
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Fédérales . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Des Etats . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Locales . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
VALEUR AJOUTÉE DE BASE APRÈS AJUSTEMENT AU TITRE DES SIFIM . . . . .	17,9	12,4	44,4	6,1	24,3	22,1	13,1	9,6
VALEUR AJOUTÉE/PIB . . . . .	16,5	11,3	40,9	1,3	22,4	20,2	12,3	8,6

POURCENTAGES DE LA VALEUR AJOUTÉE								
	SECTEUR PUBLIC		SECTEUR PRIVÉ		MÉNAGES		ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	
	1987	1993	1987	1993	1987	1993	1987	1993
Ecoles, universités et autres équipements et prestations d'éducation . . . . .	0,0	0,0	26,1	6,1	73,9	53,9		
Services médicaux, dentaires, autres services médicaux et services vétérinaires	0,0	3,7	37,3	41,2	62,7	55,2		
Services cinématographiques et autres spectacles, n.d.a. . . . .	0,0	1,8	66,5	64,2	33,5	35,0		
Services de radio et de TV . . . . .	54,6	69,1	45,4	30,9	0,0	0,0		
Bibliothèques, musées et autres services culturels et récréatifs, n.d.a. . . . .	16,0	0,0	84,0	100,0	0,0	0,0		
Réparation de véhicules automobiles et motocycles . . . . .	0,0	0,0	30,0	30,0	70,0	70,0		
Autres services de réparations, n.d.a. (chaussures, horlogerie, etc.) . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0		
Blanchisseries, services de blanchisserie, de nettoyage et de teinturerie . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0		
Services domestiques . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0		
Autres services personnels . . . . .	0,0		0,0		100,0			
Organisations culturelles (ISBLSM). . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0		
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Fédérales . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Des Etats . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Locales . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
VALEUR AJOUTÉE DE BASE APRÈS AJUSTEMENT AU TITRE DES SIFIM . . .	17,9	12,4	44,4	6,1	24,3	22,1	13,1	9,6
VALEUR AJOUTÉE/PIB . . . . .	16,5	11,3	40,9	1,3	22,4	20,2	12,3	8,6

## Appendice 2. Les ressources et les emplois dans le secteur des ménages 1987 et 1993

(en millions de RM)

TRANSACTIONS ET SOLDES		1987	1993
COMPTE DE PRODUCTION (C1)			
Ressources	Production aux prix de base . . . . .	30 100	62 932
Emplois	Consommation intermédiaire . . . . .	12 290	26 794
Solde	Valeur ajoutée brute/produit intérieur brut (1) . . . . .	17 910	36 138
COMPTE D'EXPLOITATION (C2)			
Ressources	Valeur ajoutée brute/produit intérieur brut (1) . . . . .	17 810	36 138
Emplois	Rémunération des salariés . . . . .	1 753	6 030
	Salaires . . . . .	1 636	5 607
	Cotisations sociales des employeurs . . . . .	116	422
	Impôts sur la production et les importations . . . . .	123	263
	Impôts sur les produits . . . . .		
	Autres impôts sur la production . . . . .	123	263
	Subventions . . . . .	(84)	(48)
	Subventions sur les produits . . . . .		
	Autres subventions sur la production . . . . .	(84)	(48)
Soldes	Excédent d'exploitation brut . . . . .	1 441	295
	Revenu mixte brut . . . . .	14 578	29 597
COMPTE D'AFFECTATION DES REVENUS PRIMAIRES (C3)			
Ressources	Excédent d'exploitation brut . . . . .	1 441	296
	Revenu mixte brut . . . . .	14 578	29 597
	Rémunération des salariés . . . . .	26 092	60 428
	Salaires . . . . .	22 982	53 983
	Cotisations sociales des employeurs . . . . .	3 105	6 446
	Revenus de la propriété . . . . .	5 050	15 368
	Intérêts purs . . . . .	1 736	7 788
	Revenus distribués des sociétés . . . . .	244	1 024
	Revenus de la propriété attribués aux détenteurs de polices d'assurance . . . . .	3 000	6 491
	Loyers . . . . .	70	66
Emplois	Revenus de la propriété . . . . .	487	5 351
	Intérêts purs . . . . .	418	5 045
	Loyers . . . . .	69	307
Solde	Solde des revenus primaires/revenu national brut. . . . .	46 674	100 338
COMPTE DE DISTRIBUTION SECONDAIRE DU REVENU (C4)			
Ressources	Solde des revenus primaires, rut . . . . .	46 674	100 338
	Prestations sociales autres qu'en nature. . . . .	2 805	4 327
	Autres transferts courants . . . . .	4 529	11 068
	Indemnités d'assurance dommages. . . . .	260	884
	Coopération internationale courante . . . . .	4	0
	Transferts courants divers. . . . .	4 264	10 185
Emplois	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. . . . .	2 329	6 034
	Impôts sur le revenu. . . . .	1 814	4 902
	Autres impôts courants. . . . .	515	1 133
	Cotisations sociales . . . . .	7 155	15 472

## Appendice 2. Les ressources et les emplois dans le secteur des ménages 1987 et 1993 (suite)

TRANSACTIONS ET SOLDES		1987	1993
	Autres transferts courants . . . . .	1 761	5 195
	Primes nettes d'assurance dommages . . . . .	261	996
	Coopération internationale courante . . . . .	4	0
	Transferts courants divers . . . . .	1 496	4 299
Solde	Revenu disponible brut . . . . .	42 763	89
COMPTE DE REDISTRIBUTION DES REVENUS EN NATURE (C5)			
	Revenu disponible brut . . . . .	42 763	89 032
	Transferts sociaux en nature . . . . .	5 081	8 022
	Production des administrations publiques à l'intention des particuliers, nette des ventes . . . . .	5 081	8 008
	Production des ISBLSM nette des ventes . . . . .	0	14
	Transferts sociaux en nature . . . . .	0	14
	Production des administrations publiques à l'intention des particuliers, nette des ventes . . . . .	0	14
	Production des ISBLSM nette des ventes . . . . .	0	14
	Revenu disponible ajusté, brut . . . . .	47 844	97 040
COMPTE D'UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE (C6)			
Ressources	Revenu disponible brut . . . . .	47 763	89 032
	Ajustement au titre de la variation des droits nets des ménages sur les fonds de pensions . . . . .	4 008	10 294
Emplois	Dépenses de consommation finale . . . . .	37 653	88 727
	Dépenses de consommation individuelle . . . . .	37 653	88 727
Solde	Épargne brute . . . . .	9 118	10 599
COMPTE D'UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE AJUSTÉ (C7)			
Ressources	Revenu disponible ajusté brut . . . . .	47 844	97 040
	Ajustement au titre de la variation des droits nets des ménages sur les fonds de pension . . . . .	4 008	10 294
Emplois	Consommation finale effective . . . . .	42 734	96 735
Solde	Épargne brute . . . . .	9 118	10 599
COMPTE DE CAPITAL (C8)			
	ÉPARGNE BRUTE . . . . .	9 118	10 599
	BALANCE EXTÉRIEURE COURANTE . . . . .		
	Transferts en capital, nets . . . . .	160	39
	VARIATIONS DE LA VALEUR NETTE IMPUTABLE À L'ÉPARGNE ET AUX TRANSFERTS DE CAPITAUX . . . . .		
	Formation brute de capital fixe . . . . .		
	Variation des stocks . . . . .		
	Acquisitions moins cessions d'objets de valeur . . . . .		
	Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits . .		
	Acquisitions moins cessions de terrains et d'autres biens corporels non produits . . . . .		
	Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits . . .		
Solde	CAPACITÉ NETTE (+) BESOINS NETS (–) DE FINANCEMENT	7 283	380



# RAPPORTS ENTRE MICRO ET MACRODONNÉES DANS LA COMPTABILITÉ DU SECTEUR DES MÉNAGES

Harry H. Postner

Consultant indépendant, Nepean, Ontario, Canada

## I. — INTRODUCTION

1. La présente communication concerne essentiellement les problèmes *statistiques* de la construction des comptes macro-économiques à partir de microdonnées. Ce point de départ peut se révéler explicite ou implicite, voire non existant, avec des conséquences variables. Ce qui suit concerne le cas particulier des comptes du secteur des ménages dans le contexte de la comptabilité économique nationale. Lorsqu'il est constitué une base de microdonnées sous une forme ou une autre, il faut trouver les liens entre micro et macrodonnées pour l'établissement des comptes du secteur des ménages. Les problèmes statistiques ne sont qu'indirectement liés aux problèmes *théoriques* de la conciliation de la micro-économie avec la macro-économie telles qu'elles sont analysées dans la documentation économique où le « tout » peut, en théorie, être supérieur aux « parties ». Dans la présentation statistique qui suit, le « tout » doit être la somme des « parties ».

2. La présente communication repose sur plusieurs *suppositions*. Il est postulé que le lecteur a quelques notions générales des relations entre macro- et microdonnées en comptabilité économique nationale. La référence de base est Ruggles, 1996, et des informations supplémentaires sont détaillées dans Postner, 1996. On a essayé ici ne pas revenir sur des détails non indispensables du travail précédent, et plutôt d'en utiliser le contenu pour analyser les problèmes particuliers des comptes du secteur des ménages dans le cadre d'une comptabilité nationale. On rappellera le commentaire à ce sujet de Becker, Schweinfest et van Tongeren (1996), tout en soulignant aussi les points importants qui « manquent » essentiellement dans ce travail. De plus, on insistera sur une série de problèmes techniques qui n'ont pas encore été traités dans la documentation publiée. Les points purement techniques sont exposés en appendices.

3. En second lieu, il convient de préciser que l'on ne fait pas ici de distinction formelle entre les capacités statistiques et de calcul des pays développés d'une part, des pays en développement de l'autre. On peut donc affirmer que nous avons adopté une vue d'un avenir où le traitement des données aura pris une dimension universelle comme conséquence de la révolution de l'information et de la communication. C'est là aussi, en partie, l'esprit du SCN 1993, même si cet aspect du problème n'y est malheureusement pas explicité.

4. En troisième lieu, la présente communication est dominée par ce que l'on appelle le point de vue de l'école autrichienne d'économistes (dit également « individualisme méthodologique » pour reprendre l'expression de Kenneth Arrow, 1980). A première vue, le rapprochement entre l'école autrichienne et le thème des relations entre micro et macrodonnées peut paraître incongru, mais un dépouillement de la documentation révèle au moins le cas d'un adepte de l'école autrichienne qui a effectivement étudié les propriétés respectives des macrodonnées et des microdonnées d'un point de vue économique et statistique (mais non dans le contexte d'une comptabilité nationale); voir Spadaro, 1956, et aussi la théorie générale exposée par Shivakumar, 1997. On peut retrouver dans tous ces cas une référence aux recherches fondamentales du physicien autrichien Ludwig Boltzmann (1844-1906), ainsi qu'aux travaux des économistes autrichiens des dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle.

5. En quatrième lieu, on verra que la communication expose un certain nombre de relations qui se situent au cœur de l'étude des méthodes logiques, par exemple Tarski, 1946. Il est regrettable que ces notions simples aient

été négligées dans les textes consacrés aux relations entre micro et macrodonnées. Les relations logiques mettent en évidence des points fondamentaux d'une importance pratique critique en ce qui concerne l'établissement des comptes nationaux et des comptes économiques des ménages.

6. Dans le droit fil des *quatre* suppositions ci-dessus, on a pris ici pour hypothèse que les comptes du secteur des ménages *ne sont pas* considérés ni calculés sous la forme d'un reste, déterminé simplement en comparant les chiffres correspondant aux autres secteurs avec les soldes des comptes extérieurs. Il a été postulé plutôt que les comptes du secteur des ménages sont en grande partie établis directement et indépendamment de ceux des autres secteurs. Sans cela, il n'y aurait guère d'intérêt à analyser les relations entre micro et macrodonnées dans le contexte des comptes du secteur des ménages. Par contre, certains chiffres de ces comptes peuvent quand même provenir de sources de données « extérieures » au secteur des ménages proprement dit aussi longtemps que les comptes demeurent équilibrés entre eux. (Cette distinction entre « équilibre extérieur » et « équilibre intérieur » a été mise en évidence par Postner, 1988 et 1994.)

7. Il faut encore préciser un point, à savoir qu'il paraît préférable de parler de *relations* entre macro et microdonnées plutôt que d'*intégration* de ces données. L'emploi du premier terme implique l'adoption d'objectifs plus modestes et une évaluation plus réaliste de ce que l'on peut faire. On reviendra sur ce point par la suite. Mais l'adoption de l'objectif plus limité de « relations » entre les données pose quand même toute une gamme de problèmes qu'il faudra résoudre pour les besoins des analyses économiques et sociales dans le cadre d'une comptabilité nationale (voire même à l'extérieur de ce cadre).

8. La communication se termine par une bibliographie assez complète dont une partie seulement est explicitement citée dans le texte.

## II. — VÉRIFICATION ET CONSERVATION DES MICRODONNÉES

9. Il convient de noter que la présente communication concerne seulement les problèmes de relation entre micro et macrodonnées qui se posent pour les années de référence et les chiffres annuels aux prix courants, dans le dessein de se concentrer sur les points essentiels sans aborder des sujets tels que les cycles de révision, les interpolations, les extrapolations, la périodicité, les données obtenues par consultation d'experts ou les formules d'ajustement. Nous avons également laissé de côté la plupart des problèmes administratifs qui se posent dans les services de statistique. Si l'on entend, toutefois, appliquer pleinement les relations entre micro et macrodonnées, il faudra déroger quelque peu à ces restrictions, dont la plus sérieuse concerne les données obtenues par consultations.

10. Quand les chiffres appelés à figurer dans les comptes du secteur des ménages sont prélevés directement à la source, par le biais d'enquêtes économiques formalisées ou non, ou bien d'une exploitation de registres ou actes administratifs, ces chiffres sont en définitive des ensembles de microdonnées, c'est-à-dire d'unités analytiques les plus petites qu'on puisse observer. Il est exact que l'expression « ensembles de microdonnées » n'est pas toujours utilisée par les services de statistique en formation car les microdonnées n'y sont pas conservées et tendent à disparaître dans le dépouillement des formulaires et la construction des tableaux. Nous considérons cependant que la « conservation » des microdonnées peut devenir un fait statistique viable dès lors que le traitement des données est effectué comme il convient.

11. La vérification statistique et le dépoussiérage des données recueillies à la source doivent être effectués au niveau des microdonnées. La vérification des macrodonnées (c'est-à-dire des quasi-agrégats) n'offre que des possibilités très limitées et, lorsqu'on y procède, c'est essentiellement pour la découverte préliminaire des vérifications nécessaires des microdonnées. (Les problèmes classiques dans ce domaine sont analysés pleinement aujourd'hui par Van de Pol et Bethléem, 1997). Il faut toutefois savoir que l'on emploie parfois l'expression « macrovérifications » pour désigner les conciliations finales des chiffres, réalisées pour équilibrer les comptes macro-économiques nationaux. L'expression prête donc à confusion et doit toujours être évitée, comme elle le sera dans le présent document.

12. Certains services de statistique peuvent se trouver tentés de procéder à des vérifications des quasi-agrégats comme une sorte de raccourci permettant de satisfaire aux contraintes budgétaires. Cette démarche pourrait non seulement aboutir à la perte des microdonnées, mais conduire facilement aussi à des non-sens économiques lorsque les vérifications ne procèdent pas selon une démarche linéaire, par exemple lorsqu'il s'agit de vérifications conditionnelles ou au prorata. Elle ne « fonctionne » que lorsque les quasi-agrégats sont tous pareils, mais c'est là une des inconnues. Ce type de problème se présente sous une forme plus grave dans la partie suivante du texte.

13. Lorsqu'on entend utiliser directement les microdonnées aux fins des analyses, par exemple pour des microsimulations, il faut procéder avec un soin extrême aux vérifications statistiques autres que triviales, car il faut conserver intégralement la *configuration* de l'hétérogénéité des micro-unités et de leurs idiosyncrasies (question développée par Postner, 1996). Cela signifie que les vérifications standard automatisées sont sujettes à caution, de même que certaines méthodes apparentées auxquelles on recourt pour améliorer la « qualité » des microdonnées. En fait, nous suggérons la « rétroversion » de certains raccourcis bien connus. Cet argument est implicitement admis à l'Organisation des Nations Unies (1994). Il ne semble pas qu'il existe d'autres formules de raccourci, à l'exception des suivis intégraux et universels pour les vérifications statistiques des cas autres que triviaux lorsque l'on entend constituer une base de microdonnées pour l'établissement des comptes du secteur des ménages.

14. Le nouveau mode de vérification et d'imputation statistiques fondé sur les « réseaux neuraux », exposé dans Roddick, 1993, et Nordbotten, 1996, c'est-à-dire la vérification par le biais d'un apprentissage spécialisé des schémas évolutifs des données statistiques, offre toutefois une possibilité. Jusqu'ici, seuls le Canada et la Norvège ont fait l'expérience limitée des vérifications à partir des « réseaux neuraux », et on ne peut pas encore porter de jugement à leur sujet. Toutefois, ces « réseaux neuraux » paraissent offrir des caractéristiques prometteuses et devraient faire l'objet d'une étude plus approfondie dans le contexte des enquêtes auprès des ménages et de celles qui y sont étroitement apparentées si les contraintes budgétaires imposées aux services de statistique se trouvent assouplies et quand elles le seront.

15. Dans un contexte comptable tel que celui présenté au tableau 5 de Becker *et al.*, 1996, il convient de noter que certains cas marginaux se présenteront entre l'étape 1, « vérifications statistiques » et l'étape 2, « ajustements par conversion ». Certaines pratiques, par exemple, les vérifications par comparaison, les vérifications sur plusieurs variables et les vérifications par sujets, peuvent être considérées comme s'inscrivant dans l'une ou l'autre étape selon les circonstances. Le point important est que toutes ces opérations doivent normalement être accomplies au niveau des micro-unités et *avant* la construction des tableaux et l'agrégation des chiffres. Il importe aussi de noter que les services de statistique de pointe disposent souvent de méthodes qui permettent d'*ordonner* de façon quasi optimale les diverses opérations de vérification et d'imputation (par exemple Statistique Canada, 1994). L'ordonnancement des opérations d'agrégation et de conversion est analysé en quelque détail dans la partie suivante de cette communication.

16. En conclusion, nous posons les questions ci-après. Si les vérifications statistiques doivent presque toujours être effectuées sur les microdonnées, pourquoi, en l'état actuel des choses, devons-nous nous *hâter* d'agréger les chiffres ? Pourquoi ne peut-on conserver les microdonnées et ne les agréger que lors de l'étape finale de la production des comptes du secteur des ménages ? Cela offrirait le maximum de possibilités de créer une base de microdonnées pour les besoins d'une comptabilité des ménages qui servirait à des applications documentées en politique économique et sociale.

### III. — AGRÉGATION, AJUSTEMENTS PAR CONVERSION ET NON-INTERCHANGEABILITÉ

17. Il s'agit ici de la partie capitale de la présente communication. Afin de conserver l'exposé dans des limites raisonnables, il est bon de se reporter à Becker *et al.*, 1996, et Postner, 1996. Nous essaierons toutefois de proposer un exposé raisonnablement complet en ce qui concerne les principaux arguments. Une excellente documentation de référence concernant les problèmes empiriques de l'utilisation des résultats des enquêtes économiques

auprès des ménages dans une comptabilité nationale du type SCN figure dans diverses publications de l'ONU concernant le Programme de mise en place de dispositifs nationaux d'enquête sur les ménages (en particulier ONU, 1989). Une autre référence importante a été la toute récente communication conjointe de Richard et Nancy Ruggles, 1986.

18. L'approche *classique* consiste à présupposer que les microdonnées concernant les ménages, tirées de sources administratives ou d'enquêtes, doivent être agrégées immédiatement après leur vérification et avant de faire l'objet d'une série d'ajustements par conversion nécessaires pour les rendre compatibles avec les règles de la comptabilité nationale. Les *ajustements par conversion* font intervenir des questions statistiques de couverture, de classification, de transformation de concepts et de définitions, d'imputation et de combinaison, ainsi que des questions d'affectation et de réaffectation. Par souci de simplicité, on peut considérer la pondération des échantillons comme entrant dans le travail d'agrégation et les ajustements comme entrant dans la vérification. Ces points sont exposés en détail dans Becker *et al.*, 1996 et Postner, 1996, et ne seront donc pas répétés ici. Malheureusement, cette approche *classique* tend à « négliger le fait » que les services de statistique ont déjà appris à manipuler et traiter les microdonnées en vue des vérifications et à d'autres fins très étroitement apparentées.

19. L'agrégation des microdonnées concernant les ménages immédiatement après leur vérification, voire même en cours de vérification, enfreint un principe scientifique vieux de 100 ans, énoncé par le physicien autrichien Ludwig Boltzmann et souvent discuté dans le contexte de la théorie de l'information (voir un bref exposé à l'appendice A). Une approche plus scientifique militerait pour l'exécution des ajustements par conversion sur les microdonnées elles-mêmes, dans toute la mesure du possible, et pour le renvoi des opérations d'agrégation jusqu'au moment où tous les ajustements auront été menés à terme.

20. Mais cela n'est pas tout. On ne se rend évidemment pas compte que les divers ajustements par conversion ne sont en général *pas interchangeables* en matière d'agrégation lorsqu'il s'agit de processus d'ajustement non linéaires et de données hétérogènes (quand bien même des ajustements non linéaires peuvent parfois être remodelés sous une forme linéaire). Cela entraîne une conséquence importante, à savoir que, par exemple, deux services de statistique disposant d'ensembles identiques de microdonnées et d'informations auxiliaires pourraient facilement aboutir à des ensembles de macrodonnées sensiblement différents selon : 1) l'ordre choisi d'exécution des ajustements par conversion, et 2) le moment où l'étape où se situe le calcul des agrégats.

21. Si ce calcul est effectué trop tôt, les macrodonnées utilisées pour les comptes des ménages n'auront pas de fondation *explicite* de microdonnées (cela découle de Boltzmann). Mais lorsque les ajustements par conversion ne sont pas linéaires et lorsque le calcul des agrégats est effectué trop tôt, les ensembles de macrodonnées obtenues n'auront même pas de fondation *implicite* de microdonnées (du fait de la non-interchangeabilité). Les macrodonnées de la comptabilité économique des ménages n'auront alors qu'une relation vague et biaisée avec les comportements micro-économiques (ceux des unités prises individuellement) qui s'expriment dans les microdonnées relatives aux ménages et les sources auxiliaires étroitement apparentées. En un sens, l'argument avancé par l'école autrichienne, à savoir que seuls les microdonnées et le comportement des unités prises individuellement ont une signification économique, se trouverait confirmé.

22. Les considérations techniques sur lesquelles s'appuient les principaux points exposés dans les deux paragraphes précédents sont détaillées à l'appendice B, mais il convient toutefois de noter qu'un certain nombre de questions restées en suspens appellent un examen plus poussé.

23. Est-il possible de différer le calcul des agrégats comme on l'a indiqué plus haut ? S'il est décidé de le faire, de grandes possibilités se trouvent ouvertes, à condition d'adopter quelques directions nouvelles pour l'établissement des comptes agrégés des ménages. Mais ce n'est pas une question de tout ou rien ! Certaines composantes ou certains comptes subsidiaires des comptes nationaux des ménages pourraient s'appuyer sur une *forte* base de microdonnées, d'autres n'en avoir qu'une base *faible* (ou synthétique), enfin d'autres encore ne s'appuyer sur aucune de ces bases (si les ajustements de couverture dominent). Ces distinctions, déjà faites par Postner (1996), seront développées ici. Entre-temps, le but ultime recherché incite à réfléchir sur les applications et possibilités ouvertes par une comptabilité nationale qui repose sur de solides bases de microdonnées. Voici maintenant quelques exemples sommaires des nouveaux problèmes qui découlent des possibilités existantes ou, tout au moins, des possibilités éventuelles.

24. Une fois convenu de conserver les microdonnées, le problème du *choix* de la séquence des ajustements de conversion ressort de façon plus évidente. Même s'il est sans conteste admis par les statisticiens, il est apparemment négligé par les économistes pour qui l'*essentiel* paraît être la commodité administrative. Cette négligence des économistes tient probablement à deux raisons : 1) les microdonnées et les données auxiliaires à l'appui font trop tôt l'objet d'une agrégation et 2) l'absence de communication administrative entre les sources de microdonnées et les « derniers délais » d'établissement des comptes nationaux, y compris ceux des ménages.

25. Les avantages des ajustements par conversion au niveau des microdonnées sont évidents. Cela permet de tirer le profit maximal de toutes les données auxiliaires, appuyées sur des hypothèses économiques soigneusement réfléchies. C'est là le fondement de la science de la statistique économique comme l'ont si bien exposé Ruggles et Ruggles (1975). Le renvoi de tout travail d'agrégation jusqu'à l'achèvement de toutes les vérifications et de toutes les conversions permet d'obtenir des bases explicites et implicites de microdonnées pour l'établissement de la comptabilité macro-économique des ménages. C'est là que se situe donc le moment « optimal » pour procéder à l'agrégation, abstraction faite de toute considération administrative.

26. Mais existe-t-il également une séquence « optimale » des ajustements par conversion ? Lorsque les ajustements voulus et les moyens de les effectuer auront été formalisés dans le détail et appliqués aux microdonnées, nous estimons qu'une séquence « optimale » naturelle, fondée sur la signification économique, deviendra évidente (de même que la séquence « optimale » des ajustements devient apparente sur la base de la signification statistique des chiffres). Il ne s'agit pas là d'un exercice de style, car on sait qu'en cas de non-linéarité, ou plus exactement lorsque les linéarités ne sont pas universelles, les divers ajustements par conversion deviennent non interchangeables et peuvent même ne pas présenter d'associativité en ce qui concerne à la fois l'agrégation et leur relation réciproque (voir l'appendice B). Par contre, la *justification* primordiale d'une distinction, d'une manipulation et d'un traitement attentifs des ajustements par conversion disparaît dès que les microdonnées d'origine et les données auxiliaires correspondantes font l'objet d'une agrégation par commodité administrative.

27. Il est reconnu ici que les données initiales concernant les caractéristiques économiques des comptes des ménages peuvent souvent provenir d'administrations publiques, d'entreprises ou de sources du secteur financier, plutôt que d'enquêtes auprès des ménages ou d'enquêtes qui y soient étroitement associées. Cela ressort à l'évidence de Becker et al. (1996, tableau 4). Comment affecter ces données de sources extérieures et les relier à des microdonnées incomplètes et probablement peu fiables provenant d'enquêtes sur les ménages et obtenues auprès des administrations ? A ce problème de fond vient s'ajouter le fait que les données de sources « extérieures » sont typiquement agrégées au préalable ou bien incompatibles, aux fins de classification, avec les résultats des enquêtes auprès des ménages quelles qu'elles soient. Ces résultats n'offrent pas les moyens statistiques de choisir parmi les données sectorielles « extérieures » pour les assortir aux microdonnées « internes » sans recourir à des hypothèses arbitraires.

28. La solution proposée de ce problème est tout à fait simple : il faut élargir la portée des relevés des ménages et des enquêtes sur les ménages pour la rendre plus complète (Nations Unies, 1989) et, le plus possible, plus fiable (grâce à des vérifications). En « empruntant » dans les comptabilités extérieures les chiffres correspondant aux comptes des ménages, on renonce à l'essence même des comptabilités à double entrée et à quadruple entrée sur lesquelles repose essentiellement la comptabilité économique nationale (Postner, 1994). Les chiffres d'origine extérieure doivent servir à des vérifications et à la conciliation des comptes : ils ne se prêtent pas à une superposition sans équivoque !

29. De nouvelles possibilités existent pour l'intégration des données sectorielles « extérieures » avec les données « internes » concernant les ménages comme en témoignent les résultats du Symposium international sur l'intégration des données concernant les employeurs et les salariés, tenu en mai 1998 à Washington, D.C. Les nouveaux rapprochements de cette nature permettent d'échapper à certaines des difficultés que présente actuellement l'élaboration d'une comptabilité du secteur des ménages à partir de microdonnées dans le contexte du SCN 1993 généralement accepté [voir là encore Ruggles (1996) et Becker *et al.* (1996)].

30. Bien ! Mais que faire entre-temps ? En résumé, deux possibilités complémentaires entre elles s'ouvrent : 1) l'utilisation intégrale et *créative* de la statistique économique au sens le plus large (Ruggles et Ruggles 1975); et 2) la prise intégrale de conscience des *écueils* associés aux formules classiques de l'établissement des comp-

tes macro-économiques des ménages qui n'ont que des relations vagues et biaisées avec les micro-unités ménagères et n'offrent qu'un potentiel limité pour la simulation des politiques économiques.

#### IV. — QU'EN EST-IL MAINTENANT DES RELATIONS ENTRE MICRO ET MACRODONNÉES ?

31. Après mûre réflexion, l'auteur estime que le mieux à faire à vues humaines est de *tenter* de construire une comptabilité du secteur des ménages sur la base essentiellement des relations entre micro et macrodonnées. Cela signifie qu'il faut établir un ensemble de comptes nationaux macro-économiques des ménages qui reposent largement sur une base de microdonnées et, de préférence, de microdonnées explicites. Là encore, on se trouve parfois en présence de relations solides, parfois de relations faibles (ou synthétiques) entre micro et macrodonnées, et parfois encore d'une absence totale de relations, en fonction du degré et de la nature des conversions et de la mesure dans laquelle on parvient à différer l'agrégation des chiffres. Beaucoup dépendra aussi de l'emploi créatif de données auxiliaires à l'appui des conversions des microdonnées. Les diverses composantes (subdivisions) des comptes nationaux du secteur des ménages se distingueront entre elles de façon notable en ce qui concerne la possibilité d'attirer et d'absorber les relations entre micro et macrodonnées.

32. Les comptes macro-économiques du secteur des ménages décrits ici ne seront toutefois *pas* identiques aux comptes « publiés » qui sont censés entrer dans le cadre des comptes économiques nationaux d'ensemble et être intégralement conciliés avec eux.

33. La raison en est très simple. Une fois que les comptes du secteur des ménages sont présentés (et consolidés) sous la forme d'agrégats, ils font normalement l'objet d'une *série* de vérifications et d'ajustements de conciliation au niveau exclusivement macro-économique afin de parvenir à les rendre cohérents avec les autres comptes sectoriels agrégés de l'économie nationale. Une fois ces ajustements effectués, les nouveaux comptes agrégés des ménages se trouvent « décalés » par rapport à leur base de microdonnées, dans la mesure tout au moins où l'on s'est appuyé sur ces derniers. Là encore, les composantes (ou subdivisions) des comptes du secteur des ménages ne sont pas toutes affectées de la même façon par la série de conciliations. En fait, certaines peuvent demeurer intactes et ne pas varier. Mais c'est essentiellement sur les comptes des ménages que pèse principalement la charge de l'équilibrage des comptes dans l'ensemble de l'économie, en particulier quand le préposé à l'établissement des comptes des ménages cherche à demeurer fidèle aux principes de la comptabilité à quadruple entrée sans superpositions dépourvues d'équivoque.

34. Il n'existe malheureusement pas de moyen général de *reporter* au niveau des microdonnées les équilibres effectués à celui des macrodonnées sans procéder à une série d'hypothèses économiquement aberrantes (ou sans « revenir au point de départ » et, éventuellement, ne pas s'en écarter). Le mieux à faire consiste à « repérer » les écarts statistiques intervenus entre les comptes macro-économiques originaux des ménages et les mêmes comptes équilibrés. L'existence de ces écarts n'empêche pas toutefois d'utiliser les microdonnées qui ont servi de fondation à l'établissement des comptes agrégés originaux pour des travaux axés sur la politique économique, par exemple : la construction de modèles de simulation de microdonnées à partir des relations entre micro et macrodonnées (Arrow 1980), voire même la construction de modèles macro-économétriques compte tenu de ces mêmes relations, à *condition* que les relations soient explicites et raisonnablement solides, c'est-à-dire non contaminées par des distorsions de configuration et de distribution. Il faudra toutefois calibrer comme il convient la construction des modèles de façon à « ne pas perdre de vue » les écarts statistiques.

35. C'est pourquoi il n'est pas conseillé ni préconisé ici d'adopter intégralement la démarche de ce qui a été appelé les relations entre micro et macrodonnées. Il est à conseiller alors de ne pas prétendre que les micro et les macrodonnées ont été pleinement « intégrées ». Cela justifie notre emploi du terme « relations » plutôt que de celui d'« intégration ». Le repérage des écarts (éventuellement) généralisés résultant de la démarche suggérée devrait aussi contribuer à faciliter le travail et le dialogue à l'intérieur des services nationaux de statistique (« retour à la case départ »). En définitive, la publication des écarts statistiques pourrait contribuer à rétablir la confiance du public dans les services de statistique en donnant plus de « transparence » aux limitations et aux possibilités d'exploitation des comptes nationaux publiés par ces services.

## V. — CONCLUSIONS

36. Les récriminations concernant l'état des comptes économiques nationaux ne sont pas nouvelles, ni le fait seulement de comptes nationaux souffrant de « frustration ». Considérons par exemple cette citation de Kenneth Arrow (1980, p. 259) :

« En ce qui concerne le problème de l'agrégation, il semble être pris pour acquis qu'un modèle intégral de l'ensemble de l'économie devrait être cohérent avec la comptabilité du revenu national. Or, cela n'est pas nécessairement le cas. Comme il se trouve que nous sommes confrontés à un grand nombre de statistiques du revenu national, il y a des motifs évidents de chercher à les rendre cohérentes entre elles. Mais il se peut aussi que, sous l'angle des comportements individuels, les concepts nationaux actuels ne présentent en fait pas d'utilité. »

37. Plus récemment, Edmond Malinvaud (1995, p. 12) a stigmatisé : « L'agrégation exagérée de catégories hétérogènes » et « la non-inclusion dans les règles d'agrégation d'un nombre suffisant de variables individuelles ». Malinvaud a félicité de leurs efforts Richard et Nancy Ruggles (1986) qui, pour citer à nouveau Malinvaud (1995),

« ... sont allés jusqu'à faire valoir qu'il fallait élargir la portée des comptes nationaux et y incorporer des microdonnées représentatives des diverses catégories d'agents économiques. Cette proposition vaut la peine d'être prise en considération quand nous nous trouvons amenés à réfléchir à nouveau après la plus récente révision de nos systèmes. »

31. La présente communication n'est sûrement pas d'inspiration empirique car les exemples pratiques ne manquent pas dans les écrits statistiques. Elle entend plutôt proposer des indications et des principes conceptuels auxquels pourront souscrire les praticiens. Cela dit, il reste encore beaucoup de travail à faire, même dans le contexte ainsi choisi. On ignore encore par exemple dans quelle mesure les comptes du secteur des ménages peuvent se trouver « biaisés » lorsqu'ils sont établis à l'échelle macro sans s'appuyer sur une fondation implicite de microdonnées. Il pourrait être possible entre-temps d'estimer ces biais dans des cas simples au moyen de simulations expérimentales reposant sur une combinaison de chiffres réels et factices.

39. Dans un autre ordre d'idées, il ne s'agit pas simplement là encore de savoir s'il existe ou non une base de microdonnées. Il arrive qu'une de ces bases soit « en voie de constitution » ou bien « presque en place » pour un compte subsidiaire des ménages et que cela puisse certainement présenter quelque intérêt (voir l'appendice B).

40. Nous concluons donc comme suit : 1) Faute de préciser suffisamment les problèmes et les écueils qui y correspondent, par exemple ceux exposés plus haut, on risque d'aboutir à des comptes macro-économiques du secteur des ménages « mesurés » qui soient essentiellement impossibles à comparer sur le plan international et dans le temps. Il est impossible d'espérer que l'ampleur des biais économiques, quelle que soit la façon dont elle est mesurée, demeure « constante » à quelque égard que ce soit.

41. 2) Pour réduire au minimum les biais économiques de quelque façon qu'ils soient mesurés, il faut s'efforcer de procéder autant que possible à des ajustements par conversion des microdonnées vérifiées, c'est-à-dire d'en différer l'agrégation, même s'il faut pour cela « exploiter plus que de raison » les données auxiliaires existantes, voire « faire intervenir » des postulats synthétiques. Tous ces artifices permettraient au moins d'améliorer les méthodes. La simulation partielle de bases de microdonnées en vue de l'agrégation vaut mieux que la renonciation à toute base de microdonnées !

## Appendice A

42. La référence faite à Ludwig Boltzmann sous le point III peut être rattachée à J. von Neumann (1962, p. 342) où figure le texte cité maintenant tel quel :

« La contiguïté entre information et entropie comme la nature du lien entre elles sont inhérentes à la définition classique de l'entropie (abstraction faite d'un coefficient conventionnel constant) proposée par L. Boltzmann, à savoir le logarithme du « nombre de configuration ». Il s'agit là du nombre d'états

*a priori* également probables qui soient compatibles avec la description macroscopique de la situation, c'est-à-dire qui correspondent au nombre d'informations microscopiques non prises en compte dans la description macroscopique. »

43. Cette idée a exercé une influence considérable sur les économistes de l'école autrichienne, par exemple Ludwig von Mises et ses adeptes, représentés par Spadaro (1956) et autres. Le terme de « configuration » est utilisé dans un sens plus statistique par Postner (1996) et dans la présente communication.

## Appendice B

44. Cet appendice a pour but de donner des éclaircissements sur certains points techniques évoqués dans les parties III et V du texte. Nous n'avons retenu que les cas les plus simples nécessaires à cet effet.

45. A supposer que deux ménages se caractérisent par les microdonnées  $x_1$  et  $x_2$ , après vérification. Chaque microdonnée est conservée et appelle une série de conversions destinées à la rendre compatible avec les principes de la comptabilité nationale. On supposera qu'un seul *type* de conversion soit nécessaire et qu'il soit représenté par  $f$ . L'ajustement particulier pourra différer d'un ménage à l'autre en fonction éventuellement des données auxiliaires ou des observations  $x_1$  et  $x_2$  elles-mêmes. Pour plus de simplicité, nous représenterons les deux conversions (du même type) par  $f_1$  et  $f_2$ . Les deux microdonnées observées deviennent alors :

$$f_1(x_1) \text{ et } f_2(x_2)$$

46. C'est là en fait une base de microdonnées *explicite* de l'agrégat correspondant :

$$f_1(x_1) + f_2(x_2)$$

47. Si les deux microdonnées transformées ne sont pas conservées, les agrégats seuls ont une base *implicite* de microdonnées.

48. On supposera maintenant que les microdonnées (vérifiées) ne sont pas conservées telles quelles, mais sont immédiatement agrégées après vérification. L'agrégat des deux microdonnées observées, c'est-à-dire  $x_1 + x_2$ , doit alors faire l'objet d'une transformation similaire du même type représentée ici simplement par  $f$ . Cela donne :

$$f(x_1 + x_2)$$

formulation qui ne repose de toute évidence pas sur une base explicite de microdonnées. Mais la transformation de l'agrégat des deux microdonnées observées repose-t-elle sur une base implicite de microdonnées lorsque  $x_1 \# x_2$ , c'est-à-dire donne :

$$f(x_1 + x_2) \quad ? \quad f_1(x_1) + f_2(x_2)$$

49. Cela serait évidemment souhaitable. Le terme gauche de l'expression ci-dessus est ce que nous obtenons à partir d'une « agrégation immédiate », tandis que son terme droit est ce que l'on obtient d'une « agrégation différée ». Malheureusement, l'égalité entre les deux termes n'est *garantie* que lorsque toutes les transformations fonctionnelles sont linéaires et égales, de sorte que, de façon générale, l'« agrégation immédiate » fait perdre non seulement une base explicite de microdonnées mais également une base implicite.

50. Simplifions maintenant vraiment la situation en postulant qu'il n'existe qu'un ménage, ou bien, ce qui revient au même, que tous les ménages sont identiques. La microdonnée commune sera dite  $x$ . Mais supposons maintenant qu'il existe deux *types distincts* de conversions nécessaires pour assurer la compatibilité avec les principes de la comptabilité nationale. Ces deux types sont représentés par les transformations fonctionnelles  $g$  et  $h$ . Supposons qu'une nation procède aux deux conversions dans l'ordre  $g$  puis  $h$  et qu'une autre nation y pro-

cède dans l'ordre  $h$  puis  $g$ . Si les deux nations ont la même microdonnée commune concernant les ménages, à savoir  $x$ , aboutirait-on à :

$$h [g (x)] \stackrel{?}{=} g [h (x)]$$

51. Cela serait évidemment souhaitable. Malheureusement, l'égalité entre les deux termes de l'expression n'est *garantie* que lorsque les deux transformations fonctionnelles sont du type linéaire homogène. Sinon, les deux transformations *ne sont pas interchangeables*. En fait, dans le cas exposé plus haut, on peut dire que les deux opérations, c'est-à-dire l'agrégation avec des ménages différents et la conversion unique, ne sont elles-mêmes pas interchangeables. Ce qui importe vraiment, c'est l'ordre dans lequel les opérations sont effectuées !

52. Dans la réalité de la comptabilité nationale des ménages, on se trouve en présence de nombreux ménages et d'un nombre assez important de types de conversions à effectuer. Il n'est pas difficile de voir que, dans le cas le plus général, il y a véritablement avantage sur le plan économique à différer l'agrégation et à normaliser la séquence des conversions. De fait, toute action concrète dans ces directions vaudrait mieux que l'abstention ! On pourrait commencer par exemple par *caractériser* attentivement, en les comparant, les ajustements par conversion nécessaires. On pourrait également approfondir l'étude de la *possibilité matérielle*, sur les plans administratif et statistique, de différer l'agrégation.

53. Il faut noter enfin que les ajustements par conversion et le fait qu'ils ne sont pas interchangeables n'impliquent pas l'existence de relations fonctionnelles bien définies et continues. Des possibilités d'interchangeabilité pourraient également exister dans le contexte de relations moins précisément définies et non reliées entre elles avec les éléments déterminants qui caractérisent souvent les ajustements par conversion dans l'établissement des comptes économiques nationaux. On ne sait pas encore si les ajustements par conversion peuvent également ne pas être associés les uns avec les autres, mais il s'agirait là d'un phénomène naturel à étudier en raison de son parallélisme avec les dispositions administratives prises à l'intérieur des services de statistique.

## BIBLIOGRAPHIE

- Arrow, K. J., « Micro data Simulation: Current Status, Problems, Prospects », dans R. Haveman et K. Hollenback (éd.), *Microsimulation Models for Public Policy Analysis*, New York et Londres, Academic Press, vol. 2, 1980.
- Becker, B., Schweinfest, S. et van Tongeren, J. W., « Micro-macro Data Links and Household Satellite Accounting » communication au 24<sup>e</sup> Congrès général de l'IARIW, Lillehammer, Norvège, août 1996.
- Bergmann, B. et Bennett, R., « Macroeconomic Models on Microfoundations: Data Requirements », *Working Paper No. 1983-4, Department of Economics, University of Maryland*, 1982.
- Blackburn, K., « After Frameworks: What Then? », communication au 24<sup>e</sup> Congrès général de l'IARIW, Lillehammer, Norvège, août 1996.
- Blackburn, K. et Harrison, B., « Household Income and Expenditure: Relating the Micro and Macro Data Sets », communication au Congrès d'économistes, Université de Melbourne, juillet 1992.
- Cotton, C., « Fundamental Description of the Generalized Edit and Imputation System », document préparé à l'intention de Statistique Canada, Ottawa, août 1993.
- Malinvaud, E., « Economic Theory and Advances in National Accounting » *Courriers des statistiques*, version anglaise, n° 1 (annuels), 1995.
- Nations Unies, Statistical Data Editing: Methods and Techniques, *Statistical Standards and Studies*, vol. 1, n° 44, New York, 1994.
- \_\_\_\_\_, « Subsectoring of the Household Sector and the Macro-Micro Link », communication de la Direction centrale norvégienne de la statistique, *Séminaire sur les statistiques du revenu des ménages*, Genève, juillet 1991.
- \_\_\_\_\_, Programme de mise en place de dispositifs nationaux d'enquête sur les ménages : *Technical Report*, New York 1989.
- Nordbotten, S., « Editing and Imputation by means of Neural Networks », *Statistical Journal of the United Nations*, ECE, vol. 13, 1996.
- Postner, H. H., « From Here to Eternity and Back: Framing the Integration of Micro and Macrodata from a Pragmatic Viewpoint », communication au 24<sup>e</sup> Congrès général de l'IARIW, Lillehammer, Norvège, version révisée, octobre 1996.
- \_\_\_\_\_, « A Historical Note on Quadruple-Entry Bookkeeping », dans Z. Kenessey (éd.) *The Accounts of Nations*, IOS Press, Amsterdam, 1994.
- \_\_\_\_\_, « Linkages Between Macro and Micro business Accounts: Implications for Economic Measurement », *Review of Income and Wealth*, septembre 1988.
- Roddick, L. H., « Data Editing Using Neural Networks » document non publié, préparé à l'intention de Statistique Canada, Ottawa, février 1993.
- Ruggles, R., « The United Nations System of National Accounts and the Integration of Macro and Micro Data », dans J. W. Kendrick (éd.), *The New System of National Accounts*, Boston, Kluwer Academic Publishers, 1996.
- Ruggles, R., « Integration of Macro and Microdata: Discussion of Session Five », communication au 24<sup>e</sup> Congrès général de l'IARIW, Lillehammer, Norvège, août 1996.
- \_\_\_\_\_, « The United Nations System of National Accounts: Its Implementation for Developing Countries », *Conference on Development Analysis, Yale University*, mai 1992.

- Ruggles, R. et Ruggles, N., « The Role of Microdata in the National Economic and Social Accounts », *Review of Income and Wealth*, juin 1975.
- \_\_\_\_\_, « The Integration of Macro and Micro Data for the Household Sector », *Review of Income and Wealth*, septembre 1986.
- Shivakumar, S. J., « Validation as an Issue in National Accounting and Policy Analysis », communication au *Groupe d'experts sur la comptabilité satellite des ménages*, Nations Unies, New York, octobre 1997.
- Spadaro, L. M., « Averages and Aggregates in Economics », dans M. H. Sennholz (éd.) *On Freedom and Free Enterprise: Essays in Honor of Ludwig von Mises*, Princeton, New Jersey, Van Nostrand, 1956.
- Statistique Canada, *General Survey Processing: Products and Services, Information and Methodology*, Ottawa, septembre 1994.
- Tarski, A., *Introduction to Logic and to the Methodology of Deductive Sciences*, New York, Dover Publications, 2<sup>e</sup> édition, 1946.
- Van de Pol, F. et Bethléem, J., « Data Editing Perspectives », *Statistical Journal of the United Nations*, ECE, vol. 14, 1997.
- Von Neumann, J., « *Probabilistic Logics and the Synthesis of Reliable Organisms for Unreliable Components* », *Collected Works of Von Neumann*, Princeton University Press, 1962.



## **CHAPITRE IV**

### **RELATIONS ENTRE LE SECTEUR DES MÉNAGES ET D'AUTRES SECTEURS**



# **LES RELATIONS ÉCONOMIQUES DU SECTEUR DES MÉNAGES CONCERNANT, EN PARTICULIER, LEUR CONSOMMATION FINALE EFFECTIVE ET D'AUTRES RELATIONS AVEC LE SECTEUR DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

**Erling J. Fløttum**

Conseiller principal, Département de la statistique économique,  
Statistics Norway, Oslo, Norvège

## **I. — INTRODUCTION**

1. Les comptes décrits dans le SCN constituent un état complet et détaillé des activités économiques complexes qui s'exercent dans le cadre d'une économie, ainsi que des interactions entre les différents acteurs et groupes d'acteurs économiques (voir SCN 1993, § 1.1). Ces comptes sont conçus pour apporter des informations utiles pour les analyses du comportement des unités institutionnelles et de leurs activités, par exemple la production, la consommation et l'accumulation d'actifs (1.12). Le Système distingue deux grandes catégories d'unités institutionnelles, ou acteurs économiques, à savoir les ménages d'une part et, d'autre part, les personnes morales que sont les sociétés, les institutions sans but lucratif et les administrations publiques, y compris les administrations de sécurité sociale (1.13). L'introduction de l'ouvrage appelle l'attention sur l'interaction ou les liens entre les ménages et les autres unités institutionnelles. Nous allons étudier ici de plus près ces principales interactions, mais sans prendre en considération toutes les transactions visées par le SCN. On ne se référera pas, par exemple, aux comptes de patrimoine, aux actifs non financiers ni à l'emploi en tant qu'apport des ménages à la production.
2. Les transactions des ménages avec les administrations publiques revêtent une grande importance. Le secteur des ménages procède évidemment à des transactions avec d'autres secteurs, dont le reste du monde (par exemple, par le tourisme international), les ISBLSM (par exemple, sous la forme de cotisations et de dons) et le secteur des sociétés privées, principalement par le biais du marché et des acquisitions aux fins de consommation.
3. La présente communication se divise en deux parties : en premier lieu une partie sommaire qui traite des concepts, puis la partie principale qui concerne les méthodes de collecte des données et les expériences réalisées. La partie consacrée aux concepts traite de l'établissement des comptes économiques intégrés dans le SCN 1993. Celle consacrée à la collecte des données s'inspire de l'expérience du pays de l'auteur. En 1995, la Norvège a été un des premiers pays à mettre en œuvre le nouveau Système de comptabilité nationale. La partie consacrée à la collecte des données propose donc des exemples tirés de cette expérience nationale. Une partie importante de son contenu traite de la consommation finale effective qui est l'une des principales caractéristiques du nouveau SCN et le résultat des principales interactions entre le secteur des ménages et celui des administrations publiques.
4. Après la brève introduction que voici, le chapitre II dresse un état des principales relations théoriques entre le secteur des ménages et les autres secteurs, dans le contexte défini par la séquence des comptes du SCN. Les chapitres III à VI concernent les calculs. A titre d'introduction, le chapitre III expose le cadre général des sec-

teurs institutionnels, qui revêt une importance capitale pour la collecte des données dans ce domaine. Le secteur des ménages, celui des ISBLSM et celui des administrations publiques en particulier sont décrits dans leur contexte norvégien. Les chapitres IV et V analysent la consommation finale effective. Le premier décrit comment elle se calcule à partir des dépenses de consommation finale, tandis que le chapitre V analyse de plus près les branches de l'éducation et de la santé où les relations entre secteurs revêtent une importance capitale pour la distinction entre les dépenses finales des ménages et celles des administrations publiques, c'est-à-dire les deux principaux postes de la consommation dans le SCN. Au chapitre VI, l'établissement des comptes du secteur des ménages en Norvège, allant de celui de la production à celui de l'épargne, est illustré par des chiffres qui peuvent s'inscrire dans le tableau A.V.6 du SCN 1993, annexe V, partie II. On verra que les chiffres effectivement réunis en Norvège et ceux tirés de manuels internationaux ne concordent pas toujours. Enfin, le chapitre VII décrit les trois subdivisions du secteur des ménages. Il fait en premier lieu une distinction entre ses deux principales parties que sont les ménages et les ISBLSM. En second lieu, il divise le secteur des ménages entre ses sous-secteurs socio-économiques, conformément au SCN. En troisième lieu, il subdivise de nouveau le secteur des ménages en tenant compte d'autres critères de façon à constituer des groupes de ménages appropriés dans le contexte d'un compte satellite. Les deux premières opérations ont été menées à terme en Norvège, tandis que la troisième reste encore inachevée de sorte que sa description est plutôt sommaire.

## II. — RELATIONS ENTRE LE SECTEUR DES MÉNAGES ET LES AUTRES SECTEURS

5. Ces relations avec les autres secteurs au sens le plus large se composent de flux intersectoriels de toute nature. La plupart sont des transactions, entre lesquelles on distingue en premier lieu les transactions monétaires et les transactions non monétaires, puis les transactions avec ou sans contrepartie (3.9 *et seq.*). Le SCN distingue en plus de détails la réaffectation des transactions, par exemple leur réorientation, leur scission, ou encore l'identification de leur partie principale. Les transactions (ou opérations) non monétaires peuvent s'effectuer à l'intérieur d'une même unité institutionnelle ou entre deux d'entre elles sous la forme d'opérations de troc, de rémunérations en nature, de paiements en nature autres que des rémunérations, et enfin de transferts en nature.

6. L'exposé théorique qui suit concerne deux opérations comptables, c'est-à-dire les réaffectations des transactions et les transactions non monétaires. Il n'y est question qu'occasionnellement des principales transactions monétaires, et l'exposé ne cherche pas à être exhaustif. Les transferts sociaux en nature en provenance des administrations publiques et des ISBLSM constituent le lien qui permet la quantification de la consommation finale effective des ménages. Les relations entre les ISBLSM et les administrations publiques sont traitées, elles aussi, dans la partie qui concerne la collecte des données.

### A. — Le compte d'affectation du revenu primaire

#### 1. *La rémunération des salariés*

7. La rémunération des salariés est le premier poste inclus dans la séquence des comptes où s'inscrivent les flux entre les ménages et l'administration publique. Par le biais de la réorientation des opérations (ou transactions), ce poste apparaît dans le compte d'affectation du revenu où les cotisations sociales des employeurs sont comptabilisées comme un revenu des ménages, tandis que, dans le compte de distribution secondaire du revenu, ces contributions figurent dans les emplois des ménages. En dernière analyse, les cotisations sociales figurent en ressources (revenus) dans les comptes des administrations publiques. Ce traitement signifie également que les cotisations sociales des employeurs entrent dans les frais de main-d'œuvre et constituent une partie de la rémunération des salariés dans le compte d'exploitation. En général, les cotisations sociales des employeurs ne sont pas versées aux salariés, mais bien directement par les employeurs à l'administration ou aux caisses de sécurité sociale. Il convient de noter que ce traitement figurait lui aussi dans le SCN 1968.

8. Dans les traitements et salaires, qui constituent la partie principale de la rémunération des salariés, entrent les rémunérations en nature, c'est-à-dire les versements des employeurs (des divers secteurs) à leurs salariés (appartenant au secteur des ménages) sous la forme de biens ou de services et non pas d'espèces (3.38). Le nouveau SCN y introduit plus explicitement que l'ancien des flux non monétaires notables. Dans le cas des traitements et des salaires en espèces et en nature, les flux constituent des transactions entre deux parties, c'est-à-dire les employeurs des divers secteurs d'une part, les ménages de l'autre.

## *2. Les revenus de la propriété*

9. En matière d'assurances, une autre réorientation des opérations intervient. Les revenus de la propriété tirés du placement des réserves de certains fonds d'assurance-vie sont considérés comme versés aux assurés (du secteur des ménages) qui les reversent ensuite sous la forme de compléments de primes alors qu'en réalité ces revenus sont conservés par les compagnies d'assurance. Cela signifie que l'épargne des ménages comprend le montant des revenus de la propriété réorientés, à la différence de celle des compagnies d'assurance (3.27). Cette réorientation peut être considérée comme un flux spécial reliant le secteur des ménages à celui des sociétés financières. A noter que ce traitement figurait déjà dans le SCN 1968. La nouveauté, dans le SCN 1993, tient au fait que cette réorientation s'applique à la fois aux assurances-vie et aux assurances dommages.

10. Les prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés constituent encore un autre cas. Bien que les quasi-sociétés soient traitées comme des sociétés, leur propriétaire ou leurs propriétaires peuvent décider de prélever une partie ou la totalité du revenu de l'entreprise (7.115). Cela peut être considéré comme un lien entre le secteur des ménages et celui des sociétés, qui a pour but de distinguer le revenu de la quasi-société de celui de son propriétaire.

## **B. — Le compte de distribution secondaire du revenu**

### *1. Les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.*

11. Les impôts sont des paiements obligatoires en espèces ou en nature, sans contrepartie, versés à des administrations publiques, par des secteurs institutionnels dont celui des ménages est un des principaux. Les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. sont des transactions effectuées entre les ménages et les administrations centrales ou locales. Le lien entre les administrations publiques et les employeurs de divers secteurs, c'est-à-dire les dispositions qui enjoignent aux employeurs de prélever les impôts à la base, n'apparaît pas dans les comptes du SCN.

### *2. Les cotisations sociales*

12. Un lien de même nature entre le secteur des ménages et celui des administrations publiques existe dans le cas des cotisations sociales, si ce n'est qu'en outre les cotisations sociales réorientées des employeurs sont comptabilisées dans les emplois des ménages. La plupart des cotisations sociales sont comptées dans les ressources des administrations publiques, mais une partie entre également dans les comptes des secteurs des sociétés, puisque des cotisations sociales peuvent aussi être versées à des compagnies d'assurance ou à des fonds de pensions autonomes ou non (8.68). Ces cotisations sociales effectives proviennent aussi parfois d'employeurs à titre facultatif et sont alors réorientées à travers le secteur des ménages comme celles des employeurs tenus de cotiser.

13. Les cotisations sociales des employeurs sont de deux sortes : les cotisations effectives (dont il est question ci-dessus) et les cotisations imputées. Ces dernières sont des prestations sociales directes aux salariés, etc., sans intervention d'une compagnie d'assurance ni d'une caisse de pensions autonome (8.72), qui sont elles aussi réorientées à travers le secteur des ménages. Les salariés sont censés reverser à leurs employeurs le montant de ces prestations comme s'ils le versaient à un régime distinct d'assurances sociales. Il peut être difficile de détermi-

ner, dans la pratique, quel doit être le montant de ces cotisations imputées, mais les prestations effectivement versées au cours de la même période peuvent cependant constituer la meilleure estimation disponible (8.73). Les cotisations sociales payées par les travailleurs indépendants et les non-salariés, qui constituent un autre poste de même nature, sont traitées de la même façon que les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., et les cotisations sociales des employeurs et des salariés, si ce n'est que, dans leur cas, le seul revenu tiré de cette opération échoit au secteur des administrations publiques. Ces cotisations sont elles aussi en partie obligatoires, en partie facultatives.

### 3. *Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature*

14. Ce sont toutes les prestations d'assurance et d'assistance sociales en espèces et toutes les prestations d'assurance sociale fournies en espèces ou en nature dans le cadre de régimes privés avec ou sans constitution de réserves (8.77). Toutes ces prestations sociales échoient aux ménages. Les prestations d'assurance et d'assistance sociales en espèces sont à la charge des administrations publiques (ou des ISBLSM), tandis que les prestations sociales financées par des régimes privés sont à la charge du secteur des sociétés (principalement des compagnies d'assurance) et que les prestations sociales sans constitution de réserves peuvent provenir ou bien des administrations publiques, ou bien des sociétés.

15. Ces prestations sociales, de types divers, couvrent les risques ou les besoins en cas de maladie, d'invalidité ou bien d'accident ou de maladies du travail, ou encore de maternité; il en est versé aux survivants ou à titre d'allocations familiales pour la création d'emplois, en cas de chômage, pour le logement ou l'éducation et pour satisfaire à d'autres besoins de caractère général. Les prestations des régimes privés répondent aux mêmes risques ou besoins. Il en va de même des prestations d'assistance sociale qui, toutefois, ne relèvent pas de régimes d'assurance sociale financés par des cotisations.

### 4. *Les autres transferts courants*

16. Il s'agit de plusieurs transferts, de nature différente entre secteurs institutionnels, qui servent à des fins tout à fait diverses. Les plus importants, dans le cas du secteur des ménages, sont les primes et indemnités d'assurances dommages, les transferts courants aux ISBLSM, les transferts courants entre ménages (par exemple les remises en provenance de résidents ou de non-résidents), les amendes et les pénalités, les loteries et les paris, enfin les paiements d'indemnités. Les loteries et les paris peuvent être considérés comme des exemples de doubles transactions car les montants versés comportent deux composantes : la rémunération d'un service et un transfert courant résiduel payé au gagnant, qui est considéré comme un transfert entre ménages dans le Système.

17. Les transferts aux ISBLSM sont des paiements effectués par les ménages dont la plupart sont en espèces sous la forme de cotisations, de souscriptions, de dons volontaires, etc. Les transferts courants aux ISBLSM en provenance des administrations publiques peuvent eux aussi être assez substantiels dans certains pays (c'est du moins le cas en Norvège par exemple). Il convient de noter également que ces flux peuvent en partie servir de sources statistiques pour l'établissement de la séquence des comptes du secteur des ISBLSM, à partir du compte de production (voir plus loin).

## C. — Le compte de redistribution du revenu en nature

18. Les transferts sociaux en nature ne sont pas enregistrés dans le compte de distribution secondaire du revenu, et sont distingués des autres prestations sociales pour servir de lien avec le concept nouveau de revenu disponible ajusté qui doit, quant à lui, correspondre au nouveau poste de consommation finale effective. Les dépenses de consommation finale des administrations publiques et des ISBLSM au profit des ménages sont entreprises dans le but d'effectuer des transferts sociaux en nature comptabilisés d'autre façon que les autres transferts en nature (8.38). Dans le Système, les transferts sociaux en nature figurent en ressources dans le

compte de redistribution du revenu en nature dans le cas des ménages et en emplois dans celui des administrations publiques et des ISBLSM.

19. Les transferts sociaux en nature comprennent les prestations sociales en nature et les transferts de biens ou de services individuels non marchands. Les prestations sociales sont des biens ou des services effectivement acquis par les ménages, puis remboursés, ou bien fournis directement aux ménages bénéficiaires. Dans ce cas, les administrations publiques ou les ISBLSM, soit produisent les biens et les services elles-mêmes, soit les acquièrent directement auprès des producteurs au profit des bénéficiaires. On en citera comme exemples les traitements médicaux, les hospitalisations, les appareils ou matériels médicaux, ainsi que les biens ou services similaires pour la couverture de risques ou de besoins sociaux. Il faut en déduire les paiements effectués par les ménages eux-mêmes. En dehors des prestations sociales en nature, les transferts sociaux en nature comprennent les transferts de biens ou de services individuels non marchands fournis gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs par des producteurs non marchands aux administrations ou aux ISBLSM. Au total, les transferts sociaux en nature sont des revenus correspondant aux dépenses de consommation à destination individuelle des administrations publiques et des ISBLSM. Ces transferts donnent lieu à deux types d'opérations. Les dépenses de consommation finale en biens ou en services sous la forme de transferts sociaux en nature sont comptabilisées au débit des administrations ou des ISBL qui en supportent le coût. Il peut s'agir d'opérations monétaires ou non selon que les biens ou les services sont achetés à des producteurs marchands ou proviennent de producteurs non marchands appartenant au secteur des administrations publiques ou à celui des ISBL. Les transferts sociaux en nature sont alors enregistrés comme un ensemble d'opérations non monétaires entre les administrations ou les ISBL et les ménages qui consomment effectivement les biens ou les services en question, dont la valeur est assimilée aux dépenses engagées (3.43).

20. Ainsi est établi le lien avec le compte d'utilisation des revenus. La consommation finale effective des ménages, individuelle dans tous les cas, est composée des dépenses de consommation à destination individuelle des administrations (sous la forme de transferts sociaux en nature), des dépenses de consommation des ISBLSM (elles aussi sous la forme de transferts sociaux en nature) et de la somme des dépenses de consommation finale des ménages. Par convention, tous les biens et les services fournis pour la consommation par les ISBLSM sont considérés comme à destination individuelle (dépenses de consommation finale des ISBLSM = dépenses de consommation des ISBLSM à destination individuelle).

#### **D. — Le compte d'utilisation du revenu**

21. Le terme de « consommation » peut être ambigu et trompeur, car il désigne parfois les dépenses de consommation, parfois les acquisitions de biens ou de services de consommation, et parfois aussi l'utilisation physique des biens et des services pour la satisfaction directe des besoins de l'être humain (9.74). L'emploi de ce terme dans le SCN 1968 désignait principalement les « dépenses de consommation » sans faire l'objet d'aucune autre interprétation. Avec la nouvelle distinction entre dépenses de consommation et consommation finale effective, on peut éviter cette ambiguïté. Par contre, il faut, pour cela, faire une autre distinction entre les dépenses de consommation à destination individuelle d'une part, collective de l'autre.

22. Les dépenses de consommation, c'est-à-dire la consommation vue sous l'angle des dépenses, se réfèrent aux unités institutionnelles (les payeurs) qui assument effectivement ces dépenses et partant en décident et financent en principe leur montant. La consommation finale effective, c'est-à-dire la consommation vue sous l'angle des acquisitions, se réfère aux unités institutionnelles (acquéreurs ou consommateurs) qui acquièrent effectivement les biens et les services et profitent de leur utilisation. Dans le cas des ménages, cela peut faire une grande différence du fait, principalement, que les administrations publiques contribuent dans beaucoup de pays pour une part notable aux acquisitions de biens et de services de consommation par les ménages.

23. La consommation finale effective des ménages est celle de biens et de services individuels à titre « privé », par opposition aux « biens collectifs ». Ces dépenses de consommation individuelle sont la somme de trois composantes : d'abord, et principalement, les dépenses de consommation des ménages; en deuxième lieu les dépenses de consommation des ISBLSM; et en troisième lieu la fraction à destination des dépenses de

consommation des administrations publiques. Les biens et les services acquis pour la consommation individuelle des ménages proviennent donc de trois secteurs institutionnels et sont financés par chacun d'eux, c'est-à-dire que les ménages eux-mêmes, les ISBLSM et les administrations publiques y apportent tous leur contribution.

24. Le problème posé par l'identification concerne seulement les administrations publiques. Leurs dépenses de consommation à destination individuelle doivent être distinguées de leurs dépenses de consommation à destination collective. La démarcation entre biens et services individuels et biens et services collectifs s'effectue dans le Système grâce à la Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP) qui va être révisée (dont la version révisée est dite version 1997), et les dépenses de consommation des administrations publiques à destination individuelle constituent la dernière partie (partie 14) de la Nomenclature révisée des fonctions de la consommation individuelle (COICOP). Les paragraphes qui suivent se réfèrent à la fois à la CFAP figurant dans le SCN 1993 et sa version 1997 révisée.

25. Dans la CFAP du SCN 1993, les dépenses de consommation à destination individuelle des administrations publiques sont par convention les suivantes :

a) En général :

- 04 Les affaires et services de l'enseignement
- 05 Les affaires et services de santé
- 06 Les affaires et services relevant de la sécurité sociale et des œuvres sociales
- 08.01 Les affaires et services relevant des loisirs et des sports
- 08.02 Les affaires et services relevant de la culture

b) Si elles sont importantes

- 07.11 (une partie de) la fourniture de logements
- 07.31 (une partie) du ramassage des ordures ménagères
- 12.12 (une partie de) l'exploitation du système de transports

c) En excluant de a et b :

Les dépenses d'administration en général, de réglementation, de recherche, etc., entrant dans chaque catégorie (qui doivent toujours être considérées comme à destination collective).

26. Les dépenses de consommation à destination individuelle des administrations, lorsqu'on se réfère à la version 1997 révisée de la CFAP, comprennent par convention :

1. Santé

- 1.1 Produits, appareils et matériels médicaux
- 1.2 Services médicaux externes
- 1.3 Services dentaires externes
- 1.4 Services médicaux externes
- 1.5 Services hospitaliers
- 1.6 Services de santé publique

2. Services

- 2.1 Services de sport et de loisirs
- 2.2 Services culturels

- 3. Services d'éducation
  - 3.1 Enseignement préprimaire et primaire
  - 3.2 Enseignement secondaire
  - 3.3 Enseignement du troisième degré
  - 3.4 Enseignement non défini selon le degré
  - 3.5 Services subsidiaires de l'enseignement
- 4. Services de protection sociale
  - 4.1 Services de protection sociale
- 5. Logement
  - 5.1 Services de logement
  - 5.2 Services de ramassage des ordures et d'assainissement

27. Les dépenses de consommation des administrations publiques non considérées comme à destination individuelle sont ainsi classées comme à destination collective. Comme ces dépenses sont nécessairement à destination individuelle ou collective, les secondes constituent la consommation finale effective de ces administrations, tandis que leurs dépenses à destination individuelle entrent dans la consommation finale effective des ménages.

## **E. — Le compte de capital**

28. Un transfert en capital est un transfert au cours duquel la propriété d'un actif est transférée ou qui oblige une des parties ou les deux à acquérir ou à céder un actif (8.3). Dans les transferts en capital entrent les impôts sur le capital, les aides à l'investissement et les autres transferts en capital. Les ménages peuvent fort bien être parties à ces transactions, par exemple dans le cas des impôts sur le capital comme les droits de succession qu'ils doivent verser à l'administration publique. Même si, en principe, les aides à l'investissement ne devraient pas faire intervenir des ménages (sinon en qualité de producteurs finançant en partie le coût de leurs acquisitions d'actifs fixes), les autres transferts en capital peuvent comprendre, par exemple, les donateurs et dons importants faits par les ménages aux ISBL pour financer leur formation brute de capital fixe.

## **III. — LES SECTEURS INSTITUTIONNELS**

29. Les liens déjà décrits plus haut sur le plan conceptuel sont analysés dans les parties III à VI sous l'angle des calculs concrets. Le principal sujet traité est celui de la consommation finale effective. Les essais d'estimations révisées de la consommation constituent la partie essentielle du travail de comptabilité nationale en Norvège, qui a conduit au calcul d'estimation de la consommation finale effective venant compléter les estimations classiques des dépenses de consommation finale.

30. Dans toute la partie de la communication consacrée aux calculs, il est fait référence à l'application du SCN 1993 en Norvège. Un grand progrès a été accompli lorsque, pour la première fois, a été établie la séquence complète des comptes du secteur des ménages, à partir du compte de production. Dans les comptes nationaux antérieurs, ce secteur avait été considéré dans une large mesure comme résiduel. Les nouvelles estimations des activités des travailleurs indépendants, fondées sur des chiffres comptables, ont été calculées de façon indépendante pour construire les comptes de production et d'exploitation du secteur des ménages. Il faut ajouter que l'intégration des comptes des secteurs institutionnels dans les comptes de l'économie nationale selon le nouveau système s'appuie sur une base de données commune directement reliée aux bases de données des comptes des administrations publiques.

31. On continue de travailler à l'élaboration de comptes des sous-secteurs des ménages et à l'utilisation de chiffres concernant les ménages pour l'établissement des comptes de ce secteur. Une partie du travail effectué précédemment en Norvège au sujet des catégories socio-économiques de ménages a été récemment revu dans le dessein de trouver une approche plus générale des relations entre macro et microdonnées, parallèlement à la subdivision du secteur des ménages en sous-secteurs comme dans le SCN 1993. Afin de mieux faire comprendre les descriptions qui suivent concernant les secteurs et sous-secteurs des ménages, des ISBLSM et des administrations publiques, l'organigramme des secteurs institutionnels adopté en Norvège est décrit dans la partie III.

### **A. — Le secteur et les sous-secteurs des ménages**

32. Dans la nouvelle comptabilité nationale norvégienne, le secteur des ménages regroupe tous les particuliers en tant qu'acteurs économiques, l'unité institutionnelle étant une personne ou un groupe de personnes. Définis en tant qu'unités institutionnelles, les ménages comprennent les entreprises individuelles qui appartiennent à des ménages, qui produisent pour le marché ou pour une utilisation finale propre, et dont l'exploitation fait partie intégrante de l'activité du ménage.

33. Il y a encore peu de temps, le secteur des ménages tel qu'il était défini en Norvège englobait aussi les ISBLSM, et, comme dans beaucoup d'autres pays, les chiffres concernant les ménages; et ceux concernant les institutions étaient combinés dans les publications, c'est-à-dire que les ISBLSM constituaient un sous-secteur non distinct du secteur des ménages. Lors de la révision générale de 1995, il a été fait, dans le cas de certains postes tels que les dépenses de consommation finale, une distinction entre les ménages et les ISBLSM. Puis, dans les comptes nationaux publiés en 1997, la séquence complète des comptes, depuis celui de la production jusqu'à celui de la capacité nette de financement, a été présentée d'une part pour les ménages, de l'autre pour les ISBLSM.

34. Le SCN 1993 distingue dans le secteur des ménages quatre sous-groupes : les employeurs, les travailleurs pour compte propre, les salariés, enfin les bénéficiaires de revenus de la propriété ou de revenus de transferts; il subdivise encore ce quatrième groupe en bénéficiaires de revenus de la propriété, bénéficiaires de pensions et bénéficiaires d'autres revenus de transferts. Le SCN 1993 fait également état d'autres subdivisions fondées sur d'autres critères économiques, socio-économiques ou géographiques. Le Système européen de comptabilité économique intégrée (ESA) de 1995 comporte une sous-sectorisation légèrement différente (employeurs, salariés, bénéficiaires de revenus de la propriété ou de transferts et autres ménages, avec la même subdivision secondaire en bénéficiaires de revenus de la propriété et bénéficiaires de revenus de transferts).

35. Le SCN 1993 se réfère au principe de la sous-sectorisation en fonction de la nature de la principale source de revenu (4.153). Ainsi, le sous-groupe des « employeurs » réunirait les ménages dont la principale source de revenu est le revenu mixte des employeurs. Selon le SCN, il faut distinguer les types suivants de revenus des ménages : les revenus mixtes des employeurs, les revenus mixtes des travailleurs pour compte propre, la rémunération des salariés et les revenus de la propriété ou de transferts. Lorsqu'un ménage a plusieurs revenus d'origines différentes, son classement doit s'effectuer en fonction du revenu total de chaque type. Les autres formules de sous-sectorisation supposent en général l'identification d'une personne de référence, « le chef de ménage », qui est normalement la personne dont le revenu est le plus élevé. Le SCN 1993 (4.156) permet le regroupement des ménages en sous-secteurs en fonction du revenu principal de la personne de référence s'il n'est pas possible de s'appuyer sur la source principale des revenus du ménage.

36. Des considérations liées aux données recueillies sur le plan national jouent nécessairement un rôle important dans le choix des sous-secteurs à distinguer en comptabilité nationale. En Norvège, les enquêtes annuelles sur le revenu des ménages (avec un échantillon de 13 000) et sur les dépenses de consommation (avec un échantillon plus modeste de 1 300) sont des sources capitales d'informations. Les premières en particulier exercent une influence majeure sur le choix des sous-secteurs des ménages. Une ventilation par branche d'activité a été envisagée en considérant les ménages en tant que producteurs, de même qu'une ventilation sur la base de statis-

tiques fiscales. D'autres sources apportent également des informations sur les ménages, par exemple les enquêtes sur la population active ainsi que les recensements de la population et des habitations.

37. Les données réunies en Norvège ont conduit à adopter le principe de la sous-sectorisation selon le revenu principal. Les employeurs sont définis comme apportant le principal revenu s'ils sont des travailleurs indépendants ou si leur revenu principal est un revenu mixte. Ils sont subdivisés en deux groupes : les employeurs dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche et les employeurs des autres branches. Dans un pays tel que la Norvège, le revenu des employeurs agricoles dépend en grande mesure des pouvoirs publics, et c'est là la principale raison de cette distinction. Les salariés constituent le sous-secteur le plus nombreux. Il aurait été possible de les subdiviser selon qu'ils perçoivent une rémunération de salariés, une rémunération de salariés accompagnée d'un revenu mixte, ou encore des pensions, etc., mais cette subdivision n'a toutefois pas encore été effectuée. Les bénéficiaires de pensions constituent un sous-groupe déjà important qui le devient de plus en plus. Le dernier sous-groupe considéré est celui des autres ménages, c'est-à-dire les ménages collectifs (composés de personnes vivant en permanence dans des collectivités), et les bénéficiaires de revenus de la propriété ou d'autres revenus de transferts (c'est-à-dire autres que les pensions et similaires). Le SCN et l'ESA recommandent de distinguer des autres les deux derniers de ces groupes mais, comme ils sont peu importants en Norvège, ils ne seront pas, tout au moins aux fins de publication, traités séparément. Dans les calculs, les ménages collectifs constituent un sous-groupe distinct (mais ils sont combinés avec les autres dans les publications).

## **B. — Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)**

38. Il est de tradition dans la plupart des pays d'inclure dans le secteur des ménages les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), et cela principalement en raison de l'insuffisance des données. Le SCN 1993 a toutefois précisé le concept d'ISBLSM en décrivant mieux leurs activités en comptabilité nationale. Il reste encore à résoudre des problèmes de données, ce qui pourrait impliquer des entorses aux principes du SCN. L'une de ces entorses est que les ISBL contrôlées et principalement financées par les administrations publiques, qui devraient être comprises dans ce secteur (4.62), sont regroupées en Norvège avec les ISBLSM. Il s'agit d'entités qui ont leur comptabilité propre mais dont le détail des coûts des productions ne figure pas dans les comptes des administrations centrales ou locales. C'est pourquoi leur assimilation aux ISBLSM est considérée comme la meilleure solution possible.

39. Dans la nouvelle comptabilité nationale norvégienne, plusieurs productions sont spécifiées comme relevant des ISBLSM : l'enseignement (primaire et secondaire), les activités médicales et paramédicales (prestations hospitalières, prestations ambulancières), les actions sociales (prestations sociales avec accueil et autres prestations sociales, par exemple celles assurées en cas de catastrophe ou sous la forme d'aides sociales), les soins infirmiers combinés (prestations infirmières combinées aux personnes âgées et aux handicapés), activités d'organisations mutuelles (prestations syndicales, autres prestations de mutuelles), les activités cinématographiques et autres activités du spectacle, les activités d'information et les activités culturelles (créations et interprétations artistiques), bibliothèques, archives, musées et autres prestations culturelles), enfin les activités sportives et autres activités de loisirs (prestations sportives, constructions pour compte propre pour le sport ou les autres activités de loisirs). Le niveau d'activité spécifié est conforme à la ventilation habituelle des activités dans les cas de la production marchande et celui des autres productions non marchandes).

## **C. — Le secteur des administrations publiques et ses sous-secteurs**

40. Dans la description des relations du secteur des ménages avec les autres secteurs, il faut prendre en compte le secteur des administrations publiques et ses sous-secteurs, car ce sont eux avec lesquels le secteur des ménages a le plus de relations. Le Système propose deux variantes pour la sous-sectorisation de ce secteur. La première distingue quatre sous-secteurs : l'administration centrale, les administrations d'Etats fédérés, les administrations locales et les caisses de sécurité sociale (4.114), et la seconde répartit les caisses de sécurité sociale entre les trois autres sous-secteurs selon celui dans le cadre duquel elles travaillent (4.115). Ainsi, l'activité d'un ré-

gime général d'assurance nationale (c'est-à-dire des caisses de sécurité sociale opérant au niveau de l'administration centrale) pourrait faire partie intégrante de cette administration. Le choix entre les deux méthodes dépend principalement de la taille ou de l'importance des caisses de sécurité sociale du pays et de la façon dont elles sont gérées (4.116). Il n'est pas indispensable de distinguer un sous-secteur des administrations d'Etats, sauf dans les pays ayant une Constitution de type fédéral ou dans ceux où les pouvoirs fiscaux, législatifs ou exécutifs sont décentralisés d'autre manière.

41. En Norvège, c'est l'intégration des caisses de sécurité sociale dans l'administration centrale qui a été choisie comme variante. Le sous-secteur de l'administration centrale regroupe les trois secteurs institutionnels distingués dans les statistiques financières de l'Etat. Il s'agit : i) du gouvernement central; ii) des administrations de sécurité sociale (l'Assurance nationale générale, les autres régimes d'assurance gérés par cette administration, la Caisse nationale d'assurance et l'Assurance des retraites des gens de mer); enfin iii) les autres administrations centrales (comptes d'avances et de dépôts, Trésor public, caisses de péréquation des prix, caisses de pensions des agents de la fonction publique, fonds spéciaux du gouvernement central et Institut norvégien de garantie des crédits à l'exportation). Il n'a pas été distingué de secteur de la sécurité sociale dans les comptes nationaux car ces caisses ne sont pas suffisamment autonomes. La taille n'a pas été jugée jouer à cet égard un rôle important, même si la sécurité sociale compte pour quelque 30 % dans les recettes et les dépenses de l'administration centrale.

42. Dans la nouvelle comptabilité nationale norvégienne, le secteur des administrations publiques en général se compose seulement de deux sous-secteurs principaux, l'administration centrale et l'administration locale. Dans les statistiques financières de l'Etat, les comptes des administrations locales sont ceux des communes et ceux des comtés. Ces derniers constituent un échelon intermédiaire de l'administration (soit 19 en Norvège, pour 435 communes), mais les comtés n'ont pas suffisamment d'autonomie pour être considérés comme un sous-secteur assimilable à une administration d'Etat. On distingue, dans les calculs, plus de sous-secteurs dont trois pour l'administration centrale : i) la partie financière, y compris l'Assurance nationale générale; ii) les autres parties de l'administration centrale; enfin iii) la partie fiscale. De même, l'administration locale est divisée en trois parties : i) les comtés; ii) les communes; et iii) l'administration fiscale locale. Ce dernier sous-secteur a été distingué pour des raisons techniques car le compte de ses recettes et de ses dépenses permet de différencier les chiffres comptabilisés respectivement sur la base de l'exercice et sur la base de la gestion.

#### IV. — LA CONSOMMATION EFFECTIVE DES MÉNAGES

43. Afin de décrire comment se calculent les divers postes à partir desquels estimer en définitive la consommation finale effective des ménages, il est bon d'avoir une idée claire des principaux résultats finals qui figurent au tableau 1. On a choisi l'année 1990 à titre d'exemple comme dans la documentation détaillée sur le PNB norvégien remise à Eurostat et publiée plus tard en 1996 par Statistics Norway dans sa série Documents (96/5 et 96/6).

44. Il ressort du tableau 1 que la consommation des ménages a augmenté d'un tiers, soit de 338,2 à 450,1 milliards de couronnes lorsqu'on est passé du concept de dépenses de consommation à celui de consommation finale effective. Sous un autre angle, les ménages eux-mêmes prennent en charge 75 % de leur consommation finale, les administrations locales y contribuent pour un sixième, tandis que des contributions relativement modestes (4 % chacune) proviennent de l'administration centrale et des ISBLSM. Le tableau révèle également que la plus grande partie (plus de 80 %) des dépenses de consommation des administrations locales sont à destination individuelle et que c'est le contraire dans le cas du gouvernement central (70 % de dépenses à destination collective et juste 30 % à destination individuelle).

**TABLEAU 1. Consommation effective des ménages, Norvège, 1990**

	Milliards de couronnes	Pourcentage Total	PNB
Consommation finale effective des ménages . . . . .	450,1	100,0	62,3
Dépenses de consommation des ménages . . . . .	338,2	75,1	46,8
Dépenses de consommation des ISBLSM . . . . .	18,9	4,2	2,6
Dépenses de consommation de l'administration centrale . . . . .	61,3		
— A destination individuelle . . . . .	18,5	4,1	2,6
Dépenses de consommation des administrations locales . . . . .	88,1		
— A destination individuelle . . . . .	74,5	16,6	10,3

**A. — Estimation des dépenses de consommation finale**

45. Le calcul des dépenses de consommation finale des ménages, des ISBLSM et des administrations centrale et locales est une étape fondamentale de l'estimation de la consommation finale effective des ménages. Les dépenses de consommation finale sont l'un des principaux agrégats de la comptabilité nationale. Celles des trois secteurs combinés représentent souvent les trois-quarts, voire plus, du PIB. Dans un pays tel que la Norvège, qui connaît un excédent d'exportations et une propension relativement élevée à la formation du capital, la part du PIB représentée par les dépenses de consommation finale a récemment diminué, revenant à 70,2 % en 1990 selon les estimations basées sur le SCN 1993 révisé, contre 71,9 % pour la même année conformément à l'ancien SCN 1968. La composition des dépenses de consommation finale avant et après l'application du nouveau système est indiquée au tableau 2. Les dépenses de consommation des ISBLSM n'ont pas été estimées selon le SCN 1968 mais ont été groupées avec les dépenses de consommation des ménages pour obtenir les dépenses de consommation finale privées. Un calcul effectué à titre d'essai selon le SCN 1968 dans le cas des ISBLSM pourrait être de l'ordre de seulement 3 milliards de couronnes, soit 0,5 % du PIB de 1990.

**TABLEAU 2. Dépenses de consommation finale, Norvège, 1990**

(en milliards de couronnes et en pourcentage du PIB)

	Avant révision (SCN 1968)	Contribution au PIB	Après révision (SCN 1993)	Contribution au PIB
Dépenses de consommation finale . . . .	475,2	71,9	506,6	70,2
— Ménages . . . . .	336,1	50,9	338,2	46,8
— ISBLSM . . . . .	..	..	18,9	2,6
— Administration centrale . . . . .	56,1	8,5	61,3	8,5
— Administrations locales . . . . .	83,0	12,6	88,1	12,2

**1. Les dépenses de consommation des ménages**

46. Il est fait appel à quatre sources pour l'estimation, dans la nouvelle comptabilité nationale norvégienne, des dépenses de consommation finale des ménages : i) les enquêtes sur la consommation des ménages; ii) les statistiques du commerce de détail; iii) diverses informations sur les prix et les quantités et d'autres statistiques supplémentaires; et enfin iv) la méthode du flux de produits. On combine ces sources en quatre temps. Dans un

premier temps, les données réunies grâce aux enquêtes sur la consommation des ménages servent pour une ventilation détaillée tandis que les totaux correspondants sont comparés aux statistiques du commerce de détail pour combiner les consommations totales avec celles par branches de la NACE. Dans un deuxième temps, on fait de préférence appel à d'autres sources pour des consommations particulières. Dans un troisième temps, il est procédé à un ajustement pour aligner les taux de croissance des totaux sur ceux enregistrés dans les subdivisions NACE du commerce de détail. Dans un quatrième temps, enfin, il est procédé à des ajustements des chiffres correspondant soit aux catégories détaillées de la consommation en se basant soit sur la variation générale des données des enquêtes sur les ménages, soit sur la méthode des flux de produits, soit encore directement sur les résultats des enquêtes sur les ménages.

47. Il est calculé des estimations détaillées distinguant quelque 110 catégories de consommations et faisant intervenir un grand nombre de flux de produits. La nomenclature des produits utilisée dans la nouvelle comptabilité nationale norvégienne distingue environ 1 000 produits dont environ la moitié sont des biens ou des services qui entrent partiellement ou intégralement dans les dépenses de consommation des ménages. La ventilation par produit est fondée sur la CPA (généralement à 2 ou 3 chiffres ou en combinaison). La ventilation des consommations suit de près celle de la COICOP adoptée dans le SCN 1993. Une note de l'OCDE datant de 1986 nous a aidés à constituer la nomenclature détaillée à trois chiffres adoptée dans notre nouvelle comptabilité. La part des services y a été accrue pour constituer près de 40 % du nombre total des groupes de consommation. Les biens y sont également subdivisés en durables, semi-durables et non durables.

48. Pour en revenir aux sources, les enquêtes sur la consommation des ménages sont réalisées chaque année en Norvège depuis 1974. Elles ont notamment pour but d'apporter des chiffres qui serviront en comptabilité nationale mais, jusqu'à la récente révision générale, ces chiffres ne servaient principalement qu'aux fins de vérifications. Or, leur qualité a récemment augmenté et leur utilisation en comptabilité nationale s'est développée en conséquence, à la fois pour le calcul des estimations de référence et comme moyen d'établir les comptes annuels. Les enquêtes annuelles sur la consommation des ménages portent sur toutes les catégories de produits de consommation. Au moment de la rédaction du présent rapport, les postes d'ajustement, à savoir les achats directs à l'étranger de ménages résidents et les achats directs en Norvège de ménages non résidents, sont toujours pris en compte dans les estimations. Ils vont en être exclus et les résultats des enquêtes sur la consommation des ménages pourront alors être utilisables plus directement en comptabilité annuelle.

49. Les statistiques annuelles du commerce de détail sont calculées à partir d'informations contenues dans le *Business Register* de Statistics Norway qui renseigne sur l'emploi et le chiffre d'affaires et dont les données sont actualisées chaque année par la prise en compte des nouveaux établissements à partir d'informations tirées des états de la TVA ou de l'*Annuaire* des employeurs. Les informations sur l'emploi et le chiffre d'affaires de l'année précédente sont réunies directement au moyen d'une enquête annuelle qui porte sur la plupart des établissements. Dans le cas des entreprises qui comportent un seul établissement, le chiffre d'affaires est extrait directement des états de la TVA, source qui a beaucoup amélioré la qualité des chiffres et permis d'obtenir une meilleure couverture. Les chiffres de l'emploi et du chiffre d'affaires sont ventilés par branches d'activité (actuellement selon la NACE Rev.1 et non plus la CITI Rev.2 comme avant la révision générale). Cette source sert pour l'estimation des consommations de biens de diverses catégories au moyen d'une matrice recoupant ces catégories par branches d'activités. Pour obtenir à partir de là les chiffres pour l'ensemble du commerce de gros et de détail, on se base aussi sur les comptes annuels des grandes entreprises.

50. Diverses données concernant les prix et les quantités servent pour le calcul des chiffres de certaines catégories de produits de consommation. Ainsi, l'indice des prix à la consommation des boissons et tabacs est combiné avec des informations sur leurs quantités pour obtenir des estimations en valeurs courantes. D'autres sources d'appoint sont les enquêtes annuelles sur les travaux de réparation (COICOP 2, Vêtement et chaussure), diverses statistiques concernant les logements (y compris les enquêtes sur les loyers effectifs), les statistiques annuelles de la consommation d'électricité et d'énergie en général (COICOP 3, Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles), les comptes de l'administration centrale et ceux des administrations locales, les sondages concernant les revenus des médecins, dentistes, etc. du secteur privé (COICOP 5, Santé), les comptes annuels et les statistiques de divers services de transport, les nouvelles immatriculations de véhicules automobiles (COICOP 6, Transports), les sources de données concernant la production des branches NACE 92 (COICOP 7,

Loisirs, spectacles et culture), les comptes des entreprises d'hôtellerie et de restauration et l'Annuaire des entreprises, les statistiques des nuitées (COICOP 9, Hôtels, cafés et restaurants), enfin les comptes des administrations locales, les statistiques sociales et celles de la santé (COICOP 10, Biens et services divers).

51. En Norvège, la comptabilité nationale s'est toujours fondée sur la méthode des flux de produits qui a servi comme base pour la coordination intégrale des comptes nationaux avec les tableaux d'entrées-sorties. Ainsi, les tableaux des ressources et des emplois servent depuis plus de 30 ans en comptabilité nationale norvégienne. Des informations de quatre ordres, par produits, par branches d'activité, par utilisations finales et selon quatre formules d'évaluation servent pour cette comptabilité à double entrée, des ressources d'une part, des emplois de l'autre, aux prix de base, sur laquelle s'appuient les comptes nationaux publiés et les tableaux d'entrées-sorties. Dans la nouvelle comptabilité nationale norvégienne, le système des flux de produits équilibrés contient des tableaux des ressources et des emplois qui correspondent aux diverses étapes du calcul des prix d'acquisitions : prix de base, TVA non déductible, taxe sur les investissements, autres taxes sur les produits, subventions sur les produits, enfin marges commerciales et autres.

52. Pour le calcul des dépenses de consommation des ménages ventilées par catégories de produits, la composition de chaque catégorie reste en général sans changement puisque le même coefficient de croissance est appliqué à chacun des produits d'une même rubrique de la COICOP, sauf lorsqu'on dispose d'informations particulières concernant tel ou tel d'entre eux. Pour l'équilibrage aux prix de base, les estimations peuvent être modifiées directement ou indirectement, en faisant intervenir par exemple les marges commerciales. Il faut souligner que cet équilibrage n'est pas simplement informatisé, en ce sens qu'il paraît nécessaire d'en revenir parfois aux chiffres initiaux les plus détaillés. La méthode des flux de produits est donc considérée comme un moyen de déceler les erreurs éventuelles des données initiales et peut également exercer une influence décisive non seulement sur la ventilation par produits, mais également sur le contenu total des catégories d'utilisations finales.

53. Le calcul des valeurs s'effectue par étapes successives. Entre les deux principales notions de prix, prix de base d'un côté, prix d'acquisition de l'autre, interviennent six composantes intermédiaires : les taxes sur les produits, les subventions sur les produits, les marges de gros et de détail, les impôts nets sur les marges commerciales, la TVA non déductible et la taxe sur les investissements. Un exemple, celui des dépenses des ménages consacrées en 1990 à la consommation de bière, illustre ce calcul (en milliards de couronnes) : valeur au prix de base = 0,7, taxe sur la bière = 1,7 (valeur au prix du producteur = 2,4), marges de gros et de détail = 1,3, enfin TVA non déductible = 0,8, ce qui donne une valeur de 4,5 au prix d'acquisition.

54. Il faut souligner encore une fois, enfin, que les données de base aux prix d'acquisition et les agrégats de l'indice des prix à la consommation jouent un rôle déterminant dans le calcul définitif des dépenses de consommation des ménages aux prix courants et à prix constants. Les dépenses de consommation des ménages ne sont pas celles qui dépendent le plus souvent de l'équilibrage par la méthode des flux de produits. Elles sont estimées indépendamment, aux prix d'acquisition en général, et c'est seulement dans des cas exceptionnels, en particulier dans celui de certains services, que les consommations totales sont recalculées lorsqu'on considère que les données sur l'offre sont plus fiables que celles concernant les emplois (par exemple celles réunies lors d'enquêtes sur la consommation des ménages). En outre, on préfère utiliser pour les calculs les indices agrégés des prix à la consommation pour corriger les résultats de l'équilibrage à prix constants.

## *2. Les dépenses de consommation des ISBLSM*

55. Leur calcul s'effectue de façon indirecte, à la fois sur le plan théorique et sur celui de l'utilisation des sources. Il faut s'appuyer le plus souvent sur les comptes des administrations publiques. Dans la nouvelle comptabilité, cinq fonctions sont spécifiées, ainsi que 12 produits. Ces fonctions sont distinguées dans la CFPA, à savoir les prestations de santé, l'occupation des loisirs et la culture, l'éducation, le service social et les organisations mutuelles.

56. Les sources utilisées sont les mêmes que pour la production des ISBLSM. Dans le cas de la santé, il s'agit des versements effectués par les administrations centrale et locales aux ISBLSM, par exemple les subventions

de l'Assurance nationale générale sur la base d'un partage des coûts. Les relevés des frais engagés qui figurent dans les statistiques sociales annuelles, etc. servent pour estimer la valeur des prestations infirmières combinées aux personnes âgées et aux handicapés. Un autre poste important, à savoir les prestations des institutions de secours en cas de catastrophe et d'aide humanitaire, est par contre évalué à partir de données moins fiables. Les prestations ambulancières sont considérées en partie comme une production des ISBLSM (abstraction faite des prestations ambulancières des hôpitaux), et les cotisations des ménages sont alors comptabilisées comme des transferts aux ISBLSM à titre de contribution à leur production. Dans le cas de l'éducation, ce sont les dons faits aux établissements privés par les administrations centrale ou locales qui servent de source en complément des informations tirées des statistiques de l'enseignement. Dans le cas des mutuelles, on procède à des calculs spéciaux fondés sur le nombre de leurs membres et sur leurs cotisations moyennes, ainsi que sur les informations concernant les dons de l'administration centrale aux ISBLSM. S'agissant des prestations de loisirs et culturelles, on utilise les informations tirées des statistiques de la culture, les rapports de la Confédération norvégienne des sports et les rapports annuels des théâtres, salles de musique et musées, ainsi que les résultats d'enquêtes sur la consommation des ménages et les données sur les transferts courants des administrations publiques. Les calculs effectués tiennent compte aussi de l'activité des groupes musicaux, théâtraux, etc., et d'amateurs locaux. Quand il y a lieu, c'est-à-dire dans le cas des déductions à effectuer (au titre des contributions des ménages), on s'appuie également sur les résultats des enquêtes sur la consommation des ménages.

57. Les sources sont dispersées, ce qui fait que l'on ne dispose pas dans tous les cas de statistiques directes. En fait, les ISBLSM sont le seul secteur institutionnel pour lequel n'existe aucune statistique comptable. La principale source actuellement utilisée est donc la comptabilité des administrations publiques, où les flux permettent également d'identifier les activités des bénéficiaires. A l'avenir, l'Annuaire des entreprises pourra apporter plus d'informations, mais probablement pas pour l'ensemble des ISBLSM, car beaucoup de ces institutions ne seront pas tenues de faire rapport aux registres de base qui servent pour les mises à jour de cet Annuaire.

### *3. Les dépenses de consommation de l'administration centrale*

58. Ces dépenses sont calculées à partir de la comptabilité de l'administration centrale qui est l'une des principales sources de statistiques. Les postes de cette comptabilité reposent sur un ensemble complet d'informations, plus détaillées dans le cas de l'administration centrale que dans celui des administrations locales. Les informations concernant l'administration centrale sont ventilées par chapitres, rubriques et sous-rubriques, par types, par produits, par objectifs ou fonctions, par activités et par secteurs institutionnels.

59. Les chapitres, leurs rubriques et leurs sous-rubriques sont ceux qui figurent dans les comptes de l'administration centrale. Chacun de ces postes plus détaillés contient des indications sur les contreparties des transactions. La CFPA, introduite dans l'ancienne comptabilité nationale en 1985, sert pour la ventilation des dépenses de consommation de l'administration centrale et distingue 51 groupes dans un cadre général de 14 groupes principaux. Ces dépenses sont calculées indirectement en déduisant de la production de l'administration centrale les redevances versées par le secteur des ménages et d'autres secteurs. La valeur de cette production, chiffrée à son coût, figure, par types de dépenses, dans le passif des comptes de cette administration, et le montant des redevances dans la partie recettes de ces comptes. On inclut aussi dans les dépenses de consommation des administrations publiques, conformément au nouveau système, les achats à des producteurs privés qui sont fournis aux ménages sans transformation sous la forme de transferts sociaux en nature. Les comptes de l'administration contiennent également des données concernant cette rubrique supplémentaire.

60. La CFAP est ventilée par produits à partir de la Classification des produits par activités, utilisée de façon générale dans la nouvelle comptabilité nationale. Les flux par produit dans la CFAP ont été conçus de façon plutôt pragmatique en partant des rubriques et sous-rubriques existantes des comptes publics. Un produit adéquat de la nouvelle comptabilité nationale a été associé à chacune de ces rubriques, ce qui a été parfois difficile. En voici deux exemples : le premier est celui du premier groupe 011 de la CFAP, au titre duquel les dépenses de consommation ont été évaluées à 3,9 milliards de couronnes norvégiennes. Le principal produit de ce groupe est celui des services financiers et fiscaux, avec des dépenses de consommation de 2,4 milliards. La production, dans ce cas, a été évaluée à 2,7 milliards correspondant à plus de 100 articles provenant de la source principale et

de certains articles figurant dans d'autres comptes publics. Sont déduits 0,2 milliard en tant que redevances au titre de 25 articles. Le solde, soit 2,5 milliards, a ensuite été ventilé entre cinq groupes de la CFAP et sa quasi-totalité (2,4 milliards) a été imputée à ce premier groupe (011) de la CFAP. Un autre exemple est celui du deuxième groupe de la CFAP, concernant la santé (052), et les prestations médicales qui en constituent le produit principal (1,5 sur 3,1 milliards). Dans ce cas, il n'existe pratiquement aucune production publique (0,0), tandis que les prestations d'une valeur de 1,5 milliard sont acquises par l'administration centrale au titre de transferts sociaux en nature sur une production marchande de 3,2 milliards. Au total, la fraction des dépenses de consommation de l'administration centrale non produite par elle s'est élevée à 10 %.

#### 4. *Les dépenses de consommation des administrations locales*

61. Ces dépenses sont calculées d'après les comptes de ces administrations, qui constituent eux aussi l'une des principales sources statistiques. Les rubriques de ces comptes sont subdivisées, selon tout un ensemble d'informations, par chapitres, par types, par produits de la nouvelle comptabilité nationale, par objet ou par fonction, enfin par activité. A chacune de ces subdivisions plus détaillées vient s'ajouter un ensemble d'informations concomitantes. Dans le cas des administrations locales, les rubriques de la CFAP sont limitées à 25, dont certaines n'ont pas d'équivalent dans les comptes de l'administration centrale. Une de ces rubriques est celle des services infirmiers combinés qu'il a fallu introduire dans la statistique, car il n'était pas possible de distinguer, dans le cas des administrations locales, entre les prestations de santé, d'une part, et celles de sécurité sociale et d'aide sociale, de l'autre.

62. Les dépenses de consommation des administrations locales sont calculées indirectement en déduisant de la valeur de leur production les redevances versées par les ménages et d'autres secteurs. La contribution aux dépenses de consommation des administrations locales qui n'est pas produite par elles reste pour la plus grande partie limitée aux prestations de garderies d'enfants et aux médicaments, estimés pour 1990 à 2,1 milliards, soit moins de 3 % du total de ces dépenses. La méthode d'estimation décrite plus haut dans le cas de l'administration centrale vaut également pour les administrations locales et on pourrait également proposer, au sujet de ces dernières, les mêmes exemples que ceux donnés dans le cas de l'administration centrale.

### **B. — Estimation des dépenses de consommation à destination individuelle**

63. La distinction entre les dépenses de consommation de l'administration centrale et des administrations locales à destination individuelle d'une part, collective de l'autre, est la dernière opération à effectuer. Il reste donc à évaluer, dans le cas des deux administrations, les dépenses à destination individuelle par opposition à celles qui sont destinées à des fins collectives. Le chiffre des premières est ensuite combiné avec les dépenses des ménages et celles des ISBLSM pour donner la « consommation finale effective des ménages ».

64. Lorsque les premières estimations ont été calculées à l'occasion de la révision générale, les chiffres norvégiens de la consommation finale effective restaient provisoires, étant donné que la CFAP devait être revue sur le plan international pour devenir la CFAP 1997. Le caractère provisoire des calculs signifie que : i) les dépenses au titre de l'administration générale, de la réglementation, de la recherche, etc., ainsi que de l'enseignement, de la santé, de la sécurité sociale et de l'aide sociale, ne sont pas considérées à part et sont traitées comme des dépenses de consommation à destination collective; et ii) les trois rubriques du logement, de l'enlèvement des ordures ménagères et des transports ne sont pas considérées comme à destination individuelle. Il y a donc là une troisième dérogation à la règle du SCN 1993. La rubrique CFAP principale n° 08, à savoir les Affaires et services relevant des loisirs, de la culture et des cultes, qui n'est pas subdivisée, est exclue des dépenses de consommation à destination individuelle dans le cas de l'administration centrale. La raison en est d'ordre institutionnel, car les activités de l'Eglise d'Etat de Norvège sont considérées comme à destination collective plutôt qu'individuelle. Comme les affaires et services relevant des cultes constituent une partie importante du groupe 08 de la CFAP dans le cas des dépenses de consommation de l'administration centrale (dont l'Eglise d'Etat est le principal élément), il a été décidé de considérer la totalité de ce groupe comme des dépenses de consommation à desti-

nation collective. Dans le cas par contre des dépenses de consommation des administrations locales, le groupe 08 de la CFAP est considéré comme à destination individuelle, conformément à la règle du SCN 1993.

65. Les dépenses de consommation à destination individuelle de l'administration centrale sont calculées conformément à la règle principale, en affectant à cette rubrique tous les flux des groupes 04 (Enseignement), 05 (Santé) et 06 (Sécurité sociale et œuvres sociales) de la CFAP et en incluant tous ses autres groupes, 01 à 03 et 07 à 14, dans la rubrique des dépenses de consommation à destination collective.

66. Les dépenses de consommation des administrations locales à destination individuelle sont évaluées elles aussi conformément à la règle principale en y affectant tous les flux des groupes 04 (Enseignement), 05 (Santé), 06 (Sécurité sociale et œuvre sociales) et 08 (Services relevant des loisirs, de la culture et des cultes) et en laissant tous les autres groupes 01 à 03, 07 et 09 à 14 dans la rubrique des dépenses de consommation à destination collective. Il faut ajouter qu'un autre groupe, le 15, introduit dans le système norvégien, est lui aussi inclus dans les dépenses de consommation à destination individuelle car il s'agit des services infirmiers combinés qui auraient dû être partagés entre les groupes 05 et 06, ce qui s'est révélé impossible pour des motifs institutionnels.

### **C. — Calcul de la consommation effective des ménages**

67. Le tableau 3 concernant la consommation finale effective des ménages est une version plus détaillée du tableau 1, qui met en évidence les diverses rubriques et qui correspond aux rubriques à 2 chiffres des ventilations par fonction du SCN 1993 (COICOP, CFAP et COPNI); il est présenté ici, comme dans la comptabilité nationale annuelle publiée de Norvège.

68. Le tableau 4 est une version remaniée et modernisée du tableau 3. Il reprend la version 1997 de la COICOP en trois parties : les dépenses de consommation des ménages, celles des ISBLSM et celles des administrations publiques à destination individuelle. Ce remaniement résulte de la prise en compte des ISBLSM et des administrations centrale et locales dans les 12 rubriques principales de la COICOP 1997 concernant les dépenses de consommation des ménages (c'est-à-dire les numéros 01 à 12). Toutefois, il est nécessaire de procéder à un nouveau calcul pour s'en tenir intégralement à la nouvelle classification.

69. Il est intéressant de constater, en comparant le tableau 4 avec la partie supérieure du tableau 3, que le classement et l'importance des contributions aux dépenses sont de toute évidence influencés par la modification du concept. En ce qui concerne les dépenses de consommation, le logement se situe en tête (11,3 % du PIB), suivi par l'alimentation (10,4 %) et les transports (7,0 %), tandis que les dépenses de santé (1,1 %) et d'enseignement (0,3 %) se situent en fin de liste. S'agissant de la consommation finale effective, la santé progresse au troisième rang (7,1 %) après le logement et l'alimentation, tandis que l'enseignement progresse lui aussi beaucoup (5,3 %). Un autre point intéressant est la distribution plus régulière des catégories dans le tableau 4. Sur les 12, (alimentation et boissons non alcooliques, santé, transports, biens et services divers, loisirs et culture, enfin enseignement) contribuent entre 5 et 10 % au PIB. Le logement, avec l'eau, l'électricité, le gaz et d'autres combustibles, reste en tête, mais sans dépasser de beaucoup 10 %, tandis que les 5 catégories restantes contribuent entre 1 et 3 % au PIB (la contribution la plus faible étant celle des communications, derrière les hôtels, cafés et restaurants, les boissons alcoolisées, le tabac et les stupéfiants, les articles d'ameublement, etc., les vêtements et les chaussures).

## **V. — ESTIMATION PARTICULIÈRE DE LA CONSOMMATION EFFECTIVE DES MÉNAGES**

### **A. — Consommation finale effective de prestations d'enseignement**

70. Le tableau 5 récapitule la consommation finale effective des ménages au titre de l'enseignement, par secteurs. Les administrations locales sont de loin le principal contributeur, avec 73 %. La contribution totale des administrations aux dépenses de consommation consacrées en Norvège à l'éducation a dépassé 93 % en 1990.

71. Les dépenses de consommation des ménages pour l'enseignement en Norvège ne représentent que 5 % exactement de leur consommation finale effective. Il s'agit des prestations d'enseignement (dans l'enseignement supérieur et celui des adultes en particulier), mais aussi de biens semi-durables sous la forme de matériels pédagogiques. La contribution des prestations est calculée d'après la méthode des flux de produits, tandis que l'on se base sur les résultats des enquêtes annuelles sur la consommation des ménages et sur les statistiques du commerce de détail pour calculer les dépenses consacrées aux manuels scolaires et autres matériels pédagogiques. Ainsi, environ 15 % de la consommation totale de livres sont attribués à la dernière rubrique (tandis que la part des ouvrages écrits qui figurent dans la rubrique des loisirs et d'autres est évaluée à quelque 30 %). On peut également préciser que les prestations d'enseignement accessoires n'ont pas été estimées jusqu'ici dans la nouvelle comptabilité nationale norvégienne.

72. Les dépenses de consommation des ISBLSM au titre de l'enseignement se divisent en deux postes, celui de l'enseignement secondaire et celui de l'enseignement primaire. (L'autre solution qui aurait consisté à les inclure dans les dépenses de consommation des administrations publiques aurait mieux convenu dans ces deux cas.) Ces deux postes sont calculés en retranchant de la production les redevances payées par les ménages et les acquisitions de l'administration centrale (d'un montant modeste seulement).

73. Les dépenses de consommation de l'administration centrale, regroupées sous le numéro 04 de la CFAP — Affaires et services de l'enseignement —, se divisent en divers postes correspondant à cinq des échelons de l'enseignement dont le principal est l'enseignement du troisième degré. Les prestations d'enseignement supérieur sont évaluées dans la nouvelle comptabilité nationale à 5,7 milliards sur une production de 6,4 milliards, dont on retranche les redevances payées par les ménages (0,1 milliard) ainsi que les exportations et autres redevances (0,6 milliard) et sont regroupées exclusivement dans cette rubrique de la CFAP. Les postes essentiels des comptes de l'administration centrale, regroupés avec le Ministère de l'éducation et de la recherche, atteignent au total 21,8 milliards. Il ressort du tableau 5 que 7,7 milliards sont considérés comme des dépenses de consommation, dont la plupart au compte du Ministère de l'éducation et de la recherche mais en partie aussi à celui d'autres ministères (par exemple les écoles supérieures d'agriculture et de police qui relèvent du Ministère de l'agriculture et du Ministère de la justice respectivement). Les principaux postes non compris dans la consommation dans le total imputé au Ministère de l'éducation et de la recherche s'élèvent à 4,5 milliards au titre des écoles primaires, et à 4 milliards à celui des établissements secondaires, comptabilisés comme transferts aux administrations locales. Sont également exclues de la consommation un certain nombre de dépenses considérées comme des transferts à d'autres secteurs, d'autres subventions à la production, etc., et certaines dépenses considérées comme de consommation imputées à d'autres rubriques de la CFAP (par exemple les dépenses au titre des bibliothèques, des musées ou de la météorologie). Les dépenses considérées comme une rémunération des salariés, une consommation intermédiaire ou des subventions sur les produits sont d'autre part incluses dans les groupes 04.1 à 04.6 de la CFAP (à l'exception du 04.5), sur la base de renseignements supplémentaires concernant leur affectation dans chaque cas. Les prestations d'enseignement, à savoir, dans la nouvelle comptabilité nationale de l'enseignement supérieur, l'enseignement des adultes et les autres prestations d'enseignement, font l'objet de diverses subventions qui sont versées pour la plus grande partie par l'administration centrale et en partie aussi par les administrations locales.

**TABLEAU 3. Consommation effective des ménages, Norvège, 1990**

**Origine par secteurs et ventilation par principales fonctions**

	Milliards de couronnes	Total	% du PIB
Consommation finale effective des ménages . . . . .	450,1	100,0	62,3
Origine : Dépenses de consommation des ménages . . . . .	338,2	75,1	46,8
Alimentation, boissons et tabac . . . . .	74,8	16,6	10,4
Vêtements et chaussures . . . . .	22,7	5,0	3,1
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles . . . . .	81,7	18,2	11,3
Articles d'ameublement et de ménage, entretien courant des logements . . . . .	21,4	4,8	3,0
Santé . . . . .	8,2	1,8	1,1
Transports . . . . .	50,2	11,2	7,0
Loisirs, spectacles et culture . . . . .	28,9	6,4	4,0
Enseignement . . . . .	2,0	0,4	0,3
Hôtels, cafés et restaurants . . . . .	16,9	3,8	2,3
Biens et services divers . . . . .	27,7	6,2	3,8
Achats directs à l'étranger de ménages résidents . . . . .	13,9	3,1	1,9
Achats directs en Norvège de ménages non résidents . . . . .	-10,2	2,3	1,4
Origine : Dépenses de consommation des ISBLSM . . . . .	18 9	4,2	2,6
Services de santé . . . . .	3,1	0,7	0,4
Loisirs et culture . . . . .	3,6	0,8	0,5
Enseignement . . . . .	0,6	0,1	0,1
Services sociaux . . . . .	5,8	1,3	0,8
Services cultuels et autres organisations associatives . . . . .	5,8	1,3	0,8
Origine : Dépenses de consommation de l'administration centrale à destination individuelle . . . . .	18,5	4,1	2,6
Enseignement . . . . .	7,7	1,7	1,1
Santé . . . . .	8,4	1,9	1,2
Sécurité sociale et œuvres sociales . . . . .	2,4	0,5	0,3
Origine : Dépenses de consommation des administrations locales à destination individuelle . . . . .	74,5	16,6	10,3
Enseignement . . . . .	27,7	6,2	3,8
Santé . . . . .	31,4	7,0	4,3
Sécurité sociale et œuvres sociales . . . . .	11,6	2,6	1,6
Loisirs, cultures et cultes . . . . .	3,8	0,8	0,5

**TABEAU 4. Consommation finale effective des ménages, Norvège, 1990**  
**Ventilation par principales fonctions de la COICOP révisée**

	Milliards de couronnes	Total	Pourcentage du PIB
<b>Consommation finale effective des ménages</b>	<b>450,1</b>	<b>100,0</b>	<b>62,3</b>
01 Alimentation et boissons non alcooliques . . . . .	57,8	12,8	8,0
02 Boissons alcooliques, tabac et stupéfiants . . . . .	17,0	3,8	2,4
03 Vêtements et chaussures . . . . .	22,7	5,0	3,1
04 Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles .	81,7	18,2	11,3
05 Articles d'ameublement et de ménage, entretien courant des logements . . . . .	21,4	4,8	3,0
06 Santé . . . . .	51,1	11,4	7,1
07 Transports . . . . .	50,2	11,2	7,0
08 Communications . . . . .	7,0	1,6	1,0
09 Loisirs et culture . . . . .	42,1	9,4	5,8
10 Enseignement . . . . .	38,0	8,4	5,3
11 Hôtels, cafés et restaurants . . . . .	16,9	3,8	2,3
12 Biens et services divers . . . . .	44,2	9,8	6,1

74. Ces dernières sont de loin le secteur qui consacre le plus de dépenses de consommation à l'enseignement. C'est là une caractéristique fondamentale de la société norvégienne, car les communes (pour l'enseignement primaire) et les comtés (pour l'enseignement secondaire), c'est-à-dire les administrations locales, exercent dans ce domaine la véritable responsabilité. Leurs principaux produits dans la nouvelle comptabilité nationale sont les prestations d'enseignement primaire (16,0 milliards) et les prestations d'enseignement secondaire (8,1 milliards) respectivement. Les premières ont une production de 16,8 milliards dont sont déduits les honoraires versés (0,1 milliard) et sont réparties entre deux subdivisions (041 et 044) de la rubrique 04 de la CFAP. Les principaux produits de la nouvelle comptabilité nationale également affectés à la subdivision 044 (Services d'enseignement non définis selon le degré) sont l'enseignement des adultes et les autres prestations d'éducation, n. c. a. et, dans la rubrique 046 (Affaires et services de l'enseignement, n. c. a.) les prestations administratives d'enseignement. Ce dernier poste aurait pu être attribué à la place à un groupe « enseignement extérieur » de la CFAP.

**TABEAU 5. Consommation finale effective des ménages  
au titre de l'enseignement, Norvège, 1990**

	Milliards de couronnes
<b>Consommation finale effective au titre de l'enseignement . . . . .</b>	<b>38,0</b>
— Dépenses de consommation des ménages . . . . .	2,0
— Dépenses de consommation des ISBLSM . . . . .	0,6
— Dépenses de consommation de l'administration centrale . . . . .	7,7
— Dépenses de consommation des administrations locales . . . . .	27,7

## B. — Consommation finale effective de prestations de santé

75. Le tableau 6 récapitule des dépenses de consommation effective des ménages au titre de la santé, par secteurs. Là encore, les principaux contributeurs sont les administrations locales (quelque 61 %) et la contribution

totale des administrations publiques à ce titre a été de 78 % en 1990. La contribution du secteur privé est plus importante dans le cas de la santé que dans celui de l'enseignement, mais reste quand même minoritaire de toute évidence.

**TABLEAU 6. Consommation finale effective des ménages  
au titre de la santé, Norvège, 1990**

	Milliards de couronnes
<b>Consommation finale effective de prestations de santé . . . . .</b>	<b>51,1</b>
— Dépenses de consommation des ménages . . . . .	8,2
— Dépenses de consommation des ISBLSM . . . . .	3,1
— Dépenses de consommation de l'administration centrale . . . . .	8,4
— Dépenses de consommation des administrations locales . . . . .	31,4

76. Les dépenses de consommation des ménages contribuent dans la proportion de 16 % à la consommation finale effective de prestations de santé. Elles sont affectées aux produits médicaux et pharmaceutiques ainsi qu'aux appareils et matériels thérapeutiques (3,2 milliards), aux prestations médicales et paramédicales extra-hospitalières (4,9 milliards) et à un petit nombre de prestations hospitalières (0,1 milliard). La valeur des biens de consommation est calculée à partir de données provenant aussi bien des enquêtes sur la consommation des ménages, des statistiques du commerce de détail et de l'application de la méthode des flux de produits appliquée à plus de 20 produits différents. Ainsi, quelque 30 % des emplois totaux (5,7 milliards) sont affectés aux médicaments, les autres emplois étant la consommation intermédiaire de prestations de la santé et sociales (1 milliard) ainsi que de quelques autres activités (0,1 milliard), l'exportation (0,3 milliard), les dépenses de consommation de l'administration centrale au titre des achats aux producteurs marchands (2,6 milliards), enfin la réduction des stocks (– 0,1 milliard). Les prestations des dentistes, médecins, physiothérapeutes et autres personnels paramédicaux sont calculées d'après la méthode des flux de produits combinée avec des enquêtes sur la consommation des ménages et des sondages spéciaux concernant les revenus de ces professionnels. Ainsi, quelque 25 % des prestations médicales totales (3,2 milliards) sont imputés à la consommation des ménages tandis que les autres emplois sont les dépenses de consommation de l'administration centrale (1,5 milliard), les dépenses des administrations locales (0,7 milliard) enfin la consommation intermédiaire, en particulier pour la production non marchande de prestations de santé des administrations locales (0,2 milliard). On peut ajouter que la valeur des prestations d'assurance maladie et accidents n'a pas jusqu'ici été calculée car elle est censée rester insignifiante en Norvège.

77. Les dépenses de consommation des ISBLSM au titre de la santé sont de deux sortes, à savoir pour les prestations hospitalières et pour les prestations ambulancières. Les premières, les plus importantes (2,9 milliards), sont calculées en déduisant de la production les honoraires payés par les ménages et les acquisitions par les administrations locales. La valeur des prestations ambulancières est assimilée à celle de leur production.

78. Les dépenses de consommation de l'administration centrale, réunies dans la rubrique 05 de la CFAP — Affaires et services de santé —, sont subdivisées entre divers postes inclus dans les six subdivisions de cette rubrique dont les affaires et services relevant des établissements hospitaliers (1,6 milliard), les cliniques et docteurs en médecine, dentistes et personnel paramédical (3,1 milliards) et les médicaments, prothèses, matériel et appareils médicaux ou autres articles en rapport avec la santé, prescrits par un médecin (3 milliards), sont les plus importants. Dans le cas des prestations auxiliaires à la médecine, les services de taxis, etc., et les médicaments qui sont les principaux produits de cette catégorie, il n'existe pratiquement aucune production des administrations et ces prestations sont achetées par l'administration centrale à titre de transferts sociaux en nature auprès de producteurs marchands. Les postes pertinents de l'Assurance nationale générale sont inclus dans les comptes de l'administration centrale.

79. Dans les comptes des administrations locales, on aurait pu considérer 150 articles comme des productions non marchandes de prestations de santé. Dans le cas d'un tiers d'entre elles, toutefois (les prestations infirmières combinées aux personnes âgées et aux handicapés), un problème d'identification se pose. La valeur ajoutée de ces prestations est considérable puisqu'elle atteint 2,3 % du PIB. Dans le cas des dépenses de consommation des administrations locales à ce titre, la production (15,8 milliards) a été diminuée des honoraires payés par les ménages (2,3 milliards) et ventilée ensuite entre les deux subdivisions de la nouvelle rubrique 15 de la CFAP. Or, dans le tableau des dépenses de consommation des administrations locales, les prestations infirmières combinées dans les établissements de soins, etc., sont comptées dans les dépenses de consommation au titre des Affaires et services de santé (CFAP 05), tandis que celles assurées au foyer des personnes âgées le sont dans la rubrique 06-Affaires et services relevant de la sécurité sociale et des œuvres sociales. Du fait de ce problème fondamental d'identification, les chiffres présentés pour la consommation de prestations de santé dans les tableaux 3, 4 et 6 ci-dessus sont jusqu'à un certain point incertains. Par contre, dans les tableaux par activité, les prestations de santé et les prestations sociales sont combinées dans le même groupe à 2 chiffres de la NACE. En outre, il importe peu de procéder à la distinction ou non car cela n'influe en rien sur l'agrégat de la consommation finale effective, les deux rubriques 05 et 06 de la CFAP appartenant à la catégorie des dépenses de consommation à destination individuelle.

80. Ce sont aussi les administrations locales qui contribuent le plus aux dépenses de consommation dans le cas des prestations de santé, du fait qu'en Norvège ce sont les comtés qui ont la charge principale des prestations hospitalières. Le principal poste, dans la nouvelle comptabilité nationale, est celui des prestations hospitalières générales (13,5 milliards), suivi, par ordre d'importance, des prestations hospitalières psychiatriques (2,4 milliards), des autres prestations de santé (1,2 milliard) et des prestations auxiliaires de la médecine (1,5 milliard). La production de prestations hospitalières générales a été évaluée à 14 milliards dont, après déduction des honoraires payés par les ménages (0,4 milliard), la totalité a été imputée à la rubrique « Affaires et services relevant des établissements hospitaliers » de la CFAP. Dans le cas des prestations auxiliaires de la médecine (comme des prestations de dentisterie), les administrations locales en acquièrent une quantité additionnelle à des producteurs marchands sous la forme de transferts sociaux en nature.

## **VI. — LA SÉQUENCE DES COMPTES DES MÉNAGES**

81. Pour récapituler, les estimations de 1990 en Norvège données à titre d'exemple sont présentées dans le cadre des comptes de la Partie II du SCN 1993, c'est-à-dire le tableau A.V.6 — Séquence complète des comptes des ménages. Cette présentation correspond à la présentation des comptes des secteurs institutionnels dans la comptabilité nationale norvégienne publiée.

### **A. — Le compte de production**

82. Le tableau 7, qui correspond au compte 1 du SCN 1993 : Compte de production, s'appuie sur les chiffres de 1990 concernant le secteur des ménages en Norvège. Le compte de production de ce secteur a été établi pour la première fois avec l'adoption en 1995 de la nouvelle comptabilité nationale. Les comptes des travailleurs indépendants, dont on a pu disposer pour la première fois en 1991 et 1992, ont servi pour évaluer les résultats de la réforme fiscale appliquée en Norvège depuis 1992. Les données comptables ont été réunies au moyen d'un sondage de plus grande portée que les années précédentes. Les données de base sont celles qui figuraient dans les déclarations fiscales et les comptes présentés au fisc et dépendaient donc des règles fiscales et de la pratique en matière d'audits fiscaux. L'échantillon de 12 000 personnes a été composé à partir d'informations recueillies lors du recensement de population de 1990 et dans le registre fiscal de la même année (y compris les informations concernant le revenu d'entreprise des travailleurs imposés). On a fait appel à une méthode de calibrage afin d'éviter des déformations des données.

83. Dans les comptes des secteurs institutionnels, les productions marchandes sont évaluées aux prix des producteurs. Cela tient à la nature des données utilisées dont l'adaptation pour une évaluation aux prix de base sera

exposée plus loin. La production pour utilisation finale propre s'inscrit dans les comptes ordinaires de production de certaines branches, c'est-à-dire l'agriculture, la chasse et la pêche, le bâtiment et les travaux publics, les prestations de logement et les services domestiques (72,1 milliards en 1990). Afin de prendre en compte la totalité de la production pour l'utilisation finale propre des ménages, il a été convenu d'ajouter une petite fraction de la production agricole marchande (0,2 milliard), considérée comme destinée à une utilisation finale propre. La consommation de capital fixe, calculée par la méthode de l'inventaire perpétuel (MIP), a été ventilée d'abord par branches d'activité puis par secteurs institutionnels. Dans le cas des ménages, ce sont les logements qui constituent le principal actif fixe, les autres étant les bâtiments non résidentiels, les machines et le matériel agricoles, etc. La valeur ajoutée brute dans le secteur des ménages (104,8 milliards) a représenté 14,5 % du PIB (722,1 milliards) en 1990.

**TABLEAU 7. Le compte de production des ménages, Norvège, 1990**  
(en milliards de couronnes)

		Emplois	Ressources
P.1	Production . . . . .		166,4
P.1	Production marchande . . . . .		94,1
P.1	Production pour utilisation finale propre . . . . .		72,3
P.2	Consommation intermédiaire . . . . .	61,6	
B.1	Valeur ajoutée brute . . . . .	104,8	
K.1	Consommation de capital fixe . . . . .	27,4	
B.1	Valeur ajoutée nette . . . . .	77,4	

## B. — Le compte d'exploitation

84. Le tableau 8, qui correspond au tableau II.1.1 du SCN 1993 : Compte d'exploitation, s'appuie sur les chiffres de 1990 concernant le secteur des ménages en Norvège. La partie de ce compte qui représente la production de prestations de logement est incluse dans l'excédent d'exploitation, tandis que les autres productions aboutissent à des revenus mixtes. La contribution des ménages à l'excédent d'exploitation et aux revenus mixtes s'est élevée à 45,9 % en 1990 et, pour près de la moitié de ce montant, au titre des prestations de logement.

**TABLEAU 8. Le compte d'exploitation des ménages, Norvège, 1990**  
(en milliards de couronnes)

		Emplois	Ressources
B.1n	Valeur ajoutée nette . . . . .		77,4
D.1	Rémunération des salariés . . . . .	13,8	
D.11	Salaires et traitements . . . . .	11,6	
D.12	Cotisations sociales à la charge des employeurs . . . . .	2,2	
D.121	Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs . . . . .	2,2	
D.122	Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs . . . . .	0,0	
D.29	Autres impôts sur la production . . . . .	1,5	
D.39	Autres subventions sur la production . . . . .	12,7	
B.2	Excédent d'exploitation . . . . .	34,8	
B.3	Revenus mixtes . . . . .	39,9	

## C. — Le compte d'affectation des revenus primaires

85. Le tableau 9, qui correspond au compte II.1.2 du SCN 1993 : Compte d'affectation des revenus primaires, s'appuie sur les chiffres de 1990 concernant le secteur des ménages en Norvège. Le solde des revenus primaires, c'est-à-dire l'excédent d'exploitation, les revenus mixtes, la rémunération des salariés et les revenus de la propriété, s'élève à 403,2 milliards. Les ménages ont donc contribué en 1990 au revenu national dans la proportion de 57,6 % (700,6 milliards), c'est-à-dire juste pour un peu plus de la moitié.

**TABLEAU 9. Le compte d'affectation du revenu primaire des ménages, Norvège, 1990**  
(en milliards de couronnes)

		Emplois	Ressources
B.2	Excédent d'exploitation . . . . .		34,8
B.3	Revenus mixtes. . . . .		39,9
D.1	Rémunération des salariés . . . . .		355,8
D.11	Salaires et traitements . . . . .		295,7
D.12	Cotisations sociales à la charge des employeurs . . . . .		60,1
D.121	Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs . . . . .		58,7
D.122	Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs . . . . .		1,4
D.4	Revenus de la propriété . . . . .	72,3	45,1
D.41	Intérêt . . . . .	71,8	24,0
D.42	Revenus distribués des sociétés . . . . .	—	1,3
D.44	Revenus de la propriété attribués aux assurés . . . . .	—	19,2
D.45	Loyers . . . . .	0,5	0,7
B.5	Solde des revenus primaires . . . . .	403,2	

## D. — Le compte de distribution secondaire du revenu

86. Le tableau 10 qui correspond au tableau II.2 du SCN 1993 : Compte de distribution secondaire du revenu, reproduit les chiffres de 1990 concernant le secteur des ménages en Norvège. La distinction entre cotisations obligatoires et volontaires est négligée car la quasi-totalité des cotisations sont obligatoires. On n'a pas pu distinguer non plus en Norvège le poste D.6112 du poste D.6113. Le solde de ce compte est le revenu disponible. Le revenu disponible des ménages est la différence entre les revenus primaires, les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature et les transferts courants nets, d'une part, et les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., et les cotisations sociales, d'autre part. Sa valeur en 1990, soit 341,6 milliards, fait que le secteur des ménages compte pour 60 % dans le revenu disponible en Norvège, c'est-à-dire 2 à 3 points de pourcentage de plus que sa contribution au revenu national (voir plus haut).

## E. — Le compte de redistribution du revenu en nature

87. Le tableau 11, qui correspond au tableau II.3 du SCN 1993 : Compte de redistribution du revenu en nature, reprend les chiffres de 1990 concernant le secteur des ménages en Norvège. Les transferts sociaux en nature n'y sont pas ventilés. Ils sont calculés (comme cela a été décrit de façon très détaillée plus haut) à partir de la ventilation par secteurs des dépenses de consommation à destination individuelle de l'administration centrale, des administrations locales et des ISBLSM. Le solde de ce compte est le revenu disponible ajusté. Le revenu disponible ajusté des ménages est le revenu disponible tel qu'il est défini ci-dessus, majoré des transferts sociaux en

nature, constituant un appoint notable (111,9 milliards) qui augmente le revenu disponible de plus de 30 %. Les 453,4 milliards du revenu disponible des ménages en 1990 porte ainsi leur contribution au revenu disponible en Norvège de 60 à 80 %. Si l'on se rappelle que le revenu disponible total et le revenu disponible ajusté total sont identiques, cela signifie que les parts de revenu disponible ajusté des administrations publiques et des ISBLSM ont l'une et l'autre diminué d'autant du fait du remplacement du concept de revenu disponible par celui de revenu disponible ajusté.

**TABLEAU 10. Le compte de distribution secondaire du revenu des ménages, Norvège, 1990**  
(en milliards de couronnes)

		Emplois	Ressources
B.5	Solde des revenus primaires . . . . .		403,2
D.5	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. . . . .	86,1	
D.51	Impôts sur le revenu . . . . .	80,5	
D.59	Autres impôts courants . . . . .	5,6	
D.61	Cotisations sociales . . . . .	89,4	
D.611	Cotisations sociales effectives . . . . .	88,0	
D.6111	Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs . . . . .	58,7	
D.6112	Cotisations sociales à la charge des salariés . . . . .	29,3	
D.6113	Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des sans-emploi . . . . .	..	
D.612	Cotisations sociales imputées . . . . .	1,4	
D.62	Prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature . . . . .		123,1
D.621	Prestations de sécurité sociale en espèces . . . . .		86,8
D.622	Prestations sociales de régimes privés . . . . .		6,5
D.623	Prestations sociales directes des employeurs . . . . .		1,4
D.624	Prestations d'assistance sociale en espèces . . . . .		28,4
D.7	Autres transferts courants . . . . .	17,6	8,4
D.71	Primes nettes d'assurance dommages . . . . .	4,9	
D.72	Indemnités d'assurance dommages . . . . .		4,9
D.75	Transferts courants directs . . . . .	12,7	3,5
B.6	Revenu disponible . . . . .	341,6	

**TABLEAU 11. Le Compte de redistribution du revenu en nature des ménages, Norvège, 1990**  
(en milliards de couronnes)

		Emplois	Ressources
B.6	Revenu disponible . . . . .		341,6
D.63	Transferts sociaux en nature . . . . .		111,9
D.631	Prestations sociales en nature . . . . .		
D.6311	Prestations de sécurité sociale, remboursements . . . . .		
D.6312	Autres prestations de sécurité sociale en nature . . . . .		
D.6313	Prestations d'assistance sociale en nature . . . . .		
D.632	Transferts de biens et de services non marchands à destination individuelle . . . . .		1,4
B.7	Revenu disponible ajusté . . . . .	453,4	

## F. — Le compte d'utilisation du revenu disponible

88. Le tableau 12, qui correspond au compte II.4.1 du SCN 1993 : Compte d'utilisation du revenu disponible, reprend les chiffres de 1990 concernant le secteur des ménages en Norvège. Le solde de ce compte est l'épargne des ménages, calculée en ajoutant un ajustement spécial du revenu disponible au titre des pensions et en déduisant les dépenses de consommation des ménages, dont le calcul a été décrit en grand détail plus haut. En 1990, l'épargne a été évaluée à 4,7 milliards, soit un modeste 1,4 % du revenu disponible des ménages. Les taux d'épargne de quelque 5 % ces dernières années ont constitué un résultat plus normal.

**TABLEAU 12. Le compte d'utilisation du revenu disponible des ménages, Norvège, 1990**  
(en milliards de couronnes)

		Emplois	Ressources
B.6	Revenu disponible .....		341,6
D.8	Ajustement pour la variation des droits des ménages sur les fonds de pension		1,4
P.3	Dépenses de consommation finale .....	338,2	
P.31	Dépenses de consommation individuelle .....	338,2	
B.8	Epargne .....	4,7	

## G. — Le compte d'utilisation du revenu disponible ajusté

89. Le tableau 13, qui correspond au tableau II.4.2 du SCN 1993 : Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté, reprend les chiffres de 1990 concernant le secteur des ménages en Norvège. Le même ajustement spécial au titre des fonds de pensions a été ajouté dans ce cas au revenu disponible ajusté des ménages, tandis que, par déduction de leur consommation finale effective calculée comme plus haut, on a abouti ici au même chiffre de l'épargne ménagère que dans le compte précédent. Le taux d'épargne a été encore plus bas dans ce cas, soit 1 % du revenu disponible ajusté.

**TABLEAU 13. Le compte d'utilisation du revenu disponible ajusté des ménages, Norvège, 1990**  
(en milliards de couronnes)

		Emplois	Ressources
B.7	Revenu disponible ajusté .....		453,4
D.8	Ajustement pour la variation des droits des ménages sur les fonds de pensions		1,4
P.4	Consommation finale effective .....	450,1	
P.41	Consommation individuelle effective .....	450,1	
B.8	Epargne .....	4,7	

## VII. — LA SUBDIVISION DU SECTEUR DES MÉNAGES

90. Les trois principales subdivisions du secteur des ménages ont déjà été exposées dans la partie III plus haut. Le but, ici, est néanmoins de présenter aux lecteurs quelques essais effectués jusqu'ici en Norvège, même si, pour le moment, la situation soit moins nette en ce qui concerne les subdivisions du secteur que pour son en-

semble. Il a été établi et publié toute une séquence complète de comptes des ISBLSM, c'est-à-dire que depuis 1997, les comptes des ménages d'une part, ceux des ISBLSM de l'autre, sont présentés séparément. Cela résout le premier problème de la subdivision du secteur, comme décrit dans la partie qui suit. Les problèmes de la subdivision du deuxième type (c'est-à-dire les sous-secteurs des ménages) ainsi que de celle du troisième (les autres catégories de ménages) sont analysés de façon plus sommaire à la fin de cette partie.

### **A. — La séquence des comptes des ISBLSM**

91. Les principaux postes de la séquence des comptes des ISBLSM sont présentés au tableau 14 où figurent les chiffres correspondant aux ménages et les contributions en pourcentage des ISBLSM à la somme des chiffres des deux catégories. Les comptes des ISBLSM comportent les mêmes rubriques que ceux des ménages. Les pourcentages mettent en évidence l'importance relative de chacun des deux secteurs, ce qui peut servir de référence utile aux pays qui souhaiteraient établir la même distinction. La contribution des ISBLSM varie de façon très substantielle d'un poste à l'autre : elle est tout à fait négligeable dans le cas du solde des revenus primaires et du revenu disponible ajusté, et reste modeste aussi dans le cas de la consommation de capital fixe, des revenus de la propriété et des autres transferts courants en tant qu'emplois. Cela s'explique par le poids important de la rémunération des salariés dans les revenus primaires et le revenu disponible ajusté du secteur des ménages. La contribution des ISBLSM au revenu disponible et aux dépenses de consommation finale est de 5 ou 6 %, tandis que dans le cas de la production et de la valeur ajoutée, elle s'élève environ au double, soit 10 ou 11 %. Le dernier solde, c'est-à-dire l'épargne, était à peu près du même ordre de grandeur dans les deux cas en 1990. De même, la rémunération des salariés en tant qu'emploi est elle aussi presque aussi élevée dans le cas des ISBLSM employeurs que dans celui des ménages employeurs. Les autres transferts courants en tant que ressources constituent quasiment l'intégralité du revenu disponible dans le cas des ISBLSM et plus de 70 % des autres transferts courants des deux secteurs combinés.

92. La production des ISBLSM est calculée en faisant la somme des coûts de production conformément au principe général appliqué dans le cas des productions non marchandes. Par contre, on est peu informé au sujet de ces coûts. Il a donc fallu estimer la production en se basant sur les revenus des ISBLSM, en supposant qu'il existait une relation étroite entre leurs coûts de production et leurs revenus, que les uns soient égaux aux autres ou que les coûts représentent une proportion donnée des revenus. S'agissant de la plupart des branches des ISBLSM, on a supposé que les revenus devaient couvrir tous les coûts de production augmentés d'une provision pour l'amortissement du capital. Les autres transferts courants sont une source importante de ressources pour les ISBLSM, notamment les transferts courants en provenance de l'administration centrale et des administrations locales. Ces postes sont explicités dans les comptes de ces administrations, ce qui permet de connaître l'intégralité des revenus des ISBLSM tout en identifiant les activités en cause (enseignement, santé, etc.). Les enquêtes sur la consommation des ménages renseignent sur leurs dépenses (sous la forme de redevances). En outre, on utilise comme contrôle les données comptables (des ménages, des sociétés). On réunit les données comptables de certaines institutions et on s'en sert ensuite pour subdiviser les coûts de production entre la consommation intermédiaire, la rémunération des salariés, etc. Pour les prestations assurées principalement par les administrations (par exemple celles d'enseignement ou de santé), la ventilation des coûts (consommation intermédiaire, traitements et salaires) est tirée des comptes des administrations en cause. Il faut toutefois « imputer » la valeur de certains postes sans disposer de beaucoup d'informations directes ou à partir des informations de contrôle pour déterminer l'épargne et la capacité nette de financement.

93. Prenons par exemple la production de prestations de santé par les ISBLSM. Les prestations hospitalières des producteurs non marchands autres que les administrations s'inscrivent normalement dans des programmes sanitaires nationaux et sont financées en partie par l'administration. Les transferts courants de l'administration aux ISBLSM provenaient en partie de l'Assurance nationale générale (0,3 milliard en 1988), mais surtout des administrations locales (2,1 milliards). On a supposé en outre que 10 % des revenus (0,3 milliard) étaient des transferts provenant de diverses institutions sans but lucratif (fondations, institutions, etc.) qui avaient un intérêt spécial dans la fourniture des prestations de santé de cette nature. Il faut tenir compte aussi des redevances directes au titre des prestations ambulatoires (0,2 milliard), estimées à partir de chiffres plus ou moins sûrs. On arrive

à un revenu total de ces hôpitaux égal à 2,9 milliards, chiffre qui correspond en même temps à leur production. Les coûts ont été estimés en proportions fixes de la production calculée d'après les statistiques de la santé de 1988, à savoir la rémunération des salariés 76 %, la consommation intermédiaire 22 %, et la consommation de capital fixe 2 % (en utilisant d'abord comme approximation une proportion du matériel utilisé, remplacée après la révision générale par une estimation calculée selon la méthode générale de l'inventaire perpétuel). Une estimation semblable a été ajoutée au titre des prestations ambulancières. Pour les années suivantes, la production totale (prestations hospitalières et ambulancières) a été extrapolée en utilisant comme indicateurs les transferts courants de l'administration centrale (et des ménages). Les pourcentages de 1988 ont également servi au cours des années suivantes pour déterminer la ventilation entre la rémunération des salariés, consommation intermédiaire et consommation de capital fixe.

**TABLEAU 14. Séquence des comptes des ISBLSM. Principaux postes, Norvège, 1990**  
(en milliards de couronnes)

PRINCIPAUX POSTES CORRESPONDANTS DU SECTEUR DES MÉNAGES ET POURCENTAGES			
	ISBLSM	Ménages	Pourcentage ISBLSM dans le total
Production . . . . .	21,0	166,4	11,2
Consommation intermédiaire . . . . .	9,9	61,6	13,8
Valeur ajoutée . . . . .	11,0	104,8	9,5
Consommation de capital fixe . . . . .	0,8	27,4	2,8
Rémunération des salariés (emplois) . . . . .	10,3	13,8	42,7
Revenus de la propriété (ressources) . . . . .	1,3	45,1	2,8
Revenus de la propriété (emplois) . . . . .	0,4	72,3	0,6
Solde des revenus primaires . . . . .	0,8	403,2	0,2
Autres transferts courants (ressources) . . . . .	21,8	8,4	72,2
Autres transferts courants (emplois) . . . . .	0,3	17,6	1,7
Revenu disponible . . . . .	22,3	341,6	6,1
Dépenses de consommation finale . . . . .	18,9	338,2	5,3
Epargne . . . . .	3,4	4,7	42,0
Revenu disponible ajusté . . . . .	3,4	453,4	0,7
Consommation finale effective . . . . .	-	450,1	—
Epargne . . . . .	3,4	4,7	42,9

94. Le calcul des dépenses de consommation finale des ISBLSM a déjà été exposé plus haut. Ces dépenses sont réparties entre cinq rubriques de la COPNI avec une corrélation directe entre les prestations produites et les catégories de consommation. Dans le cas des prestations de santé des ISBLSM, la relation est établie avec les rubriques de la COPNI concernant à la fois les services de santé et les services sociaux (dans des proportions déterminées par hypothèse); les relations sont directes dans le cas de l'enseignement et des organisations associatives, tandis que dans celui des activités et des prestations culturelles et sportives, la relation est établie avec la consommation dans les domaines des loisirs et de la culture.

95. De toute évidence, les calculs concernant les ISBLSM souffrent de la non-existence de sources directes et de la faiblesse des méthodes utilisées pour déterminer la ventilation des coûts de ce secteur. On peut également

considérer comme douteuse l'hypothèse de l'assimilation des revenus totaux aux coûts de production totaux. Une incertitude règne aussi en ce qui concerne les transferts courants aux ISBLSM, autres que ceux en provenance de l'administration centrale et des administrations locales. Par chance, on devrait pouvoir utiliser par la suite de meilleures données provenant des registres, ce qui permettrait d'obtenir au moins une bonne estimation de l'emploi dans ce secteur.

## **B. — Autres subdivisions du secteur des ménages**

96. Les autres subdivisions du secteur des ménages peuvent être diverses. Le SCN 1993 recommande une solution assortie de deux variantes possibles (4.153) mais il y est conseillé aussi de mettre en œuvre le Système avec souplesse pour diviser le secteur des ménages en sous-secteurs (4.152). Il pourrait, par exemple, être bon d'adopter des matrices des sous-secteurs comportant deux entrées, dont l'une correspondrait à la principale ventilation socio-économique recommandée des sous-secteurs, tandis que l'autre correspondrait éventuellement, elle, à une autre subdivision de chaque sous-secteur, par exemple, sous la forme d'un compte satellite. Les catégories de ménages définies à partir de cette matrice pourraient facilement devenir nombreuses. En ventilant, par exemple, les quatre sous-secteurs du secteur norvégien des ménages par situation socio-économique, nombre de membres et âge, on obtiendrait de nombreuses catégories différentes de ménages. En procédant ainsi, on s'engage dans un traitement supplémentaire sous la forme d'un compte satellite qui dépasse de beaucoup le cadre central de la comptabilité nationale. Une autre matrice à double entrée des catégories de ménages pourrait être construite en combinant les sous-secteurs de base avec une ventilation par régions de résidence des ménages. Si, par exemple, on s'intéresse à un petit groupe de région, la matrice à double entrée de subdivisions régionales contiendrait 20 catégories différentes de ménages. On peut tout aussi bien essayer de construire d'autres matrices à double entrée des deux types mentionnés.

97. La formule norvégienne de subdivision du secteur des ménages est en définitive du type satellite, comportant deux ventilations de base, par régions et combinée par âge, nombre de membres et situation socio-économique. Le cadre central de la subdivision sur lequel s'appuie le choix des indicateurs est du type proposé dans le Système, c'est-à-dire une ventilation socio-économique des ménages sur la base du revenu et, en partie, sur celle de la branche d'activité (agricole ou non agricole).

98. S'agissant du secteur des ménages dans sa totalité, le but recherché ultime est une séquence totale de comptes établie également pour les sous-catégories. Comme c'est là une tâche formidable, considérant les nombreux éléments qui déterminent la composition des catégories de ménages et les nombreux comptes et postes que comporte la séquence intégrale des comptes depuis celui de la production jusqu'à celui de la capacité nette de financement, mieux vaut peut-être procéder à ce travail par étapes. Une première étape pourrait consister à établir les comptes jusqu'à celui de la distribution secondaire du revenu, faisant apparaître comme solde le revenu disponible, tandis que le compte d'utilisation du revenu, dont l'épargne constituerait le solde, pourrait être établi dans un deuxième temps. Il pourrait paraître naturel aussi de procéder en deux étapes pour les comptes correspondant aux sous-catégories de ménages, en utilisant la base recommandée de ventilation socio-économique selon le revenu dans un premier temps, et en réservant pour un deuxième temps la ventilation satellite par catégories à partir d'indicateurs.

99. Pour établir les comptes correspondant aux sous-secteurs et aux catégories de ménages, on peut faire appel à des sources diverses dont les principales sont les sondages auprès des ménages, les statistiques fiscales, les comptabilités des administrations publiques et les statistiques du marché du crédit. Les premiers peuvent permettre de se renseigner sur les revenus ou les dépenses de consommation, voire les deux, et d'autres sources (recensements de la population et du logement, enquêtes sur le logement et les conditions de vie) peuvent elles aussi apporter des renseignements concernant les ménages. L'unité retenue pour ces enquêtes peut être la personne ou le ménage (dans ce dernier cas en général pour les seuls sondages auprès des ménages). Les statisticiens doivent se montrer très circonspects dans ce choix. Un autre point important à étudier avec soin est de savoir dans quelle mesure pousser plus loin les enquêtes sur les ménages de façon à en individualiser les catégories. A partir d'un seuil donné, l'échantillon peut être trop peu représentatif pour pouvoir servir directement. Il faut également tenir compte des incertitudes concernant la définition de chaque groupe en concevant la

ventilation des ménages par catégories. C'est là aussi un point important à prendre en considération pour l'équilibrage des échantillons à utiliser respectivement pour les enquêtes sur les revenus et sur les dépenses de consommation des ménages.

100. Laissant pour le moment de côté les sondages auprès des ménages et leur utilisation éventuelle, ainsi que les problèmes des relations entre macro et microdonnées qui y sont inhérents, on en revient en définitive aux premières subdivisions du secteur des ménages considérées dans le SCN. Le tableau 15 montre la répartition par rang d'importance des principaux postes entre les quatre sous-secteurs selon les chiffres non publiés des comptes nationaux de 1993 en Norvège. Il fait ressortir les principales relations structurelles à l'intérieur du secteur des ménages, soit, lu horizontalement, les pourcentages représentés par les principaux postes, et, verticalement, les chiffres correspondant à chaque poste en partant de ceux d'affectation des revenus jusqu'à ceux de leur redistribution.

**TABLEAU 15. Subdivision du secteur des ménages, en pourcentages, Norvège, 1993**

RÉPARTITION PROVISoire EN POURCENTAGES DU TOTAL DU SECTEUR				
	1 Employeurs agricoles, etc.	2 Autres employeurs	3 Salariés	4 Autres ménages
Traitements et salaires	1	2	94	3
Revenus mixtes/excédent d'exploitation	13	30	41	16
Revenus de la propriété (ressources)	6	10	61	23
Revenus de la propriété (emplois)	4	10	77	9
Solde des revenus primaires	4	7	83	6
Prestations sociales	1	2	47	50
Autres transferts courants (ressources)	2	3	51	44
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	3	6	81	10
Autres transferts courants (emplois)	2	4	87	7
Revenu disponible brut	3	5	70	22

101. Le sous-secteur des salariés, le plus nombreux, regroupait, en 1993 près de 57 % de l'ensemble des ménages, et la part des traitements et salaires qui lui est échue (94 %) est naturellement proche de 100 %. Ses contributions aux impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (81 %), et aux autres transferts courants en tant qu'emplois (87 %) sont presque aussi élevées. Les salariés contribuent aussi beaucoup aux revenus de la propriété (61 % dans le cas des ressources et 77 % dans celui des emplois). Par contre, leurs contributions aux prestations sociales (47 %) et aux revenus mixtes/excédent d'exploitation (41 %) restent inférieures à 50 %. La contribution aux revenus mixtes/excédent d'exploitation reste quand même élevée contre toute attente, car près de 65 % de l'excédent d'exploitation au titre des prestations de logement à usage final propre reviennent à ce sous-secteur.

102. Les sous-secteurs des employeurs agricoles, etc., et des autres employeurs représentent respectivement 2,3 et 3,6 % de l'ensemble des ménages. Leurs contributions, même combinées, à la plupart des postes sont très faibles et ne dépassent 10 % que dans le cas des revenus mixtes/excédent d'exploitation (43 % combinés) et dans celui des revenus de la propriété (16 et 14 % combinés s'agissant des ressources et des emplois respectivement).

103. Le sous-secteur des autres ménages représente plus de 37 % de l'ensemble en Norvège. Ses contributions aux prestations sociales (50 %) et aux autres transferts courants en tant que ressources (44 %) sont élevées. Leur

contribution est relativement élevée aussi dans le cas des revenus mixtes/excédent d'exploitation (16 %), car les autres ménages retirent une part considérable (28 %) de l'excédent d'exploitation au titre des prestations de logement à usage final propre et des revenus de la propriété en tant que ressources (23 %), sous la forme d'intérêts en particulier. Dans le cas de tous les autres postes, la contribution du sous-secteur reste inférieure à 10 %.

104. Enfin, lisant le tableau de haut en bas, on constate que la part des salariés tombe du chiffre élevé de 83 % pour le solde des revenus primaires à 70 % pour le revenu disponible total dans la répartition secondaire des revenus. Les autres ménages accusent un mouvement dans la direction opposée, soit 6 à 22 %.

## BIBLIOGRAPHIE

- Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies, Banque mondiale (1993). *Système de comptabilité nationale 1993*, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C.
- Eurostat (1996). *Système européen de comptabilité économique intégrée*, Bruxelles, Luxembourg.
- Nations Unies (1968). *Système de comptabilité nationale*, New York.
- Statistics Norway (1996). *Norwegian National Accounts. Documentation of the Compilation and Methods Applied (2 Volumes)*, Oslo.
- Statistics Norway (1997). *National Accounts 1978-1996. Production, Uses and Employment*, Oslo, Kongsvinger.
- Statistics Norway (1997). *National Accounts 1978-1996. Institutional Sector Accounts*, Oslo, Kongsvinger.



# **LES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF ET LE SECTEUR DES MÉNAGES**

**Helmut K. Anheier**

Professeur de sociologie à la Rutgers University et adjoint principal de recherche à l'Institut d'études politiques, Johns Hopkins University, Baltimore, Maryland, Etats-Unis d'Amérique

**Lester M. Salamon**

Professeur de sciences politiques à Johns Hopkins University et Directeur du Centre d'études de la société civile, Baltimore, Maryland, Etats-Unis d'Amérique

## **I. — INTRODUCTION**

1. Le Système de comptabilité nationale (SCN 1993) propose un cadre uniformisé de mesure et de représentation classique des économies nationales. Il couvre les activités économiques des ménages et des organisations (institutions et établissements). Les activités sont quantifiées et classées systématiquement dans une séquence de comptes stéréotypés et articulés entre eux (voir Nations Unies, 1993; Kendrick, 1996; Eisner, 1989) et le Système s'applique aussi aux institutions sans but lucratif (ISBL). Nous en examinerons ici la définition, la classification et le traitement dans le SCN 1993, ainsi que dans l'Etude comparative du secteur des ISBL réalisée à Johns Hopkins, qui constitue un travail international de première importance destiné à déterminer l'étendue et la composition de ce secteur, ainsi que la ventilation de ses recettes, dans quelques pays (Salamon et Anheier, 1996). Mettant l'accent sur les relations entre les ISBL et le secteur des ménages, on comparera ici en premier lieu les concepts et les méthodes utilisés dans les deux travaux précisés, on analysera les divergences et les ressemblances entre les estimations calculées, et enfin on explorera l'impact des diverses règles de subdivision du secteur des ISBL sur les estimations de l'étendue, de la composition et des recettes de ce secteur.

## **II. — LES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF DANS LE SYSTÈME DE COMPTABILITÉ NATIONALE**

2. Avant d'entamer l'analyse empirique précisée, il est utile de revoir ce que sont la définition et le traitement des ISBL dans le SCN 1993 (voir SCN 1993; Anheier, Rudney et Salamon, 1993; Tice, 1993) ainsi que les comptes et tableaux d'entrées-sorties du Système qui se fondent sur les mêmes définitions (voir Rudney et Young, 1989; Tice, 1993; Anheier et Rudney, 1998).

### **A. — Définition**

3. Les institutions sans but lucratif (ISBL) sont définies comme des entités économiques qui effectuent des opérations économiques, possèdent des actifs et encourent des passifs (SCN 1993: 4.54-4.56). Une ISBL peut

se composer d'un établissement ou davantage. Par définition, les ISBL ne sont pas autorisées à réaliser des revenus, des bénéfices ou d'autres profits financiers pour les personnes ou les entités qui les créent, les contrôlent ou les financent. « Bien qu'elles ne puissent pas constituer une source de profits pour d'autres unités institutionnelles, les institutions sans but lucratif peuvent néanmoins être des producteurs marchands si elles fournissent des services pour lesquels elles font payer des prix économiquement significatifs. » (SCN 1993: 4.161). Les prix économiquement significatifs influent à la fois sur les quantités que les producteurs acceptent de fournir et sur celles que les consommateurs acceptent d'acheter. Le SCN 1993 postule que les ISBL marchandes sont moins nombreuses que les producteurs non marchands, c'est-à-dire que la majorité des ISBL sont souvent créées à des fins caritatives, philanthropiques ou sociales.

## B. — Répartition par secteurs

4. Le SCN subdivise les économies en cinq grands secteurs : 1) le secteur des sociétés non financières; 2) le secteur des sociétés financières; 3) le secteur des administrations publiques; 4) le secteur des ménages; et 5) le secteur des ISBL au service des ménages (ISBLSM). Toutes les unités institutionnelles d'un type donné sont regroupées dans un même secteur, à l'exception des ISBL qui sont les seules institutions à pouvoir être réparties entre plusieurs secteurs. En fait, elles le sont entre quatre des cinq secteurs du SCN 1993, à l'exception de celui des ménages. L'affectation d'une ISBL est déterminée par une série complexe de règles fondées sur son *objectif* supposé, son *comportement* marchand, l'entité ou la personne qui la *contrôle* et la composition de ses *recettes*. Dans cet ordre, les ISBL sont d'abord distinguées en fonction de la nature des prestations qu'elles fournissent (à destination collective ou individuelle). Les ISBL qui produisent des prestations à destination individuelle sont ensuite réparties en producteurs marchands et non marchands. Enfin, ce dernier groupe est encore subdivisé en institutions principalement financées et contrôlées par des administrations publiques et un groupe résiduel d'entités. Celui-ci est le seul qui soit séparément identifié dans le SCN 1993 comme composé d'*institutions sans but lucratif au service des ménages* ou ISBLSM. Les autres institutions d'autres types sont partagées entre les autres secteurs. Il en résulte une subdivision des ISBL en quatre catégories, soit :

- *Les ISBL du secteur des sociétés non financières* : Les ISBL qui fournissent des prestations à destination individuelle non financières (par exemple des soins de santé, un enseignement, des soins de jour ou encore des soins infirmiers en établissement) et qui fixent la moitié ou plus de leur revenu de la vente de ces prestations à des prix économiquement significatifs (SCN 1993 : 4.58) sont incluses dans le secteur des sociétés non financières, perdant ainsi leur identité d'ISBL. Sont aussi incluses dans ce même secteur, certaines ISBL au service d'entreprises du secteur des sociétés financières, par exemple les groupements professionnels;
- *Les ISBL du secteur des sociétés financières* : Les ISBL au service des entreprises du secteur des sociétés financières, ou qui fournissent des prestations à destination individuelle de caractère financier (par exemple des prestations d'assurance ou bancaires, ou encore la fourniture de crédit), et qui tirent la moitié ou plus de leur revenu de la vente de ces prestations à des prix économiquement significatifs, sont incluses dans le secteur des sociétés financières et perdent elles aussi leur identité d'ISBL.
- *Les ISBL du secteur des administrations publiques* : Les ISBL i) qui fournissent des prestations à destination *collective* (par exemple l'entretien des parcs, la dépollution de l'air) ou ii) qui fournissent des prestations à destination individuelle principalement à titre gratuit ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs, et qui sont *contrôlées et principalement financées par des administrations ou des fonds publics*, sont incluses par le SCN 1993 dans le secteur des administrations publiques en perdant leur identité d'ISBL.
- *Les ISBL au service des ménages (ISBLSM)* : Seules les ISBL qui fournissent des prestations à destination individuelle principalement à titre gratuit ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs, et qui sont financées principalement par des transferts d'origine autre que publique (en provenance par exemple des ménages, des entreprises ou d'étrangers) sont considérées dans le SCN 1993 comme un secteur distinct, celui des institutions sans but lucratif au service des ménages.

5. Le tableau 1 reproduit sous une forme succincte cette sectorisation selon le SCN 1993 et montre comment les ISBL y sont réparties en quatre secteurs. Il apparaît à l'évidence que le « secteur sans but lucratif » du SCN 1993 est ainsi un secteur résiduel où n'entre qu'une fraction de l'ensemble des ISBL, quelle que soit l'économie considérée.

6. Ce caractère résiduel du secteur des ISBLSM peut être encore mis en évidence au moyen d'un exemple. Supposons donc une économie où les ISBL ont une production brute de 1 000 dollars. Supposons aussi que des ISBL qui fournissent principalement des biens à destination collective sous la forme de remise en valeur des terres ont une production brute de 100 dollars. Les ISBL restantes produisent 900 dollars sous la forme de prestations à destination individuelle. Sur ce montant, des prestations d'une valeur de 350 dollars sont assurées par des ISBL qui vendent essentiellement leurs prestations à des prix économiquement significatifs, et 50 dollars seraient produits par des groupements professionnels au service des entreprises. Une production de 200 dollars provient d'ISBL essentiellement financées et contrôlées par des administrations publiques. Enfin, les ISBL restantes, dont la production s'élève à 300 dollars, fournissent leurs prestations gratuitement ou à des prix non significatifs du point de vue économique, essentiellement à des ménages qui les subventionnent au moyen de cotisations.

7. Comme on le voit au tableau 2, cet exemple conduirait à un « secteur sans but lucratif » selon le SCN 1993, qui représenterait seulement 300 dollars sur une production totale des ISBL égale à 1 000 dollars. Les ISBL restantes, avec une production de 700 dollars, seraient réparties entre le secteur des sociétés financières ou non financières (à raison de 400 dollars) et celui des administrations publiques (à raison de 300 dollars dont 100 dollars provenant de producteurs de biens à destination collective et 200 dollars produits par des ISBL qui écoulent leur production gratuitement ou au-dessous du prix de revient et qui sont contrôlées et financées par des administrations publiques).

8. Le SCN 1993 justifie ce traitement des ISBL en postulant que celles incluses dans d'autres secteurs que celui des ISBLSM sont généralement limitées en nombre et en importance. Or, comme on le verra, ce postulat est devenu de plus en plus insoutenable, ce qui a créé de graves problèmes à la fois pour le traitement des ISBL selon le SCN et pour celui des autres secteurs aussi.

**TABLEAU 1. Les unités institutionnelles ventilées par secteurs et par types, SCN 1993**

Types d'unité institutionnelle	SECTEURS				
	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ménages	ISBLSM
<b>Sociétés</b>	Sociétés non financières (y compris les quasi-sociétés)	Sociétés financières (y compris les quasi-sociétés)			
<b>Unités des administrations publiques</b>			Unités des administrations publiques (y compris administrations de sécurité sociale)		
<b>Ménages</b>				Ménages	
<b>ISBL</b>	ISBL marchandes non financières	ISBL marchandes financières	ISBL non marchandes contrôlées et majoritairement financées par des administrations publiques		ISBL non marchandes au service des ménages

**TABEAU 2. Illustration de la répartition par secteurs  
de la production des ISBL dans le SCN 1993**

(en dépenses courantes)

	Répartition en dollars entre secteurs dans le SCN 1993	
<b>Univers des ISBL</b> . . . . .	<b>1 000</b>	
<b>Secteur des sociétés</b> . . . . .	<b>400</b>	
<i>Dont</i> : production marchande . . . . .		350
au service des entreprises . . . . .		50
<b>Secteur public</b> . . . . .	<b>300</b>	
<i>Dont</i> : production à destination collective . . . . .		100
production à destination individuelle . . . . .		200
<b>Secteur des ménages</b> . . . . .	<b>0</b>	
<b>ISBL au service des ménages</b> . . . . .	<b>300</b>	

9. Cela ne veut naturellement pas dire que la sectorisation selon le SCN 1993 n'a pas d'autres véritables utilités. Cette « sectorisation » facilite la détermination de l'importance économique des entreprises, des administrations publiques et des ménages dans un pays. C'est essentiellement ce que fait le SCN 1993, car l'analyse y est généralement axée sur les fonctions économiques des institutions du pays. Ainsi, la combinaison de ce qui est supposé être des ISBL essentiellement « commerciales » avec les sociétés dans le SCN 1993 convient et présente de l'utilité si l'on veut analyser la production privée d'organismes qui demandent des « prix économiquement significatifs », indépendamment de la forme juridique de propriété ou de la répartition des bénéfices. Il est juste et utile aussi de combiner avec les organismes publics les ISBL dont l'activité se rapproche beaucoup de celle des administrations si l'on veut par exemple mesurer et analyser le rôle et l'influence des administrations et des entités quasi publiques dans l'économie.

10. Par contre, la « sectorisation » du SCN crée aussi certains problèmes. En premier lieu, les ISBL incluses dans le secteur des administrations publiques peuvent, même si elles assurent des prestations à destination collective, rester tout à fait indépendantes de l'administration en matière de gestion et de financement. Ainsi, des ISBL peuvent assurer des prestations à destination collective en imposant des règles publiques en matière de sécurité, d'enseignement, de santé, etc. Il se trouve alors que le secteur des administrations publiques peut inclure des initiatives exclusivement privées au service de la population. En second lieu, des ISBL peuvent chercher à recouvrer une partie substantielle de leurs frais d'exploitation même si elles n'entendent pas réaliser de bénéfices. Cela paraît impliquer des comportements économiques très différents de ceux qui caractérisent les producteurs marchands. Il serait possible de mentionner d'autres cas où la répartition par secteurs donne naissance à des problèmes de concept, mais le point essentiel est que l'inclusion d'un grand nombre d'ISBL dans le secteur des sociétés ou dans celui des administrations publiques aboutit à la création de secteurs « hybrides » dont les composants peuvent avoir des comportements économiques très différents les uns des autres. En d'autres termes, la présence d'ISBL dans les comptes des sociétés et des administrations risque, non seulement de limiter notre vision des ISBL à un secteur résiduel, celui des ISBLSM, mais également, par implication, réduire la validité des analyses des fonctions soit des entreprises purement privées, soit de celles relevant exclusivement du secteur public.

### C. — Classification

11. Le SCN ne subdivise pas seulement les ISBL en fonction de leurs objectifs et de leur comportement; il classe également les activités des ISBL affectées au secteur des ISBLSM selon la COPNI<sup>1</sup>. Cette nomenclature

des fonctions des institutions sans but lucratif au service des ménages propose une classification fonctionnelle en sept catégories auxquelles s'ajoute une catégorie des services divers, n. c. a. (SCN 1993 : 18.1; tableau 18.3) :

1. Services de recherche et prestations scientifiques
2. Services d'éducation
3. Services de santé
4. Services sociaux
5. Services récréatifs, culturels et similaires
6. Services religieux
7. Services d'organisations professionnelles et syndicales et d'autres organisations associatives
8. Services divers, non classés ailleurs

12. La COPNI, qui suit en général la classification des fonctions des administrations publiques (SCN 1993 : 18.12), couvre les opérations courantes, les dépenses en capital et l'acquisition de certains actifs financiers. Il importe pourtant de ne pas perdre de vue qu'elle ne s'applique pas à toutes les ISBL, puisque certaines sont incluses dans les autres secteurs (sociétés, administrations publiques). Ainsi, les groupements d'entreprises sans but lucratif figurent dans le secteur des sociétés, tandis que les syndicats (au service des salariés en tant que membres de ménages, et non des sociétés), ainsi que les groupements professionnels (au service des membres d'une profession, et non de leurs entreprises) sont inclus dans le secteur des ISBLSM.

## **D. — Conséquences**

13. Quelles conséquences le traitement des ISBL dans le SCN 1993 entraîne-t-il ? Une réponse à cette question figure dans l'importante étude de Parker (1998), qui a étudié les effets des diverses règles de répartition du SCN dans le cas des établissements d'enseignement des Etats-Unis. Cette étude s'est focalisée sur différentes interprétations de ce que pourrait signifier l'expression « prix économiquement significatifs » dans le cas de certaines ISBL, en l'occurrence les facultés qui proposent des programmes d'enseignement de 2 ou 4 ans. En 1990, les établissements accrédités d'enseignement supérieur, au nombre de plus de 3 500, ont accueilli 13,8 millions d'étudiants. D'après Parker, ces établissements ont, selon la comptabilité nationale actuelle des Etats-Unis (NIPA), contribué dans la proportion de 1,5 % au PIB et dans celle de 2,8 % à l'emploi total. Plus de la moitié d'entre eux sont des ISBL, mais ils n'accueillent que 21,6 % des étudiants. Pour son étude, Parker a présumé que les collèges universitaires ont deux productions : les prestations d'enseignement, à l'intention en grande partie des ménages, et les travaux de recherche, à l'intention surtout des administrations publiques et du secteur des sociétés.

14. Si tous les collèges universitaires sans but lucratif étaient considérés comme des producteurs marchands de prestations d'enseignement, leur production s'élèverait à 75,5 milliards de dollars de ventes, en grande partie sous la forme d'un enseignement encadré. Si on les considérait tous comme des producteurs non marchands, leur production totale s'élèverait à 129,7 milliards de dollars sur la base des coûts de production, soit une différence de 54,2 milliards de dollars. Parker a ensuite appliqué diverses règles en s'appuyant sur les règles de répartition des ISBL par secteurs. Dans un cas, par exemple, pour appliquer la notion de « prix économiquement significatifs » retenue dans le SCN 1993, il a considéré que tous les collèges étaient des producteurs marchands si leurs ventes de prestations d'enseignement aux étudiants dépassaient 50 % de leur coût de production. La plupart des collèges se sont alors retrouvés dans le secteur des sociétés non financières, conformément au postulat du SCN 1993 selon lequel ces établissements sont des producteurs marchands.

15. Appliquant une autre règle, il a combiné dans une même catégorie les prestations d'enseignement, consommées principalement par les ménages, avec les travaux de recherche. Il est moins probable que ces derniers soient effectués pour répondre à une demande des ménages et ils le sont probablement pour le compte des administrations publiques ou des sociétés. Cette combinaison a entraîné une modification notable de la répartition des ISBL, en particulier des collèges proposant 4 ans d'études, en faveur des secteurs des sociétés ou des

administrations publiques, selon la nature et le dosage du financement des travaux de recherche. Pour notre analyse, il importe de se rendre compte des importantes variations qui résultent de ces applications, élargissant ou réduisant l'étendue du secteur des ISBLSM selon les règles appliquées et des hypothèses retenues.

16. Une leçon à tirer de l'étude de Parker est que le panorama des ISBL révélé par le SCN 1993 dépendra non seulement des opérations et des transferts effectifs entre les ISBLSM et les autres secteurs institutionnels, mais également de la façon dont les règles du SCN 1993 sont appliquées aux données existantes. Parker a étudié le problème qui consistait à déterminer ce qu'étaient des « prix économiquement significatifs » et à se prononcer à leur sujet, c'est-à-dire à tracer la ligne de démarcation entre le secteur des sociétés et les ISBLSM. Mais des problèmes semblables se posent du fait de la règle énoncée dans le SCN, à savoir que les ISBL engagées dans une production marchande et « contrôlées et principalement financées par les administrations publiques » (SCN 1993 : 4.61) doivent être comprises dans le secteur des administrations publiques « quel que soit le type des unités institutionnelles qui tirent principalement profit de leurs activités » (SCN 1993 : 4.62), y compris les ménages. Le contrôle des administrations publiques est défini comme « l'aptitude à déterminer la politique générale ou le programme de l'ISBL par le droit de nommer les administratifs qui la dirigent » (SCN 1993 : 4.62). Même si cela n'est pas spécifié explicitement, l'expression « financées principalement » semble impliquer l'apport de la moitié ou plus des recettes courantes.

17. Cela dit, si on laisse de côté les difficultés pratiques d'interprétation (par exemple : « Quel est le type de majorité publique, le cas échéant, nécessaire pour la nomination des administratifs ? »), la double obligation d'un contrôle *et* d'un financement amène à discerner deux scénarios « marginaux » qui peuvent être difficiles à concevoir en termes opérationnels et quantitatifs (tableau 3) : les ISBL principalement financées, mais non contrôlées, par une administration publique — par exemple les hôpitaux sans but lucratif et les organismes de service social en Allemagne, ou encore les établissements scolaires aux Pays-Bas — et les ISBL contrôlées en grande partie par des administrations publiques mais pas essentiellement financées par elles, comme la plupart de ces institutions dans des pays tels que l'Egypte ou le Japon. Il importe de noter que les deux catégories peuvent être très étoffées et regrouper une fraction notable des organismes classés ailleurs dans les ISBLSM.

**TABLEAU 3. Répartition des ISBL dans le SCN 1993 en fonction du degré de contrôle et de financement des administrations publiques**

	Institutions contrôlées par des administrations publiques	Institutions non contrôlées par des administrations publiques
<b>Plus de 50 % de recettes en provenance d'administrations publiques</b>	ISBL incluses dans le secteur des administrations publiques	? [Le plus vraisemblablement incluses dans le secteur des administrations publiques dans certains pays]
<b>Moins de 50 % de recettes en provenance d'administrations publiques</b>	? [Le plus vraisemblablement incluses dans le secteur des administrations publiques dans certains pays]	ISBL incluses parmi les ISBLSM

## **E. — Estimation de l'importance numérique et de la composition des catégories d'ISBL**

18. A supposer pour l'instant que les pays aient pris des décisions comparables entre elles pour l'application des règles de répartition du SCN 1993, qu'en est-il des données réunies et de leur interprétation ? Il faut noter au départ que très rares sont les pays qui présentent tous les comptes des ISBLSM dans leur comptabilité nationale, comme le font, par exemple, les Etats-Unis où le secteur des institutions sans but lucratif est un des plus étendus du monde. Cela dit, trois observations paraissent s'imposer (voir le tableau 4) :

- En premier lieu, le secteur des ISBLSM paraît être très limité et le fait de ne pas en tenir compte semblerait ne nuire que de façon minime à la qualité globale de la comptabilité nationale. En 1971, par exemple, seuls deux pays, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, ont comptabilisé un secteur des ISBLSM représentant plus de 1 % du PIB, chiffre qui, dans le cas de la plupart des pays, s'inscrit probablement dans la marge d'erreur des estimations des principaux agrégats distingués dans les comptes du secteur des sociétés ou de celui des administrations publiques. En 1990, deux seulement des sept pays considérés ont comptabilisé un secteur sans but lucratif dépassant 2 % du PIB.
- En second lieu, si les chiffres ont en général augmenté dans la plupart des pays entre les années 1971 et 1990, les variations ont été, sauf dans le cas de la Suède et des Etats-Unis, inférieures à un point de pourcentage, et en général bien inférieures. Qui plus est, les pays qui ont procédé durant les années en question à d'importantes réformes politiques ayant une incidence sur le secteur des ISBL semblent n'avoir constaté aucune modification de l'importance relative des ISBLSM. La France en est peut-être le meilleur exemple. A partir de 1980, le Gouvernement français a appliqué une politique ambitieuse de décentralisation qui a transféré des responsabilités aux organisations locales sans but lucratif, entraînant une croissance notable du nombre de ces institutions (Archambault, 1997). L'exemple français donne à penser que l'application du SCN 1993 peut souvent ne pas prendre en compte les effets produits par les profondes modifications des politiques sur les ISBLSM en particulier et, plus généralement, sur leurs relations avec les autres secteurs de l'économie.
- En troisième lieu, les différences d'un pays à l'autre, assez prononcées dans certains cas, paraissent difficiles à expliquer. Pourquoi la France et l'Allemagne ont-elles des secteurs des ISBLSM d'étendues si différentes ? Qui plus est, pourquoi l'un d'eux est-il resté remarquablement stable tandis que l'autre, resté inchangé au début, s'est-il développé par la suite ? Pourquoi le secteur des ISBLSM se réduit-il en Italie tandis qu'il s'étend en Suède. Il se peut que ces évolutions aient des raisons économiques, mais une explication plus plausible est qu'elles résultent de décisions en matière de quantification et de répartition qui diffèrent largement d'un pays à l'autre.

19. On aboutit à une conclusion similaire en considérant les chiffres des principales composantes des entrées et des sorties brutes des ISBLSM par pays. Trois pays de l'OCDE (voir le tableau 5) offrent un tableau assez complet de la place occupée dans ces entrées par la consommation intermédiaire et les salaires tandis que deux autres, la France et l'Allemagne, renseignent également sur la partie vendue de la production brute. Dans les deux cas, il ressort des données des anomalies apparemment difficiles à expliquer au vu des réalités économiques sous-jacentes. En premier lieu, malgré les modifications immenses apportées aux procédés de production durant les 20 années considérées, les contributions des salaires et de la consommation intermédiaire aux coûts de production des ISBLSM, ressortant de l'application du SCN 1993, sont demeurées remarquablement constantes. En second lieu, les salaires, dans les chiffres de la comptabilité nationale représentent moins de la moitié du coût brut de production dans le cas des ISBLSM françaises, mais dépassent de beaucoup cette moitié dans ceux de l'Allemagne et de la Suède.

20. En bref, il apparaît que les ISBLSM, tout au moins dans les comptabilités actuelles basées sur le SCN 1993, constituent un secteur résiduel, non seulement sur le plan des concepts, mais sur le plan empirique également. Il en résulte non seulement une distorsion, par rapport à la réalité, de l'étendue et de la composition du secteur des ISBL mais également une distorsion, toujours par rapport à la réalité, de l'étendue et de la composition des secteurs des sociétés et des administrations publiques. Au surplus, ces distorsions peuvent éventuellement influencer dans des proportions considérables sur les relations entre les ISBLSM et les ménages, comme cela est mis en évidence par une étude de l'économiste néerlandais van Heemst (1993). Laisant de côté le domaine de l'enseignement, van Heemst a constaté que le poids économique des ISBL incluses dans d'autres secteurs représentait 93 % des recettes courantes totales des ISBL aux Pays-Bas. En d'autres termes, 7 % seulement des recettes des ISBL étaient attribuées aux ISBLSM. Comme l'indique le tableau 6, les ISBL ont été incluses en majorité dans le secteur des sociétés, puis en second lieu dans le secteur des administrations publiques. Si l'on tient compte des prestations d'enseignement qui, en Hollande, sont financées en grande partie par les administrations publiques, la première place revient à ce secteur qui regrouperait alors des ISBL représentant une valeur ajoutée de 28 milliards de florins, soit deux fois le chiffre du tableau 6.

**TABLEAU 4. Contribution des ISBLSM au PIB, en pourcentages, par pays, 1971-1990**

Pays	1971	1975	1980	1985	1990
<b>Allemagne</b> .....	1,28	1,57	1,81	2,02	2,12
<b>Etats-Unis</b> .....	2,87	2,99	3,07	3,34	4,00
<b>France</b> .....	0,24	0,26	0,26	0,24	0,24
<b>Italie*</b> .....	0,55	0,53	0,27	0,28	0,24
<b>Japon</b> .....	0,88	1,40	1,64	1,70	1,71
<b>Royaume-Uni*</b> .....	1,12	1,20	1,21	1,50	1,99
<b>Suède*</b> .....	0,63	0,70	1,53	1,53	1,75

Source : OCDE, 1993, tableau 1 : *PIB par secteur institutionnel d'origine*.

\* Ratios des dépenses de consommation finale au PIB.

21. En bref, on peut tirer de l'exposé qui précède plusieurs leçons :

- Dans la plupart des pays, les ISBLSM ne constituent probablement qu'une faible proportion de l'ensemble des ISBL;
- Les ISBL sont incluses en majorité dans le secteur des sociétés en raison de leur comportement marchand présumé;
- Une autre proportion substantielle des ISBL est incluse dans le secteur des administrations publiques;
- Les ISBL restantes, qui constituent le secteur distinct des ISBLSM, ne représentent qu'une fraction minuscule de l'univers des ISBL, ce qui entraîne de sérieuses distorsions;
- La couverture du secteur des ISBLSM et la mesure de leur contribution posent d'importants problèmes de concept et de méthode.

22. Dans ce contexte, il est intéressant de comparer la façon dont les ISBL sont traitées dans le SCN 1993 et dans le projet Johns Hopkins de comparaison du secteur des institutions sans but lucratif, travail de portée internationale concernant l'étendue et la composition du secteur des ISBL que les auteurs de la présente communication ont dirigé dans un certain nombre de pays. C'est cette comparaison entre les deux traitements qui fait l'objet des paragraphes qui suivent.

**TABLEAU 5. Composition des entrées et sorties brutes des ISBLSM, par pays, 1970-1990**  
(en pourcentages)

PAYS	1971	1975	1980	1985	1990
<b>France</b>					
Consommation intermédiaire en % des entrées brutes.....	58	58	55	55	55
Salaires en % des entrées brutes.....	40	40	43	45	43
Ventes en % des sorties brutes.....	49	49	54	55	50
<b>Allemagne</b>					
Consommation intermédiaire en % des entrées brutes.....	30	29	31	31	30
Salaires en % des entrées brutes.....	63	64	62	63	64
Ventes en % des sorties brutes.....	57	67	64	63	61
<b>Suède</b>					
Consommation intermédiaire en % des entrées brutes.....	20	20	29	29	31
Salaires en % des entrées brutes.....	79	78	70	70	66

Source : OCDE, 1993.

**TABLEAU 6. Subdivision des ISBL néerlandaises, 1985**  
(en milliards de florins)

Recettes courantes	ISBL du secteur des sociétés	ISBL du secteur des administrations publiques	ISBLSM	Autres n.c.a.	ISBL, TOTAL
Ventes .....	23,6	1,6	0,6	0,9	26,3
Transferts .....	0,8	12,6	2,3	0,1	15,7
TOTAL .....	24,3	14,1	2,9	0,6	42,0
En % du total .....	58,0	34,0	7,0	1,0	100,0

Source : D'après van Heemst, 1993.

### III. — LE PROJET JOHNS HOPKINS DE COMPARAISON ENTRE LES SECTEURS DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF ET DE LEURS LIENS AVEC LE SECTEUR DES MÉNAGES

23. Ce travail est une étude internationale de l'étendue et de la composition du secteur des institutions sans but lucratif, ainsi que de la composition de leurs recettes, dans de nombreux pays (voir Salamon et Anheier, 1996). Il s'appuie sur une méthode de comparaison systématique sur la base d'une définition et d'une classification communes des ISBL. Comme on le verra, le projet Johns Hopkins ne concerne pas seulement les ISBLSM mais s'étend à un ensemble plus large d'ISBL.

#### A. — Définition

24. Pour les besoins de la comparaison, il a fallu trouver une définition commune des ISBL. Après avoir étudié plusieurs critères à cette fin (Salamon et Anheier, 1992), nous nous sommes mis d'accord sur une définition qui repose sur cinq caractéristiques structurelles et opérationnelles capitales des ISBL (Salamon et Anheier, 1997). Pour entrer dans le cadre du projet Johns Hopkins, une institution devait être<sup>2</sup> :

1. *Organisée, c'est-à-dire institutionnalisée jusqu'à un certain point.* Ce qui importe, c'est que l'organisation ait une certaine réalité institutionnelle. Dans certains pays, cette réalité se concrétise par un statut juridique de société. Mais la réalité institutionnelle peut également être prouvée d'autres façons lorsque le statut juridique de société n'est ni courant, ni facile à obtenir. Les autres critères de définition sont alors les suivants : une certaine structure organique interne, la permanence relative des objectifs, de la structure et des activités, enfin un cadre organique significatif, par exemple une différence explicite entre membres et non-membres. Sont exclus les regroupements ponctuels et temporaires de personnes sans structure ni identité organique réelles.
2. *Privée, c'est-à-dire institutionnellement distincte de l'administration publique.* Les ISBL ne font pas partie de l'appareil de l'Etat. Elles sont « non gouvernementales », c'est-à-dire structurellement distinctes des administrations publiques. Cela ne signifie pas qu'elles ne peuvent pas bénéficier d'un soutien notable de ces administrations, ni même que des fonctionnaires publics ne peuvent siéger à leur conseil d'administration. Ce qui importe, en ce qui concerne ce critère, c'est que l'organisation ait une identité institutionnelle distincte de celle de l'Etat, qu'elle ne soit pas une branche d'une administration nationale ou locale, et qu'elle n'exerce donc pas de pouvoirs de gouvernement.
3. *Autonome, c'est-à-dire en mesure de gérer ses propres activités.* Certaines organisations privées et non gouvernementales peuvent néanmoins être si étroitement contrôlées soit par des organismes pu-

blics, soit par des entreprises privées, qu'elles fonctionnent essentiellement comme des parties de ces autres institutions, même si elles en sont séparées du point de vue structural. Pour éliminer les cas de ce genre, nous précisons en outre que les ISBL doivent être autonomes. Pour satisfaire à ce critère, les organisations doivent être en mesure de contrôler largement leurs activités. Cela implique qu'il leur faut avoir leurs propres règles internes de gestion et jouir d'une large autonomie.

4. *Dégagée de l'obligation de distribuer des bénéfices, c'est-à-dire ne pas verser à ses propriétaires ou directeurs les bénéfices réalisés.* Les ISBL peuvent réaliser des bénéfices lors d'une année donnée, mais ces bénéfices doivent être réinvestis dans leur mission fondamentale et non pas distribués à leurs propriétaires, membres, fondateurs ou administrateurs. La question fondamentale qui se pose est la suivante : comment l'institution gère-t-elle ses bénéfices ? Si elle les réinvestit ou les utilise d'autre façon pour ses fins officiellement déclarées, elle remplit les conditions voulues pour être une institution sans but lucratif. En ce sens, les ISBL sont des organismes privés qui n'existent pas au premier chef pour réaliser directement ou indirectement des bénéfices et qui ne sont pas essentiellement guidés par des considérations ou des objectifs commerciaux. C'est ce qui les différencie de l'autre composante du secteur privé, c'est-à-dire les entreprises privées.
5. *Bénévole, c'est-à-dire comportant dans une assez large mesure des participations non rémunérées.* Pour être inclus dans le secteur des institutions sans but lucratif, les organismes considérés doivent faire intervenir dans une mesure significative le concept de bénévolat. Cela implique deux considérations différentes mais apparentées l'une à l'autre. En premier lieu, l'organisme doit faire appel, pour ses opérations et sa gestion, à des bénévoles, soit dans son conseil d'administration, soit dans son personnel, ainsi qu'à des contributions bénévoles. En second lieu, le terme « bénévole » a également le sens de « non obligatoire ». Si la législation impose ou prescrit d'autre manière l'obligation d'être membre de l'organisation, celle-ci sera exclue des institutions sans but lucratif. De même, le terme « bénévole » implique que les contributions sous la forme de temps (bénévolat) et d'argent (dons), de même que les contributions en nature, ne peuvent être imposées ni prélevées par voie de droit, ni être d'autre façon ouvertement forcées<sup>3</sup>.

## B. — Classification

25. A la définition commune du secteur des institutions sans but lucratif, le projet Johns Hopkins a ajouté un système de classification de ces institutions. Fondée en grande partie sur la Classification internationale type des branches d'activité économique, la *Classification internationale des organisations sans but lucratif* (ICNPO) regroupe les ISBL d'après leur activité économique principale (Salamon et Anheier, 1997). Les institutions sont donc différenciées en fonction de la nature des prestations ou des biens qu'elles fournissent (par exemple dans les domaines de la santé, de l'enseignement ou de la protection de l'environnement). Comme on le voit au tableau 7, l'ICNPO subdivise les ISBL en 12 *groupes d'activité principale*, y compris un groupe « non classées ailleurs ». Ces 12 groupes principaux sont à leur tour subdivisés en 24 *sous-groupes*, subdivisés, eux, en plusieurs *activités*, mais l'ICNPO actuelle n'est pas allée jusqu'à normaliser les activités en raison de la vaste diversité des institutions sans but lucratif selon les pays.

## C. — Estimation de l'étendue et de la composition<sup>4</sup> du secteur

26. Le secteur des institutions sans but lucratif tel qu'il est défini ci-dessus se révèle être une grande force économique dans les pays que nous avons étudiés. Il contribue pour beaucoup à l'emploi rémunéré ou non, et engage d'importantes dépenses de fonctionnement. En particulier, ces institutions employaient 11,9 millions de salariés dans les huit pays au sujet desquels nous avons pu réunir des données empiriques (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Suède, Hongrie et Japon), soit 4,5 % de la population active totale de ces pays, ou encore près d'un emploi sur 20, et un emploi sur 8 dans le secteur des services. En outre, ces institutions ont occupé des bénévoles dont la durée d'emploi était équivalente à près de 5 millions d'employés supplémentaires à plein temps.

27. *Variations de l'étendue du secteur selon les pays.* Le tableau 8 montre qu'en proportion de l'emploi total dans la nation l'emploi dans le secteur des institutions sans but lucratif variait de 0,8 % au plus bas en Hongrie jusqu'à 6,9 % au plus haut aux Etats-Unis; l'Italie, le Japon et la Suède étant groupés vers le bas de la fourchette, et l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France vers le haut de cette fourchette. Par contre, l'importance de la différence d'un pays à l'autre était relativement faible, se situant la plupart du temps à moins d'un écart standard (en l'occurrence, 1,7 point de pourcentage) par rapport à la moyenne de 3,3 % pour les huit pays.

28. Si l'on tient compte également du personnel bénévole, des variations intéressantes se dégagent. Principalement, la Suède se détache des autres pays européens pour ce qui concerne l'étendue de son secteur des ISBL. Alors qu'en particulier ce secteur est l'un des plus petits en Europe, il devient, avec les bénévoles, l'un des plus importants. De toute évidence, le secteur des ISBL prend une forme différente et assume éventuellement un rôle différent en Suède que dans les autres pays étudiés, point sur lequel nous reviendrons plus loin.

**TABEAU 7. La Classification internationale des institutions sans but lucratif (ICNPO)**

---

GRUPE 1 : CULTURE ET LOISIRS

- 1 100 Culture et arts
- 1 200 Sports
- 1 300 Autres clubs de loisirs et de rencontres

GRUPE 2 : ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE

- 2 100 Enseignement primaire et secondaire
- 2 200 Enseignement supérieur
- 2 300 Autres enseignements
- 2 400 Recherche

GRUPE 3 : SANTÉ

- 3 100 Hôpitaux et centres de réadaptation
- 3 200 Centres de soins infirmiers
- 3 300 Santé mentale et interventions en cas de crise
- 3 400 Autres services de santé

GRUPE 4 : SERVICES SOCIAUX

- 4 100 Services sociaux
- 4 200 Urgences et secours
- 4 300 Appoint au revenu et entretien

GRUPE 5 : ENVIRONNEMENT

- 5 100 Environnement
- 5 200 Protection des animaux

GRUPE 6 : DÉVELOPPEMENT ET LOGEMENT

- 6 100 Développement économique, social et communautaire
- 6 200 Logement
- 6 300 Emploi et formation

GRUPE 7 : DROIT, DÉFENSE DES INTÉRÊTS ET POLITIQUE

- 7 100 Organisations associatives et de défense des intérêts
- 7 200 Droit et services juridiques
- 7 300 Organismes politiques

GRUPE 8 : INTERMÉDIAIRES CARITATIFS, BÉNÉVOLAT, PROMOTION

GRUPE 9 : ACTION INTERNATIONALE

GRUPE 10 : CULTES

GRUPE 11 : GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET PROFESSIONNELS, SYNDICATS

GRUPE 12 : [NON CLASSÉES AILLEURS]

---

**TABLEAU 8. L'emploi dans le secteur des ISBL,  
en pourcentage de l'emploi total, sans et avec les bénévoles, 1990\***

Pays	Pourcentage de l'emploi total	
	Emplois salariés seulement	Emplois salariés et bénévoles
Hongrie . . . . .	0,8	2,1
Italie. . . . .	1,8	2,9
Suède . . . . .	2,5	8,3
Japon . . . . .	2,5	2,5
Allemagne . . . . .	3,7	6,1
Royaume-Uni. . . . .	4,0	-
France . . . . .	4,2	6,8
Etats-Unis . . . . .	6,9	12,8
<b>Moyenne . . . . .</b>	<b>3,3</b>	<b>5,9</b>

\* Les chiffres de l'emploi sont des équivalents plein temps. Les heures effectuées par les bénévoles ont été converties en nombres équivalents d'emplois à plein temps. *Source* : Salamon, Anheier et Sokolowski, 1996.

29. *Variation de la composition d'un pays à l'autre.* Le secteur des ISBLSM ne varie pas seulement d'un pays à l'autre par son étendue mais également par sa composition. L'ampleur de cette variation est toutefois quelque peu « limitée ». Plus précisément, quatre composantes semblent dominer ce secteur presque partout et, en particulier, l'enseignement et la recherche, la santé, les services sociaux, enfin la culture et les loisirs contribuent au total dans la proportion de près de 80 % aux dépenses du secteur. Qui plus est, ces quatre composantes contribuent pour 75 % au moins aux dépenses du secteur dans sept des huit pays, et pour plus de la moitié dans le seul qui fasse exception, c'est-à-dire la Suède (voir tableau 9).

30. Néanmoins, comme le montre aussi le tableau 9, cet aperçu général fait apparaître également des variations considérables. Par exemple, la culture et les loisirs disparaissent des quatre principaux domaines d'activité dans trois des huit pays (Allemagne, Japon et Etats-Unis); l'enseignement en disparaît dans deux (Allemagne et Hongrie); enfin la santé, dans trois (Hongrie, Suède et Royaume-Uni). En fait, s'agissant de la prédominance dans les dépenses, il est possible de distinguer au moins quatre schémas de composition du secteur dans les pays que nous avons étudiés, même si des variations notables peuvent encore persister à l'intérieur de ces schémas, s'agissant à la fois des types particuliers d'organisations qui les déterminent et du reste de la composition du secteur dans chaque pays. Ces quatre schémas sont les suivants :

- *Japon et Royaume-Uni : Prédominance de l'enseignement.* Dans deux pays étudiés, le Japon et le Royaume-Uni, les institutions d'enseignement dominant, sur le plan des dépenses, le secteur des ISBL. L'enseignement et la recherche absorbent 43 % de toutes les dépenses des ISBL dans le Royaume-Uni et 40 % au Japon. Abstraction faite de ce domaine, toutefois, les secteurs japonais et britanniques diffèrent considérablement : au Japon, c'est la santé qui vient en second tandis que, dans le Royaume-Uni, ce sont la culture et les loisirs.
- *Etats-Unis et Allemagne : Prédominance de la santé.* Si l'enseignement domine dans le secteur des ISBL au Japon et dans le Royaume-Uni, c'est la santé qui occupe la première place aux Etats-Unis et en Allemagne. Plus de la moitié (53 %) de toutes les dépenses des ISBL sont consacrées aux Etats-Unis à la santé. Cela résulte de la prédominance des ISBL parmi les hôpitaux américains, dont plus de la moitié sont sans but lucratif. En Allemagne, la proportion des dépenses des ISBL consacrées à la santé est un peu plus faible mais, à 35 %, elle reste quand même la principale composante.
- *France et Italie : Prédominance des services sociaux.* Un troisième schéma se dégage en France et en Italie. Les services sociaux prédominent dans les dépenses des ISBL. Ainsi, près de 30 % des dépenses

des ISBL françaises et environ un quart de celles des ISBL italiennes sont le fait d'institutions de service social. La deuxième activité la plus importante est elle aussi la même dans les deux pays, à savoir l'enseignement. Au-delà, par contre, ces deux pays diffèrent à certains égards importants, les ISBL françaises se concentrant davantage sur la culture et les loisirs, et les italiennes sur les activités économiques et professionnelles.

- *Suède et Hongrie: Prédominance de la culture et des loisirs.* Enfin, un schéma totalement différent se dégage en Suède et en Hongrie. En Suède, comme le montre le tableau 10, plus du quart (27 %) des dépenses des ISBL sont consacrées à la culture et aux loisirs. En Hongrie, ce sous-secteur contribue pour une majorité écrasante (57 %) aux dépenses des ISBL.

31. Si le secteur des ISBL paraît en gros comparable par son étendue dans tous les pays étudiés ici, sa composition, et par conséquent son rôle, n'en diffèrent pas moins considérablement d'un pays à l'autre.

32. *Composition des recettes.* Le secteur des ISBLSM diffère d'un pays à l'autre non seulement par sa composition et son étendue, mais également par la composition de ses recettes. Nous distinguons trois grandes origines de ces recettes :

- *Les dons d'origine privée*, en provenance de particuliers, de sociétés, de fondations ou de legs, soit directement soit par le biais de divers efforts fédérés de collecte de fonds.
- *Les subventions de l'administration ou du secteur publics*, y compris les subventions directes, les versements à des tiers et d'autres souscriptions de contrats, ainsi que les versements effectués par des administrations ou services publics aux fournisseurs sans but lucratif de certaines prestations à des bénéficiaires ayants droit; enfin
- *Les redevances et versements d'origine privée* que les ISBL reçoivent au titre de la vente directe de leurs prestations ou d'autres produits à des consommateurs.

33. Comme on le voit au tableau 10, les dons d'origine privée se révèlent la source la plus modeste des revenus des ISBL dans les huit pays étudiés, tout au moins au total. La proportion moyenne des revenus des ISBL en provenance des dons caritatifs privés n'est que de 10 %, dont la plus grande partie (environ 60 %) provenant de particuliers, les sociétés et les fondations contribuant pour la plus grande partie au reste. Même si l'importance des dons privés varie d'un pays à l'autre, elle n'est nulle part la source principale de recettes des ISBL. Par contre, près de la moitié (49 %) de leurs revenus provient en moyenne, dans ces huit pays, des redevances et du produit des ventes, et cette source domine non seulement au total, mais également dans six des huit pays étudiés. Enfin, une proportion importante des revenus des ISBL (soit 41 %) provient des administrations publiques, source effectivement la principale dans deux pays considérés (Allemagne et France).

34. La composition des recettes du secteur des ISBL est donc assez uniforme au total, mais elle est beaucoup plus diverse si l'on considère les sous-secteurs, comme le montre le tableau 11. Ainsi, par exemple, le revenu des prestations est la source dominante dans six domaines. Par contre, l'aide des administrations domine dans quatre domaines et les dons privés dans aucun d'entre eux.

35. *La croissance du secteur des ISBL :* Même si les informations concernant ce secteur sont beaucoup moins complètes qu'il ne serait nécessaire pour tirer de l'étude une conclusion plus complète, il semblerait qu'il se soit développé de façon considérable ces dernières années, à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement. Nous avons ainsi comparé la contribution des ISBL, à l'emploi total avec leur contribution à la *croissance* des emplois durant les années 1980 dans les trois pays pour lesquels on a pu réunir une série chronologique de données (Etats-Unis, France et Allemagne). Les résultats sont tout à fait frappants. Avec une contribution d'environ 6 % à l'emploi total en 1990, les ISBL ont contribué pour près de 13 % au nombre net des nouveaux emplois créés dans ces pays entre 1980 et 1990. En d'autres termes, le secteur a été proportionnellement près de deux fois plus apte à créer des emplois durant cette période que ne le donnerait à penser son étendue globale. Qui plus est, cela ne s'est pas produit dans juste un pays. Cela amène à estimer que la contribution de ce secteur à la création d'emplois a augmenté. En fait, elle paraît élevée dans tous les pays où nous avons pu réunir des données de longue durée. Ainsi, les ISBL ont créé un sur sept nouveaux emplois nets dans l'économie française durant les années 80 et un sur huit ou neuf nouveaux emplois nets créés en Allemagne et aux Etats-Unis.

## IV. — COMPARAISON MÉTHODOLOGIQUE ET EMPIRIQUE

36. De toute évidence, l'approche adoptée par Johns Hopkins conduit à des résultats et des conclusions étonnamment différents de ce qui semble ressortir du traitement des ISBL dans le SCN 1993. Ces deux approches sont-elles irréconciliables, ou bien se complètent-elles réciproquement ? Nous allons rechercher maintenant la réponse à cette question.

### A. — Définition et classification

39. Le SCN 1993 définit le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages d'une autre façon que Salamon et Anheier l'ont fait pour le projet Johns Hopkins, mais les deux définitions coïncident dans une large mesure. Ainsi, comme on le voit au tableau 12 qui suit, les deux définitions reposent essentiellement sur la fraction organisée ou institutionnalisée du secteur des ISBL plutôt que sur des activités sociales moins formalisées et plus irrégulières. De même, les deux font une distinction entre les institutions sans but lucratif d'une part, les institutions économiques et publiques de l'autre.

38. Par contre, le SCN 1993 considère, comme beaucoup moins critique, le critère de la non-distribution de bénéfices, retenu par Johns Hopkins et réparti donc les organisations qui satisfont à ce critère en plusieurs secteurs, essentiellement sur la base de leur source de revenu. Si donc la définition structurelle/opérationnelle adoptée pour le projet Johns Hopkins exige que les institutions soient simplement privées et ne *fassent pas partie* de l'administration pour figurer dans le secteur des ISBL, le SCN 1993 exige en outre qu'elles ne reçoivent du secteur public pas plus de la moitié de leur revenu. Cette exigence supplémentaire fait qu'un nombre substantiel d'ISBL sont incluses dans le secteur des administrations publiques selon le SCN 1993. De même, si le projet Johns Hopkins différencie les institutions sans but lucratif des entreprises commerciales par le fait qu'elles satisfont à l'obligation de ne pas distribuer de bénéfices, le SCN 1993 exige aussi que ces institutions ne tirent pas de ventes sur le marché à des prix économiquement significatifs une proportion notable de leur revenu. Cette obligation supplémentaire entraîne l'inclusion d'un autre nombre substantiel d'ISBL dans le secteur des sociétés. Au total donc, la définition du SCN 1993, même si elle ressemble dans sa structure à celle du projet Johns Hopkins, limite le secteur des ISBL aux fins de calcul du revenu national à une partie résiduelle, plutôt insignifiante, de son étendue véritable. Même si cela peut convenir pour le calcul actuel du revenu national, le projet Johns Hopkins démontre par contre qu'une autre solution est néanmoins possible à des fins d'analyse et à certaines fins de décisions.

39. Comme le montre le tableau 13, le projet Johns Hopkins démontre aussi que cette conception plus large du secteur des ISBL peut faire l'objet d'une classification valable au moyen d'une nomenclature compatible avec celle qui est déjà incluse dans le SCN. Ainsi, comme il ressort de ce tableau, plusieurs groupes de l'ICNPO dans le projet Johns Hopkins correspondent directement avec des catégories de la COPNI. C'est le cas, par exemple, de la culture et des loisirs, de l'enseignement et de la recherche, de la santé, des services sociaux et des cultes. Dans d'autres cas, l'ICNPO distingue des catégories d'institutions qui sont regroupées dans la COPNI (par exemple les organismes associatifs et les organisations économiques et professionnelles). Enfin, l'ICNPO, en raison de sa couverture plus large, contient des groupes qui n'ont pas d'équivalent évident dans la COPNI. Au total, toutefois, la conclusion générale est que les deux systèmes devraient pouvoir être conciliés. En fait, la révision de la COPNI actuellement en cours promet d'harmoniser encore plus les deux classifications.

**TABLEAU 9. Composition des dépenses du secteur des ISBL  
par groupes de l'INCPO et par pays, en pourcentage, 1990**

Groupe principal de la INCPO	France %	Allemagne %	Hongrie %	Italie (1991) %	Japon %	Suède (1992) %	Royaume- Uni %	Etats- Unis %	Moyenne des 8 pays %
Culture et loisirs. . . . .	17,8	7,3	56,2	11,2	1,2	25,1	20,5	3,1	17,8
Enseignement et recherche . . . . .	24,8	11,9	4,0	21,3	39,5	13,5	42,4	22,7	22,5
Santé . . . . .	14,5	34,5	0,9	16,1	27,7	2,8	3,5	52,6	19,1
Services sociaux . . . . .	28,9	23,1	24,9	22,2	13,8	10,4	11,5	9,9	18,1
Environnement. . . . .	0,7	0,3	1,5	0,2	0,2	1,7	2,2	0,7	0,9
Développement et logement . . . . .	6,4	14,8	1,4	1,7	0,3	9,0	7,8	3,1	5,6
Organisations associatives et de défense . . . . .	2,9	1,1	0,4	2,4	0,9	5,6	0,7	0,3	1,8
Institutions caritatives . . .	0,0	0,2	0,7	0,9	0,1	2,5	0,7	0,4	0,7
Action internationale . . . .	1,1	1,5	0,1	1,3	0,5	5,9	3,7	1,2	1,9
Groupements économiques, etc. . . . .	2,9	5,3	9,4	22,8	114	21,4	7,0	5,1	10,7
Non classées ailleurs . . . .	0,0	0,0	0,5	0,0	4,5	2,1	0,0	0,9	1,0
	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	
	FF	DM	HUF	Lire 1 000	¥ 1 000	SKr	£	\$	
<b>TOTAL</b> (millions). . . . .	<b>216 649</b>	<b>86 808</b>	<b>25 922</b>	<b>26 606</b>	<b>13 716</b>	<b>58 653</b>	<b>26 352</b>	<b>346 355</b>	—
<b>TOTAL</b> (millions de \$ E.-U.) . . .	<b>39 895</b>	<b>53 862</b>	<b>395</b>	<b>22 258</b>	<b>95 080</b>	<b>9 600</b>	<b>46 997</b>	<b>346 355</b>	<b>76 805</b>

Source : Salamon, Anheier, Sokolowski (1996).

**TABEAU 10. Composition des recettes des ISBL, 1990, en pourcentage**

	France %	Allemagne %	Hongrie %	Italie (1991) %	Japon %	Suède (1992) %	Royaume- Uni %	Etats- Unis %	Moyenne des 8 pays %
<b>VERSEMENTS</b>									
<b>DU SECTEUR PUBLIC</b> . . . . .	<b>59,5</b>	<b>68,2</b>	<b>23,3</b>	<b>40,7</b>	<b>38,3</b>	<b>28,7</b>	<b>39,8</b>	<b>29,6</b>	<b>41,0</b>
dont :									
Gouvernement central/subventions et contrats . . . .	45,2	38,0	—	—	44,9	—	57,4	31,2	
Administrations locales/transferts statutaires . . . . .	25,0	10,1	—	—	—	—	34,9	31,2	
Versements de tiers/autres administrations . . . . .	29,8	51,9	—	—	55,1	—	7,7	67,8	
<b>Dons privés</b> . . . . .	<b>7,1</b>	<b>3,9</b>	<b>19,7</b>	<b>4,9</b>	<b>1,3</b>	<b>9,1</b>	<b>12,0</b>	<b>18,6</b>	<b>9,6</b>
dont :									
Fondations . . . . .	5,9	14,4	—	—	0,2	—	20,0	10,9	
Entreprises . . . . .	40,6	16,6	—	—	—	—	23,5	9,8	
Particuliers . . . . .	53,4	54,6	—	—	3,3	—	53,8	74,5	
Collectes publiques . . . . .	—	14,3	—	—	—	—	2,7	4,9	
<b>Redevances et paiements d'origine privée</b> . . . . .	<b>33,5</b>	<b>27,9</b>	<b>57,0</b>	<b>55,7</b>	<b>60,4</b>	<b>62,3</b>	<b>48,2</b>	<b>51,8</b>	<b>49,6</b>
dont :									
Redevances . . . . .	79,1	33,7	—	—	47,8	—	55,3	88,7	
Ventes . . . . .	*	19,5	—	—	0,1	—	6,7	2,6	
Droits . . . . .	18,9	30,9	—	—	25,9	—	13,2	*	
Revenus des placements . . . . .	1,6	7,1	—	—	9,1	—	12,3	4,5	
Autres recettes . . . . .	0,4	8,8	—	—	17,1	—	12,6	5,4	
	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	
	FF	DM	HUF	Lire 1,000	¥ 1,000	SKr	£	\$	
<b>RECETTES TOTALES (millions)</b> . . . . .	<b>218 001</b>	<b>93 412</b>	<b>30 865</b>	<b>28 180 382</b>	<b>19 508 519</b>	<b>63 538</b>	<b>29 993</b>	<b>423 519</b>	<b>100 %</b>
<b>RECETTES TOTALES (millions de \$ E.-U.)</b> . . . .	<b>40 144</b>	<b>57 959</b>	<b>471</b>	<b>23 575</b>	<b>135 227</b>	<b>10 739</b>	<b>53 490</b>	<b>423 519</b>	<b>93 141</b>

\* Incluses au titre des redevances.

Source : Salamon, Anheier, Sokolowski (1996).

**TABLEAU 11. Financement des ISBL, par domaine d'activité et source de revenus, 1990**  
(en pourcentage)

Sous-secteurs (COPNI)	Moyenne des huit pays		
	Secteur public	Dons privés	Revenus commerciaux
Culture et loisirs . . . . .	23	11	66
Enseignement et recherche . . . . .	43	9	48
Santé . . . . .	58	14	28
Services sociaux . . . . .	52	15	33
Environnement . . . . .	31	17	52
Développement et logement . . . . .	34	10	56
Organisations associatives et de défense . . . . .	47	12	41
Intermédiaires caritatifs . . . . .	11	31	58
Action internationale . . . . .	37	34	30
Associations professionnelles, syndicats . . . . .	5	3	92
Revenu total des ISBL . . . . .	40,9	9,5	49,6

Source : Salamon, Anheier, Sokolowski (1996).

**TABLEAU 12. Comparaison des définitions des ISBL**

Identification	Définition des ISBLSM dans le SCN	Définition structurelle/opérationnelle de Salamon/Anheier
<b>Définition de base des institutions considérées</b>	Institution officielle autonome	Institution dotée d'une structure institutionnelle identifiable Bénévole
<b>Différence avec les institutions publiques</b>	Privées <i>et</i> moins de 50 % du revenu en provenance de sources publiques	Privées, ne faisant pas partie de l'administration
<b>Différence avec les sociétés</b>	Aucune distribution de bénéfices <i>et</i> moins de la moitié du revenu en provenance de ventes sur le marché à des prix économiquement significatifs Pas au service des entreprises	Aucune distribution de bénéfices

**TABEAU 13. Comparaison de l'ICNPO avec la COPNI**

ICNPO	COPNI
1. Culture et loisirs	1. Services récréatifs, culturels et similaires
2. Enseignement et recherche	2. Services d'enseignement, services de recherche et prestations scientifiques
3. Santé	3. Services de santé
4. Services sociaux	4. Services sociaux
5. Environnement	—
6. Développement et logement	—
7. Défense des intérêts	—
8. Institutions caritatives	—
9. Action internationale	—
10. Cultes	5. Services religieux
11. Economiques et professionnelles	6. Services d'organisations professionnelles, de syndicats et d'autres organisations associatives
12. Non classées ailleurs	7. Services divers n.c.a.

## **B. — Estimation de l'étendue et de la composition du secteur**

40. Il est donc apparu à l'évidence que la formule adoptée pour le projet Johns Hopkins définit un secteur des ISBL beaucoup plus étendu, plus divers, plus dynamique et, partant, plus intéressant sous l'angle des politiques que l'ensemble des institutions incluses parmi les ISBL dans le SCN. Plus précisément :

- *Etendue* : Dans le SCN, les ISBLSM sont une partie des ISBL qui contribue typiquement dans la proportion d'environ 1 %, du PIB, tandis que la formule de Johns Hopkins conduit à des estimations bien supérieures. Même si les données trop limitées n'ont pas permis d'estimer la valeur ajoutée dans le cadre du projet Johns Hopkins, il semble raisonnable de présumer que l'étendue totale du secteur des ISBL y est environ trois à huit fois plus grande.
- *Composition* : Au vu de la différence de leur couverture de base, il ne devrait pas être surprenant de constater que le SCN 1993 et le projet Johns Hopkins donnent des idées très différentes de la composition du secteur des ISBL. Comme, en particulier, le SCN exclut de ce secteur un grand nombre des ISBL les plus importantes, il n'y subsiste naturellement plus qu'un secteur dominé par des organisations moins structurées, soutenues par des contributions charitables ou par les cotisations de leurs membres (par exemple les associations professionnelles, les syndicats ou les clubs). Par contre, le SCN sous-estime le rôle des grandes institutions de santé, d'enseignement, de service social ou d'action culturelle qui jouent un rôle important dans le secteur des ISBL que définit le projet Johns Hopkins (comme le font la plupart des pays).
- *Revenus* : L'origine des revenus du secteur des ISBLSM tel que le définit le SCN 1993 diffère naturellement de celle décrite dans le projet Johns Hopkins, étant donné que le SCN élimine essentiellement du secteur tel qu'il le définit les institutions dont l'essentiel des revenus provient de sources commerciales ou publiques. Cela crée une étrange tautologie en ce qui concerne les recettes des institutions sans but lucratif, donnant une impression très trompeuse du financement de cet ensemble d'institutions.
- *Croissance* : Enfin, même si ni le SCN 1993, ni le projet Johns Hopkins, ne présente de nombreuses données sur les tendances de l'évolution des ISBL, leurs données en donnent néanmoins des images tout à fait différentes. Comme la plus grande partie de la croissance du secteur des ISBL s'est produite ces der-

nières années dans les domaines que le SCN attribue à d'autres secteurs, il s'ensuit que le SCN donne de la croissance du secteur une idée beaucoup plus limitée que celle révélée dans le projet Johns Hopkins.

### **C. — Conclusions**

41. On peut tirer deux conclusions de l'exposé qui précède. En premier lieu, les ISBLSM, conformément aux principes de base du SCN 1993, ne donnent qu'une idée limitée du rôle joué par les ISBL en général et du lien entre elles et le secteur des ménages en particulier. Il s'agit là non seulement d'un problème conceptuel qui fait des ISBLSM définies dans le SCN 1993 un secteur essentiellement résiduel, mais également de problèmes concrets qui continueront vraisemblablement à décourager beaucoup de pays membres de l'ONU de fournir une comptabilité des ISBLSM (voir SCN 1993; Nations Unies, 1990), ou à les encourager à ne calculer que des estimations approximatives. Par voie de conséquence, toute une partie du SCN 1993 restera dépourvue de toute application concrète.

42. En second lieu, le traitement actuel des ISBL dans le SCN 1993 ne se contente pas de limiter la couverture de cette comptabilité; il peut également conduire à des distorsions dans d'autres comptes du SCN et limiter son utilité comme son intérêt en matière de politiques. Cela tient en premier lieu au fait que, les ISBL continuant à se multiplier et à prendre plus de poids économique, la distorsion provoquée par leur inclusion dans le secteur des sociétés ou celui des administrations publiques s'est accentuée. C'est particulièrement vrai dans les pays qui ne distinguent pas séparément un secteur des ISBLSM et inclut les ISBL restantes dans leur secteur des ménages, comme c'est le cas aux Etats-Unis. Comme les ISBL bénéficient souvent de donations considérables, cela peut entraîner un gonflement du taux apparent de l'épargne des ménages. De plus, cette solution empêche d'utiliser le SCN pour étudier plusieurs tendances générales et évolutions d'importance capitale que connaît le secteur des ISBL, tendances et évolutions qui occupent de plus en plus de place dans le débat politique depuis ces dernières années, par exemple la modification des proportions entre prestataires sans but lucratif et à but lucratif dans les domaines de la santé et du service social, l'évolution des schémas de créations d'emplois, ou encore l'influence des politiques publiques sur la croissance et la viabilité des ISBL. Ces problèmes, comme d'autres encore, concernant les ISBL ne peuvent être convenablement analysés si l'on s'en tient au traitement SCN actuel. Qu'est-il donc possible de faire pour satisfaire à la fois aux règles du SCN et aux besoins des prises de décisions politiques ? Nous suggérons pour notre part d'élaborer un compte satellite des institutions sans but lucratif.

### **V. — COMMENT ÉTABLIR UN COMPTE SATELLITE DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF**

43. Comme les règles du SCN 1993 proposent une représentation simplifiée d'une économie extrêmement diversifiée et complexe, elles ne peuvent pas nécessairement servir pour un certain nombre d'analyses particulières qui ne s'inscrivent pas dans le cadre du système mais qui peuvent néanmoins toucher à d'importants intérêts économiques, environnementaux, sociaux ou politiques (Van Tongeren et Becker, 1995, p. 1). Le SCN 1993 suggère dans ce cas d'élargir la comptabilité nationale au moyen de comptes satellites (voir Nations Unies, 1993, p. 539 et suiv.). Ces comptes constituent en essence un ensemble de tableaux descriptifs et analytiques articulés entre eux concernant un sujet ou un domaine particulier qui permet de développer l'application du SCN 1993 sans surcharger ni déséquilibrer son cadre central<sup>5</sup>. Au vu de l'exposé qui précède, nous pensons que le moment est venu de construire un compte satellite spécial des institutions sans but lucratif (SANPI) que pourront utiliser les pays qui souhaiteraient publier des données économiques complètes concernant ces institutions. Il y a à cela deux raisons :

- En premier lieu, comme on l'a vu, l'importance socio-économique des ISBL a substantiellement augmenté dans la quasi-totalité des pays, indépendamment de leur degré de développement économique et de leur régime politique (Salamon, 1994; Salamon et Anheier, 1996);

- En second lieu, les chercheurs, les gouvernements et les organisations internationales prêtent beaucoup plus d'intérêt à l'amélioration de la publication des données quantitatives et qualitatives concernant le secteur des ISBL, sur les plans à la fois national et international. Les chercheurs qui appartiennent à diverses disciplines des sciences sociales souhaitent disposer d'informations complètes et étalées dans le temps concernant l'étendue, le contenu et la structure du secteur des ISBL ainsi que les tendances générales de son extension.

44. Le compte satellite proposé rassemblerait toutes les ISBL, indépendamment de la façon dont elles sont réparties par le SCN 1993, dans un ensemble complet de comptes. En fait, les ISBLSM seraient confondues avec les ISBL incluses dans les secteurs des administrations publiques et des sociétés. Par voie de conséquence, le SANPI s'étendrait à un univers plus vaste d'institutions et ferait ressortir leurs relations avec d'autres secteurs de façon plus nette que ne le font les comptabilités nationales actuelles. Le lien entre les ISBL et les ménages en serait donc mieux mis en évidence. De plus, le compte satellite permettrait aux chercheurs et aux décideurs de résoudre par exemple les questions suivantes :

- Combien de ses ressources le pays consacre-t-il à l'action des ISBL ?
- Quels montants le secteur des ISBL dépense-t-il pour assurer des prestations sans but lucratif ?
- Dans quelle mesure l'action des ISBL est-elle soutenue par les pouvoirs publics, les entreprises, les ménages et les sources étrangères ?
- Dans quelle proportion les ISBL, en tant que producteurs de prestations, contribuent-elles à la production totale du pays ?
- Dans quelles proportions les entreprises, les pouvoirs publics et les fonds de ménages se procurent-ils des prestations sans but lucratif ?
- Que représentent, en proportion, les transferts et les subventions au secteur des ISBL ?
- Quelles sont les proportions des prestations sans but lucratif destinées aux ménages, aux administrations publiques, aux entreprises et aux étrangers ?
- Quelles sont les sortes d'entreprises économiques qui acquièrent des prestations sans but lucratif ?

45. Il faudra naturellement construire ce compte satellite dans le contexte de plusieurs comptabilités effectives fondées sur le SCN 1993 pour en prouver l'utilité et la faisabilité à la fois à des fins économiques et pour les décisions politiques. Il reste néanmoins possible de mettre en évidence plusieurs conséquences de son application dans les travaux nationaux et les comparaisons internationales consacrés aux ISBL.

46. En premier lieu et de façon générale dans le contexte de notre comparaison de la formule du SCN 1993 avec celle du projet Johns Hopkins, l'établissement initial du compte satellite ne nécessiterait probablement pas la collecte de données plus nombreuses qu'il n'en faut déjà dans le cadre du SCN 1993 avec le traitement actuel des ISBL. Il ne faut pas perdre de vue que, conformément au SCN 1993, les pays seraient tenus de mettre en œuvre des systèmes de rapports statistiques améliorés concernant toutes les entités qui composent l'économie nationale, y compris les ISBL, indépendamment de la répartition effective de ces dernières entre divers secteurs déterminés. Par contre, son établissement intégral obligerait vraisemblablement à se renseigner sur les dons caritatifs et les activités bénévoles qui dépassent aujourd'hui le cadre des données de base nécessaires conformément au SCN 1993. Cela dit, il existe déjà des moyens économiques de réunir également les données nécessaires.

47. En second lieu, les services de statistique pourraient bien avoir intérêt à inaugurer (ou à continuer d'appliquer dans le cas de certains pays d'Europe) un système d'identification des ISBL qui permettrait de les classer ou de les reclasser en ISBLSM ou autres conformément au SANPI. Les codes d'identification pourraient facilement constituer un prolongement des codes respectifs de la CITI et d'autres modes de classification apparentés. De plus, un système d'identification pourrait servir à d'autres fins que l'établissement du compte satellite des ISBL, étant donné que les modes d'organisation et les tutelles institutionnelles vont vraisemblablement continuer à l'avenir de présenter un grand intérêt pour la plupart des travaux d'analyse et de définition des politiques.

48. Comme les ISBL prennent de plus en plus d'importance sur les plans économique et social, les décideurs et les analystes auront les uns et les autres plus besoin d'informations complètes et systématiques sur cet ensemble d'institutions, comme c'est déjà le cas des industries ainsi qu'aux niveaux national et international. Le compte satellite proposé des ISBL constituerait une très grande avance vers la mise en place d'un système complet de données économiques de cette nature. Il viendrait compléter utilement les indications réunies conformément au SCN 1993 concernant les ISBLSM et comblerait les insuffisances actuelles des données en permettant un recensement plus complet des ISBL en général, ainsi que de leurs relations avec le secteur des ménages et d'autres secteurs institutionnels.

### Notes

<sup>1</sup> L'OCDE procède actuellement à la révision de la COPNI.

<sup>2</sup> Ce passage est inspiré de Salamon et Anheier (1997).

<sup>3</sup> Pour maintenir le travail empirique dans des limites raisonnables nous avons appliqué deux critères supplémentaires :

*Non cultuelles*, c'est-à-dire n'ayant pas en premier lieu pour but la promotion d'une foi ou de l'enseignement religieux. Les institutions de service sans but lucratif affiliées à des religions sont incluses, mais non les congrégations, synagogues, mosquées ou églises où se pratique un culte;

*Apolitiques*, c'est-à-dire n'ayant pas essentiellement pour but de soutenir des candidats à des postes électifs. Les institutions qui militent pour modifier les politiques publiques sur des points particuliers (par exemple les droits civiques ou l'environnement) sont incluses, mais les partis politiques et autres organisations qui se consacrent principalement à la propagande électorale ne le sont pas.

<sup>4</sup> Ce passage est inspiré de Salamon et Anheier (1996) et de Salamon, Anheier et Sokolowski (1996).

<sup>5</sup> Concernant la notion et la construction de comptes satellites, voir Eisner, 1996; Schafer et Stahmer, 1990; Lemaire, 1987; Carson et Grimms, 1990-1991; Bartelmus, Stahmer et Van Tongeren, 1989.

## BIBLIOGRAPHIE

- Anheier, Helmut et Gabriel Rudney. (1998). « An Exploratory Input-Output Analysis of the Non-profit Sector in Germany and the United States » *Annals of Public and Cooperative Economics*, à paraître.
- Anheier, Helmut, Gabriel Rudney et Lester Salamon (1993), « Non-profit Institutions in the United Nations System of National Accounts: Country Applications of SNA Guidelines », *Voluntas* 4 (4), 486-501.
- Archambault, E. (1997). *The Non-profit Sector in France*. Manchester: Manchester University Press.
- Bartelmus, P., C. Stahmer et J. Van Tongeren (1989). *SNA Framework for Integrated Environmental and Economic Accounting*, Association internationale de recherche sur le revenu et la fortune.
- Carson, Carol et B. Grimms (1990-1991). *Satellite Accounts in a Modernized and Extended SNA*, Washington, D.C.: Direction des analyses économiques, Department of Commerce des Etats-Unis.
- Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies, Banque mondiale (1993) : *Système de comptabilité nationale 1993*, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C.
- Eisner, Robert (1989). *The Total Income System of Accounts*. The University of Chicago Press, Chicago et Londres.
- Eisner, Robert (1996) « Expansion of Boundaries and Satellite Accounts », dans Kendrick, voir ci-dessous.
- Kendrick, John W. (éd.) [1996]. *The New System of National Accounts*, Boston : Kluwer Academic Publishers.
- Lemaire, M. (1987). « Satellite Accounting: A Relevant Framework for Analysis in Social Fields », *Review of Income and Wealth* 33 (3), 305-325.
- Nations Unies (1987). « Private Non-profit Institutions Serving Households in the System of National Accounts. Doc. ronéographié. Bureau de statistique des Nations Unies, New York.
- Nations Unies (1990). Classification internationale type, par industrie, de toutes les activités économiques. New York, Organisation des Nations Unies.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), (1993). *Comptes nationaux : Tableaux détaillés*, Paris.
- Parker, Robert (1998). « The effects of alternative rules for determining the sectoral classification of colleges and universities for national income and products accounts for the United States » *Voluntas*, à paraître.
- Rudney, G. et P. Young (1989). « The Non-profit Sector of the US Economy: A Methodological Statement », *Review of Income and Wealth*. 33 (1), 56-80.
- Ruggles, Richard et Nancy Ruggles (1986). « The Integration of Macro and Micro for the Household Sector », *Review of Income and Wealth*, 32 (3), 245-76.
- Salamon, Lester M. (1994). « The Rise of the Non-profit Sector », *Foreign Affairs* 73 (4), 109-122.
- Salamon, Lester M. et Helmut K. Anheier (1992). « In Search of the Non-profit Sector. I: The Question of Definitions », *Voluntas* 3 (2), 125-152.
- Salamon, Lester M. et Helmut K. Anheier (1996). *The Emerging Non-profit Sector*, Manchester: Manchester University Press.
- Salamon, Lester M. et Helmut K. Anheier (1997). *Defining the Non-profit Sector: A Cross-National Analysis*, Manchester: Manchester University Press.

- Salamon, Lester M. et Helmut K. Anheier, Wojtech Sokolowski *et al.* (1996). « The Emerging Sector: A Statistical Supplement », *Papers of the Johns Hopkins Comparative Non-profit Sector Project*. Baltimore: The Johns Hopkins Institute for Policy Studies.
- Schäfer, K. et C. Stahmer (1990). « Conceptual Considerations on Satellite Systems ». *Review of Income and Wealth* (36) (2) Juin : 167-176.
- Tice, Helen S. (1993). « The Non-profit Sector in National Accounts Framework », *Voluntas* 4 (4) 445-464.
- Van Heemst, Jan (1993). « The Non-profit Sector in the National Accounts: A Numerical Exercise with Data for the Netherlands », *Institute for Social Studies Working Papers Series* n° 164, La Haye, Pays-Bas.
- Van Tongeren, Jan et Bernd Becker (1995). « Integrated Satellite Accounting, Socio-economic Concerns and Modeling », *Working Paper Series of the Department for Economic and Social Information and Public Policy*, New York : Organisation des Nations Unies.
- Young, Paula (1993). « Non-profit Institutions in the Input-Output Framework », *Voluntas* 4 (4), 465-485.



# **LES MÉNAGES ET L'ÉCONOMIE DANS SON ENSEMBLE : EXEMPLES DE L'ALLEMAGNE ET DU MEXIQUE**

**Bernd Becker**

Statisticien, Section des statistiques économiques  
Division de statistique de l'ONU, New York, Etats-Unis

**Andreas Pfeil**

Candidat au doctorat, Université de Fribourg, Allemagne

## **I. — INTRODUCTION**

1. La situation socio-économique des ménages dépend de divers facteurs dont beaucoup sont pris en considération dans les comptes du secteur des ménages du Système de comptabilité nationale<sup>1</sup>, par exemple :

- Le niveau et la composition des revenus des ménages sous la forme soit de revenus tirés de l'emploi, de la gestion d'entreprises ou d'actifs (salaires, intérêts, dividendes, loyers, etc.), soit de transferts (dont, particulièrement importants, les prestations sociales et les transferts sociaux en nature sous la forme de prestations d'éducation ou de santé fournies par l'administration publique), déduction faite des versements sous la forme soit de taxes, soit de charges sociales;
- Le niveau et la composition de la consommation des membres des ménages;
- Le niveau et la structure de l'emploi des membres des ménages.

2. L'étude du standard de vie des ménages d'un pays donné met en général l'accent sur les facteurs d'ordre interne, par exemple les politiques des administrations, l'infrastructure ou le développement économique et social global, etc., du pays. Beaucoup de pays entretiennent toutefois des relations importantes avec des pays étrangers sous la forme d'opérations commerciales, d'opérations financières ou de migrations. Certaines de ces relations sont mises en évidence dans le Système de comptabilité nationale, mais d'autres sont moins aisées à quantifier ou à attribuer au secteur des ménages et à ses divers sous-secteurs. Elles influent cependant toutes plus ou moins sur la situation socio-économique des ménages. Il importe donc, pour mieux comprendre la comptabilité des ménages, de prêter attention aux relations que ce secteur entretient non seulement avec l'économie interne mais également avec le monde extérieur.

3. Un exemple de relations directes des ménages avec le monde extérieur est celui des remises des travailleurs employés à l'étranger à leurs familles restées au pays. Les possibilités d'emploi dans le commerce d'importation et d'exportation et les décisions globales des multinationales en matière d'investissement constituent d'autres exemples aujourd'hui très connus de facteurs majeurs dans le débat sur les avantages et les inconvénients de la « mondialisation »<sup>2</sup>.

4. Dans les paragraphes qui vont suivre, nous essayons de systématiser les relations des ménages avec le secteur extérieur. Nous commencerons par analyser, au chapitre II, les concepts comptables utilisés en la matière dans les statistiques de la balance des paiements et dans les comptes du secteur des ménages décrits dans le Système de comptabilité nationale (SCN 1993). Au chapitre III, nous donnerons des exemples de l'application de

ces concepts en Allemagne et au Mexique, avant d'essayer de donner une vue plus étendue de la situation au chapitre IV en analysant la récente crise du peso mexicain et son impact sur la situation socio-économique des ménages de ce pays.

## II. — LES COMPTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET CEUX DU SYSTÈME DE COMPTABILITÉ NATIONALE (SCN)

5. L'actuelle cinquième édition (1993) du *Manuel*<sup>3</sup> de la balance des paiements du FMI y distingue deux composantes principales, le « Compte des transactions courantes » et le « Compte de capital et d'opérations financières », ainsi que certaines informations supplémentaires. Le premier de ces comptes concerne les biens et les services, les revenus et les transferts courants, et le second les transferts de capital et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits, ainsi que les actifs et passifs financiers.

6. Les concepts des comptes de la balance des paiements sont étroitement liés à ceux du SCN 1993. Comme celui-ci comptabilise les opérations des entités économiques résidentes d'une économie donnée, il utilise le « Compte du reste du monde » pour ce qui concerne les flux dans lesquels interviennent des entités non résidentes. Ce compte regroupe le compte extérieur des biens et des services, le compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants, les comptes d'accumulation comprenant le compte de capital et le compte financier, et le compte des actifs et des passifs<sup>4</sup>.

7. La balance des paiements fait « partie intégrante de la comptabilité nationale », de sorte que « le *Manuel* et le *SCN* concordent presque en tous points en ce qui concerne la définition des unités résidentes..., l'évaluation des transactions et du stock d'avoirs et engagements extérieurs, les principes de chronologie pour l'enregistrement des transactions et des stocks... », etc.<sup>5</sup> Ainsi, les deux systèmes considèrent comme entités résidentes celles qui relèvent du territoire où elles ont leur pôle d'intérêt économique pendant une année (avec quelques exceptions telles que celle des étudiants, qui relèvent de leur pays d'origine). En ce qui concerne l'attribution d'une valeur, les deux systèmes évaluent, dans leurs versions actuelles, les importations f. o. b., c'est-à-dire compte non tenu du coût de l'assurance et du fret une fois que les marchandises ont quitté la frontière du pays exportateur. Cette harmonisation entre la BDP 1993 et le SCN 1993 a été l'un des objectifs de la révision des deux systèmes<sup>6</sup>.

8. Les flux enregistrés dans la balance des paiements influent de diverses façons sur les comptes du SCN, c'est-à-dire les comptes de production, d'exploitation et de distribution du revenu, de la consommation et de l'accumulation. Les importations et les exportations en sont les principales composantes dans les deux systèmes et déterminent la composition et le niveau du PIB. Vu sous l'angle de la demande, le PIB est la demande intérieure totale augmentée des exportations et diminuée des importations.

9. Sous l'angle des revenus, tous les flux de revenus primaires générés dans le pays (rémunération des salariés, revenus de la propriété, impôts, transferts, etc.) peuvent échoir non seulement à des unités résidentes (contribuant alors au PIB du pays, mais également à des unités non résidentes (influant alors sur le compte du reste du monde et sur la balance des paiements). Inversement, des revenus d'origine étrangère peuvent échoir à des unités résidentes. La différence entre la somme des revenus primaires en provenance de non-résidents et encaissés par des résidents et celle des revenus primaires à payer par des résidents à des non-résidents correspond à la différence conceptuelle et matérielle entre le produit intérieur brut (PIB), mesure de la production du territoire économique, et le revenu national brut (RNB, autrefois dit produit national brut ou PNB), qui mesure le revenu des unités résidentes de ce territoire<sup>7</sup>. Ces relations et d'autres relations entre les définitions des principaux agrégats du SCN et ceux de la balance des paiements peuvent être présentées comme dans l'annexe 1<sup>8</sup>.

10. En principe, la balance des paiements d'un pays est *a posteriori* toujours équilibrée, et il en va de même évidemment de celle du monde entier. En théorie, la somme mondiale des soldes des comptes courants, ainsi que celle des soldes des comptes de capital et financier devraient être égales à zéro. Toutefois, la diversité des pratiques de calcul des pays, combinée avec les erreurs et omissions, conduit à des écarts statistiques qui font l'objet d'une écriture supplémentaire dans la balance des paiements de chaque pays. Les écarts dans le compte

courant du reste du monde sembleraient avoir eu tendance à se situer aux environs de 80 milliards de dollars par an durant les années 1993-95, alors qu'ils s'établissaient au voisinage de 100 milliards de dollars dans les premières années 1990<sup>9</sup>.

### **III. — DEUX EXEMPLES : LES BALANCES DES PAIEMENTS DE L'ALLEMAGNE ET DU MEXIQUE**

11. Dans les paragraphes qui suivent, les balances des paiements de l'Allemagne et du Mexique, deux pays de structures très différentes et parvenus à des degrés différents de développement économique et social, vont être comparées. Sur la base des chiffres de l'année 1995, il est intéressant de noter que les relations financières directes entre les ménages du pays et le monde extérieur sous la forme de rémunération des salariés sont très modestes dans le cas des deux pays : l'Allemagne verse à l'étranger 2 milliards de dollars des Etats-Unis sous la forme de rémunérations des salariés, tandis que le Mexique en perçoit au même titre 1 milliard de dollars. Comme une personne n'est considérée comme résidente d'un pays que lorsque son pôle d'intérêt économique y est situé pour plus d'une année, il s'agit surtout de salaires de travailleurs saisonniers ou de courte durée.

12. Les remises, qui constituent un poste du compte des transferts courants, sont l'objet d'une autre relation monétaire directe très évidente entre les ménages et l'étranger. Dans le cas de l'Allemagne, 5 milliards ont été versés en 1995 à des ménages étrangers sous la forme de remises. Le Mexique, lui, a perçu 4 milliards de pays étrangers. Les travailleurs étrangers apportent une contribution importante au développement des deux pays. Beaucoup de travailleurs venus du sud et du sud-est de l'Europe ont émigré vers l'Allemagne, et beaucoup de travailleurs mexicains ont émigré vers les Etats-Unis.

13. Le revenu des investissements, qui est un des postes du compte des revenus (ou des revenus de la propriété selon le SCN, composé en général de dividendes et d'intérêts), peut lui aussi influencer de façon notable sur les revenus perçus de l'étranger par les ménages et sur ceux versés par eux à des étrangers, à condition que l'on puisse y distinguer la partie qui échoit aux ménages de celle qui échoit aux sociétés ou aux administrations publiques. Le solde de ce revenu des investissements, qui ressort de la balance des paiements, a été modeste dans le cas de l'Allemagne (+2), mais sa masse s'est élevée en 1995 à 93 milliards de dollars des Etats-Unis contre 91 milliards payés aux non-résidents. Au Mexique, le solde des revenus de la propriété versés aux étrangers est relativement élevé, à moins 13 milliards, par suite des énormes investissements directs et de portefeuille réalisés par des étrangers au Mexique.

14. A côté de ces relations monétaires directes entre les ménages et l'étranger, il en est d'autres qui peuvent influencer sur les comptes des ménages par le biais de la consommation de biens et de services ou par celui du marché du travail. Le solde positif traditionnellement élevé du commerce des marchandises en Allemagne a été, en 1995, de 66 milliards de dollars des Etats-Unis. Par contre, la balance allemande des services, chroniquement déficitaire, s'est établie à moins 47 milliards de dollars des Etats-Unis en 1995. La plus grande partie de ce montant a été consacrée à des voyages d'affaires ou d'agrément à l'étranger. Le solde allemand du compte des opérations courantes est négatif et s'est chiffré à : - 21 milliards de dollars des Etats-Unis. On peut affirmer que l'Allemagne a besoin d'exporter beaucoup pour financer non seulement les voyages des Allemands à l'étranger, mais également des transferts courants tels que les remises de travailleurs immigrés. De plus, le solde positif du commerce des marchandises influe également sur le niveau et la composition de l'emploi en Allemagne du fait que ses exportations proviennent principalement de l'industrie manufacturière.

15. Après la crise du peso qui a frappé le Mexique à la fin de 1994, la balance des marchandises de ce pays s'est révélée à nouveau nettement positive à 7 milliards de dollars des Etats-Unis. Ajouté aux 4 milliards de dollars des Etats-Unis perçus sous la forme de remises, ce montant permet au Mexique de financer les revenus des investissements à verser aux étrangers et d'équilibrer son compte des opérations courantes.

16. Même si la valeur des relations monétaires directes entre les ménages et le monde extérieur est relativement modeste par comparaison aux autres sources de revenus et de transferts, il serait souhaitable de pouvoir attribuer ces flux non seulement au secteur des ménages en général, mais à des sous-secteurs particuliers. Les in-

formations à cette fin sont toutefois difficiles à obtenir, mais des questions précises posées lors des enquêtes auprès des ménages pourraient apporter des informations supplémentaires.

#### **IV. — LE SECTEUR MEXICAIN DES MÉNAGES ET LA CRISE DU PESO**

17. Dans les chapitres qui précèdent, nous avons exposé un certain nombre de concepts comptables utilisés dans les statistiques de la balance des paiements ainsi que dans les comptes du secteur des ménages selon le SCN, et cité certains exemples pour montrer l'intérêt de ces concepts. Dans le chapitre qui suit, nous nous attacherons à certains phénomènes socio-économiques qui se répercutent pour la plupart sur la balance des paiements ou en comptabilité nationale mais qui sont moins nettement imputables au secteur des ménages, même s'ils ont un impact profond et durable sur la situation socio-économique des ménages mexicains.

18. Le 20 décembre 1994, le Mexique a dévalué le peso. Ce faisant, le Gouvernement mexicain avait l'intention d'améliorer le solde du compte des opérations courantes. Or, la dévaluation a échappé à tout contrôle et le peso a perdu près de la moitié de sa valeur<sup>10</sup>. Par voie de conséquence, les investisseurs étrangers ont perdu confiance dans l'économie mexicaine et retiré leurs fonds du pays. Le Gouvernement mexicain s'en est trouvé au bord d'une crise de liquidités<sup>11</sup>. Dans les débuts de 1995, alors que le Mexique se trouvait en danger de faillir à ses obligations, la communauté internationale s'est cotisée pour lui porter secours à concurrence d'environ 53 milliards de dollars, soit principalement 20 milliards de dollars en provenance du Fonds de stabilisation des changes du Département du Trésor des Etats-Unis<sup>12</sup> et 17,8 milliards de dollars du Fonds monétaire international (FMI). A l'époque, ce prêt du FMI a été « le plus important financement agréé par le FMI pour un pays membre, à la fois si l'on considère le montant lui-même et son pourcentage global du quota, soit 688,4 %<sup>13</sup>. »

19. Afin de garantir au Gouvernement des Etats-Unis et au FMI l'usage adéquat du prêt et de rembourser sa dette une fois la crise surmontée, le Gouvernement mexicain s'est engagé à satisfaire à plusieurs conditions économiques. Il s'est révélé que ces engagements, pris en janvier et février 1995, ne suffisaient pas pour endiguer l'exode de fonds étrangers, et le Gouvernement a décidé, début mars, d'appliquer des mesures encore plus rigoureuses. Ses objectifs principaux étaient de freiner l'inflation et de réduire le déficit du compte des opérations courantes. A cette fin, le Gouvernement entendait accroître ses recettes en relevant les prix des prestations publiques, de l'essence et du carburant diesel, ainsi qu'en réduisant les dépenses budgétaires. De plus, il a majoré la taxe sur la valeur ajoutée et n'a autorisé les hausses de salaires que dans les limites d'une marge bien inférieure au taux d'inflation projeté.

20. Durant 1995, le Mexique a connu sa pire récession depuis des décennies. Le produit intérieur brut a diminué de 6,2 %, l'inflation est repassée à deux chiffres et le chômage s'est envolé. Beaucoup d'analystes ont étudié essentiellement les conséquences macro-économiques de la crise du peso, mais le présent chapitre se concentrera sur les conséquences qu'elle a eues pour les ménages mexicains. « Le pourcentage de la population vivant en deçà du seuil de pauvreté absolue, de 19 % en 1984, a atteint 24 % en 1989. Dans les villes, cette proportion a ensuite légèrement diminué jusqu'en 1992. Par contre, dans les campagnes, où habitent 80 % des personnes vivant dans la pauvreté absolue, le nombre des pauvres n'a jamais cessé d'augmenter pendant cette période, passant de 6,7 à 8,8 millions »<sup>14</sup>. Même si de nombreux indicateurs macro-économiques ont signalé une reprise de l'économie mexicaine en 1996 et 1997<sup>15</sup>, on peut affirmer sans crainte de se tromper que les conditions de vie de nombreux ménages privés mexicains ne se sont pas améliorées. Les paragraphes qui suivent mettront en lumière et analyseront les effets économiques des engagements pris par le Gouvernement mexicain afin d'obtenir les prêts du Gouvernement des Etats-Unis et du FMI.

21. La crise du peso et les engagements du Gouvernement mexicain peuvent être illustrés par trois effets exercés sur le secteur des ménages : sur le revenu, sur la consommation et sur l'emploi.

##### **A. — Effets sur le revenu**

22. Les salaires réels des ménages ont encore baissé dans des proportions substantielles. Le Gouvernement a relevé deux fois le salaire minimum fédéral, soit de 7 % en janvier 1995 et de nouveau de 10 % en mars de la

même année, pour un total de 17 %, mais cette augmentation s'est révélée bien inférieure à celle des prix à la consommation, égale à 35 % pour 1995 et 1996<sup>16</sup>. Le recul des salaires réels au Mexique s'est donc poursuivi. Le salaire minimum réel diminuait depuis les dernières années 1970 et les salaires moyens réels dans l'industrie manufacturière se sont effondrés dans le sillage de la crise du peso<sup>17</sup>. En outre, l'écart entre les revenus des riches et des pauvres s'est encore creusé. En 1996, les 10 % de ménages mexicains les plus riches ont engrangé 41 % du revenu national, par comparaison avec 16 % répartis entre 50 % de l'ensemble des ménages. « Le Gouvernement reconnaît que le nombre de Mexicains vivant dans une extrême pauvreté est passé à 22 millions, ce qui représente, sur les 15 derniers mois (c'est-à-dire entre le début de 1995 et juillet 1996), une augmentation de 5 millions<sup>18</sup>.

23. L'effet sur les revenus s'est manifesté aussi d'autre façon en ce sens que les taux d'intérêt ont connu une hausse notable dans le sillage de la dévaluation. Les crédits et les prêts des banques commerciales sont donc devenus très onéreux et hors de portée de la plupart des habitants du pays. Beaucoup de Mexicains ont éprouvé des difficultés à amortir leurs hypothèques ou les prêts sur leurs automobiles. Les petites et moyennes entreprises se sont trouvées dans l'impossibilité d'obtenir des prêts auprès des banques commerciales, et les nouveaux prêts aux entreprises se sont pratiquement taris. De ce fait, de nombreuses petites entreprises ont fait faillite, les investissements des collectivités locales ont stagné et des salariés de petites entreprises ont été licenciés<sup>19</sup>.

## **B. — Effets sur la consommation**

24. Dans les premiers mois de 1995, de nombreux articles ménagers d'usage quotidien sont devenus plus coûteux au Mexique et, avec la hausse de l'ensemble des prix, la consommation des particuliers a diminué d'environ 12,9 % par rapport à 1994<sup>20</sup>. La quasi-totalité des ménages mexicains ont ressenti les effets de la majoration de la taxe sur la valeur ajoutée, de la hausse des prix de l'essence et du carburant diesel, ainsi que de celle du prix de l'électricité. Cette taxe, imposée au Mexique sur les ventes, a augmenté de 50 % (passant ainsi de 10 à 15 %), ce qui a pesé sur les prix de la quasi-totalité des produits utilisés chaque jour par les ménages. Le Gouvernement a majoré la taxe sur les combustibles et les carburants. Les prix de l'essence et du diesel ont ainsi progressé de 35 % en mars et ont continué de le faire chaque mois de 0,8 % pour atteindre à la fin de 1995 une augmentation totale de 48,5 %. Cette mesure a pesé elle aussi sur de nombreux ménages mais a particulièrement aggravé le fardeau des entreprises privées individuelles<sup>21</sup>.

25. Le gouvernement a en outre majoré de 2,5 % par mois les taxes d'aéroport, les taxes portuaires et les péages routiers. Ces derniers sont devenus si coûteux que peu de travailleurs ont pu utiliser les autoroutes. « Le parcours bétonné de 20 km entre Mexico et Toluca, par exemple, coûte 6 dollars, soit environ deux fois le salaire minimum quotidien dans la région<sup>22</sup>. »

## **C. — Effets sur l'emploi**

26. La crise du peso a fait perdre leur emploi à environ un million de Mexicains en 1995. Même si les taux du chômage se sont situés seulement entre 4 et 6 % en 1996 et 1997<sup>23</sup>, ils seraient encore deux, voire trois, fois plus élevés selon des estimations non officielles<sup>24</sup>. Toutefois, ce n'est pas le simple nombre des sans-emploi qui a pesé sur les ménages mexicains, mais également la nature du travail, les conditions d'emploi, ainsi que la localisation géographique des offres d'emploi, qui ont modifié les conditions de vie de nombreux ménages.

27. La dévaluation du peso a encouragé la croissance des usines dites « Maquiladoras »<sup>25</sup>, installées essentiellement à la frontière avec les Etats-Unis. Au titre de ce programme, inauguré en 1965, des sociétés (principalement américaines) ont été autorisées à importer des pièces détachées des Etats-Unis, pour les monter en faisant appel à une main-d'œuvre mexicaine relativement peu coûteuse. Les salaires mexicains étaient, et restent, nettement inférieurs à ceux payés au nord de la frontière. En fin de parcours, des produits finis tels que des automobiles, des appareils électroniques ou des textiles étaient réimportés en franchise de droits sur le marché américain. Le fait de savoir si les Maquiladoras sont une « bonne » ou une « mauvaise » chose pour le développement du Mexique reste l'objet d'un débat. Pour certains, ces usines constituent le moteur du développement mexicain

car elles créent des emplois et versent des salaires relativement élevés. Pour d'autres, elles sont le symbole majeur de la dépendance du pays vis-à-vis des Etats-Unis. Les opposants au système déclarent que les sociétés étrangères profitent simplement des bas salaires et de la non-application des règles de protection de l'environnement, sans transférer pour autant de technologies ni garantir aux travailleurs un milieu de travail sans danger.

28. L'*Instituto Nacional de Estadística Geografía e Informática* (INEGI) estime qu'en avril 1996 les *Maquiladoras* occupaient 723 871 travailleurs, soit 13,2 % de plus qu'en avril 1995<sup>26</sup>. Ces chiffres contredisent du tout au tout les nombreuses prévisions des experts qui avaient prétendu que ces usines commenceraient à disparaître une fois l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 1994, de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA). Au contraire, cette industrie se développe aussi vite que dans les années 1980. La dévaluation a contribué à cette évolution car « le salaire horaire moyen des travailleurs des *maquiladoras* devrait en principe tomber de 2,50 dollars à 2 dollars<sup>27</sup> ».

## V. — CONCLUSIONS

29. Les chiffres ici ne le sont qu'à titre d'exemples et ne visent pas à rendre pleinement compte de l'histoire socio-économique récente des pays, à expliquer les causes de la crise du peso, ni à commenter les décisions qui ont été prises pour surmonter cette crise. Ils ne donnent pas non plus à entendre que les conséquences socio-économiques de cette crise sur le niveau de vie des ménages mexicains est d'origine interne ou extérieure. Enfin, ils n'entendent pas donner l'impression que seuls des événements extrêmes de cette nature ont des répercussions sur l'économie en général et sur les ménages en particulier, car toute économie ouverte subit de façon plus ou moins permanente des influences extérieures. Nous avons, par contre, cherché à montrer, par ces exemples, que, dans l'analyse de la situation socio-économique des ménages, il faut tenir compte à la fois de facteurs intérieurs et de facteurs extérieurs.

**Annexe 1. Correspondance entre les agrégats fondamentaux  
des comptes nationaux et les flux de la balance des paiements**

GDP	$= C + G + I + X - M$
CAB	$= X - M + NY + NCT$
BGS	$= X - M$
GNDY	$= C + G + I + CAB$
$GNDY - C - G$	$= S$
S	$= I + CAB$
$S - I$	$= CAB$
$S - I + NKT - NPNNA$	$= CAB + NKT - NPNNA = NFI$
BCA	$= NKT - NPNNA$

*Explication des symboles :*

C	=	Dépenses de consommation privée
G	=	Dépenses de consommation des administrations publiques
I	=	Investissement intérieur brut
S	=	Epargne brute
X	=	Exportations de biens et de services
M	=	Importations de biens et de services
BGS	=	Solde des transactions en biens et en services dans la balance des paiements (X - M)
NY	=	Revenus nets provenant de l'extérieur
GDP	=	Produit intérieur brut
GNDY	=	Revenu national brut disponible
CAB	=	Solde des transactions courantes dans la balance des paiements
NCT	=	Transferts courants nets
NKT	=	Transferts en capital nets
NPNNA	=	Acquisitions nettes d'actifs non financiers non produits
NFI	=	Investissements nets de l'étranger ou capacité/besoins de financement vis-à-vis du reste du monde
BCA	=	Solde du compte de capital dans la balance des paiements (NKT - NPNNA)

**Annexe 2. Principaux postes de la balance des paiements et autres données**  
(en milliards de dollars E.-U.)

Postes	Allemagne	Mexique
	1995	
Compte des opérations courantes, solde . . . . .	-21	-1
A. — Biens, solde . . . . .	66	7
Exportations (f.o.b.) . . . . .	523	80
Importations (f.o.b.) . . . . .	-457	-72
B. — Services, solde . . . . .	-47	1
Dont : Voyages . . . . .	-35	3
Transports . . . . .	-7	-2
C. — Revenus, solde . . . . .	0	-12
Rémunération des salariés . . . . .	-2	1
Revenu des investissements . . . . .	2	-13
D. — Transferts courants, solde . . . . .	-41	4
Dont : Remises de fonds des travailleurs . . . . .	-5	4
Administrations publiques . . . . .	-30	0
Compte de capital et des opérations financières, solde . . . . .	32	14
Compte de capital, solde . . . . .	-1	—
Compte des opérations financières, solde . . . . .	33	14
A. — Investissements directs . . . . .	26	7
B. — Investissements de portefeuille . . . . .	-27	-11
C. — Autres investissements . . . . .	32	18
Réserves et postes apparentés . . . . .	-7	-11
Erreurs et omissions nettes . . . . .	-4	-3
Données supplémentaires : . . . . .		
Exportations/PIB . . . . .	23 %	31 %
Importations/PIB . . . . .	22 %	28 %
Consommation privée/PIB . . . . .	57 %	67 %

Source : FMI: *Balance of Payments Statistics Yearbook 1996*; International Financial Statistics, juillet 1997.

## Notes

- <sup>1</sup> SCN 1993.
- <sup>2</sup> Voir, par exemple, le Rapport sur le développement humain, 1997, chapitre 4 : « Mondialisation et pauvreté : un phénomène national, un phénomène individuel », ou bien Rodnick (1997).
- <sup>3</sup> FMI (1993).
- <sup>4</sup> SCN 1993, p. 727 *et seq.*
- <sup>5</sup> BDP, chapitre 38.
- <sup>6</sup> Pour plus de détails, voir SCN 1993, p. 590 à 597.
- <sup>7</sup> Ch. 7.17 du SCN 1993. S'agissant du PIB et du RNB, les termes « intérieur » et « national » sont synonymes; la différence entre le PIB et le RNB tient aux lettres « P » et « R », dénotant que le premier est considéré dans la perspective de la production et l'autre dans celle du revenu des mêmes unités résidentes.
- <sup>8</sup> BDP, chapitre 53.
- <sup>9</sup> Motola (1997), p. 24.
- <sup>10</sup> *World Economic Factbook 1996/97*, p. 289.
- <sup>11</sup> Pour une étude économique approfondie, voir Sachs, Jeffrey/Tornell, Aaron/Velasco, Andrés (1995) et Weintraub (1995).
- <sup>12</sup> Pour un aperçu général du processus de décision dans l'administration fédérale des Etats-Unis, voir *Congressional Quarterly*, Weekly Report (1995).
- <sup>13</sup> IMF Survey, 6 février 1995, p. 42.
- <sup>14</sup> « Mexique, les gagnants et les perdants », Rapport sur le développement humain (1997), p. 97.
- <sup>15</sup> « Emerging-market indicators », *The Economist*, vol. 342, n° 8000, 18 janvier 1997, p. 106, et « Mexico grows 8.8 % in quarter, reinforcing optimism », *The New York Times*, mardi 19 août 1997, p. D4.
- <sup>16</sup> Economic Intelligence Unit (EIU) 1997, Country Report Mexico, p. 3.
- <sup>17</sup> Barkin, David/Ortiz, Irene/Rosen, Fred, (1997), p. 23.
- <sup>18</sup> « Income gap in Mexico grows, and so do protests », *The New York Times*, samedi 20 juillet 1996, Sec. 1, p. 3. Voir également Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (1996), p. 41 à 51.
- <sup>19</sup> « Peso crisis bites deep into Mexico's long-ruling party », *The New York Times*, vendredi 4 juillet 1997, p. A3.
- <sup>20</sup> Banque mondiale (1996), p. 340.
- <sup>21</sup> Uri, Noel D. (1997).
- <sup>22</sup> « Mexico's privately run highways prove a costly failure », *The New York Times*, samedi 23 août 1997, Sec. 1, p. 3.
- <sup>23</sup> « Emerging-market indicators », *The Economist*, vol. 342, n° 8000, 18 janvier 1997, p. 106.
- <sup>24</sup> « Peso crisis bites deep into Mexico's long-ruling party », *The New York Times*, vendredi 4 juillet 1997, p. A3. D'autres auteurs mentionnent même un taux de chômage de 30 % dans tout le Mexique : Darlin, Damon (1996), p. 111 et 112.
- <sup>25</sup> Un exposé général du phénomène figure dans Comisión Económica para América Latina y el Caribe, Nations Unies (1996).
- <sup>26</sup> Page World Wide Web de l'Instituto Nacional de Estadística Geografía e Informática (INEGI).
- <sup>27</sup> Palmeri, Christopher (1995), p. 44.

## BIBLIOGRAPHIE

- Banque mondiale (1996) : Trends in developing countries. Washington, D.C.
- Barkin, David/Ortiz, Irene/Rosen, Fred (1997). Globalization and resistance. The remaking of Mexico. Dans : *NACLA Report on the Americas*, vol. 30, n° 4 (jan./févr.), p. 14 à 27.
- Comisión Económica para América Latina y el Caribe. Nations Unies (1996). México: La Industria Maquiladora, Santiago du Chili.
- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (1996). *Social Panorama of Latin America*. Edition 1996. Santiago, Chili.
- Congressional Quarterly*, Weekly Report (1995). Collapse of Mexican Loan Plan Expose Leaders' Limitations. 4 février, p. 372 à 374.
- Darlin, Damon (1996). Maquiladora-ville. Dans : *Forbes*, 6 mai, p. 111 et 112.
- Deutsche Bundesbank (1996). The German Balance of Payments in 1995, Monthly Report, mars 1996.
- EIU (1997). The Economist Intelligence Unit. *Country Profiles and Country Reports* : Mexico, numéros divers.
- FMI (1993). *Manuel de la balance des paiements*, cinquième édition, Washington, D.C., 1993.
- FMI (1996). *Annuaire statistique de la balance des paiements*, 1996.
- FMI (1997). *International Financial Statistics*, juillet 1997.
- Motala, John (1997). *Statistical Discrepancies in the World Current Account, Finance & Development*, mars 1997.
- Palmeri, Christopher (1995). The flip side of devaluation. Dans : *Forbes*, 13 février, p. 44 et 45.
- PNUD (1997). *Rapport sur le développement humain 1997*, New York, 1997.
- Rodrik, Dani (1997). Sense and Nonsense in the Globalization Debate, *Foreign Policy*, été 1997.
- Sachs, Jeffrey/Tornell, Aaron/Velasco, Andrés (1995). « The collapse of the Mexican Peso: What have we learned ? », *NBER Working Paper* n° 5142.
- SCN 1993. Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies, Banque mondiale (1993) : *Système de comptabilité nationale 1993*, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993.
- Uri, Noel D. (1997). An evaluation of the economic effects of higher energy prices in Mexico. Dans : *Energy Policy*, vol. 25, n° 2, p. 205 et 215.
- Weintraub, Sidney (1995). « The Mexican economy: Life after devaluation ». Dans : *Current History*, vol. 94, n° 590, p. 108 à 113.
- World Economic Factbook* (1996/97), quatrième édition. Publié par Euromonitor, Londres, Chicago.

# **LE SECTEUR DES MÉNAGES ET LE RESTE DU MONDE : LE CAS DES CARAÏBES**

**Peter Pariag**

Chef de la Division des comptes nationaux,  
Office central de statistiques, Port of Spain, Trinité-et-Tobago

## **I. — INTRODUCTION**

1. Depuis la parution de la dernière version du Système de comptabilité nationale (SCN 1993), on s'attendait à devoir effectuer de nouvelles recherches concernant l'établissement de comptes institutionnels distincts décrivant les transactions économiques de chaque secteur et leurs relations avec d'autres sujets d'analyses. On étudiera ici l'évolution des comptes des ménages dans le cas des petits pays des Caraïbes. Le présent rapport est divisé en huit sections, y compris l'introduction (section I) et la conclusion (section VIII). La section II donne une description sommaire de l'économie des pays des Caraïbes. Elle cherche à démontrer la vulnérabilité des petites économies ouvertes face aux facteurs extérieurs, et en particulier des économies des petites îles qui sont tributaires d'un ou deux produits d'exportation. La section III expose la subdivision des secteurs institutionnels à la Trinité-et-Tobago. La section IV traite des questions marginales qui se posent entre le secteur local des sociétés non financières et celui des ménages. La section V traite des flux entre le secteur des ménages et le reste du monde et signale les lacunes existant dans les données en ce qui concerne les comptes de capital et de patrimoine. La section VI expose la méthode de dérivation des flux commerciaux du secteur des ménages. Enfin, la section VII propose une liste des autres points à débattre.

## **II. — LES CARACTÉRISTIQUES DES ÉCONOMIES DES CARAÏBES**

2. Dans son ouvrage intitulé *The Economics of Development in Small Countries*, Demas (1965) écrivait : « Quelle que soit l'étendue géographique qu'on lui reconnaît, la région des Caraïbes présente nombre de caractéristiques des petites économies ouvertes ainsi que certaines de celles des grands pays sous-développés, assorties de nombreuses caractéristiques qui lui sont propres. » Voici la liste de ces caractéristiques :

1. Caractéristiques communes à beaucoup de pays sous-développés :

- a) Un rapport défavorable entre la démographie d'une part, le stock d'équipements et de ressources naturelles de l'autre (la contrainte dite de Malthus);
- b) Le dualisme de la structure économique qui se traduit par la diversité des productivités selon les secteurs et le grand nombre des chômeurs dont la productivité est naturellement nulle;
- c) Un secteur agricole interne dont la croissance de la production ne répond pas à celle de la demande de denrées alimentaires;
- d) L'absence d'un véritable marché des capitaux.

2. Caractéristiques communes aux petites économies ouvertes :
    - a) Un commerce extérieur important par rapport au produit intérieur brut;
    - b) La prédominance d'un produit dans le commerce d'exportation et, parfois, dans l'ensemble de l'économie : le pétrole pour la Trinité-et-Tobago, la bauxite à la Jamaïque, le sucre à la Barbade et dans les îles Sous-le-Vent, ou encore les bananes dans les îles au-Vent;
    - c) La non-diversification des ressources et l'étroitesse du marché intérieur;
    - d) L'absence quasi totale de transactions entre les branches d'activités nationales qui travaillent essentiellement avec le monde extérieur.
  3. Particularités propres aux Indes occidentales :
    - a) La dichotomie entre l'agriculture de plantations et l'agriculture paysanne, qui est une manifestation de dualisme particulière aux Indes occidentales;
    - b) Une agriculture axée sur l'exportation et aux prix de revient élevés, protégée par des accords spéciaux ou autrement préférentiels sur les marchés du Royaume-Uni et du Canada;
    - c) La ferme adhésion des dirigeants actuels à la démocratie politique intégrale et au libre-échange;
    - d) La pression qui s'exerce pour étendre à toute l'économie les barèmes de salaires en vigueur dans le secteur moderne, mais que les secteurs moins avancés se trouvent dans l'impossibilité de payer;
    - e) La montée rapide des espérances de la population, due à son long voisinage avec le mode de vie occidental;
    - f) La nécessité de faire appel aux capitaux étrangers pour développer les industries extractives, les industries manufacturières et, jusqu'à un certain point, l'industrie sucrière, et le grand décalage qui en résulte entre le produit intérieur et le revenu national;
    - g) La nature du régime des finances publiques résultant des fortes dépenses récurrentes consacrées à l'enseignement et à d'autres services, la perte de recettes imputable au versement d'incitations fiscales, enfin des économies d'échelle imputables à l'obligation de fournir des prestations administratives à des populations peu nombreuses.
3. Certaines de ces caractéristiques sont mises très nettement en évidence dans les tableaux 1 à 5 de l'annexe. Le tableau 1 cite les taux élevés de chômage constatés à la Barbade, à la Jamaïque et à la Trinité-et-Tobago. Le chômage peut être synonyme d'indigence dans le cas des ménages sur lesquels il pèse et, s'il persiste, peut exercer une influence psychologique négative sur chacun des membres de ces ménages. De plus, un fort chômage s'assortit également d'un coût économique pour la société lorsqu'il génère un coût d'opportunité imputable à la perte d'une production potentielle. Le tableau 2 indique la forte proportion du commerce extérieur par rapport au produit intérieur brut et le tableau 3 la position dominante occupée par un ou deux produits de base dans six pays. De leur côté, les tableaux 4 et 5 indiquent dans quelle mesure le développement est tributaire de l'apport de capitaux étrangers. On a relevé que les économies des pays des Caraïbes n'ont connu aucune modification notable de structure depuis que Demas a effectué ces observations au milieu des années 1960.

### III. — LES SECTEURS INSTITUTIONNELS À LA TRINITÉ-ET-TOBAGO

4. La comptabilité nationale de la Trinité-et-Tobago distingue cinq unités institutionnelles totalement cloisonnées comme le recommande le SCN 1993, à savoir le secteur des sociétés non financières, le secteur des sociétés financières, celui des administrations publiques, celui des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), enfin le secteur des ménages. Les comptables appliquent le principe de sectorisation le plus libéral, selon lequel les unités qui ont des comportements semblables ou qui exercent une activité similaire sont regroupées les unes avec les autres. Comme, dans le SCN, les unités institutionnelles ne peuvent déborder d'un secteur sur l'autre, la classification s'appuie sur les objectifs, la fonction ou le comportement principaux. Le secteur des

sociétés non financières est subdivisé en entreprises d'Etat, sociétés étrangères (à 25 % ou plus de capitaux étrangers) et sociétés locales. Le secteur des sociétés financières est, lui, subdivisé en Banque centrale, sociétés fiduciaires et hypothécaires, banques commerciales, sociétés de crédit et banques d'affaires, sociétés de crédit, compagnies d'assurance, enfin autres établissements financiers non bancaires. Le secteur des administrations publiques est subdivisé en gouvernement central, administrations locales, enfin établissements publics et organismes similaires. Les ISBLSM et le secteur des ménages ne font pour le moment l'objet d'aucune subdivision.

#### IV. — LE SECTEUR DES MÉNAGES À LA TRINITÉ-ET-TOBAGO

5. Le secteur des ménages regroupe les personnes qui partagent le même logement, qui mettent en commun une partie ou la totalité de leurs revenus et de leur patrimoine et qui consomment collectivement certaines catégories de biens et de services. Pour la répartition des unités institutionnelles par secteurs, le principal problème était de savoir comment régler les cas marginaux entre le secteur des sociétés locales et celui des ménages. Pour résoudre ce problème, il a été décidé à la Trinité-et-Tobago que, pour être inclus dans le secteur des ménages, un établissement ou une unité institutionnelle devait satisfaire à quatre au moins des huit critères ci-après :

1. L'établissement ou l'unité institutionnelle ne doit pas être une société à responsabilité limitée, se comporter comme l'une d'elles ou en posséder les caractéristiques, c'est-à-dire il doit s'agir d'une entreprise individuelle;
2. L'établissement ou l'unité institutionnelle doit être gérée par son propriétaire;
3. L'activité normale du ménage ne peut être distinguée de son activité économique, c'est-à-dire en matière de décisions;
4. Il ne doit y avoir aucune comptabilité commerciale classique;
5. L'établissement ou l'unité institutionnelle doit occuper moins de cinq personnes;
6. L'établissement ou l'unité institutionnelle ne doit pas être enregistrée au titre de la TVA;
7. La production de l'entreprise peut être destinée au marché, à une utilisation pour compte propre ou à une autre utilisation non marchande. Son volume dépendra de l'activité économique exercée; enfin
8. L'entreprise de ménage doit être résidente de la Trinité-et-Tobago. Le concept et la définition de la résidence sont ici identiques à ceux qui figurent dans le *Manuel de la balance des paiements*, c'est-à-dire « une unité institutionnelle est dite résidente lorsque son pôle d'intérêt économique se trouve sur le territoire économique du pays ».

6. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a été inaugurée à la Trinité-et-Tobago en 1990, pour les chiffres d'affaires à partir de 100 000 dollars annuels. En 1996, le seuil d'imposition a été porté de 100 000 à 150 000 dollars par an. Cela signifiait que l'entreprise dont la production commerciale, y compris la vente de biens ou de services, dépassait 12 500 dollars par mois devait se faire enregistrer conformément à la Loi de 1989 concernant la taxe sur la valeur ajoutée. Les entreprises enregistrées se voient affecter un numéro de TVA unique qui doit figurer sur tous les documents officiels, y compris les documents douaniers. Elles sont également obligées par la loi de tenir une comptabilité intégrale. Toutes les entreprises individuelles qui produisent pour le marché, qui appartiennent à des ménages et qui sont enregistrées conformément à la loi sur la TVA sont considérées comme des *quasi-sociétés* et classées dans le secteur des sociétés.

7. Il faut noter qu'à la Trinité-et-Tobago le produit intérieur brut (PIB) est calculé initialement à partir de la production ou de la valeur ajoutée, c'est-à-dire par type d'activité économique, et que chaque établissement est donc affecté à une branche d'activité ou à l'une de ses subdivisions. Comme la majorité des entreprises de la Trinité-et-Tobago ne comportent qu'un seul établissement, il n'est pas difficile de se baser sur la valeur ajoutée par type d'activité économique pour obtenir la valeur ajoutée par secteur institutionnel. Comme on l'a vu, le principal problème se pose lorsqu'il s'agit de distinguer entre le sous-secteur des sociétés locales et le secteur des ménages. La ventilation des comptes de production par secteur institutionnel a été tentée pour la première fois en 1996 en partant des données de 1994 concernant la valeur ajoutée.

## V. — LES FLUX ENTRE LE SECTEUR DES MÉNAGES ET LE RESTE DU MONDE

8. On a essayé, dans la partie II de la présente communication, de démontrer combien les petites économies ouvertes des Caraïbes étaient vulnérables aux relations extérieures. Ces économies entretiennent avec le reste du monde des flux notables dont certains sont menacés. Ainsi, l'incertitude qui pèse sur l'industrie de la banane persiste, même si l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'est prononcée contre le traitement préférentiel des bananes des Caraïbes dans l'Union européenne (UE). Sera-t-il prévu un moratoire pour l'élimination progressive des préférences ? Quelle sera l'étendue de cette industrie une fois les préférences éliminées ? Quelles conséquences cette élimination aura-t-elle sur les économies de Sainte-Lucie, Saint-Vincent et la Dominique, et plus particulièrement sur le secteur des ménages qui contribue à la production et à l'exportation des bananes ?

9. Le SCN 1993, la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements* et le guide de calcul et le manuel qui l'accompagnent analysent, sur le plan conceptuel, les rapports entre les ménages et le reste du monde. Il est bien connu que les comptes de la balance des paiements sont étroitement liés au SCN 1993 et que la balance des paiements fait partie intégrante de ce système. Les textes en question ont démontré de nombreuses façons comment les divers flux inclus dans la balance des paiements influent à divers égards sur les comptes du SCN. Ces problèmes et d'autres qui leur sont apparentés ne seront pas réétudiés ici (pour plus de détails, le lecteur est prié de se reporter à la communication de Becker/Pfeil qui est reprise dans le présent *Manuel*). Par contre, le travail difficile qui consiste à quantifier les flux entre l'économie nationale et le reste du monde ainsi que leur ventilation, va être maintenant mis en évidence.

10. Le tableau 6 présente les principaux postes de la balance des paiements qui concernent le secteur des ménages. Ce poste influe d'une façon ou d'une autre sur les comptes de production et extérieur du secteur des ménages concernant les biens et les services, les comptes de la distribution et de l'utilisation du revenu et les comptes d'accumulation. Malheureusement : i) les chiffres publiés de la Barbade, de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECO), ainsi que de la Trinité-et-Tobago, ne sont pas suffisamment ventilés; ii) la présentation des balances des paiements n'est pas normalisée dans la région; et iii) dans le cas de la Barbade, les comptes annuels de la balance des paiements n'existent que jusqu'en 1994.

11. Dans la plupart des cas, les chiffres présentés au tableau 6 correspondent à l'ensemble de l'économie ou, en d'autres termes, à l'ensemble des secteurs. Le problème qui se pose aux comptables nationaux est de déterminer d'après ces estimations globales la part qui revient au secteur des ménages.

12. Une analyse du tableau 6 mettra en évidence :

1. L'intérêt que présentent les flux commerciaux pour l'économie de l'OECO, de la Barbade et de la Trinité-et-Tobago;
2. L'importance du tourisme pour la Barbade et l'OECO;
3. La modicité de la rémunération des salariés dans les flux de revenus entre les économies nationales et le reste du monde;
4. Une quantité notable de transferts sans contrepartie; enfin
5. Les lacunes des données concernant la balance des paiements, en particulier dans le compte de capital, le compte financier et les comptes de patrimoine.

13. Pour mettre pleinement en évidence les relations entre le secteur des ménages et le reste du monde, il faut nécessairement combler les lacunes des chiffres. Il faudra pour cela construire des comptes détaillés de la balance des paiements comme cela est recommandé dans la cinquième édition du *Manuel*. Pour y parvenir, il faudra procéder à des enquêtes supplémentaires et, dans le cas de la Trinité-et-Tobago, à des enquêtes qui auront pour but de parvenir à une ventilation plus poussée des revenus dans le compte des opérations courantes et à des comptes détaillés de capital, des opérations financières et de patrimoine. Les enquêtes devront porter non seulement sur les flux entre le reste du monde et les économies nationales, mais également sur la ventilation de ces flux entre le secteur des ménages et celui des sociétés.

## **VI. — LES OPÉRATIONS COMMERCIALES DU SECTEUR DES MÉNAGES**

14. Le présent chapitre va exposer les méthodes utilisées pour calculer les importations et les exportations de biens réalisées par le secteur des ménages de la Trinité-et-Tobago. L'analyse qui va suivre va largement s'appuyer sur le formulaire C82 de déclaration en douane (à l'importation/à l'exportation), utilisé dans toute la région de la Caricom. Il s'agit d'un « document administratif unique » en ce sens que toutes les informations concernant les importations et les exportations de biens y sont enregistrées, notamment le nom et l'adresse de l'exportateur ou de l'importateur et son numéro unique d'enregistrement qui, dans le cas des entreprises sous TVA, est leur numéro de TVA. Il s'agit d'un code alphanumérique dont le premier signe est un « V », par exemple V652131. Les importateurs et les exportateurs qui ne sont pas enregistrés au titre de la TVA et qui procèdent régulièrement à des importations ou à des exportations se voient attribuer un numéro qui leur est réservé. Si les biens sont de nature commerciale, le numéro commencera par un « N », par exemple N632140, et s'il s'agit d'un bien non commercial, le premier indice sera un « J », par exemple J687560.

15. Dans le cadre 26 du formulaire figure le code de procédure douanière (CPC) applicable à l'article importé ou exporté. Les CPC sont des subdivisions des codes douaniers qui indiquent comment traiter les marchandises : par exemple C401. C4 correspond au régime et 01 à la procédure.

C4 : marchandises importées pour utilisation dans le pays

01 : marchandises exonérées de tous droits et taxes en vertu du deuxième tarif.

16. Les effets ménagers personnels (C950) et les effets ménagers de ressortissants revenant dans leur pays (C951) ne figurent pas dans les statistiques commerciales publiées. Il ne faut pas perdre de vue que, selon notre définition du secteur des ménages, les établissements ou unités institutionnelles enregistrés au titre de la TVA sont considérés comme appartenant au secteur des sociétés. Les données commerciales correspondant au secteur des ménages peuvent donc être obtenues en compulsant le dossier principal du commerce extérieur et en choisissant les codes voulus dans les cadres 1, 5 et 26.

17. Les chiffres concernant le commerce des ménages comprendront donc :

- a) Les importateurs/exportateurs sans numéro de TVA, c'est-à-dire sans aucun chiffre dans les cadres 1 à 5;
- b) Les importateurs/exportateurs sans numéro de TVA mais signalés par un « J » dans le cadre 1 ou 5;
- c) Les importateurs/exportateurs sans numéro de TVA mais signalés par un « N » dans le cadre 1 ou 5;
- d) Les effets ménagers personnels (C950); enfin
- e) Les effets ménagers de ressortissants revenant dans leur pays (C951).

18. Par l'application de cette méthode, on a construit le tableau 7, Importations et exportations du secteur des ménages, qui donne les importations et les exportations de ce secteur ventilées par section de la CITI pour les années 1995 et 1996 et pour janvier-juillet 1997. Il s'agit de chiffres préliminaires qui ont été calculés pour la première fois et il faudra procéder à un nouvel examen et à une nouvelle analyse des données par postes. De plus, l'analyse des importations de biens intermédiaires nécessaires pour la production des ménages nécessitera la ventilation des importations des ménages entre biens d'équipement, biens intermédiaires et biens de consommation finale.

## **VII. — AUTRES POINTS À DÉBATTRE**

### **A. — Les comptes en devises**

19. En Trinité-et-Tobago, les régimes de commerce et de change ont été libéralisés, ce qui a entraîné la création de nombreux nouveaux instruments financiers. Les ménages peuvent désormais ouvrir des comptes en devises auprès des banques commerciales. En premier lieu, les intérêts sur les comptes en devises ne sont pas im-

posés et, en second lieu, ces dépôts échappent à l'imposition ou à l'obligation faite par la Banque centrale de constituer une réserve de 21 % sur les passifs en dépôts. En troisième lieu, il a été procédé à une substitution de devises pour éviter l'imposition des intérêts et se prémunir contre une nouvelle dépréciation du dollar de Trinité-et-Tobago. Ces dépôts en devises doivent-ils être considérés comme des créances sur le reste du monde ? Dans l'optique de la balance des paiements, les transactions ont eu lieu entre résidents. Doivent-elles être réaménagées ou réorientées ? Les banques commerciales réinvestissent ces dépôts dans le reste du monde et ces investissements figurent dans les comptes des actifs et passifs étrangers des banques commerciales. Le paragraphe 14.132 du SCN 1993 est-il applicable ? On comptait, à la fin de 1996, 39 728 comptes pour une valeur de 497,7 millions de dollars des Etats-Unis, dont 30 216 comptes de moins de 5 000 dollars, d'une valeur de 41 millions de dollars des Etats-Unis. On peut de toute évidence présumer que ces derniers comptes appartiennent au secteur des ménages (voir tableau 8).

### **B. — Les fonds mutualistes étrangers**

20. Parallèlement à l'ouverture de comptes en devises, les banques commerciales et leurs filiales, les courtiers en valeurs et les courtiers monétaires vendent des fonds mutualistes étrangers à des unités résidentes. Comment ces fonds doivent-ils être considérés vis-à-vis du reste du monde ? Les fonds acquis par les ménages doivent-ils être inclus dans leurs créances sur le reste du monde, ou bien les transactions doivent-elles être considérées comme intervenues entre les établissements financiers et le reste du monde ?

### **C. — Les cartes de crédit**

21. Depuis la libéralisation des changes, les banques commerciales de Trinité-et-Tobago ont commencé à émettre des cartes de crédit internationales du type Visa ou MasterCard. Comment traiter les transactions réglées par carte de crédit internationale ? Les ménages utilisent ces cartes pour leurs achats à l'étranger, pour payer leur logement de vacances à l'étranger ou pour leurs voyages d'affaires. Y aura-t-il un double comptage quelconque si l'on inclut ces transactions ?

## **VIII. — CONCLUSIONS**

22. L'amélioration et l'établissement des comptes nationaux des pays des Caraïbes en sont aujourd'hui à des stades différents. Il faut admettre que les économies des Caraïbes sont uniques en leur genre et que leurs problèmes particuliers diffèrent du tout au tout de ceux de leurs pays voisins d'Amérique latine. Pour appliquer plus vite le SCN 1993, il faudra faire profiter la région de plus de précisions ainsi que d'une coopération technique et d'une formation moins coûteuses.

## ANNEXE

**TABLEAU 1. Taux de chômage**  
(en pourcentages)

Pays	1992	1993	1994	1995	1996
Barbade . . . . .	23,0	24,3	21,9	19,7	16,4
Jamaïque . . . . .	15,7	16,3	15,4	16,2	16,0
Trinité-et-Tobago . . . . .	19,7	19,8	18,4	17,2	16,3

*Sources* : CDCC et OEC, Trinité-et-Tobago.

**TABLEAU 2. Rapport commerce extérieur/produit intérieur brut**  
(en pourcentages)

Pays	1992	1993	1994	1995	1996
Barbade					
Exportations . . . . .	49,96	51,76	52,15	50,30	n.a.
Importations . . . . .	42,30	46,55	47,54	51,81	n.a.
Jamaïque					
Exportations . . . . .	65,66	55,07	58,37	55,40	n.a.
Importations . . . . .	66,65	64,63	65,79	66,00	n.a.
OECD					
Exportations . . . . .	76,74	77,23	74,25	87,13	
Importations . . . . .	86,76	86,42	83,74	87,18	
Trinité-et-Tobago					
Exportations . . . . .	42,68	43,96	46,63	55,62	54,04
Importations . . . . .	33,44	38,60	33,05	40,60	43,21

*Sources* : CDCC et OEC, Trinité-et-Tobago.

**TABLEAU 3. Exportations de certains produits/recettes totales d'exportation, par pays**  
(en pourcentages)

Pays	1992	1993	1994	1995
Barbade				
Sucre. ....	4,2	3,3	3,3	2,8
Tourisme. ....	59,3	62,6	66,6	61,6
Guyana <sup>1</sup>				
Sucre. ....	46,1	28,0	25,4	29,7
Bauxite. ....	18,6	17,6	16,7	18,2
Jamaïque				
Sucre. ....	3,6	5,6	3,1	n.a.
Bauxite et aluminium. ....	24,6	29,4	24,7	n.a.
Sainte-Lucie				
Bananes. ....	17,6	15,4	13,1	n.a.
Saint-Vincent				
Bananes. ....	30,1	21,5	15,2	n.a.
Trinité-et-Tobago				
Matières minérales, combustibles, lubrifiants, matières apparentés. ....	42,8	38,0	32,7	38,6
Produits chimiques. ....	12,3	13,8	22,8	21,2
Sucre. ....	1,4	1,3	1,2	1,5

<sup>1</sup> Les exportations totales sont composées uniquement de marchandises.

Sources : CDCC et OEC, Trinité-et-Tobago.

**TABLEAU 4. Dette extérieure**  
(en millions de dollars E.-U.)

Pays	1992	1993	1994	1995	1996
Barbade. ....	375,0	352,0	357,2	358,9	355,3
Jamaïque. ....	3 678,0	3 687,2	3 651,8	3 451,9	3 231,9
OECD. ....	648,4	648,5	685,1	700,5	704,2
Trinité-et-Tobago. ....	2 215,0	2 102,1	2 063,5	1 905,2	1 875,7

Sources : CDCC et OEC, Trinité-et-Tobago.

**TABLEAU 5. Dette extérieure/PIB**  
(en pourcentages)

Pays	1992	1993	1994	1995	1996
Barbade. ....	23,0	21,0	21,0	19,0	n.a.
Jamaïque. ....	106,0	114,0	86,0	n.a.	n.a.
OECD. ....	41,0	39,0	39,0	39,0	n.a.
Trinité-et-Tobago. ....	41,0	46,0	42,0	37,0	34,0

Sources : CDCC et OEC, Trinité-et-Tobago.

**TABLEAU 6. Principaux postes de la balance des paiements concernant le secteur des ménages**  
(en millions de dollars E.-U.)

Postes	OECD		Barbade		Trinité-et-Tobago	
	1994	1995	1994	1995	1994	1995
<b>COMPTE DES OPÉRATIONS COURANTES</b>						
A. — Marchandises — nettes . . . . .	-163,8	-240,0	-329,7	-355,6	597,7	592,2
Exportations (f.o.b.) . . . . .	1 306,8	1 336,0	181,6	188,7	1 971,9	2 477,4
Importations (c.a.f.) . . . . .	1 470,6	1 584,0	511,3	544,3	1 374,2	1 885,2
B. — Services — nets . . . . .	667,7	643,6	5,5	5,7	-65,9	-72,4
Voyages : Crédits . . . . .	794,6	764,4	0	0	35,0	21,0
Débits . . . . .	73,4	77,4	34,4	37,5	78,7	71,0
Dépenses en titres de voyage : débits . . . . .	42,6	43,4	28,9	31,8	22,2	22,4
C. — Revenus — nets . . . . .						
Rémunération des salariés . . . . .	1,0	3,0	26,8	22,4	n.a.	n.a.
D. — Transferts sans contrepartie . . . . .	58,8	163,5	25,1	40,1	-4,0	-13,3
Remises : Crédits . . . . .	97,9	197,0	34,9	49,9	27,6	31,8
Débits . . . . .	39,1	33,5	9,8	9,8	31,6	45,1
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>						
Transferts des migrants . . . . .	25,2	27,9	0	0	n.a.	n.a.
<b>COMPTE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES</b>						
Placements de portefeuille . . . . .	n.a.	n.a.	-9,0	-7,4	n.a.	n.a.
Crédits commerciaux . . . . .	n.a.	n.a.	35,6	-17,7	n.a.	n.a.
Dépôts dans les banques étrangères . . . . .	n.a.	n.a.	-10,1	-1,7	n.a.	n.a.

Source : Balance des paiements : OECO 1991-1995, Barbade 1995, Trinité-et-Tobago 1995.

#### NOTES EXPLICATIVES DU TABLEAU 6

Postes	Explications	Effet sur les ménages
Exportations (f.o.b.) Importations (c.a.f.)	Exportations et importations de marchandises conformément au FMI, définition du SCN	Voir la méthode utilisée pour distinguer la part revenant aux ménages
<b>TRINITÉ-ET-TOBAGO</b>		
Voyage : Crédits	Dépenses des visiteurs étrangers résidant dans des foyers privés	A traiter en partie ou en totalité comme revenu en nature des ménages
Voyages : Débits	Dépenses à l'étranger des étudiants, touristes et autres voyageurs	Inclus dans les dépenses de consommation finale des ménages
Dépenses en titres de voyage : Débits	Frais de voyage et paiements pour excédent de bagages des résidents à des transporteurs étrangers	Compris dans les dépenses de consommation finale des ménages

Postes	Explications	Effet sur les ménages
Remises : Crédits	Transferts des migrants et remises à des particuliers	Transferts aux ménages, en provenance du reste du monde
Remises : Débits	Remises à l'étranger y compris les frais d'entretien, dons et donations, transferts aux émigrés, legs et règlements de comptes fiduciaires	Transferts des ménages au reste du monde
BARBADE		
Dépenses en titres de voyage : Débits	Paiements de résidents à des transporteurs étrangers pour le transport de personnes par mer, par air ou par d'autres modes de transport	Inclus dans les dépenses de consommation finale des ménages
Voyages : Débits	Dépenses personnelles des résidents à l'étranger au titre de la santé, de l'enseignement ou apparentées	Inclus dans les dépenses de consommation finale des ménages
Rémunération des salariés	Revenus des gens de mer de la Barbade, épargne et dépenses des équipages étrangers	Compte d'exploitation des ménages
Remises : Crédits	Remises de travailleurs à l'étranger et autres transferts privés	Transferts aux ménages, en provenance du reste du monde
Remises : Débits	Remises des travailleurs et autres transferts de particuliers	Transferts aux ménages, en provenance du reste du monde
Transferts d'émigrés	Variations des postes financiers résultant de la migration de particuliers d'une économie à une autre	Compte de capital des ménages
Placements en valeurs de portefeuille	En général sous la forme d'obligations ou de dettes à long terme de sociétés	Pour la détermination de la part échue aux ménages : compte financier des ménages
Crédits commerciaux	Crédits accordés aux importateurs	Les ménages en tant que producteurs importent eux aussi. Nécessité de déterminer la part qui leur revient
Dépôts dans les banques étrangères	Comptes de dépôts à l'étranger	Compte financier des ménages pour connaître la proportion des ménages dans l'ensemble des dépôts
OECD		
Services et transferts sans contrepartie	Aucune ventilation n'est présentée dans les tableaux de la balance des paiements	La part de ces postes revenant aux ménages doit être calculée et imputée sur les comptes adéquats

**TABLEAU 7. Importations et exportations du secteur des ménages,  
Trinité-et-Tobago 1995, 1996, 1997 (janvier-juillet)**  
(en dollars de Trinité-et-Tobago)

Sections de la CTCI	Importations		
	1995	1996	1997 (Jan. – juil.)
0. Produits alimentaires et animaux vivants . . . . .	65 567 698	69 937 398	35 751 321
1. Boissons et tabacs . . . . .	273 247	582 207	23 118 805
2. Matières brutes non comestibles, à l'exception des combustibles et des carburants . . . . .	5 883 150	5 202 932	4 204 817
3. Matières minérales, combustibles, carburants, lubrifiants et matières apparentées. . . . .	312 756	196 924	185 680
4. Huiles et graisses animales et végétales . . . . .	353 506	270 084	2 150 885
5. Produits chimiques . . . . .	110 539 725	12 712 042	10 989 570
6. Articles manufacturés, ventilés par matière. . . . .	34 043 372	26 456 909	25 173 175
7. Machines et matériel de transport . . . . .	120 010 365	81 892 927	50 323 343
8. Articles manufacturés divers . . . . .	42 314 775	33 120 373	26 528 013
9. Transactions et produits divers . . . . .	16 457 620	15 487 840	34 315 967
<b>Total, toutes sections. . . . .</b>	<b>395 756 214</b>	<b>302 759 636</b>	<b>212 741 576</b>
	Exportations		
	1995	1996	1997 (Jan. – juil.)
0. Produits alimentaires et animaux vivants . . . . .	52 521 091	60 542 148	41 486 860
1. Boissons et tabacs . . . . .	3 775 586	3 641 649	3 938 454
2. Matières brutes non comestibles, à l'exception des combustibles et des carburants . . . . .	9 089 358	4 513 580	1 879 298
3. Matières minérales, combustibles, carburants, lubrifiants et matières apparentées. . . . .	1 128 312	188 242	68 379
4. Huiles et graisses animales et végétales . . . . .	148 683	605 866	997 965
5. Produits chimiques . . . . .	70 220 147	1 013 398	5 259 681
6. Articles manufacturés, ventilés par matière. . . . .	11 367 850	11 958 789	7 923 656
7. Machines et matériel de transport . . . . .	1 365 497	1 000 829	1 280 296
8. Articles manufacturés divers . . . . .	10 285 385	13 309 124	7 465 166
9. Transactions et produits divers . . . . .	72 769	1 076 420	68 970
<b>Total, toutes sections. . . . .</b>	<b>159 974 678</b>	<b>106 968 045</b>	<b>70 368 727</b>

Source : Office central de la statistique — Division du commerce.

**TABEAU 8. Banques commerciales : comptes en devises, répartition des dépôts**

POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 DÉCEMBRE 1994									
TOTAL, TOUTES BANQUES		Dépôts à vue		Dépôts d'épargne		Dépôts à terme		Total, dépôts	
Importance des dépôts (dollars des E.-U.)	N°	Valeur (E.-U.)	N°	Valeur (E.-U.)	N°	Valeur (E.-U.)	N°	N°	Valeur (E.-U.)
Moins de 5 000 . . . . .	284	448 706	15 077	19 435 106	1 970	4 390 506	17 331	24 274 318	
5 000 – 50 000 . . . . .	326	4 934 421	3 351	40 018 600	1 347	20 064 230	5 024	65 017 251	
50 001 – 100 000 . . . . .	56	4 146 182	106	7 237 575	127	9 697 176	289	21 080 933	
100 001 – 200 000 . . . . .	29	3 834 328	37	4 803 183	65	9 776 710	131	18 414 221	
200 001 – 500 000 . . . . .	13	3 604 511	13	3 929 437	62	21 691 694	88	29 225 641	
PLUS DE 500 000 . . . . .	17	15 957 849	8	8 217 241	48	129 853 905	73	154 028 995	
<b>TOTAL . . . . .</b>	<b>725</b>	<b>32 925 997</b>	<b>18 592</b>	<b>83 641 142</b>	<b>3 619</b>	<b>195 474 219</b>	<b>22 936</b>	<b>312 041 359</b>	

POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 DÉCEMBRE 1994									
TOTAL, TOUTES BANQUES		Dépôts à vue		Dépôts d'épargne		Dépôts à terme		Total, dépôts	
Importance des dépôts (dollars des E.-U.)	N°	Valeur (E.-U.)	N°	Valeur (E.-U.)	N°	Valeur (E.-U.)	N°	N°	Valeur (E.-U.)
Moins de 5 000 . . . . .	483	825 979	20 959	24 492 070	2 773	6 337 882	24 215	31 655 931	
5 000 – 50 000 . . . . .	281	5 156 267	4 221	52 273 103	2 171	31 749 802	6 673	89 179 172	
50 001 – 100 000 . . . . .	73	4 793 363	189	12 564 913	174	13 098 154	436	30 456 429	
100 001 – 200 000 . . . . .	34	4 652 199	66	9 896 394	123	17 865 738	223	32 414 331	
200 001 – 500 000 . . . . .	14	4 448 890	20	6 044 065	63	20 285 537	97	30 778 492	
PLUS DE 500 000 . . . . .	11	14 132 375	7	8 361 470	68	179 479 440	86	201 973 284	
<b>TOTAL . . . . .</b>	<b>896</b>	<b>34 009 072</b>	<b>25 462</b>	<b>113 632 014</b>	<b>5 372</b>	<b>268 816 552</b>	<b>31 730</b>	<b>416 457 639</b>	

POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 DÉCEMBRE 1994									
TOTAL, TOUTES BANQUES		Dépôts à vue		Dépôts d'épargne		Dépôts à terme		Total, dépôts	
Importance des dépôts (dollars des E.-U.)	N°	Valeur (E.-U.)	N°	Valeur (E.-U.)	N°	Valeur (E.-U.)	N°	N°	Valeur (E.-U.)
Moins de 5 000 . . . . .	423	2 878 168	26 401	30 211 322	3 392	7 864 414	30 216	40 953 903	
5 000 – 50 000 . . . . .	261	5 900 726	5 372	69 217 589	2 823	41 161 201	8 456	116 279 517	
50 001 – 100 000 . . . . .	51	4 185 577	234	14 886 003	255	18 762 378	540	37 833 957	
100 001 – 200 000 . . . . .	36	5 361 556	95	12 666 379	131	18 148 567	262	36 176 502	
200 001 – 500 000 . . . . .	33	10 197 314	40	11 895 291	93	28 036 265	166	50 128 870	
PLUS DE 500 000 . . . . .	14	34 693 793	10	19 170 817	74	162 479 323	98	216 343 934	
<b>TOTAL . . . . .</b>	<b>818</b>	<b>63 217 133</b>	<b>32 152</b>	<b>158 047 402</b>	<b>6 768</b>	<b>276 452 149</b>	<b>39 738</b>	<b>497 716 683</b>	

Source : Banque centrale de Trinité-et-Tobago.

## BIBLIOGRAPHIE

- Banque centrale de la Barbade (1995). *Balance of Payments of Barbados 1995*, Director of Research, Central Bank of Barbados, Bridgetown, Barbade.
- Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies, Banque mondiale (1993). *Système de comptabilité nationale 1993*, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C.
- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes — CEPALC (1997). *Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean. 1996 Edition*, Nations Unies, New York.
- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes — CEPALC/Comité de développement et de coopération des Caraïbes (1997) : *Summary of Caribbean Economic Performance, 1996*, General LC/CAR/G.502, 18 juin 1979, Port of Spain, Trinité.
- Demas, William G. (1965). *The Economic of Development in Small Countries with Special Reference to the Caribbean*. Montréal, McGill University Press.
- Fonds monétaire international (1993). *Manuel de la balance des paiements*, cinquième édition, Washington, D.C., Etats-Unis d'Amérique.
- Fonds monétaire international (1995). *Guide pour l'établissement des statistiques de la balance des paiements*, FMI, Washington, D.C., Etats-Unis d'Amérique.
- Fonds monétaire international (1996). *Précis de la balance des paiements*, FMI, Washington, D.C., Etats-Unis d'Amérique.
- Office central de la statistique et Banque centrale de Trinité-et-Tobago (1997). *The Balance of Payments of Trinidad and Tobago, 1995*, Chief Economist, Research Department, Central Bank of Trinidad and Tobago.





---

### كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

#### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

#### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---